CARTULAIRE MUNICIPAL

DE LA

VILLE DE LYON

PRIVILÈGES, FRANCHISES, LIBERTÉS

Et autres titres de la Commune

RECUEIL FORMÉ AU XIVe SIÈCLE

PAR

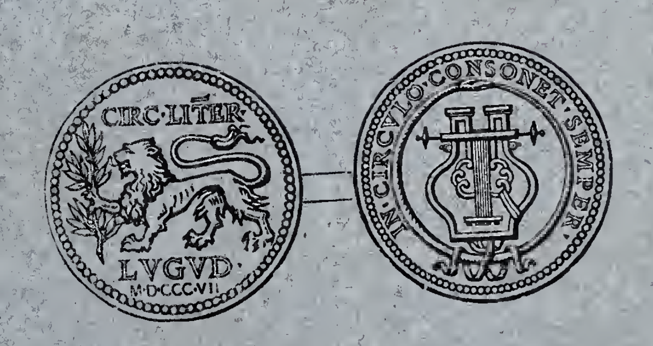
ETIENNE DE VILLENEUVE

PUBLIÉ D'APRÈS LE MANUSCRIT ORIGINAL AVEC DES DOCUMENTS INÉDITS

DU XIIe AU XVe SIÈCLE

Par M.-C. GUIGUE

Ancien élève de l'école des Chartes

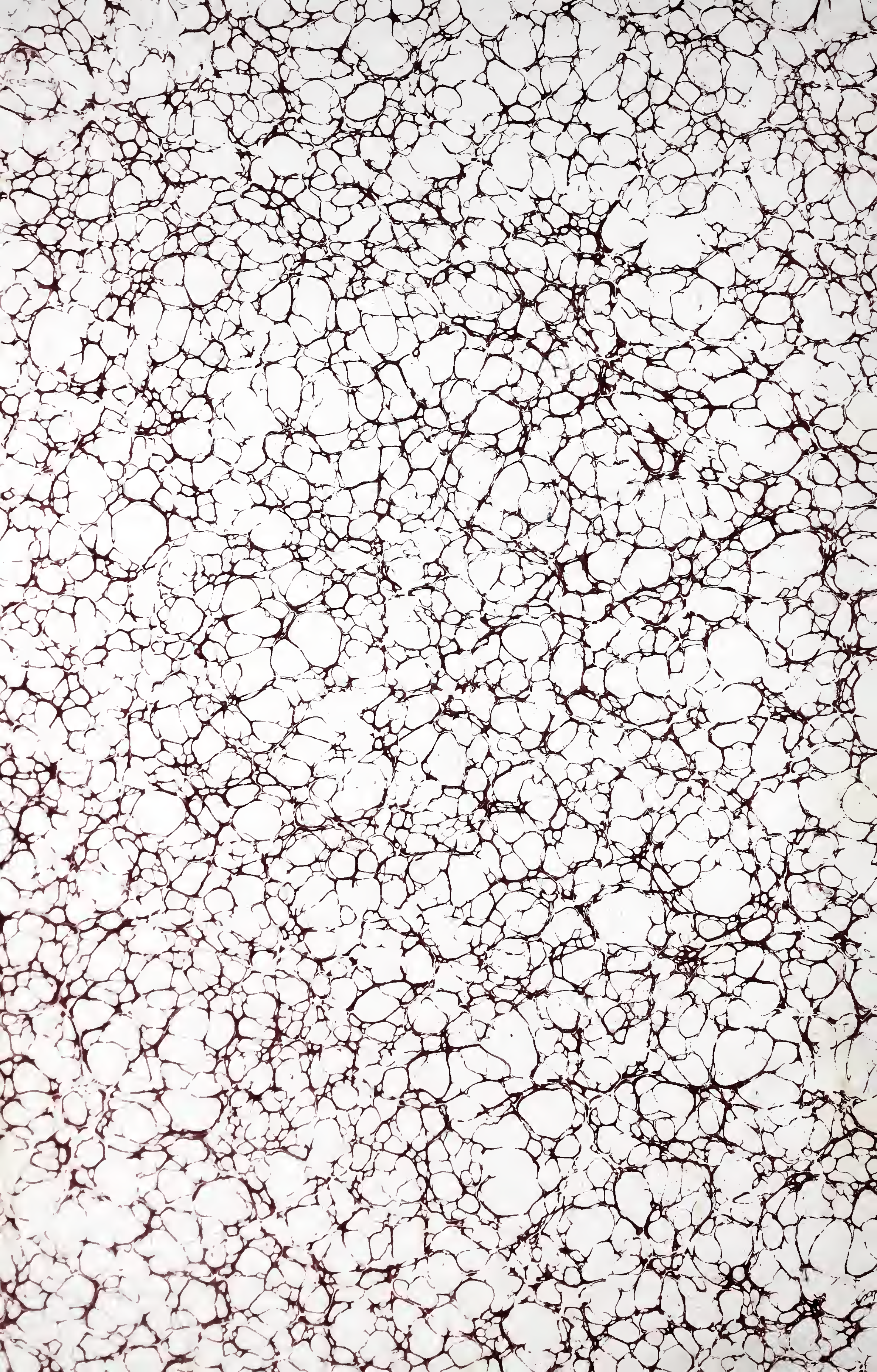


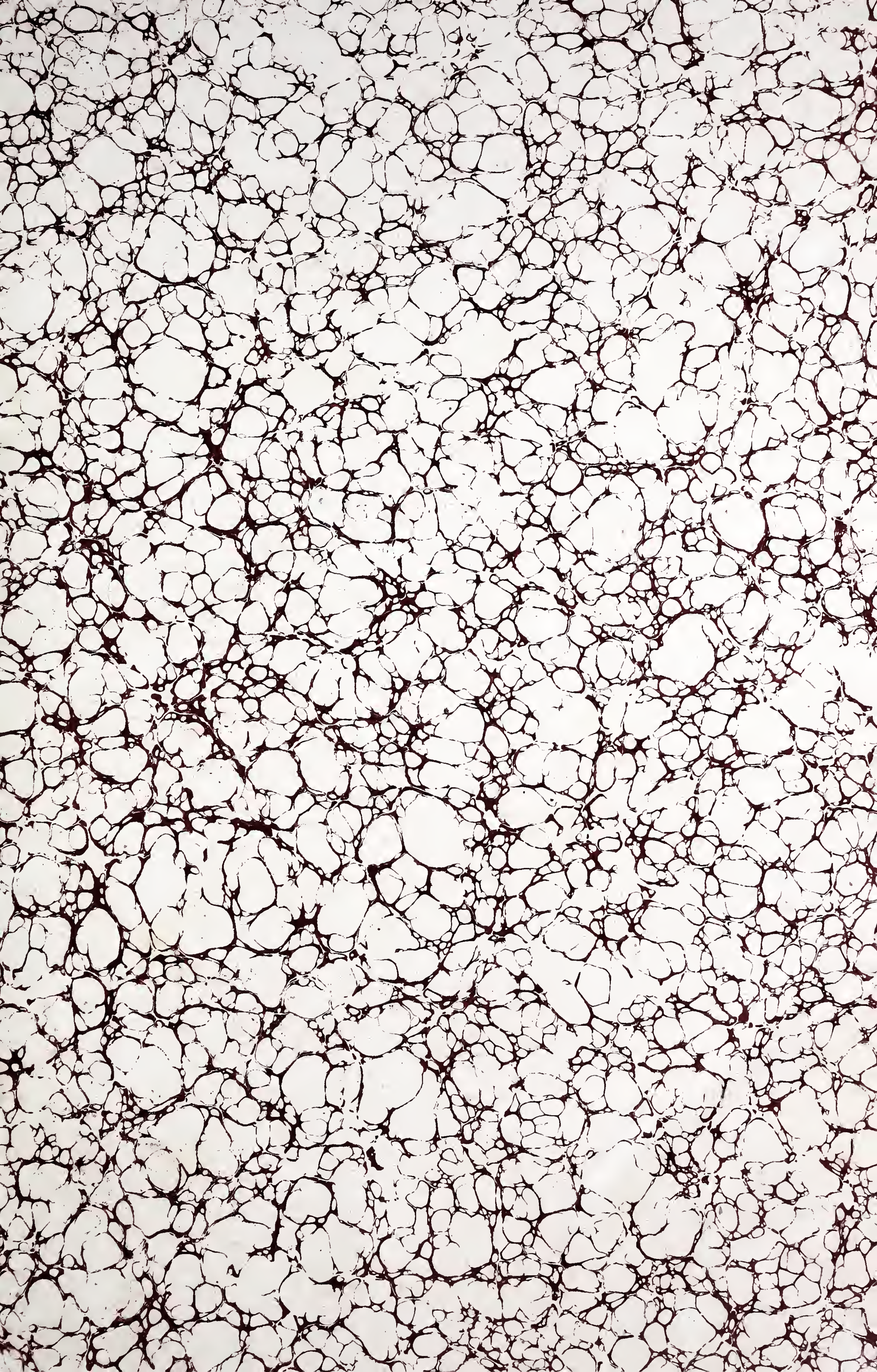
LYON

AUG. BRUN, LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE

13, Rue du Plat, 13

M D CCC LXXVI





CARTULAIRE

MUNICIPAL

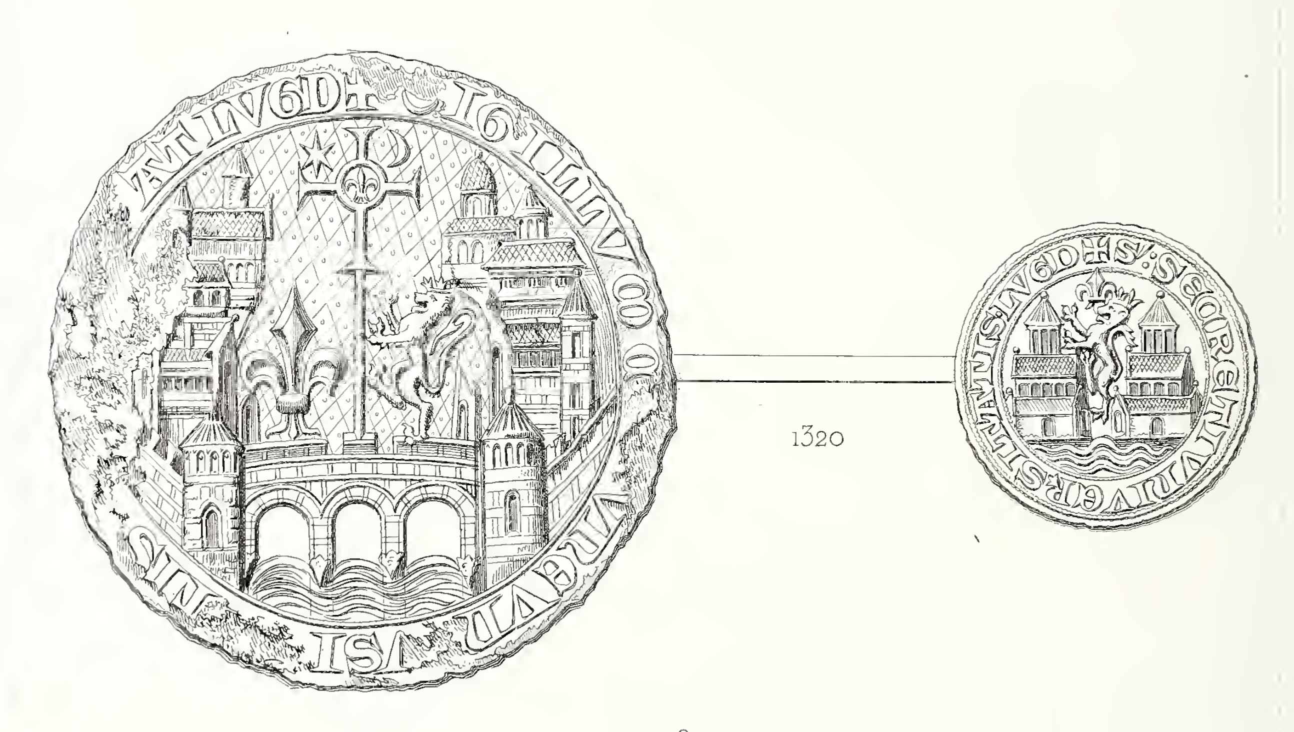
DE LYON

Publications de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.

Lyon. — Impr. Mougin-Rusand. — 1876



1271



1320

1480



Seon sculp.

ANCIENS SCEAUX DE LA VILLE DE LYON

CARTULAIRE MUNICIPAL

DE LA

VILLE DE LYON

PRIVILÉGES, FRANCHISES, LIBERTÉS

Et autres titres de la Commune

RECUEIL FORMÉ AU XIVe SIÈCLE

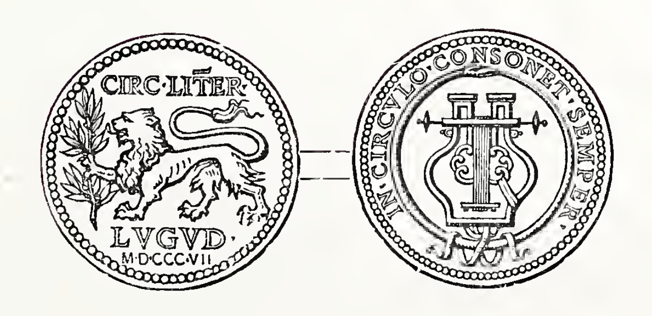
PAR

ETIENNE DE VILLENEUVE

PUBLIÉ D'APRÈS LE MANUSCRIT ORIGINAL AVEC DES DOCUMENTS INÉDITS
DU XIIe AU XVe SIÈCLE

Par M.-C. GUIGUE

Ancien élève de l'Ecole des Chartes



LYON

AUG. BRUN, LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE

13, Rue du Plat, 13

M D CCC LXXVI

PRÉFACE

Le progrès des études historiques est, dans la plus large mesure, intéressé à la prompte publication des documents restés inédits. Ceux qui recèlent des révélations véridiques et précises sur l'activité de la vie municipale dans le passé, méritent d'être mis les premiers aux mains des érudits. Aussi, les associations scientifiques de la province qui comprennent le mieux leur mission, rivalisent-elles d'ardeur pour la vulgarisation des manuscrits dont elles disposent. Jalouse de n'être distancée par aucune, et moins d'une année après l'apparition du Polyptique de l'ancienne collégiale de Saint-Paul, *la Société littéraire historique et archéologique de Lyon livre aux explorateurs des chartes communales l'important recueil qu'on désigne généralement sous le nom de* Cartulaire d'Etienne de Villeneuve.

Une aussi rapide fécondité dans la production comporte, entre autres choses, des ressources pécuniaires dont s'étonneront sans doute ceux qui connaissent le chiffre si modeste de son revenu. Dans sa cordiale gratitude, elle a hâte de déclarer qu'il lui eût été absolument impossible d'entreprendre une œuvre aussi considérable, si le Conseil municipal n'était libéralement venu à son aide. L'allocation qu'il a bien voulu lui faire tenir, a été proportionnée à la haute

valeur du document à publier et si elle a aujourd'hui l'honneur d'éditer un beau volume, elle se plaît à en renvoyer une grande part à ceux à qui elle le doit.

Rien n'a été épargné pour que le plus ancien monument des franchises et des immunitées de la cité Lyonnaise pût se produire au jour dans des conditions dignes d'elle. Non-seulement on a demandé à la grande imprimerie Mougin-Rusand ses plus beaux caractères et ses meilleures presses, mais on a encore requis de notre habile graveur, M. Séon, des reproductions en fac-similé de quelques parties du texte original, ainsi que des gravures sur bois, ou en taille douce, représentant divers sceaux de la ville, et les signum *des notaires certificateurs. Tout ainsi, dans l'entreprise, est resté essentiellement lyonnais et, par les soins qu'elle y a consacrés, la Société s'est efforcée d'en faire l'élément d'une satisfaction légitime pour le patriotisme local.*

Son choix de l'Editeur en est un sûr garant. Pouvait-elle confier la réalisation de son désir à de plus dignes mains qu'à celles du savant archiviste de la ville, M. M.-C. Guigue, dont le nom a déjà conquis, dans le monde de l'érudition, une honorable notoriété et qui s'était si remarquablement acquitté, l'année dernière, du mandat qu'elle lui avait donné relativement au Polyptique de Saint-Paul ?

Sans perdre de vue qu'il ne devait publier le recueil de chartes, commencé par Etienne de Villeneuve, qu'à titre de document, M. Guigue a dû néanmoins en faciliter l'intelligence par l'intégrale reproduction, dans un appendice, de divers titres, qui en sont le commentaire naturel et souvent indispensable. Il a de plus heureusement réagi contre la trop réelle incohérence qui a présidé à la compilation du vieux Consul et de ses continuateurs, en enrichissant son travail d'une table chronologique et analytique, qui n'en est pas la partie la moins utile, ni la moins digne d'estime.

Oserons-nous confesser qu'insoucieuse du repos, la Société rêve déjà de publications nouvelles?

S'il était besoin d'une excuse aux ambitieuses aspirations de son zèle, elle la trouverait dans l'improductive richesse des archives et des bibliothèques locales, où tant de précieux manuscrits restent inaccessibles à qui ne réside pas à Lyon, ou n'est pas entièrement libre dans l'emploi de ses heures. Croit-on, par exemple, que l'impression du grand Cartulaire d'Ainay, ou celle d'un recueil (déjà formé) de pièces tout à fait inédites de nature à jeter sur les annales du Pagus Lugdunensis, *du IX[e] au XII[e] siècle, le jour le plus inattendu, ne favorisaient pas merveilleusement l'élucidation de questions restées jusqu'ici fort obscures, en dépit de tous les efforts tentés pour les résoudre ? Que de généreux subsides continuent à protéger le bon vouloir de notre association contre les obstacles de l'impuissance financière, et, par son empressement à les utiliser dignement, elle montrera combien elle est fière de pouvoir exhumer de la poussière de nos dépôts publics tant de curieux monuments de l'intelligente sagesse dont nos pères ont fait preuve dans la pratique de la vie publique. Leur culte des libertés municipales et le rôle si grand et si fécond qu'ils surent leur attribuer, ne restent-ils pas, au profit de la grandeur morale du pays, nos guides les plus sûrs pour la continuation de l'œuvre conçue par leur patriotisme!*

Lyon, le 8 décembre 1876.

Le vice-président de la Société littéraire historique et archéologique de Lyon,

(*En l'absence du président*)

Ed. FLOUEST.

INTRODUCTION

I

La famille de Villeneuve était une des plus anciennes de Lyon, des plus notables par le nombre et l'influence de ses membres appelés aux fonctions consulaires, des plus recommandables par les services qu'elle a rendus à la cité. Elle appartenait, dès les premières années du XIV[e] siècle, à la haute bourgeoisie d'alors, à l'aristocratie du commerce, de même que ses alliés par le sang, les de Varey, les de Villars, les de Chaponnay, les Durches, les de Feurs, les de la Mure, etc., qui tous firent rapidement souche de gentilshommes.

Suivant Guichenon (1), qui le qualifie inexactement de damoiseau, Étienne de Villeneuve, le compilateur de notre Cartulaire, était fils de Pierre de Villeneuve et d'Agnès de Virieu en Dauphiné. Il faisait partie de la riche et puissante corporation des drapiers, ainsi que ses consanguins Aynard et André de Villeneuve (2). En 1328, il fut délégué auprès du pape Jean XXII (3) par ses concitoyens qui l'élu-

(1) Histoire de Dombes, t. 2, p. 323, de l'édition de 1874.
(2) V. Cartulaire municipal, ci-après, page 126.
(3) V. Ibid., p. 24.

rent consul en 1336 (4). Le 14 décembre de cette dernière année, il obtint, de concert avec ses collègues, de l'archevêque Guillaume de Sure, confirmation des privilèges des habitants (5). En 1338 et 1341 il figure parmi les conseillers de la ville (6). En 1345, il fut chargé de soutenir les intérêts de la cité devant le Parlement, dans une contestation élevée entre l'archevêque et le consulat au sujet des droits sur le vin (7). Une inscription qui se voyait jadis à l'entrée du chapitre d'Ainay (8) apprend qu'il fut marié trois fois : 1° avec Jeanne de Bagnols, décédée en 1333 ; 2° avec Isabelle de Saiseul, morte le 10 décembre 1339, et 3° avec Marguerite N., veuve de Guichard de La Mure. Il fut emporté vraisemblablement par la peste noire avec sa troisième femme, son fils Pierre, son frère André et Mariette de Pompierre, sa belle-sœur, entre le 20 août et le 5 septembre 1348 (9).

(4) Ménestrier, Histoire consulaire de Lyon, p. 543.

(5) Cartulaire municipal, p. 133 et 142.

(6) Ibid., p. 182, 312 et 323.

(7) Ibid., p. 330.

(8) « *Hic jacet F. Guillelmus de Villanova, infirmarius Athanacensis, qui obiit in octava Pentecostes anno Domini MCCCXIX ; anima ejus per misericordiam Dei requiescat in pace. Amen. — Et Joanna de Bagno, uxor Stephani de Villanova, quæ in festo sanctæ Mariæ Magdalenæ obiit anno Domini MCCCXXXIII, quæ dedit nobis decem solidos census. — Et Isabella de Saisiolo, uxor dicti Stephani, quæ dedit nobis decem solidos census, et obiit decima die Decembris anno Domini MCCCXXXIX. — Et Marieta de Pompero, uxor Aymondi de Villanova ; dedit nobis decem solidos census, quæ obiit vigesima die Julii MCCCXLVIII. — Et Andreas de Villanova ; dedit nobis viginti solidos census, qui obiit decima octava die Augusti MCCCXLVIII. — Et Marguarita, uxor dicti Stephani, uxor quondam Guichardi de Mura ; dedit nobis decem solidos census ; quæ obiit vigesima die Augusti MCCCXLVIII.* » (Guichenon, o. l. p. 325.)

(9) J'induis l'époque du décès d'Etienne de Villeneuve du texte de l'épitaphe ci-dessus rapproché de celui de l'épitaphe de son fils Pierre reproduite ci-après. La première porte : *Ici gît..... Marguerite femme dudit Etienne, laquelle décéda le 30 août 1348*, ce qui permet d'inférer qu'il vivait encore à cette date ; la seconde : *Ici gît..... Pierre, fils de* FEU *Etienne de Villeneuve, lequel (Pierre) mourut le 5 septembre 1348*, ce qui prouve qu'Etienne était déjà décédé le 5 septembre 1348, et autorise, je crois, mon assertion. — Quant à la cause de sa mort, attribuée à la peste noire, je l'induis aussi de ces mêmes épitaphes qui apprennent que Mariette de Pompierre, femme d'Aymon de Villeneuve, mourut le 20 juillet 1348 ; André de Villeneuve, le 18 août 1348 ; Marguerite, femme d'Etienne, le 20 du même mois, et Pierre de Villeneuve, le 5 septembre suivant. — Quatre décès successifs, ou plutôt cinq, en comprenant Etienne, dans la même famille, en un mois et demi, ne peuvent être attribués qu'à une cause anormale. Cette cause est indubitablement, à mon avis, la mortalité épidémique (*epidemie mortalitas*) qui dépeupla Lyon, vers le milieu du XIVe siècle, ainsi que l'ap-

De ses trois femmes Étienne de Villeneuve eut plusieurs enfants, dont trois seulement sont connus : 1° *Jean*, mentionné déjà comme défunt dans l'acte de l'acquisition, en date du 17 septembre 1343, que fit son pére de la chapelle de Saint-Pierre d'Ainay pour le tombeau de sa famille (10); 2° *Pierre*, docteur en droit civil et en droit canon, mort en 1348 et inhumé à Ainay (11); et 3° *Berthet*, consul en 1352 et 1362 (12), et qui fut l'auteur des seigneurs d'Yvours, de Joux-sur-Tarare et la Bâtie en Dombes. Sa postérité était encore représentée au dernier siècle. Les de Villeneuve portaient pour armes : *parti, au 1er losangé d'or et d'azur, au 2e d'argent à 3 demi vivres de gueules* (13).

prend une lettre du roi Jean, en date du 3 mai 1351 (V. *Appendice*, p. 454), et dont la période d'intensité, dans notre ville, est précisée en ces termes par une inscription en langue vulgaire trouvée rue Masson, au-dessus du Jardin des Plantes : « *El temps de la mortalita, l'an MCCCXLVIII,* » c'est-à-dire la peste noire, qui épouvanta, par ses ravages, l'Asie, l'Afrique et l'Europe, cette même année 1348.

(10) « *Nos frater Bartholomeus, Dei gratia monasterii Athanacensis Lugdunensis humilis abbas, totusque ejusdem loci conventus in capitulo more solito congregati, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos tradimus et concedimus pro nobis et nostris successoribus Stephano de Villanova, civi Lugdunensi, et suis imperpetuum capellam Athanacensem vocatam capellam Sancti Petri, sitam juxta capitulum nostrum predictum; quam capellam dictus Stephanus possit per se vel per alium facere claudi de daraysiis et accipere circa unam teysiam Sancti Georgii ultra angulum seu angulare tenente voutam lapideam existentem versus altare dicte capelle, et facere seu fieri facere hostium firmans in dicta capella ; et in qua capella cantabuntur singulis diebus perpetuo unam missam pro remedio animarum dicti Stephani ejusque patris et matris ac fratrum, uxoris et liberorum, videlicet tres monachi presbiteri residentes in abbatia predicta..... Item poterunt dicti Stephanus et sui et sibi licebit facere fieri unum tumulum in dicta capella clausa quandocumque voluerint, in quo se possint facere seppeliri dictus Stephanus et illi de genere suo ac eorum conjuncti..... Item confitemur et recognoscimus nos habuisse et recepisse a dicto Stephano triginta florenos auri boni et fini justi ponderis, quos dictus Stephanus donavit dicto conventui pro faciendis perpetuo annuali dicti Stephani et annuali Johannis de Villanova, jurisperiti, quondam filii dicti Stephani nuper defuncti, qui jam jacet in tumulo supradicto..... Actum et datum in dicto capitulo nostro, die mercurii decima septima die mensis Septembris, anno Domini millesimo CCC° quadragesimo tertio.....* » (Original. — Archives du Rhône, Fonds d'Ainay, armoire 1, vol. 22, n° 1.)

(11) « *Hic jacet dominus Petrus de Villanova, doctor juris utriusque, egregiusque filius quondam Stephani de Villanova, qui dedit nobis decem solidos census ; qui obiit quinta die Septembris MCCCXLVIII.* » (Guichenon, o. l. p. 325.)

(12) Ménestrier, Hist. Consulaire de Lyon, p. 543. — V. aussi Arch. du Rhône, *Testamenta*, t. 2, f° 125.

(13) V. Steyert, Armorial du Lyonnais, p. 94.

II

C'est en 1336, alors qu'il était consul, qu'Etienne de Villeneuve, par patriotisme, « *por amour dou comun, seinz remuneracion aucune,* » comme il le dit lui-même (14), entreprit de rassembler en un seul recueil et en forme aussi probante que les originaux eux-mêmes, tous les titres pouvant intéresser la cité lyonnaise au quadruple point de vue de ses libertés et de ses franchises, de l'administration, de la justice et des propriétés communales. Ce recueil, qui comprend 86 pièces, exigea 18 mois de travail (15). En 1342, il lui adjoignit un supplément (16).

A cette époque, la ville n'avait pas encore d'archives proprement dites, bien que ce droit lui fût reconnu depuis longtemps (17). Par une raison que j'ignore, mais qui n'est peut-être pas autre que celle d'une excessive prudence, les originaux de ses titres les plus importants ne se trouvaient pas centralisés dans la chapelle Saint-Jaquême, près de Saint-Nizier, où se tenaient les assemblées consulaires, mais étaient répartis d'une manière inégale entre les mains de plusieurs détenteurs. C'est ce qui ressort avec évidence de la notice indicative de la provenance de chacun des actes du Cartulaire, notice qui n'en cite aucun comme tiré d'un dépôt public.

De cette notice, en effet, dont la rubrique est ainsi formulée sur le *recto* du f° 1 du premier cahier du tome 1er : *Ci sont les nons de ciauz qui avoient les previleges dont en ceti livres sont les copies ou tans que li livres fut ordenez et compilez,* il résulte que sur 86 pièces dont se compose la première compilation de 1336, 80 de ces pièces étaient conservées privativement par trois des consuls de l'année, savoir :

(14) V. Cartulaire municipal, p. 1.
(15) Ibid., l. c.
(16) Ibid., p. 305.
(17) Ibid., p. 115 et 347.!

Par Etienne de Villeneuve, les n°s 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 20, 21, 22, 38, 40, 41, 42, 51, 53, 54, 57, 61, 64, 66, 67, 68, 74, 76, 77, 78, 81, 82, 83, 85 et 86;

Par sire Bernard Hugon, dit Barral, les n°s 9, 16, 17, 18, 19, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 36, 37, 39, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 52, 55, 56, 58, 65, 66, 70, 71, 72, 73, 75 et 80;

Par Pierre de Pompierre, les n°s 59 et 60. Etienne de Foreis, détenait le n° 62; Jean Raymond, ancien procureur syndic, le n° 63; Barthélemy de Montbrison le n° 84. Les n°s 30, 35, 79 n'ont pas d'indication.

Les pièces formant la deuxième compilation de 1342 se trouvaient certainement aussi disséminées, mais la notice n'en a pas été dressée à la suite de cette rubrique écrite sur le *recto* du f° VI du tome 2 : *Ce sont les nons de ceuz qui avoient les originauz dont au cetuy livre sont les copies ou tans que ciz livres fut compilés.*

Les documens recueillis par Etienne de Villeneuve ont été distribués par lui en quatre livres et numérotés, en une seule série, de I à CV :

Le premier livre se compose des priviléges concédés par les Papes, du n° I au n° XVII;

Le deuxième renferme les pièces émanées des rois de France, du n° XVIII au n° LXI;

Le troisième, celles émanées des archevêques de Lyon et autres justiciers, du n° LXII au n° LXXXVI;

Le quatrième comprend 19 actes relatifs aux franchises, aux coutumes, à l'administration et aux propriétés de la ville.

Les trois premiers sont écrits immédiatement les uns à la suite des autres dans un volume dont ils n'occupent que 79 feuillets sur 222. Le dernier livre remplit 20 feuillets d'un autre volume qui en compte 40.

Postérieurement à 1343, Etienne de Villeneuve lui-même et les héritiers successifs de son œuvre patriotique affectérent le parchemin resté en blanc à la transcription de nouveaux actes. Ils en ajoutérent 38 au 1er volume et 7 au second, en suivant la numération commencée dans chacun d'eux, c'est-à-dire en répétant dans le 1er volume

les nos LXXXVII, LXXXVIII, etc., déjà inscrits dans le 2e, ce qui fait que, dans l'ensemble de la collection, les nos de LXXXVII à CV, et de CVI à CXII, se trouvent reproduits deux fois.

Je n'ai pas cru devoir laisser subsister cette double numération, mais bien, dans l'intérêt des recherches et des citations, ne faire qu'une seule série, de I à CL, de toutes les pièces comprises dans les deux manuscrits.

On ignore comment le Cartulaire formé par Etienne de Villeneuve sortit de sa famille. On sait seulement, par la signature apposée sur le fo II du premier cahier du tome 1er, qu'il appartenait, au XVIe siècle, à François Sala, sieur de Montjustin, capitaine de la ville de Lyon de 1542 à 1569, échevin en 1541, 1551 et 1570, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, mort le 4 avril 1575, et qu'au XVIIe siècle il était en la possession du sieur de la Bessette, qui le donna, en décembre 1692, à Laurent II Pianello de la Valette, ainsi que l'apprend la note suivante écrite, à l'époque, de la main du donataire, sur le fo IX du même cahier :

« *Le present recueil de plusieurs anciens actes concernants les privileges des habitans de la ville de Lion, appartient a messire Laurent Pianello, chevalier, seigr de la Valette, conser du roy et president au bureau des finances de la généralité de Lion, commissaire deputé par sa majesté pour les terriers de ses domaines et pour les ponts et chaussées de la dite généralité, et ancien prévost des marchands de la dite ville, lequel luy a esté donné, en décembre 1692, par le sr de la Bessette.* »

Au-dessous de cette note sont dessinées en couleur et or, avec heaume, cimier et lambrequins, les armes de Pianello : coupé de gueules et de sables, au tronc écoté et contre-écoté d'or péri en fasce sur le tout.

Laurent II Pianello mourut le 9 octobre 1718. Sa riche biblio-

thèque (18) passa à son fils Jean-Baptiste, mort en 1758, père de Laurent III Pianello de la Valette, plus connu sous les noms de M. de Charly et de M. de Maubec, conseiller d'honneur en la cour des Monnaies, membre de l'Académie de Lyon, lequel la transféra, en 1766, au château de Thorigny, près de Sens. Saisie par suite des décrets rendus contre les émigrés, elle fut transportée à Sens, où elle resta jusqu'en 1795. En vertu du décret du 3 brumaire an IV, qui réorganisait l'instruction publique, elle fut apportée à Auxerre par le P. Laire, bibliothécaire de la bibliothèque centrale de cette ville. C'est d'Auxerre que notre Cartulaire, après de longues négociations, fut tiré, en 1826, pour être déposé dans les archives municipales de la ville de Lyon, où il est actuellement conservé.

III

Les deux volumes du Cartulaire d'Etienne de Villeneuve sont uniformément reliés, avec de fortes nervures, en veau brun collé sur planchettes de bois. Les plats n'ont pas d'autres ornements que 5 gros clous coniques en cuivre très-saillants, fixés sur une plaque aussi en cuivre découpée en forme de croix tréflée. Ces clous sont disposés de manière à défendre les plats contre tout frottement immédiat en les isolants, savoir un clou à chaque angle et un autre au milieu. Les coins et les tranches des couvertures sont protégés par des bandes de même métal et d'autres clous plus petits, mais aussi à tête saillante.

Les volumes étaient maintenus fermés à l'origine, par deux lanières munies d'un œillet à leur extrémité. Les lanières n'existent plus; il

(18) V. Notice historique sur la bibliothèque La Valette par Aug. Bernard, Lyon, 1854, in-8.

reste seulement les petits clous disposés 2 et 1 qui les fixaient et les boutons en cuivre sur lesquels s'agraffaient les œillets.

Le premier volume est composé de cahiers de parchemin de 4 feuilles, soit de 8 feuillets ou 16 pages, à l'exception cependant du premier cahier qui compte 12 feuillets dont un collé sur la couverture, et du dernier cahier qui en compte 6. Le parchemin est réglé à la mine de plomb, avec réserve de belles marges, à raison de 32 lignes à la page jusqu'au feuillet 79, et à raison de 33 depuis le feuillet 80 jusqu'au 222 et dernier. Les lignes de la première partie ont de 68 à 70 lettres; celles de la deuxième de 53 à 64 seulement.

L'écriture de tout le manuscrit est en général nette, régulière et soignée. Elle présente peu de difficultés paléographiques. Jusqu'au folio 79 inclusivement elle paraît appartenir à une même main qui l'a tracée pendant les années 1336 et 1337. Du folio 80 jusqu'au folio 180 elle est l'œuvre de divers scribes, tous néanmoins contemporains du notaire Guillaume de Cuysel qui instrumentait à Lyon vers la fin du XIVe siècle et dans les premières années du XVe. Un autre scribe vivant vers le milieu du XVe siècle a transcrit l'acte n^o^ CXXIII. Dans cette deuxième partie du recueil, les lettres initiales de chaque document consistent en de grandes majuscules gothiques ornées parfois avec assez de goût.

Jusqu'au folio 132 (n^o^ CXII), les titres des pièces sont écrits à l'encre rouge et en langue vulgaire. Le numéro d'ordre est tracé en chiffres romains, aussi à l'encre rouge, à gauche et en marge des premières lignes du texte. Depuis ce folio 132, jusqu'à la fin du volume, les places que devaient occuper les titres sont restées en blanc.

Les trois premiers feuillets du premier cahier ne sont pas paginés. Les neuf derniers le sont en chiffres romains. Tout le reste du manuscrit est follioté en chiffres arabes du XVIIe siècle.

Le recto et le verso du folio I, sont remplis par une liste des noms de ceux qui ont fourni à Etienne de Villeneuve les originaux des documents qu'il a fait reproduire dans son Cartulaire. Trois noms de cette liste ont été reportés en tête du folio VII. Sur le recto du folio II se lisent les signatures autographes de *Françoys Sala* et de *Pianello de la Valette.* Le verso est blanc.

Sur le recto du folio III, dont le verso est aussi en blanc, est transcrite une note relatant le texte de l'inscription commémorative de la construction du pont d'Anse sur l'Azergue. (V. ci-après, p. 372.)

Le feuillet IV est entièrement blanc. Au folio V, commence la table du recueil dont l'écriture appartient, jusqu'au n° LXXXVI, à la même main que celle qui a rempli les 79 premiers feuillets du manuscrit, et de ce n° LXXXVI, jusqu'au n° CXIII, à une main de la fin du XVe siècle, et du n° CXIII jusqu'au n° CXXIII, à une troisième du XVIIe ou du XVIIIe siècle,

Sur le folio IX, se trouve la note rapportée ci-dessus de Laurent Pianello de la Valette (v. p. XIV).

Au folio 1, en chiffre arabe, commence le texte proprement dit du Cartulaire. Le verso du folio 86 est blanc, ainsi que le folio 87 et tous les feuillets compris depuis le verso du folio 179 jusqu'au recto inclus du folio 219. Sur le recto du folio 221 sont transcrites les notes reproduites ci-après, pp. 370-372. Au verso du folio 222 et dernier, se trouve le récit de l'entrée à Lyon du roi Charles VI. (V. p. 369.)

Le deuxième volume du Cartulaire est formé de 48 feuillets de parchemin, distribués en cahiers comme dans le premier. La réglure du parchemin est aussi, avec de belles marges réservées, de 32 lignes à la page, jusqu'au feuillet 31 inclusivement, et de 33 jusqu'au dernier.

L'écriture des 31 premiers feuillets a été tracée, comme l'indique la note d'Etienne de Villeneuve (v. p. 305), en 1342. Celle des autres feuillets appartient à une époque un peu postérieure.

Jusqu'au folio 20 verso, les titres ou sommaires des pièces et les numéros d'ordre sont à l'encre rouge et en langue vulgaire, et disposés comme dans le premier volume. A partir de ce folio 20, la place des sommaires est restée en blanc; les numéros d'ordre sont en chiffres arabes du XVIIe siècle.

Les huits premiers feuillets, soit le premier cahier, sont numérotés en chiffres romains; les 40 autres en chiffres arabes aussi du XVIIe siècle.

Au folio I du premier cahier se trouve la table du volume dont l'écriture est, pour une partie, du XIV[e] siècle, et, pour l'autre, du XVII[e]. Le verso du folio II est en blanc, ainsi que tout le reste du cahier, à l'exception cependant du haut du folio III, qui porte seulement ces deux lignes à l'encre rouge : *Ce sont les nons de ceuz qui avoient les originauz dont an cetuy livre sont les copies ou tans que ciz livres fut compilés.*

Au folio I du deuxième cahier commence le texte du Cartulaire, qui s'étend jusqu'au verso du folio 36, dont il occupe trois lignes. Les autres feuillets sont entièrement blancs, ainsi que les gardes et fausses gardes.

IV

Le Cartulaire d'Etienne de Villeneuve n'est pas complétement inédit. Bon nombre de pièces en ont été déjà publiées dans divers ouvrages (19) et par divers auteurs (20), mais presque toujours d'une manière si défectueuse, que bien souvent elles en sont inintelligibles.

Cette défectuosité des textes édités et l'importance de certains documents non encore vulgarisés faisaient vivement désirer depuis longtemps la reproduction intégrale de ce précieux monument de nos libertés municipales, reproduction plusieurs fois projetée, mais toujours ajournée faute de moyens. Au printemps de l'année dernière elle devint urgente. Un accident malheureusement trop fré-

(19) Ordonnances des rois de France, t. I, p. 357-368; t. II, p. 257 et 453; t. V, p. 110; t. XI, p. 433; — Factum de l'instance d'entre monsieur le Procureur général..., les officiers de la Senechaussée et Siege Présidial de Lyon,... et les Prevost des marchands et Eschevins de la dite ville, intervenants et joints, contre les Doyen et Chapitre de l'Eglise Saint-Jean de Lyon, qui sont defendeurs. Paris, 1648. in-4°; — Recueil des chartres, lettres patentes, édits déclarations, règlements et arrêts donnés par nos Rois depuis 1271, jusques et compris le regne de Louis XV, le Bien-Aimé, etc. Lyon, 1771, in-folio.

(20) Ménestrier, Histoire consulaire de Lyon. Lyon, 1696, in-folio; — Monfalcon, Lugdunensis historiæ monumenta, Lyon, Vingtrinier. 1857, in-folio, et Paris, Didot, 1866, aussi in-folio.

quent dans les Archives communales de Lyon placées sous les combles de l'Hôtel-de-Ville, l'invasion des eaux pluviales, endommagea gravement le recueil. Emue, *la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon,* résolut, sur le rapport de M. Léopold Niepce, alors son Président, et Président de la Commission des Archives et des Bibliothèques, de le publier sans retard et appela à son aide, par l'entremise de M. le Préfet-Maire, le Conseil municipal.

Avec un empressement dont lui savent gré tous les hommes d'études et dont lui sauront gré aussi les érudits de l'avenir, le Conseil mit immédiatement la plus grande partie des fonds nécessaires à la disposition de la Société, qui voulut bien me faire l'honneur, dans sa premiére séance de Mai de la présente année, de me charger de la publication.

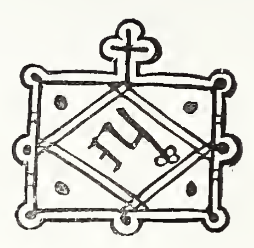
Je me suis efforcé, dans les limites du programme qui m'était tracé, de répondre aux intentions de mes collégues, en reproduisant avec un soin scrupuleux le texte même du Cartulaire, qui devait être livré avec toutes ses incorrections originales aux appréciations de la critique. Je me suis permis seulement de modifier, par la raison que j'ai exposée plus haut, le numérotage des pièces, sans rien changer néanmoins à leur ordre, et d'ajouter à la suite des sommaires la date de chacun des documents.

Il est cependant certains retranchements que j'ai dû faire subir au contexte du Recueil, parce qu'ils étaient commandés par une économie bien entendue. Il s'agit des formules de souscriptions et des seings des notaires appelés à certifier, à authentiquer chacune des transcriptions. Ces formules et ces seings se trouvant répétés identiquement plus ou moins souvent, les reproduire chaque fois, ç'eût été inutilement grossir le volume et susciter de nouveaux frais typographiques sans profit aucun pour l'étude. Il m'a donc paru préférable de les réunir tous ici, en quelques pages, en indiquant soigneusement à quels actes ils s'appliquent :

Les n^os^ I à XVII, XIX à XXVI, XXVIII à XXXII, XXXIV à XXXVII, XXXIX à XLIII, XLVI à LXII, LXIV à LXXI, LXXIII à LXXVII, les n°s LXXX, LXXXII

et LXXXV ont été vidimés conjointement en ces termes et signés par les notaires Jean de Sorbier et Didier de Besançon :

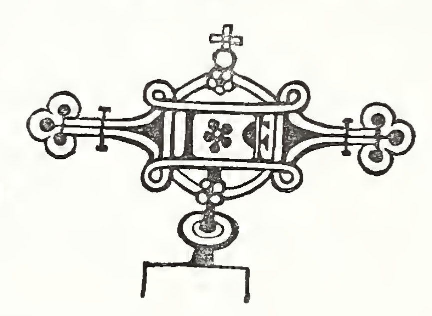
« *Facta est collatio per me Johannem de Sorberio, auctoritate regia notarium publicum, de presenti transcripto ad originale...... una cum Diderio de Bisuncio, notario, et in hujus rei testimonium signum meum hic apposui :* »



« *Et per me predictum Diderium de Bisuncio, clericum, notarium regium curieque domini officialis Lugdunensis juratum unacum dicto Johanne de Sorberio, notario, et ob hoc huic presenti transcripto in testimonium hujus rei signum meum apposui quod est tale :* »

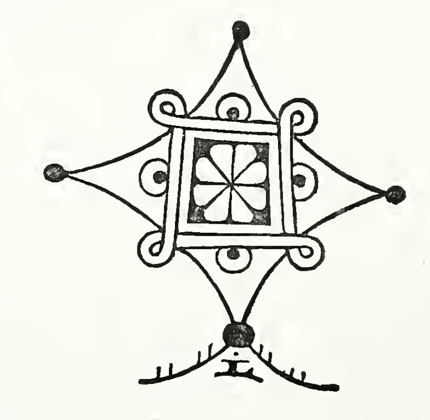
Les n°s XVIII, XXVII, XXXIII et LXIII, par ledit Didier de Besançon et Jean Falconnet de Lyon, qui a tracé cette souscription et ce *signum* :

« *Facta est collatio per me Johannem Falconeti de Lugduni, clericum, auctoritate regia publicum notarium curieque domini officialis Lugdunensis juratum, una cum Didereto de Bisuncio, clerico, notario, de presenti transcripto ad litteras originales,.... et in hujus rei testimonium signum meum hic apposui istud :* »



Le n° LXXXVI, par Jean Sorbier, ci-dessus, et Jean de Mâcon :

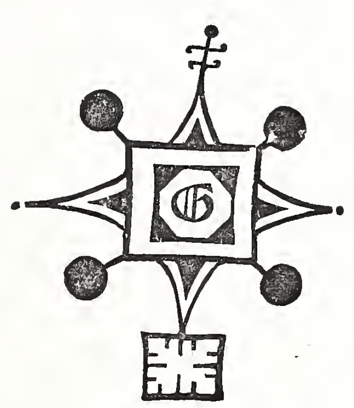
« *Et per me Johannem de Matiscone, notarium predictum, una cum dicto Johanne de Sorberio, et in hujus rei testimonium signum meum hic apposui :* »



Les nos XLIV et XLV, par Thomas Bacconier et Girard de Villeneuve :

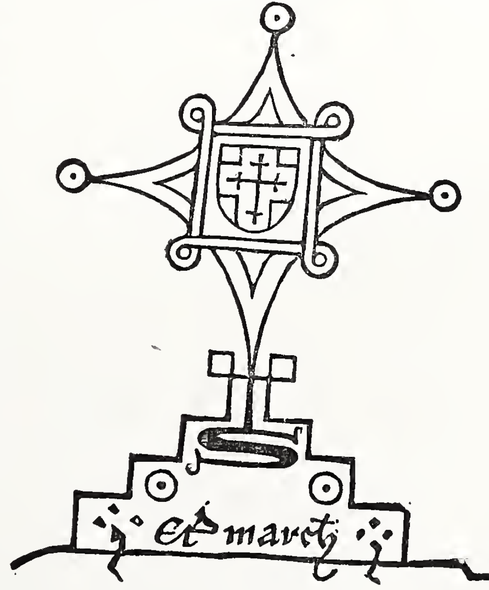
« *Et ego Thomas Baconerii de Lugduno, clericus, auctoritate apostolica publicus notarius et regia, premissis interfui una cum infrascripto notario presentique instrumento inde confecto subscripsi propria manu et signavi vocatus ad hoc specialiter et rogatus :* »

« *Et ego Girardus de Villanova, clericus, auctoritate regia publicus notarius premissus, in suprascripto proxime instrumento presens interfui et huic publico instrumento inde confecto manu propria subscripsi et signavi vocatus specialiter et rogatus :* »

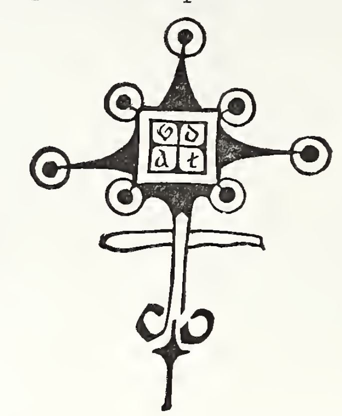


Le no LXXII, par Etienne Marchis et Vincent d'Anse :

« *Ego vero prefatus Stephanus Marchisii, predictis auctoritatibus publicus notarius, premissis coram me et dicto Vincentio, notario, ut supra peractis una cum eodem Vincentio, presentibus etiam domino Guillelmo de Burgo, canonico Matisconensi, magistro Guidone Sapientis, jurisperito, et Aymone de Mellona, clerico, pro testibus ad premissa specialiter vocatis et rogatis, presens fui et hic subscripsi et signo meo apostolico signavi manu propria in testimonium veritatis rogatus.*

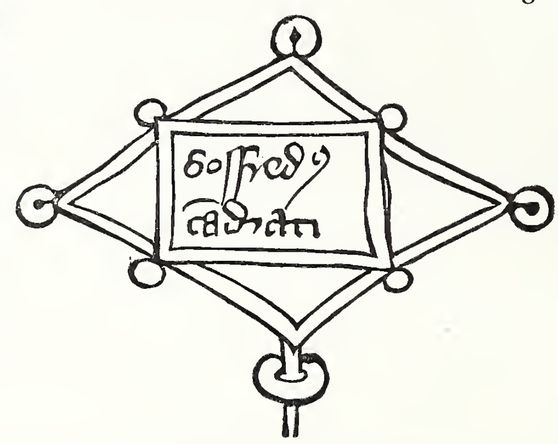


« *Ego vero prefatus Vincentius de Ansa, clericus, notarius regius, premissis una cum dicto Stephano, clerico, auctoritate apostolica, imperiali et dicti domini nostri regis publico notario, presentibus etiam domino Guillelmo de Burgo, canonico Matisconensi, Guidone Sapientis, jurisperito, et Aymone de Mellona, clerico, pro testibus ad premissa vocatis et rogatis, presens interfui et in hac presenti littera seu in hoc presenti publico instrumento inde confecto me in testem subscripsi et signo meo signavi manu propria... rogatus:* »



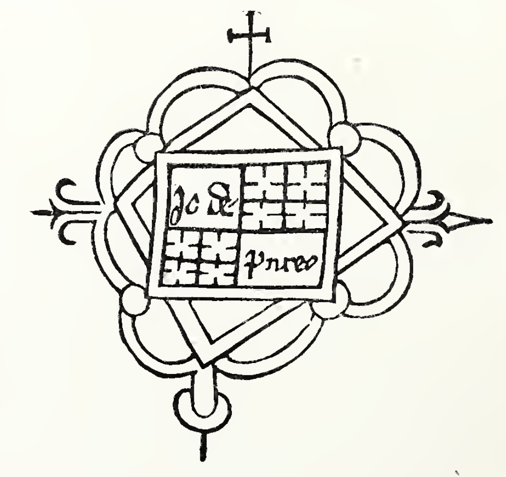
Le n° LXXVIII, par Jean Falconet, ci-dessus, et Soffrey de Chandieu :

« *Et ego vero dictus Soffredus Candiaci, clericus, auctoritate regia publicus notarius, premissis...in mei... presentia actis et factis una cum dicto Johanne Falconeti, notario regio, presens interfui, et ob hoc huic presenti instrumento una cum dicto Johanne Falconeti signo meo consueto signavi rogatus:* »



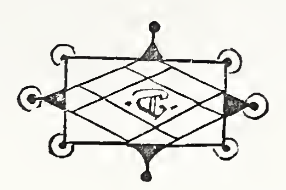
Le n° LXXIX, par Vincens d'Anse ci-dessus et Jean du Puits :

« *Ego vero Johannes de Puteo, auctoritate regia publicus notarius, predictas litteras... vidi, legi et tenui et de eisdem diligentem collationem una cum Vincentio de Ansa feci, eadem auctoritate publico notario, et in testimonium premissorum signum meum solitum hic signavi rogatus:* »



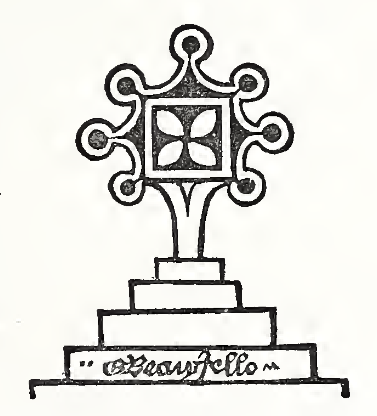
Le n° LXXXIV, par Pierre Tassin (v. ci-après pp. 140 et 161), et Guillaume de la Forêt, ce dernier souscrit et signe ainsi :

« *Facta est collatio per me G. de Foresta, notarium regium et curie Lugdunensis juratum, de presenti transcripto ad originale..., et in hujus rei testimonium signum meum hic apposui, quod est tale :* »



Les nos LXXXVII à C, CVI, CVIII, CX, CXI et CXII, par Guillaume de Cuysel et Etienne Danuet :

« *Facta est collatio de presenti transcripto ad dictas originales litteras... per me Guillelmum de Cuysello, auctoritate regia publicum notarium et curiarum Lugdunensium juratum, una cum Stephano Danueti, clerico, publico notario regio et dictarum curiarum jurato, et in hujusmodi collationis testimonium signum meum solitum hic apposui quod est tale :* »



« *Et per me dictum Stephanum Danueti, clericum, auctoritate regia publicum notarium et curiarum Lugdunensium juratum, una cum dicto Guillelmo de Cuysello, auctoritate regia publico notario et dictarum curiarum jurato, et in hujusmodi collationis testimonium hic signavi :* »



Les nos CIV, CV, CXIII, CXIV, CXVI, CXVII et CXIX, par Guillaume de Cuysel seul, ci-dessus. Le n° CXV, ne porte que son petit seing formé de son nom précédé de l'initiale de son prénom : *G. de Cuysello.*

Le n° CXXIV, par Nicolas Le Blanc et Thomas d'Avrillat :

« *Facta est collatio de presenti transcripto ad originale per me Nicholaum Albi, clericum, notarium curiarum Lugdunensium juratum, una cum Thoma de Avrilliaco, clerico, dictarum curiarum jurato, et in hujus collationis testimonium hoc signo meo signavi :* »

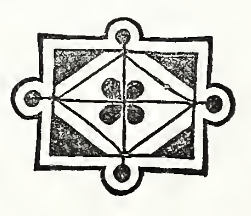
« *Facta est collatio de presenti transcripto ad originale per me Thomam d'Avrilliaco, clericum et juratum, una cum dicto Nicholao Albi, et in hujusmodi collationis testimonium hoc signo meo signavi :* »



Les n^os^ CXXVI et CXXVII, par Guillaume Bussiz de Toulonjon et Pierre Luminier :

« *Facta est collatio de presenti transcripto ad originale per me Guillelmum Bussiz de Tholojone, clericum, notarium et curiarum Lugdunensium juratum, una cum Petro Illuminatoris, clerico, dictarum curiarum Lugdunensium jurato, et in hujus testimonium hoc signo meo signavi :* »

« *Facta est etiam collatio de presenti transcripto ad originale per me Petrum Illuminatoris, clericum, curiarum Lugdunensium juratum, una cum dicto Guillelmo Bussiz, clerico, notario, et in hujus testimonium hoc signo meo signavi :* »

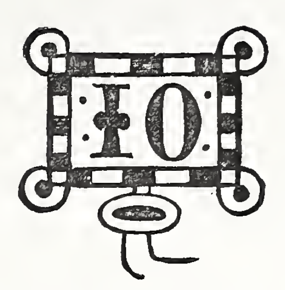


Les n^os^ CXXVIII à CXXXV par Jean Sorbier ci-dessus, et Pierre Luminier, ci-dessus :

Les n^os^ CXXXVI, CXXXVII, CXXXVIII, CXL, CXLI et CXLII, par Jean de

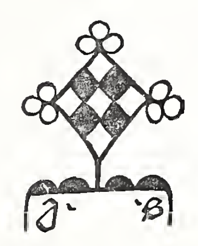
Sorbier ci-dessus, et Jean de Sorbier, le jeune, lequel souscrit et signe ainsi :

« *Facta est collatio de presenti transcripto ad originales litteras per me Johannem de Sorberio juniorem, notarium regium curie Lugdunensis juratum, una cum dicto Johanne de Sorberio seniore, notario, et in hujus testimonium collationis hic signavi :* »



Le n° CXXXIX, par Guillaume de Bussiz ci-dessus, et Jaquemet Sacristain d'Ambronay :

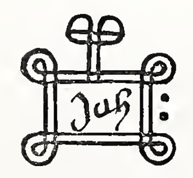
« *Facta est collatio de presenti transcripto ad dictas originales litteras sanas et integras, non viciatas et non corruptas, una cum Guillelmo de Bussiz, clerico, notario regio, per me Jaquemetum Sacriste de Ambroniaco, clericum, notarium regium, et in hujus collationis testimonium hic signavi :* »



Les n^os^ CXLIV et CXLVII, par François Aymery et Jean Vialet de Bourg :

« *Facta est collatio de presenti transcripto ad originale per me Franciscum Aymerici, curiarum Lugdunensium juratum, una cum Johanne Vialet de Burgo, auctoritate regia publico notario, et in hujus collationis hic in testimonium me subscripsi et signavi :* »

« *Et per me Johannem Vialeti, notarium publicum, una cum dicto Francisco Aymerici, notario, sub hoc signo meo consueto :* »



Quelques actes ont été directement expédiés dans le recueil par les notaires qui les avoient reçus, tels sont les n°s LXXXI, et LXXXIII; d'autres, n'ont ni souscription ni seings, la place qu'ils devaient occuper n'ayant pas été remplie, ce sont les n°s XXXVIII, CI, CII, CVII, CIX, CXVIII, CXX, CXXI, CXXII, CXXIII, CXXV, CXLIII, CXLV, CXLVI, CXLVIII, CXLIX et CL.

J'ai cru devoir adjoindre au Cartulaire, sous forme d'Appendice, quelques documents inédits (20) ayant une corrélation directe avec ceux insérés dans le Recueil qu'ils complètent ou expliquent en certains points. Les uns, en effet, prouvent en faveur des habitants l'existence d'immunités, de coutumes, de droits antérieurs aux concessions des archevêques et du chapitre métropolitain; les autres révèlent le cri des bourgeois : *Avant ! avant ! Lion le melhor !* et quelques épisodes des luttes sanglantes qui provoquèrent l'intervention de la papauté et de la royauté et préludèrent à la réunion du Lyonnais à la France; d'autres, enfin, permettent de constater avec précision la condition politique et administrative de la cité dans le cours du XIVe siècle. A ce dernier point de vue, les syndicats de 1298, 1301, 1352, 1355 et 1359, notamment, ont une importance capitale, en ce sens qu'ils font connaître quelle était alors la forme des élections municipales et la nature du mandat confié aux représentants de la commune lyonnaise.

Une cinquantaine de pièces fort curieuses aussi pouvaient encore figurer parmi les documents supplémentaires et avaient été recueillies dans cette intention, mais il m'a fallu les éliminer afin de laisser plus de place aux tables qui devaient être le complément indispensable du recueil, c'est-à-dire à la table générale des noms de personnes et de lieux, et à la table chronologique et analytique des actes. Ces pièces et un grand nombre d'autres du IXe au XVe siècle,

(20) J'ai dû considérer comme inédits les nos 1 et 2 à raison des fautes de lecture qu'ils contiennent et qui changent complétement le sens de certaines phrases. Je n'en citerai qu'un exemple : d'après le texte de l'acte de septembre 1208, produit par le P. Ménestrier (*Hist. consulaire*, preuves, p. LXIII), et M. Monfalcon (*Lugdunensis historiæ monumenta*, p. 407 de l'édition de Lyon et 141 de l'édition de Paris), Renaud de Forez, archevêque de Lyon, aurait été à la fois arbitre et partie, et le roi de France partie aussi avec l'archevêque et le chapitre, dans le règlement des difficultés qui s'étaient élevées entre l'église métropolitaine et les citoyens de Lyon. Cela ne pouvait pas être et ne fut pas en effet. Voici les deux textes :

Texte de Ménestrier et de M. Monfalcon:

In nomine Domini nostri Jesu-Christi. O Dux Burgundiæ R. Dei gratia Lugdun. Episcopus, P. eadem gratia Matisconensis Episcopus, A. Bonæ wallis dictus abbas, omnibus in Christo fidelibus salutem. Noverint universi præsentem paginam inspecturi quod discordia quæ vertebatur inter Dominum Regem Archiepiscopum et Capitulum Lugdun. ex una parte et cives Lugdun. ex alia, etc.

Texte original :

In nomine Domini nostri Hesu-Christi O., dux Burgundie, R. Dei gratia Lingonensis episcopus, P., eadem gratia Matisconensis episcopus, A., Bone Vallis dictus abbas, omnibus in Christo fidelibus salutem. Noverint universi presentem paginam inspecturi quod discordia que vertebatur inter dominum R., archiepiscopum, et capitulum Lugdunense, ex una parte, et cives Lugdunenses, ex altera, etc.

intéressant plus particulièrement le grand *Pagus Lugdunensis*, feront ultérieurement l'objet d'une publication spéciale, que je serai heureux de placer sous les auspices de la Société littéraire dont le but est de stimuler, dans notre province, le goût des bonnes et saines études, de l'entretenir, de l'encourager par la vulgarisation de matériaux de choix à mettre en œuvre, et d'affirmer par là son vif désir de faire bien et de pousser au progrès.

Lyon, 20 Novembre 1876.

M.-C. GUIGUE.



TABLE

CHRONOLOGIQUE ET ANALYTIQUE

1193 -- *Renaud de Forez, archevêque élu de Lyon, le doyen Etienne et tout le chapitre métropolitain, composé de quarante quatre chanoines, engagent aux citoyens de Lyon, moyennant 20,000 sous de la monnaie lyonnaise, les tailles qu'ils avaient coutume de lever sur les denrées qui se vendaient dans la cité. — Dans le contrat il est stipulé que, si à l'époque du rachat de cet engagement, la monnaie avait reçu quelque altération soit dans le poids, soit dans l'aloi, on devrait rendre un marc d'argent par chaque fois 30 sous de la somme totale. — L'archevêque et le chapitre jurent d'observer cet engagement. — Personne ne pourra être reçu chanoine s'il ne prête préalablement ce serment, auquel sera aussi astreint le successeur de Renaud de Forez. — L'archevêque et le chapitre ne pourront accorder de sauf conduit, dans la ville, qu'une seule fois, à celui qui aurait pris un habitant de la cité, à moins que ce fut à l'occasion d'une guerre soutenue par l'archevêque. Hors ce cas, le sauf conduit ne pourra être accordé que du consentement de celui qui aurait été détenu ou de l'un des quatre citoyens élus* ad hoc *par les bourgeois. — Aucun sauf-conduit aussi ne pourra être donné à quiconque se serait rendu coupable de vol à l'égard d'un habitant. — L'archevêque et le chapitre se désistent de toutes les tailles qu'ils levaient sur les vignes contre le droit et la coutume, etc. Ils jurent encore d'observer les bonnes coutumes de la cité. — Enfin, quelle que soit l'époque du remboursement desdits 20,000*

Pages

les clôtures et les fossés qui sont du côté de S.-Marcel, mais il leur est interdit d'établir de nouvelles fortifications sans le consentement de l'archevêque et du chapitre. — La seconde tour du pont sera incontinent détruite. — L'archevêque et le chapitre promettent d'observer la bonne liberté et les bonnes coutumes écrites ou non écrites de la cité. Ils doivent jurer l'observation de ces quatre articles : de ne déshériter, de ne saisir, de ne mettre à mort ou mutiler aucun citoyen, à moins que la coutume de justice et du domaine ne l'exige, et en outre que les citoyens qui voudront aller demeurer ailleurs ou changer de domicile, puissent librement jouir des possessions qu'ils ont dans ou hors la ville, en payant les cens et usages seigneuriaux. — Les citoyens, de leur côté, jurent de respecter la vie et les membres de l'archevêque, des clercs de l'Eglise de Lyon et de leurs serviteurs ; — de conserver aussi la bonne domination que les prédécesseurs de l'archevêque et du chapitre ont eue jadis, et, en outre, de ne jamais procurer, par qui que ce soit, la diminution des droits de l'église et du chapitre. — Et, attendu qu'un serment fut la cause de toute cette discorde, les citoyens jurent encore de ne jamais faire aucune conspiration ou serment de commune ou de consulat, excepté cependant le serment qu'il est licite de faire pour former les sociétés commerciales. — De part et d'autre, il est fait remise des dommages et consenti oubli des injures. — Les arbitres apposent leurs sceaux au traité, qui devra aussi être muni, pour plus de garantie, des sceaux des évêques d'Autun et de Châlons, des abbés de Cluni et de Citeaux, du prieur de la Chartreuse, et de ceux de la maison du Temple et de l'Hôpital de S.-Jean de Jérusalem. — Le duc de Bourgogne et le comte de Nevers se portent cautions pour les parties. — Le présent acte annule tous les autres faits antérieurement touchant la paix, sans porter aucune atteinte cependant à celui des coutumes. 377

5 Mars 1231 — *Robert d'Auvergne, archevêque de Lyon, le doyen Pierre et le chapitre métropolitain constitués juges d'un litige qui s'était élevé entre les citoyens de Lyon et le sénéchal Gaudemare, décident par sentence que ce dernier n'était pas en droit d'exiger un broc de vin contenant un setier, du citoyen qui augmentait le prix de son vin mis en vente, attendu que les citoyens de Lyon étaient exempts, ainsi qu'ils le prouvaient par témoins, de cet impôt et de tout autre usage. Ils lui défendent en outre de les molester en rien sur ce chef.* 167

Pages

15 Octobre 1301 — *Le même roi mande au bailli de Mâcon et au gardiateur de Lyon, sur la plainte des citoyens de Lyon, qu'ils ne les molestent en rien, sous le prétexte des statuts généraux du royaume faits ou à faire, et spécialement de ceux concernant le baillage de Mâcon, à moins que dans lesdits statuts il soit fait mention expresse des Lyonnais.* 58 et 129

9 Mai 1302 — *Sur l'exposé fait au parlement de Paris par les citoyens de Lyon, — que le pape Grégoire X avait ordonné, pour la bonne administration de la justice, dans le concile général tenu dans leur ville, qu'il n'y aurait désormais à Lyon qu'une seule cour séculière dépendant de l'archevêque ; — que, nonobstant cette ordonnance, l'archevêque Beraud de Got avait fait avec le chapitre métropolitain un accord portant que la cour serait commune, et cela au grand préjudice des habitants, lesquels étant environnés d'ennemis puissants et ne recevant aucun secours de l'archevêque et du chapitre, dont, au contraire, les officiers les opprimaient, se mirent sous la protection du roi de France, le priant comme leur seigneur supérieur de les défendre de toute oppression ; — que le vicaire spirituel et temporel de l'archevêque s'efforçait de les amener à se désister de cette sauvegarde, au mépris de la supériorité royale ; — qu'ils étaient en droit et en possession de garder les clés des portes, de lever des tailles et collectes en cas de besoin et d'enjoindre à chacun de leurs concitoyens de se tenir muni de bonnes armes pour la défense commune, et en outre d'avoir dans leur cité des docteurs et des maîtres ès-arts pour enseigner ; — que non-seulement ces droits leur étaient contestés par le vicaire de l'archevêque, mais de plus, qu'à l'occasion de leur revendication, il avait fait jeter l'interdit sur la ville, etc., — ledit parlement, par arrêt, ordonne que les citoyens seront seulement justiciables de la cour de l'archevêque, qu'ils seront maintenus dans tous les droits sus-allégués, et qu'à raison de la contumace de l'archevêque et du chapitre, leur juridiction temporelle sera saisie et mise sous la main du roi.* 27

28 Juillet 1302 — *André des Echelles, prévôt de l'église St-Just de Lyon, proteste contre l'occupation que Philippe de Pizay, chevalier, courrier de Lyon pour le roi de France, avait fait faire par ses gens d'armes des portes et poternes de la ville de St-Just après avoir fait briser les serrures.* 437

Pages

et, attendu que dans la loi des anciens philosophes il est écrit que les Gaulois lyonnais jouissaient du droit italique; etc., confirme les usages, les franchises, les libertés et les coutumes de la cité de Lyon et des habitants :— les citoyens peuvent s'assembler, avoir et choisir des conseillers ou consuls pour vaquer aux affaires de la ville, nommer un syndic ou procureur; — avoir des archives pour déposer et conserver leurs titres et priviléges; — imposer une taille pour les besoins communs; — prendre les armes lorsque cela est nécessaire, ou lorsque l'utilité de la ville et de l'archevêque l'exige; — avoir la garde des portes et des clés de la cité. — Il ne peut être fait aucune information contre les citoyens, excepté dans les cas d'homicide, de trahison ou de vol; — si ce n'est dans ces mêmes cas, nul ne peut être arrêté ou détenu prisonnier, s'il est prêt à donner caution recevable de ester à droit. — Dans la cour séculière personne ne doit être procureur du seigneur pour poursuivre les citoyens et les habitants par forme d'accusation, de dénonciation ou d'enquête. —Les citoyens ne doivent pas être imposés à la taille. — Nul n'est tenu à faire reconnaissance après la mort de son père, de sa mère, de son frère ou de sa sœur, si ce n'est pour des biens déjà partagés entre frères. — Si deux ou plusieurs citoyens de Lyon se sont battus entre eux sans effusion de sang, les voisins peuvent consilier les parties et elles ne sont pas tenues à l'amende envers le seigneur. — Les citoyens de Lyon ne peuvent être cités hors de leur ville. — Les citoyens qui amènent leurs marchandises dans la ville, par terre ou par eau, peuvent, en payant le péage, décharger, dans le temps qu'ils voudront, les bateaux qui les auront transportées; — ils sont exempts du péage pour le vin de leur crû et pour celui qu'ils font venir pour leur consommation personnelle. — Rien ne peut être confisqué dans la ville pour défaut de paiement de cens ou de reconnaissance, mais les portes et les fenêtres de l'habitation du débiteur récalcitrant seront enlevées. — La justice temporelle de Lyon proprement dite appartiendra en tout temps et entièrement à l'archevêque; le chapitre n'aura aucune juridiction, ainsi que cela a été convenu dans le traité fait avec le roi.—Le roi aura son juge d'appel à Mâcon à raison de son ressort de Lyon, auquel les citoyens pourront appeler de quelque somme ou de quelque lésion temporelle que ce soit, selon que le droit l'exige et qu'il est de coutume, etc. — L'acte fut fait dans le château de Pierre-Scise, sous la bulle de plomb du prélat. 114, 347 *et* 356

Pages

cloître de S.-Jean de toiles blanches et tapisseries de laine. — Cinq cents personnes à cheval et vêtues de rouge allèrent lui faire la révérence. — Vingt-cinq femmes des plus notables le reçurent à la porte du Bourgneuf; quatre d'entre elles lui offrirent un poële de drap d'or brodé de fleurs de lis que portèrent sur lui quatre bourgeois pendant tout le trajet. — Sur la place de la Draperie une fontaine gardée par deux sauvages jetait en abondance du vin blanc et clairet. — La ville lui offrit six vases et six douzaines de coupes d'argent dorées et émaillées à ses armes, etc. 169

23 Février 1390 — *Les consuls de la ville de Lyon Jean de Foreis, Mathieu de Chaponnay, Louis Liatard, Léonard Carronier, Jean Tibaud, Guillaume Le Viste, et Hugonin Marchisse, traitent avec les curés des églises paroissiales, au sujet des droits à percevoir à l'occasion des sépultures, des relevailles, des mariages et des enterrements.* 206 et 223

15 Juin 1390 — *Les consuls de Lyon acquièrent, au nom de la ville, de Jean Galvaing, au prix de 26 livres de tournois valant 26 fr. d'or, l'emplacement et les matériaux d'une maison sise près de la porte de Bourgneuf et qui avait été démolie lors de la joyeuse entrée du roi.* 274

4 Août 1390 — *Hugues Jossard, bachelier en lois, lieutenant de Jean, seigneur des Fontaines, chevalier, chambellan du roi, bailli de Mâcon et sénéchal de Lyon, mande au premier sergent d'armes ou à tout autre sergent requis de faire exécuter l'accord intervenu entre les recteurs des églises de Lyon et les consuls de la ville, lequel accord les chanoines de Saint-Paul avaient enfreint en diverses circonstances y spécifiées.* 227

4 et 5 Août 1390 — *Jean Moys, sergent d'armes du roi, notifie de la part du bailli de Mâcon, à l'official et aux desservants des églises de Lyon d'avoir à exécuter l'accord conclu entre eux et les consuls de la ville.* 230

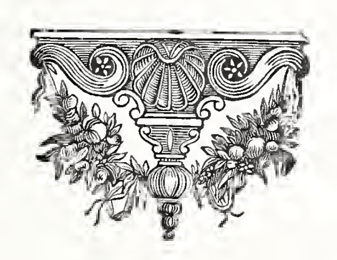
26 Octobre 1390 — *Hugues Ronsonlas, commissaire délégué par le roi à Lyon, fait prendre et transporter dans la maison de Roanne, les mesures des magasins de sel et les mesures types de la ville, pour les échantil-*

Pages

des exploits concernant la justice domaniale ; — que, pour l'exécution de cet arrêt, il avait enmené le conseiller Etienne de Givry, avec lequel il se transporta à la maison de Roanne, suivi d'une foule de gens d'église criant : Allons démolir l'Enfer ! Tout est gagné ! *— que malgré l'opposition du procureur royal, qu'il traita de bavard, ledit Etienne de Givry voulut faire démolir le siége de la justice et demanda à cet effet des charpentiers ; — qu'il détacha lui-même, au moyen d'un couteau, une planche dudit siége, et enleva le tableau des ordonnances et le calendrier qui étaient dans la salle, et donna l'ordre au concierge des prisons de lui remettre ses clés et de transférer les détenus dans les prisons de Mâcon ; — que non seulement il enjoignit au procureur général d'avoir à faire sortir, dans l'année, de la main du roi ladite maison de Roanne, mais encore qu'il la déclara confisquée au profit du domaine de l'archevêque ; — que, pendant que ces abus se commettaient, un meunier monté à rebours sur un âne traînant à la queue un panonceau fleurdelisé, parcourait la ville en criant :* Nous n'avons plus de roi ! Tout est gagné ! *— que de la boue et des immondices furent jetées à l'écusson royal ; — que ledit commissaire après avoir déposé les susdits officiers de justice, déposa aussi le juge du ressort de l'Ile-Barbe, les chatelains de Saint-Symphorien et de Pouilly-le-Monial, ainsi que tous les sergents, remplaçant ces derniers par six autres très-âgés et à la dévotion de l'archevêque, etc. ; — ledit parlement, après avoir entendu la discussion des points de droit et de fait, les demandes des consuls et des citoyens de Lyon intervenants, et les conclusions du procureur général, annule tout ce qui avait été fait par le susdit commissaire Etienne de Givry, qu'il retient encore en cause, maintient les Lyonnais dans leur droit d'avoir un juge du ressort à l'Ile-Barbe, et condamne l'archevêque en tous les dépens.* 238

6 Mai 1395 — *Le parlement mande au premier huissier de la cour ou à tout autre sergent requis de tenir la main à l'exécution du précédent arrêt, et d'assigner l'archevêque de Lyon à comparaître pour entendre la taxe des dépens auxquels il a été condamné.* 262

2 Décembre 1396 — *A la requête des consuls et du procureur de la ville de Lyon, Karados de Quesnes, chevalier, chambellan du roi, bailli de Mâcon et sénéchal de Lyon, ordonne, vu la démission d'Aynard de*



CARTULAIRE

En ceta livre sont plusurs privileges et plus trascriz de privileg' de la universite de la cite de
Lyon outroies tant per plusurs sainz peres papes plus messeigns Roys de france plus
messeigneurs Arcevesques de lyon plusours quissaunt plusours baillis de mascon quat
pour plus Juges ordinaires et autres. Et la poine et diligence du frere ot Estienes de ville
nueve citoyens de lyon pour amour dou comun senz remuneration et fu fayz lan de nostre
seigneur. mil. troiz cenz. trente. et. sys. Et pincrement sont cis des diz sainz peres pp.
Et apres cis de nostres seigneurs Roys de france. Et apres les autres ensegant.
Et fu la poine du compiler tant longue que elle dura bien .j. an compli. Domini

In nomine domini amen: Nos Johannes de Sovlerio. Et Didevius de bisuncio dictus autem Regia publici notarii. Et curie .. officialis lugdun. jurati, notum facimus universis tam presentibus quam posteris presentem paginam visuris et audituris. Quod nos vidimus et diligenter inspeximus ac de verbo ad verbum fideliter et cum magna deliberatione legimus quamplura privilegia et plures litteras ac originalia non viciatas non cancellatas non corrosas nec in aliqua sui parte abolitas vel corruptas. Sed sanas integras et illesas ac omni vicio et suspicione carentes. Quasdam bullis plumbeis diversorum dominorum summorum pontificum in eisdem descriptorum bullatas. Quasdam sigillis diversorum dominorum serenissimorum francorum Regum in eisdem originalibus nominatorum. Et quasdam alias aliis diversis sigillis quorumdam aliorum veraciter sigillatas roboratas et munitas ut earum prima facie apparet.. Quarum tenores de verbo ad verbum nichil addito, nichil que diminuto vel mutato quod facti substantiam mutat augeat sive mutet. Inserimus in presenti libro singulariter et particulariter secundum quod in eodem presenti libro subscriptis

¶ .I. nominibus et signis nostris sunt. In modum et formam qui sequuntur continentur..

Que les yglis ne proches de lion ne soiet mises en entredit

Innocentius episcopus servus servorum dei .. dilectis filiis Civibus lugdun. salutem et apostolicam benedictionem. Multa et devota servicia que nobis et fratribus nostris ceteris que officialibus et familiaribus nostris in Civitate lugdun. libenter et liberaliter impendistis sepe sedem apostolicam incompellant et ab ea exigunt confidenter, ut vos inter alios devotos ecclesie filios precipua benivolentia prosequentes, personas vestras singularis privilegio gracie honoremus. Nullo enim tempore ab eiusdem sedis memoria excidere poterit cum gratia nos Civitas vestra benigne susceperit et cum gratia studuerit diligencia honorare, sed hec in armario pectoris perpetuo conservabit, ut crebra horum Rememoratione sepe vos mentis complectendatur operibus, quos

En ceti livre sont plusurs privileges et plusurs transcriz de privileges de la université de la cité de Lyon outroiés tant par plusurs sainz Peres Papes, plusurs notres seigneurs Roys de France, plusurs messeigneurs arcevesques de Lyon, pluseurs commissaires, pluseurs baillis de Mascon, quant pour pluseurs juges ordinaires et autres. Et la poine et diligence du fere ot ESTIENES DE VILLENUEVE, *citoyens de Lyon, pour amour dou comun, seinz remuneracion, et fu faiz l'an de Notre Seigneur mil troiz cens trente et sys. Et premieremant sont cis desdiz Sainz Peres Papes, et après cis de nostres Seigneurs Roys de France, et après les autres enseganz. Et fu la poine du compiler tant longue que elle dura bien I an compli et dimi.*



CARTULAIRE

MUNICIPAL

DE LA VILLE DE LYON

IN nomine Domini. Amen. Nos Johannes de Sorberio et Diderius de Bisuncio, clericus, auctoritate regia publici notarii et curie officialis Lugdunensis jurati, notum facimus universis tam presentibus quam posteris presentem paginam visuris et audituris, quod nos vidimus et diligenter inspeximus ac de verbo ad verbum fideliter et cum magna deliberatione legimus quamplurima previlegia et plures litteras ac originalia non viciatas, non cancellatas, non corrosas nec in aliqua sui parte abolitas vel corruptas, sed sanas, integras et illesas ac omni vicio et suspectione carentes, quasdam bullis plumbeis diversorum dominorum Summorum Pontificum in eisdem descriptorum bullatas, quasdam sigillis diversorum dominorum serenissimorum Francorum regum in eisdem originalibus nominatorum, et quasdam alias aliis diversis sigillis quorundam aliorum veraciter sigillatas, roboratas et munitas, ut earum prima facie apparet. Quarum tenores de verbo ad verbum, nichil addito, nichilque diminuto vel mutato quod facti substanciam minuat, augeat sive mutet, inferius in presenti libro singulariter et particulariter, secundum quod in eodem presenti libro suscriptionibus et signis nostris sunt, in modum et formam qui sequntur continentur :

I.

Que les yglises ne parroches de Lion ne soient mises en entredit.

14 février 1251.

INNOCENCIUS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis civibus Lugduni salutem et apostolicam benedictionem. Multa et devota servicia que nobis et fratribus ceterisque officialibus et familiaribus nostris in civitate Lugduni libenter et liberaliter impendistis secure, sedem apostolicam interpellant et ab ea exigunt confidenter, ut vos inter alios devotos ecclesie filios precipua benivolencia prosequentes, personas vestras singularis privilegio gracie honoremus; nullo etenim tempore ab ejusdem sedis memoria excidere poterit cum quanta nos civitas vestra veneratione susceperit et cum quanta studuerit diligencia honorare, sed hec in armario pectoris perpetuo conservabit, ut crebra horum rememoratione sepe vos mentis comprehendat optutibus, quos in absencia non poterit corporaliter intueri. Claruit siquidem erga nos et sedem ipsam vestra sinceritas, patuit fidei vestre puritas, et cordis constancia inconcussa permansit, propter quod apostolicis vos favoribus proponimus amplius communire. Volentes itaque paternum affectum, quem ad vos pro tam acceptis obsequiis gerimus, demonstrare, vobis in ecclesie Romane devotione persistentibus perpetuo indulgemus ut, auctoritate litterarum sedis apostolice obtentarum hactenus vel impetrandarum imposterum, nulla ecclesia seu parrochia civitatis ejusdem ecclesiastico possit subici interdicto, nisi in eis de civitate ipsa et hac indulgentia specialiter vobis concessa et toto ipsius tenore de verbo ad verbum expressa mentio habeatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis imfringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc atteptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni, XVI° kalendas Martii, Pontificatus nostri anno octavo.

II

Essecuteurs a garder que les eglises ne parroches dessus dictes ne soient mises en entredit.

14 Février 1251.

INNOCENCIUS, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio sacriste secularis ecclesie Sancti Pauli Lugdunensis, salutem et apostolicam benedictionem. Multa et devota servicia que dilecti filii cives Lugdunenses nobis et fratribus ceterisque officialibus et familiaribus nostris in civitate Lugdunensi libenter et liberaliter impenderunt secure, sedem apostolicam interpellant et ab ea exigunt confidenter ut eos inter alios devotos ecclesie filios, precipua benivolencia prosequentes eorum personas singularis privilegio gratie honoremus; nullo etenim tempore ab ejusdem sedis memoria excidere poterit cum quanta nos civitas ipsa veneratione susceperit et cum quanta studuerit diligencia honorare, sed hoc in armario pectoris perpetuo conservabit, ut crebra rememoratione sepe eos mentis comprehendat optutibus, quos in absencia non poterit corporaliter intueri. Claruit siquidem erga nos et sedem ipsam eorum sinceritas, patuit fidei puritas eorumdem et cordis constantia inconcussa permansit, propter quod apostolicis eos favoribus proponimus amplius communire. Volentes itaque paternum affectum, quem ad ipsos pro tam acceptis obsequiis gerimus, demonstrare, eisdem civibus in ecclesie Romane devotione persistentibus perpetuo duximus indulgendum ut, auctoritate litterarum sedis apostolice obtentarum hactenus vel impetrandarum imposterum, nulla ecclesia seu parrochia civitatis ejusdem ecclesiastico possit subici interdicto, nisi in ipsis litteris de civitate ipsa et hujusmodi indulgencia specialiter eis concessa et toto ipsius tenore de verbo ad verbum expressa mentio habeatur. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus prefatos cives, ecclesias et parrochias non permittas contra concessionis nostre tenorem super hiis ab aliquibus indebite molestari; molestatores hujusmodi per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Datum Lugduni, XVI Kalendas Martii, Pontificatus nostri anno octavo.

III

Item comant li citoyens de Lion et leur familiers sunt en la garde Saint Pere et du Saint Pere le Pape et leur biens.

14 février 1251.

INNOCENCIUS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis civibus Lugduni salutem et apostolicam benedictionem. Multa et devota servicia que nobis et fratribus ceterisque officialibus et familiaribus nostris in civitate Lugdunensi libenter et liberaliter impendistis secure, sedem apostolicam interpellant et ab ea exigunt confidenter ut vos inter alios devotos ecclesie filios precipua benivolencia prosequentes personas vestras singularis privilegio gracie honoremus. Nulla etenim tempore ab ejusdem sedis memoria excidere poterit cum quanta nos civitas vestra veneratione susceperit et cum quanta studuerit diligencia honorare, sed hec in armario pectoris perpetuo conservabit, ut crebra horum rememoratione sepe vos mentis comprehendat optutibus, quos in absencia non poterit corporaliter intueri. Claruit siquidem erga nos et sedem ipsam vestra sinceritas, patuit fidei vestre puritas et cordis constancia inconcussa permansit, propter quod apostolicis vos favoribus proponimus amplius communire. Volentes itaque affectum paternum, quem ad vos pro tam acceptis obsequiis gerimus, demonstrare, personas vestras cum familiis et omnibus bonis, que impresentiarum rationabiliter possidetis, aut in futurum justis modis, prestante Domino, poteritis adipisci, sub beati Petri et nostra protectione subcipimus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre proctectionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni, XVI° kalendas Marcii, Pontificatus nostri anno octavo.

IIII

Comant ledit Saint Pere le Pape dona exequteurs a garder la dicte garde en sa force.

14 février 1251.

INNOCENCIUS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis priori Sancti Hyreney et preposito ecclesie Forveris Lugdunensis salutem et apostolicam benedictionem. Multa et devota servicia, que dilecti filii cives Lugdunenses nobis et fratribus ceterisque officialibus et familiaribus nostris in civitate Lugdunensi libenter et liberaliter impenderunt secure, sedem apostolicam interpellant et ab ea exigunt confidenter ut eos inter alios devotos ecclesie filios precipua benivolencia prosequentes eorum personas singularis privilegio gracie honoremus. Nullo etenim tempore ab ejusdem sedis memoria excidere poterit cum quanta nos civitas ipsa veneratione susceperit et cum quanta studuerit diligencia honorare, sed hec in armario pectoris perpetuo conservabit, ut crebra horum rememoratione sepe eos mentis comprehendat optutibus, quos in absentia non poterit corporaliter intueri. Claruit siquidem erga nos et sedem ipsam eorum sinceritas, patuit fidei eorundem puritas et eorundem constancia inconcusa permansit, propter quod apostolicis eos favoribus proponimus amplius communire. Volentes itaque paternum affectum, quem ad ipsos pro tam acceptis obsequiis gerimus, demonstrare, eorumdem civium personas cum familiis et omnibus bonis que in presentiarum rationabiliter possident aut in futurum justis modis, prestante Domino, poterint adhipisci, sub beati Petri et nostra protectione duximus admittendas. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatinus prefatos cives non permittatis contra protectionis nostre tenorem super hiis ab aliquibus indebite molestari, molestatores hujusmodi per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo; quod si non ambo hiis exequendis potueritis interesse, alter vestrum ea nichilominus exequatur. Datum Lugduni, XVI kalendas Marcii, Pontificatus nostri anno octavo.

V

Comant l'an ne puet trere les citoyens hours de Lyon por lettres du Pape.

14 février 1251.

INNOCENCIUS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis civibus Lugduni salutem et apostolicam benedictionem. Multa et devota servicia que nobis et fratribus ceterisque officialibus et familiaribus nostris in civitate Lugdunensi libenter et liberaliter impendistis secure, sedem apostolicam interpellant et ab ea exigunt confidenter ut vos inter alios devotos ecclesie filios precipua benivolencia prosequentes personas vestras singularis privilegio gratie honoremus. Nullo etenim tempore ab ejusdem sedis memoria excidere poterit cum quanta nos civitas vestra veneratione susceperit et cum quanta studuerit diligentia honorare, sed hec in armario pectoris perpetuo conservabit, ut crebra horum rememoratione sepe vos mentis comprehendat optutibus, quos in absentia non poterit corporaliter intueri. Claruit siquidem erga nos et sedem ipsam vestra sinceritas, patuit fidei vestre puritas et cordis constancia inconcussa permansit, propter quod apostolicis vos favoribus proponimus amplius communire. Volentes itaque affectum paternum, quem ad vos pro tam acceptis obsequiis gerimus, demonstrare, vobis in ecclesie Romane devotione persistentibus perpetuo indulgemus, ut extra civitatem eamdem per litteras apostolicas impetratas hactenus vel imposterum impetrandas vos vel aliquis vestrum trahi ad judicium non positis, nisi in eis de civitate ipsa et hac indulgencia specialiter vobis concessa et toto ipsius tenore de verbo ad verbum expressa mentio habeatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni, XVI kalendas Martii, Pontificatus nostri anno octavo.

VI

Comant le pape dona exequteurs a garder que on ne traye hors de Lion les citoiens pour lettres du pape.

14 février 1251.

INNOCENCIUS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati Iusule Barbare Lugdunensi diocesi et sacriste secularis ecclesie Sancti Pauli Lugdunensis salutem et apostolicam benedictionem. Multa et devota servicia, que dilecti filii cives Lugdunenses nobis et fratribus ceterisque officialibus et familiaribus nostris in civitate Lugdunensi libenter et liberaliter impenderunt secure, sedem apostolicam interpellant et ab ea exigunt confidenter ut eos inter alios devotos ecclesie filios precipua benivolencia prosequentes eorum personas singularis privilegio gracie honoremus. Nullo etenim tempore ab ejusdem sedis memoria excidere potent cum quanta nos ipsorum civitas veneratione susceperit et cum quanta studuerit diligencia honorare, sed hec in armario pectoris perpetuo conservabit, ut crebra rememoratione sepe eos mentis comprehendat optutibus, quos in absencia non poterit corporaliter intueri. Claruit si quidem erga nos et sedem ipsam eorum sinceritas, patuit fidei eorumdem puritas et cordis constancia inconcussa permansit, propter quod apostolicis eos favoribus proponimus amplius communire. Volentes itaque paternum affectum, quem ad ipsos pro tam acceptis obsequiis gerimus, demonstrare, eisdem civibus in ecclesie Romane devotione persistentibus perpetuo duximus indulgendum ut extra civitatem eamdem per litteras apostolicas impetratas hactenus vel imposterum impetrandas ipsi vel eorum aliquis ad judicium trahi non possint, nisi in ipsis litteris de civitate ipsa et hujusmodi indulgencia specialiter eis concessa cum toto ipsius tenore de verbo ad verbum expressa mentio habeatur. Quocitca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus predictos cives non permittatis contra concessionis nostre tenorem super hiis ab aliquibus indebite molestari, molestatores hujusmodi per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Quod si non ambo hiis exequendis potueritis interesse, alter vestrum ea nichilonimus exequatur. Datum Lugduni, XVI kalendas Martii, Pontificatus nostri anno octavo.

VII

Comant le Saint Pere manda a toz clergiez en vertu de obedience que li cytoien de Lyon ayent por fiz de sainte eglyse especiaux commandez et lor persones et biens gardent et donent conseil et conduit et ne suffrent estre molestez, ains contraingnent les molesteurs, et les transcriz soz les seyauz mons. l'arcevesque, son official ou d'aucun personage de l'iglise de Lyon soit creuz comme orignauz.

13 Février 1251.

INNOCENCIUS, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis abbatibus, prioribus, decanis, archidiaconis et aliis ecclesiarum prelatis, tam exemptis quam non exemptis, ad quos littere iste pervenerint, salutem et apostolicam benedictionem. Lucida Lugdunensium devotio civium plena erga ecclesiam sinceritate corruscans, sic tenaciter est ascribenda memorie ut nulla exinde oblivione succedente tempore valeat aboleri. Sane, urgente olim temporis qualitate, cum in Ytalie partibus contra ecclesiam ipsam procella persecutionis excresceret, providimus ad partes alias, deliberato consilio, declinare, ut defensioni catholice fidei et ecclesiastice libertatis dare possemus operam pociorem, propter quod tempestatis Ytalice, turbine devitato, ad cismontanam, ubi viget transquilla requies et quieta transquillitas, pervenimus regionem, eligentes pro mora nostra civitatem specialiter Lugdunensem, civitatem, inquam, titulo nobilitatis insignem, fidei puritate polentem, pacis unione concordem, rerum affluencia locupletem et situ loci communis et habilem universis, in qua universali et celebri congregato concilio, ac in eo, ecclesie causa diligenter exposita, contra tyrampnos et persequtores ipsius constanter processimus et super neccessaria Terre Sancte ac imperii Romanie subvencione nec non contra imminentes Tartartorum incursus et generaliter super statu ecclesie, sollerti cum eodem concilio deliberatione prehabita, duximus salubriter providendum. Hec est utique civitas devotione conspicua, que generalis pastorem ecclesie omniumque fidelium spiritualem patrem cum magna veneratione suscepit ac ipsum cum fratribus ceterisque officialibus et familiaribus suis multipliciter honoravit. Hujus quidem civitatis habitatores recte peculiares filii vocari merentur, qui humilitate tractabiles, mansuetudine leves, affectione benivoli et modestia

compositi, studuerunt eam ut matrem et dominam in omnibus revereri, merito itaque apostolica sedes ipsos tanquam ex multimodo famulatu condignos ampliori amore complectitur, prosequitur uberiori favore et erigit gratia potiori, ut ipsorum recognita et remunerata bonitas sit aliis ad ecclesie obsequia inductio efficax et effectivum exemplar. Verum, quia volumus quod grata ipsorum merita non solum proximis set remotis etiam innotescant, ut et apud illos clareant digna laude, providimus pro eis vobis nostras affectuosas litteras devota ipsorum exponentes servicia destinare, quia non solum per nos sed et per vos et alios profectum eorum procurare intendimus et honorem. Ideoque universitatem vestram rogamus et ortamur attente, per apostolica vobis scripta in virtute obediencie districte precipiendo mandantes quatinus eosdem Lugdunenses cives, quos sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, quandocumque ad terras vel loca vestre jurisdictionis ipsos accedere vel exinde transire contigerit, habentes pro nostra et sedis apostolice reverencia, tanquam ipsius sedis filios speciales precipue commendatos, et eos in personis et rebus favorabiliter protegentes ac de securo conductu, si necesse fuerit, in eundo et redeundo providentes eisdem, non permittatis ipsos a quoquam molestari aliquatenus vel offendi ; et si super injuriis vel quibuscunque negotiis justiciam sibi fieri petiverunt, illam eis a vestris subditis, cum super hoc vos requisiverint, faciatis plenarie sine mora et difficultate quolibet exhiberi, contradictores tam auctoritate nostra quam vestra, sublato cujuslibet appellationis ostaculo, compescendo. Ceterum, quia eorum singulis esset difficile has litteras cum bulla nostra defferre, volumus atque precipimus, ut si tenorem vel transcriptum earum munitum sigillo archiepisopi, vel officialis, aut decani seu archidiaconi Lugdunensis, qui pro tempore fuerit, vel alterius persone dignitatem habentis in ecclesia Lugdunensi, vobis presentaverint, transcripto hujusmodi firmam adhibentes fidem, mandatum apostolicum ac si litteras ipsas nostras reciperitis, exequi per omnia studeatis, preceptum nostrum super hiis omnibus sic efficaciter adimpleturi, quod de negligencia vel inobediencia, quam nullatenus impunitam preterire possemus, argui minime valeatis, sed de obediencia et diligencia, que laudem et premium consuevit acquirere, pocius commendari. Datum Lugduni, Idus Februarii, Pontificatus nostri anno octavo.

VIII

Item comant li message de la ville de Lyon soyent tenu comme familiaire du Saint Pere le Pape, tandis comme il seront a court de Romme.

14 Février 1251.

INNOCENCIUS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis civibus Lugduni salutem et apostolicam benedictionem. Multa et devota servicia, que nobis et fratribus ceterisque officialibus et familiaribus nostris in civitate Lugdunensi libenter et liberaliter inpendistis secure, sedem apostolicam interpellant et ab ea exigunt confidenter ut vos inter alios devotos ecclesie filios precipua benivolentia prosequentes personas vestras singularis privilegio gracie honoremus. Nulla etenim tempore ab ejusdem sedis memoria excidere poterit cum quanta nos civitas vestra veneratione susceperit et cum quanta studuerit diligencia honorare, set hec in armario pectoris perpetuo conservabit, ut crebra horum rememoratione sepe vos mentis comprehendat optutibus, quos in absencia non poterit corporaliter intueri. Claruit siquidem erga nos et sedem ipsam vestra sinceritas, patuit fidei vestre puritas et cordis constancia inconcussa permansit, propter quod apostolicis vos favoribus proponimus amplius communire. Volentes itaque paternum affectum, quem ad vos pro tam acceptis obsequiis gerimus, demonstrare, vobis tenore presentium concedimus ut quandocunque pro ejusdem civitatis negociis nuncium vestrum ad apostolicam sedem miseritis, idem nuncius, quandiu apud sedem ipsam pro negociis ejusdem permanserit, Romani pontificis, qui pro tempore fuerit, familiaris existat, et sicut unus de ipsius familia in omnibus habeatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni, XVI kalendas martii, Pontificatus nostri anno octavo.

IX

Comant le Saint Pere ordena et prononcza comant toute la juridicion de Lyon fut a monseignour l'arcevesque.

11 Novembre 1274.

GREGORIUS, episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Memores uberum ecclesie Lugdunensis, que olim nos tunc ipsius canonicum tractavit ut filium ac multipliciter honoravit, ad eam in filialem excitamur affectum; sed dum nos per susceptum, prout concessit Altissimus, apostolatus officium tam ipsi quam ceteris ecclesiis advertimus deputatos in patrem et grata singularitatis obsequia, que illa sedi apostolice frequenter exhibuit, recenti memoria recensemus, adicitur profecto eidem affectui et crescit, nec immerito in paternum hinc ad eam dirigendam in viam transquilitatis et pacis, eo pleniores diligencie studium, urgente consciencia cogimur adhibere, quo plenior est nobis noticia status ejus. Hinc ad sedandas querelas, que inter venerabilem fratrem nostrum Aymarum, archiepiscopum, ex parte una, et dilectos filios decanum et capitulum Lugdunense, necnon Hugonem, senescalcum, et Henricum de Vilars, cantorem ipsius ecclesie, quos eedem querele specialiter tangere videbantur, ex altera, super diversis articulis excitate, gravis commotionis dispendia minabantur, paternis monitis et efficacibus exhortationibus interposuimus preces nostras ; cumque secularem jurisdictionem civitatis Lugdunensis seu in civitate ipsa exercendam eisdem querelis omnibus prebere materiam evidencius appareret, demum, auctore pacis nostris favente conatibus, in premissis partes eedem prudencius attendentes quod erat longe consultius talia inter eos, velut inter paterna et filiali affectione conjunctos et unitos in ejusdem ecclesiastici corporis unitate, pacifico et benigno tractatu sopiri, quam tanquam inter infestos amare ac litigiose, tractari se super querelis et questionibus quibuscunque, quas habent vel habere possent ad invicem de alto et basso, ut eorum verbis utamur, nostris voluntati, mandato seu ordinationi omnimode ac declarationi seu interpretationi vel sentencie spontanea voluntate, fide hinc inde prestita, submiserunt in forma subscripta :

Nos Aymarus, miseratione divina prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus, et nos etiam Hugo, decanus, et capitulum Lugdunense, cum inter nos questionis vel discordie materia timeretur imposterum adinvicem suboriri, que interdum, instigante Diabolo, pretextu communionis vel rei alterius inter

fratres dulcissimos suscitatur, tandem nos, debita meditatione pensantes fore congruencius talia vel similia de plano et sine judiciorum strepitu, quasi inter patrem et filios consopiri, et ad novitates quaslibet, que plerumque discordiam pariunt ab invicem et nunc et imposterum propellandas, gratis et spontanea voluntate submittimus nos de alto et basso, promittentes, fide prestita hinc et inde, stare et parere voluntati, mandato seu ordinationi omnimode ac declarationi seu interpretationi vel sentencie, quas sanctissimus pater dominus Gregorius, papa decimus, inter nos super querelis et questionibus quibuscunque, quas habemus vel habere possumus adinvicem, insimul vel divisim, semel vel pluries, servato juris ordine vel omisso, de jure, vel amicabiliter, aut de grosso in grossum, duxerit faciendas. In cujus rei testimonium, nos archiepiscopus et capitulum memorati, et nos Hugo, senescallus, necnon et nos Henricus de Vilars, cantor Lugdunensis, promittentes, quatenus nos tangit et tangere potest, nos perpetuo ratum habere et firmiter observare quicquid in premissis vel aliquo premissorum fuerit ordinatum, sigilla nostra presentibus una cum aliis duximus apponenda. Actum Lugduni, in octabis beati Laurencii, anno Domini M° CC° L XX° quarto.

Nos itaque, hujusmodi submissione recepta, et, tam auctoritate apostolica quam ex ejusdem submissionis juribus procedentes, declaramus jurisdictionem temporalem in civitate Lugdunensi spectare ad supradictos archiepiscopum et pro aliqua parte ad capitulum, ratione juris quod idem capitulum a quondam comite Forisii acquisivit et comittatum appellat; sed quia, pro eo quod diverse curie fuerunt hactenus in civitate predicta et concurrentibus pluribus in exercicio jurisdictionis ejusdem, contingebat frequenter non solum impediri justiciam per concursum, sed etiam diversimode affici subditos et eorum multiplicari gravamina supra modum, ut pote cum super eodem contractu, crimine vel excessu persepe ad diversa traherentur judicia, in diversis distraherentur curiis, ac in fidejussorum ac pignorum datione, necnon et in aliis multipliciter gravarentur, propter quod multociens orta sunt scandala, guerre commote, secute cedes ac strages et alia gravia pericula suscitata. Nos volentes tantorum discriminum submovere materiam et precidere occasionem discordie inter partes, quam communio in dicte jurisdictionis exercicio ministrabat, et ipsarum ac dictorum subdictorum providere quieti, ordinando providemus, ac providendo ordinamus, decernimus atque statuimus quod una sola sit curia secularis in civitate predicta, et exercicium jurisdictionis ejusdem totaliter sit archiepiscopi Lugdunensis, qui pro tempore fuerit. Curiam vero supradictam infrascripto modo decernimus ordinandam, videlicet ut ipse archiepiscopus rectorem et directorem ipsius curie, correarium sive prepositum vel aliter, prout ipse voluerit nominandum, ac judicem sive judices necnon et sigilliferum instituat in capitulo Lugdunensi, requisito in communi consilio et interveniente concordia illorum qui convenerint in eodem ad vo-

cationem capituli more solito faciendam, si eodem die, quo ad hoc convenerint, voluerint cum ipso archiepiscopo concordare, alioquin alio die ipse archiepiscopus in eodem capitulo ad singula officia correarii sive rectoris, judicis vel judicum et sigilliferi predictorum, singulos tres nominet, de quibus capitulum concorditer, vel pars ipsius major numero, unum infra triduum a tempore nominationis archiepiscopo memorato presentet, quem in ipso capitulo instituat idem archiepiscopus in officio ad quod taliter fuerit presentatus. Quod si forsan aliquis de nominatis ab ipso archiepiscopo per dictum capitulum vel partem ipsius majorem numero, ut premittitur, infra idem triduum presentatus non fuerit, archiepiscopus ipse, lapso triduo, in illo de predictis officiis, ad quod presentatio facta non erit, officialem unum de tribus nominatis ab ipso ea vice pro sua instituat voluntate. Et hic modus instituandi memoratos officiales observetur quocienscunque fuerit eorumdem officialium mutatio seu institutio facienda; predicti quoque officiales, postquam taliter fuerint instituti, jurabunt in ipso capitulo coram illis, qui similiter in eo convenerint, quod officia sibi commissa fideliter exercebunt eorumdem archiepiscopi et capituli nomine ac pro ipsis, sive pro communi bono, prout ad eos jurisdictionem ipsam premisimus pertinere. Badellos vero et ceteros minores officiales ejusdem curie intituat ipse archiepiscopus per se sive per eumdem rectorem et judices, ubi et prout sibi videbitur; jurabunt tamen et ipsi, quando instituentur, sua officia fideliter exercere ipsorum archiepiscopi et capituli nomine ac pro ipsis seu pro communi bono, secundum formam que in rectore ac judicibus dicte curie superius est expressa. Sane circa obventiones ejusdem curie providemus, ordinamus, discernimus atque statuimus quod archiepiscopus, ratione illius partis jurisdictionis quam ad dictum capitulum spectare prediximus, sive pro obventionibus partis ejusdem, det eidem capitulo annis singulis liberas et absque omni onere centum quinquaginta libras viennensium non diminuendas in aliquo, quicunque sit ejusdem curie seu obventionum ipsius exitus vel eventus. Quas quidem centum quinquaginta libras prohibemus alicui singulari persone de dicto capitulo in beneficium assignari, sed eas ab ipso capitulo teneri volumus perpetuis temporibus in communi, in communes utilitates ipsius ecclesie sive capituli, prout eis videbitur, convertendas. Dilecto preterea filio Hugoni, senescallco Lugdunensi, pro illa parte, quam de obventionibus curie archiepiscopalis senescalcus ipse percipere consuevit nomine firme perpetue, quam volumus, decernimus atque statuimus, ipso senescalco vivente ac eandem senescalciam tenente, durare, archiepiscopus quinquaginta libras viennensium similiter liberas et nulla occasione diminuendas, quolibet anno, solvere teneatur; dicto vero senescalco cedente seu etiam decedente, senescalcia eadem cesset omnino et penitus extingatur. Solventur autem dicte quantitates predictis capitulo et senescalco modo et terminis infrascriptis, videlicet medietas in octabis Nativitatis Domini, et alia in festo Penthecostes; reliquas vero dicte curie, quam solam in

civitate predicta esse decernimus, obventiones solus archiepiscopus habeat et de ipsis pro sua voluntate disponat, sed et ipse solus teneatur subire ipsius curie omnia onera et expensas. Ceterum idem capitulum vel aliquis de ipso capitulo, senescalcus aut alius, ratione prefati juris ab eodem comite acquisiti, seu ex quacunque alia causa, in predictis jurisdictione vel obventionibus nichil amplius sibi valeant vendicare, nec carcerem aut badellos habere, vel jurisdictionem predictam pro quacunque parte aliter exercere. Preconizationes tamen in eadem civitate solito more fiant, et in eis archiepiscopi, capituli et senescalci, quandiu senescalciam tenuerit, more solito mentio habeatur; sed ad exequtiones in omni causa faciendas et ad jurisdictionem manutenendam consilio et auxilio assistat capitulum archiepiscopo et ejus curie, cum fuerit requisitum, et ipse archiepiscopus dictum capitulum in suis juribus manutenere similiter consilio et auxilio teneatur. Circa levas insuper sive collectas id volumus et decernimus observari, ut si quando levis sive collectis communibus in civitate predicta faciendis archiepiscopus auctoritatem prestare voluerit, prestet eam in eodem capitulo, consilio eorum qui, ut predicitur, inibi presentes fuerint, requisito. Fidelitates etiam et homagia magnatum recipiet archiepiscopus juxta morem hactenus in talibus observatum, aliquos tamen de ipso capitulo, quando comode id fieri poterit, advocet, et dicta homagia et fidelitates recipiat in presentia eorumdem. In premissis autem omnibus reservamus nobis expresse interpretandi, mutandi, detrahendi, addendi necnon et super aliis earumdem partium querelis ordinandi, providendi, diffiniendi et statuendi, prout expedire viderimus, plenam et liberam potestatem. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre declarationis, provisionis, ordinationis et constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpterit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Lugduni, III idus novembris, Pontificatus nostri anno tercio.

X

Comant le Saint Pere manda a cels de Lion que ne corroczasent le Roy quant il vient a siege devant Lion et pluseurs autres choses.

24 Juin 1310.

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis universis et singulis civibus Lugduni ad quos presentes littere pervenerint salutem et apostolicam benedictionem. Mentis apostolice pietas copiosa sicut in comodis filiorum suorum delectatur et pace, sic in successibus eorum contrariis turbationum puncturis afficitur et inquietudine gravi sui pectoris intima in suorum sinistris eventibus molestantur. Sane ad nostri apostolatus auditum noviter relatione fide digna pervenit quod carissimus in Christo filius noster Philippus, rex Francie illustris, propter quosdam excessus seu deffectus contra eum seu gentes aut officiales suos per vos commissos, ut dicitur, adversus venerabilem fratrem nostrum archiepiscopum Lugdunensem ac vos mandavit exercitum congregari, carissimum in Christo filium nostrum Ludovicum, regem Navarre illustrem primogenitum, et alios filios et fratres suos et nonnulos regni sui magnates ad dictum archiepiscopum ac vos et civitatem impugnandum eandem ad partes ipsas specialiter destinando; super quo dicto archiepiscopo ac vobis et civitati prefate paterno compatientes affectu, ac vias exquirentes et modo quibus dicto archiepiscopo ac vobis et eidem civitati super hoc possimus de salubri remedio providere, ad predictum regem Francorum, dilectos filios nostros Stephanum, tituli Sancti Ciriaci in Termis presbiterum, et Landulphum, Sancti Angeli diaconum cardinales, apostolice sedis nuncios, cum nostris litteris destinamus, rogantes eundem instanter et attencius exortantes ut pro nostra et dicte sedis reverentia ab impugnatione predicta clementer abstineat, ac regem Navarre et alios filios et fratres ac magnates predictos cum exercitu memorato ab eadem impugnatione studeat revocare. Quare vos omnes et singulos monemus et hortamur attentius, vobisque nichilominus sano consilio suademus, quatinus ab omnibus novitatibus, per quas contra archiepiscopum et civitatem predictos ac vos posset ejusdem regis commoveri animus, astinentes, si, ejusdem regis vos informetur affectibus, quod devotionem, quam ad ipsum habetis et hactenus habuistis, per effectum operis ostendatis, et nos et sancta Romana ecclesia suspiciamus exinde leticie incrementa. Preterea cardinalibus memoratis injunximus quod ipsi

cum eos a rege prefato redire contigerit vel ante, si viderint expedire, cum dicto archiepiscopo ac vobiscum tractent et ordinent que in hujusmodi negotio tractanda fuerint et etiam ordinanda, super quo plenam eis per alias nostras litteras concessimus potestatem. Datum Avinioni, VIII kalendas julii, Pontificatus nostri anno quinto.

XI

Comant le Saint Pere Pape Jehanz conferma les privileges de non trere hors de Lyon nul cytoyen de la dicte ville.

2 Juillet 1328

JOHANNES, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis civibus Lugduni salutem et apostolicam benedictionem. Studentes apostolice sedis gratiam obsequiorum gratitudine promereri favoribus apostolicis prosequi gratulamur, utquo graciores se haberi propexerint et sint ad devotionis obsequiose ferventiam promptiores. Hinc est quod nos vestris supplicationibus inclinati, felicis recordationis Innocencii pape IIII, predecessoris nostri, erga quem, tunc in civitate Lugdunensi cum sua curia residentem et fratres suos sancte Romane ecclesie cardinales, sic claruit vestra sinceritas et cordis constantia inconcussa permansit, ut idem predecessor vos inter alios devotos ecclesie filios precipua benivolentia prosequens, vos amplis apostolice sedis favoribus communiret, vestigiis inherentes, ad instar predecessoris ejusdem, vobis in ecclesie Romane devotione persistentibus perpetuo indulgemus ut extra civitatem eandem per litteras apostolicas impetratas hactenus vel imposterum impetrandas vos vel aliquis vestrum trahi ad judicium non possitis, nisi in eis de civitate ipsa et hac indulgentia specialiter vobis concessa et toto ipsius tenore de verbo ad verbum expressa mentio habeatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avinioni, VI nonas Julii, Pontificatus nostri anno duodecimo.

XII

Comant le dit Saint Pere conferma le privilege de non mettre en entredit les yglises et parroches de Lyon.

2 Juillet 1328

JOHANNES, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis civibus Lugduni salutem et apostolicam benedictionem. Studentes apostolice sedis gratiam obsequiorum gratitudine promereri favoribus apostolicis prosequi gratulamur, ut quo gratiores se haberi prospexerint eo sint ad devotionis obsequiose fervenciam promptiores. Hinc est quod nos vestris supplicationibus inclinati, felicis recordationis Innocencii pape IIII, predecessoris nostri, erga quem, tunc in civitate Lugdunensi cum sua curia residentem et fratres suos sancte Romane ecclesie cardinales, sic claruit vestra sinceritas et cordis constancia inconcussa permansit, ut idem predecessor vos inter alios devotos ecclesîe filios precipua benivolencia prosequens vos amplis apostolice (1) sedis favoribus communiret, vestigiis inherentes, ad instar predecessoris ejusdem, vobis in ecclesie Romane devotione persistentibus, perpetuo indulgemus ut auctoritate litterarum sedis apostolice obtentarum hactenus vel impetrandarum imposterum nulla ecclesia seu parrochia civitatis ejusdem ecclesiastico possit subici interdicto, nisi in eis de civitate ipsa et hac indulgencia specialiter vobis concessa et toto ipsius tenore de verbo ad verbum expressa mentio habeatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avinioni, VI nonas Julii, Pontificatus nostri anno duodecimo.

(1) Au lieu de *amplis apostolice*, le texte porte, par erreur de scribe, *amplice*.

XIII

Comant le dit Saint Pere Pape manda a mons. l'arcevesqve qu'il ostat le ban del moys d'Ost par certaine manere.

2 Juillet 1328

JOHANNES, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Lugdunensi salutem et apostolicam benedictionem. Significarunt nobis dilecti filii cives Lugdunenses quod licet tam tu quam predecessores tui archiepiscopi Lugdunenses, qui fuerint pro tempore, habueritis et habeatis jus prohibendi quod nullus in civitate Lugdunensi de mense Augusti vinum venderet seu vendat, nisi archiepiscopus Lugdunensis, qui esset pro tempore, vel illi quibus hoc duceret concedendum, tamen servabatur et ab antiquo extitit observatum quod quilibet de dicta civitate posset de dicto mense vinum vendere, dum tamen eidem archiepiscopo tertiam decimam partem pretii vini per eum venditi daret et etiam assignaret, et quod a quibusdam temporibus, videlicet a viginti quinque annis citra, propter contradictionem tuam seu dictorum predecessorum tuorum, non fuit eis permissum neque permittitur in civitate predicta vinum vendere de dicto mense, quamvis parati fuerint et existant terciam decimam partem solvere supradictam, quod cedit, ut asserunt, in civium et civitatis predictorum non modicum dispendium et jacturam. Quare prefati cives nobis humiliter supplicarunt ut ipsos ad statum pristinum reducentes, eisdem quod de dicto mense possit in civitate predicta quicunque voluerit vinum vendere et emere libere, duntamen vini venditor predictam tertiam decimam partem pretii vini de mense predicto inibi venditi tibi ac archiepiscopo, qui erit pro tempore, assignet et tradat, concedere dignaremur. Nos itaque cupientes inter te et cives prefatos cujuslibet occasionem scandali propulsare, fraternitatem tuam requirimus et hortamur attente quatinus vel per dictum vel alium modum tibi portabilem cum eis convenias, ut cesset hujusmodi prohibitio, que materia dissensionis, ut experiencia nos docuit, subministrat. Datum Avinioni, VI nonas Julii, Pontificatus nostri anno duodecimo.

XIIII

Comant le Saint Pere manda a mons. l'arcevesque des sepoutures et des espousailles.

2 Juillet 1328

JOHANNES, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Lugdunensi salutem et apostolicam benedictionem. Gravem dilectorum filiorum civium Lugdunensium querelam recipimus continentem quod rectores, priores et curati parrochialium ecclesiarum civitatis Lugdunensis et suburbiorum et pertinenciarum ipsius immoderatas, graves et onerosas extortiones ac multas illicitas et inhonestas cohactiones faciunt pro benedictionibus nubentium ac pro sepulturis et exequiis mortuorum, super quibus hiidem cives, ad apostolice sedis clemenciam recurrentes, nobis humiliter supplicarunt ut providere eis super hiis de opportuno remedio dignaremur. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, tibi constiterit ita esse, pravas exactiones hujusmodi studeas prohibere, faciens super hiis sanctiones cannonicas firmiter observari, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Datum Avinioni, VI nonas Julii, Pontificatus nostri anno duodecimo.

XV

Comant le Sainz Pere dessusdiz ordena que deus hommes eslieus par le conseil et I prodome par mons. l'arcevesque administressent les biens dou pont de Ronne de Lyon.

2 Juillet 1328

JOHANNES, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati monasterii Atthenacensis et priori Sancti Yrenei ac sacriste secularis ecclesie Sancti Pauli Lugdunensis, salutem et apostolicam benedictionem. Significarunt nobis dilecti filii universitas et cives Lugdunenses quod non solum pro construendo sed etiam pro reparando et manutenendo quodam ponte civitatis ejusdem posito super flumine Rodani multa bona mobilia et immobilia collata fuerint per Christi fideles retroactis temporibus inter vivos et in ultimis etiam voluntatibus defunctorum et continue conferuntur, et quod loci ordinarius, magis propriam et servitorum suorum utilitatem quam dicti pontis conservationem prosequens, nonnulla de bonis immobilibus supradictis dicto ponti relictis seu donatis nonnullis amicis suis, quibusdam ad certum tempus, quibusdam vero ad vitam, concessit; quodque dilectus filius abbas monasterii Cassaignie, Cisterciensis ordinis, Lugdunensi diocesi, qui sibi operis dicti pontis administrationem suscepit, certa bona dudum ad dictum opus concessa et deputata et emolumenta inde proveniencia, et que dicto operi largitione fidelium offeruntur, percipit et in alios usus convertit pro libito voluntatis, de reparatione seu procuratione dicti pontis aliquatenus non curando, propter quod dictus pons non absque dictorum civium et aliorum inde transeuntium periculo casum minatur proximum et ruinam. Quia igitur ea, que pro reparatione et conservatione pontis ejusdem pia liberalitate fidelium conferuntur, non debent in usus alios erogari, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos, vel duo aut unus vestrum, de predictis simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, curetis diligencius informari, et ea que de bonis predictis sic collatis alienata inveniretis illicite vel distracta, cum omnibus emolumentis, que provenerunt hactenus a tempore quo collata seu relicta fuerunt, ut prefertur, et proveniunt ex eisdem, auctoritate nostra revocare et eadem aplicare curetis profectibus dicti pontis, ac tam ab abbate predicto, quam a quibusdam personis ecclesiasticis et secularibus, qui a viginti annis citra administrarunt bona predicta auctoritate nostra exigatis plenariam ra-

tionem ; et de hiis super quibus ipsos obnoxios reperieritis, compellatis eosdem satisfactionem plenariam exhibere pro reparatione et conservatione pontis ejusdem fideliter conservanda et etiam expendenda. Volumus etiam vobisque committimus quod, si administratio bonorum pontis ejusdem ad aliquem specialiter non pertineat, duos probos viros, quos dilecti filii consules civitatis ejusdem vobis nomminandos duxerint, assumatis, qui deinceps una cum aliqua persona idonea, quam venerabilis frater noster archiepiscopus Lugdunensis ad hoc duxerit deputandam, dicta bona fideliter administrent et ea in utilitatem dicti pontis convertant, et de hiis que administraverint quolibet anno teneantur eisdem consulibus vel illis, quos dicti consules nomminaverint, una cum aliqua alia persona discreta, quam ad hoc idem archiepiscopus, si voluerit, ad hoc etiam deputabit, finalem reddere rationem ; contradictores auctoritate nostra, appellatione postposita, compescendo, non obstante si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sede indultum existat, quod excommunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Avinioni, VI nonas Julii, Pontificatus nostri anno duodecimo.

XVI

Comant ledit Saint Pere manda a la université de Lyon que li antipapes estoit veuus a cour de Romme.

19 Septembre 1330

JOHANNES, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis communi et universitati civitatis Lugdunensis salutem et apostolicam benedictionem. Devotioni vestre ad gaudium nunciamus quod Petrus de Corbario, ordinis Fratrum Minorum, qui cecitate ambitiosa papatus sedem immo verius antipapatus usurpaverat nuper, divina gratia inspiratus, cum contritione ac dolore de commisis, sponte, sicut nobis antea per suas litteras intimaverat, ad nostram presenciam veniens, die vicesima quarta preteriti proxime mensis Augusti, Romanam intravit curiam, et in crastinum coram nobis et fratribus nostris, in consistorio publico, presente multitudine copiosa fidelium, suos errores ac scelera et scimata cum cordis amaritudine recognoscens, ea detestando quamplurimum abjuravit ; et similia fecerat Nicie cum veniendo ibidem applicuit, et aliis locis provincie solennibus, per que transivit abinde prosequendo usque ad dictam curiam iter suum. Datum Avinioni, XIII kalendas Octobris, Pontificatus nostri anno quintodecimo.

XVII

Comant le Saint Pere manda au conseil et ha l'université de Lyon que Guillaumes de Varey et Estevenenz de Villenueve, G. Bruneauz avoyent esté a li message par la dicte ville et la response.

8 Juillet 1328

JOHANNES, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis consulibus et universitati civitatis Lugdunensis salutem et apostolicam benedictionem. Ad nostram venientes presenciam dilecti filii Guillelmus de Varey ac Stephanus de Villa Nova et Guillelmus Brunelli, vestri concives et nuncii, nobis devotionis vestre litteras presentarunt, quos nuncios et litteras benigne mittencium consideratione ipsorumque missorum obtentu recipimus, et que ipsi sub concessa sibi per litteras ipsas credentia explicare nobis pro parte vestra prudenter et provide curaverunt, earumdemque litterarum seriem pleno collegimus intellectu. Sane, quia per ea reverencie filialis et pure devotionis affectum ad nos et prefatam ecclesiam, tanquam filii benedictionis et gratie pretendentes, vos et civitatem Lugdunensem ad nostra et ipsius ecclesie beneplacita liberaliter obtulistis, inde vobis gratiarum exolvimus uberes actiones ad ea prompti quantum cum Deo poterimus, que vestrum et ejusdem civitatis intra nostra et apostolice sedis precordia recumbentis commodum respiciant et honorem. Petitiones autem pro parte vestra nobis oblatas ad exauditionis effectum duximus, quantum cum Deo potuimus, favorabiliter admittendas. Datum Avinioni, VIII idus Julii, Pontificatus nostri anno duodecimo.

S'enseguent ci apres cil de
notre seignour le roi
de France



XVIII

Premierement comant li Roys notre sire prit en sa garde les citoyens de Lyon.

4 Mai 1292.

PH., Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod cum ex officii nostri debito subditos nostros et incolas regni nostri ab oppressionibus deffendere teneamur et eos in pace et transquilitate fovere, nos supplicationibus civium Lugdunensis civitatis de regno nostro existentis favorabiliter annuentes, eosdem cives et eorum singulos sub nostra speciali gardia et protectione suscipimus, cujuslibet alterius jure salvo. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Regalem abbatiam juxta Meledunum, die dominica post inventionem Sancte Crucis, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo.

XIX

Comant arrez fu gitez en parlemant que messires l'arcevesques heust toute la juridicion de Lyon et non riens le chapitre, et comant les diz citoyens puissent joyir de la guarde.

9 Mai 1302.

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus universis quod dilecti nostri cives Lugdunenses, jam dudum magestatis nostre presentiam per procuratores ydoneos adeuntes, proposuerunt coram nobis quamplura et diversa gravamina inferius expressata sibi fuisse illata per dilectos et fideles nostros archiepiscopos Lugdunenses, qui pro tempore fuerunt, seu eorum officiales ac vicarios

temporalitatis archiepiscoporum memoratorum, nomine ipsorum archiepiscoporum, archiepiscopis mandantibus seu ratum habentibus, decano et capitulo ecclesie Lugdunensis instantibus, procurantibus et participantibus, gravamina supradicta asserentes cives predicti, seu eorum procuratores, predicta attentata in grave dispensium eorum ac in grande prejudicium superioritatis et juris nostri, addentes dicti cives se nichilominus a dictis archiepiscopis seu eorum officialibus ac vicariis, nec non a dictis decano et capitulo ad nos ex hiis causis legictime appellasse, supplicaruntque instanter ut super hiis adhibere salubre remedium dignaremur. Gravamina autem predicta sunt hec : cum enim, ut iidem cives asserunt, propter multa pericula et gravia dispendia, que in civitate Lugdunensi ex pluralitate curiarum preterito tempore contigerant ad melius regimen civium eorumdem ac nedum ad pacem ecclesie predicte, sed etiam contemplatione civium predictorum felicis recordationis Summus Pontifex Gregorius decimus, in consilio Lugdunensi, duxerit statuendum, ut per unam solam curiam, archiepiscopi videlicet, qui esset pro tempore Lugduni, perpetuo jurisdictio temporalis Lugduni regatur, assignata dictis decano et capitulo annua pensione certe pecunie per dictum archiepiscopum eis annuatim prestande, ratione partis jurisdictionis ipsius olim ab ipsis decano et capitulo quesite a comite Forisii, quem comitatum appellant, dictique cives sint per unam solam curiam tantummodo archiepiscopi Lugdunensis quindecim annis et amplius fuerint gubernati, in quasi possessione que juris ipsius ut per dictam solam curiam archiepiscopi regerentur, essent et diu fuissent, Beraldus, tunc archiepiscopus Lugdunensis, necnon decanus et capitulum Lugdunense, intervenientibus amicabilibus ordinatoribus, dictam curiam et ejus exercicium in communionem ejus et successorum suorum et dictorum decani et capituli, contra prohibitionem nostram regiam, in juris civium ipsorum prejudicium enorme, redegerunt; cumque dicti cives constituti in medio fortium vicinorum, inter quos guerre frequentius suscitantur, ab antiquis temporibus consueverunt, propter deffectum et impotenciam archiepiscopi et ecclesie Lugdunensis, qui cives ipsos nunquam, ut opportuit, a vicinorum insultibus deffenderunt, immo ipsi et eorum gentes et familie dictos cives universaliter et quamplures ex eis singulariter gravius oppresserunt, ex neccessitate virorum potentum ad eorum deffensionem patrocinium advocare et se eorum garde subicere, in hujusque juris quasi possessione essent dicti cives et ab antiquo et tanto tempore de cujus contrario memoria non existit ac fuissent, suoque jure utendo, se in garda et protectione nostra cives ipsi se posuissent, nosque, qui ratione superioritatis nostre dictos cives nostros regnicolas ab ecclesie Lugdunensis defectum seu impedimentum ab oppressionnibus illicitis, indebitis, violentiis ac injuriis deffendere possimus sine juris injuria et debemus sine prejudicio jurisdictionis et juris dicte ecclesie, sub protectione nostra receperimus ipsos cives, officialis et vicarius predictus temporaliter et spiritualiter infestavit multipliciter ipsos cives ut a pro-

curatione garde nostre desisterent et ab eadem recederent, in grave civium ipsorum dispendium et nostre superioritatis prejudicium et conteptum. Preterea cum, ut iidem cives proponunt, ipsi sint et ab antiquis temporibus fuerint in quasi possessione juris custodie portarum et clavium civitatis et ville Lugdunensis; item indicendi seu imponendi civibus singulis et ab eis levandi collectas et taillias pro civitatis ipsius neccessitatibus et causis frequenter emergentibus; item precipiendi singulis civibus ut armis sufficientibus se munitos teneant ad sui deffensionem et civitatis ipsius, et habendi insuper in dicta civitate ut pote egregia studium scolarium et regentium in jure civili et canonico ad docendumque artes alias liberales, officialis idemque vicarius temporalitatis archiepiscopi Lugdunensis, qui fuit tunc temporis, dictos cives spiritualis et temporalis jurisdictionis viribus graviter super hiis molestavit, ex causisque premissis civitatem et villam Lugdunensem supposuit ecclesiastico interdicto, in juris nostri grave prejudicium et civium predictorum; cumque longo tempore gravamen interdicti hujusmodi duraverit pluries requisiti ex parte nostra dictorum civium interdictum hujusmodi facere revocari, nullatenus voluerint archiepiscopus, decanus et capitulum memorati ex causis premissis; igitur dicti archiepiscopus, decanus et capitulum ad instanciam ipsorum civium seu procuratorum suorum ad nostra parlementa preterita Parisius ex parte nostra pluries adjornati per quinque parlamenta et ultra, contumaces semper fuerint ac etiam defectum, licet ne dum ad respondendum et procedendum super premissis, sed etiam ad audiendum jus super ipsis defectibus, fuerint adjornati pluries; et tandem archiepiscopus, qui nunc est, ad dominicam proximo preteritam ante ramos palmarum, decanus et capitulum memorati Parisius fuerint adjornati, ac etiam in deffectum, ut ante, propter longuam ipsorum archiepiscoporum, decani et capituli multiplicatam contumatiam, per jus decernimus dictos cives saysina et quasi possessione ut per dictam solam curiam tantummodo archiepiscopi Lugdunensis, qui pro tempore fuerit, et non decani vel capituli regi et gubernari; item garde nostre et omnium et singulorum jurium predictorum gaudere debere, ac in dicta possessione dictos cives esse tuendos, salvo jure proprietatis eorum dictis archiepiscopo, decano et capitulo, si purgata et emendata nobis et parti dicta contumacia super eis contra dictos cives ipsi archiepiscopus, decanus et capitulum voluerint experiri; item cohercendo insuper eorum contumaciam, decernimus jurisdictionem temporalem Lugduni et totam temporalitem in civitate et villa Lugdunensi et ejus pertinentiis ad dictos archiepiscopum, decanum et capitulum vel ad alterum eorumdem pertinentem, ad manum nostram esse ponendam et tenendam, quousque contumacias suas purgaverint et emendaverint supradictas. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Actum Parisius, die mercurii post festum inventionis Sancte Crucis, anno Domini millesimo tricentesimo secundo.

XX

Comant le garder de Lion comanda a ses serjanz de requerir le corrier a baillier serjanz pour lever l'emposicion de Lion et en son deffaut contraignient les rebelles.

30 Octobre 1298

GUILLERMUS de Viriaco, gardiator civitatis et civium Lugdunensium nec non tenens resortum ejusdem civitatis, Jaquemeto Miribelli, servienti nostro, salutem. Cum nos pluries personaliter accedentes ad reverendum in Christo patrem dominum Henricum, permissione divina archiepiscopum Lugdunensem, eundem cum instancia sollempniter requisierimus ut ipse utendo jurisdictione sua temporali, civibus Lugdunensibus petentibus et requirentibus, unum de suis traderet seu assignaret servientem vel badellum ad compellendum cives Lugdunenses, qui rebelles existerent de solvenda quadam collecta, quam ipsi cives fecerant pro eorum negociis communibus sustinendis et eorum neccessitatibus sublevandis, qui dictus archiepiscopus in concessione servientis predicti negligens extitit et remissus, prout nobis rerum evidencia manifestat et per dictos cives nobis pluries extitit intimatum, tibi precipimus et mandamus quatinus ex super habundanti et ad majorem defectum seu neglicenciam comprobandam personaliter accedas ad nobilem virum Guillelmum de Viriaco, correarium Lugdunensem, et ipsum ex parte nostra requiras ut ipse unum de suis servientibus deputet atque tradat ad compellandos illos qui in solvenda dicta collecta rebelles extiterint vel remissi, et de predicta requesta habeas publicum instrumentum; et, si correarius antedictus in concessione dicti servientis rebellus extiterit, negligens seu remissus, volumus in casu predicto et tibi per presentes litteras committimus et mandamus quatinus supplendo dicti correarii negligentiam vel deffectum, nomine nostro in conpulsione dictam collectam solvere recusantium officium servientis fideliter exequaris, mandantes per presentes litteras correario antedicto et aliis officialibus domini archiepiscopi antedicti et civibus Lugdunensibus ut in predictis et circa predicta tibi pareant et intendant. Datum Lugduni cum appositione sigilli dicte garde, die jovis ante festum Omnium Sanctorum, anno Domini M° CC° nonagesimo octavo.

XXI

Comant le garder de Lyon fit serjanz propres por soy et manda al correr et touz officials mons. l'arcevesque que les tenissent por serjanz.

9 Mai 1299

NOS Guillelmus de Viriaco, gardiator civitatis et civium Lugdunensium necnon tenens ressortum ejusdem civitatis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos facimus, constituimus et etiam ordinamus Guillelmetum dictum la Czepa, Jaquemetum Miribelli et Guiotum de Chivignes, Aymonetum la Mueta et Peronetum Moretun servientes nostros occasione garde et ressorti predictorum, et quemlibet eorum, ut ipsi et eorum quilibet infra civitatem Lugdunensem et etiam extra, in quantum ad officium nostrum garde et ressorti noscitur pertinere, cum armis et sine armis fidelis servientis officium valeant exercere; correario Lugdunensi, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, et aliis officialibus domini archiepiscopi Lugdunensi dantes tenore presencium in mandatis ut dictis servientibus nostris et cuilibet eorundem in predictis et circa predicta pareant efficaciter et intendant, in predictis taliter se habentes ne valeant reprehendi de neglicencia vel contentu. Datum Lugduni cum appositione sigilli dicte garde, die sabbati in festo translationis beati Nicholay, anno Domini M° CC°. nonagesmino nono.

XXII

Comant le garder de Lion fit ses serjanz.

30 Octobre 1298

GUILLELMUS de Viriaco, gardiator civitatis et civium Lugdunensium necnon tenens ressortum ejusdem civitatis, viro nobili et discreto Guillermo de Viriaco, domicello, correario Lugdunensi, cum sincera dilectione salutem. Vobis et aliis officialibus reverendi in Christo patris domini Henrici, permissione divina archiepiscopi Lugdunensis, per presentes litteras vo-

lumus esse notum quod nos facimus, constituimus et etiam ordinamus Andream Vachoti, Matheum Ferraterii, Guillermetum dictum la Cepa et Jaquemetum Miribelli servientes nostros et quemlibet eorum, ut ipsi et eorum quilibet infra civitatem Lugdunensem et etiam extra, in quantum ad officium nostrum garde et ressorti dignoscitur pertinere, cum armis et sine armis fidelis servientis officium valeant exercere; mandantes per presentes litteras vobis et aliis officialibus domini archiepiscopi antedicti ut dictis servientibus nostris et cuilibet eorumdem in predictis et circa predicta pareatis et etiam intendatis, taliter in predictis et circa predicta vos habentes ne valeatis reprehendi de negligencia vel contemptu. Datum Lugduni cum appositione sigilli dicte garde, die jovis ante festum Omnium Sanctorum, anno Domini M° CC° nonagesimo octavo.

XXIII

Comant arrez fu gitez en parlemant a Paris que gardiens royaus pour les citoyens poisse resider continuemant a Lyon.

6 Juillet 1328

PH., Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem̄. Notum facimus quod cum dilectus et fidelis noster archiepiscopus Lugdunensis conquereretur super eo quod in civitate Lugdunensi, ad requestam civium, gardiator ex parte nostra deputatus eisdem moram inhibi trahebat continuam, et licet, ut dicebat, ad gardiam dictorum civium gardiatorem constituere possemus, non tamen in dicta civitate debet moram facere continuam hujusmodi gardiator, cum hoc cederet in ejus et sue temporalis justicie, quam in ea asserit se habere omnimoda, prejudicium et gravamen, quam etiam justiciam per dictum gardiatorem multociens impediri dicebat, propter quod supplicando petebat, quatinus predictus gardiator in dicta civitate moram amplius non faceret, sed ab ea amoveretur omnino; nostro vero procuratore et dictis civibus proponentibus ex adverso nos et predecessores nostros a magnis retro temporibus a dicta civitate gardiatorem dictorum civium posuisse ac etiam habuisse, et sic usos fuisse, sicut etiam in civitatibus et locis aliis regni nostri, quodque dictus gardiator inhibi moram trahere consuevit, potuit atque potest, etiam in scripto composi-

tionis inter carissimum dominum nostrum Philippum, regem Francorum et Navarre, ex una parte, et archiepiscopum, decanum et capitulum ac cives Lugdunenses ex alia, inite tenore ; quare dicebant dictum gardiatorem in dicta civitate moram trahere posse, et enim ab inde non debere quomodolibet amoveri; dicto archiepiscopo in contrarium replicante, quod, viso dicte compositionis tenore, hoc nobis non licebat, et licet alias gardiatorem tenuissemus ibidem, hoc fuerat tempore quo ad manum nostram dicte civitatis justiciam tenebamus. Auditis igitur dictis partibus, visa et diligenter attenta compositione predicta et aliis que nostram movere curiam potuerunt, per arrestum nostre curie dictum fuit quod petitio seu requesta dicti archiepiscopi non fiet, sed poterit dictorum civium gardiator a nobis deputatus eisdem moram trahere continuam in civitate predicta; nostre tamen intentionis non existit per gardiatorem hujusmodi justiciam dicti archiepiscopi, quam in dicta civitate omnimodam se dicit habere, quomodolibet impediri, necque idem gardiator se intromittat, nisi de hiis que ad gardiatoris officium pertinere noscuntur. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius, die sexta Julii anno Domini M° CCC° vicesimo octavo.

XXIIII

Comant notre sire li Roys manda que li arrez getez sus le fat dou gardier soit gardez.

25 Juillet 1328

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi vel ejus locum tenenti salutem. Mandamus et comittimus vobis quatinus, viso quoddam arresto lato per nostram curiam pro procuratore nostro et civibus Lugduni contra archiepiscopum Lugdunensem, super facto gardiatoris ex parte nostra eisdem civibus deputati, servari faciatis juxta ipsius continentiam et teneri, arrestum ipsum exequtioni debite demandando. Datum Parisius, die XXV[a] Julii, anno Domini millesimo CCC° vicesimo octavo.

XXV

Comant ledit notre seigneur le Roy veut que ledit gardiers n'ait nul soverain fors luy.

Octobre 1330

PH., par la grace de Dieu Roys de France, faysons asavoir a touz presenz et a venir que comme par arrest de notre court ait esté deputez et outroiez gardiens especials de par nous aus cytoiens et a la ville de Lyons sus le Rone a faire residence continuelment en la dicte ville, nous, pour cause et de grace especiaul, a la supplication des diz citoyens, volons et ordenons et otroions par la teneour de ces presentes lettres perpetuelment que le gardien de la dicte ville, qui est a present, et ses successeours en l'ofice de la dicte garde ne soient en riens subgez, quant audit office et a ce qui y apartient, au baillif de Mascon ne a nul autre, anczois retenons a nous et a noz successeours roys de France ou a noz deputez sur ce la conoissance du ressort dudit office et la correption et la punition du dit gardien, et deffendons par ces lettres a touz que encontre la teneour d'ycelles ne se entremetent des ressort, coignoissence et punicion dessus diz. Et pour que ce soit ferme et estable a touz jours mais ou temps a venir, nous avons fait metre notre seel a ces presentes lettres, sauf en autres choses notre droit et l'autrui en toutes. Donné a Paris l'an de grace mil trois cenz et trente, ou mois d'octobre.

XXVI

Comant le dit notre sire le Roy mande que li emolumenz de la garde ne soit levez.

8 Avril 1317.

PH., Dei gratia Francorum et Navarre rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos dilectorum nostrorum civium Lugdunensium constancia fidelitatis experta, volentes ipsos propter hoc favore prosequi gratiose, attendentes quod preterito tempore, quo pro immediate subditis et justiciabilibus aliorum habebantur, nos ratione gardie spe-

cialis nostre, in qua tunc erant, certam redibentiam perciepiebamus ab ipsis, nunc autem, causa cessante, cum ipsi immediate et ex toto nostri sint justiciabiles et subditi, propter que sunt a nobis qui in ipsorum libertate et statu prospero gauderemus, utique majori favore tractandi, eisdem civibus Lugdunensibus emolumentum, quod ab eis, ratione gardie Lugduni, quam antecessores nostri habuerant antequam ad eos totaliter pertineret jurisdictio dicti loci et nos habebamus et adhuc habemus ibidem, de gratia speciali nolumus exhigi nec levari, mandantes presentibus senescalco nostro Lugdunensi ut dictos cives justiciabiles nostros occasione dicti emolumenti decetero non molestet nec molestari permittat. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Bituris, die VIII aprilis, anno Domini M° CCC° decimo septimo.

XXVII

Comant ledit notre seigneur le Roy mande que l'un garde ceuls de Lyon de injuyres et de violences.

9 Février 1295.

PH., Dei gratia Francorum rex, gardiatori et justiciariis pro nobis civium Lugdunensium salutem. Mandamus vobis quatinus dilectos nostros fideles et habitatores Lugduni manuteneatis, eos et bona eorum ab injuriis, oppressionibus et violenciis deffendatis, non permittentes eisdem indebite fieri novitates. Si qua vero contra eos indebite inveniretis attemptata, ea ad statum debitum reduci, prout ad vos pertinere noveritis, faciatis, libertatibus, franchesiis et consuetudinibus suis gaudere permittentes eosdem. Actum Parisius, die mercurii in octabis Candelose, anno Domini M° CC° nonagesimo quarto. Reddite litteras presentes portitori.

XXVIII

Comant le dit notre sire le Roy mande au baillif et al garder qu'il donnent commune a la ville.

6 Avril 1295.

PH., Dei gratia Francorum rex, Matisconensi baillivo, gardiatori Lugduni ceterisque justiciariis et subditis regni nostri, ac aliis universis ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Notum facimus quod nos dilectis nostris civibus Lugduni pro expedienti refectione murorum clausurarum et aliis neccessitatibus dicte ville liberaliter concessimus ut ipsi in dicta villa de rebus que vendentur ibidem possint levare denarium de libra, quandiu nostre placuerit voluntati. Actum apud Asnerias, die Mercurii post Resurrectionem dominicam, anno Domini M° CC° nonagesimo quinto.

XXIX

Comant le dit notre sire le Roy donne commune a la ville, et viennent les lettres a touz justiciers comant il contraignent a paier.

2 Juin 1295.

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivis, gardiatoribus ceterisque justiciariis regni nostri ad quos presentes littere pervenerint salutem. Notum facimus universis quod nos dilectis nostris civibus Lugduni tenore presentium concedimus quod ipsi, pro refectione clausurarum ipsius civitatis et aliis neccessitatibus et sumptibus civium predictorum, quod ipsi habent facere pluribus locis propter utilitatem dicte civitatis, possint levare unum denarium de libra a singulis emptoribus singulisque venditoribus de rebus omnibus que simul vel separatim vendentur et ementur in civitate et suburbio Lugduni, quamdiu nostre

placuerit voluntati; precipientes vobis et vestrum cuilibet ut in predictis et predicta tangentibus ad observationem omnium predictorum rebelles indilate compellatis. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo jure nostro in aliis et jure quolibet alieno. Actum Parisius, die jovis post octobas Penthecostes, anno Domini Mo cco nonagesimo quinto.

XXX

Comant le dit notre sire le Roy mande au dit garder que face corriger ceuls qui ont fait domage a ceuls de Lyon.

18 Mai 1295.

PH., Dei gratia Francorum rex, gardiatori pro nobis civium Lugdunensium salutem. Intelleximus quod civibus Lugdunensibus quamplures illate fuerunt injurie, ad quorum correctionem minus diligenter ex vestro officio processistis; quare vobis mandamus quatinus predictas injurias perpetratas et perpetrandas corrigere sic studeatis, procedendo contra receptatores etiam et factores, quod per vestri defidiam de futuro ex debito commodo sibi non sentiant incomodum profuturum. Actum Parisius, die mercurii ante Penthecostem anno Domini Mo cco nonagesimo quinto.

XXXI

Que notre sire le Roy manda a touz justiciers que facent paier ce que l'on doit a ceuz de Lyon.

4 Février 1300

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et aliis justiciariis nostris ad quos presentes littere pervenerint salutem. Mandamus vobis et vestrum cuilibet quatinus debita bona et legalia recognita legittime vel probata per instrumenta, litteras seu alia legittima documenta, que a justiciabilibus vestris deberi constiterit fidelibus civibus nostris Lugdunensibus, cum celeris justicie complemento faciatis persolvi, debitores ipsos ad hoc, si neccesse fuerit, per captionem bonorum suorum compellentes, presentibus post annum minime valituris. Actum Parisius, die jovis post festum Candelose, anno Domini M° CC° nonagesimo nono.

XXXII

Comant l'on face paier ce que l'on doit a ceuz de Lion.

16 Février 1298

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi vel ejus locum tenenti salutem. Mandamus vobis quatinus debita bona et legalia recognita vel probata que in potestate vobis commissa dilectis nostris civibus Lugduni aut aliquibus ex eis deberi noveritis, vocatis evocandis, prout ad vos pertinet, cum celeritate qua poteritis, absque juris offensa, faciatis exolvi. Actum apud Vincennas, XVI februarii, anno Domini M° CC° nonagesimo septimo.

XXXIII

Que l'on face paier les debtes deus a la communité de Lion.

27 Janvier 1301

PH., Dei gratia Francorum rex, gardiatori Lugdunensi salutem. Mandamus tibi quatinus debita bona et legalia recognita vel probata que communitati seu universitati Lugdunensi deberi noveris, eidem communitati vel procuratori ejusdem, cum mature justicie complemento, per captionem bonorum temporalium debitorum suorum persolvi facias, prout ad te noveris pertinere, presentibus usque ad annum solummodo duraturis. Actum Parisius, die veneris ante festum beati Vincentii, anno Domini M° CCC°.

XXXIIII

Comant notre sire le Roy manda au garder de Lion et au bailli de Mascon que les costumes, libertez et franchises a ceuls de Lion gardent et facent garder.

15 Octobre 1301

PH., Dei gratia Francorum rex, gardiatori nostro Lugdunensi et baillivo Matisconensi ceterisque justiciariis nostris earundem baillivie et gardie ad quos presentes littere pervenerint salutem. Vobis et vestrum cuilibet, prout ad ipsum pertinuerit, mandamus quatinus consuetudines, immunitates, libertates et franchesias dilectorum civium nostrorum Lugdunensium in nostra speciali gardia existentium custodiatis et custodiri faciatis inviolabiliter, prout de ipsis vobis constiterit, et servari, nec ipsas permittatis infringi; et si quid contra factum fuerit, ad statum reduci debitum faciatis. Actum Parisius, dominica post festum beati Dyonisii, anno Domini M° CCC° primo.

XXXV

Comant les ordenances generauz du royaume furent ordenées por le Roy Phelippe, et puis confermées par le Roy Lois.

29 Mai 1315

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum et Navarre rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus nos vidisse litteras sigillo inclite recordationis carissimi domini et genitoris nostri sigillatas, formam que sequitur continentes:

Nos Ph., Dei gratia Francorun rex. Pro reformatione regni nostri, quod retroactis temporibus gravatum extitit adversitatibus temporum et guerrarum et pluribus aliis contrariosis eventibus, ex deliberatione provida fecimus ordinationes presentes et statuta utilia et salubria pro gubernatione et bono statu regni predicti, pro pace etiam et transquilitate subjectorum nostrorum, sicut inferius continetur. Ut autem Deo nobis propitio reformationem predictam facilius impetremus et circa eam auxilium et gratiam omnipotentis Dei misericorditer habeamus, cujus ditioni, manui et protectioni predictum nostrum regnum subjectum semper extitit et nunc esse volumus, et a quo nobis omnia bona proveniunt, primo intentionis nostre est sacrosanctas ecclesias, monasteria, prelatos et quascunque personas ecclesiasticas, cujuscunque status aut conditionis existant et quibuscunque nominibus censeantur, ob Dei reverentiam et amorem tenere, custodire et servare in favore, gratia et auxilio condecenti, quibus predecessores nostri retroactis temporibus tenuerunt, foverunt et etiam conservarunt. Volumus autem quod privilegia, libertates, franchisie et consuetudines seu immunitates predictarum ecclesiarum, monasteriorum et personarum ecclesiasticarum integre et illese serventur, teneantur et custodiantur eisdem, sicut temporibus felicis recordationis beati Ludovici, proavi nostri, inviolabiliter servate fuerunt; inhibentes districtius omnibus justiciariis, officialibus, ministris, fidelibus et subjectis nostris et quibuscunque aliis personis, ne predictas immunitates, privilegia aut libertates eisdem ecclesiis seu personis ecclesiasticis infringere aut violare quoquomodo presumant, nec impediant aut molestent eas in earum jurisdictionibus spiritualibus et temporalibus, quas de jure et antiqua consuetudine approbata obtinere noscuntur, nec in aliis juribus earum, quecunque sint, impedimenta prestent, nec jura seu jurisdictiones dictarum ecclesiarum seu personarum ecclesiasticarum fraude vel dolo occupent vel usurpent; et si aliqua de predictis

occupata vel usurpata per eosdem fuerint indebite et injuste, volumus quod sine dilatione aliqua, secundum justiciam, ad statum debitum reducantur, et qui hec fecerint graviter puniantur; et si vero decetero per aliquem vel aliquos contra predicta fuerit attemptatum, ut dictum est, graviter punietur; dampnaque restaurabuntur, si que fieri contingeret injuste ad esgardum consilii nostri, et ista mandabuntur exequtioni debite breviter et de plano et sine strepitu judicii, et per istum modum facient fieri hec et executioni mandari senescalli et baillivi per prepositos, servientes, et alios justiciaros sibi subjectos. Et si contingeret quod nos mandaremus bona aliquarum ecclesiarum seu personarum ecclesiasticarum aliquibus causis vel rationibus saisiri seu etiam confiscari, sub conditione videlicet, si que nobis significata sunt veritate nitantur, volumus quod senescallus et baillivus, cui tale mandatum dirigitur ex parte nostra, non procedat ad saysiendum vel confiscandum predicta bona, donec super hiis, que nobis significata fuerint, nisi alias notaria fuerint, plene fuerit informatus, vocatis prius omnibus qui de jure fuerint evocandi; et istud seu istam ordinationem quantum ad duces, comites et barones et alios quosvis subdictos nostros volumus observari, et mittemus bonas personas et sufficientes per senescallias et baillivias regni nostri ad sciendum de consuetudinibus antiquis regni nostri, et quomodo tempore beati Ludovici utebatur eisdem; volentes quod si a dicto tempore citra aliquas bonas et approbatas consuetudines abolitas invenerint, aut aliquas iniquas invenerint introductas, eas revocabunt et facient revocari, et ad predictum antiquum statum reduci et ad futuram memoriam registrari.

Item volumus quod si nos mandaverimus aut preceperimus bona alicujus prelati seu alterius persone ecclesiastice, seu clerici clericaliter tamen viventis, capi seu ad manum nostram poni, quod virtute predicti mandati nostri, seu precepti nostri, bona eorum recte mobilia non capiantur, saysiantur seu ad manum nostram ponantur, neque domus eorum discooperiantur seu etiam destruantur; nec volumus quod in casu isto gentes nostre de bonis ipsorum capiant, saisiant vel arrestent ultra quantitatem emende pro qua dicta bona mandabimus capi, saysiri vel alias arrestari.

Item volumus ad hec, ut prelati alieque ecclesiastice persone melius et liberius possint vacare divinis obsequiis quibus sunt specialiter deputati, quod, quandocunque contigerit eos venire ad curiam nostram seu parlamenta, celeriter audiantur et eorum negocia ordinare tractentur, secundum dies senescalliarum et balliviarum suarum, sine prorogatione, nisi aliqua justa de causa, de speciali mandato nostro, circa id negocium faceremus prorogationem. fieri condecentem, et volumus quod in parlamento et extra per curiales nostros tractentur condecenter et honeste et ut fieri poterit, juxta qualitatem negotiorum et conditionem personarum, eas volumus expediri. Hoc idem volumus et statuimus fieri et teneri de nostris baronibus et subjectis. Si vero contingeret quod aliquis prelatus vel baro

propter magna onera negociorum non possit celeriter expediri, certa dies assignetur eidem qua audietur et expedietur, et tunc audiatur de die in diem et expediatur celerius quam curia poterit.

Item in eorum feodis vel retrofeodis nichil decetero acquiremus, nisi de eorum procedat assensu, nisi in casu pertinente ad jus nostrum regium, nec recipiemus novas advocationes vassallorum vel hominum ecclesiarum, necnon et nostris baronibus subjectorum, et ea que recepimus revocamus, nisi in ea tanto tempore tenuerimus pacifice quod de consuetudine patrie nobis fuerint acquisite. Si vero contingat quod in terris ipsorum aut aliorum subjectorum nostrorum alique forefacture nobis obveniant jure nostro regio, infra annum et diem extra manum nostram ponemus, et ponemus in manu sufficientis hominis ad deserviendum feodum vel dominis feodorum, aut recompensationem sufficientem et rationabilem faciemus.

Item quantum ad regalias, quas nos et predecessores nostri cousuevimus percipere et habere in aliquibus ecclesiis regni nostri, quando eas vacare contingit, de quibus plures ad nos querimonie devenerunt, eo quod gardiatores seu regaliatores amputabant et secabant nemora dictarum ecclesiarum antequam tempus amputationis seu seccionis eorum aut debite venditionis advenisset, et evacuabant stanna et vivaria ad dictas ecclesias pertinencia, pluraque alia faciebant et comittebant, que in gravia dictarum ecclesiarum dispendia et prejudicia redundabant, nos, circa ea caucius precavere volentes debito temperamento ac etiam opportuno remedio interjecto, volumus, precipimus ac etiam ordinamus quod res, bona, maneria et jura dictarum regaliarum manuteneantur, custodiantur et explettentur absque aliquo detrimento et devastatione ac si propria nostra essent, inhibentes decetero ne nemora dictarum regaliarum ante tempus debite sibi resecationis amputentur, neque arbores, que ab antiquo servate et fote fuerunt propter decorem et amenitatem maneriorum, et foreste antique, que nunquam causa vendendi fuerunt amputate aliquo tempore, non scindantur aut quoquomodo non vendantur. Nemora etiam, que exponuntur seccioni, non vendantur nec devastentur nisi pro modo et tempore consuetis. Vivaria insuper, stanna et piscarie, nisi piscium nutritura et fomentatione servatis pro captura piscium non graventur. Precipientes insuper quod in omnibus casibus istis et circa predicta et singula premissa precaveatur ab omni vastatione, abusu, destructione et excessu, et quod circa predicta talis moderatio adhibeatur, talis equitas et tale temperamentum qualia consueverunt a quolibet legittimo administratore et provido dispensatore circa talia ratione previa adhiberi; et quia tanto melius singula premissa servabuntur, quanto meliores et fideliores exequtores in eis et circa ea ponentur, quasdam personas, de quarum fidelitate gerimus fiduciam pleniorem, elegimus, per quas predicta, cum advenerint, servabuntur. Volumusque quod custodes seu gardiatores regaliarum predictarum ecclesiarum vacantium, qui fuerint pro tempo-

ribus retroactis, compellantur ex nunc summarie et de plano ad restituendum seu reserciendum dampna et gravamina, que eos fecisse constiterit propter excessum vel abusum, fraudem vel dolum in predictis adhibitos et circa predicta ecclesiis ; quas, si gravaverint indebite et injuste, et cum hoc etiam puniantur secundum quod ratio suadebit. Hoc idem volumus quantum ad barones et alios nostros subditos observari, quando terras suas, propter deffectum hominum aut bellum, ad nos devenire continget.

Item volumus, sanccimus et ordinamus quod judicata arresta et sententie, que de nostra curia seu de nostro communi consilio processerunt, teneantur et sine appellatione aliqua exequtioni mandentur ; et, si aliquid ambiguitatis vel erroris continere videntur, ex quibus merito suspicio induceretur, correctio, interpretatio, revocatio vel declaratio eorumdem ad nos vel ad nostrum commune consilium spectare noscantur, vel majorem partem consilii nostri, vel providam deliberationem specialis mandati nostri, et de nostra licencia speciali super omnia antea requisita, serventur ; et volumus quod inqueste et probationes, postquam fuerint transmisse ad curiam, judicentur infra biennium ad tardius postquam ad curiam, ut premittitur, fuerint reportate.

Item quia ad reformationem predictam opus est quod per sapientes et fideles personas, senescallos et baillivos nostros et alios officiales communes in regno nostro justicia nostris temporibus servetur illesa, volumus et ordinamus quod nostri senescalli et baillivi, judices et custodes nundinarum Campaignie, magistri et custodes forestarum et aquarum decetero eligantur et instituantur ex deliberatione nostri magni consilii ; et si aliquis, ante hoc salubre statutum electus fuerit ad aliquam prefecturam vel administrationem nostram, qui minus sufficiens aut imperitus existat, regie majestati significetur a parte, ita quod circa hoc valeamus salubre remedium adhibere. Volumus insuper quod ipsi et procuratores nostri jurent secundum forman infrascriptam, et, ut predictum juramentum validius et firmius teneatur, volumus quod in qualibet assisia dictarum senescalliarum et bailliviarum nostrarum, que primo tenebuntur post publicationem hujusmodi salubrini statuti a parte et in communi coram clericis et laycis predictum faciant sacramentum, quamvis alias, in nostra presencia, fecerint illud idem, ut, si Dei timor a malo revocare non possit, saltim indignationis nostre formidine et temporalis confusione ruboris a malis agendis in suis administrationibus arcerentur.

Item nolumus quod senescallus aliquis vel baillivus de nostro sit consilio quandiu preerit sue prefecture ; et si ante receptus fuerit de consilio nostro, nolumus quod, durante suo officio, se de eo aliquatenus intromittat.

Item nolumus quod aliquis consiliarius noster decetero recipiat vel habeat pensionem aliquam ab aliqua persona ecclesiastica vel seculari, nec aliqua ecclesia, villa vel communitate ; et si aliqui habeant, volumus quod ex nunc dimittant easdem.

Item volumus et ordinamus quod nullus senescallus, baillivus et alius judex quicunque sub se habeat prepositum, vicarium seu judicem, qui eidem consanguinitatis et affinitatis vel nutriture vinculo teneatur, ne persone predicte in causis, que ad ipsas per appellationem proveniunt, debeant minus fideliter judicare; et si sint aliqui, volumus eos a dictis officiis amoveri.

Item volumus etiam quod si contingat quod aliqua de preposituris nostris vendatur aut tradatur ac firmam, precipimus quod talibus commendetur personis, que fideles et ydonee reputentur et bone fame, et quod sint benesolvendo, non clerici, non usurarii, non infames nec circa oppressiones subjectorum suspecti. Nec volumus quod prefate persone ad predictas preposituras nostras seu administrationes se instituunt, quantumcunque plus aliis in eis offerant, admittantur; inhibentes decetero ne prepositi preposituram ad firmam tenentes taxare vel judicare presumant emendas, sed senescalli aut baillivi homines aut scabini duntaxat, secundum quod locorum consuetudines suadebunt; injungentes quod in una prepositura non ponantur nisi unus prepositus aut duo tantummodo, et non plures, et uni persone non tradatur nisi unica baillivia, senescallia, prepositura, vicaria seu judicatura; et tales jurabunt sicut baillivi et senescalli. Ceterum volumus quod procuratores nostri in causis, quas nomine nostro ducent contra quascunque personas, jurent de calumpnia, sicut predicte persone; et, si contingat ipsos facere substitutos, ipsis substitutis satisfaciant et non partes adverse. Nolentes insuper, immo prohibentes expresse, ne dicti procuratores nostri de causis alienis se intromittent aut litteras impetrare presumant, nisi pro personis conjunctis ipsos contingeret facere predicta.

Item precipimus quod omnes senescalli, baillivi, prepositi et quicunque alii justiciarii in regno nostro constituti mandata nostra regia cum reverencia suscipiant et diligenter executioni debite demandent, nisi aliqua vera et legittima causa obsistat, quominus per juramentum suum ea facere aut exequi minime teneantur, quam nobis referant aut rescribant et nobis remittant per litteras apertas sigillis eorum sigillitas per eos, qui mandata impetrabant supradicta, causas propter quas dicta mandata non teneantur executioni mandare, reddantque litteras impetratoribus earum, aut rescripta earum sub sigillis propriis nobis clausis transmittant; volentes quod, si circa predicta negligentes extiterint vel remissi, vel maliciam seu fraudem aliquam aut deffectum commisisse noscantur, dampna, gravamina et expensas eisdem impetratoribus reddere compellantur, si quas vel que dictos impetratores fecisse contingerit. Ob deffectum, negligenciam, fraudem vel maliciam predictorum, et quod alias, prout jus fuerit, puniantur.

Item hac irrefragabili constitutione sanccimus quod omnes senescalli et baillivi, vicecomites, vigerii, judices et alii justiciarii nostri, quibuscunque nominibus censeantur et ubicunque in dicto regno nostro fuerint constituti, officia sibi commissa per se ipsos et personaliter exerceant, nec sibi substitutos aut locum tenentes

facere presumant, nisi in casu neccessitatis, ut pote invalitudinis vel consimili, in quo etiam, cessante causa neccessitatis, ad comissa sibi officia redeant exequenda sine fraude et sub debito juramento. Cum autem eos contigerit in predicto casu absentari, substituant sibi aliquem virum ydoneum et honestum de patria seu provincia cui presse noscantur, usque ad suum reditum, quem cito accelerent; qui siquidem substitutus non sit advocatus nec aliis negociis arduis nec amicorum multitudine oneratus, caventes sibi sic substituentes quod pro administratione, porto seu gestione substitutorum suorum, si quid in eis commiserint, tenebuntur, prout de jure fuerit, respondere, et jurabunt predicti substituti quod, quandiu preerint in officio predicto, bene et fideliter illud exequentur; inhibentes districtius ne predicti senescalli, baillivi, officiales vel commissarii nostri, quicunque sint, sub pena amissionis officii sibi commissi, accipiant aliquid pro sigillis suis, nec faciant aut patienciam prestent, ut pecunia, argentum, servicium vel utilitas aliqua, quecunque sit illa vel illud, pro eis exigatur.

Item quod prefati prepositi nostri nichil penitus exigant a subditis suis, aut si offeratur, non recipiant ab eisdem; nec ecclesias gravare presumant ratione subventionis aut auxilii eis impendendi, nec ad easdem accedere debeant pro comedendo aut jacendo ibidem sine magna causa, nec cum personis dictarum ecclesiarum aut aliis quibuscunque subjectis suis conventiones, pacta seu mercata faciant de danda certa summa pecunie pro omnibus emendis, quas incurrerint seu incurrere possent toto tempore quo eorum officium perduraret, quia per hunc modum daretur predictis subdictis et aliis personis occasio delinquendi; contra hoc salubre statutum venientes volumus animadversione condigna puniri.

Item volumus quod ordinatio per nos et nostrum consilium facta diu est super burgesiis custodiatur et firmiter teneatur; et, si contingeret quod emergetur questio, scilicet quod gentes nostre requirerent aliquem tanquam burgensem nostrum, quem aliquis prelatus vel baro, aut quivis alius nobis subjectus, diceret esse hominem aut justiciabilem suum, aut quod in eorum jurisdictione commisisset, negantes ipsum esse burgensem nostrum, recredentia fiat super eo per eum qui illum tenet, si ita sit, quod in casu recredentie teneatur, et, inquisita veritate super negocio, vocatis qui fuerint evocandi, negocium exequtioni mandetur, secundum quod jus et bona consuetudo patrie postulabunt, servato tamen ordine burgesiarum per consilium nostrum edita, de qua copiam habebit qui eam voluerit perlegere et habere ; et ita observari volumus de novis bastidis.

Item hoc perpetuo perhibemus edito ne subditi seu justiciabiles prelatorum ac baronum aut aliorum subditorum nostrorum trahantur in causam coram nostris officialibus, nec eorum cause, nisi in casu ressorti, in nostris curiis audiantur, vel nisi in casu alio ad nostrum jus regium pertinenti; nec volumus quod eis nostre littere concedantur preterquam in casibus memoratis.

Item precipimus quod senescalli et baillivi nostri teneant assisias suas in cir-

cuitu senescalliarum et bailliviarum suarum de duobus mensibus in duos menses ad minus, et quod in fine cujuslibet assisie significari faciant diem alterius assisie; inhibentes districtius ne predictas assisias teneant in terris, villis aut locis prelatorum, baronum, vassallorum aut aliorum quorumlibet subjectorum nostrorum, aut in quibus nos non habemus justiciam, dominium aut gardam, nisi sit in locis in quibus alias dicte assisie consueverint teneri a triginta annis citra; nec teneant eas in locis in quibus non est villa aut habitatio gentium populosa; et si a quoquam in contrarium contingeret attemptari, nolumus quod redundet, quantum ad possessionem vel proprietatem, in eorum prejudicium, ad quos dicta possessio vel proprietas pertinere noscantur.

Item nolumus quod aliquis perficiatur in senescallum, baillivum vel prepositum, judicem, seu vicarium vel bajulum in loco unde dicitur oriundus.

Item inhibemus ne servientes faciant adjornamenta seu citationes sine precepto senescalli, baillivi aut prepositi, vicarii, vicecomitis aut judicis; et si prepositus forte faceret aut fieri preciperet falsum aut injuriosum adjornamentum, dampna et gravamina parti, quam sic gravaverit, resarciet, et cum hoc pena docente cognosceret quam graviter deliquisset.

Item interdicimus servientibus nostris ne justicient aut officium suum exerceant in terris prelatorum, baronum aut aliorum vassalorum seu subditorum nostrorum in quibus habent justiciam altam et bassam, seu merum et mixtum imperium, nisi in casu ressorti aut alio ad nos de jure spectante, neque tunc, nisi de precepto senescalli, baillivi aut prepositi, vicecomitis, vicarii sive judicis, et continebit tunc mandatum seu preceptum ipsorum casum ad nos, ut premittitur, pertinentem; inhibentes insuper ne morentur seu larem foveant in predictis terris aut locis vicinis in fraudem absque voluntate dominorum, nisi sint oriundi de loco aut ibidem matrimonium contraxerint; et in hiis duobus casibus non poterunt servientes officium exercere in locis illis; et si casus ressorti aut alius ad nos spectans in eisdem terris evenerit, volumus quod de illis se nullatenus intromittant, immo casus ille exequtioni demandabitur per alios servientes. Prelati vero, barones et alii fideles nostri poterunt predictos servientes nostros justiciare et contra eos uti jurisdictione sua spirituali et temporali, prout justum fuerit, sine fraude, sicut contra alias privatas personas, in hiis que ad eorum officium non spectabunt; poteruntque eos punire de excessibus et commissis que fecerint; non tamen poterunt nostrum regium officium exequendo.

Item volumus quod ordinatio facta diu est per nos super removenda superfluitate servientium de reducendo eos ad certum numerum servetur, compleatur et etiam exequtioni firmiter mandetur, videlicet quod ubi consuetum erat haberi viginti servientes, remotis omnibus, quatuor tantum restent; et sic per consequens de majori numero major subtrahatur et de minori minor; volentes quod servientes illi qui nostras antea habeant litteras et qui alias sufficientes extiterint,

inter remanentes deputentur, servato numero supradicto, et illi, qui taliter remanebunt, obediant senescallis et baillivis nostris, qui poterunt eos corrigere et punire pro suis excessibus et commissis, et, si eorum excessus exegerint, de officio, quamvis eorum litteras super hoc habuerint, totaliter amovere.

Item precipimus quod tales, qui in servientes eliguntur, prestent ydoneas cautiones in manibus dictorum senescallium et baillivorum nostrorum ut bene et fideliter faciant et exequantur officia sua sibi commissa et quod debeant respondere aut juri stare super hiis omnibus, que ab hiis peti poterunt ratione dicti officii exequti. Et, si contingat aliquem dictorum servientium mori aut officium sponte sua vel suis excessibus dimittere, senescalli et baillivi loco eorum poterunt alios sufficientes suo tamen periculo subrogare, et habebunt respondere de hiis que gesserint suum officium exercendo, nec poterunt dictorum servientium numerum augmentare.

Item volumus quod dicti servientes nostri moderatum salarium accipiant, videlicet serviens eques tres solidos in die, et pedes decem octo denarios monete currentis, quando exibunt villam, et plus non accipient in die pro salario suo quocunque, adjornamenta, executiones aut processus alios ad eorum officium pertinentes faciant pro pluribus negociis pluribusve personis; et si sit in aliquibus consuetum quod nimus habere debeant, illa consuetudo servetur.

Item statuimus quod si aliquis de officialibus nostris saisiverit aliquas terras vel possessiones pro debato partium, dictis partibus vel possessionibus alteri parti, cognitione judiciaria premissa, adjudicatis, fructus etiam medio tempore precepti eidem parti fideliter et plenarie reddantur, deductis missionibus et expensis. Inhibemus preterea et interdicimus omnibus senescallis et baillivis, justiciariis, fidelibus et subditis nostris quibuscunque potestatem faciendi seu instituendi notarios seu notarium publicum vel publicos auctoritate nostra regia, quoniam intelleximus quod, retroactis temporibus, inordinata seu effrenata multitudo notariorum multa intulit dispendia et prejudicia nostris fidelibus et subjectis, quam siquidem potestatem nobis et successoribus nostris Francorum regibus specialiter et perpetuo reservamus, et ex nunc pro utilitate publica, de consilio et provida deliberatione consilii nostri, in eos intendimus, qui cum inordinata multitudine notarii publici sunt creati, circa eos proponentes apponere remedium opportunum. Nolumus tamen quod prelatis, baronibus, aut aliis subditis nostris, qui de antiqua consuetudine in terris suis possunt notarios facere, per hoc prejudicium generetur.

Item volumus quod prefati nostri notarii, seu clerici, vel notarii senescallorum, baillivorum et prepositorum predictorum, et alii notarii seu scriptores in nostris officiis constituti, accipiant salarium moderatum, videlicet de tribus lineis unum denarium, et de quatuor lineis usque ad sex duos denarios usualis monete et non amplius ; et si scriptura excedat sex lineas, accipiant pro tribus lineis unum denarium, sicut dictum est; et debet esse linea in longitudine unius palme et

continere sexaginta decem litteras ad minus ; et si plus protenditur linea, plus poterit notarius recipere, secundum longitudinem carte vel instrumenti venditionem aut alios contractus perpetuos continentis, videlicet de duabus lineis unum denarium ; hoc idem teneri et observari volumus in instrumentis publicorum tabellionum. Et si in aliquibus locis predicte scripture minori precio olim taxate fuerint, nolumus quod per hanc constitutionem nostram in eis aliquid inmutetur, immo illi taxationi stetur, nostra noviter edita non obstante.

Sequitur forma juramenti per quam debent jurare senescalli, baillivi, judices, vigerii, vicecomites, prepositi et alii officiales nostri juridictionem habentes : jurabunt enim in primis quod, quandiu erunt in officio seu administratione commisso eis vel commissa, facient justum judicium omnibus personis, magnis et parvis, extraneis et privatis, cujuscunque conditionis existant et subjectis quibuslibet, sine acceptione personarum et nationum, servando et custodiendo diligenter usagia locorum et consuetudines approbatas.

Item jurabunt bona fide custodire et servare jus nostrum sine diminutione et impedimento seu juris prejudicio alieni.

Item jurabunt quod per se nec per alios recipient nec recepi facient aurum, argentum, nec aliquid aliud mobile aut immobile, nomine obsequii sive doni, aut beneficium aliquid perpetuum, seu etiam personale, exceptis esculento et poculento et aliis ad comedendum et bibendum ordinatis, et de talibus cum moderamine inculpato, secundum conditionem cujuslibet, et in tali quantitate ea recipiant quod infra unam diem possint, absque illicita devastatione, consumi.

Item ut supra jurabunt quod ipsi non procurabunt quod dona, munera, servicia aut beneficia ecclesiastica dentur seu conferantur eorum uxoribus, natis, fratribus, neptibus, nepotibus, consanguineis, consiliariis, aut privatis ; immo diligentiam, quam poterunt, adhibebunt quod uxores, aut persone predicte, non recipient talia dona vel munera superius nominata ; quod si contrarium fecerint, contradicent et compellent personas predictas ad reddenda sic per sordem accepta quamcito ad eorum noticiam devenerit.

Item non poterunt recipere vinum, nisi in barillis seu potis bucellis sine fraude et sorde qualibet, et quod supererit vendere non debebunt.

Item interdicimus eis quod ab omnibus suarum bailliviarum aut administrationum suarum, aut ab aliis coram eis causam habentibus, vel ab eis quos sciverint proximo habituros, non recipient mutuum per se ipsos nec per alias interpositas personas, parvum aut magnum ; ab aliis vero, qui causam non habent nec speratur quod habeant proximo coram ipsis, non recipient mutuum quod excedat quinquaginta libras turonensium, quas infra duos menses a tempore receptionis dicti mutui, reddere tenebuntur, licet creditores eas per amplius spacium credere vellent eis ; nec aliud mutuum recipere poterunt quousque fuerit prioribus creditoribus satisfactum.

Item jurabunt ut supra quod non dabunt aut mittent munus aut servicium illis qui sunt de consilio nostro, nec eorum uxoribus, liberis aut privatis suis, nec illis, qui missi fuerint ex parte nostra ad visitandum seu inquirendum de factis et super commissis eorumdem, exceptis, ut superius est expressum, esculento et poculento, in tali quantitate quod infra unam diem consumi possint.

Item quod non habebunt partem in venditionibus bailliviarum, preposituraru m aut aliorum reddituum ad jus regium spectantium vel etiam in moneta.

Item non sustinebunt in errore suo prepositos et officiales alios qui suberunt eis, qui erunt injuriosi, exactores aut suspecti usurarii, aut alias vitam inhonestam ducentes a parte, immo corrigent eos de eorum excessibus, prout justum fuerit bona fide.

Item jurabunt prepositi, baillivi, vicarii, bajuli, vicecomites, majores villarum et forestarum gardiatores et alii qui sunt sub eis in officiis, quod non dabunt aut servient in aliquo majoribus suis nec eorum uxoribus, familiaribus, liberis aut propinquis.

Item jurabunt senescalli, baillivi quod bajulis, vicecomitibus, prepositis aut aliis subditis officialibus suis, sive sit in firma sive in bailliva, non recipient gistum, pastum, procurationem aut aliquod aliud donum quodcunque sit illud.

Item a religiosis personis sue administrationis non recipient ea que in superioribus sunt expressa, nec recipient esculentum et poculentum, ut supra dictum est, nisi ab illis qui in diviciis sufficienter habundant, semel in anno vel bis et non amplius, cum magna instancia requisiti, videlicet a militibus, domicellis, burgensibus divitibus aut aliis viris magnis.

Item non ement in baillivia sua seu administratione quacunque et quantumcunque duret, nec in aliis possessiones aliquas dolosa vel fraudulenta impressione; quod si fecerint, eo ipso contractus reputabitur nullus et possessiones applicabuntur nobis in dominio nostro; et prelatis, baronibus et aliis subdictis nostris applicabuntur, si predicti senescalli, baillivi aut alii predictos contractus faciant in terris ipsorum contra nostram prohibitionem predictam, nisi de nostra processerit voluntate.

Item quod ,durante administratione sua, non contrahent in personis suis nec contrahi, quantum in eis erit, permittent filiis aut filiabus suis, fratribus, sororibus, nepotibus aut neptibus aut consanguineis matrimonium cum aliqua vel aliquo sub administratione sua predicta, administratione durante, nec ponent in monasteriis religiosorum vel religiosarum aliquas de personis predictis, nec acquirent eis beneficia ecclesiastica seu possessiones, nisi de nostra processerit gratia et licentia speciali, personis duntaxat exceptis que habent officia seu administrationes in locis unde traxerunt originem vel in quibus mansionem habent seu larem fovent, quibus liceat matrimonium contrahere, parentes seu amicos in religione ponere et possessiones emere, dumtamen id sine fraude et cupiditate aliqua faciant, jure regio in omnibus et per omnia observato penitus et illeso.

Item quod non ponent nec tenebunt aliquem in prisione seu carcere pro debito, nisi per litteras nostras regias ad hoc fuerit specialiter obligatus.

Item jurabunt, secundum quod consuetum est, concedere ad firmam vel committere preposituras et alia officia, redditus et proventus nostros personis sufficientibus et non aliis.

Item de sigillis, scripturis, sergenteriis, vicariis, aliis que sub eis officialibus censemus esse tenendum.

Item jurabunt quod, per se vel per alios, dola vel fraude, contra predicta vel aliquod de predictis non venient, seu veniri facient vel permittent.

Item volumus et tenore presentium sanccimus quod sigilla senescalliarum, bailliviarum, prepositnarum, vicariarum, judicaturarum regni nostri decetero non vendantur, ad firmam seu in custodia tradantur, nisi personis legalibus ac etiam bone fame. Hoc idem de officiis recognitionum recipiendarum volumus observari. Ceterum quia multe novitates contra approbatas et antiquas consuetudines nundinarum Campanie et appellationum Laudun. in nostrorum prejudicium subjectorum introducte dicuntur, proponimus et ordinamus personas mittere ydoneas ad inquirendum de antiquis consuetudinibus nundinarum et appellationum predictarum, et predictas antiquas et approbatas consuetudines faciant observari; et, si quas invenerint infractas vel abolitas, facient ad antiquum statum reduci. Quia vero multe magne cause in nostro parlamento inter nobiles personas et magnas aguntur, ordinamus et volumus quod duo prelati et alie due bone et sufficientes persone layce de nostro consilio, vel saltim unus prelatus et una persona laica, causa audiendi et deliberandi dictas causas, continue in nostris parlamentis existant.

Item volumus quod littere super factis criminalibus confecte ad nostrum magnum sigillum nullatenus recipiantur, donec correcte et signate fuerint per duos homines fideles nostri consilii, vel saltim per unum, quem ad hoc duxerimus deputandum. Si vero contingat aliquos de subjectis prelatorum, baronum vel aliorum subjectorum nostrorum altam justiciam habentium per nostras litteras obligari, dicti prelati et barones habebunt exequtionem litterarum ipsarum. Ordinamus etiam quod si alique persone provinciarum que jure communi reguntur, in nostro parlamento causas habeant, que jure scripto debeant terminari, sententia diffinitiva ipsarum secundum jus scriptum feratur. Volentes insuper et etiam ordinantes quod nullus senescallus, baillivus, prepositus, vicarius, vicecomes vel judex hominem unius castellanie, baillivie, prepositure, vicarie vel judicature ad aliam valeant trahere aut etiam adjornare.

Item volumus quod subdicti prelatorum, baronum et aliorum altam justiciam habentium decetero appellent ad ipsos, secundum quod ab antiquo consueverunt appellare ad ipsos. Preterea, propter commodum subjectorum nostrorum et executionem causarum, proponimus ordinare quod duo parlamenta Parisius et duo

stataria Rothomagi et dies Trecensi bis tenebuntur in anno, et quod parlamentum apud Tholosam tenebitur, si gentes terre predicte consentiant quod non appelletur a presidentibus in parlamento predicto.

Hec est ordinatio facta per nos et consilium nostrum de mandato nostro super modo tenendi et faciendi burgesias regni nostri, ad removendum et tollendum fraudes et malitias, que olim in eis fiebant occasione seu causa dictorum burgesiarum, ratione quarum aliquotiens subdicti nostri graviter opprimebantur et gravabantur, ad nos sepe suas querimonias deferentes : Primo statutum est et ordinatum quod si aliquis voluerit intrare noviter aliquam de burgesiis nostris, debet venire ad locum unde proponit seu requirit esse burgensis et adire prepositum illius loci, vel ejus locum tenentem, vel majorem illius loci, qui recipit seu recipere consuevit absque preposito burgenses et dicere tali modo : *Domine, requiro vobis michi concedi burgesiam illius ville, paratusque sum facere quod incombit faciendum.* Et tunc prepositus, vel major vel eorum locum tenentes, ut supradictum est, in presentia duorum vel trium burgensium ejusdem ville recipient securitatem seu cautionem de introitu burgesie prefate et quod ipse faciet vel emet nomine et ratione dicte burgesie domum infra annum et diem de valore sexaginta solidorum Parisiensium ad minus ; et de hoc fiat instrumentum et registretur ; et tunc prepositus vel major loco prepositi concedant sibi unum servientem cum quo debet adire dominum sub quo antea fuerat et a cujus districtu seu jurisdictione se voluit amovere, vel ejus locum tenenti, et eos vel eorum alterum certifficare quod ipse factus est burgensis noster in tali villa, designando eis diem et annum, sicut in littera burgesie sibi data continetur, in qua contineantur nomina burgensium qui premissis affuerunt, quando intravit burgesiam supradictam. Ordinatumque fuit quod ipse non habebitur aut deffendetur ut burgensis noster, antea quam premissa et quodlibet de premissis per eum facta fuerint et data securitas de complendo, sicut superius est expressum, et donec fuerit advoyatus ut burgensis coram domino a cujus jurisdictione se subtraxit.

Item statutum est quod quilibet burgensis noster sic receptus et advoatus, ut premissum est, in quocunque tempore, sive ante festum Sancti Johannis Baptiste, sive post, sive ante festum Omnium Sanctorum, sive post, debet continuare burgesiam suam per eum modum qui sequitur, videlicet quod ipse et uxor sua vel sponsa, si quam habet, debent personaliter residere in dicta burgesia a vigilia Omnium Sanctorum usque ad vigiliam Sancti Johannis Baptiste, nisi alias infirmitate fuerit impeditus proprii sui corporis aut uxoris sue vel propinquorum suorum, vel nisi in casu matrimonii, vel peregrinationis, vel casuum similium, sine fraude eos contigerit absentare. Preterea, post recessum eorum a loco burgesie sue, impedimento cessante, non morentur ultra tres dies vel quatuor ad plus.

Item concedimus et volumus quod predictus burgensis una cum uxore sua, in-

simul vel divisim, si eis expediens videatur, possint se absentare a dicta burgesia a festo Sancti Johannis Baptiste usque ad festum Omnium Sanctorum pro fenis suis, messibus et vindemiis faciendis aut aliis suis negociis peragendis. Volumus quod prefatus burgensis et uxor sua, ut alter eorum, sint in loco dicte burgesie, si commode fieri poterit et fuerint in patria, in quolibet magno festo annuali.

Item scire volumus universos quod si vir, qui non est uxoratus, aut mulier, que non habet virum, voluerint intrare aliquam de burgesiis nostris sub modo et forma predictis, opportet eum habere proprium valletum seu famullum, aut ancillam, qui deserviant personis predictis in dicta burgesia a vigilia Omnium Sanctorum usque ad vigiliam Sancti Johannis Baptiste, quia isto modo deserviendo burgesiis per se vel per personas substitutas poterunt suis negociis intendere quandocunque voluerint, ita tamen quod in quolibet festo celebri annuali, si in patria fuerint, in dictis locis suarum debent facere presentiam personarum.

Item statutum est et ordinatum quod si aliquis vel aliqua receptus vel recepta in burgesia per modum qui dictus est, vel recipiendus sub forma predicta, se subtraxerit vel decetero subtrahat seu subtrahere voluerit ab aliquo loco vel communitate, solvat taillias et onera sibi imposita in villa inqua fuit sic tailliatus vel oneratus, antequam receptus esset in burgensem vel advoatus, tanquam burgensis in alia villa in qua requisivit esse burgensis, vel partem debitorum pro exitu ville; ab alia vero parte solvet omnes taillias, jura et honera illius ville in qua receptus est burgensis, ab illa die quo receptus fuit vel receptus erit, usque ad diem qua se subtrahere voluerit publice a loco dicte burgesie.

Est etiam ordinatum quod nullus vel nulla burgensis recipietur aut deffendetur in aliqua burgesia, quandiu tenebit primam in qua receptus fuerat, vel etiam advoatus.

Item est ordinatum et statutum quod ille dominus de sub cujus jurisdictione burgensis hujusmodi se subtrahat, omnino habebit cognitionem et exequtionem omnium causarum, questionum et querelarum motarum contra ipsum et occasione ipsius, omniumque excessuum commissorum per eum a tribus mensibus antequam receptus esset et advoatus ut burgensis, ut superius est expressum; quod intelligendum est de querelis et excessibus de quibus notorium aut ordine judiciario cognitum extat vel extitit, vel que dominus predictus per sufficientes testes probare poterit coram justiciariis dicte burgesie infra tres menses postquam receptus, ut predictum est, vel advoatus fuerit in burgensem.

Item statutum est quod nullus predictorum burgensium sustinebitur aut deffendetur quominus in causa hereditatis contra eos vel eis mota seu movenda, debeant parere juri coram domino vel dominis sub quo vel quibus est hereditas memorata. Idem etiam est censendum circa debita que subdicti predictorum dominorum debent predictis burgensibus aut debebunt.

Item sciendum est quod per hujusmodi statuta seu ordinationes nos aut nos-

trum consilium non intendimus in aliquo variare vel mutare privilegia seu puncta litterarum, que nos aut predecessores nostri concessimus, quibus juste sine malicia usum fuerit et etiam sine fraude ; nec est intentionis nostre quin subjecti nostri possint requirere aut de prefatis burgesiis extrahere homines suos de corpore ascripticios seu glebe affixos, aut alterius servilis conditionis modo debito seu etiam consueto.

Publicabitur autem hec ordinatio per quemlibet baillivum aut senescallum in prima assisia quam tenebunt, et dicetur sub hoc modo : quod omnes qui voluerint gaudere predictis burgesiis veniant infra mensem a tempore publicationis hujusmodi pro renovandis dictis burgesiis sub modo et forma superius expressis, et nisi infra prefixum terminum venerint, vel si non se excusaverint, non defendentur ab illa hora in antea, nec habebuntur ut burgenses.

Intentionis nostre seu consilii nostri existit quod hujusmodi statuta et ordinationes firmiter teneantur, contraria constitutione qualibet non obstante, nisi specialiter alique persone puncto littere regie aut privilegio eis concesso, quo bene et legittime fuerint use, extiterint permunite.

Omnes autem istas ordinationes suprascriptas, statutaque salubria fecimus, promulgamus et sancimus tenerique firmiter et inviolabiliter precipimus observari pro bono regimine regni nostri et utilitate rei publice; requirentes prelatos, barones et alios fideles et subditos nostros quatinus eas vel ea faciant a subditis suis teneri et firmiter observari in terris et jurisdictionibus suis, precipiantque fieri officialibus suis modo quo injungimus et nos nostris.

In cujus rei testimonium presentibus statutis sive constitutionibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, die lune post mediam Quadragesimam, anno Domini millesimo CCC° secundo.

Nos autem statuta predicta salubria reputantes, senescallo Lugduni et baillivis Alvernie et Matisconis nostris ceterisque justiciariis regni nostri tenore presentium districte precipimus et mandamus quatinus ipsa statuta et alia in ipsis contenta litteris teneri, servari et executioni mandari faciant diligenter, nec aliquid contra ea aut aliquod eorum attemptent seu attemptari quoquomodo permittent, et ea que contra facta fuerint revocent et ad statum debitum, juxta dictorum statutorum continentiam, faciant reduci. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius vicesima nona die Maii, anno Domini, millesimo CCC° quintodecimo.

XXXVI

Comant notre sire le roy manda que cil qui estoient en ostages a Mascon por la guerre fussent remis et plusours autres choses.

13 Septembre 1310.

PH., Dei gratia Francorum rex, dilectis et fidelibus nostris Beraudo, domino Mercorii, et Petro de Blanosco, militi nostro ac baillivo Matisconensi, salutem et dilectionem. Cum nuper, suplicantibus quibusdam civibus de Lugduno, gratiose duxerimus ordinandum ut ostagiarii, qui apud Matisconem in nostra prisione tenentur, omnesque alii, qui ad pacem nostram venerunt et obedientiam, dimittantur ac in possessionem pacificam omnium hereditatum suarum gratiose et benigniter reponantur, quodque mobilia sua et debita, que debentur eisdem per nostros subditos per recredentiam, deliberentur eisdem, donec super hiis omnibus plenius extiterit ordinatum, mandamus vobis et vestrum cuilibet quatinus premissa omnia, juxta predicte ordinationis tenorem, visis presentibus, favorabiliter compleatis. Datum Parisius, die XIII[a] Septembris, anno Domini M° CCC° decimo.

XXXVII

Comant aucuns traitiés faiz ou prejudice de la ville fu anullez et revoquez du tout.

22 Avril 1312.

PH., Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis quod cum inter nos, ex una parte, ac procuratorem Ludovici, tunc archiepiscopi, decani et capituli prime Lugdunensis ecclesie, ex altera, quedam compositio fuerit concordata super pluribus questionibus et controversiis, que inter gentes

nostras ex una parte, et dictos archiepiscopum et capitulum ex altera, vertebantur, conquerebantur graviter de compositione predicta et de contentis in ea cives Lugduni, necnon abbates et conventus monasteriorum Athanacensis, Savinhiaci, Insule Barbare, capitulum ecclesie Sancti Justi, prior Sancti Hyreney, barones patrie Lugdunensis vicinarumque partium nobiles, burgenses et plebei, nedum hii qui subjecti non erant jurisdictioni dictorum archiepiscopi, vel decani et capituli, sed etiam eorum temporali jurisdictioni subjecti, dicebant et enim nos in compositione predicta ecclesie concessise predicte primarum appellationum ab eorum curiis interponendarum ac primi ressorti cognitionem et exequtionem, certam insuper latamque baroniam limitatam, infra quam prefati archiepiscopus, decanus et capitulum omnimodam haberent justiciam et primum ressortum, cum tamen plures ex ipsis conquerentibus suas temporales jurisdictiones haberent jurisdictioni Lugdunensis ecclesie vel ressorto in nullo subjectas, concedebamus etiam archiepiscopo capituloque predictis in baronia predicta, ne dum primum ressortum, sed etiam quod infra eam nos seu nostri ministri aliquo casu ad primum ressortum pertinente justiciam exequi non deberemus, seu actus ad exercicium justicie pertinentes, nec domanium vel aliquam temporalitatem nobis acquirere, vel fortalicium facere, nec etiam super causis et negociis ad secundas appellationes et secundum ressortum pertinentibus per nos et nostros ministros cognoscere, sed solum Parisius in parlamentis, nec aliquam exequtionem facere etiam in casibus nobis retentis, nisi per quatuor servientes duntaxat, magneque difficultates, ut dicebant, intricationes et involutiones varie et diverse per ea, que nos concesseramus ipsi ecclesie in compositione predicta, introducebantur in cognitione secundarum appellationum et exercitio superioritatis nostre et secundi ressorti, necnon nova garda nostra per compositionem eandem introducebatur in civitate patriaque predictis onerosa atque difficilis, antiquis gardis nostris in protectionem ecclesiarum et aliarum plurium personarum juste et licite introductis sublatis; portationem armorum insuper ac cohertionem portationis armorum in aliis personis per dictam compositionem concedebamus archiepiscopo capituloque predictis in prejudicium conquerentium eorumdem. Que omnia dicebant dicti conquerentes continere manifeste peccatum, cum ex eis absorbebatur justicia et ejus exequtio notorie, totaque patria Lugdunensis atque res publica ledebatur. Premissaque omnia et singula pluraque alia gravia, que per singula numerari foret difficile, que introducebantur per compositionem eandem manifeste vergebant, ut asserebant ipsi conquerentes, in injuriam, lesionem atque prejudicium conquerencium ipsorum et patrie reique publice regni nostri, maxime cum beneficium primarum appellationum ad nos interponendarum primi ressorti exequtio, juris etiam exequtio ministrorum nostrorum atque subsidium ad eos recurrendi super casibus ad primum ressortum vel secundum seu superioritatem aliam nostram spectantibus, ne dum alongabantur eis, sed prorsus

aufferebantur eis et patrie per difficultates circuitusque predictos. Gardeque solite ad salutem patrie primitus introducte penitus tollebantur, acquisitioque nostra domaniorum atque fortaliciorum constructio ad deffensionem et tuitionem publicam, presertim in patriis circa regni fines existentibus, semper nedum utilis sed neccessaria, diversis causis et rationibus diligenter attentis, in lesionem atque periculum nedum patrie illius sed rei publice regni nostri per compositionem hujusmodi tollebantur, portationis armorumque dicta cohertio dabatur conquerentium ipsorum emulis, adversus quos opportebat pluries se cum armis deffendere ; conquerentes eosdem addentes quod cum olim prelati, nobiles et alie quamplures persone partium illarum nobis per litteras suas patentes cum instancia supplicassent ut tractatum ceptum super sedandis discordiis gentium nostrarum et ecclesie predicte concordare vellemus atque pacificare et in transquilitate ponere ecclesiam supradictam, ex quo tractatu dicitur postmodum dicta compositio subsequta nunquam fuerat supplicantium ipsorum intentio neque propositum, ut dicebant, consentire tot et tantis prejudiciis premissis per compositionem introductis seu introducendis eandem, que prejudicia nunquam fuerant eis exposita, sed ea penitus ignorabant, propter que prefati conquerentes pluries et diversis locis atque temporibus, postquam intellexerunt premissa in prefata compositione contenta, nobis supplicarunt et cum instancia postularunt ut predicta tollere et super eis remediare, pacificareque dictam patriam dignaremur, ex quibus, si non adhibetur per nos remedium, pretendebant sequi posse in futurum inter nos et dictam ecclesiam pericula multa et scandala, sicut preteriti temporis exempla demonstrant. Dilectus insuper et fidelis noster Petrus, tunc archiepiscopus Lugdunensis, licet postquam fuit ad ecclesie predicte regimen assumptus, ignarus contentorum in ea, approbaverit per suas patentes litteras et servare promiserit compositionem predictam, sicut ejus fecerat antecessor; post modum tamen, intellectis, ut asseruit, prejudiciis predictis in dicta compositione contentis, que in patrie lesionem vergebant, nostram curiam adiens apud Lilium prope Meledunum, ac gentes nostras Parisius, contra compositionem reclamavit predictam et ab ea resiliit, contra eam veniendo, quatenus in se fuit pro se ecclesiaque sua, licet, ut dicebat, ignarus premissorum contentorum in ea, litteras approbationis predicte primitus concessisset; verumptamen ductus inconsulto calore, cum debuisset nostrum justicie remedium super hiis expectare, quod ei ceteris etiam, qui se ledi ex dicta compositione dicebant, ex parte nostra fuit pluries et frequenter oblatum, manus extendit ad scandala in nostrum grave prejudicium atque periculum patrie manifestum, quamvis post cohertionis nostre virgam suum peccatum agnoscens misericordiam a nobis, ut a suo principe, instanter et humiliter postulavit; cui nos misericordie divine nolentes oblivisci, defectum predictum, quamvis tam grandem, clementer remisimus, et eum ad gratiam nostram ac etiam ad fidelitatem ab antecessoribus suis prestari solitam et

homagium nostrum admisimus, sperantes adhuc, ut de beato Petro legitur, ex ejus penitentia nobis et ecclesie sue profuturum eundem. Cum igitur nuper declinaverimus ad honorem Dei, promotionem et stabilitatem fidei catholice, ad hoc Vienne generale concilium gentes nostras promisimus, que predictas querimonias diligenter audiverunt, et, vocatis et auditis super premissis plene decano et capitulo Lugdunensis ecclesie, cum eis tractaverunt, ac nos ipsi post modum ipsos decanum et capitulum vocavimus et cum magnatibus nostris sollicite tractavimus super remedio in premissis omnibus adhibendo, et vias pacis atque concordie quesivimus ecclesie Lugdunensi patrieque quieti. Paratam vero viam aliam non videntes, ex causa permutationis jurisdictionem temporalem omnimodam civitatis Lugdunensis, castri Sancti Justi, Forverii locorumque aliorum vicinorum ab ecclesia Lugdunensi pro recompensatione condigna eidem ecclesie prestanda quesivimus, ex quo contra pericula, querelas et prejudicia supradictas in pluribus remedium est allatum, securitas etiam patrie, pax et transquilitas inde, Deo prestante, sequenter; verum quia hiis non contenti conquerentes predicti, sicut alias fecerant, per nos eis dare remedium contra dictam compositionem seu in ea contenta vehementer instabant, nos affectantes scandala premissa atque pericula dictarum partium tollere, pacem atque concordiam ecclesie Lugdunensis, civitatis et patrie predictarum firmare, diligentius etiam attendentes compositionem predictam inter nos et procuratorem ecclesie predicte solum tractatam, quibuscunque personis aliis et specialiter predictis civibus Lugduni, qui semper in contrarium reclamarunt, et prefatis ecclesiis, religiosis et ecclesiasticis personis, baronibus, nobilibus, burgensibus vel plebeis, etiam si, que persone libere sint, ex eis jurisdictioni dictorum archiepiscopi vel capituli temporali subjecte, ut pote rem inter alios actam, prejudicium quodlibet rationabiliter afferre non posse, declaramus atque pragmatica sanctione nostraque auctoritate regia decernimus civibus predictis civitatis Lugduni, ecclesiis prefatis, religiosis ac personis ecclesiasticis, baronibus, nobilibus, burgensibus et plebeis vel quibuscunque personis, villis, castris vel locis extra nos et dictam ecclesiam, dictam compositionem seu in ea contenta nullum juris vel facti prejudicium prorsus afferre, sed quantum ad omnes attinet, preter nos et dictam ecclesiam Lugdunensem, eos et eorum successores, hereditates vel jura in nullo ligare, sed quo ad eos pro infecta haberi censemus compositionem eandem, et eos omnes ponimus et esse volumus, decernimus atque perpetuo auctoritate predicta statuimus, quo ad ressortum nostrum superioritatemque nostram, jurisdictiones suas, eorum videlicet qui eas alias habuerunt, gardam nostram, ac omnia alia jura expressa superius, vel etiam non expressa, que difficile numerari valerent, ac quicquid etiam ex dicta compositione quolibet modo secutum est, in eo statu et jure in quo erant ante dictam compositionem tractatam, quatenus ad ea in dicta compositione contenta nos solum et dictam ecclesiam tangentia, ex quibus alii cuilibet prejudicium quodlibet

non affertur, nos deliberante tam pro nobis et re nostra publica quam pro ecclesia supradicta, pensabimus, ut si qua ex eis pro bono publico, correctione vel reformatione indigeant, ea modo debito corrigamus seu corrigi faciamus, vel in melius reformari, sic quod ex hoc sequatur ecclesie predicte utilitas et res nostra publica non ledatur. In quorum testimonium et munimen nostrum presentibus fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et quolibet alieno. Actum apud Sanctum Justum prope Lugdunum, die vicesima secunda Aprilis, anno Domini millessimo CCC° duodecimo.

XXXVIII

Comant cil de Lyon ne doyvent estre molesté par nulle ordenance royal si expresse mentions n'estoit faite en la dicte ordenance de la dicte cyté de Lyon.

15 Octobre 1301. — 30 Octobre 1313.

NOS Guido Caprarii, miles, vicarius Lugduni pro domino rege Francorum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos vidimus et diligenter de verbo ad verbum inspeximus et legimus quasdam litteras sanas et integras, non viciatas, non cancellatas nec in aliqua sui parte corruptas, sigillo excellentissimi principis dicti domini Francorum regis sigillitas, quarum tenor de verbo ad verbum sequitur in hunc modum :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et gardiatori nostro Lugduni salutem. Querimoniam dilectorum civium nostrorum Lugduni in nostra speciali gardia existencium accepimus continentem quod, pretextu statutorum aut mandatorum nostrorum generalium, cum in regno nostro et potissime ad partes baillivie Matisconensis fieri contingunt, exequtores ipsorum statutorum aut mandatorum ipsorum cives nostros in diversis opprimunt et molestant; quare mandamus vobis et vestrum cuilibet quatinus, pretextu talium statutorum aut mandatorum generalium nostrorum factorum et imposterum faciendorum, ipsos cives nostros non permittatis aliquatenus molestari, nisi in statutis vel mandatis ipsis de predictis civibus specialis et expressa mentio habeatur. Hanc autem gratiam volu-

mus, quandiu nobis placuerit, duraturam. Actum Parisius, dominica post festum beati Dionisii, anno Domini M° CCC° primo.

Nos vero vicarius predictus, facta prius diligenti collatione de presenti transcripto ad originale, quod vidimus hoc testamur. In cujus rei testimonium sigillum regium curie regie Lugdunensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum die martis ante festum Omnium Sanctorum, anno Domini millesimo CCC° terciodecimo.

XXXIX

Comant li Roys nostre sire annexa la cyté de Lyon a la corone de France.

30 Décembre 1315.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilectis et fidelibus nostris civibus Lugduni salutem et dilectionem. De laudabili constancia, qua semper nostris et predecessorum nostrorum beneplacitis inherendo statum et jura regia vos ex parte novimus fideliter confovisse, vos merito commendantes, sinceritatem vestram rogamus actencius, exhortantes quatinus in eadem constancia persistentes sinistris nobis allocutionibus adhere nolitis, nec eis fidem aliquem adhibere; intelleximus equidem quod emuli nostri dederunt vobis intelligi nos velle dominium Lugduni reddere archiepiscopo Lugdunensi, sed absit a nobis voluntas hujusmodi, quod tam nobile utileque dominium regni nostri velimus a nobis quomodolibet abdicare. Noscat enim vestra dilectio et indubitanter teneat quod ipsum dominium nobis et successoribus nostris, tanquam annexum corone Francie, permittente Domino, perpetuo remanebit. Hoc igitur de cordibus vestris ablato dubio, continuata fidelitate vestra in solita constancia firmiter persistatis ad nos pro vestris negociis et agendis, que regium favorem, presidium atque gratiam exegerint, fiducialiter recurrentes. Datum apud Mansum Marescalli, die martis post Nativitatem Domini, anno ejusdem millesimo CCC° quintodecimo.

XL

Comant le dit notre sire le Roy donna pooir au priour de la Charité, a l'arcevesque de Brie an l'eglise de Paris et a mons. Thomas de Marfontainne, chivaler, de venir refourmer la juridicion de Lyon.

26 Juin. — 19 Juillet 1319.

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis P., prior de Caritate, J. de Forgetes, archidiaconus Brie in ecclesia Parisius, clericus domini regis, et Thomas de Marfontanis, ejusdem domini miles, salutem. Notum facimus nos recepisse et habuisse litteras serenissimi principis domini nostri regis formam que sequitur continentes :

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilectis et fidelibus nostris P., priori de Caritate, magistro J. de Forgetes, archidiacono Brie in Parisiensi ecclesia, et Thome de Marfontanis, militi, salutem et dilectionem. Ad nos ex frequenti et multiplici clamore dilectorum et fidelium nostrorum civium et habitatorum Lugdunensis ville pervenit, quod nonnulli officiales, ministri et servientes nostri plures, varios et intolerabiles excessus in suis officiis commiserunt, injurias multas, dampna et gravamina importabilia inferendo eisdem, et extorsiones illicitas contra libertates et franchesias eorum ususque et consuetudines patrie faciendo et ab aliis fieri permittendo, sic nostras prohibitiones regias infringere et penas proinde incurrere debitas non verentes, super quibus adhibere remedium, quod in penam transeat et aliis in terrorem, prout nostro incombit officio, cupientes, vobis, de quorum fidelitate et industria confidimus, committimus et mandamus quatinus ad partes predictas vos personaliter transferentes, de predictis et singulis excessibus, injuriis, dampnis, gravaminibus et extorsionibus presertim vobis sub nostro clauso contrasigillo tradendis, vos cum diligentia secreti, prout expedire videritis, informetis, demumque si opus fuerit, vocatis quorum intererit, veritatem plenius inquiratis, et prout casuum qualitates et conditiones personarum exegerint, taliter corrigatis eosdem et etiam puniatis reformetisque ibidem justicie bonum statum, ac super antiquarum consuetudinum, libertatum et franchesiarum ipsarum observatione provideatis, quod de vestra preminenti diligentia possitis effectuoso opere commendari; pendentibus vero informationibus seu inquestis hujusmodi suspendendi officiales predictos et servientes ac etiam, si per inquestas ipsas privari meruerint, eos privandi ab officiis suis et alios substituendi, prout

expedire noveritis, ceteraque predicta et ea tangentia faciendi, plenam vobis potestatem tribuimus per presentes, per quas mandamus omnibus, quorum interesse potest, ut vobis et duobus ac alteri vestrum in solidum pareant cum effectu. Datum Parisius, XXVI[a] die Junii, anno Domini millesimo CCC° decimo nono.

Dictas vero litteras recepimus Lugduni, per manus civium et habitatorum ville ejusdem, et eas penes nos retinuimus, anno predicto, die jovis ante festum beate Marie Magdalene. Datum sub sigillo senescalli Lugdunensis et Matisconensis, anno et die jovis predictis.

XLI

Comant li dit refourmeur ordenerent que l'on ne feist enquestes en la court de Lyon de office sure nul cytoyen, ne que la dicte court n'eust procureur par le parmovoir a ce faire.

31 Juillet 1319.

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis Petrus, prior de Caritate, Johannes de Forgetis, archidiaconus Brie in ecclesia Parisiensi, et Thomas de Morfontanis, miles domini nostri regis, ad partes senescallie Lugdunensis per eundem dominum nostrum regem pro reformatione patrie deputati, salutem et dilectionem. Noveritis quod nos inhibuimus senescallo Lugdunensi quod nullas inquestas super aliquibus criminibus, nisi super homicidio, furto vel proditione, faciat vel fieri permittat ex mero officio in civitate Lugduni contra cives ejusdem civitatis, quousque dominus noster rex de premissis duxerit aliter ordinandum, notoriis criminibus et presentibus forefactis cum premissis criminibus superius duntaxat exceptis. Item procurator regius nullas inquestas procurabit fieri contra cives ejusdem civitatis, quousque dictus dominus rex ordinaverit de predictis, nisi prout in aliis ordinationibus eis per nos traditis continetur. Item bannimenta non fient, nisi in criminalibus, et tunc, non nisi ubi debent fieri de consuetudine vel de jure. Datum sub sigillis nostris apud Lugdunum, die ultima Julii, anno Domini M° CCC° decimo nono.

XLII

Comant li dit refourmeur ordenerent que nuns citoyens ne fut pris en avoutere fors nu avecque nue ou en present forfait, et plusours autres choses.

31 Juillet 1319.

IN Dei nomine. Amen. Notum sit omnibus presentibus et futuris quod nos Petrus, prior de Caritate, Johannes de Forgetis, archidiaconus Brie in Parisiensi ecclesia, et Thomas de Marfontanis, domini nostri Philippi, Dei gratia Francorum et Navarre regis, miles, ab eodem domino rege ad partes senescallie Lugdunensis pro reformatione patrie deputati, recepimus quedam gravamina a dicto domino nostro rege sub suo contra sigillo nobis missa pro civibus Lugduni contra officiales regios in civitate Lugdunensi, super quibus ordinavimus et providimus in hunc modum. Et primo ad primum quod est quod passim et indifferenter judex ordinarius inquirit de omnibus criminibus sine accusatoribus vel denunciatoribus, qui prosequatur legittime, cum tamen consuetudo dictorum civium sit, sicut asserunt, quod solum in criminibus furti, homicidii et proditionis inquisitio fieri debeat et non aliter, nisi per denunciationem vel accusationem, ut supra, et tunc non nisi persone fuerint diffamate, ordinavimus, inquam, quod testes reciperentur super consuetudine premissa; quibus receptis, publicavimus eosdem et attestationes debemus portare nobiscum ad dominum nostrum regem ut idem faciat eas videri, decidi et determinari vel provideri super dicta consuetudine, prout viderit expedire.

Item super procuratore regio, quem petunt removeri a civitate Lugduni cives predicti, ordinamus seu providimus quod dispositio istuis remotionis remittetur ad regem, interim tamen in civitate Lugdunensi dictus procurator nullas inquestas promovebit fieri, nisi illas, que sibi mandate fuerint a senescallo promoveri extra civitatem Lugduni, nec aliquas causas in civitate Lugdunensi nomine regis agitabit, nisi patrimonium et hereditatem regiam contingant.

Item de gravamine, quod dicunt inferri dicto Boeleau, civi Lugdunensi, super quadam inquesta facta contra ipsum ex officio, de qua judex major ferre senteneiam nolebat, precepimus dicto judici majori quod faceret justiciam de eadem.

Item a quadam emenda Henrici de Divione, qui condempnatus fuerat in quadam pecunie quantitate, commutavimus dictam penam pecuniariam in faciendam peregrinationem ad Sanctam Mariam de Anicio.

Item super lanis, de quibus conqueruntur cives quod gentes regis non permittunt eas extrahi de Lugduno, cum tamen sint lane grosse ad faciendos buyrellos. ordinavimus quod super hoc loquerentur regi.

Item super eo quod conqueruntur quod senescallus et aliqui alii officiales regii citant eos Parisius aliquotiens, inhibuimus ne hoc fiat nisi de mandato regio vel per suas litteras.

Item conqueruntur quod per officiales regio male custodiuntur et deffenduntur ab injuriis que fiunt eis per extraneos; precepimus dicto senescallo quod animosius et virilius solito deffendat eosdem.

Item de homine, qui fecit incendium in regno, providimus seu ordinavimus quod senescallus procedat in negotio.

Item de quodam homine vocato Muaus et de Johanne Bonardi, quorum unus ligatus fuit ad quandam arborem versus Miribellum per unam diem et alius graviter verberatus, precepimus senescallo quod inquirat et puniat prout viderit expedire.

Item super eo quod conqueruntur quod senescallus et alii officiales regii faciunt per certos nuncios scribi apertiones testamentorum et inventaria, tutelas et alias scripturas, ordinavimus quod per quoscunque notarios regios, dum tamen fidedignos et ydoneos dicti cives scripturas predictas possint facere scribi.

Item super eo quod conqueruntur si unus civis fecerit citari alium, et antequam venerint coram judice pacificaverint, quod volunt ex hinc clamorem accipere, inhibemus ne fiat, quia non fuit alias factum.

Item conqueruntur quod, licet aliquis paratus sit cavere stare juri, ubi non capitur pro crimine homicidii, proditionis et furti seu aliquo alio graviori, quod officiales regis nolunt eum recredere, licet asserant quod de consuetudine dicte civitatis in illis casibus recredi debeat, ordinavimus et providimus quod jus et consuetudo patrie observentur.

Item pro gladio extracto super aliquem et non percusso, ordinavimus quod in premisso articulo jus servetur, nisi consuetudo contraria inveniatur.

Item super eo quod conqueruntur quod cancellarius, prepositus et aliqui alii officiales regii partem faciunt aliquotiens in curia regia contra cives, inhibuimus ne decetero illud fiat.

Item precepimus quod bona civium Lugduni, ubicunque et per quemcunque capta fuerint injuste, primo requirantur, et si detentores reddere noluerint, ad recuperationem ipsorum senescallo viriliter procedatur.

Item si aliqui cives Lugdunenses ad invicem se percusserint sine effusione sanguinis vel alia gravi percussione, si clamor exinde coram curiam regis habitus non fuerit, clamor nec emende leventur.

Item super eo quod conqueruntur quod preconizationes fiunt aliquotiens sub majore pena, quam fieri debeant secundum consuetudines civitatis, inhibuimus ne fiat, nisi quatenus fuit actenus observatum.

Item providimus seu ordinavimus quod quando pignora vendentur ad cridam, facta legictima subastatione, quod pecunia deponatur ubi partes voluerint concordare; quod si concordare nequeverint, deponatur per judicem penes aliquem probum civem.

Item conqueruntur quod pro sigillo senescallie accipiuntur quatuor denarii et alii quatuor pro scriptura; loquetur de hoc cum domino nostro rege.

Item conqueruntur quod notarii regii nimis accipiunt pro scripturis, dictos cives super hoc multipliciter agravando; providimus et precepimus quod ordinationes regie super hoc edite inviolabiliter observentur.

Item inhibuimus ne aliquis civis Lugdunensis in adulterio deprehendatur, nisi nudus cum nuda inveniatur, vel alias in ipso facto presencialiter capiatur.

Item super cognitione sigilli regii ubi aliquis se sub sigillo regio Lugdunensi obligavit, quod comes Forensis et dominus Bellijoci nituntur habere et aliqui dicunt privilegium a rege super hoc habere, quod est in grande prejudicium civium et sigilli, loquetur de hoc cum domino nostro rege.

Item inhibuimus ne contra litteras regias exceptiones alie admittantur, nisi falsitatis, quittationis vel solutionis, quia alie de consuetudine non consueverint admitti contra sigillum predictum.

Item inhibuimus ne officiales regii compellant aliquos heredes testamentorum recipere quittationes aliquas, nisi velint.

Item teneatur taxatio scripturarum, quantum notarii debent recipere, facta per senescallum, tantum modo quantum ad cives Lugdunenses.

Item conqueruntur dicti cives quod sigillifer regius seu cancellarius de apertionibus testamentorum nimiam exigit pecunie quantitatem, super quo informati fuimus et invenimus per fidedignos quod ad voluntatem rationabilem et moderatam tamen consuevit recipi de predictis, unde precepimus et providimus quod, sicut actenus factum extitit, ita fiat, tamen non fiat excessus; procurabimus tamen pro posse penes dominum nostrum regem quod predicta receptio, quantum fieri poterit, moderetur.

Item providimus et precepimus quod ubi Matisconensis denarius acccipitur pro sigillo in civitate Lugdunensi solus obolus a civibus capietur, et hoc in contractibus debitorum; in venditionibus etiam possessionum et rerum immobilium denarius integre capietur pro libra.

Item ordinavimus et precepimus dicto senescallo et aliis officialibus regiis quod super alias consuetudines, usus, libertates et franchesias actenus observatas inviolabiliter observent et custodiant, et hec omnia superius posita per senescallum et alios officiales regios precepimus inviolabiliter observari. In cujus rei testimonium sigilla nostra litteris presentibus duximus apponenda. Datum in domo Sancti Anthonii Lugdunensis, ultima die mensis Julii, anno Domini millesimo CCC° decimo nono.

XLIII

Comant il fut composé entre ledit notre seigneur le Roy de France, mons. l'arcevesque, chapitre et la ville de Lyon et concordé de la juridicion de Lyon.

Avril 1320.

PH., par la grace Deu Roys de France et de Navarre, savoir faysons a touz presenz et a venir que comme nous pour certainne et juste cause eussiens en notre demaine, tenissiens et possedissiens et a nous apertenist la juridiction temporele haute, moienne et basse de la ville de Lyon et des appertenances, et notre amé et feyal l'arcevesque de Lyon nous ait signifié que comme il ait en la dicte ville de Lyon pluseurs choses et droitures es queles il a aucune juridiction ou cohertion, pour les queles et pour la dicte notre juridiction temporele moult de debaz, coutenz, frais et despens porroient naistre et sourdre, dont l'eglise de Lyon porroit estre mout adomagiée ou temps a venir, et que grant profit seroit a la dicte eglise se la dicte juridiction estoit toute transportée en luy ou non de l'eglise, pourquoy li dit arcevesque, du consentement et de l'acort du doyen et du chapicte de la dicte eglise, eu entre euls sus ce pluseurs traitiés sollennelz et deliberations pourveues et plenieres, et per pluseurs foiz, si comme il disoient, en chapicte pour ce assemblez au son de la close, si comme il est a coustume, nous a supplié et requis a grant instance que nous la dicte juridiction temporele, a cause de permutation, li vousissiens delaissier a touz jours perpetuelment pour lui et pour ses successeours arcevesques de Lyon, en certainne fourme et parmi certainnes offres faites par li a nous pour ce ci-dessous contenues; nous, qui touz jours avons desirré et encores desirons que les eglises et les personnes d'icelles puissent vivre en bone payz et en bone transquillité souz nouz, pour oster toute matiere de descort et eschiver touz fraiz et domages qui en porroient venir, et pour les offres qui nous en ont esté faites, si comme dist est, et pour les choses ci-dessous contenues, la dicte juridiction haute, moyenne et basse, retenuz a nous et a nos successeours la souverainneté et le ressort, desorendreit baillons et transportons par plain droit, par le bail de ces presentes lettres, audit arcevesque pour soy et pour ses successeours arcevesques de Lyon a tenir perpetuelmant par eulz de nous et de noz successeurs en fié, pour lequel il seront tenuz de faire et feront a nous et a nous successeours seremant de fealté et hommage lige, parmi l'eschange, recompensation, fourme et condicions ci-dessous

escriptes, c'est assavoir que ledit arcevesque et ses successeours recognoistront a tenir, prendront et tendront de nous et de noz successeours en fié, pour lequel il nous seront tenuz de faire et feront serement de fealté et hommage lige toute fois que il y ara novel seigneur ou vassal, et des maintenant le nous fera le dit arcevesque, la devant dicte juridiction de toute la ville de Lion et des appertenences, tant pour la partie que les arcevesques de Lyon i ont anciennement eu paisiblement, comme pour la partie que le chapicle a contendu a y avoir es temps passez, laquelė partie li arcevesques doit avoir de l'acort et de l'assentement doudit chapicle, parmi certainne recompensation, et ainssi ledit arcevesque et ses successeours doyvent avoir et auront la juridiction de la dicte ville de Lyon et touz seulz en useront souz notre souverainneté et ressort, et avecques ce tout lieur temporel quel que il soit en la dicte ville de Lyon et es appertenences, tant decza la Saonne comme dela jusques au Ronne, et hors en quelque part que ce soit dedenz notre royaume, en quelque choses que le dit temporel soit assis, tant en la dcte juridiction de la dicte ville de Lyon et des appertences, aussi comme dessus est dit, comme en autres lieus, es choses de son dit temporel, soit en chastiauz, fortelesces, villes, fiez, arriere-fiez, cènsives, rentes, revenues, justices hautes, moyennes et basses, segneuries, regales, honneurs, services et en toutes autres choses, queles que elles soient et comment que elles puissent estre nommées, que le dit arcevesque ou ses devanciers avoient et tenoyent ou pooyent avoir et tenir, et qui du dit arcevesque et de ses devanciers sont et ont esté tenues sanz moyen ou par moyen, ou qui a son dit temporel appartiennent ou pueent appartenir en notre royaume. Et pour ce que par cest acort la dicte juridiction demeure audit arcevesque et a ses successeours seul et par le tout parmi certainne et souffisant recompensation que il en doit faire au doien et au chapicte de la dicte eglise de Lyon, laquele il a promis en notre presence a faire a eulz, les diz doien et chapicle reconnoistront a tenir, prendront et tendront de nous et de noz successeours en fié, pour lequel il seront tenuz de faire et feront a nous et a noz successeurs serement de feauté et hommage lige, la dicte recompensation qui par le dit arcevesque leur sera baillié avecques touz les droiz, usages et coustumes que il ont ou pueent avoir sus les leydes, peages, monnoye, censives et autres rentes temporeles en la dicte ville de Lyon et es appartenances, et le dit serement de fealté et hommage lige fera le doien de la dicte eglise en non de soy et du dit chapicle, ou la personne de chapicle qui sera en plus grant dignité et present en l'eglise, se doyen n'i avoit ou il estoit absenz, toutes foiz que il ara nouvel roy ou gouverneur ou royaume, ou que doyen se changera en la dicte eglise, et des maintenant le fera a nous le doyen qui ores est pour soy et pour sondit chapicle. Et est assavoir que le ressort et les premiers appeauls de la dicte ville et justice de Lyon et des appartenances vendront a nous et a noz successeurs, et seront conneuz et determinez les diz appeals par

noz juges d'appeauls que nous ordenerons et establirons a ce là ou il nous plaira, mes totevoyes que ce ne soit pas en la dicte ville de Lyon ne es appartenances ne en aucun lieu de la terre, ne du demainne, ne de la baronnie des diz arcevesques, doyen et chapicle, se ainsuit est que il aient baronnie; et les secons appeals, qui seront faiz de noz diz juges d'appeals, vendront a nous et a noz successeurs et seront determinez en notre parlement de Paris, ou par ceuls a qui nous les commetriens a determiner illeuques ou aillieurs. Et les ressors et les secons appeauls de la terre et des demainnes et de la baronnie des diz arcevesque, doien et chapicle, se baronnie ont, et de toutes les terres qui de eulz sont tenues en notre royaume senz moyen ou par moyen hors de la dicte ville de Lyon et des appartenances dedenz notre royaume, es cas et es personnes dont il ont a coustume d'avoir les premiers appeauz, vendront a nous a tenir et determiner par noz juges d'appealz, là où il nous playra, mais que ce soit hors de la dicte ville de Lyon et des appartenances, et que ce ne soit en lieu qui soit de la terre, ne du demainne, ne de la baronnie des diz arcevesque, doyen et chapicle, se baronnie ont. Et aveques ce le dit arcevesque, pour cause de la dicte permutation et du dit eschange et en recompensation des choses que il a de nous, nous a baillié et delaissié et a transporté et transporte en nous et en noz successeurs toute la regale, le droit et emolumenz et profiz de regale que il tenoit de nous et avoit en l'eglise, en la cité, en l'evesché et en la diocese d'Autum, vacant le siege d'icele, excepté l'exercice et les emolumenz des cors esperitueles du dit evesché, de laquelle regale nous et nous successeurs devrons user et userons tout en la manière que noz devancers ont usé et nous usons de regale en l'eglise de Paris. De rechief avecques ces choses nous avons retenu et reservé que nous, noz genz, noz successeurs et leur genz envoyez de nous ou de noz successeurs, noz baillis de Mascons, qui pour le temps seront, et leur lieus tenans porrons entrer en la ville de Lyon en armes et sanz armes a tant de genz comme nous, noz successeurs, noz genz, les genz de noz successeurs envoyez de nous ou de nous successeurs, noz baillifs de Mascons, pour le temps et leurs lieus tenenz voudrons, et demourer en icelle, issir hors et retorner en icelle toutes foiz et tante foiz comme il plaira a nous, a noz successeurs, a noz genz, as genz de noz successeurs, a noz baillis, leurs lieus tenanz et les genz envoyez de nous ou de noz successeurs ou per le dit baillif ou son lieu tenant, toutes foiz que nous arons guerre, suspition ou presumption de guerre, ou que pour aucune autre neccessité le voudrons faire, sanz ce que contredit nous en puisse estre fait, et arons en cel cas nous, noz successeurs, noz genz, les genz de noz successeours, envoyez par nous ou par noz successeurs, notre baillif devant dit, son lieu tenent ou ceuls que il ou li un d'eulz i commetroit, se il plait a nous, a noz successeurs ou a eulz, la garde et les clefs des portes et des forteleces de la dicte ville, sanz ce que nul se puisse entremetre de la dicte garde fors que nous ou noz genz, noz suc-

cesseurs ou leur genz envoyez par nous ou par noz successeurs, le baillif, son lieu tenant dessus diz, ou ceuls qui par eulz seroient commis tant seulement. Et a ce se sont accordez les citoiens de la dicte ville, qui les clefs dessus dictes ont en garde, et tout en autele manière arons nous, noz successeurs, noz genz, les genz de noz successeours, les baillifs de Mascon, lour lieus tenanz et les genz envoyez a ce par nous et par noz successeurs ou par euls, les chasteals, les clefs et la garde des chasteals que le dit arcevesque et ses successeurs tendront de nous ou de noz successeurs, c'est a savoir en temps de guerre, de suspiction ou presumption de guerre et de toute autre neccessité, des quiex choses il sera creu a nous, a noz successeurs, a notre dit baillif et a son lieu tenant simplement sanz autre connoyssance de cause, sauf ce que notre dit baillif en sa creation sera tenuz de jurer que ces clefs ne ces gardes il ne demandera fors pour les causes dessus dictes, sans malice et sanz fraude, et autre opposition, ne li en porra estre faite; et n'est pas notre ententions que pour la prise des dictes clefs des portes et des forteleces soit fait aucun prejudice aus diz arcevesque, doien et chapicle, citoiens et ville en leur autres droiz et en autres choses qui leur sont par nous octroyés. Encores est il acordé que se l'arcevesques ou ses successeurs voloient estre desobeissanz ou rebelles a nous ou a noz successeurs ou a noz genz, que ja n'aviegne, le doien ne le chapicle ne les channoines ne seroient tenuz de lui servir ne aidier et ne l'aideront en riens, ainz seroient tenuz de aidier nous et noz successeurs, noz genz et les genz de noz successeurs en bonne foy et sanz fraude de tout leur pooir a le contraindre a venir a obeissance a nous et a noz successeurs, toute fois que il en seront requis de par nous ou par noz genz ou par noz successeurs ou leurs genz; et en autele maniere seront tenuz le dit arcevesque et ses successeurs a nous et a noz successeurs aidier en bonne foy et sanz fraude de tout leur pooir a contraindre les diz doien et chapicle a venir a obeissance a nous et a noz successeurs, se ainssuit estoit que les diz doien et chapicle fussent desobeissanz ou rebelles a nous ou a noz successeurs, que ja n'aviegne. Et se l'arcevesque ou le chapicle, ou touz deuz ensamble, vouloient desobeir ou rebeller a nous ou a noz successeurs ou a noz genz, que ja n'aviegne, la ville de Lyon ne les citoiens ne seroient tenuz d'eus aidier en riens et de riens ne les aideroient, ainz seroient tenuz de aidier nous et noz genz et noz successeurs et leur genz a contraindre les a venir a obeissance a nous et a noz successeurs, a noz genz et as genz de noz successeurs de tout leur pooir, en bonne foi et sanz fraude. Et se ainssuit estoit que la ville ou aucuns de la ville de Lion vousist rebeller ou desobeir a nous, ou a noz successeurs, ou a noz genz, ou as genz de noz successeurs, que ja n'aviegne, l'arcevesque, le doien et le chapicle seroient tenuz, en la maniere dessus devisée, de aidier nous et noz genz et noz successeurs et leur genz a contraindre les a venir a obeissance a nous et a noz successeurs et a noz genz et as genz de noz successeurs toute fois qu'il en seroit requis. Et est a savoir

que tuit li channoine de l'eglise qui ore sont, si tost comme il vendront premierement a l'eglise, et d'eci en avant tuit li autre en leur reception, jureront singulierement, c'est a savoir les presanz en leurs personnes, et les absenz, qui par procureur seront receuz, par procureur soufisant, en chapicle, en la presence de noz genz, que il seront feal a nous et a noz successeurs rois de France, et que il ayderont nous et noz successeurs en bonne foy et sanz fraude de tout leur pooir a la deffense et a l'onneur de nous et de notre royaume en contre toutes personnes, et que il tendront et garderont fermement l'acort present et tout ce qui contenu i est. Et tout autel serement feront li arcevesque, qui ores est, et ses successeours arcevesques pour euls et le doien, qui ores est, et ses successeurs ou non d'eulz et du chapicle, auquel doien et ses successeurs, ou se doien n'i avoit a la personne, qui auroit la plus grant dignité en la dicte eglise, li chapicle donne desja plain pooir et especiaul mandement de ce faire avecques l'ommage et le serement de fealté que il feront a nous et a noz successeurs; et ce meesme serement avecques le serement de fealté seront tenuz de faire et feront a nous, se nous sumes presenz a Lyon, ou a noz genz en notre absence, des ore touz les citoiens et les autres habitanz de la ville de Lyon de quatorze anz et dessus, et a noz successeurs le feront en leur novelleté, si tout comme il en seront requis, et se renouvelera cest seremant au temps d'un meesme roy de diz anz en diz anz. Et est a savoir que les channoines qui aront fet le serement dessus devisé par leur procureur, le feront en leur personnes la première fois que il vendront a l'eglise. Et nous et noz successeurs serons tenuz de garder et deffendre l'arcevesque, le doien, le chapicle et les channoines de l'eglise de Lyon et leur successeurs, leur biens et leur terre, et les citoiens de la ville en la fourme et en la maniere que nous et noz devancers avons a coustume de garder les prelaz, les eglises, les personnes et les biens des eglises et des bonnes villes de notre royaume. Encore est il acordé expressement entre nous et l'arcevesque, le doien, le chapicle devant dit, que se il avenoit que ces choses, si comme elles sont dessus contenues, ne preissent leur acomplissement et leur effet, ou puis que elles l'aroient pris elles fussent deffaites par aucun cas, que les parties en totes choses retornassent a plain ou point et en l'estat que elles estoient le premier jour du mois de fevrier qui fu l'an mil CCC diz et nuef, non contrestant toute saysine, possession ou teneure, que l'une partie ou l'autre eust eue par vertu de cest acort, ou quel cas le dit arcevesque se establist et confesse soi possider la juridiction devant dicte et toutes les autres choses bailliés a luy par cest acort en non de nous par precaire; et nous consentons et voulons que ou cas dessus dit, que ja n'aviegne, que nulle confession faite parmi cest present acort par les diz arcevesque, doyen et chapicle leur soit prejudiciable en tout ne en partie et ne puisse justifier notre fait ne le leur plus qu'il estoit au jour dessus dit. Et est a savoir que cestes choses acomplies de par nous les diz arcevesque, doien et chapicle nous delaissent et nous

recouvrons par cause de l'eschange dessus dit toutes les choses que il avoient eues ou devoient avoir de nous par cause de une autre permutation cza en arriere faite entre notre chier seigneur et pere, et l'arcevesque, le doien et le chapicle dessus ditz, et nous rendons aussi a l'arcevesque toutes les choses que il et le chapicle nous avoient bailliées, qui a euls appartenoient, sauves les choses retenues a l'une partie et a l'autre en cestui acort, en tele maniere que tout ce que nous ou noz chiers seigneur le roy Philippe, notre pere, ou le roys Loys, notre frere, noz genz ou les leur avons levé des choses qui par les diz arcevesque, doien et chapicle nous avoient esté bailliées nous demeure notre quitte ; et nous devons ausi enteriner la value de la terre que nous leur devions baillier parmi la dicte permutation et eschange pour tout le temps de lors en cza, sauf ce que tout ce que l'arcevesque, le chapitre ou leur genz ou chascun par soy en auroit receu ou levé, en seroit rebatu et desduit. Et n'est pas l'entencion de nous ne de l'arcevesque, doien et chapicle devant diz que par les choses qui sont dessus escriptes et acordées aucune nouveleté, immutation ou prejudice soit fait en aucune chose ou droit en la seigneurie ne en la justice que le chapicle de Saint-Just dit et maintient soi avoir en la ville de Saint-Just et es appartenances, ne au droit que nous y avons avant la dicte permutation faite avecques notre devant dit seigneur et pere, soit de garde ou d'autre droiture, quele que elle soit. Encore se consentent des maintenant les diz arcevesque, doien et chapicle, pour tant comme a chescun touche, que toute foiz que nous ou noz successeurs porrons pourchacier que nous aiens la regale de l'eglise et de l'arcevesque de Lion pour celle d'Otum, laquelle il nous ont desja transportée, si comme dit est, ou par autre maniere nous l'aions teigneus et en usens en la maniere que dessus est devisé, et a ce pourchacier nous ayderont il et a noz successeurs en bonne foy, toute foiz qu'il en seront requis. Et se cest eschange ne s'en feysoit, si ne se deferoit pas l'acort des autres choses dessus devisées, ainz demoroit en sa vertu. Et pour ce que toutes les choses dessus dictes et chescune d'icelle soient fermement tenues et gardées perpetuelment, sanz venir encontre, nous avons fait metre notre seel a ces presentes lettres en tesmoignage de verité. Et fu fait et acordé a Paris, en l'an de grace mil trois cenz et vint, ou mois d'Avril.

XLIIII

Comant les cytoiens de la dicte ville reteinrent en la dicte composition pluseurs choses desquels il protesterent.

18 Juin 1320.

IN nomine Domini. Amen. Per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod anno Domini M° CCC° vicesimo, die decima octava mensis Junii, videlicet die mercurii ante festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, Lugduni, in domo sacristanie majoris ecclesie Lugdunensis, in quadam camera ipsius domus prope dictam ecclesiam, regnante serenissimo principe domino domino Philippo, Dei gratia Francorum et Navarre rege, in presentia nostrorum notariorum publicorum auctoritate dicti domini nostri regis et testium subscriptorum, constitutis personaliter et specialiter propter hec que sequuntur viro nobili, venerabili et discreto domino Hugone Giraudi, milite et consiliario dicti domini nostri regis, ex una parte, et Bartholomeo Caprarii, Humberto de Varey, Bernerdo Hugonis, Guillelmo et Johanne Grigneu, Gaudemaro Flament, Thoma Albi, Johanne de Fuer, Aymone de Durchia, Aymonino de Podio, Guicherdo de Plateria, Guillelmo de Varey, Bartholomeo Charreton, Zaquaria de Forisio, Johanne Raymondi et Johanne Ogerii, civibus Lugduni, ac Johanne de Putheo et Vincencio de Ansa, notariis regiis, syndicis et syndicario nomine civitatis et civium Lugdunensium omnium et singulorum, cujus sindicatus tenor inferius est insertus. Cum idem dominus Hugo Giraudi nomine regio instaret et peteret quod prenominati et alii cives Lugdunenses omnes et singuli, juxta tenorem cujusdam compositionis denuo facte inter dictum dominum regem et reverendum in Christo patrem dominum P. de Sabaudia, archiepiscopum, ac dominum Stephanum de Balma, decanum, et capitulum dicte Lugdunensis ecclesie, jurarent et promitterent fidelitatem regiam et jurari et promitti juxta tenorem cujusdam clausule in ipsa compositione contente et infrascripte, et sequelam cum armis pro ipsius domini regis et regni sui tutela et deffensione, juxta ipsius clausule formam, hiidem cives et sindici nominibus suis propriis et quibus supra asserentes, circa dictam clausulam sequele armorum, minus fuisse sufficienter et minus generaliter scriptum in littera dicte compositionis quam actum, secundum intentionem domini regis et partium predictarum, cum dictam deffensionem regni et juvamen armorum in partibus et marchia Lugdunensibus, secundum quod re vera actum erat, dun-

taxat facere debebant et non ultra, et si ita remaneret ut jacet, obscura sibi esse et fore posset in futurum plurimum onerosa et gravis, institerunt erga dictum dominum Hugonem super ipsius clausule declaratione et reformatione, secundum quod in veritate fuerat actum et conventum. Quo domino Hugone respondente quod certum mandatum habebat nichilque in eo mutare poterat nec mutaret, domino rege inconsulto; hiidem cives et sindici nominibus quibus supra, mediante patrocinio venerabilis et discreti viri domini Humberti de Vallibus, legum professore, expresse dixerunt et protestati publice fuerunt et suam intentionem declaraverunt coram eodem domino Hugone Giraudi, quod nunquam intentionis et consensus eorum fuerat nec est quod hiidem cives, pretextu alicujus promissionis vel juramenti per eos faciendi vel prestandi eidem domino regi ad sequelam vel juvamen ad deffensionem regni in armis tenerentur se obligent nec teneantur, nisi ad deffensionem regni sui in partibus solum et marchia Lugduni, nec ad amplius possint cogi. Qui dominus Hugo respondit quod audaciter protestarentur dicti cives et sindici de jure suo et dictorum civitatis et civium, et quod bene vellet et sibi placebat, quoniam sibi multum placebat quod dominus rex omnem declarationem eisdem et adhuc majorem gratiam faceret in premissis; de quibus omnibus dicti cives et sindici petierunt sibi dari et fieri publicum instrumentum a nobis subscriptis notariis. Acta fuerunt hec anno, die et loco predictis, presentibus nobilibus et venerabilibus viris dominis Guicherdo de Marziaco et Guillelmo de Leovilla, militibus, et dominis Petro Maurelli ac Girerdo de Romano, jurisperitis, et pluribus aliis ad premissa pro testibus vocatis et rogatis.

Tenor vero dicte clausule in dicta compositione contente super premissis confecte sequitur et est talis :

Et aussi nous conseill. par nous et noc sindicz et procureurs en non de toute la universite et des habitans de Lyon, qui ores sont et qui par temps seront, de le age de quatorze anz et desus, seront tenus de faire et ferons des ores a notre seigneur le roy de France, se il est presenz a Lyon, ou a ses gens en absence de li, le serrement de fealté qui s'ensuit : jurerons et jurons sus sainz euvangiles corporelment et singulierement que nous serons feals au roy et a ses successeurs roys de France, et que nous leur ayderons en bonne foy et senz fraude de tout notre pooir a la deffense et a l'enneur dou roy et de ses successeurs et du royaume en contre toutes personnes, et que nous tendrons et garderons l'acort present fermement et tout ce qui contenu y est; et encor plus que se les dis arcevesques ou doyen et chapitre, ou tous ensamble, vouloient desobeir ou rebeller au roy, ou a ses successeurs ou a leur genz, que ja n'aviegne, nous ne serions tenuz de euls aydier ne de riens ne leur ayderions, ainz seriens tenuz de aydier le roy et ses successeurs et leurs gens a contraindre les a venir a obéissance au roy de tout notre pooir en bone foy et sanz fraude ; et que ledit serement sera fait et renouvellés perpetuelment, a temps d'un meesme roy, de dis anz an dis anz.

Tenor vero dicti sindicatus sequitur et est talis :

In nomine Domini. Amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis appareat evidentur quod anno Domini millesimo CCC° vicesimo, die tertia decima mensis Junii, videlicet die veneris post festum beati Barnabe apostoli, regnante serenissimo principe domino nostro domino Philippo, Dei gratia rege Francorum et Navarre, in presentia nostrorum notariorum auctoritate dicti domini nostri regis publicorum et testium subscriptorum ad hec vocatorum et rogatorum, congregata universitate civitatis et civium Lugduni ad sonum campane, ut moris est, in ecclesia beati Nicetii Lugdunensis, dicti cives et universitas ibidem simul congregati universitatem facientes, prout evidenter apparebat, pari voluntate et consensu ac unanimiter in presentia nobilis viri domini Hugonis Giraudi, militis et consiliarii dicti domini nostri regis ac commissarii deputati auctoritate regia ad complendum, exequendum compositionem, scambium, permutationem, tractatum seu concordiam de quibus inferius fit mentio et habetur et dependencia ex eisdem, cum auctoritate pariter et decreto nobilis viri domini Guillelmi de Leovilla, militis, vicarii Lugdunensis, ibidem presentis, suos creant, faciunt, constituunt et ordinant syndicos et procuratores, videlicet magistrum Johannem de Putheo et Vincencium de Ansa, cives Lugduni, et eorum quemlibet in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis nec deterior subsequentis seu non occupantis, sed quod per unum eorumdem sindicorum seu procuratorum incohactum fuerit, possit per alium mediari, prosequi et finiri, ad rattificandum, approbandum et expediendum concordiam, tractatum seu compositionem aut permutationem et escambium factas inter dictum dominum nostrum regem Francorum et Navarre et reverendum in Christo patrem dominum Petrum, archiepiscopum Lugdunensem, et venerabilem virum dominum Stephanum de Balma, decanum Lugdunensem, capitulum dicte ecclesie Lugdunensis et cives predictos Lugdunenses, et prestandum juramenta, in quantum spectat et pertinet ad dictos cives et universitatem, in animas dictorum civium et universitatis, et faciendum contenta in eisdem; dantes et concedentes dictis duobus sindicis et procuratoribus et utrique eorum insolidum, ut supra, plenam et liberam potestatem ac speciale mandatum ad predicta facienda, et ad prestandum in animas universorum et singulorum civium et habitatorum Lugduni juramenta predicta observanda inviolabiliter, nullatenus in contrarium veniendi vel venire attemptandi pèr se vel per alium, de jure vel de facto, et alia juramenta prestandi et faciendi, que prestanda et facienda incombunt eisdem civibus et universitati ex forma compositionis et concordie et tractatus predictarum, et ad sigillandum litteras que ex parte dicte universitatis et civium sunt mittende domino nostro regi super dicta compositione seu concordia et tractatu, sigillandum, inquam, sigillo universitatiis predicte et communitatis Lugdunensis, et predicta expediendi, ut supra, duntaxat. Promittunt dicti cives et universitas civium et civitatis Lugdunensis sollempniter, nobis subscriptis notariis stipulanti-

bus et recipientibus tanquam personis publicis vice, nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest et intererit, sub ypotheca rerum suarum quarumlibet et universitatis predicte, predictis suis sindicis et procuratoribus et eorum quolibet in solidum, se et dictam universitatem imperpetuum ratum et gratum habiturum quicquid per eos vel eorum alterum factum fuerit in hac parte, secundum predicta duntaxat, ut supra, cum omni juris renunciatione. Actum anno, die, loco quibus supra, presentibus pro testibus nobilibus viris et discretis dominis Guicherdo de Marzeu, Johanne Bertrandi et Anthonino de Manisseu, militibus, et venerabilibus viris dictis Petro de Calcibus, doctore decretorum, Girerdo de Romano, jurisperito, et pluribus aliis fidedignis laicis et clericis ad hoc rogatis.

Nos vero sindici et procuratores predicti, certificati plenius de compositione, permutatione, scambio et tractatu seu concordia predictis habitis, initis et factis inter predictos dominum nostrum regem et dominos archiepiscopum, decanum et capitulum Lugdunense et dictos cives et universitatem civitatis Lugdunensis, que compositio, permutatio, tractatus seu concordia et escambium continentur plenius in quibusdam litteris regiis sigillatis sigillo regio inpendenti cum filis sericis et cera viridi, sub data anno Domini millesimo CCC° vicesimo, mense Aprilis, quas litteras regias confitemur in presentia nostra fore lectas et publicatas, et nos de contentis in ipsis plene fuisse cercioratos, omnia universa et singula in ipsis compositione, permutatione, scambio et concordia seu tractatu, necnon in predictis litteris regiis contenta, in quantum in ipsis habetur mentio de civibus, incolis et habitatoribus et universitate civium Lugdunensium, juxta tamen formam et tenorem quarumdam litterarum sigillatarum sigillo communi universitatis et communitatis Lugdunensis, que diriguntur dicto domino regi ex parte consiliariorum et sindicorum prefate universitatis, et juramenta fidelitatis ante creaditionem presentis sindicatus facta per consiliarios, cives, incolas et habitatores dicte civitatis Lugdunensis et recepta per nobilem virum dominum Hugonem Giraudi, militem et consiliarium domini nostri regis, commissarium in hac parte, et approbationem et ratificationem factam per eos, nos predicti sindici et procuratores, nomine dicte universitatis et auctoritate nobis attributa per dictam universitatem in presentia subscriptorum notariorum, approbamus, ratifficamus, emologamus, innovamus et innovando de novo facimus, et ea nomine dicte universitatis et civium imperpetuum observare et complere cum effectu promittimus, et in contrarium, per nos vel per alium, non venire, in animam dicte universitatis et singularum personarum ejusdem juramus ad sancta Dei euvangelia per nos corporaliter manutacta. Et ad majorem firmitatem omnium predictorum, sigillum commune universitatis et communitatis Lugdunensis una cum sigillo curie regie secularis Lugdunensis presentibus litteris duximus apponendum. Actum et datum anno et die quibus supra, presentibus testibus antedictis, quoad ratifficationem dictorum sindicorum, ut supra statim et immediate, et hoc in capella beati Jacobi, in parrochia

beati Nicetii predicti, sub data qua supra. Ad hec nos Guillelmus de Leovilla, miles, vicarius regius Lugduni, ad preces universitatis et sindicorum predictorum nobis oblatas per dictos notarios, quibus fidem plenariam adhibemus, sigillum predictum curie regie secularis Lugdunensis duximus presenti instrumento publico apponendum, ac etiam dicti sindicatus creationi et omnibus aliis et singulis suprascriptis, ab ipsorum universitatis et sindicorum instantem supplicationem, causa legittime cognita, et aliis juris et moris sollempnitatibus debitis observatis in hac parte, auctoritatem nostram interponimus pariter et decretum. Actum et datum ut supra.

XLV

Comant le chapitre de Lyon nomemant consentirent et outroiarent en la dicte composition et remistrent toute la juridicion de Lyon a monseigneur l'arcevesque tout ce qu'il y avoyent.

9 Juin 1320.

ANNO Domini millesimo CCC° vicesimo, die nona mensis Junii, congregatis in capitulo prime Lugdunensis ecclesie ad sonum campane, more solito, in capitulo ipsius ecclesie reverendo in Christo patre domino P., Dei gratia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopo, ac venerabilibus et discretis viris dominis Stephano, decano, Guillelmo de Bellijoco, precemptore, Guillelmo de Sura, cantore, Johanne de Vilars, camerario, Guillelmo de Sarravalle, Matheo Romestaing, Hugone de Marziaco, Johanne de Syvriaco, Hugone Reuvis, Humberto de Cossennay, Guillelmo de Vassailliaco, camerario Sancti Pauli Lugdunensis, Girino Parentis, Petro de Sancto Symphoriano, Guillelmo de Teliz, Johanne de Lorgo, Johanne de Castellario, Philippo de Laya, Guidone de Franchelens, Ludovico de Sancto Laurencio, Percevallo de Palude, Hugone de Corgerone, Guiffredo de Montaigniaco, Henrico de Vilars, Johanne de Marziaco, seniore, Johanne de Marziaco, juniore, et Beraudo de Fonte, canonicis dicte ecclesie Lugdunensis facientibus capitulum dicte ecclesie, nullis aliis canonicis ipsius ecclesie presentibus in civitate Lugduni, ut dicebant, nobilis vir dominus Hugo Giraudi, miles et consiliarus serenissimi principis

domini Philippi, Dei gratia regis Francorum et Navarre, ac ab eodem domino rege commissario ad infrascripta deputatus, prout de ipsa commissione constat per quasdam litteras regias sigillatas sigillo regio inpendenti, quas idem dominus commissarius in presentia dictorum dominorum archiepiscopi, decani et capituli legi et publicari fecit, quarum tenor talis est:

Ph., par la grace Deu roys de France et de Navarre, a notre amé et feal consellier Hugue Giraut, chevalier, salut et dilection. Comme entre nous, d'une part, et notre amé cousin et feal l'arcevesque, le doyen, le chapistre et les citoiens de Lion, d'autre, certain acort et certainne ordenance aient esté faiz, ausquels et a toutes les choses qui contenues y sont garder et tenir fermement et acomplir enterinement les diz arcevesque, doien et chapistre par procureurs se sont soufisanment obligiez, et des dictes choses acordées et ordenées soient encores aucunes a parfaire et a complir, tant par devers nous comme par devers les devant diz arcevesque, chapictre et ville, nous, qui de voustre loyalté et discretion avons plaine feiance, vous commetons et mandons que vous, en votre personne, vous transportez a la cité et ville de Lyon et as appartenances, et que vous, receu l'acort et la ratiffication dudit chapicle et les seremanz qui doivent estre faiz selont la teneur du dit acort de quelque personne que ce soit en non de chapicle, ou soit de channoines ou de citoiens, ou de quelconques autres personnes de queconque condiction ou dignité que elles soient, et les lettres faites sus le dit acort scellées des seauz du dit arcevesque et chapicle, lesquelles lettres vous rapportez a nous, acomplissez et faites acomplir de par nous, tout ce que nous devons acomplir, aus devant diz arcevesque, doien et chapicle, selont la fourme du dit acort et selont la teneur de nous lettres, lesqueles vous baillerez aus diz arcevesque, chapicle et ville, ensamble l'essecution des choses contenues es dictes lettres, lesqueles nous avons promis a delivrer et acomplir; et se ainsi estoit, que ja n'aviegne, que aucuns vousissent contredire ou empeschier le grant bien et le grand proffit qui de l'acort et ordenance dessus diz viennent et peuent venir en maintes manieres, si les contraignez a faire et complir en la maniere que que acort est par compulsions et voies deues et convenables a notre honneur et a l'acomplissement de l'acort dessus dit, et toutes cetes choses et toutes les autres qui a ce sont convenables ou qui en despendent, nous vous donnons plain pooir et especiaul mandement. Et mandons et commandons a toz noz justiciers et a touz noz subgiez que il vous obeissent es choses dessus dictes et en ce qui despent d'icelles aussi comme a nous. Et comme les diz arcevesque, doyen, chapicle et citoiens aient faite complainte par devers nous contre les officials qui par le temps y ont esté et encores y sont, sus grief et enjuyres faites a els par les diz officials, nous mandons et commandons que vous, des diz griez et des autres que il voudront monstrer par devant vous et aprocher, les diz officials enquerez diligiement et punissez et corrigiez selont les meffais, se aucuns en y a, et a ce

faire nous vous donnons plain pooir, mandanz a touz justiciers et a touz autres noz subgiez que il vous obeissent es choses dessus dictes aussi comme a nous. Données a Paris, le XII[e] jour d'avril, l'an de grace mil trois cenz et vint.

Volens idem dominus commissarius mandatum regium exequi, legi et publicari in presentia ipsorum dominorum archiepiscopi, decani et capituli et singulorum canonicorum superius nominatorum quasdam litteras sigillis predictorum dominorum archiepiscopi, decani et capituli sigillatas, quarum tenor talis est :

A touz ceuz qui verront ou orront ces presentes lettres nous Pierres, par la soufrance de Dieu, arcevesques, Estiennes, doiens, et tout le chapicle de de l'eglise premiere de Lyon, salut en Notre Seigneur. Nous faysons savoir a touz presenz et avenir que comme tres excellenz princes notre tres chier seigneur Ph., par la grace de Dieu rois de France et de Navarre, par certainnes et justes causes eust en son demainne, tenist et posseist et a lui aparteinst de son droit la juridiction temporelle aute, moienne et basse de la cité et ville de Lyon et des appartenences, et nous arcevesques dessus diz a icelui notre seigneur le Roy eusiens senefié que comme nous en la cité et ville de Lion devant dicte aiens aucunes choses et droitures esquelles nous avons aucune juridiction ou cohertion, pour lesquelles et pour sa dicte juridiction royal et temporele mout de debaz, coutenz, fraiz et despens porroient naistre et sourdre, dont l'eglise de Lyon porroit estre mout adamagiée ou temps a venir, et que grant profiz seroit a la dicte eglise se la dicte juridiction estoit toute transportée en nous en non de l'eglise ; pour quoy nous, de l'acort et de l'asentement du doien et du chapicle de notre dicte eglise, euz pardevant entre nous et icels doien et chapicle sus ce pluseurs traitiez sollempnez et deliberacions et pourveues et pluseurs foiz en notre chapicle pour ce assamblé au son de la cloche, si comme il est acostumé, avons supplié et requis a grant instance a notre seigneur le roy dessus dit que il la dicte juridiction temporele, a cause de permutation et d'eschange pour nous, vousist delaissier a touz jours perpetuelment por nous et por noz successeours arcevesques de Lyon, en certainne fourme et parmi certainnes offres faites par nous a lui por ce ci-dessouz contenues, en laquele chose nous et notre dit chapitre veons et considerons le profit evident de nous et de notre eglise et la grant honneur, il qui touz jours desirre que les eglises et les personnes d'icelles puissent vivre en bonne pais et en bonne tranquillité souz li, pour oster toute matiere de descort et eschiver touz fraiz et donmages qui en porroient venir, et par les offres que nous arcevesques li en avons faites, c'est a savoir por les choses ci-dessus contenues, la dicte juridiction aute, moienne et basse avecques mere et mixte ampirre, retenuz a soy et a ses successeurs la souvereinté et le ressort deisoreindreit baillié et transpourté a cause de permutation et de pur eschange, si comme dit est, par plain droit par le baill de ces presenz lettres a nous arcevesque dessus dit, por nous et por noz successeurs arcevesque de Lion en non de notre dicte eglise, à tenir perpetuelment

por nous et por noz diz successeurs de li et de ses successeurs en fié, pour lequel nous et noz successeurs devant diz serons tenuz de faire et ferons a lui et a ses successeurs rois de France serement de fealté et hommage lige, parmi l'eschange, recompensation, fourme et conditions ci-dessouz escriptes, c'est assavoir que nous arcevesques reconnoissons a tenir, prenons, tenons et tendrons, et noz successeurs arcevesques reconnoistront a tenir, prendront et tendront dudit notre seigneur le roy et de ses successeurs roys de France en fié, pour lequel nous serons tenuz de faire et ferons a lui et a ses successeurs devant diz serement de fealté et hommage lige toutes foiz que novel seigneur ou vassal sera, et des maintenant li avons nous fait, la devant dicte juridiction de toute la cité et ville de Lyon et des appartenances, tant por la partie que noz predecesseurs arcevesques y ont anciennemant et paysiblement, comme por la partie que le chapicle a contendu a y avoir els temps passez, laquelle partie du chapicle nous devons avoir de l'acort et du consentement dudit chapicle parmi certainne recompensation ; et ainsi nous et noz diz successeurs devrons avoir et aurons la juridiction de la cité et ville de Lyon et touz seuz en userons souz la souvereraineté et le ressort notre seigneur le roy dessus dit, et avecques ce tout notre autre temporel quelque il soit en la dicte cité et ville de Lyon et es appartenances, tant decza la Saonne comme de là jusques au Ronne et ailleurs, en quelque part que ce soit dedenz le royaume de France, en quelque choses que le dit temporel soit assis, tant en la dicte juridiction de la dicte cité et ville de Lyon et des appartenances, einsi comme dessus est dit, comme en autres lieuz et choses de notre dit temporel, soit en chasteauz, fortelesces, villes, fiez, arrerefiez, censives, rentes, revenues, justices hautes, moiennes et basses, seignories, regales, honneurs, services et autres choses queles que elles soient et comme que elles puissent estre nommées, que nous ou noz devanciers aviens, teniens ou poiens avoir et tenir, et qui de noz ou de noz devancers arcevesques sont ou ont esté tenues sanz moyen ou par moyen, ou qui a notre dit temporel appartiennent ou pueent appartenir dedenz le dit royaume. Et parce que par cest acort la dicte juridiction demeure a nous arcevesque et a noz successeurs devant diz seuls et par le tout, parmi certainne et soufisant recompensation que nous an devons faire audit doien et chapicle, laquele nous avons promis en la presence notre seigneur le roy, leur... nous doyen et chapicle dessus diz reconnoissons a tenir, prenons, tenons et tendrons et noz successeurs ausi dudit notre seigneur le roy et de ses successeurs roys de France en fié, por lequel nous serons tenuz de faire et ferons audit notre seigneur le roy et a ses successeurs devant diz, et noz successeurs feront seremant de fealté et hommage lige, la dicte recompensation, qui par ledit arcevesque nous sera bailliée, avecques touz les droiz, usages et costumes que nous avons et poons avoir sure les leydes, peages, monnoye, censives et autres rentes temporels en la dicte cité et ville de Lyon, et es appartenances, et le dit serement de fealté et

hommage lige fera le doien de la dicte eglise en non de soy et dudit chapicle, ou la personne de chapicle tenant la plus grant dignité apres le doyen en la dicte eglise, se doien n'i avoit ou il estoit absenz de longue absence en lontainnes parties, en leu dont il ne peust pas venir en brief terme; et toutes voyes la premiere foiz que il vendroit a l'eglise il le feroit en sa personne, non contrestant ce que par autre aroient esté faiz, toute foiz que il aura novel roy ou gouverneur ou royaume ou que doiens se changera en la dicte eglise; et desja nous Estiennes dessus nommez li avons fait par nous et par notre dit chapitre. Et est assavoir que le ressort et les premiers appeals de la dicte cité et ville et justice de Lyon et des appartenances vendront au roy notre seigneur dessus dit et a ses successeurs rois de France, et seront conneuz et determinez par ses juges d'appeals que il ordenera et establira a ce là ou il li plaira, mais toutes voyes que ce ne soit pas en la dicte cité et ville de Lyon, ne es appartenances, n'en aucun lieu de notre terre, de notre demainne ne de notre baronie que nous disons avoir. Et les segonz appeals qui seront faiz des diz juges d'appeauz le roy vendront au roy et a ses successeurs devant diz et seront determinez en son parlemant de Paris, ou par cels a qui il les commetra a determiner illeuques ou ailleurs. Et le ressors et le secons appeauls de notre terre, de noz demainnes et de la baronie que nous arcevesques, doien et chapicle disons nous avoir et de toutes les terres, qui de nous sont tenues dedenz le royaume de France, es cas et es personnes dont nous avons a costume d'avoir les premiers appeauls, vendront a roy noustre seigneur et a ses successeurs devant diz a tenir et determiner par leur juges d'appeals devant diz, là où il leur plaira, mais que ce soit ors de la dicte cité et ville de Lyon et des appartenances, et que ce ne soit en lieu qui soit de notre terre, de notre demainne ne de la baronie que nous disons nous avoir. Et avecques ce nous arcevesques dessus diz, pour cause de la dicte permutation et du dudit eschange et en recompensation des choses que nous avons du roy notre seigneur dessus dit, baillons et delaissons et transportons pour nous et pour nous successeurs en luy et es siens toute la regale, le droit, emolument et profiz de regale que nous teniens et aviens en l'eglise, la cité, l'evesché et la diocèse d'Otun, dont nous devancers avoient usé et nous usons, vacant ycelle eglise d'Otum, excepté le exercice et les emolumanz des cors esperituelles dudit eveschié, de laquelle regale il useront et devront user tout en la menere que ses devanciers ont usé et il use de regale en l'eglise cathedral de Paris quant elle est vacant. De rechief, avec ces choses, le devant dit notre sire le roy a retenu et reserve que il, ses genz, ses successeurs et leur genz envoyez de li ou de ses successeurs, des baillis de Mascons, qui seront par le temps, et leur lieu tenanz, porront entrer en la cité et ville de Lion en armes et sans armes, a tant de gent comme il voudront, et demourer en ycelle, issir hors et retourner en icelle toute fois et tantes fois comme il leur plaira, et toute foiz que notre sire li roys dessus diz ou ses successeurs devant diz aront guerre, suspiction

ou presumption de guerre, ou que par aucune autre neccessité le voudront faire, sauf ce que contredit leur en puisse estre fait, et en yceli cas il aront, se il leur plaist, le garde et les clefs des portes et des fortelesces de la dicte cité et ville, sanz ce que autres que els se puisse entremetre de la dicte garde; et a ce se sont acourdez les citoiens de la dicte cité et ville, qui les dictes clefs ont en garde; et tout en autele maniere aront ledit notre seigneur le roy, ses genz, ses successeurs, leur genz envoyez de li ou de ses successeurs, les baillis de Mascons, qui pour le temps seront, et leur lieu tenentz ou leur commis a ce, les chasteals, les clefs et la garde des chasteals que nous arcevesque et noz successeurs tendrons de li ou de ses successeurs, c'est assavoir ou temps de guerre, de suspiction ou presumption de guerre et de autre neccessité, desquelles choses il sera creu audit notre seigneur le roy, a ses successeurs et a leur genz dessus nommées simplement sanz autre connoissance de cause, sauf ce que ses diz baillifs en leur créations seront tenuz de jurer que ces clefs ne ces gardes il ne demanderont fors por les causes dessus dictes, sanz malice et sanz fraude, et autre opposition ne leur en porra estre faite. Et n'est pas a entendre que par la prise des dictes clefs, des portes et des fortelesces soit faiz aucuns prejudices a nous arcevesques, doien et chapicle ne as citoiens de la cité et ville de Lyon en leur autres droiz ne en autres choses qui nous sont par lui ouctroyés. Encore est il accordé que se nous arcevesque ou noz successeurs arcevesques voliens estre desobeissanz ou rebelles au roy notre seigneur, a ses successeurs ou a leur genz, que ja n'aviegne, le doyen et le chapicle, ne les channoinnes de l'eglise de Lion, ne seroient tenuz de nous suir ne aidier et de riens ne nous aideront, ainz seroient tenuz de aidier le roy notre seigneur, ses successeurs et leur genz en bonne foy et sanz fraude, a tout leur pooir, à contraindre nous a venir a obeissance au roy et a ses successeurs, toute fois que de par els en seroient requis. Et en autelle maniere seront tenuz le dit arcevesque et ses successeurs arcevesques a aidier le roy et ses successeurs et leur genz a contraindre nous doien et chapicle a venir a obeissance au roy et a ses successeurs, se einsi estoit que nous fussiens desobeissenz ou rebelles a els, que ja n'aviegne. Et se nous arcevesque, ou nous doien et chapicle, ou touz ansamble, voliens desobeir ou rebeller au roy ou a ses successeurs ou a leur genz, que ja n'aviegne, ne la cité, ne la ville, ne les citoiens de Lion se seroient tenuz de nous aidier ne de riens ne nous aideront, ainz seroient tenuz de aidier le roy, ses successeurs et leur genz a contraindre nous a venir a obeissance au roy de tout leur pooir, en bonne foy et sanz fraude. Et se einsi estoit que la cité, ou la ville ou aucuns de la ville de Lion voucist rebeller ou desobeir, einsi comme dist est, que ja n'avieigne, nous arcevesques, doiens et chapicle seriens tenuz, en la maniere dessus devisée, a aidier le roy, ses successeurs et leur genz a contraindre les a venir a obeissance, si comme dit est, toute fois que nous en seriens requis. Et est a savoir que tuit li channoine de l'eglise de Lion qui ores sont, si tost comme il vendront premiere-

ment a l'eglise, et de ci en avant tuit li autre en leurs receptions, jureront singulierement, c'est a savoir les presenz en leurs personnes, et les absens, qui par procureurs seroient receuz, par procureurs, qui a ce aient especial et soufisant mandement, en chapicle, en la presence des genz le roy, que il seront feial a li et a ses successeurs rois de France, et que il les aideront en bonne foi et sanz fraude de tout leur pooir a la deffense et a l'enneur du roy et de ses successeurs et du roiaume et contre toutes personnes, et que il tendront et garderont fermement l'acort present et tout ce que contenu y est. Et tout autel serement avecques l'onmage et le sairement de fealté nous arcevesques et doiens a present avons fait et noz successeurs arcevesques et doiens, ou la personne qui tendra le greigneur dignité apres le doien en la dicte église, se einsi estoit que le doienné vacast ou que le doien fust absent de longue absence ou en lontainnes parties, en leu dont il ne peust venir en brief terme, et toutes voies la premiere foiz que ledit doien vendroit a l'eglise il le feroit en sa personne, non contrestant ce que par autre aroit esté fait, serons tenuz de faire et feront toutes foiz que roy ou gouverneur novel sera ou doien se changera en la dicte eglise, ausquels doien et ses successeurs et a la personne tenant la plus grand dignité en la dicte eglise après le doien, ou cas dessus dit, nous chapicle de Lyon desja avons donné et donnons plain pooir et espécial mandement a ce faire et au sayremant de fealté dessus dit, sans ce que james conviegne autre mandement pour ce. Et ausi touz les habitanz de Lion de l'aage de quatorze anz et dessus seront tenuz de faire et feront des ores au roy, se il est presanz a Lyon, ou a ses genz, en absence de li, autel serement comme dessus est devisé avecque le serement de fealté, et an tele maniere le feront a ses successeurs en leur nouvelleté, sitoust comme il an seront requis; et sera faiz ciz seremanz et renouvelez au temps de un meesme roy de dis anz an dis anz. Et est assavoir que les channoines, qui aront fait le serement dessus devisé per leur procureurs, le feront en leur personnes la premiere foiz que il vendront a l'eglise. Et le dit notre sire le roy et ses successeurs rois de France seront tenuz de garder et de deffandre nous arcevesque, doien et chapicle, les channoinnes de l'eglise et noz successeurs, noz biens, notre terre et les citoiens de la ville en la fourme et en la maniere que il et ses devancers ont acoustume de garder les prelaz, les eglises, les personnes et les biens des choses et des autres bonnes villes de son royaume. Et est assavoir que avecques et par les choses dessus acourdées entre notre seigneur le roy dessus dit et nous arcevesque, doien et chapicle, li delessons et il recoevre par cause de l'eschange dessus dit toutes les choses que nous avons eues ou deviens avoir de li par cause d'une autre permutation faite jadis entre le roy Philippe de bonne memoyre, son père, et nous, et il rant aussi a nous arcevesques toutes les choses que nous et notre chapicle li aviens bailliée par la dicte permutation qui a nous appartenoient, sauves les choses retenues a l'une partie et a l'autre en ceti acort, en tel maniere que tout ce que il ou son

dit pere le roy Philippe, ou son frere le roy Loys, ou leur genz, ont levé des choses qui par la dicte permutation premiere furent baillées par nous, leur demuere tout quitte, et il nous doit rendre les arrerages de la terre que nous devoit estre baillée par la dicte permutation et eschange, par tout le temps de lors en cza, sauf ce que tout ce que nous arcevesque, doien et chapicle, ou noz genz, ou chascuns por soi, en arons receu ou levé en sera rebatu et desduit. Encore est il acourdé et conventie expressement entre le roy notre seigneur dessus dit et nous arcevesque, doien et chapicle que se il avenoit que ces choses, si comme elles sont dessus contenues, ne preissent leur accomplissement et leur effet, ou puis que elles l'aroient pris elles fussent deffaites par aucun cas, les parties et toutes choses retourneroient et retourneront a plain ou point et en l'estat ou elles estoient le premier jour du moys de Fevrer qui fut l'an mil trois cenz dis noef, non contrestant toute saysine, possession ou teneure que l'une partie ou l'autre ait eue par vertu de cest accort, ou quel cas nous arcevesques nous establissons et confessons nous possedeir la juridiction devant dicte et toutes les autres choses bailliées a nous par cest accort ou non du roy notre seigneur dessus dit par precaire. Et n'est pas notre entencion que par les choses qui sont dessus escriptes et acourdées autre nouvelleté, innuvation ou prejudice soit fait en aucune chose ou droit en la seignorie ne en la justice que le chapicle de Saint Just dit et mantient soy avoir en la ville de Saint-Just et es appartenances, ne ou droit que le dit notre sire le roys avoit en la dicte ville de Saint-Just et es appartenances, avant la dicte permutation faite avecque le devant dit roy Philippe de bonne memoyre, soit de garde ou d'autre droiture, quele quele soit. Encore nous consentons nous de maintenant touz ansamble, nous arcevesque, doien et chapicle por nous, noz successeurs et notre dicte eglise, que toute foiz que le dit notre sire le roys ou ses successeurs porront pourchacier que il aient la regale de l'eglise et de l'arceveschié de Lyon pour celle d'Otun, laquele nous avons desja transpourtée ou dit notre seigneur le roy et en ses successeurs, si comme dist est, ou par autre maniere, il l'aient, tiennent et en usent en la maniere que dessus est devisé; et a pourchacier cest eschange nous ayderons en bonne foy audit notre seigneur le roy et a ses successeurs toute fois que nous an serons requis. Et se cest eschange ne se faisoit, si ne se deffaroit pas l'acort des autres choses dessus devisées, ainz demoreroit en sa vertu. Et pour ce que toutes les choses dessus escriptes et devisées et chacune d'icelles soient perpetuelment gardées et tenues fermement sanz venir ancontre, nous arcevesques dessus nommez avons mis notre scel a ces presentes lettres. Et nous doien et chapicle dessus diz avecques le sel dudit monseigneur l'arcevesque i avons mis le sel de notre chapitre en tesmoignage de verité de notre comun accort et assentement. Ce fut fait et accordé en l'an de l'incarnation notre Seigneur Jhesu Crist mil trois cenz et vint, le venredi apres Pasques quart jour d'Avril.

Quibus litteris lectis et publicatis in presencia ipsorum dominorum archiepiscopi, decani et capituli et nostrorum notariorum et testium infrascriptorum, habito super contentis in eisdem litteris, ut asserebant ipsi domini archiepiscopus, decanus et capitulum, semel et pluries inter ipsos diligenti colloquio et sollempni tractatu, meliora dicte ecclesie in hoc prospicientes et propter utilitatem evidentem ipsius ecclesie, quam in hoc cognoverunt, omnia universa et singula contenta in dictis litteris continentibus permutationem, ratifficaverunt, approbaverunt et de novo fecerunt et innovaverunt, prout ad ipsos et eorum quemlibet spectat et pertinet, spectare et pertinere potest, de consuetudine vel de jure, communiter vel divisim, et sibi invicem, in quantum de jure possunt, auctoritatem et consensum prestiterunt auctoritate et licencia dicti domini archiepiscopi ibidem presentis et suum consensum, mutuum et auctoritatem in premissis omnibus et singulis prestantis. Et nichilominus dicto domino decano presenti pro se et suis successoribus decanis dicte ecclesie, et in casu in quo decanatus vacaret vel contingeret decanum, qui nunc est, vel ejus successores fore absentes a dicta ecclesia, absentia duratura, vel in loco de quo non esset spes ipsum decanum in brevi tempore fore presentem in dicta ecclesia, majori persone ipsius ecclesie, que fuerit presens in ecclesia ipso tempore vacationis vel absencie predictorum, quociens incombet prestari et fieri homagium ligium et juramentum dicto domino regi vel ejus successoribus, que ex forma dictarum litterarum prestanda et facienda sunt, per ipsos dominos dominos decanum et capitulum, ex nunc prout ex tunc et ex tunc prout ex nunc dederunt prenominati archiepiscopus et canonici plenariam potestatem et speciale mandatum ipsum homagium faciendi et juramentum prestandi in ipsorum et cujuslibet ipsorum animas, constituentes eosdem et quemlibet eorum ad hoc ipsorum et dicti capituli veros yconomos, procuratores et sindicos cum omni sollempnitate juris, renuntiatione et cautela, que debent in talibus adhiberi. Et nichilominus promiserunt et juraverunt ad sancta Dei euvangelia per eos et eorum quemlibet corporaliter manu tacta per se et suos successores quoscunque in ecclesia ante dicta, videlicet dictus dominus Stephanus, decanus, mandato dicti capituli presentialiter sibi facto, in suam et ipsorum capituli et cannonicorum animas, et subsequenter singulariter et nominatim omnes prenominati canonici omnia universa et singula in predictis litteris contenta, prout ad dictum capitulum et ad ipsorum quemlibet pertinent et spectant, et ipsos astringunt seu de jure vel de consuetudine spectare et pertinere possunt conjunctim vel divisim, attendere et complere et inviolabiliter observare, et contra per se vel per alium non facere vel venire, et contra venire volentibus nullatenus consentire, immo eisdem totis viribus resistere et dictum dominum nostrum regem juvare contra eosdem, justa continenciam litterarum predictarum, prout in litteris predictis plenius continetur. Et quia predicti domini archiepiscopus et decanus dicto domino regi Parisius fecerant homagium ligium et sacra-

mentum fidelitatis prestiterant, nencon domini Thomas de Sabaudia, Alfonsus de Espaignia, canonici, et Ludovicus de Vassailliaco, sacrista dicte ecclesie, sacramentum fidelitatis fecerant, idcirco dictus dominus comissarius ab ipsis dominis archiepiscopo et canonicis proxime nominatis dicta juramenta recipere suprecessit; predictus tamen decanus in presentia predictorum dominorum archiepiscopi et canonicorum juramentum fidelitatis in capitulo, in presencia dictorum dominorum archiepiscopi et canonicorum ac dicti domini comissarii iterum presentavit. Et post modum, in presencia dictorum dominorum archiepiscopi, decani et capituli, auctoritate commissionis et potestatis regie sibi date in hac parte, dictus dominus comissarius voluit et ordinavit quod canonici absentes, qui nunc sunt, vel alii expectantes, qui per procuratorem in ecclesia predicta recepti sunt, vel qui pro tempore in dicta ecclesia creabuntur, quam primum venerint ad dictam ecclesiam, dicta juramenta fidelitatis faciant, juxta continenciam et tenorem dictarum litterarum, in presencia nobilium virorum dominorum Guicherdi de Marziaco, militis, et consiliarii domini nostri regis baillivi Matisconensis vel ejus locum tenentis, et Bartholomei Caprarii, cantonnis domini regis, civis Lugdunensis, vel alterius eorum, quibus et eorum cuilibet insolidum dictus dominus commissarius, quantum ad hoc, commisit totaliter vices suas, donec per dictum dominum nostrum regem super hoc fuerit aliud ordinatum. — Et post hoc, anno quo supra, die martis sequenti, domini Jacobus de Chandiaco, Petrus de Salornay, Lyautaudus de Saloigniaco, canonici dicte ecclesie, qui erant absentes tempore et die quibus alii canonici juraverunt ut supra, fecerunt et prestiterunt simile juramentum quod alii canonici eorumdem, secundum formam et modum superius memoratum; prestiterunt inquam, fecerunt et dederunt juramentum predictum in ipsius domini Hugonis Giraudi, militis et consiliarii ac commissarii dicti domini regis, presentia et nostrorum notariorum et testium fide dignorum infrascriptorum, videlicet virorum nobilium domini Guicherdi de Marziaco, militis domini regis, domini Guillelmi de Leovilla, militis, vicarii Lugduni, discretorum virorum Petri Maurelli, judicis majoris senescallie Lugdunensis, et Girardi de Romano, jurisperiti, et plurium aliorum ad hoc vocatorum et rogatorum. Acta fuerunt hec que premittuntur, quoad dictos dominos archiepiscopum, decanum et capitulum et alios canonicos, qui in dicto capitulo juraverunt, presentibus viro religioso priore Sancti Petri Matisconensis et venerabilibus et discretis viris dominis Petro de Eschalone, canonico Valentinensi, officiali Lugdunensi, Andrea Bauduyni, decano Diensi, Petro de Costa, canonico Eduensi, Humberto de Vallibus et Anselmo de Durchia, legum professoribus, ac dominis militibus proxime nominatis ac pluribus aliis clericis et laycis in multitudine copiosa. Nos vero dicti archiepiscopus, decanus et capitulum et Hugo Giraudi, commissarius, prelibati, sigilla nostra presenti publico instrumento seu litteris duximus apponenda una cum signis et subscriptionibus notariorum subs-

criptorum in testimonium veritatis omnium premissorum et sigillo curie secularis Lugdunensis. Datum ut supra.

XLVI

Comant ce que le chancellier royau dou bailliage de Mascon voloit lever emolumenz de notes receues.

3 Janvier 1325.

KAROLUS, Dei gratia Francorum et Navarre rex, deputatis a nobis in baillivia Matisconensi pro reformatione patrie salutem. Ex parte dilectorum nostrorum civium Lugduni nobis extitit graviter conquerendo monstratum quod cancellarius noster Matisconensis alias inhibuit notariis regiis Lugduni commorantibus ne ipsi aliquas notas cancellarent, nisi prius emolumento dicti sigilli recepto, et nunc de novo precepit eisdem quod ipsi, statim receptis notulis, sibi solvi faciant pecuniam pro sigillo, que nunquam alias in dicta civitate fieri consueverunt et cedunt in dictorum civium reique publice illarum partium grande prejudicium, sicut dicunt. Quocirca mandamus vobis quatinus super hoc, vocato procuratore nostro cum ceteris evocandis, vos diligenter informetis, et quicquid indebite et de novo factum fuisse reperieritis in hac parte, ad statum debitum revocari, jure nostro regio in omnihus observato, faciatis, prout rationabiliter videritis faciendum. Datum Parisius, tertia die Januarii, anno Domini M° CCC° vicesimo quarto.

XLVII

Comant l'un cessa de lever le subside por aler en Flandres.

17 Mai 1326.

KAROLUS, Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilectis et fidelibus nostris commissariis deputatis a nobis super subsidio guerre nostre Flandrie in baillivia Matisconensi salutem et dilectionem. Vobis et vestrum cuilibet ex causa presentis tenore mandamus quatinus a petendo, exigendo et levando ratione dicte guerre quodcunque pro nobis subsidium supersedeatis ad presens, quousque a nobis aliud recepieritis in mandatis; super aliis vobis commissis, juxta commissionum vobis factarum tenorem nichilominus, procedentes. Datum Parisius, die XVII Maii, anno Domini M° CCC° vicesimo sexto.

XLVIII

Comant notre sire le Roy manda au baillif de Mascon et au baillif d'Avernio que les dommages faiz a ceauls de Lyon par les barons de l'empire facent emender selont autres lettres royaux a eauz autrefoiz tramises.

20 Mai 1326.

KAROLUS, Dei gratia Francorum et Navarre rex, baillivis Matisconensi et Arvernie, vel eorum loca tenentibus ceterisque justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Vobis alias pluries ad supplicationem dilectorum et burgensium nostrorum ville Lugduni in nostra speciali gardia existentium, asserentium se dampnificatos multipliciter fuisse per barones et alios nobiles imperii, scripsisse recolimus, quod vos dictos barones et nobiles ad reserciendum dictis burgensibus dicta dampna et restituendum expensas in dictorum dampnorum prosecutionem factas compellere minime dif-

feretis, quod non fuit diligenter et debite, ut asserunt, exequtum. Quare vobis et vestrum cuilibet iterato mandamus quatinus mandata nostra super hoc vobis alias directa ad eo exequimini diligenter quod non possitis de negligentia reprehendi. Datum Parisius, die vicesima Maii, anno Domini M° CCC° vicesimo sexto.

XLIX

Comant l'un ne suffreit faire nulle novelleté contre les leytours et bachelers a Lyon por leur leyture.

6 Mai 1328.

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi aut ejus locum tenenti ceterisque justiciariis nostris salutem. Cum, sicut ex parte civium Lugdunensium expositum nobis fuit, archiepiscopus et capitulum Lugdunense, doctoribus et bacalariis decretorum et legum in dicta civitate hujusmodi scientias volentes publice legere et docere, circa eorum lecturas novitates indebite inibi facere nittuntur, dictos doctores et bacalarios compellendo jurare quod, lectura sua durante, contra eos non consulent, in nostrum ac rei publice prejudicium, eruditionem et utilitatem publicam et dictorum doctorum et bacalariorum libertatem impediendo et indebite turbando, mandamus vobis et vestrum cuilibet, prout ad ipsum pertinebit, quatinus dictos archiepiscopum et capitulum ab hujusmodi novitatibus indebite desistere compellatis, et factas, quas inveniritis, ad statum debitum faciatis reduci. Datum Parisius sub sigillo nostro quo ante regni adoptionem utebamur, sexta die Maii, anno Domini M° CCC° vicesimo octavo.

L

Comant le Roy notre seigneur mande que l'on contraigne les notaires a doner chartre por solayre competent.

16 Mai 1328.

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi vel ejus locum tenenti salutem. Consules et cives Lugdunenses nobis sua conquestione monstrarunt quod dum in causis suis officio tabellionum nostrorum in Lugduno commorantium et alibi indigent et eos requirunt ut instrumenta faciant, salvis eorum laboribus et salariis justis, ipsa instrumenta conficere recusarunt in pluribus casibus et recusant, quod est contra formam juramenti ipsorum et suorum officiorum, dictorum consulum et civium dampnum non modicum et gravamen. Quocirca vobis mandamus quatinus si, vocatis evocandis, vobis ita esse constiterit, dictis tabellionnibus ex parte nostra precipiatis quod decetero talia facere non presumant, quos predicta fecisse noveritis adeo puniatis quod eorum punitio cedat ceteris in exemplum, et quod prefati conquerentes causam de vobis super hoc non habeant conquerendi. Datum Parisius sub sigillo nostro quo utebamur antequam ad nos dictum regnum advenisset, die XVI[a] Maii, anno Domini M° CCC° vicesimo octavo.

LI

Comant notre sire li Ryos osta les appeauz et touz les cas touchanz la souverainnité qu'il a a Lion de Mascon et le remit au bourc de l'Ile-Barbre.

Décembre 1328.

PH., Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod cum dilecti nostri cives et habitatores civitatis et ville Lugdunensis nobis duxissent supplicandum, ut cum ipsi in villa Matisconensi ab appellationibus, que ad nostram audienciam, apud sedem Matisconem

emergunt a sede Lugdunensi aliisque casibus nostram superioritatem tangentibus consuevissent ressortiri, hujusmodique ressortum apud Matisconem multipliciter grave et laboriosum thediosumque eis et dispendiosum existeret, nobisque alterive minime prodesset, ut dicebant, nos hujusmodi ressortum apud locum burgi Insule Barbare prope Lugdunum in regno nostro constitutum ibi perpetuo remanendum statuere et ponere graciose vellemus, quod nobis ipsisque supplicantibus et toti rei publice esse utile asserebant. Nos hujusmodi supplicationi favorabiliter inclinare volentes, an si premissa faceremus nobis vel alteri propter hoc fieret prejudicium sive dampnum, et an locus de burgo Insule Barbare predictus insignis et aptus ad hoc existeret per fide dignos fecimus perquiri veritatem; audita igitur et diligenter examinata in nostro consilio premissorum inquesta, quia non est compertum per eam nobis aut alteri prejudicium propter hoc sive dampnum inferri, sed potius fore utile, dispendiosis onerosisque et dampnosis laboribus dictorum civium et habitatorum obviare eorumque paci et transquilitati ac quieti providere cupientes, ressortum prefatum omnium causarum appellationum, que a dicta sede Lugdunensi emergi continget in futurum, omniumque aliorum casuum nostram superioritatem tangentium, prout in dicta villa Matisconensi retroactis temporibus ressortum hujusmodi teneri consueverat, habita prius super hoc magna nostri deliberatione consilii, de speciali gratia auctoritateque nostra regia et ex certa sciencia ad locum burgi predicti Insule Barbare, qui locus de burgo ad hoc sufficiens, aptus et insignis esse reperitur, exnunc in antea perpetuo remansurum decernimus, statuimusque et ponimus per presentes, tolentes illud omnino a civitate et villa Matisconensi predicta, judicemque ressorti et causarum hujusmodi et alios ad hoc neccessarios, prout in dicta villa Matisconensi commorari consueverant, in dicto loco burgi morari decetero precipientes et volentes. Quod ut robur perpetue firmitatis obtineat, presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum apud Vicennas, anno Domini M° CCC° vicesimo octavo, mense Decembris.

LII

Comant le dit notre seigneur le Roy mande que le siege de toute la souveraineté de Lion soit tenuz a l'Ile selont l'ordenance sure ce faite et non ailliours.

16 Avril 1336.

PH., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon et au juge du ressort de Lyon ou a l'un d'euls salut. Les cytoiens et habitans de Lyon nous ont monstré en complaignant que comme nous eussiens ordené et establi par noz lettres seellées en laz de soye et en cire vert que li sieges du ressort de la dicte ville de Lyon et de touz autres cas touchans notre souverainité seroit tenu a l'Ile Barbre, neentmoins vous bailli de Mascon et aucuns autres vous efforciez de faire le contraire ou vittupere de notre dicte ordenance et establissement et ou grant grief et prejudice des diz complaignans, laquelle chose nous desplait s'il est aussi. Nous vous mandons et a chacun de vous que ledit siege, tant dudit ressort que d'autres cas touchans notre dicte souverainneté, vous ne tenez ne souffres estre tenu ailleurs que audit lieu de l'Ile-Barbre, et nostre dicte ordenance et estabissement tenez et gardez et faites tenir et garder seinz enfraindre. Données a Argilly en Bourgoigne, le XVI jour d'Avril, l'an de grace mil CCC trente et sis.

LIII

Comant li Roys notre sire mande que le ressort et touz autres cas touchanz la souveraineté de Lion soit demené au bourc de l'Ile et non aillours.

16 Avril 1336.

PH., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon et au juge du ressort de Lyon, a l'un de euls ou a leurs lieus tenant salut. Les citoiens et habitanz de Lyon nous ont monstré en complaignant que comme nous eussiens ordené et establi par nous lettres seellées en laz de soye et an cire vert que le siege du ressort de la dicte ville de Lyon et de touz autres cas touchanz notre souverainneté seroit tenu a l'Ile-Barbre, neantmoins vous baillif de Mascon et aucuns autres vous efforciez de faire le contraire ou vitupere de notre dicte ordenance et establissement, et ou grant grief et prejudice des diz complaignanz, laquelle chose nous desplait moult s'il est ausi. Nous vous mandons et a chascun de vous que ledit siege tant dudit ressort comme d'autres cas tochanz notre dicte souverainneté vous ne tenez, ne soffrez estre tenu aillieurs que audit lieu de l'Ile-Barbre, et notre dicte ordenance et establissement tenez et gardez et faites tenir et garder senz enfraindre. Données a Argilly en Bourgoingne, le XVI[e] jour d'Avril, l'an de grace mil CCC trente et six.

LIIII

Que les cytoyens de Lion ne puissent estre contraint pour garde violée se li uns fait enjure à l'autre.

12 Janvier 1330.

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi vel ejus locum tenenti salutem. Queremoniam dilectorum et fidelium nostrorum civium Lugdunensium recepimus continentem quod vos pro injuriis et offensis, quas per aliquem de ipsis in bonis vel persona alterius concivis sui fieri contingit, licet sub nostra immediata jurisdictione non existent, nichilominus pro eo quod sunt sub nostra gardia speciali, ad instanciam procuratoris nostri vestre baillivie, ad judicandos ipsos trahitis coram vobis, et emendas pro dictis offensis nobis applicandas ab ipsis exigere nitimini occasione garde fracte. Propter quod, nos volentes dictos cives non in rigore sed favore prosequi graciose, attendentes quod ipsi cives pro dictis offensis per dilectum et fidelem nostrum archiepiscopum Lugdunensem, ad quem immediata jurisdictio dicte civitatis pertinere dicitur, puniuntur ; verum cum pro eodem delicto nemo duplici pena et sub eadem forma affici debeat, nolentes insuper ipsam gardiam ullo casu in prejudicium dictorum civium converti, quamquam eisdem gardiatorem deputaverimus specialem, nec sit intentionis nostre ipsos cives pro talibus offensis ad emendam nobis applicandam virtute dicte gardie teneri, ne quod ad eorum favorem eisdem conceditur in eorum dampnum seu prejudicium redundet, mandamus vobis quatinus dictos cives aut aliquem ex ipsis pro talibus injuriis vel offensis occasione predicta decetero nullatenus molestetis seu molestari per officiales nostros vestre baillivie permittatis a quoquam, sed, si quid secus facum fuisse reperieritis, ad statum debitum reducatis. Datum Parisius, die XII Januarii, anno Domini M° CCC° vicesimo nono.

LV

Comant notre sire li Roys mande que l'on layssoit paier loyers de maysons a tel monoie comme est ordené es ordenances royaus.

8 Septembre 1330.

PH., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon ou a son lieu tenant salut. Comme nous eussiens octroié de grace especial a menu pueble de la cité de Lyon que des sommes qu'il devoient pour cause des louages des maysons qu'ils tenoient a loer en la dicte cité, il ne fussent constraint de paier fors floibe monnoye, jusques nous en eussiens ordené, et de par les borgeois et autres genz de la dicte cité ausquels sont les dictes maysons et desquels elles ont esté louées, nous ait esté supplié que nous vuelliens declarer notre ordenance sur ce, nous inclinans a leur dicte supplication, vous mandons que non contrestant les dictes lettres vous laissiez lever ledit louage a telle monnoye comme il est contenu en noz ordenances faites sur ce par tout notre royaume, desquelles il vous apperera, car il n'est pas notre entente de faire ordenances nouvelles pour la dicte cité tant seulement. Données a Chastiauthierry, le VIII[e] jour de Septembre, l'an de grace mil CCC et trente.

LVI

Comant l'on pourvoie ceuz de Lion se cil de l'iglyse les travaillent pour lettres de pape ou autremant.

20 Juillet 1330.

PH., par la grace de Dieu rois de France, au baillif de Mascon ou a son lieu tenent salut. Les citoiens de la ville de Lyon nous ont monstré en complaignant que pluseurs personnes d'eglise, abbez, priours et autres prelaz ensement l'arcevesques de Lyon et les chanoinnes de l'eglise de Lyon, font

semondre et travailler les diz cytoiens davant plusurs et divers juges d'eglise, tant par rescrip de pape que autrement, sus pluseurs actions civiles et temperelx, et sur ce leur font pluseurs et gros dommages, si comme il dient. Si vous mandons que ceuz dont vous serez enformez sus les choses dessus dictes requerez de par nous que il cessent dores en avant de tels choses; et se il sont recusant de cesser, souffisaument requis, pourvoyez sus ce de si brief et convenauble remede par toutes les voyes deues que vous pourrez, que par deffaut de bonne provision les diz complaignanz ne soient trevailliez ne dommagiez non deuement par les personnes d'eglise dessus dictes. Données à Tisy, souz le seel de notre secret en l'absence de notre grant seel, le XX[e] jour de Juillet, l'an de grace mil CCC trente.

LVII

Comant notre sire le Roy mande au baillif de Mascon et au juge du ressort que ne layssent cognoistre de action temporelle a Lyon a ceaus du chapitre pour lettres du pape.

20 Avril 1336.

PH., par la grace de Dieu rois de France, au baillif de Mascon et au juge du ressort de Lyon ou a leurs lieus tenant salut. Les citoiens et habitans de Lions nous ont monstré en complaignant que le doyen et le chapitre de l'eglise de Lyons, souz couleur d'une grace ou privilege que il dient avoir du pape en la dicte ville et ou claustre de Lyons encontre les citoiens, se efforcent de cognoistre de action reele et autrement, dont la cognoissance appartient a nous ou a l'arcevesque de Lyon, lequel tient son temporel de nous, et yceus pardevant leurs juges et commissaires adjornent de jour en jour et travaillent et mettent en grans dommages et despens indeuement et en prejudice de nous et de notre jurisdiction, si comme il dient. Pourquoy nous vous mandons et a chascun de vous, si comme a lui appartiendra, que se, somerement et de plain appellez ceus qui seront appeller, il vous appert que il soit ausi, vous ne souffrez pas les diz doien et chapitre, leurs juges et commissaires, souz la coleur dudit privilege, user audit lieu de jurisdiction temporele ne traire les diz citoiens pardevant euls ou leurs juges et commissaires en action réelle ne autremant, dont la conoissance nous

appartient, et ou cas que il feroient le contraire, si y pourveois de bon et brief convenable remede et pat tele manere que il n'ayent cause de en retorner plus plaintifz par devers nous, non contrestant quelconques lettres subreptices empetrées ou a empetrer au contraire. Donné a Langres, le XX[e] jour d'Avril, l'an de grace mil CCC trente et six.

LVIII

Que l'on face contribuir es taillies de la ville les rebelles.

1er Avril 1334.

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et judici majori causarum appellationum ressorti Lugdunensis aut eorum locatenentibus salutem. Cum nuper deputati ad regenda regocia et facta civitatis Lugdunensis nobis exponi fecerint conquerendo quod nonnulli habitatores dicte civitatis, qui tenentur contribuere in talliis, misiis, expensis et debitis ejusdem, pro supportandis oneribus et neccessitatibus ipsius, taillias eis debite impositas solvere contradicunt injuste, mandamus vobis et vestrum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, quatinus dictos contradictores, quos, vocatis evocandis, celeriter et de plano contradicere reperieritis minus juste ad satisfaciendum de dictis tailliis eisdem juste impositis, per bonorum suorum explectationem ratione prima compellatis taliter quod inde non referatur querela. Datum Parisius, prima die Aprilis, anno Domini M° CCC° tricesimo quarto.

LIX

Que le Roy notre sire manda au baillif de Mascon que les procès faz pour ovrir les arches soit revoquez et que l'on gart et tiegne les franchises de Lyon.

14 Novembre 1334.

PH., par la grace de Dieu rois de France, au baillif de Mascon ou a son lieu tenent salut. Notre amé et feal l'arcevesque de Lyon et noz bien amez les citoiens de la dicte ville nous ont signifié par leur lettres et fait monstrer en eulx griement complaignant, que vous, en pluseurs maneres, avez grevez les diz citoiens, et nouvellement de votre auctorité par noz sergenz et notaires avez fait seeller les chambres et les uches de pluseurs desdiz citoiens, et puis les avez fait ovrir et fait faire inventaire de ce qui dedenz estoit soudainement et de fais, yceuz citoiens non appellez ne convaincus en riens, mais tant soulement pour ce que vous dictes que l'on vous a donné a entendre que les diz citoiens avoient fait empourter en la dicte cité certainne quantité de monnoye que notre amé et feal frere le duc de Bourgoigne fist faire jadis, et que combien que par devers lesdiz citoiens vous n'ayez riens trouvé desdictes monnoyes, vous leur personnes et leur biens avez fait arrester et iceuz tenez en arrest en leur grant prejudice et damage et contre les libertez, franchises et coustumes de la dicte ville, si comme il dient. Si vous faysons a savoir que, se il est ainsi, nous nous en merveillons et moult nous en desplait, car tant pour la grant loyauté que nous avons touz jours trouvé en elx et le bun portement qu'il ont fait avecques la bonne volunté qu'il ont a nous comme noz bons sougiez, nous ne volons mie qu'il soient traitiez ne menez durement, ançois amiablement et gracieusement, sanz faire a iceuz grief ne nouvelleté, et encore plus gracieusement, se mestiers est, en notre temps, pour ce que nous nous tenons a payez d'eaulx que ou temps de noz predecesseurs. Si vous mandons et comandons estroitement que touz les proces que fait avez contre les diz citoiens en ceste partie vous metiez au noyant, en adreczant leur deuement les griefs que vous leur avez fait, et en remenant au primer estat et deu tout ce que de novel de votre auctorité avez fait aus diz citoyens en leur prejudice, et des personnes et biens d'icels, qui par ce seront pris ou arrestez, faites recreance sanz delay, en prenant caution soufisanz de eulx de ester a droit, et les maintenez et gardez en leur franchises et libertez, en la manere

qu'il ont esté gardez et gouvernez ou temps de noz predecesseurs, et qu'il n'aient ochoison de eulx doloir de vous, et de procéder contre yceuls vous deportiez et cessiez dou tout, pour la cause dessus dicte, jusques au tant que vous nous ayez escript la cause qui vous esmuet a ce faire et que sur ce vous aienz response certainne et mandement de nous. Donné a Taverny souz notre petit seel en absence du grand, le XIIII[e] jour de Novembre, l'an de grace mil troiz cenz trente et quatre.

LX

Comant le Roy notre sire mande a ceauz de Lion par ses lettres closes qu'il vuet que les libertez et franchises de Lion soient gardées.

12 Novembre 1334.

PH., par la grace de Dieu roys de France, a noz bien amez les citoiens de la ville de Lyon sur le Rosne salut et dilection. Nous avons bien veu ce que escript nous avez, comment notre baillif de Mascon vous a fait pluseurs griefz et de nouvel par ses genz et notaires pour occasion de ce, si comme il dit, que vous aviez apporté, ou aucun de vous, certainne quantité de monnoye a la dicte cité, laquelle monnoye fist jadis faire le duc de Borgoigne, a fait seeller voz arches et uches et depuis ovrir et faire inventaire de voz biens, senz ce qu'il y ait rienz trouvé de la dicte monnoye, contre la liberté et franchise de la dicte cité et l'usage ancien d'icelle ; si vous faysons savoir qu'il n'est mie notre entente que ledit baillif vous face grief ne aucune nouvelleté indeue, ainçois voulons qu'il vous tieigne et garde en voz franchises, libertez et usages anciens, si comme vous avez esté tenu et gardé ou temps passé, et qu'il vous traicte gracieusement et amiablement dores en avant, si come vous avez esté ou temps de noz predecesseurs rois, ou plus gracieusement et plus amiablement encores, se mestiers en avez, car de notre temps nous tenons nous bien a payé de vous ; et pour ce nous escrivons sur ce a notre amé et feal conseiller l'arcevesque de Lyon, si comme il vous dira plus a plain, et aussi mandons par nous lettres outres audit baillif qu'il cesse des dictes choses et mete a estat deu ce que fait en ha et vous traite amiablement et gracieusement dores en avant, si comme vous pourrez

veoyr plus a plain par noz dictes lettres que nous li envoyons sur ce, quar pour le bien et la loyauté que nous avons trouvé en nous et que nous pensons a trouver, se nous vous en requeriens, vous seriens vous favorables et gracious, si comme nous pourriens bonnement en ce que vous auriez a faire envers nous. Donné a Taverny, le XII[e] jour de Novembre.

LXI

Comant li Roy mande que les coustumes et les privileges de ceauls de Lion soient gardées, et que Pierre de Pomperre ne nuls autres de Lion ne soient molestez par prise de cors por avoir passé les ordenances royaus dou fait des monoies.

16 Décembre 1334.

PH., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon ou a son lieu tenant salut. Les citoiens et habitans de la ville de Lyon nous ont fait monstrer par grief complainte que vous imposans a aucuns de la dicte ville marchans que il ont acheté ou fait appourter pluseurs quantitez de la monnoye que notre ame et feal frere le duc de Bourgoigne fit jadis faire et de autre billon, et prins et mis pluseurs monnoies pour greigneur ou autre pris que par nos ordenances elles n'avoient cours, en venant contre noz dictes ordenances, avez esté ou envoyé en leurs maysons et séllées les huches d'aucuns, en les grevant griefment, et que ja soit ce que sur les dictes choses nous vous eussiens a leur supplication fait on mandement par noz autres lettres, en la fourme que s'ensuit.

Ph., par la grace de Dieu rois de France, au baillif de Mascon ou a son lieu tenant salut. Notre amé et feal l'arcevesque de Lyon et noz bien amez les citoiens de la dicte ville nous ont signifié par leur lettres et fait monstrer en euls griement complaignant que vous en pluseurs maneres avez grevez les diz citoiens nouvellement de votre auctorité, par noz sergenz et noutayres avez fait saeller les chambres et les uches de pluseurs des diz citoiens, et puis les avez fait ouvrir et fait faire inventaire de ce qui dedenz estoit soudainement et de fait, yceuls citoyens non appellez ne convaincuz en riens, mais tant soulement pour ce que

vous dictes que l'on vous a donné a entendre que les diz citoiens avoient fait appourter en la dicte cité certainne quantité de monnoye, que notre amé et feal le duc de Bourgoigne fit jadis faire, et que combien que par devers les diz citoiens vous n'ayez riens trouvé des dictes monnoyes vous leurs personnes et leurs biens avez fait arrester et tenez en arrest yceuls, en leur grant prejudice et dommage et contre les libertez, franchises et coustumes de la dicte ville, si comme il dient. Si vous faysons savoir que, se il est ainsi, nous nous en merveyllons et moult nous en desplait, quar tant par la grant loyalté que nous avons touz jours trouvé en eulz et le bon portement qu'il ont fait avecques la bonne volunté qu'il ont a nous, comme noz bons subjiez, nous ne voulons mie qu'ils soient traitiez ne menez durement, ançois amiablement et gracieusement sanz faire a yceuls griefs ne molestes et encore plus gracieusement, se mestiers est, en notre temps, pour ce que nous nous tenons a payez d'euls, que ou temps de noz predecesseurs. Si vous mandons et commandons estroitement que touz les procès que fait avez encontre les diz citoiens en ceste partie vous metez au nient, en adreczant leur deuement les griefs que vous leur avez fait et en remanent au premier estat et du tout ce que de nouvel de votre auctorité avez fait ausditz citoiens en leur prejudice, et des personnes et biens d'iceuls, qui pour ce seroient prins ou arrestez, faites recreance sanz delay, en prenant caution souffisant de euls ester a droit, et les maintenez et gardez en leurs franchises et libertez, en la maniere qu'il ont estez gardez et gouvernez ou temps de noz predecesseurs, et que il n'ayent ocheson de euls doler de vous, et de proceder contre yceuls vous deportez et cessez du tout par la cause dessus dite, jusques a tant que vous nous aiez escript la cause qui vous emeut a ce faire et que sur ce vous ayez response certainne et mandement de nous. Donné a Taverny souz notre petit seel en l'absence du grant, le XIVe jour de Novembre, l'an de grace M III^c trente et quatre.

Vous, pour les choses dessus dictes, ou aucune d'icelles, avez fait prandre un d'euls, qui a non Pierre de Pont Pierre, et l'avez fait mener prisonnier à Mascon, si comme il dient. Si vous mandons et commandons que, s'il est ainsi, vous delivrez le dit Pierre de la prison ou arrest en quoy mis l'avez ou fait metre pour les causes dessus dictes ou aucunes d'ycelles, et touz ses biens et des autres touz de la dicte ville prins ou saisis pour es dictes choses ou aucunes d'icelles par recreance et caution convenable de estre a droit, et ycelui Pierre ne nul autre habitant en la dicte ville ne menez pour les dictes choses ne pour aucunes d'ycelles pour prise ne par arrest de leurs corps; mais ou cas que pour aucunes des dictes choses les approcheriez, ne les menez fors par voye d'action et ordinaire. Et gardez sanz enfraindre la fourme de noz austres lettres ci-dessus transcriptes, desquelles il vous apperera. Donné a Paris, le XVIe jour de Decembre, l'an de grace mil CCC trente et quatre.

Ci après s'enseguent les lettres de plusurs arcevesques de Lyon et de pluseurs autres justiciers.



LXII

De l'arcevesque mons. et du chapitre de pluseurs privileges pour la ville de Lyon.

1206.

HEE sunt consuetudines civitatis Lugduni :

Pedagium hanc portat consuetudinem :

Si quis extraneus vel civis civitatem de nocte exierit, non oblato pedagio, pedagiatori vel nuncio suo aut hospiti mercatoris nomine banni pro unoquoque trossello dabit LX[a] solidos et I denarium, sed civis Lugdunensis, cum redierit, si a pedagiatore mota fuerit questio de pedagio non soluto vel presentato, sicut supradictum est, sacramento suo debet evadere, si per testes probare noluerit vel non potuerit. Si de die per civitatem transierit civis vel extraneus, non debet bannum sed pedagium tantum. Si vero per aquam de die vel nocte aliquis exierit civis vel extraneus, non soluto vel oblato pedagio, sicut supradictum est, incidit in bannum, et gubernator satisfaciat ad voluntatem et beneplacitum domini; sed civis Lugduni reversus et a pedagiatore conventus, sacramento suo liberabitur, sicut supra dictum est.

Si aliquis de supradictis pedagium celaverit, supradictum bannum debet; premisse pene subjacent extranei, lesda non soluta vel oblata.

Cives vero in bannum non incidunt, nisi requisiti celaverint, sed lesdam reddere tenentur.

Vinum novum vel mutatum in Augusto vendi potest sine bannagio.

Si duo vel plures se adinvicem percusserint, si clamor ad dominum non pervenerit, vicini pacificare possunt, et tunc de banno neuter potest conveniri, et hoc fiat sine dolo. Si sanguinem fecerit debet LX solidos et I denarium, nisi ictus fuerit mortalis. Si quolibet genere gladii alius alium percusserit, in voluntatem domini erit, sicut olim in tali casu esse consuerit bona fide ; de ictu surdo debent VII solidos ; de clamore III solidos VI denarios.

Vinum non clamatum non debet criagium.

Vindemia civium, de quacunque parte veniat, non debet pedagium. Multones vini non debent lesdam. Quintallum canabe quorumcunque hominum debet I denarium ; sed cives nichi debent de canabis que habent de terris vel redditibus suis, nisi in foro vendant.

Hoc quod non valet XII denarios non debet lesdam.

Quislibet civium potest habere omnem mensuram et omne pondus ad opus suum et civium tantum, non extraneorum, et inde nichil debent accipere, et hec pondera debent habere legictima ; et si legictima non fuerint, debent LX solidos et I denarium.

Si bicheti et benne et cuppe molendinorum signata non fuerint signo senescalci et in hiis vendant et emant, in voluntate domini erunt.

Civibus qui bichetum vel quintallum vel bennam non habuerint, vel si habuerint et requisierint, archiepiscopus debet eis commodare sine sumptu. Ille qui falsam mensuram alii commodaverit vel locaverit, de banno tenetur, non ille cui commodata fuerit, nisi falsam scierit vel fecerit. Quod si probari non poterit, sacramento evadet.

De hiis que in testamento pro melioratione aliquis filie reliquerit, non debet domino recognitionem.

Asinata de brechis debet I denarium, obers IIII denarios, oberioz II denarios, bacones de carnario suo, qui intra domos integri venduntur, nichil debent; coria de carnario nichil debent. Pedagium de Bechivelleint remisit archiepiscopus civibus.

Iste sunt consuetudines de quibus erat discordia inter ecclesiam et cives Lugdunenses. Alie vero consuetudines, que in hac carta non continentur, ita remanebunt et tenebuntur, sicut olim bona fide esse consueverunt. Et ut istud magis ratum habeatur, presens cartula sigillis archiepiscopi et capituli signata est et roborata. Actum anno Dominice incarnationis M° CC° VI°.

LXIII

Comant l'un ne doit ou peage de Roche Taillie que VI deniers pour livre et doit l'un croire a sairemant sure le fait des poissons.

Mars 1261

NOS Hugo de Turre, senescalcus Lugdunensis, obedienciarius de Rochitaillia pro medietate, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum mercatores peyssonarii adducentes pisces suos venales per Sagonnam apud Lugdunum olim conquererentur super hoc quod pedagium levabatur ab eis apud Ruppemscissam de piscibus suis, videlicet pisces et

denarii ad voluntatem pedagiatoris, asserentes se in hoc esse gravatos; tandem de mandato domini Lugdunensis electi per capitulum Lugdunense extitit super hoc taliter ordinatum, quod deinceps non levaretur ab eis pro piscibus suis de pedagio nisi tantum modo sex denarios viennensium pro libra, hoc addito quod super hoc crederetur juramento peissonarii mercatoris. Quam ordinationem volumus, laudamus, approbamus, rattificamus et acceptamus, promittentes bona fide contra dictam ordinationem nichil in contrarium, per nos vel per alium, attemptare, rogantes etiam dictum capitulum, quatinus ad nos pertinet, ut super ordinatione hujusmodi dictis peissonariis litteras suas testimoniales concedant. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo CC° LX° primo, mense Marcii.

LXIIII

Comant l'ordenance faite sure ce que poysson doivent de peage a Roche Taillié soit gardée.

20 Avril 1336.

PH., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon et au juge dou ressort de Lions ou a leurs lieus tenant salut. Par grant complainte des citoiens et habitans de la ville de Lyons nous avons entendu que li doiens, et chapitre de Lions, ou leur chastellain et genz qui sont et tiennent leur chastel que il ont en l'empire appellé la chastel de Rochitaillié, de fait prannent et se efforcent de prandre peage et leude de peysonners, qui pourtent par la riviere de Sosne vendre poisson a Lyons, oultre et contre la fourme de certainne ordenance ou temps passé faites, appellées parties et oyes, par vous ou vous devancers, et ce indeuement, ou grant prejudice de nous et de notre jurisdiction et de la dicte ordenance et dommage desdiz citoiens et habitans, si comme il dient. Pourquoy nous vous mandons et a chascun de vous, si comme a luy appartiendre, que si soumerement et de plain, appellez ceuz qui seront a appeller et veue la dicte ordenance, il vous appert que il soit ainsi, vous ne souffrez aucune chose estre faite ne levée pour cause de peage ne autrement contre la dicte ordenance, mes ce que vous trouverez estre fait au contraire remettez au premier estat et deu,

et a nous faites amander de telle amande, comme vous verrez que il sera a faire de rayson, non contrestant quelconques lettres subrectices empetrées ou a empetrer au contraire. Donné a Lengres, le XX[e] jour d'Avril, l'an de grace mil CCC trente et six.

LXV

Comant la procuration faite sur le seau de la communité de Lion est faite.

Octobre 1271.

NOVERINT universi presentes litteras inspecturi quod nos cives et populus et communitas civitatis Lugdunensis, more solito congregati, facimus et constituimus atque creamus nostros sindicos, procuratores et actores Bartholomeum de Varey, Petrum de Chaponnay et Bernerdum Malent exhibitores presentium, quemlibet eorum in solidum, et ita quod non sit melior conditio occupantis, generaliter ad omnia quecunque habemus vel habebimus vel habere possumus facere, vel nobis expediunt vel imminent facienda vel procuranda et expedienda, tam in judiciis quam extra, in proximo futuro parlamento domini regis Francorum Parisius vel alibi, et specialiter ad agendum et deffendendum et appellandum et appellationes prosequendas et juramentum calumpnie et cujuscunque generis sacramentum prestandum in animas nostras, et alia que merita causarum desiderant, et volentes eos relevare ab omni satisfactione, promittimus sub ypotheca omnium bonorum nostrorum judicatum solvi et nos ratum et firmum habituros quicquid per eos vel duos ex eis factum fuerit in predictis et circa predica. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum fecimus apponi. Et actum fuit Lugduni, anno Domini millesimo CC° LXX° primo, mense Octobris.

LXVI

Comant li lieuz tenanz de l'official et vicaire de Lyon confessa que l'un ne puet enquerir sure personne de Lion, fors que en trois cas et a donc sure personne des diz cas défamée.

Février 1294.

NOS Stephanus de Sancto Poncio, tenentes sigillum commune domini regis Francorum in baillivia Matisconensi constitutum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum Benedictus Morelli, draparius, civis Lugdunensis, denunciaverit seu significaverit viris venerabilibus, providis et discretis domino Arnaudo de Ledra, judici curie secularis Lugdunensis pro domino rege Francorum, et Johanni Cardinali, domicello, correario Lugduni pro eodem domino rege seu dicta curia seculari Lugdunensi, contra Galterum Gileti, juratum curie officialis Lugdunensis, quod dictus Galterus quandam falsam litteram fecerat et ex ipsa usus fuerat contra ipsum Benedictum, et predicti judex et correarius ad denunciationem dicti Benedicti procedere vellent ad inquirendum contra dictum Galterum super dicta falsitate, prout de predictis nobis constat per relationem mandati domini regis et nostri, videlicet Symonis de Varey, jurati nostri, ad hoc a nobis specialiter deputati, ad hoc vocati et requisiti, magister Stephanus de Bioleys, olim judex dicte curie secularis Lugdunensis, gerens vices et tenens locum viri venerabilis et discreti domini G. Ruffati, canonici et officialis Lugdunensis ac vicarii reverendi in Christo patris domini B., Dei gratia archiepiscopi Lugdunensis, dixit et proposuit nomine predicto et confessus fuit quod dicti judex et correarius non poterant nec debebant inquirere contra dictum Galterum, pro eo videlicet quod de consuetudine et franchesiis Lugduni est et habitantium et civium ipsius civitatis quod contra aliquem civem seu habitatorem Lugduni non potest inquiri ad denuntiationem alicujus nisi in tribus casibus, scilicet proditione, homicidio et latrocinio, et quod tunc etiam non potest contra ipsos inquiri in dictis tribus casibus, nisi contra personam diffamatam alias de casibus predictis seu altero eorumdem; quare requisivit dictus magister Stephanus predictos judicem et correarium, ne ipsi ad dictam inquisitionem procederent contra ipsum Galterum super dicta falsitate, cum non esset diffamatus super aliquo de tribus casibus supradictis dictus Galterus et sit civis Lugduni, et nullus casuum predictorum

vendicet sibi locum in persona dicti Galteri, secundum denunciationem dicti Benedicti. In quorum testimonium, ad preces civitatis et civium Lugduni nobis pro eis oblatas per dictum juratum nostrum, cui fidem plenariam super hiis adhibemus, dictum sigillum commune duximus presentibus litteris apponendum. Datum anno Domini M° CC° nonagesimo tertio, mense Februarii.

Sequitur subscriptio notarii et est talis: Actum coram me Symone de Varey, in curia seculari Lugdunensi, et coram judice et correario dicte curie, presentibus domino Guillelmo de Franchelens, canonico Lugdunensi, magistro Guillelmo Blancherii, magistro Guillelmo Albi, cantore Sancti Pauli, Matheo de Mura, Bernerdo de Varey, Johannino Albi, testibus ad hec vocatis et rogatis.

LXVII

Comant la sentence donnée par le juge royal de la court seculere de Lion sure enqueste faite par la dicte court fut revoquée.

12 Janvier 1296

NOS Hugo Aycelmi, judex curie secularis Lugdunensis pro serenissimo domino rege Francorum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum nos fecissemus de facto inquiri contra Johannem dictum Galamart, sellerium, civem Lugdunensem, super eo quod dicebatur quod dictus Johannes de nocte plures lapides projecerat contra Aymonem de Fuer et quosdam alios suos complices, dictus Johannes proposuit coram nobis quod dicta inquisitio non valebat nec tenebat, ex eo quia ipse est civis, et judex curie secularis Lugdunensis ex suo officio non poterat nec debebat inquirere contra aliquem civem Lugdunensem, nisi in tribus casibus, videlicet super homicidio, furto et proditione, contra hominem alias diffamatum; quare petiit dictus Johannes se absolvi et per nos pronunciari inquisitionem fore nullam; unde nos judex predictus sedentes pro tribunali publice diximus, si consuetudo Lugduni ita se habebat, omnes circonstantes comuniter dixerunt dictam consuetudinem talem esse; unde cum super dicta consuetudine per plures fide dignos fuerimus plenius informati, dicte consuetudini nolumus derogare, immo ipsam volumus pro viribus observare, dictam inquisitionem de facto factam

contra dictam consuetudinem pronunciamus nullam fore et nullum vigorem volumus obtinere, ipsum Johannem a dicta inquisitione et contentis in ea in hiis scriptis duximus sententialiter absolvendum. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum dicte curie secularis Lugdunensis duximus apponendum. Datum die Jovis post Carniprivium vetus, anno Domini M° CC° nonagesimo quinto.

LXVIII

Comant le banniment fait par la court seculer de Lyon fut revoqué pour les privileges.

14 Août 1297

NOS Hugo Aycelmi, judex in curia seculari Lugdunensi pro domino rege Francorum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum Hugonetus, dictus li Brasa, nauta, quedam opprobria injuriando dixisset nobili viro Johanni Cardinali, domicello, correario Lugduni pro eodem domino rege, de quibus dictus correarius ipsum Hugonetum coram nobis civiliter prosequebatur, nosque judex predictus dictum Hugonem la Brasa, ad instantiam dicti correarii, primo, secundo, tertio ac etiam ex habundanti quarto ad certos dies coram nobis citaverimus per hoc et precise, qui Hugonetus dictus li Brasa ad dictos dies non venit nec pro se misit, dicto correario comparente, quare dictus Hugonetus li Brasa fuit positus in deffectum et ipsum bannivimus, ejus contumacia hoc exigente. Postquam magister Johannes Albi, clericus, procurator seu sindicus universitatis civium Lugdunensium, coram nobis proposuerit dictum bannimentum seu bannitionem factam fuisse contra libertates et consuetudines civitatis Lugdunensis, quare petebat ipsum bannimentum nomine universitatis predicte revocari, offerens se predicta probaturum. Tandem nos, recepta informatione super predictis, cum per plures cives Lugduni probatum fuit coram nobis dictam consuetudinem ita esse; nolentes propter predicta vel aliqua de predictis consuetudinibus dictorum civium in aliquo derogare sed potius eas inviolabiliter observare, dictum bannimentum ex vigore dicte consuetudinis legictime comprobate penitus revocamus. In cujus rei testimonium sigil-

lum dicte curie secularis Lugdunensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum die Mercurii post festum beati Laurentii, anno Domini M° CC° nonagesimo septimo.

LXIX

Plusurs franchises et libertés de Lyon sure la bolle de mons. l'arcevesque Loys.

Janvier 1305.

AD eternam rei memoriam. Hugo de Chissiriaco, judex et correarius curie secularis Lugduni pro reverendo in Christo patre domino Ludovico, Dei gratia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopo, universis et singulis prepositis et badellis dicte curie tam presentibus quam futuris salutem. Quoniam prava venalique perfidia quorumdam badellorum corporalibus injuriis interdum affligit innocentes, illos potissime qui carcerali traduntur custodia, qui, antequam de objecto sibi crimine convictantur, vestibus propriis corporis dennudantur, sustinentes corporis cruciatum in carcere existentes, quodesse non debet, cum carcer ad custodiendum non ad puniendum sit a lege inductus, et ex hoc evenit ut cum nudi carceri mancipantur, cum de eo exeunt, pretextu algoris et frigiditatis quam sustinerunt, morbum quandoque diuturnum incurrunt, alii moriuntur, alii vero, perpetua egestate degentes, quandiu vivunt impotentes et inutiles existunt, quibus est mors solatium vitaque supplicium dum languescunt ; ideoque talibus badellis immodice servientibus freni temperramen adhibere volentes, presentis declarationis ordinatione imperpetuum valitura, pro communi utilitate ac humanitatis ratione, auctoritate dicti domini archiepiscopi duximus ordinandum et disponendum ut nullus prepositorum seu badellorum curie secularis predicte aliquem, quancunque criminosus dicatur, antequam de crimine sibi objecto convictus fuerit, expoliare seu vestibus suis denudare presumat. Idem in mulieribus statuendo, quas quandoque ob facinorum magnitudinem incarcerari contingit, nullo tamen prejudicio super jure competenti cuiquam ex ipsis prepositis vel badellis cum judicati fuerint per curiam criminosi in posterum generando, pecunia penes tales inventa obnoxios sigillifero dicte curie secularis custodienda tradatur. Et quoniam ea que fiunt contra justiciam fructum calliditatis obtinere non debent, ad equitatis ratio-

nem redigentes, talium voraginem circa adhulteria committenda nichilominus disponimus ut nullus res existentes in domo deprehensi in adhulterio audeat assumere, nisi tantum modo dominio competentes, quas etiam sine diminutione in domo alicujus vicini volumus collocari, quousque curia de hiis duxerit ordinandum. Custos quoque carceris actentius provideat ne inclusi sed intime tenebras patientes fame pereant, sed mox cum incarcerati fuerint numerum clausorum, varietatem delictorum, etatemque et conditionem ipsorum curie referat, ut aut conconvictos velox pena conterat, aut diuturna custodia non perimat liberandos. Preterea ne cui sua temeritas lucrativa concedatur, sed ut calumpniantium apperta voracitas seu malicia refrenetur, auctoritate qua supra disponimus ut si forte ob calliditatem, fraudem seu machinationem alicujus, aliquis minus juste ductus fuerit in carcerem, omnes ei legictimas expensas sumptusque, quos vicio eorum tollerasse constiterit, redibere cogatur, nec ad aliquam mimailliam solvendam decetero teneantur, immo expresse volumus quod passo injuriam, juxta qualitatem persone, sufficiens prestetur emenda, et operarum quibus caruit in prisione existens judicantis arbitrio relinquentes, quis teneatur ad predicta an curia aut badellus, si dolose versatus fuerit, ut ille qui hoc fieri procuravit, ita et enim perfulgebit vigor justicie juris publicique tutela. Quia vero mulieres, quas vilitas vite sustinet, plerumque a quibusdam pravis badellis rebus quas deferunt spoliantur et verberibus affliguntur, de ipsis conqueri non audentes, prohibemus ut nullus prepositorum seu badellorum ab eis aliquid auferre presumat, aut eas in conviciis contumeliis seu impulsionibus molestare aut corporalibus injuriis fastigare. Tenetur presens autem ordinatio, omnium prepositorum et badellorum juramento firmetur super sancta Dei euvangelia prestito corporali. Si quis autem contra hanc ordinationem temere venire presumpserit, commisso sibi officio noverit extunc se privatum penitus et ex toto. Nos vero prefatus archiepiscopus premissa omnia et singula approbantes, in testimonium premissorum presentes litteras bulle nostre appensione et munimine duximus roborandas. Datum anno Domini millesimo CCC° quarto, mense Januarii.

LXX

Comant li Frere Prescheur se tiennent pour payé de leurs portes qui furent fretes et de tot ce que fait y fu.

23 Avril 1320

UNIVERSIS tam presentibus quam futuris nos frater Nicholaus de Bella Villa, prior humilis domus Fratrum Predicatorum Lugdunensium, et ejus loci conventus per presentes litteras facimus manifestum quod nos, super facto commotionis et brige de novo facte et habite in civitate Lugduni inter gentes illustrissimorum, magnificorum et potentissimorum principum dominorum nostrorum reverendissimorum dominorum Phi. de Valeysio, illustris et magnifici principis domini Karoli Valeysii et Carnoti commitis, primogeniti comitis Senomanensis, et domini Karoli, fratris sui, et quasdam personas civitatis Lugduni, in domo nostra, de fractione portarum post recessum dictorum dominorum nostrorum, inquisivimus et inquiri fecimus per probos viros, in quantum potuimus, cum magna diligentia veritatem, et in recta et vera consciencia invenimus et referimus confidenter quod majores et meliores et omnes mercatores et omnes boni homines totius civitatis Lugduni de predicto facto sunt inculpabiles penitus et immunes, et quod tota universitas civitatis de predictis commissis quamplurimum doluerunt et adhuc contristari non cessant, et quod in fractione predicta interfuerunt tantummodo persone viles et abjecte conditionis ebriosi, et qui Deum et verecondiam non formident, confitentes quod de portis nostris fractis et de omni nostro dampno, injuriis et vittuperiis, si que nobis intulerant, ad votum nostrum per majores et saniores civitatis et civium Lugdunensium, ob honorem dictorum dominorum nostrorum, fuit et extitit nobis plenarie satisfactum. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum die mercurii in festo beati Georgii, anno Domini M° CCC° vicesimo.

LXXI

Comant mons. l'arcevesque promist de amodorer les avouteres.

3 Avril 1320.

PETRUS de Sabaudia, divina providentia prime Lugdunensis ecclesię archiepiscopus, viris discretis dominis Humberto de Gigniaco, canonico Sancti Pauli Lugdunensis, et Humberto de Vallibus, legum professori, consiliariis nostris, salutem et sinceram in Domino caritatem. De circonspectione et prudentia vestra gerentes fiduciam specialem, cupientes etiam graciose nostris Lugdunensibus civibus, in quantum possumus, complacere, vobis duodus committimus per presentes ac etiam damus et concedimus plenam, generalem et liberam potestatem pro nobis et nostris successoribus in archiepiscopatu Lugdunensi, penam seu penas adhulteriorum et adhulteria committendorum in predicta civitate Lugdunensi moderandi et in penam pecuniariam convertendi et totaliter transmutandi, proüt vobis duobus videbitur expedire, volentes quod ordinatio per vous super predictis facienda, statim cum per vos facta fuerit, inviolabiliter observetur. Et, si forte, super predictis vos duo non possetis invicem concordare, exnunc promittimus bona fide et in verbo prelati pro nobis et successoribus nostris, viris discretis Bartholomeo Caprarii, Guillelmo de Varey et Gaudemari Flamingi, civibus et consiliariis civitatis Lugdunensis, stipulentibus et recipientibus nomine et ad opus ipsorum et aliorum civium Lugdunensium, quod nos moderationem predictam in bona, vera et recta consciencia faciemus infra tres menses continuos postquam jurisdictionem temporalem civitatis Lugdunensis plenarie fuerimus assecuti, dictis duobus per nos electis existentibus primitus in deffectu. Promittentes bona fide predicta omnia rata et firma tenere et contra per nos vel per alium perpetuo non venire, nec alicui contra ire volenti in aliquo consentire. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Actum presentibus domino Guillermo de Burgo, canonico Matisconensi, et Humberto de Castellione, cantore Sancti Nicetii Lugdunensis, testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis, Parisius, in domo nostra quam inhabitamus, tertia die Aprilis, anno Domini millesimo CCC° vicesimo.

LXXII

Plusurs franchises confermées sure la bolle de l'arcevesque Pierre mons.

21 Juin 1320

PETRUS de Sabaudia, divina providencia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus, universis presentibus pariter et futuris presentes litteras inspecturis, rei geste noticiam cum salute. Quoniam omnis appetitus naturalis libertatem querit et ad libertatem refugit et recurrit, propter quam Deus, ut servum redimeret et a jugo ipsum exhimeret servitutis, filio proprio non pepercit; attendentes quod pro magno provinciales reputant ut eisdem usus eorum et consuetudines conservantur, et quod consuetudinis ususque longevi non est vilis auctoritas, nam diuturni mores consensu utentium approbati legem immittantur, et ob hoc inconcusse retineri jubetur mox fidelissime vetustatis, cum tria specialiter civitatem nobilitent et venuscent, vetustas videlicet, armorum potencia et si fidei tenacessima sit reperta juxta verbum legictime sanctionis; considerantes etiam in lege philosoforum veteri fore scriptum quod Lugdunenses Galli juris Italici sunt. Ea propter cupientes cordis affectu rem publicam civitatis nostre inclite Lugdunensis, hosque cives predictos in suis libertatibus, usibus et consuetudinibus, amicabiliter confovere et paterna dilectione gratiis et favoribus ampliare, ad honorem Dei et pro bono pacis et transquillitatis ecclesie et civitatis nostrarum Lugdunensium et totius patrie, cujus pacis bonum etiam in terrenis atque mortalibus rebus nichil gratiosius solebat audiri, nichil desiderabilius concupisci, nichil postremo melius inveniri, cum juxta verbum prudentis : qui pacis ineunt consortia sequitur eos gaudium, usus franchesias, libertates et consuetudines civitatis Lugdunensis et civium predictorum, quorum tenor inferius sequitur et articulatim etiam enarratur, approbamus et servare volumus inviolabiliter in futurum, ipsasque et ipsos sub bulla nostra plombea ad eternam rei memoriam in hiis scriptis specialiter confirmamus pro nobis et successoribus nostris archiepiscopis in ecclesia Lugdunensi, prout in nostris responsionibus factis et scriptis per nos seu de mandato nostro super quolibet articulo infrascripto libertatum, usuum et consuetudinum predictarum in fine cujuslibet articuli inferius continetur. Sequntur predicte franchesie per hunc modum :

Hec sunt libertates, immunitates, consuetudines, franchisie et usus diucius approbati civitatis et civium Lugdunensium, quas et quos supplicant dicti cives

per nos Lugdunensem archiepiscopum approbari et etiam confirmari sub bulla nostra plumbea antedicta, ut ad honorem ipsius et utilitatem civitatis et patrie valeat dicta Lugduni civitas sub ipso domino archiepiscopo feliciter augmentari :

Primo quod cives Lugdunenses simul convenire possunt et consiliarios seu consules eligere et habere pro negociis civitatis expediendis, sindicum facere seu procuratorem, archam communem habere pro litteris suis et privilegiis et aliis suis utilitatibus conservandis.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et approbamus articulum predictum et contenta in eo.

Item dicti cives Lugdunenses tailliam facere possunt pro necessitatibus ville.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus, ita tamen quod observetur modus usitatus per cives in collectis faciendis et levandis, et super modo credetur decem de consiliariis civitatis antiquioribus mittendis ad nos et coram nobis per juramentum suum deponentibus super modo, quibus credetur, et ita informatio sic semel tamen facta observabitur in futurum, et, collecta imposita, ad requisitionem dictorum civium dominus archiepiscopus administrabit duos badellos pro dicta collecta levanda et exequtioni demandanda, et sic expeditur articulus iste.

Item cives excubias facere possunt de nocte.

Sequitur responsio nostra : Concedimus quod cives de nocte, pro utilitate vel necessitate communi, cives, quando eis videbitur expedire, excubias faciant, et nichilominus familiares nostri possint ire per se illa nocte vel desistere, si voluerint. Volumus tamen et ordinamus ne inter ipsos excubiatores et familiares nostros aliqua possit oriri dissensio, et ad evictandam omnem malicie et fraudis occasionem, quod familiares nostri, qui quotiens irent pro jure nostro, petant et sciant et debeant scire nomen excubie ville et civium a gubernatore dictarum excubiarum ville.

Item dicti cives arma sibi ad invicem imponere possunt, quando neccesse fuerit vel utilitas exposcerit, ad utilitatem domini et civium.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus ad utilitatem domini archiepiscopi et civitatis.

Item custodiam portarum et clavium civitatis habent cives a tempore creationis civitatis et habebunt.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus, ita tamen quod juretur nobis et successoribus nostris per consules civitatis ad utilitatem domini archie-

piscopi et civitatis claves fideliter custodire, et quod simile sacramentum ab hiis quibus commictetur custodia dictarum clavium recipietur ab ipsis consulibus.

Item in civitate Lugduni contra cives et habitatores inquiri non potest, nisi in casu homicidii, proditionis et furti, contra personas diffamatas et aliter non, et super hoc obtinuerunt cives sententias in contradictorio judicio.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus ; si tamen quis repertus fuerit in presenti fore facto, tunc in omni casu criminali, in quo repertus fuerit, inquiretur et pugnietur ut jus erit.

Item nullus captus paratus cavere ydonee de stando detineri debet per curiam, nisi in casu homicidii, proditionis et furti, vel alio crimine graviori, quo fuerit deprehensus vel super predictis publice diffamatus ; nec aliquis capi debet qui predictam cautionem de stando juri prestare voluerit, nisi in casibus supra dictis.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus et approbamus prout in articulo continetur.

Item in curia seculari Lugdunensi nullus debet esse procurator pro domino qui prosequatur cives et habitatores Lugdunenses per modum accusationis, denunciationis vel inquisitionis.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus.

Item cives non possunt taillyari vel collectari nec unquam fuerunt collectati per dominum.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus articulum.

Item nullus civis Lugdunensis tenetur ad recognitionem de morte patris seu matris, fratris aut sororis, nisi super bonis jam divisis inter fratres.

Sequitur responsio nostra : Placet cum ita dicatur usitatum fuisse.

Item si fratres bona sua communia dividant sine recompensatione pecunie, ad recognitionem vel laudemia non tenentur.

Sequitur responsio nostra : Servetur prout est usitatum.

Item si duo vel plures cives Lugdunenses ad invicem se percusserint absque sanguinis effusione, vicini pacificare possunt nec ad emendam domino tenentur.

Sequitur responsio nostra : Placet et volumus nisi clamor inde pervenerit ad dominum.

Item cives Lugduni non possunt citari extra civitatem Lugduni, et de hoc habent privilegia a domino papa concessa.

Sequitur responsio nostra: Placet nobis et volumus.

Item cives Lugdunenses mercaturas suas defferentes ad civitatem predictam per terram vel per aquam solvendo pedagium suum, quandocunque libere exhonerare possunt naves mercaturas defferentes.

Sequitur responsio nostra: Inquiratur et servetur prout usitatum est.

Item de vino vinearum suarum cives Lugdunenses pedagiari non possunt, nec de vino quod expendunt in hospitiis suis.

Sequitur responsio nostra: Concedimus et volumus de vino vinearum suarum; de aliis servetur prout usitatum est.

Item pro censu vel laudemiis aut recognitionibus non solutis nichil commictitur infra civitatem.

Sequitur responsio nostra: Concedimus, sed hostia et fenestre amovebuntur in prejudicium non solventis.

Item si bona aliqua mobilia vel immobilia vendantur in civitate Lugduni, directus dominus rei immobilis vendite retinere pro eodem precio non potest, nec facere extimari, sed bonum mercatum et malum erit emptoris et venditoris.

Sequitur responsio nostra: Concedimus et volumus nisi fraus intervenerit, qui si reperiatur servetur jus.

Item in civitate Lugduni taxate sunt emende modo qui sequitur: Pro banno tres solidi sex denarii fortium novorum; pro sanguine volagio, tres solidi sex denarii fortium novorum; si fiat sanguis cum baculo, lapide vel gladio absque mutilatione membrorum sexaginta solidi fortium novorum; si autem sequatur mors aut mutilatio membrorum, arbitraria sit pena.

Sequitur responsio nostra: Volumus et concedimus cum sic fuerit usitatum.

Item jurisdictio temporalis Lugduni omnimoda pertinebit semper et in omni tempore ad archiepiscopum Lugdunensem, et capitulum nullam jurisdictionem habebit, et nos recompensationem capitulo faciemus condignam, et sic per regem, nos et cives Lugduni actum et concordatum est.

Item rex habebit judicem appellationum et ressortum suum apud Matisconem ratione ressorti sui Lugduni, ad quem appellari poterit per cives a quacunque sentencia vel gravamine temporali, prout dictant jura scripta et de consuetudine,

et super hoc fiant bone littere et dictabuntur sub sigillo nostro, prout melius fieri potuerunt secundum justiciam.

Item omnes alios usus, libertates, consuetudines et franchesias civitatis bonas et civium Lugduni, quibus cives usi sunt et prout usitati fuerunt, volumus et concedimus et promittimus inviolabiliter observare. Verum, quia non est novum nec reprehensibile, judicatur ut quibusdam specialiter enumeratis subsequatur clausula generalis, que omnia comprehendat, idcirco nos prefatus archiepiscopus volentes in omnibus agnoscere bonam fidem, nedum usus, franchesias, consuetudines, libertates et immunitates civium predictorum superius enarratas approbamus et specialiter confirmamus, prout superius est expressum, sed etiam omnes alios usus, libertates et consuetudines et franchesias bonas civitatis et civium predictorum, quibus dicti cives usi sunt et prout usitati fuerunt temporibus retroactis, et ipsas et ipsos et predicta omnia et singula, prout superius sunt narrata, promittimus bona fide et in verbo prelati, pro nobis et successoribus nostris in archiepiscopatu Lugdunensi omnibus, universis et singulis civibus et consiliariis civitatis nostre Lugdunensis, nec non Stephano Marchisii, auctoritate apostolica et regia, et Vincentio de Ansa, clericis, auctoritate regia publicis notariis et tabellionibus, ac eisdem tanquam publicis personis presentibus, recipientibus et a nobis stipulantibus nomine et ad opus civitatis, civium, consiliariorum et habitatorum Lugduni presentium et futurorum et omnium quorum interest vel intererit aut interesse poterit in futurum et debebit, inviolabiliter et tenaciter observare et observari facere, et contra predicta vel aliquid de predictis, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, perpetuo non venire nec contra ire volenti in aliquo consentire, nos et successores nostros ad observanciam omnium predictorum super hoc specialiter astringentes; dantes tenore presentium omnibus nostris vicariis, officialibus, correariis, prepositis et badellis et omnibus aliis justiciariis nostris, qui pro tempore fuerint in officiis nostris, ut predicta omnia, universa et singula per nos predictis civibus promissa, approbata et etiam confirmata tenaciter curent et studeant fideliter custodire, predictaque in nullo infringere presumant seu quomodolibet violare, in quantum nostre indignationis acullos voluerint perpetuis temporibus evitare. Renunciantes specialiter in hoc facto bona fide et in verbo prelati et per pactum expressum sollempni stipulatione vallatum omni exceptioni doli, mĕtus et in factum, conventionum, approbationum et confirmationum predictarum per nos rite et legictime non factarum, conditioni sine causa vel ex injusta causa, juri dicenti factum prelati in dampnum ecclesie redundari non valere, omni circonventioni, errori, lesioni et gravamini, et juri dicenti ecclesie circonvente tanquam et minoribus succurendum, omnibus allegationibus, barris, exceptionibus, cavillationibus et impedimentis, omnibus juribus et rationibus per que predicta confirmatio seu predicta omnia et singula superius enarrata infringi possent in toto vel

in parte vel aliqualiter viciari, et omni juri canonico et civili, et juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. In cujus rei robur et testimonium presentem cartam volumus et fecimus sigilli nostri sub bulla plumbea munimine roborari, et in predictis ex justis causis auctoritatem nostram interponimus pariter et decretum. Datum et actum in castro nostro Petre Scise, in camera nostra ejusdem loci, vicesima prima die mensis Junii, videlicet die sabbati ante festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, anno Domini millesimo CCC° vicesimo.

LXXIII

Comant li inquisiteurs manda que l'un gardast les cytoyens en leurs possessions de les clés de la ville et plusurs autres choses.

15 Juin 1327.

PETRUS Boelli, familiarus domini nostri regis, inquisitor ab eo pro reformatione patrie in Matisconensi baillivia deputatus custosque dicte baillivie pro eodem, Aymoni de Vimiers et Peroneto Gauterii ac Stephano Guerrerii, servientibus regiis, salutem. Supplicationem et requestam civium et habitantium de Lugduno fidelium domini nostri regis et in ac de speciali garda domini nostri regis existentium, quod cum garda clavium et portarum dicte civitatis ad cives pertineat antedictos et custodia predictorum sintque et ab antiquo fuerint in possessione pacifica custodie civium et portarum predictarum, timeantque nichilominus a nonnullis regni emulis verisimiliter offendi indebite in predictis, sicut dicunt, petentes de competenti circa id sibi remedio provideri, per quod futuris in predictis periculis possit salubriter obviari. Quare vobis et vestrum cuilibet committentes mandamus quatinus dictos cives et eorum familiares et gentes in sua justa possessione custodie clavium et portarum predictarum, in qua eos et eorum predecessores esse et fuisse ab antiquo reperieritis sine fraude, manutenentes et plenius deffendentes, ipsos et eorum familiares et gentes ab omnibus injuriis, violentiis, oppressionibus, vi armorum, potentia laicali quacunque et novitatibus aliis indebitis, ex parte dicti domini nostri regis et nostra deffendatis debite contra omnes in predictis, non permittentes eis in predictis aliquas indebitas fieri novitates; et si quas reperieritis esse

factas, eas ad statum pristinum et debitum revocetis. Si vero super predictis debatum aliquod oriatur, debatum hujusmodi ad manum dicti domini regis et nostram ponatis, et sub fida custodia teneatis, donec de debato hujusmodi cognitum fuerit et discussum; adjornantes super debato hujusmodi, si qui fuerint contendentes, ad tertiam diem, coram nobis, apud Matisconem; de qua et de nominibus citatorum nos quantocicius certifficare curetis super debato hujusmodi, si quod fuerit processurum et nos procedere visurum, prout jus et ratio suadebunt; non est tamen intentionis nostre de hiis, que causarum requirunt indaginem, vel aliter in predictis intromittere, quam sic dictum, ab omnibus enim domini nostri regis subdictis, vobis et vestrum cuilibet in predictis et ea tangentibus parere volumus et mandamus. Datum sub sigillo curie dicte baillivie, die lune post festum beati Barnabe apostoli, anno Domini M° CCC° vicesimo septimo.

LXXIIII

Comant li priours de la Platere quitta le droit qu'il avoit en la place ou l'on tient les doelles des veyssiaux derrer la Platere vers la Sonne.

Mai 1300

NOS magister Petrus de Ambroniaco, officialis Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum discordia, querela, seu questio verteretur inter cives Lugdunenses, ex una parte, et religiosum virum fratrem Humbertum de Geynay, priorem beate Marie de Plateria Lugdunensi, ex altera, ex eo et super eo quod dicti cives dicebant et firmiter asserebant quod quedam platea sita ad portum Sagonne de Plateria, juxta muros civitatis Lugdunensis ibidem existentes a parte Sagonne, et juxta viam publicam et in trivio de Plateria a parte Sagonne, erat communis et debebat esse communem civibus, civitati et universitati Lugduni, et quod cives, civitas et universitas Lugduni dictam plateam tenuerant et possiderant et reponere consueverant que volebant, a tanto tempore citra cujus memoria non existit, et dicta platea utebantur pro re communi civitati et civibus Lugduni; dicto priore ex adverso dicente et proponente dictam plateam ad dictam domum de Plateria

pertinere debere. Tandem, cum super hoc esset a dictis partibus diutius altercatum, dicte partes ad bonam pacem, concordiam, compositionem et transactionem perpetuam, mediantibus probis viris ad hoc ab ipsis partibus communiter electis, finaliter devenerunt amicabiliter in hunc modum, videlicet quod dictus prior de Plateria sciens et spontaneus, pro se et successoribus suis in dicto prioratu de Plateria, de voluntate et consensu conventus sui, coram nobis constitutus, dat, cedit, quittat, guirpit et remittit perpetuo civibus, civitati et universitati Lugdunensi, et transfert penitus in eosdem omnia jura et omnes actiones reales et personales et alias quascunque, que et quas dictus prior vel dicta domus de Plateria habebant vel habere poterant et debebant et eis competebant et competere poterant quocunque modo in dicta platea et pertinenciis ejusdem ex longua possessione, seu ex longi tempore, prescriptione seu quacunque alia ratione, occasione vel causa, que duci vel excogitari posset; et pro predictis compositione, transactione, quittatione et remissione, predicti cives dederunt et solverunt dicto priori, ut asserit, triginta libras viennensium; de qua summa pecunie idem prior se tenet et habet plene et integre pro pagato, asserens dictam summam pecunie in maximam utilitatem et commodum dicti prioratus de Plateria missam esse totaliter et conversam; volens et concedens dictus prior quod omnes littere, que super hoc invenirentur confecte, sint casse, irrite atque nulle et careant omni robore firmitatis. Hanc autem compositionem, transactionem, dicte pecunie receptionem et omnia supradicta promittit dictus prior, pro se et suis successoribus, per juramentum super sancta Dei euvangelia corporaliter prestitum, firmiter et inviolabiliter observare, attendere et complere, et firma et rata habere perpetuo et tenere, et contra per se vel per alium non venire, facto vel verbo, in judicio vel extra, aliqua ratione, nec contra ire volenti consentire; renuncians dictus prior in hoc facto, ex certa sciencia et per juramentum, omni actioni et exceptioni dicte compositionis modo predicto non facte, dicte summe pecunie non habite et non numerate et in utilitatem suam et dicte domus de Plateria non converse, doli, metus et in factum, spei future habitionis et numerationis, beneficio legis de tempore quadrimestri, omni statuto regulari, illi auctentice hoc jus porrectum, et illi decretali quod quibusdam religiosis, omnibus graciis, privilegiis et rescriptis apostolicis universis, conditioni sine causa vel ex injusta causa, jurique dicenti generalem renunciationem non valere, et omni juri canonico et civili. In cujus rei testimonium, presentibus litteris, ad preces dicti prioris, sigillum nostrum duximus apponendum, et predictis omnibus auctoritatem nostram interponimus et decretum. Predictis vero compositioni, transactioni et omnibus aliis supradictis nos frater A., abbas Sancti Ruffi Valentinensis, consentimus ac predicta omnia laudamus, ratifficamus, acceptamus, approbamus et etiam confirmamus et fieri volumus et mandamus, et predictis auctoritatem nostram, quantam possumus, interponimus; et in hujus rei certitudinem et evidentiam pleniorem

presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Nos vero dictus prior, confitentes et asserentes premissa esse vera, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum in testimonium veritatis omnium premissorum. Datum anno Domini millesimo CCC°, mense Maii.

LXXV

Comant li baillis de Mascon commanda que l'on rendist les clés de les portes de la ville, les queux il avoit pris du mandement du Roy notre sire a cex de la ville.

21 Juillet 1330

FRANCO de Aveneriis, miles domini regis, baillivus Matisconensis, discreto viro Jacobo Balbi, civi Lugdunensi, receptori regio dicte baillivie, salutem. Cum nos de mandato expresso dicti domini regis super claves portarum civitatis Lugdunensis et ex causa ceperimus, juxta compositionem inter dictum dominum regem, archiepiscopum, decanum et capitulum Lugdunenses et dictos cives novissime factam, et certis personis custodiendas tradiderimus de mandato regio predicto, mandamus committentes vobis quatinus dictas claves recuperantes dictis civibus reddatis et restituatis indilate auctoritate regia et nostra. Datum sub sigillo curie nostre apud Angleures, die sabbati ante festum beate Marie Magdalene, anno Domini M° CCC° tricesimo.

LXXVI

Comant il est ordené de par le Roy et deffandu que l'un ne moleste nul de Lyon pour nulle monoye qui ne le troveroit prenant et mettant.

19 Décembre 1334.

A touz ceuz qui ces lettres verront Pierre Bel Agent, garde de le prevosté de Paris, salut. Sachent tuit que nous avons veu les ordenances notre seigneur le Roys seellées de son seel, qui ainsuit se comencent :

Ph., par la grace de Dieu roys de France, au prevost de Paris ou a son lieu tenant, salut. Comme nous qui sommes desierrans et avons affeccion par especial, si comme tenuz y sommes, et diligemment et soigneusement entendre au bon gouvernement de notre royaume et sur l'estat d'icelui, en telle maniere que ce soit a la louange de Dieu et a la peiz et transquillité de noz subgiez et au proufit commun de notre dit royaume, ayons entendu que les ordenances faites par nous cza en arreres sur le fait de nos monnoyes a toy envoyées n'ont esté tenues ne gardées selont la teneur d'icelles, ou grant dommage de nous et de notre peuple, dont moult nous desplait, etc. ; et ainsuit se fenissent :

En tesmoing des queles choses nous avons fait mettre notre seel en ces presenz lettres. Données à Paris, le XIXe jour de septembre, l'an de grace mil trois cenz et trente.

Es queles ordenances veismes estre contenue entre les autres choses la clause qui s'ansuit :

Item pour ce que notre pueple ne soit grevés et domagés sanz raysonnable cause, nous deffendons a touz prevoz et fermiers juticzables que il ne lievent ne taxent nulles amandes de personnes nules, se il ne les truevent en present meffait cogneu et prouvé, c'est assavoir en prenant et mettant, qu'il soient allez ancontre notre dicte ordenance ou en aucunes des choses contenues en ycelles, ne ne mettent en procès pour les choses dessus dictes. Item nous voulons, etc.

Et nous en cest transcript avons mis le seel de la prevosté de Paris, l'an mil CCC trente et quatre, le lundi XIXe jour de Décembre.

LXXVII

Comant il n'a point de poine qui ne troveroit la monnoie deffendue prenant et mettant.

18 Décembre 1334.

A touz ceus qui ces lettres verront Pierres Bel Agent, garde de la prévosté de Paris, salut. Sachent tuit que nous avons veu les ordenances notre seigneur le roy seellées de son seel, qui ainsuit se comancent :

Ph., par la grace de Dieu roy de France, au prevost de Paris ou a son lieu tenant, salut. Comme ou temps que nous veinsmes au gouvernement de notre royaume les prelaz, barons et le commun peuple de notre royaume se complainsissent griefment a nous par pluseurs fois de l'estat des monnoyes, qui lors estoient si fiebles et courroient pour si grant pris, que touz en estoient grevez et domagiez, tant par toutes marcheandisses, denrées, vivres, journées d'ouvriers et autres choses, qui estoient desordemement chieres, comme en moult d'autres manieres, en nous requerant que remede y vousissiens mettre pour tele voye que les dictes monnoyes fussent mises et ramenées a leur droit pris et cours; et nous, qui touz jours avons souverain desir et affectueuse volunté de diligiament et curieusement entendre au bun gouvernement de notre royaume et sur l'estat d'iceli, en tele maniere que ce soit à la louange de Dieu et a la pays et transquilité de nous subgiez et au proufit commun de notre dit royaume, enclinans a leur requeste, feismes appeller a Paris, pardevant nous et notre grant conseil, au Brandons qui furent l'an mil CCC vint et huit, les prelas, barons et le bonnes villes de notre royaume, pour avoir conseil et avis comment et par quele voye les dictes monnoyes pourroient estre mises en leur droit estat, a la requeste de toz les quielx et par leur conseil nous les dictes monnoyes meismes et ramenames en leur droit cours et estat, tel comme elles estoient ou temps de mons. saint Loys, si comme il appert, etc.

Et ainsuit se fenissent :

En tesmoing de la quel chose nous avons fait mettre notre seel en ces presentes lettres. Données a Orliens, le XXV[e] jour de mars, l'an de grace mil trois cenz trente et deus.

Es queles ordenances, entre les autres choses, veisme estre contenu la clause qui s'ensuit :

Premerement que toutes noz monnoyes d'or et d'argent et noires courrent et

demeurent au pris que elles furent mises et ordenées aus Brandons dessus diz, tout en la fourme et maniere qu'il est contenu en l'ordenance faite lors sur ce, c'est assavoir le flurin royaul pour douze solz parisis ; le parisis d'our pour vint solz parisis ; le flurin a l'aigniel de bon poys pour onze solz parisis huit deniers parisis ; le gros tournoys d'argent pour douze tournoys petiz ; la maille blanche pour quatre tonrnoys petiz, et le double I petit parisis ; et toutes autres monnoyes d'or, flurins de Florence et autres, soient de notre coing ou d'autre, n'auront nul cours, quel que il soit, mes soulement pourtées et mises au marc pour billon ; et qui sera trouvé faisant le contraire en prenant, en mettant nos autres monnoyes d'or et d'argent pour greigneur pris qu'il n'est dit dessus, il perdra toute la monnoye et l'amandera a notre volunté. Item pour mieuz et plus fermement tenir cete presente ordenance, etc.

Et nous en cest transcript avons mis le seel de la prevosté de Paris, l'an mil trois cenz trente et quatre, le dymanche XVIII[e] jours de Décembre.

LXXVIII

Comant li baillifs revoca ce qu'il avoit fait avrîr les arches de plusurs de Lyon.

25 Octobre 1304.

NOS Stephanus de Poilliaco, tenens sigillum commune excellentissimi principis Domini nostri regis Francorum in baillivia Matisconensi constitutum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum Bernerdus Hugonis, dictus Barrauz, Guillelmus de Varey, dominus de Avaugiis, Peroninus Caprarii, Ludovicus de Varey, Petrus de Pompero, consiliarii civitatis Lugduni, nomine suo et totius communitatis civium et habitantium Lugduni, et Guillelmus de Varey dictus de Tunes, Guillelmus Bajuli, Bartholomeus de Varey, filius quondam Bruneti de Varey, Guillelmus de Chaponnay, Aynardus et Andreas de Villa Nova fratres, Stephanus de Anziaco, Nicolaus Paisselli, Stephanus de Villa Nova, Johannes Vicurati, Andreas de Pompero, Johannes de Fuer, nomine suo et aliorum sibi coadherentium et adherere volentium, conquerentur de et super eo quod nobilis et potens vir dominus et Philippus, do-

minus de Chauveri, miles, domini nostri regis baillivus Matisconensis, fecerat seu fieri mandaverat capi et ad manum regiam poni ac etiam sigillari et intercludi omnes archas et scrinia Peronini de Pompero, Stephani de Villa Nova, Aynardi et Andree de Villa Nova, Johannis de Mura, draperiorum, Guillelmi Bajuli, Ponceti et Petri Lagerii, Nicholai Paisselli, Petri Balbi et Guillelmi Fabri, civium Lugduni, et omnia bona dictorum civium ad manum regiam poni et detineri, ac etiam in eorum domibus et operatoriis stare et manere servientes, et subsequenter dictas archas et scrinia predictorum per Philippum Laude, gardiatorem regium Sancti Justi Lugdunensis, locum suum tentem, et magistrum Gaufridum de Bosco, procuratorem regium dicte baillivie, apperiri, et omnia que intus dictas archas et scrinia videri et palpari et ea in scriptis per modum inventarii redigi fecerit. Dictus dominus baillivus, necnon dictos cives, contra quos facti fuerunt dicti processus, et omnes qui in dicta civitate officium scambii exercent, personas et omnia bona ipsorum capi, arrestari et ad manum regiam captos et arrestatos detineri per locum suum tenentem fecerit, et adhuc sic detineantur, et super hoc quandam requestam fecissent et in scriptis tradidissent domino baillivo predicto, cujus tenor sequitur et est talis :

Cum vos, nobilis vir et potens dominus Philippus, dominus de Chauveri, miles, baillivus Matisconensis, ultima die mensis septembris nuper lapsa, per servientes et notarios regios capi et ad manum regiam poni ac etiam sigillari et intercludi feceritis omnes archas et scrinia Peronini de Pompero, Stephani de Villa Nova, Aynardi et Andree de Villa Nova, Johannis de Mura, draperiorum, Guillelmi Bajuli, Ponceti et Petri Lagerii, Nicholai Paisselli, Petri Balbi et Guillelmeti Fabri, civium Lugdunensium, et omnia bona dictorum civium ad manum regiam poni et detineri, ac etiam in eorum domibus et operatoriis stare et manere feceritis et mandaveritis, et subsequenter dictas archas et scrinia predictorum per Philippum Laude, gardiatorem regium Sancti Justi Lugdunensis, locum vestrum tenentem, et magistrum Gaufridum de Bosco, procuratorem regium dicte baillivie, aperiri, et omnia que intus dictas archas et scrinia pertructari, videri et palpari et ea in scriptis per modum inventarii redigi feceritis, et hec feceritis causa perquirendi tantummodo utrum dicti cives penes se monetas aliquas haberent prohibitas ; et licet penes dictos cives nulle monete prohibite reperte fuerint, nichilominus tamen vos dictos cives et omnes, qui in dicta civitate officium scambii exercent, et omnia bona ipsorum capi, arrestari et ad manum regiam captos et arrestatos detineri per dictum vestrum locum tenentem feceritis, et adhuc sic detineantur, predictaque de facto et injuste, salva vestri reverentia, motu vestro proprio tantummodo feceritis, cives predicti sint et perpetuo fuerint homines bone fame, domino nostro regi, mandatis et ordinationibus suis obedientes, neque sint nec unquam fuerint de et super aliquibus excessibus, inobedientiis vel rebellionibus diffamati, neque super aliqua ordinatione, tresgressione ordinationum regiarum

super monetis factarum committi reprehensi, immo nec etiam per aliquem inculpati, et sic sine causa et contra jura scripta, franchesias, usus et mores, quibus civitas predicta regitur et regi debet, feceritis, scrinia et secreta dictorum civium de facto et motu vestro apperiendo et detegendo, contra etiam intentionem domini nostri regis et tenorem ordinationum suarum predictarum, in quibus, inter cetera, omnibus justiciariis regiis prohibitum reperitur ne ipsi justiciarii regii contra aliquas personas, occasione ordinationum, emendas aliquas taxare, seu molestias inferre, aut processus aliquos facere presumant, nisi contra illos, quos ipsi justiciarii in presenti forefacto, cognito et probato reperient, videlicet monetas prohibitas ponendo seu capiendo ; vosque cives predictos in aliquo forefacto non reperieritis, immo nec etiam pro aliqua transgressione vocati vel inculpati fuerint coram vobis, absque alicujus cause cognitione, juris ordine in omnibus pretermisso, incipiendo ab exequtione, quod fieri de jure minime debuit, cum sententia et cognitio precedere debeant exequtionem, non econtra exequtio sententiam. Hinc est quod ipsi cives prenominati vobis humiliter supplicant et pro debito justicie vos requirunt quatinus ipsos et eorum bona ab arrestis predictis, in quibus eos detinetis, et a promissionibus quibuscumque per eos factis occasione premissorum, taliter liberetis, processusque et manu paramenta vestra contra dictos cives et quemlidet ipsorum et mandatis vestris factos et facta, de quibus supra facta est mentio, cum omni suo effectu revocetis et ad statum pristinum et debitum reducatis de facto, sicut ad hec de facto fuerit processum, et dampna, que sustinuerunt et sustinent occasione predictorum, reserciatis eisdem ; alioquin de gravamine protestantur, insuper etiam rectores seu consiliarii communitatis civitatis predicte, prout eorum, predecessores fuerunt temporibus retroactis, attendentes et videntes predicta sic de facto exarrupto, contra jura scripta, libertates, usus et mores, quibus dicta civitas regitur et regi consuerit, debet forefactas ac novitatem prejudiciabilem habitatoribus civitatis predicte continere scandalaque et pericula plurima ex predictis et similibus factis posse verisimiliter generari ; timentes probabiliter ne per vos dominum baillivum seu per aliquos successores vestros vel aliquos justiciarios regios manuparamenta predicta, ita ut supradictum est, per vos de mandato vestro facta, in casu aliquo ad consequentiam aut probationem vel ostentionem alicujus stili regii vel saysine traherentur vel modo aliquo trahi possent in futurum, vobis humiliter supplicant nomine totius communitatis predicte quatinus manuparamenta predicta super ea que de facto fieri mendavistis et fecistis ita ea de facto totaliter cum omni suo effectu revocetis et ad statum pristinum reponatis. Et ne dicte communitati et singularibus personis ejusdem prejudicium afferre possint, nec ad aliquam consequentiam vel saysinam trahi, manuparamenta predicta declaretis dicte communitati et personis ejusdem de opportuno remedio super hiis, prout etiam facere debetis, cum dicte communitati et habitatoribus dicte civitatis sitis specialiter a domino nostro rege gardia-

tor deputatus, et ex dicto officio dicte gardie debetis ipsos et quemlibet ipsorum ab omnibus molestiis, oppressionibus, novitatibus indebitis, a periculis quibuscunque, auctoritate regia deffendere, vobisque humiliter supplicant quatinus in premissis sic vos habere volitis, ut de vobis et bona vestra justicia possint merito contentari ; alioquin si predicta supplicata et requisita facere nolueritis seu pluries justo et debito distuleritis, reputant se et dictos cives et totam communitatem civitatis Lugdunensis per vos in premissis omnibus et singulis fore enormiter gravatos et de gravamine protestantur.

Et subsequenter, quia dictus dominus baillivus dictos processus et ea que fecerat in predictis plus justo differebat, ut eis videbatur revocare et annullare, quandam appellationem super hoc ab ipso domino baillivo ad dominum regem interposuissent et in scriptis fecissent et appellos instanter petiissent pluries, et super ipsis appellis sibi responderi a dicto domino baillivo requirerent et instarent, et dictus dominus baillivus eisdem ad respondendum super predictis plures dies dedisset, prout predicta in instrumentis seu cartis dicuntur contineri. Tantem anno Domini millesimo CCC°, tricesimo quarto, die dominica post festum beati Luce euvangeliste, domino Bartholomeo de Montebrisone, legum doctore, necnon Peronino de Pompero, Stephano de Villa Nova, Aynardo de Villa Nova, Johanne de Mura, Guillelmo Bajuli et Nicholao Paisselli, contra quos dicti processus facti dicuntur fieri, et etiam Aymone de Podio, Johanne Raymondi, Andrea Neyelli, Matheo de Mura, Johanne Liatardi, Hugonino Grigneu, Richerdo Papoudi et Johanne Panczuti et nonnullis aliis civibus et habitatoribus Lugduni, cum magna quantitate civium et incolarum dicte civitatis, coram ipso domino baillivo in domo regia de Ruanna Lugdunensi in judicio sedente et existente, presentibus et, ut dicebat dictus dominus Bartholomeus de Montebrisone, appellos repetentibus, in Soffredi Candiaci et Johannis Falconeti de Lugduno, clericorum, auctoritate regia publicorum notariorum, et testium infrascriptorum presencia, vir venerabilis et discretus magister Johannes de Peredo, judex major causarum appellationum civitatis et ressorti Lugduni, prope dictum dominum baillivum sedens et existens, et eodem domino baillivo presente et non contradicente, dixit ipse magister Johannes : Dominus baillivus vobis respondit sic, quod ipse in aliquo non vult franchisias, usus et libertates dicte civitatis et habitantium ejusdem infringere, sed potius affectat eos conservare, et cives et habitatores dicte civitatis favorabiliter et benigne pertractare, et quod ipse dominus baillivus, visis quibusdam franchesiis et libertatibus dictorum civitatis et civium in scriptis redactis et per dictos consiliaros occasione hujusmodi negocii sibi exhibitis, habito super hoc magno et maturo consilio, dictos processus et ea, que mandato suo de et super premissis contra dictos burgenses conquerentes facta sunt, revocat et totaliter annullat, ipsos que, quos de predictis arrestari mandaverat et fecerat, cum eorum bonis, ab ipso arresto totaliter personas et bona

eorumdem liberat, et quod dictus dominus baillivus concessit quod ea, que ipse dominus baillivus sic fecerat et fieri mandaverat, non possint predictis nec aliis civibus vel habitatoribus Lugdunensibus in futurum prejudicium generare, neque per aliquem trahi ad consequentiam contra habitatores civitatis predicte, salvo tamen et retento jure regio, quod ipse rex habet et habere potest contra singulares personas de dictis civibus et habitatoribus, qui reperirentur adversus ordinationes regias super monetis factas delinquisse, quod jus non intendit dictus dominus baillivus, ut dictus magister Johannes hoc dicebat, in aliquo remittere, nec aliqua alia jura domino regi competentia. De quibus petierunt plures cives et habitatores Lugdunenses sibi et omnibus aliis, quorum interest et interesse poterit, fieri instrumentum seu cartam testimonialem. Acta fuerunt hec que in notariorum et testium subscriptorum presencia ut supra; facta fuerunt Lugduni, in domo regia Roanne, presentibus viris venerabilibus et discretis dominis Hugone Lyatardi, Bartholomeo de Montebrisone, legum professoribus, magistro Gaufrido de Bosco, procuratore regio baillivie Matisconensis, Jacobo Balbi, thesaurario regio dicte baillivie, Astorgio de Carlaco, notario regio, et pluribus aliis ad hoc vocatis testibus. In cujus rei testimonium, cum nobis constet de premissis in presencia infrascriptorum notariorum actis ut supra per ipsorum notariorum fidelem relationem, quibus fidem super hiis omnimodam adhibemus, presentibus litteris sigillum commune predictum duximus apponendum. Datum et actum ut supra.

LXXIX

Comant cil de Lion ne doyvent estre molesté par nulle ordenance royal si expresse mencion ne fet en la dicte ordenance de la dicte cité de Lyon.

15 Octobre 1301

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et gardiatori nostro Lugdunensi salutem. Queremoniam dilectorum civium nostrorum Lugdunensium in nostra speciali gardia existentium accepimus, continentem quod, pretextu statutorum aut mandatorum nostrorum generalium, cum in regno nostro et potissime ad partes baillivie Matisconensis fieri contingunt,

exequtores ipsorum statutorum aut mandatorum ipsos cives nostros in diversis opprimunt et molestant. Quare mandamus vobis et vestrum cuilibet quatinus, pretextu talium statutorum aut mandatorum generalium nostrorum factorum et imposterum faciendorum, ipsos cives nostros non permittatis aliquatenus molestari, nisi in statutis vel mandatis ipsis de predictis civibus specialis et expressa mentio habeatur. Hanc autem gratiam volumus, quandiu nobis placuerit, duraturam. Actum Parisius, dominica post festum beati Dionisii, anno Domini M° CCC° primo.

LXXX

Comant messire Henris d'Albon, chevalier, promit a emender le domage s'il avenoit en l'arc mervillous ne en la pile pour la charge de ses ovrours et les en a obligié.

6 Janvier et 23 Février 1309

NOS Bartholomeus de Jo, utriusque juris professor, officialis curie Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum dominus Henricus de Albone, miles, habeat et possideat quamplura operatoria sita Lugduni supra pontem Sagonne a parte ecclesie beate Marie de Plateria, juxta operatoria liberorum a les Barrales, et ipse vellet edifficare seu edifficari facere super pilam proximam operatoriis suis arcus mirabilis seu miraculosi, et aliqua appodiamenta lapidea construi facere ad sustentandum operatoria sua supradicta, et procuratores et sindici ac consiliarii civitatis et cvium Lugduni se opposuerint ad hoc, dicentes hoc fieri non debere nec posse in prejudicium dicti pontis, civitatis et civium Lugduni; tandem predictus dominus Henricus, ex una parte, et consiliarii, procuratores et syndici civitatis et civium Lugduni, procuratorio et syndicario nomine, ex altera, constituti coram mandato nostro, videlicet Symone de Marchia, clerico curie nostre jurato ad hoc a nobis deputato, utilitatem dicti pontis, civitatis et civium Lugduni attendentes, super predictis inter se composuerunt, concordaverunt et convenerunt in hunc modum, videlicet quod ipse dominus Henricus possit edifficare et bastire seu edifficari et bastiri facere supra pilam predictam dicti arcus mirabilis seu mira-

culosi unum pilar seu duos pilars lapideos de grossitudine et longitudine tales quales poterunt esse ad appodiandum super eos, et quod dictus dominus Henricus decetero non possit facere aliquam creyssuam seu aliquod incrementum in dictis operatoriis in alia majori latitudine vel longitudine quam nunc sunt ad presens, et quod ipse promittat pro se et heredibus et successoribus suis universalibus et singularibus, per juramentum suum et sub obligatione omnium bonorum suorum et specialiter et expresse sub obligatione et ypotheca operatoriorum suorum predictorum, predictam pilam pontis et arcum predictum, super quam edifficare seu edifficari facere intendit, in eque bono statu, seu meliori in quo nunc sunt, manutenere; et quod si in aliquo deteriorarentur vel pejorarentur dicta pila vel dictus pons occasione predicta, quod ipse dominus Henricus promittat, ut supra, in continenti reedifficari et refici facere ipsius domini Henrici propriis sumptibus et expensis, tociens quotiens aliqua deterioratio seu pejoratio imminetur in eis occasione ponderis impositi per eundem dominum Henricum super dictam pilam et arcum pontis predicti. Que quidem omnia et singula supradicta idem dominus Henricus sciens, prudens et spontaneus, non vi, non metu, non dolo ad hoc inductus, nullo errore lapsus nec ab aliquo, ut asserit, circonventus, considerata in hoc, ut asserit, utilitate sua et commodo evidenti et dictorum operatoriorum suorum, nec volens idem dominus Henricus propter hoc predictis pile, arcui, ponti, civitati et civibus Lugduni prejudicium generari, promittit pro se et heredibus et successoribus suis universalibus et singularibus, per juramentum suum super sancta Dei euvangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium et immobilium presentium et futurorum ubicunque existentium et quocunque nomine censeantur, et specialiter et expresse sub obligatione dictorum operatoriorum suorum, que propter hec et ad hec obligat et ypothecat specialiter et expresse in manibus dictorum procuratorum, sindicorum et consiliariorum civitatis et civium Lugduni, exnunc ut extunc, et extunc ut exnunc, dicto jurato nostro stipulanti et recipienti nomine et ad opus dictorum consiliariorum, procuratorum et sindicorum civitatis et civium Lugduni, predicta omnia et singula attendere, tenere, complere et inviolabiliter observare et attendi, teneri, compleri facere et inviolabiliter observari, et contra predicta vel aliquod de predictis et subsequentibus per se vel per alium, facto vel verbo, in judicio sive extra judicium, decetero non venire, nec alicui contra ire volenti in aliquo consentire. Insuper predicti consiliarii, procuratores et sindici promittunt bona fide, dicto jurato nostro stipulanti et recipienti nomine et ad opus dicti domini Henrici et suorum heredum et successorum, contra predictas compositionem, concordiam et conventiones aut contra predicta vel aliquod de predictis et subsequentibus, per se vel per alium, facto vel verbo, in judicio sive extra judicium, decetero non venire, nec alicui contra ire volenti in aliquo consentire. Renunciantes tam dicti consiliarii, procuratores et sindici bona

fide, quam dictus dominus Henricus per juramentum suum prestitum, in hoc facto et ex certa sciencia, predictarum conventionum concordie et compositionis modo predicto et legictime non factarum, doli, mali et in factum, omni appellationis remedio, conditionibus ab causam, sine causa vel ex injusta causa, officio et implorationi officii judicis, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi et omni alii auxilio et beneficio juris canonici et civilis, et specialiter juribus quibus innuitur vel probatur renunciationem non sufficere generalem, nisi precesserit specialis. In quorum omnium testimonium, ad preces consiliariorum, procuratorum, sindicorum et domini Henrici predictorum nobis pro eis oblatas per dictum mandatum nostrum, cui fidem super hiis plenariam adhibemus, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Actum et datum, quo ad dictum dominum Henricum, presentibus Johanne Fontanelles et Hugoneto de Bezant, domicellis, ad hec vocatis testibus et rogatis, VI° idus Januarii, anno Domini M° CCC° nono ; et actum et datum, quoad dictos consiliarios, procuratores et sindicos, in ecclesia Sancti Jacobi Lugdunensis, presentibus Rollando de Sancto Michaele, publico auctoritate apostolica notario, domino Humberto de Vallibus, domino Anselmo de Durchia, legum professoribus, magistro Johanne Fabri, jurisperito, et pluribus aliis probis viris ibidem existentibus ad hec vocatis testibus et rogatis, VII° kalendas Martii, anno Domini millesimo CCC° nono.

LXXXI

Comant messires l'arcevesques Guillaumes de Sure conferma plusurs previleges especiauls, et generaument touz autres us, libertés, franchises et coustumes dont cil de Lion avoient usé, ainsi comme cil n'avoient usé et ainsi come les avoit conferme messires li arcevesques Pierres de Savoye, ses devanciers et est propres originauz.

14 Décembre 1336.

NOS Girardus de Villa nova, clericus domini nostri Francorum regis, tenentes sigillum commune ipsius domini regis Francorum in baillivia Matisconensi constitutum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo sexto, die de-

cima quarta mensis Decembris, reverendus in Christo pater et dominus dominus Guillelmus, Dei et apostolice sedis gratia archiepiscopus et comes Lugdunensis, existens in domo venerabilis viri domini Humberti Albi, cantoris Sancti Pauli Lugdunensis, attendens, ut dicebat, se instanter et sepius ex parte consiliariorum et communitatis Lugduni requisitum humiliter et devote fuisse ut ipse immunitates, franchesias, libertates, usus et consuetudines dicte civitatis, civium et habitantium ejusdem et quibus hactenus habitatores dicte civitatis usi sunt, prout per predecessorem suum approbate fuerunt, dignaretur confirmare et approbare; considerans quam fideles et devoti dicti cives et habitatores sibi et predecessoribus suis et dicte sedi fuerunt, volens ipsos juxta eorum merita favore prosequi graciose, idem dominus archiepiscopus, vocatis et presentibus coram ipso Bernardo Hugonis, Aymone de Durchia, Peronino Caprarii, Petro de Pompero et Stephano de Villa Nova, civibus et consiliariis civitatis predicte, ipsis prenominatis quinque civibus pro se et tota communitate ibidem existentibus, tradidit quasdam litteras bulla plumbea ipsius domini archiepiscopi bullatas, confirmationem et approbationem per eundem dominum archiepiscopum de dictis franchesiis, libertatibus, usibus et consuetudinibus factam continentes, quarum litterarum tenor de verbo ad verbum inferius est insertus, dicens et asserens idem dominus archiepiscopus quod contenta in ipsis litteris ab ipso ex certa sciencia cum maturo et deliberato consilio processerant et facta erant, et ea per gentes et officiales suos presentes et futuros imperpetuum inviolabiliter servari volebat, et de traditione dictarum litterarum per ipsum facta civibus predictis ad utilitatem totius communitatis predicte, ad instanciam et requestam civium predictorum tunc ibidem pro se et tota communitate presentium, et de aliis per eundem dominum archiepiscopum dictis et factis ut supra, ipse dominus archiepiscopus concessit et precepit instrumentum seu litteras auctentiquas fieri per notarios subscriptos ad ulitatem communitatis predicte. Acta fuerunt hec in domo predicta, anno et die predictis, coram Soffredo Candiaci et Petro Tassini, notariis regiis, ad hec ibidem, ut de premissis instrumentum conficerent, ex parte dictorum civium vocatis et rogatis, presentibus etiam et dicto domino archiepiscopo assistentibus venerabilibus viris dominis Raymondo de Salgis, doctore decretorum, officiali Lugdunensi, Chaberto Hugonis, obedienciario Sancti Justi Lugdunensis, Bartholomeo de Montebrisone, legum doctore, judice curie secularis Lugdunensis, Humberto de Gigniaco, sacrista, Humberto Albi, cantore dicte ecclesie Sancti Pauli, Hugone de Chavaleres, canonico Sancti Justi Lugdunensis, Guillelmo de Molone, milite, correario Lugduni, et Johanne Tricodi, canonico Sancti Nicetii Lugdunensis, ejusdem Domini archiepiscopi consiliariis, testibus etiam et ad hec vocatis per notarios predictos.

Tenor vero dictarum litterarum de quibus supra facta est mentio sequitur et est talis :

Guillelmus, Dei et apostolice sedis gratia archiepiscopus et comes Lugdunen-

sis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino sempiternam. Universitati vestre volumus fore notum quod dilecti et fideles subdicti et devoti nostri cives Lugdunenses nuper ad nostram presenciam venientes, nobis significare curarunt quod predecessores nostri quondam archiepiscopi Lugdunenses eis multas libertates, franchesias et privilegia concesserunt, quodque ipsi habuerunt et habent ab antiquis temporibus inter se multas laudabiles et bonas consuetudines pacifice observatas, quas et que obtinuerunt a predecessore nostro immediato domino P. de Sabaudia, archiepiscopo Lugdunensi et comite, confirmari, prout in dicti predecessoris nostri litteris bullatis sua bulla consueta vidimus contineri, quarum tenor inferius est insertus, supplicantes nobis instancius ut et nos predictas libertates, franchesias et consuetudines ac privilegia confirmari et observari a nostris gentibus et officialibus precipere dignaremur. Tenor autem litterarum dicti predecessoris nostri sequitur in hec verba:

Petrus de Sabaudia, divina providentia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus, universis presentibus pariter et futuris presentes litteras inspecturis rei geste noticiam cum salute. Quoniam omnis appetitus naturalis libertatem querit et ad libertatem refugit et recurrit, propter quam Deus, ut servum redimeret et a jugo ipsum exhimeret servitutis, filio proprio non pepercit; attendentes quod pro magno provinciales reputant, ut eisdem usus eorum et consuetudines conserventur et quod consuetudinis ususque longevi non est vilis auctoritas, nam diuturni mores consensu utentium approbati legem immittantur et ob hoc inconcusse retineri jubetur, nos fidelissime vetustatis, cum tria specialiter civitatem nobilitent et venuscent, vetustas videlicet, armorum potentia et si fidei tenacessima sic reperta, juxta verbum legictime sanctionis; considerantes etiam in lege philosoforum veteri fore scriptum quod Lugdunenses Galli juris Italici sunt; ea propter cupientes cordis affectu rem publicam civitatis nostre inclite Lugdunensis, nosque cives predictos in suis libertatibus, usibus et consuetudinibus amicabiliter confovere et paterna dilectione graciis et favoribus ampliare, ad honorem Dei et pro bono pacis et transquilitatis ecclesie et civitatis nostrarum Lugdunensium et totius patrie, cujus pacis bono etiam in terrenis atque mortalibus rebus nichil graciosius solebat audiri, nichil desiderabilius concupisci, nichil postremo melius inveniri, cum juxta verbum prudentis: Qui pacis inhiunt consorcia sequitur eos gaudium, usus, franchesias, libertates et consuetudines civitatis Lugdunensis et civium predictorum, quarum tenor inferius sequitur et articulatim etiam enarratur, approbamus et servari volumus inviolabiliter in futurum, ipsasque et ipsos sub bulla nostra plumbea ad eternam rei memoriam in hiis scriptis specialiter confirmamus pro nobis et successoribus nostris archiepiscopis in ecclesia Lugdunensi, prout in nostris responsionibus factis et scriptis per nos seu de mandato nostro super quolibet articulo infrascripto libertatuum, usuum et consuetudinum predictarum in fine cujuslibet articuli inferius continetur.

Sequntur predicte franchesie per hunc modum: Hec sunt libertates, immunitates, consuetudines, franchesie et usus diutus approbate civitatis et civium Lugduni, quas et quos supplicant dicti cives per nos Lugdunensem archiepiscopum approbari et etiam confirmari sub bulla nostra plumbea antedicta, ut ad honorem ipsius et utilitatem civitatis et patrie valeat dicta Lugdunensis civitas sub ipso domino archiepiscopo feliciter augmentari:

Primo quod cives Lugdunenses simul convenire possunt et consiliarios seu consules eligere et habere pro negociis civitatis expediendis, sindicum facere seu procuratorem, archam communem habere pro litteris suis et privilegiis et aliis suis utilitatibus conservandis.

Sequitur responsio nostra: Concedimus et approbamus articulum predictum et contenta in eo.

Item dicti cives Lugdunenses taillyam facere possunt pro necessitatibus ville.

Sequitur responsio nostra: Concedimus et volumus, ita tamen quod observetur modus usitatus per cives in collectis faciendis et levandis et super modo credetur decem de consiliariis civitatis antiquioribus mittendis ad nos et coram nobis per juramentum suum deponentibus super modo, quibus credetur, et ita informatio sic semel tantum facta observabitur in futurum, et, collecta imposita, ad requisitionem dictorum civium dominus archiepiscopus administrabit duos badellos pro dicta collecta levanda et exequtioni demandatida, et sic expeditur articulus iste.

Item cives excubias facere possunt de nocte.

Sequitur responsio nostra: Concedimus quod cives de nocte pro utilitate vel neccessitate communi, cives, quando eis videbitur expedire, excubias faciant, et nichilominus familiares nostri possint ire per se illa nocte vel desistere, si voluerint. Volumus tamen et ordinamus, ne inter ipsos excubiatores et familiares nostros aliqua possit oriri discentio, et ad evitandum omnem malicie et fraudis occasionem, quod familiares nostri, qui quociens irent pro jure nostro, petant et sciant et debeant scire nomen excubie ville et civium a gubernatore dictarum excubiarum ville.

Item dicti cives arma sibi ad invicem imponere possunt, quando neccesse fuerit vel utilitas exposcerit ad utilitatem domini et civium.

Sequitur responsio nostra: Concedimus et volumus ad utilitatem domini archiepiscopi et civitatis.

Item custodiam portarum et clavium civitatis habent cives a tempore creationis civitatis et habebunt.

Sequitur responsio nostra: Volumus et concedimus, ita tamen quod juretur nobis et successoribus nostris per consules civitatis ad utilitatem domini archie-

piscopi et civitatis claves fideliter custodire, et quod simile sacramentum ab hiis quibus committetur custodia dictarum clavium recipietur ab ipsis consulibus.

Item in civitate Lugduni contra cives et habitatores inquiri non potest, nisi in casu homicidii, proditionis et furti, contra personas diffamatas, et aliter non; et super hoc obtinuerunt cives sentencias in contraditorio judicio.

Sequitur responsio nostra: Volumus et concedimus; si tamen quis repertus fuerit in presenti forefacto, tunc in omni casu criminali, in quo repertus fuerit, inquiretur et punietur ut jus erit.

Item nullus captus paratus cavere ydonee de stando juri detineri debet per curiam, nisi in casu omicidii, prodictionis et furti, vel alio crimine graviori quo fuerit deprehensus, vel super predictis publice diffamatus; nec aliquis capi debet qui predictam cautionem de stando juri prestare voluerit, nisi in casibus supradictis.

Sequitur responsio nostra: Volumus et concedimus et approbamus prout in articulo continetur.

Item in curia seculari Lugdunensi nullus debet esse procurator pro domino qui persequatur cives et habitatores Lugdunenses per modum accusationis, denunciationis vel inquisitionis.

Sequitur responsio nostra: Concedimus et volumus.

Item cives non possunt taillyari vel collectari, nec unquam fuerunt collectati per dominum.

Sequitur responsio nostra: Volumus et concedimus articulum.

Item nullus civis Lugdunensis tenetur ad recognitionem de morte patris, seu matris, fratris aut sororis, nisi super bonis jam divisis inter fratres.

Sequitur responsio nostra: Placet cum ita dicatur usitatum fuisse.

Item si fratres bona sua communia dividant sine recompensatione pecunie, ad recognitionem vel laudemia non tenentur.

Sequitur responsio nostra: Servetur prout est usitatum.

Item si duo vel plures cives Lugdunenses ad invicem se percuxerint absque sanguinis effusione, vicini pacificare possunt, nec ad emendam domino tenentur.

Sequitur responsio nostra: Placet et volumus, nisi clamor inde pervenerit ad dominum.

Item cives Lugdunenses non possunt citari extra civitatem Lugduni, et de hoc habent privilegia a domino papa concessa.

Sequitur responsio nostra: Placet nobis et volumus.

Item cives Lugdunenses mercaturas suas defferentes ad civitatem predictam per terram vel per aquam, solvendo pedagium suum, quandocunque libere exhonerare possunt naves mercaturas defferentes.

Sequitur responsio nostra: Inquiratur et servetur prout usitatum est.

Item de vino vinearum suarum cives Lugdunenses pedagiari non possunt, nec de vino quod expendiunt in hospiciis suis.

Sequitur responsio nostra: Concedimus et volumus de vino vinearum suarum; de aliis servetur prout usitatum est.

Item pro censu vel laudemiis aut recognitionibus non solutis nichil committitur infra civitatem.

Sequitur responsio nostra: Concedimus, sed hostia et fenestre amovebuntur in prejudicium non solventis.

Item si bona aliqua mobilia vel immobilia vendantur in civitate Lugduni, directus dominus rei immobilis vendite retinere pro eodem precio non potest, nec facere extimari, sed bonum mercatum et malum erit emptoris et venditoris.

Sequitur responsio nostra: Concedimus et volumus, nisi fraus intervenerit, qui si reperiatur servetur jus.

Item in civitate Lugdunensi taxate sunt emende modo qui sequitur: Pro banno tres solidi sex denarii fortium novorum; pro sanguine volagio tres solidi sex denarii fortium novorum; si fiat sanguis cum baculo, lapide vel gladio absque mutilatione membrorum, sexaginta solidi fortium novorum; si autem sequatur mors aut mutilatio membrorum, arbitraria sit pena.

Sequitur responsio nostra: Volumus et concedimus cum sic fuerit usitatum.

Item juridicio temporalis Lugduni omnimoda pertinebit semper et in omni tempore ad archiepiscopum Lugdunensem, et capitulum nullam juridictionem habebit, et nos recompensationem capitulo faciemus condignam, et sic per regem, nos et cives Lugduni actum et concordatum est.

Item rex habebit judicem appellationum et ressortum suum apud Matisconem ratione ressorti sui Lugduni, ad quem appellari poterit per cives a quacunque sententia vel gravamine temporali, prout dictant jura scripta et de consuetudine, et super hoc fiant bone littere et dictabuntur sub sigillo nostro, prout melius fieri poterunt secundum justiciam.

Item omnes alios usus, libertates et consuetudines et franchesias civitatis bonas et civium Lugduni, quibus cives Lugduni usi sunt et prout usitati fuerunt, volumus et concedimus et promittimus inviolabiliter observare. Verum, quia non est novum nec reprehensibile judicatur ut quibusdam specialiter enumeratur,

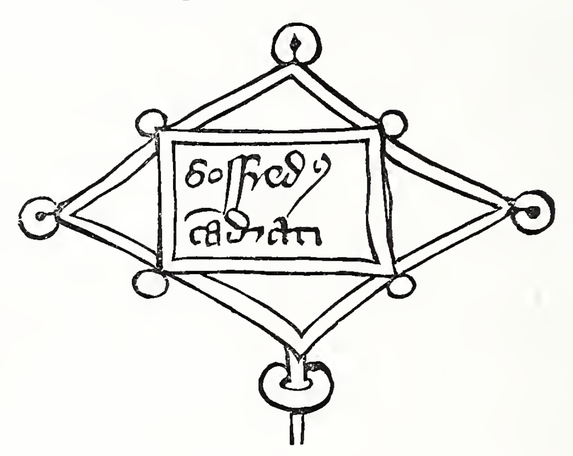
subsequatur clausula generalis, que omnia comprehendat, idcirco nos prefatus archiepiscopus, volentes in omnibus agnoscere bonam fidem, nedum usus, franchesias, consuetudines, libertates et immunitates civium predictorum superius enarratas, approbamus et specialiter confirmamus, prout superius est expressum, sed etiam omnes alios usus, libertates et consuetudines et franchesias bonas civitatis et civium predictorum, quibus dicti cives Lugdunenses usi sunt et prout usitati fuerunt temporibus retroactis, et ipsas et ipsos et predicta omnia et singula, prout superius sunt narrata, promittimus bona fide et in verbo prelati pro nobis et successoribus nostris in archiepiscopatu Lugdunensi omnibus universis et singulis civibus et consiliariis civitatis nostre Lugdunensis, necnon Stephano Marchisii, auctoritate apostolica et regia, et Vincentio de Ansa, clericis auctoritate regia publicis notariis et tabellionibus, ac eisdem tanquam publicis personis presentibus, recipientibus et a nobis stipulantibus nomine et ad opus civitatis, civium, consiliariorum et habitatorum Lugduni presentium et futurorum et omnium quorum interest vel intererit aut interesse poterit in futurum et debebit, inviolabiliter et tenaciter observare et observari facere, et contra predicta vel aliquid de predictis, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, perpetuo non venire, nec contra ire volenti in aliquo consentire, nos et successores nostros ad observanciam omnium predictorum super hoc specialiter astringentes; dantes tenore presentium omnibus nostris vicariis, officialibus, correariis, prepositis et badellis et omnibus aliis justiciariis nostris, qui pro tempore fuerint in officiis nostris, ut predicta omnia universa et singula per nos predictis civibus promissa, approbata et etiam confirmata tenaciter curent et student fideliter custodire, predictaque in nullo infringere presumant seu quomodolibet violare in quantum nostre indignationis aculeos voluerint perpetuis temporibus evictare. Renunciantes specialiter in hoc facto bona fide et in verbo prelati et per pactum expressum sollempni stipulatione vallatum omni exceptioni doli, metus et in factum, conventionum, approbationis et confirmationis predictarum per nos rite et legictime non factarum, conditioni sine causa vel ex injusta causa, juri dicenti factum prelati in dampnum ecclesie redundari non valere, omni circonventioni, errori, lesioni et gravamini, et juri dicenti ecclesie circonvente tanquam et minoribus succurrendum, omnibus allegationibus, barris, exceptionibus, cavillationibus et impedimentis omnibus, juribus et rationibus per que predicta confirmatio seu predicta omnia et singula superius enarrata infringi possent in toto vel in parte, vel aliqualiter viciari, et omni juri canonico et civili, et juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. In cujus rei robur et testimonium presentem cartam volumus et fecimus sigilli nostri sub bulla plumbea munimine roborari, et in predictis ex justis causis auctoritatem nostram interponimus pariter et decretum. Datum et actum in castro nostro Petre Scise, in camera nostra ejusdem loci, vicesima prima die

mensis Junii, videlicet die sabbati ante festum Navitatis beati Johannis Baptiste, anno Domini M° CCC° vicesimo.

Nos autem fidelitatem dictorum civium, quam hactenus habuerunt ad nostros predecessores et nostram Lugdunensem ecclesiam, pro quibus multa pericula et incommoda pertulerunt, in animo revolventes, necnon quod a tempore promotionis nostre nobis in arduis et periculosis negociis contra impugnatores sedis nostre et ecclesie et nostri honoris prosequtores viriliter et fideliter astiterunt, ex quibus plenam et indubitatam fiduciam obtinemus, quod quanto plus eos prosequemur graciis et favoribus tanto amplius erunt ad deffendenda et manutenenda jura, honorem et juriditionem nostre sedis et ecclesie predicte et nostrum et successorum nostrorum et ad confutandos occupatores vel invasores seu impugnatores nostros et dictarum sedis et ecclesie, sicut grati atque fideles filii, promptiores, desiderantesque totis affectibus ut nostro tempore fervor devotionis eorum multiplicetur et crescat et ipsorum antiqua et solida fidelitas erga nostram Lugdunensem ecclesiam matrem suam et naturalem dominam futuris temporibus illibata et inconcussa, actore Domino, perseveret, ipsos paterna benivolencia prosequentes, ipsorum supplicationi favorabiliter annuendo, prefatas libertates, franchesias, consuetudines, et privilegia confirmamus et eas et ea precipimus et injungimus per correarios et officiales et alios servitores nostros presentes et posteros tenaciter et inviolabiliter observari. Et in testimonium et robur ac plenam fidem omnium premissorum, presentibus litteris bullam nostram plumbeam apponi fecimus et appendi. Datum in castro nostro Petre Scise, die quarta decima mensis Decembris, anno Domini M° tricentesimo tricesimo sexto. Unde nos dictus sigillum tenens, cum nobis constet de premissis per fidelem relationem dictorum notariorum, presens instrumentum publicum in presenti libro grossatum ibidem ydonee sigillari nequeat nec impressione dicti sigilli communiri, id circo ad mandatum et rogatum dicti domini archiepiscopi et comitis Lugdunensis et ad requisitionem consulum et civium predictorum nobis oblatam pro eis per dictos notarios regios, quibus et cuilibet eorum fidem omnimodum super hiis et aliis adhibemus, nos, inquam, dictum sigillum tenens, eisdem notariis in presentia Stephani de Villa Nova, civis Lugdunensis, Jaquemeti Florani, notarii regii, et Johannis de Gions, civis Lugdunensis, testium ad hoc vocatorum et rogatorum, vicesima septima die mensis Febroarii, anno quo supra, precipimus injungentes quatinus huic instrumento publico loco dicti sigilli, tanquam veri notarii et publice persone, manibus suis propriis subscribant et eundem sub nominibus et signis suis expediant in robur et testimonium omnium premissorum. Datum anno, die et presentibus quibus supra.

Et ego Soffredus Candiaci, notarius regius predictus et curie Lugdunensis juratus, traditioni facte civibus predictis per dictum dominum archiepiscopum et comitem Lugdunensem de predictis litteris ejus vera bulla plumbea bullatis, et

confirmationi facte per eundem de privilegiis, immunitatibus, franchesiis et libertatibus et de aliis in eisdem suis predictis litteris contentis consulibus, civibus, incolis et habitatoribus civitatis Lugdunensis presens interfui unacum Petro Tassini, notario regio, et testibus supradictis, et de eis ad rogatum et de mandato dicti domini archiepiscopi et comitis Lugdunensis et ad instantiam et requisitionem dictorum consulum nomine suo et aliorum civium, incolarum et habitatorum Lugduni instanter petentium notam recepi, et ex inde presens instrumentum publicum in presenti libro, ego et dictus Petrus Tassini grossari pro nobis fecimus et de mandato et jussu dicti sigillum tenentis nobis facto, anno et die quibus supra, et coram dictis testibus loco dicti sigilli communis regii, cum ipsum sigillum presenti instrumento grossato apponi nequeat, ego dictus Soffredus subscripsi manu mea propria et eundem expedivi unacum Petro Tassini predicto, in robur et testimonium predictorum omnium, sub hoc signo meo consueto. Actum et datum anno die et loco et presentibus testibus quibus supra.



Et ego vero Petrus Tassini, clericus, notarius regius predictus et curie Lugdunensis juratus, traditioni facte civibus predictis per dictum dominum archiepiscopum et comitem Lugdunensem de predictis litteris ejus vera bulla plombea bullatis, et confirmationi facte per eundem de privilegiis, immunitatibus, franchesiis, libertatibus et aliis in eisdem suis litteris predictis contentis, consulibus, civibus, incolis et habitatoribus civitatis Lugduni presens interfui una cum dicto Soffredo Candiaci, notario regio, et testibus suprascriptis, et de hiis ad rogatum et de mandato dicti domini archiepiscopi et comitis Lugdunensis et ad instanciam et requisitionem dictorum consulum nomine suo et aliorum civium, incolarum et habitatorum Lugduni instanter petentium notam recepi, et ex inde presens publicum instrumentum in presenti libro, ego et dictus Soffredus Candiaci grossari pro nobis fecimus, et deinde ego Petrus Tassini predictus eidem instrumento subscripsi manu mea propria et eundem expedivi una cum dicto Soffredo, in robur et testimonium omnium et singulorum premissorum, sub hoc signo meo solito.



LXXXII

Comant messire l'arcevesque outroia que aumones layssiés en testament a pies causes ne soient mises en us fors a l'ordenance du testeur pour ses lettres données ne a donner, si de la volunté des essequteurs de celli testament n'estoit.

5 Juin 1325.

NOS Petrus de Sabaudia, miseratione divina prime Lugdunensii ecclesie archiepiscopus et comes, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, licet propter importunitatem petentium, legata seu relicta Christi pauperibus civitatis et dyocesis nostre Lugdunensis vel ad alias pias causas quandoque in usus alios disposuiremus seu mandaverimus applicari, nostre tamen voluntatis seu intentionis ullatenus non existit quod per aliquas litteras nostras super hiis sub quacunque verborum forma concessas seu concedendas legata seu relicta hujusmodi in usus alios convertantur quam per testatores fuerit ordinatum, nisi prout exequtoribus testamentorum ipsorum, secundum Deum et defunctorum agnitam voluntatem, videbitur expedire et de ipsorum exequtorum processerit voluntate. Datum Lugduni sub sigillo nostro in testimonium premissorum, die quinta Junii, anno Domini M° CCC° vicesimo quinto. Subscriptio notarii talis est: Per dominum et expeditum per officialem: G. Sal.

LXXXIII

Ce est la publication ou essamplaires de XII paire de lettres pour la ville et est faiz a tant grant sollempnité que vaut propries originauz. Et sunt ces meesmes lettres en ceti livre pour vidimus chascune a tel nombre, comme elle est ici seigné de roge en les marges.

14 Décembre 1336.

UNIVERSIS et singulis presentibus et futuris presentes litteras et presens publicum instrumentum inspecturis Bartholomeus de Montebrusone, legum doctor, locum tenens nobilis et potentis viri domini Philippi, domini de Chauvireyo, militis domini nostri regis Francorum, baillivi

Matisconensis pro eodem domino nostro rege, rei geste noticiam eum salute. Ad universorum tam presentium quam posterorum noticiam volumus pervenire et eis innotescere per presentes, quod ad audientiam nostram personaliter accedentes Bernardus Hugonis, dictus Barrauz, Aymo de Durchia, Perononus de Pompero, Stephanus de Villa Nova, de presenti consules civitatis Lugdunensis, prout nobis plene constat, nomine suo et aliorum civium, habitatorum et incolarum ac civitatis Lugdunensis nobis exposuerunt et oraculo vive vocis significare curarunt, quod cum ipsi habeant plures litteras, plurima privilegia, libertates, instrumenta, munimenta dictis civibus, habitatoribus, incolis, clero et populo dicte civitatis Lugdunensis concessas, sigillis regiis et aliis sigillatas et bullis dominorum quondam archiepiscoporum Lugdunensium defunctorum bullatas, super pluribus et diversis gratiis et privilegiis, que multociens sunt eisdem in pluribus locis; coram pluribus et variis dominis et judicibus, baillivis et personis aliis neccessaria in judicio et extra ostendere, exhibere et portare propter eorum causas et negocia tam communia quam singularia, quod periculosum est eis propter corruptionem vel amissionem earumdem et ex causis aliis, et posset eisdem consulibus, civibus, habitatoribus et incolis dicte civitatis et civitati Lugdunensi dampnum et prejudicium non modicum generare; ideo nobis supplicarunt humiliter et cum instancia petierunt et ex debito justicie requisierunt quod nos hujusmodi litteras autentiquas et publicas continentes privilegia, libertates, munimenta et instrumenta publicaremus et in scriptis de verbo ad verbum per notarios publicos, sub eisdem verbis et tenore, redigi et exemplari, ex nostro officio, modo debito, faceremus, ad eo et ad talem finem quod litteris et instrumentis eisdem super dicta publicatione et exemplari conficiendis, cum auctoritate nostra facte fuerint, fides plenaria, sicut originalibus, adhibeatur et de jure debeat adhiberi, et quod ipsa exemplaria valerent et valere possent, valeant et valere possint et debeant ubicunque in judicio et extra et coram quibuscunque dominis, baillivis, judicibus, gentibus, justiciariis et personis, prout et tanquam propria originalia eorundem. Nos vero supplicationi et requeste eorumdem, tanquam juri et rationi consone, annuentes et super ea procedere ut rationis est volentes, ad supplicationem et requestam dictorum consulum, dictis nominibus citari fecimus perhemptorie et litteratorie coram nobis, in burgo Insule Barbare, ad diem sabbati post festum Conceptionis beate Marie Virginis, discretum virum Jaquemetum Florani, procuratorem substitutum magistri Gauffridi de Bosco, procuratoris generalis domini nostri regis in Matisconensi baillivia, et venerabilem et discretum virum dominum Guicherdum Parpillonis, archipresbiterum Ambroniaci, procuratorem generalem reverendi in Christo patris et domini, domini Guillelmi, Dei et apostolice sedis gratia archiepiscopi et comitis Lugdunensis, nominibus predictis, nec non publice et in generali in ecclesiis parrochialibus Lugduni omnes et singulos alios, cujuscunque status et conditionis existant, quorum intererat et qui sua crederent interesse et

vellent in contrarium se opponere vel justam causam dicere seu proponere vel allegare, quare nos dictus locum tenens predicta maxime facere deberemus, prout in litteris a nobis super hoc emanatis et sigillo curie regie dicti burgi sigillatis continetur, quarum tenor sequitur et est talis :

Bartholomeus de Montebrusone, legum professor locumque tenens nobilis et potentis viri domini Philippi, domini de Chauvireyo, militis, domini nostri regis baillivi Matisconensis, capellanis Sancte Crucis, Sancti Georgii, Sancti Romani, Sancti Pauli, Sancti Petri Monialium, Sancti Nicecii, Sancti Vincencii, beate Marie de Plateria Lugdunensi, omnibusque aliis et singulis capellanis et vicariis civitatis et diocesis Lugdunensis ad quos pertinet et presentes littere pervenerint, salutem. Ad nostram accedentes presenciam Bernardus Hugonis, dictus Barraus, Peroninus Caprarii, Aymo de Durchia, Ludovicus de Vareyo, Petrus de Pompero, Hugoninus Grigneus, Bartholomeus de Varey et Stephanus de Villa Nova, cives Lugduni, consiliarii civitatis Lugdunensis, nomine suo et aliorum civium et habitatorum ac civitatis Lugdunensis, significare et exponere curaverunt quod eisdem civibus et habitatoribus, etiam clero et populo Lugdunensi tam a sede apostolica, domino Francorum rege et ejus predecessoribus, domini archiepiscopi Lugdunensis, predecessori domini nostri nunc archiepiscopi et comitis Lugdunensis, sunt et fuerunt et alias plures libertates, immunitates et privilegia date et concesse, data et concessa, que in scriptis sunt redacte et redacta, roborateque et roborata apposicione bulle et sigillis domini summi pontificis, dominorum, regum et ejus reformatorum et archiepiscoporum predictorum, quas et que nobis realiter et manualiter exhibuerunt, non viciatas, non cancellatas nec in aliqua sui parte corruptas, sed omni suspitione carentes et vera bulla predicta et sigillis dominorum predictorum sigillatas, ut prima facie apparebat; quodque de libertatibus, immunitatibus et previlegiis hujusmodi in curia dicti domini baillivi et aliis curiis intra et extra civitatem Lugdunensem, etiam in longinquis et remotis partibus, ad deffensionem et pro deffensione dictorum civium et habitatorum, et ad conservationem dictorum suorum privilegiorum et libertatum sepissime de die in diem funt facturi et de eis in judiciis tam spiritualibus quam secularibus docere et fidem facere, eisdem expedit et opportet. Verum quoniam libertates, immunitates et privilegia predictas civibus et habitatoribus de eis indigentibus periculosum esset et sic eas et ea tradere et ad partes longinquas et remotas transferre et per omnia judicia discurrere, tam propter periculum amissionis, corruptionis, destructionis et male custodie eorumdem, quam propter viarum et itenerum discrimina ac guerrarum pericula, que vigent in quampluribus locis, terris et partibus, in quibus dicti cives sunt facturi de eisdem, a nobis humiliter supplicarunt dicti cives ut ex causis predictis, secundum formam juris, libertates, immunitates et privilegia hujusmodi in curia ipsius domini baillivi publicare et in formam publicam de verbo ad verbum redigere ac exemplari facere sub signis et subscrip-

tionibus publicorum notariorum seu sub sigillo communi regio in baillivia Matisconensi constituto, ad plenam et veram fidem et probationem et perpetuam rei memoriam de eis faciendam et habendam, ne ex causis predictis originalia ipsorum contingeret deperire, faceremus, ad eo quod dictis exemplariis in omnibus judiciis, locis et curiis fides de et pro dictis originalibus et probatio plena et legictima habeatur ac si dicta originalia producerentur et fides fieret de eisdem. Nos vero supplicationi eorumdem consone rationi annuentes, volentes debite procedere in predictis, ut supplicata per eos possint et debeant secundum formam juris plenum sortiri effectum, vos in juris subsidium requirimus et rogamus ac etiam quemlibet vestrum quatinus citetis perhemptorie discretos viros dominum Guicherdum Parpillonis, archipresbiterum Ambroniaci, procuratorem et procuratorio nomine reverendi in Christo patris domini archiepiscopi Lugdunensis, Jacobum Florani, procuratorem regium substitutum a discreto viro magistro Gaufrido de Bosco, procuratore regio in baillivia Matisconensi, et procuratorio nomine quo supra, necnon publice et in generali in ecclesiis vestris omnes et singulos parrochianos vestros et subdictos ac alios quoscunque, quos presens negocium tangit et tangere potest, viros et mulieres, clericos et laycos, nobiles et innobiles, cusjusque status seu conditionis existant, si sua crediderint interesse, ipsi et eorum quilibet compareant coram nobis die sabbati post instans festum Conceptionis beate Marie Virginis, apud burgum Insule Barbare, visuros et audituros a nobis et per nos procedere ad supplicata per consiliarios predictos et ea tangentia, et que in et circa ea incombunt facienda, adque dicta die procedere intendimus prima ratione, nisi aliqui se ad hoc opponere voluerint; quare ad predicta procedere maxime debeamus, qui si se opponere voluerint, parati sumus eos audire quantum fuerit rationis, visurosque, per nos in predictis auctoritatem nostram et decretum interponere, ut jus erit, cum intimatione, quod sive venerint sive non, in predictis et ea tangentibus et dependentibus ex eisdem procedemus et procedetur, justicia mediante, cujusquam absencia non obstante. Datum septima die mensis Decembris, anno Domini millesimo CCC° tricesimo sexto.

Que quidem littere citatorie fuerunt per capellanum Sancti Nicecii Lugdunensis, cujus est parrochianus dictus Jacquemetus Florani, procurator substitutus et locum tenens dicti procuratoris generalis, et per capellanum Sancti Romani Lugdunensis, cujus est parrochianus dictus procurator dicti domini archiepiscopi Lugdunensis, ut nobis constat per appositionem sigillorum Sancti Nicecii et Sancti Romani predictorum et aliorum capellanorum aliarum parrochiarum civitatis Lugdunensis sigillorum, que sigilla vidimus et viderunt notarii subscripti. Constat nobis etiam quod dictus procurator dicti domini archiepiscopi Lugdunensis ad hoc citatus fuit per verbum dicti procuratoris, qui a nobis petiit si sciebamus ad quid dicti cives ipsum adjornare fecerant coram nobis ad dictam

diem et locum. Qua die, comparentibus in judicio coram nobis, in burgo predicto, et nobis pro tribunali sedentibus in presentia notariorum infra scriptorum, dictis consulibus pro se et aliis dicte civitatis, ipsisque et Guillelmo de Varey dicto de Tunes, Guilleto Lyatardi, Bertheto Filatra, Andrea de Pompero, Stephano de Castro Veteri, Micheleto de Saysins, Guillermono Fornerii, Jaquemeto Geneveys, Francisco Serrati, Andrea de Virga, Johanne de Putheo, Johanne Bocherati, Guillelmeto Cherreterii, Hugone de Virga, Gerio Bonfantini, civibus Lugduni, pro se et aliis consiliariis et civibus omnibus et singulis habitatoribus et incolis dicte civitatis Lugdunensis, dictam citationem legi fecimus publice in dicto auditorio alta voce et intelligibili coram nobis, presente maxima copia gentium, presentibus etiam, videntibus et audientibus Jacobo Florani, procuratore substituto discreti viri magistri Gaufridi de Bosco, procuratoris generalis regii Matisconensis baillivie, Petro Girardini, cancellario curie secularis Lugdunensis, Stephano de Buylliaco, domicello, preposito Lugduni pro domino archiepiscopo predicto, et Stephano de Loyetes, serviente dicte curie secularis Lugdunensis. Qua citatione lecta et de ipsius exequtione ad personas dictorum procuratoris regii substituti et procuratoris domini archiepiscopi, ac publice et in generali in prefatis ecclesiis, fide sufficienti nobis facta, dicti consules et cives dictis nominibus nobis et coram nobis exhibuerunt realiter litteras inferius descriptas et quarum tenor de verbo ad verbum inferius est descriptus; petiimusque a dicto Jacobo Florani, dicto nomine, utrum vellet aliquid contradicere ad predicta seu aliquid proponere vel allegare nomine procuratoris predicti domini nostri regis, quare predicta per dictos cives requisita fieri non deberent; qui respondit quod contra voluntatem et mandata regia, que in quadam littera regia, quam tenebat, continentur, continente quod dictus dominus noster rex mandat privilegia, libertates et immunitates dictis civibus concessis inviolabiliter observari, nichil contradicere intendebat, immo potius volebat eas in suo pleno robore permanere et ad utilitatem et comodum dictorum civium ad voluntatem dicti domini nostri regis. Post hec iterato proclamari fecimus dictum dominum Guicherdum Parpillonis, procuratorem generalem dicti domini archiepiscopi Lugdunensis, et etiam generaliter, si qui essent qui se opponerent seu aliquid contradicere, proponere vel allegare vellent quare ad predicta per dictos cives requisita procedere minime deberemus; et iterato et pluries proclamari fecimus alta voce et intelligibili, lingua materna, nemine ad hoc se opponente, in contrarium dicente vel proponente. Et cum aliquis non fuerit, qui se opposuerit seu aliquid contradicere vel allegare voluerit, immo potius quasi omnes clamabant quod bonum erat et justum et quod bene debebat fieri quod petebant dicti cives, dictis consulibus et civibus presentibus coram nobis et cum instantia, nomine quo supra, petentibus a nobis et per nos predicta per eos postulata fieri, decerni et ordinari, prout ratio suaderet et de jure nobis videretur faciendum, dicto Jacobo

Florani, procuratore regio substituto, presente coram nobis et in hoc consentiente virtute dictarum litterarum regiarum dictum mandatum continentium, nemine contradicente, nos dictus locum tenens pro tribunali sedentes ut supra, dictas litteras, omnes et singulas nobis per dictos consules ostensas et in nostra presencia traditas, quas diligenter in judicio inspeximus et invenimus sanas et integras ac omni suspicione carentes, et sigillis tam regiis quam aliis, ut inferius declaretur, munitas, auctoritate ordinaria et judiciaria publicavimus et publicamus, decrevimusque et ordinamus in presentibus litteris et instrumento redigi et de verbo ad verbum poni et exemplari per Johannem de Sorberio et Petrum Tassini, clericos, auctoritate regia notarios publicos et curie Lugdunensis juratos, presentes et personaliter astantes coram nobis in dicto loco; mandamusque et precipimus eisdem notariis suprascriptis ut ipsi dictas litteras nobis per dictos consules ostensas et coram nobis traditas in scriptis redigant et ponant in formam publicam in presenti littera et instrumento de verbo ad verbum diligenter, insimul vel divisim, ad finem quod hujusmodi instrumento pro exemplari sic facto et litteris, litteras prefatas, privilegia, immunitates et libertates conjunctim vel divisim continentes, in omni curia, in omnibus locis et coram quibuscunque judicibus, gentibus et personis ecclesiasticis et secularibus, etiam in judicio et extra ubicumque credatur et per eas fiat quandocunque et fieri possit et debeat plena fides, sicut fieret per originalia supradicta et ipsis originalibus supradictis, si notorie, manifeste et visibiliter ac realiter exiberentur. Dicte autem littere sic exemplate et quarum exemplar per nos in formam publicam sicut supra sunt redacte, non cancellate, non abolite nec in aliqua sui parte viciate nec corrupte, sed sane et integre et illese ac omni suspicione carentes, sigillis in eis pendentibus et designatis sigillate et signis notariorum in eis contentorum signate et minute, ut eorum prima facie evidenter apparet, de quibus supra facta est mentio, sunt hec et ipsarum tenor de verbo ad verbum sequitur in hunc modum. Prime autem littere sigillate magno sigillo dicti domini regis cera viridi talis est:

PH., par la grace de Dieu Roys de France, faysons asavoir a touz presenz et a venir que comme par arrest de notre court ait esté deputez et otroiez gardiens especiaulz de par nous aus cytoiens et a la ville de Lyon sus le Ronne a faire residence continuelment en la dicte ville, nous, pour cause et de grace especial, a la supplication des diz citoyens, voulons et ordenons et octroions par la teneour de ces presentes lettres perpetuelment que le gardien de la dicte ville, qui est a presens, et ses successeours en l'office de la dicte garde ne soient en riens subges, quant audit office et a ce qui y appartient, au baillif de Mascon ne a nul autre, ainssois retenons a nous et a nos successeurs roys de France ou a noz deputez sur ce la cognoissance du ressort dudit office et la correption et la punition du dit gardien, et deffendons par ces lettres a touz que encontre la teneur

d'icelles ne se entremetent des ressors, coignoissance et punicion dessus diz. Et pour que ce soit ferme et estable a touz jours mais ou temps a venir, nous avons fait mettre notre seel a ces presentes lettres, sauf en autres choses notre droit et l'autrui en toutes. Donné a Paris, l'an de grace mil CCC et trente, ou mois d'octobre.

Subscriptio notarii talis est: Par le roy a votre relation. — Ger.

Secunde littere :

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis P., prior de Caritate, J. de Forgetes, archidiaconus Brie in ecclesia Parisius, domini regis clericus, et Thomas de Marfontanis, ejusdem domini miles, salutem. Notum facimus nos recepisse et habuisse litteras serenissimi principis domini nostri regis formam que sequitur continentes :

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilectis et fidelibus nostris P., priori de Caritate, magistro J. de Forgetes, archidiacono Brie in Parisiensi ecclesia, et Thome de Marfontanis, militi, salutem et dilectionem. Ad nos ex frequenti et multiplici clamore dilectorum et fidelium nostrorum civium et habitatorum Lugdunensis ville pervenit, quod nonnulli officiales, ministri et servientes nostri plures, varios et intolerabiles excessus in suis officiis commiserunt, injurias multas, dampna et gravamina importabilia inferendo eisdem, et extorsiones illicitas contra libertates et franchesias eorum ususque et consuetudines patrie faciendo et ab aliis fieri permittendo, sic nostras prohibitiones regias infringere et penas proinde incurrere debitas non verentes, super quibus adhibere remedium, quod in penam transeat et aliis in terrorem, prout nostro incombit officio, cupientes, vobis, de quorum fidelitate et industria confidimus, committimus et mandamus quatinus ad partes predictas vos personaliter transferentes, de predictis et singulis excessibus, injuriis, dampnis, gravaminibus et extorsionibus presertim vobis sub nostro clauso contrasigillo tradendis, vos cum diligentia secreti, prout expedire videritis, informetis, demumque, si opus fuerit, vocatis quorum intererit, veritatem plenius inquiratis, et prout casuum qualitates et conditiones personarum exegerint, taliter corrigatis eosdem et etiam puniatis reformetisque ibidem justicie bonum statum, ac super antiquarum consuetudinum, libertatum et franchesiarum ipsarum observatione provideatis, quod de vestra preminenti diligentia possitis effectuoso opere commendari; pendentibus vero informationibus seu inquestis hujusmodi, suspendendi officiales predictos et servientes ac etiam, si per inquestas ipsas privari meruerint, eos privandi ab officiis suis et alios substituendi, prout expedire noveritis, ceteraque predicta et ea tangentia faciendi, plenam vobis potestatem tribuimus per presentes, per quas mandamus omnibus, quorum

interesse potest, ut vobis et duobus ac alteri vestrum in solidum pareant cum effectu. Datum Parisius, XXVI[a] die Junii, anno Domini millesimo CCC° decimo nono.

Dictas vero litteras recepimus Lugduni, per manus civium et habitatorum ville ejusdem, et eas penes nos retinuimus, anno predicto, die jovis ante festum beate Marie Magdalene. Datum sub sigillo senescalli Lugdunensis et Matisconensis, anno et die jovis predictis.

Subscriptio vero notarii talis est: Facta est collatio per me Th. Bacon., notarium publicum regium. — Mathei collatio fit.

Tertie littere:

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis P., prior de Caritate, J. de Forgetes, archidiaconus Brie in ecclesia Parisius, clericus domini regis, et Thomas de Marfontanis, ejusdem domini miles, salutem. Notum facimus nos recepisse et habuisse litteras serenissimi principis domini nostri regis formam que sequitur continentes:

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilectis et fidelibus nostris P., priori de Caritate, magistro J. de Forgetes, archidiacono Brie in Parisiensi ecclesia, et Thome de Marfontanis, militi, salutem et dilectionem. Ad nos ex frequenti et multiplici clamore dilectorum et fidelium nostrorum civium et habitatorum Lugdunensis ville pervenit, quod nonnulli officiales, ministri et servientes nostri plures, varios et intolerabiles excessus in suis officiis commiserunt, injurias multas, dampna et gravamina importabilia inferendo eisdem, et extorsiones illicitas contra libertates et franchesias eorum ususque et consuetudines patrie faciendo et ab aliis fieri permittendo, sic nostras prohibitiones regias infringere et penas proinde incurrere debitas non verentes, super quibus adhibere remedium, quod in penam transeat et aliis in terrorem, prout nostro incombit officio, cupientes, vobis, de quorum fidelitate et industria confidimus, committimus et mandamus quatinus ad partes predictas vos personaliter transferentes, de predictis et singulis excessibus, injuriis, dampnis, gravaminibus et extorsionibus presertim vobis sub nostro clauso contrasigillo tradendis, vos cum diligentia secreti, prout expedire videritis, informetis, demumque, si opus fuerit, vocatis quorum intererit, veritatem plenius inquiratis, et prout casuum qualitates et conditiones personarum exegerint, taliter corrigatis eosdem et etiam puniatis reformetisque ibidem justicie bonum statum, ac super antiquarum consuetudinum, libertatum et franchesiarum ipsarum observatione provideatis, quod de vestra preminenti diligentia possitis effectuoso opere commendari; pendentibus vero informationibus seu inquestis hujusmodi suspendendi officiales predictos et servientes ac etiam, si per inquestas ipsas privari meruerint, eos privandi ab officiis suis et alios

substituendi, prout expedire noveritis, ceteraque predicta et ea tangentia faciendi, plenam vobis potestatem tribuimus per presentes, per quas mandamus omnibus, quorum interesse potest, ut vobis et duobus ac alteri vestrum in solidum pareant cum effectu. Datum Parisius, XXVI[a] die Junii, anno Domini millesimo CCC° decimo nono.

Dictas vero litteras recepimus Lugduni, per manus civium et habitatorum ville ejusdem, et eas penes nos retinuimus, anno predicto, die jovis ante festum beate Marie Magdalene. Datum sub sigillo senescalli Lugdunensis et Matisconensis, anno et die jovis predictis.

Subscriptio vero notarii talis est: Collatio fit. Gaufrer.

Quarte littere:

UNIVERSIS presentes litteras inspecturis Petrus, prior de Caritate, Johannes de Forgetis, archidiaconus Brie in ecclesia Parisiensi, et Thomas de Morfontanis, miles domini nostri regis, ad partes senescallie Lugdunensis per eundem dominum nostrum regem pro reformatione patrie deputati, salutem et dilectionem. Noveritis quod nos inhibuimus senescallo Lugdunensi quod nullas inquestas super aliquibus criminibus, nisi super homicidio, furto vel proditione, faciat vel fieri permittat ex mero officio in civitate Lugduni contra cives ejusdem civitatis, quousque dominus noster rex de premissis duxerit aliter ordinandum, notoriis criminibus et presentibus forefactis cum premissis criminibus superius duntaxat exceptis. Item procurator regius nullas inquestas procurabit fieri contra cives ejusdem civitatis, quousque dictus dominus rex ordinaverit de predictis, nisi prout in aliis ordinationibus eis per nos traditis continetur. Item bannimenta non fient, nisi in criminalibus, et tunc non nisi ubi debent fieri de consuetudine vel de jure. Datum sub sigillis nostris apud Lugdunum, die ultima Julii, anno Domini M° CCC° decimo nono.

Quinte littere:

IN Dei nomine. Amen. Notum sit omnibus presentibus et futuris quod nos Petrus, prior de Caritate, Johannes de Forgetis, archidiaconus Brie in Parisiensi ecclesia, et Thomas de Marfontanis, domini nostri Philippi, Dei gratia Francorum et Navarre regis, miles, ab eodem domino rege ad partes senescallie Lugdunensis pro reformatione patrie deputati, recepimus quedam gravamina a dicto domino nostro rege sub suo contra sigillo nobis missa pro civibus Lugduni contra officiales regios in civitate Lugdunensi, super quibus ordinavimus et providimus in hunc modum. Et primo ad primum quod est quod passim et indif-

ferenter judex ordinarius inquirit de omnibus criminibus sine accusatore vel denunciatore, qui prosequatur legitime, cum tamen consuetudo dictorum civium sit, sicut asserunt, quod solum in criminibus furti, homicidii et proditionis inquisitio fieri debeat et non aliter, nisi per denunciationem vel accusationem, ut supra, et tunc non nisi persone fuerint diffamate, ordinavimus, inquam, quod testes reciperentur super consuetudine premissa; quibus receptis, publicavimus eosdem et attestationes debemus portare nobiscum ad dominum nostrum regem ut idem faciat eas videri, decidi et determinari vel provideri super dicta consuetudine, prout viderit expedire.

Item super procuratore regio, quem petunt removeri a civitate Lugduni cives predicti, ordinamus seu providimus quod dispositio istuis remotionis remittetur ad regem, interim tamen in civitate Lugdunensi dictus procurator nullas inquestas promovebit fieri, nisi illas, que sibi mandate fuerint a senescallo promoveri extra civitatem Lugduni; nec aliquas causas in civitate Lugdunensi nomine regis agitabit, nisi patrimonium et hereditatem regiam contingant.

Item de gravamine, quod dicunt inferri dicto Boyliau, civi Lugdunensi, super quadam inquesta facta contra ipsum ex officio, de qua judex major ferre sentenciam nolebat, precepimus dicto judici majori quod faceret justiciam de eadem.

Item de quadam emenda Henrici de Divione, qui condempnatus fuerat in quadam pecunie quantitate, commutavimus dictam penam pecuniariam in faciendam peregrinationem ad Sanctam Mariam de Anicio.

Item super lanis, de quibus conqueruntur cives quod gentes regis non permittunt eas extrahi de Lugduno, cum tamen sint lane grosse ad faciendos buyrellos, ordinavimus quod super hoc loqueremur regi.

Item super eo quod conqueruntur quod senescallus et aliqui alii officiales regii citant eos Parisius aliquotiens, inhibuimus ne hoc fiat nisi de mandato regio vel per suas litteras.

Item conqueruntur quod per officiales regios male custodiuntur et deffenduntur ab injuriis que fiunt eis per extraneos; precepimus dicto senescallo quod animosius et virilius solito deffendat eosdem.

Item de homine, qui fecit incendium in regno, providimus seu ordinavimus quod senescallus procedat in negotio.

Item de quodam homine vocato Muaus et de Johanne Bonardi, quorum unus ligatus fuit ad quandam arborem versus Miribellum per unam diem et alius graviter verberatus, precepimus senescallo quod inquirat et puniat prout viderit expedire.

Item super eo quod conqueruntur quod senescallus et alii officiales regii faciunt per certos nuncios scribi apertiones testamentorum et inventaria, tutelas et alias scripturas, ordinavimus quod per quoscunque notarios regios, dum tamen fidedignos et ydoneos dicti cives scripturas predictas possint facere scribi.

Item super eo quod conqueruntur si unus civis fecerit citari alium, et antequam venerint coram judice pacificaverint, quod volunt ex hinc clamorem accipere, inhibemus ne fiat, quia non fuit alias factum.

Item conqueruntur quod, licet aliquis paratus sit cavere stare juri, ubi non capitur pro crimine homicidii, proditionis et furti seu aliquo alio graviori, quod officiales regis nolunt eum recredere, licet asserant quod de consuetudine dicte civitatis in illis casibus recredi debeat, ordinavimus et providimus quod jus et consuetudo patrie observentur.

Item pro gladio extracto super aliquem et non percusso, ordinavimus quod in premisso articulo jus servetur, nisi consuetudo contraria inveniatur.

Item super eo quod conqueruntur quod cancellarius, prepositus et aliqui alii officiales regii partem faciunt aliquotiens in curia regia contra cives, inhibuimus ne decetero illud fiat.

Item precepimus quod bona civium Lugduni, ubicunque et per quemcunque capta fuerint injuste, primo requirantur, et si detemptores reddere noluerint, ad recuperationem ipsorum senescallus viriliter procedat.

Item si aliqui cives Lugdunenses ad invicem se percusserint sine effusione sanguinis vel alia gravi percussione, si clamor exinde coram curiam regis habitus non fuerit, clamor nec emende leventur.

Item super eo quod conqueruntur quod preconizationes fiunt aliquotiens sub majore pena, quam fieri debeant secundum consuetudines civitatis, inhibuimus ne fiat, nisi quatenus fuit actenus observatum.

Item providimus seu ordinavimus quod quando pignora vendentur ad cridam, facta legictima subastatione, quod pecunia deponatur ubi partes voluerint concordare; quod si concordare nequeverint, deponatur per judicem penes aliquem probum civem.

Item conqueruntur quod pro sigillo senescallie accipiuntur quatuor denarii et alii quatuor pro scriptura; loquetur de hoc cum domino nostro rege.

Item conqueruntur quod notarii regii nimis accipiunt pro scripturis, dictos cives super hoc multipliciter agravando; providimus et precepimus quod ordinationes regie super hoc edite inviolabiliter observentur.

Item inhibuimus ne aliquis civis Lugdunensis in adulterio deprehendatur, nisi nudus cum nuda inveniatur, vel alias in ipso facto presentialiter capiatur.

Item super cognitione sigilli regii ubi aliquis se sub sigillo regio Lugdunensi obligavit, quod comes Forensis et dominus Bellijoci cognitionem nituntur habere et aliqui dicunt privilegium a rege super hoc habere, quod est in grande prejudicium civium et sigilli, loquetur de hoc cum domino nostro rege.

Item inhibuimus ne contra litteras regias exceptiones alie admittantur, nisi falsitatis, quittationis vel solutionis, quia alie de consuetudine non consueverint admitti contra sigillum predictum.

Item inhibuimus ne officiales regii compellant aliquos heredes testamentorum recipere quittationes aliquas, nisi velint.

Item teneatur taxatio scripturarum quantum notarii debent recipere facta per senescallum, tantum modo quantum ad cives Lugdunenses.

Item conqueruntur dicti cives quod sigillifer regius seu cancellarius de apertionibus testamentorum nimiam exigit pecunie quantitatem, super quo informati fuimus et invenimus per fide dignos quod ad voluntatem rationabilem et moderatam tamen consuevit recipi de predictis, unde precepimus et providimus quod, sicut actenus factum extitit, ita fiat, tamen non fiat excessus; procurabimus tamen pro posse penes dominum nostrum regem quod predicta receptio, quantum fieri poterit, moderetur.

Item providimus et precepimus quod ubi Matisconensis denarius accipitur pro sigillo, in civitate Lugdunensi solus obolus a civibus capietur, et hoc in contractibus debitorum; in venditionibus etiam possessionum et rerum immobilium denarius integre capietur pro libra.

Item ordinavimus et precepimus dicto senescallo et aliis officialibus regiis quod super alias consuetudines, usus, libertates et franchesias actenus observatas inviolabiliter observent et custodiant, et hec omnia superius posita per senescallum et alios officiales regios precepimus inviolabiliter observari. In cujus rei testimonium sigilla nostra litteris presentibus duximus apponenda. Datum in domo Sancti Anthonii Lugdunensis, ultima die mensis Julii, anno Domini millesimo CCC° decimo nono.

Sexte littere :

PH., Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod cum dilecti nostri cives et habitatores civitatis et ville Lugdunensis nobis duxissent supplicandum, ut cum ipsi in villa Matisconensi ab appellationibus, que ad nostram audienciam, apud sedem Matisconem, emergunt a sede Lugdunensi aliisque casibus nostram superioritatem tangentibus consuevissent ressortiri, hujusmodique ressortum apud Matisconem multipliciter grave et laboriosum thediosumque eis et dispendiosum existeret, nobisque alterive minime prodesset, ut dicebant, nos hujusmodi ressortum apud locum burgi Insule Barbare prope Lugdunum in regno nostro constitutum ibi perpetuo remanendum statuere et ponere graciose vellemus, quod nobis ipsisque supplicantibus et toti rei publice esse utile asserebant. Nos hujusmodi supplicationi favorabiliter inclinare volentes, an si premissa faceremus nobis vel alteri propter hoc fieret prejudicium sive dampnum, et an locus de burgo Insule Barbare predictus insignis et aptus ad hoc existeret per fide dignos fecimus perquiri veritatem; audita igitur et diligenter examinata in nostro consilio premissorum inquesta,

quia non est compertum per eam nobis aut alteri prejudicium propter hoc sive dampnum inferri, sed potius fore utile, dispendiosis onerorisque et dampnosis laboribus dictorum civium et habitatorum obviare, eorumque paci et transquilitati ac quieti providere cupientes, ressortum prefatum omnium causarum appellationum, que a dicta sede Lugdunensi emergi continget in futurum, omniumque aliorum casuum nostram superioritatem tangentium, prout in dicta Matisconensi retroactis temporibus ressortum hujusmodi teneri consueverat, habita prius super hoc magna nostri deliberatione consilii, de speciali gratia auctoritateque nostra regia et ex certa sciencia ad locum burgi predicti Insule Barbare, qui locus de burgo ad hoc sufficiens, aptus et insignis esse reperitur, ex nunc in antea perpetuo remansurum decernimus, statuimusque et ponimus per presentes, tolentes illud omnino a civitate et villa Matisconensi predicta, judicemque ressorti et causarum hujusmodi et alios ad hoc neccessarios, prout in dicta villa Matisconensi commorari consueverant, in dicto loco burgi morari de cetero precipientes et volentes. Quod ut robur perpetue firmitatis obtineat, presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum apud Vicennas, anno Domini M° CCC° vicesimo octavo, mense Decembris.

Subscriptio notarii talis est: Per dominum regem in consilio suo, ad relationem thesaurarii Rem. et domini Aymerici Guen. Malit.— Visa per me, in dorso. — J. Sauson.

Septime littere:

PH. Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi vel ejus locum tenenti salutem. Querimoniam dilectorum et fidelium nostrorum civium Lugdunensium recepimus continentem quod vos pro injuriis et offensis, quas per aliquem de ipsis in bonis vel persona alterius concivis sui fieri contingit, licet sub nostra immediata juridictione non existent, nichilominus pro eo quod sunt sub nostra gardia speciali, ad instanciam procuratoris nostri vestre baillivie, ad judicandos ipsos trahitis coram vobis, et emendas pro dictis offensis nobis applicandas ab ipsis exigere nitimini occasione garde fracte; propter quod, nos volentes dictos cives non in rigore sed favore prosequi graciose, attendentes quod ipsi cives pro dictis offensis per dilectum et fidelem nostrum archiepiscopum Lugdunensem, ad quem immediata juriditio dicte civitatis pertinere dicitur, puniuntur; verum cum pro eodem delicto nemo duplici pena et sub eadem forma affici debeat, nolentes insuper ipsam gardiam ullo casu in prejudicium dictorum civium converti, quamquam eisdem gardiatorem deputaverimus specialem, nec sit intentionis nostre ipsos cives pro talibus offensis ad emendam nobis applicandam virtute dicte gardie teneri, ne quod ad eorum favorem eisdem conceditur in eorum dampnum seu prejudicium redundet, mandamus vobis quatinus dictos

cives aut aliquem ex ipsis pro talibus injuriis vel offensis occasione predicta de cetero nullatenus molestetis seu molestari per officiales nostros vestre baillivie permittatis a quoquam, sed, si quid secus factum fuisse reperieritis, ad statum debitum reducatis. Datum Parisius, die XII Januarii, anno Domini M° CCC° vicesimo nono.

Subscriptio autem notarii talis est: Per consilium ad relationem vestram. — Verber. — Et erat dicta littera sigillata sigillo magno regio.

Octave littere :

PH., par la grace de Dieu rois de France, au baillif de Mascon ou a son lieutenent salut. Notre amé et feal l'arcevesque de Lyon et noz bien amez les citoiens de la dicte ville nous ont signifié par leur lettres et fait monstrer en euz griement complaignant, que vous, en pluseurs maneres, aves grevé les diz citoiens, et novelement de votre auctorité par nos sergenz et notaires avez fait seeler les chambres et les huches de pluseurs desdiz citoiens, et puis les avez fait ovrir et fait faire inventaire de ce qui dedanz estoit soudaynement et de fait, yceuls citoiens non appelles ne convaincus en riens, mais tant soulement pour ce que vous dictes que l'on vous a donné a entendre que les diz citoiens avoient fait emporter en la dicte cité certaine quantité de monnoie que notre amé et feal frere le duc de Bergoigne fit faire jadis, et que combien que par devers lesdiz citoiens vous n'ayes riens trouvé desdictes monoies, vous leur personnes et leurs biens avez fait arrester et yceulz tenez en arrest en leur grant prejudice et domage et contre les libertés, franchises et coustumes de la dicte ville, si comme il dient. Si vous faysons a savoir, que, se il est ainsi, nous nous en merveillons et moult nous en desplait, car tant pour la grant loyalté que nous avons touz jours trouvé en euls et le bon pourtement qu'il ont fait avecques la bonne volunté qu'il ont a nous comme nos bons subgiez, nous ne volons mie qu'il soient traitiez ne menez durement, ainssois amiablement et gracieusement, seinz faire a iceuz gries ne nouvelleté, et encores plus gracieusement, se mestiers est, en notre temps, pour ce que nous nous tenons a paies deuls que ou temps de nos predecesseurs. Si vous mandons et commandons estroitement que toz les proces que fait avez contre les diz citoiens en cete partie vous metez au noient, en adressant leur deuement les gries que vous leur avez fait, et en ramenant au primer estat et du tout ce que de nouvel de votre auctorité avez fait as diz citoiens en leur prejudice, et des personnes et biens d'iceulz, qui pour ce seront pris ou arrestés, faites recreance sanz delay, en prenant caution de euls soufisanz de ester a droit, et les maintenez et gardez en leur franchises et libertez, en la maniere qu'il ont esté gardés et gouvernez ou temps de nos predecesseurs, et qu'il n'ayent occasion de eulz doloir de vous, et de procéder contre yceulz vous deportez et

cessiez du tout, pour la cause dessus dicte, jusques a tant que vous nous aiez escript la cause qui vous esmuet a ce faire et que sur ce vous aiez response certainne et mandement de nous. Donné a Taverny soubz notre petit seel en absence du grand, le XIIII[e] jour de Novembre, l'an de grace mil troiz cenz trente et quatre.

Subscriptio vero notarii talis est: Par le Roy, Guichart.

None littere:

PH., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon ou a son lieu tenant salut. Les citoyens et habitans de la ville de Lyon nous ont fait monstrer par grief complainte que vous imposans a aucuns de ladicte ville marcheans que il ont acheté ou fait apourter pluseurs quantité de la monnoye que notre ame et feal frere le duc de Borgoigne fit jadis faire et de autre billon, et prins et mis pluseurs monnoies pour greigneur ou autre pris que par noz ordenances elles n'avoyent cours, en venant contre nos dictes ordenances, avez esté ou envoié en leur maysons et seellé les huches d'aucuns, en les grevant griefmant, et que ja soit ce que sur les dictes choses nous vous eussiens a leur supplication fait un mandement par nous autres lettres, en la fourme que s'ensuit :

Ph., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon ou a son lieu tenant salut. Notre amé et feal l'arcevesque de Lyon et nos bien amés les cytoiens de la dicte ville nous ont signifié par leurs lettres et fait monstrer en euls griement complaignant que vous, en pluseurs maneres, aves grevez les diz citoiens novellement de votre auctorité, par noz sergenz et notaires avez fait sceller les chambres et les uches de pluseurs des diz citoiens, et puis les avez fait ouvrir et fait faire inventaire de ce qui dedenz estoit soudaynement et de fait, iceulz citoyens non appellez ne conveincuz en riens, mais tant soulement pour ce que vous dites que l'on vous a donné a entendre que les dis citoiens avoient fait aporter en la dicte cité certaine quantité de monnoie, que notre amé et feal le duc de Borgoigne fit jadis faire, et que combien que par devers les dis citoiens vous n'aies riens trouvé des dictes monnoyes, vous leur personnes et leur biens avez fait arrester et tenes en arrest yceulz, en leur grant prejudice et dommage et contre les libertés, franchises et coustumes de la dicte ville, si comme il dient. Si vous faisons savoir que, se il est ainssi, nous nous en merveillons et moult nous en desplait, quar tant par la grant loyauté que nous avons toujours trouvé en euls et le bon pourtement qu'il ont fait avecques la bonne volanté qu'il ont a nous, comme noz bons subgiez, nous ne volons mie qui soient traitiez ne menés durement, ainssois amiablement et graciousement senz faire a yceuz grief ne molestes et encore plus graciousement, se mestiers

est, en notre temps, pour ce que nous nous tenons a paiez d'eulz, que ou temps de nos predecesseurs. Si vous mandons et commandons estroitement que touz les procès que faiz avez encontre les diz citoyens en ceste partie vous metes au noient, en adreczant leur deuemant les gries que vous leur avez fait et en ramenant au premier estat et dou tout ce que de novel de votre auctorité avez fait asdiz citoiens en leur prejudice, et des personnes et biens d'iceulz, qui pour ce seroient prins ou arrestez, faytes recreance sanz delay, en prenant caution souffisant de eulz ester a droit, et les maintenez et gardes en leurs franchises et libertés, en la manere qu'il ont estez gardés et gouvernez ou temps de noz predecesseurs, et que il n'aient ochoison d'eulz doloir de vous, et de proceder contre yceulz vous deportés et cessez du tout pour la cause dessus dite, jusques a tant que vous nous aiez escript la cause qui vous esmeut a ce faire et que sur ce vous aiez response certainne et mandement de nous. Donné a Taverny souz notre petit seel en l'absence du grant, le XIVe jour de Novembre, l'an de grace M CCC trente et quatre.

Vous, pour les choses dessus dictes, ou aucune d'icelles, avez fait prandre un d'eulz, qui a non Pierre de Pont Pierre, et l'avez fait mener à Mascon prisonnier, si comme il dient. Si vous mandons et commandons que, se il est ainssi, vous delivrez le dit Pierre de la prison ou arrest en quoy mis l'avez ou fait metre pour les causes dessus dictes ou aucunes d'icelles, et tous ses biens et des autres tous de la dicte ville prins ou saysis pour les dictes choses ou aucunes d'icelles par recreance et caution convenable de estre a droit, et yceluy Pierre ne nul autre habitant en la dicte ville ne menes pour les dictes choses ne pour aucunes d'icelles pour prise ne pour arrest de leurs cors; mays ou cas que pour aucunes des dictes choses les approcherez, ne les menes fors par voie d'action et ordinaire. Et gardes sanz enfraindre la fourme de noz autres lettres ci-dessus transcriptes, desqueles il vous apperera. Donné a Paris, le XVIe jour de Decembre, l'an de grace mil CCC trente et quatre.

Subscriptio vero notarii sequitur in hunc modum: Par les gens des comptes, par vertu du mandement du roy, Ja. de Boulay. — Et erat sigillo magno domini regis predicti sigillata.

Decime littere :

HEC sunt consuetudines civitatis Lugdunensis :

Pedagium hanc portat consuetudinem :

Si quis extraneus vel civis civitatem de nocte exierit, non oblato pedagio, pedagiatori vel nuncio suo aut hospiti mercatoris nomine banni pro unoquoque trossello dabit LX^a solidos et I denarium, sed civis Lugdunensis, cum redierit, si a pedagiatore mota fuerit questio de pedagio non soluto vel presentato, sicut supradictum est, sacramento suo debet evadere, si per testes probare

noluerit vel non potuerit. Si de die per civitatem transierit civis vel extraneus, non debet bannum sed pedagium tantum. Si vero per aquam de die vel nocte aliquis exierit civis vel extraneus, non soluto vel oblato pedagio, sicut supradictum est, incidit in bannum, et gubernator satisfaciat ad voluntatem et beneplacitum domini; sed civis Lugduni reversus et a pedagiatore conventus, sacramento suo liberabitur, sicut supra dictum est.

Si aliquis de supradictis pedagium celaverit, supradictum bannum debet; premisse pene subjacent extranei, lesda non soluta vel oblata.

Cives vero in bannum non incidunt, nisi requisiti celaverint, sed lesdam reddere tenentur.

Vinum novum vel mutatum in Augusto vendi potest sine bannagio.

Si duo vel plures se adinvicem percusserint, si clamor ad dominum non pervenerit, vicini pacificare possunt, et tunc de banno neuter potest conveniri, et hoc fiat sine dolo. Si sanguinem fecerit debet LX solidos et I denarium, nisi ictus fuerit mortalis. Si quolibet genere gladii alius alium percusserit, in voluntatem domini erit, sicut olim in tali casu esse consuevit bona fide; de ictu surdo debent VII solidos ; de clamore III solidos VI denarios.

Vinum non clamatum non debet criagium.

Vindemia civium, de quacunque parte veniat, non debet pedagium. Multones vini non debent lesdam. Quintallum canabe quorumcunque hominum debet I denarium; sed cives nichi debent de canabis que habent de terris vel redditibus suis, nisi in foro vendant.

Hoc quod non valet XII denarios non debet lesdam.

Quislibet civium potest habere omnem mensuram et omne pondus ad opus suum et civium tantum, non extraneorum, et inde nichil debent accipere, et hec pondera debent habere legictima ; et si legictima non fuerint, debent LX solidos et I denarium.

Si bicheti et benne et cuppe molendinorum signata non fuerint signo senescalci et in hiis vendant et emant, in voluntate domini erunt.

Civibus qui bichetum vel quintallum vel bennam non habuerint, vel si habuerint et requisiverint, archiepiscopus debet eis commodare sine sumptu. Ille qui falsam mensuram alii commodaverit vel locaverit, de banno tenetur, non ille cui commodata fuerit, nisi falsam scierit vel fecerit. Quod si probari non poterit, sacramento evadet.

De hiis que in testamento pro melioratione aliquis filie reliquerit, non debet domino recognitionem.

Asinata de brechis debet I denarium, obers IIII denarios, oberioz II denarios, bacones de carnario suo, qui intra domos integri venduntur, nichil debent; coria de carnario nichil debent. Pedagium de Bechivelleint remisit archiepiscopus civibus.

Iste sunt consuetudines de quibus erat discordia inter ecclesiam et cives Lugdu-

nenses. Alie vero consuetudines, que in hac carta non continentur, ita remanebunt et tenebuntur, sicut olim bona fide esse consueverunt. Et ut istud magis ratum habeatur, presens cartula sigillis archiepiscopi et capituli signata est et roborata. Actum anno Dominice incarnationis M° CC° VI°.

Sequitur undecima littera in hunc modum :

AD eternam rei memoriam. Hugo de Chissiriaco, judex et correarius curie secularis Lugduni pro reverendo in Christo patre domino Ludovico, Dei gratia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopo, universis et singulis prepositis et badellis dicte curie tam presentibus quam futuris salutem. Quoniam prava venalique perfidia quorumdam badellorum corporalibus injuriis interdum affligit innocentes, illos potissime qui coporali traduntur custodia, qui, antequam de objecto sibi crimine convincantur, vestibus propriis corporis dennudantur, sustinentes corporis cruciatum in carcere existentes, quod esse non debet, cum carcer ad custodiendum non ad puniendum sit a lege inductus, et ex hoc evenit, ut cum nudi carceri mancipantur, cum de eo exeunt, pretextu algoris et frigiditatis quam sustinerunt, morbum quandoque diuturnum incurrunt, alii moriuntur, alii vero, perpetua egestate degentes, quandiu vivunt impotentes et inutiles existunt, quibus est mors solatium vitaque supplicium dum languescunt; ideoque talibus badellis immodice servientibus freni temperiem adhibere volentes, presentis declarationis ordinatione imperpetuum valitura, pro communi utilitate ac humanitatis ratione, auctoritate dicti domini archiepiscopi duximus ordinandum et disponendum ut nullus prepositorum seu badellorum curie secularis predicte, aliquem, quancunque criminosus dicatur, antequam de crimine sibi objecto convictus fuerit, expoliare seu vestibus suis denudare presumat. Idem in mulieribus statuendo, quas quandoque ob facinorum magnitudinem incarcerari contingit, nullo tamen prejudicio super jure competenti cuiquam ex ipsis prepositis vel badellis cum judicati fuerint per curiam criminosi in posterum generando, pecunia penes tales inventa obnoxios sigillifero dicte curie secularis custodienda tradatur. Et quoniam ea que fiunt contra justiciam fructum calliditatis obtinere non debent, ad equitatis rationem redigentes talium voraginem, circa adulteria committanda nichilominus disponimus ut nullus res existentes in domo deprehensi in adhulterio audeat assumere, nisi tantum modo dominio competentes, quas etiam sine diminutione in domo alicujus vicini sui volumus collocari, quousque curia de hiis duxerit ordinandum. Custos quoque carceris actentius provideat ne inclusi sed intime tenebras patientes fame pareant, sed mox cum incarcerati fuerint numerum clausorum, varietatem delictorum, etatemque et conditionem ipsorum curie referat, ut aut convictos velox pena conterat, aut diuturna custodia non perimat liberandos. Preterea ne cui sua temeritas lu-

crativa concedatur, sed ut calumpniantium aperta voracitas seu malicia refrenetur, auctoritate qua supra disponimus ut si forte ob caliditatem, fraudem seu machinationem alicujus, aliquis minus juste ductus fuerit in carcerem, omnes ei legictimas expensas sumptusque, quos vicio eorum tollerasse constiterit, redibere cogatur, nec ad aliquam minialliam solvandam de cetero teneantur, immo expresse volumus quod passo injuriam, juxta qualitatem persone, sufficiens prestetur emenda, et operarum quibus caruit in prisione existens judicantis arbitrio reliquentes, quis teneatur ad predicta an curia aut badellus, si dolose versatus fuerit, vel ille qui hoc fieri procuravit, ita et enim perfulgebit vigor justicie juris publicique tutela. Quia vero mulieres, quas vilitas vite sustinet, plerumque a quibusdam pravis badellis rebus quas deferunt spoliantur et verberibus affliguntur, de ipsis conqueri non audentes, prohibemus ut nullus prepositorum seu badellorum ab eis aliquid auferre presumat, aut eas in conviciis coutumeliis seu impulsionibus molestare aut corporalibus injuriis fastigare. Tenetur presens autem ordinatio, omnium prepositorum et badellorum juramento firmetur super sancta Dei euvangelia prestito corporali. Si quis autem contra hanc ordinationem temere venire presumpserit, commisso sibi officio noverit extunc se privatum penitus et ex toto. Nos vero prefatus archiepiscopus premissa omnia et singula approbantes, in testimonium premissorum presentes litteras bulle nostre appensione et munimine duximus roborandas. Datum anno Domini millesimo CCC° quarto, mense Januarii.

Sequitur duodecima littera in hec verba (1).

PH., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et judici nostro superioritatis Lugdunensis vel eorum loca tenentibus, salutem. Ad supplicationem civium et habitatorum ville Lugduni, mandamus vobis quatinus eosdem in suis privilegiis, libertatibus, franchesiis et saysinis, de quibus ipsos hactenus usos esse et fuisse pacifice noveritis, manuteneatis et conservetis, quicquid in contrarium indebite factum esse repereritis in eorum prejudicium ad statum pristinum et debitum reducentes, ut ad vos noveritis pertinere. Datum Parisius, decima die Januarii, anno Domini M° tricentesimo tricesimo tercio.

Subscriptio notarii talis est : In r. Mordret. — Et erat sigillata sigillo magno regio.

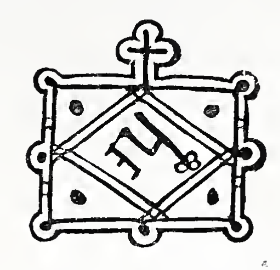
(1) En marge de cet acte se lit ce titre écrit à l'encre rouge : *Comant li Roys notre sire manda al bailli de Mascon et au juge de la souverainneté de Lion que les libertés et franchises de ceulz de Lion gardent et facent garder.*

Sciendum est enim quod littera a qua sumpta fuit littera sexta in numero litterarum publicatarum in isto instrumento scripta, que incipit in isto libro in secunda linea: *futuris,* et finit in eadem: *duxissent,* et cujus data est: *Datum apud Vicennas, anno Domini M° CCC° vicesimo octavo, mense Decembris,* erat sigillata sigillo magno regio in cera viridi.

Nos enim presentibus litteris et instrumentis et contentis in eisdem auctoritate nostra ordinaria et loco originalium predictorum omnem fidem attribuimus et habere volumus et omnem roboris firmitatem, et in omni loco et omnibus locis ordinariis et extraordinariis, pro originalibus valere et habere volumus et mandamus, et dicte publicationi seu exemplacioni ac omnibus aliis et singulis supradictis a et coram nobis rite et sollempniter actis, auctoritatem nostram ordinariam et judiciariam vice dicti domini baillivi interponimus pariter et decretum. Acta fuerunt hec apud burgum Insule Barbare, in assisia publica dicti domini baillivi, presentibus domino Johanne Mutonis, canonico beati Thome Forverii Lugdunensis, Vincentio de Aquis, serviente regio, Johanneto dicto lo Bo, de Sancto Justo Lugdunensi, Peroneto de Belna, serviente regio, Hugoneto Troillieti, curie Lugdunensis jurato, et pluribus aliis fide dignis testibus ad hoc vocatis et rogatis, et datum dicta die in citatione contenta, videlicet decima quarta die mensis Decembris, anno Domini millesimo CCC° tricesimo sexto.

Et ego Johannes de Sorberio, clericus, auctoritate imperiali et regia notarius publicus et curie Lugdunensis juratus, dictam citationem et alias prenominatas litteras omnes et singulas vidi, tenui et diligenter inspexi, non viciatas, non cancellatas nec abrasas nec in aliqua sui parte abolitas vel corruptas, sed sanas, integras et illesas et omni vicio et suspicione carentes, sigillis in eisdem designatis sigillatas, ut earum prima facie apparet evidenter, et predictam citationem in presentia dicti domini locum tenentis, dicta die, in predictis assisiis pro tribunali sedentis, publice legere alta voce et intelligibili, et citatos, secundum formam dicte citationis pluries, more solito, clamari vidi et audivi, et hiis omnibus et publicationi, intimationi, decreti appositioni et aliis predictis per dictum dominum locum tenentem ibidem propter hoc factis, injunctis et concessis presens interfui una cum Petro Tassini, clerico, auctoritate regia notario publico et curie Lugdunensis jurato, presentibus testibus supradictis, et de eisdem litteris originalibus in presenti instrumento publico, de mandato et expresso precepto dicti domini locum tenentis redactis et conscriptis ad finem in presenti instrumento contentis, nichil addito, nichilque diminuto, quod facti substantiam augeat, minuat sive mutet, diligenter cum magna et matura deliberatione collationem ad hoc instrumentum publicum feci, dicto Petro Tassini dictas litteras legente et me dicto Johanne de Sorberio cum presente instrumento publico diligenter audiente, in presentia Soffredi Candiaci, Diderii de Bisuncio, notariorum, Guillelmi de Divione, poterii, et Stephani de Villanova, civium Lugdunensium, testium ad col-

lationem predictam faciendam vocatorum et rogatorum, die vicesima septima mensis Februarii anno proxime supradicto. Et ea facta de mandato et expresso precepto dicti domini locum tenentis michi et dicto Petro Tassini factis ut supra, huic instrumento publico de et super predictis grossato, composito et confecto manu mea subscripsi et eundem fideliter expedivi unacum Petro Tassini notario predicto sub hoc signo meo consueto, in robur et testimonium omnium premissorum. Actum et datum prout supra.



Et ego vero Petrus Tassini, clericus, auctoritate regia publicus notarius et curie Lugdunensis juratus, dictam citationem et alias prenominatas litteras, omnes et singulas, vidi, tenui et diligenter inspexi, non viciatas, non cancellatas, non abrasas nec in aliqua sui parte abolitas vel corruptas, sed sanas, integras et illesas ac omni vitio et suspicione carentes, sigillis in eisdem designatis sigillatas, ut earum prima facie apparet evidenter, et predictam citationem in presencia dicti domini locum tenentis, dicta die, in predictis assisiis pro tribunali sedentis, publice legere alta voce et intelligibili, et citatos, secundum formam dicte citationis pluries, more solito, clamare vidi et audivi, et hiis omnibus et publicationi, intimationi, decreti appositioni et aliis predictis per dictum dominum locum tenentem ibidem propter hoc factis, injunctis et concessis presens interfui unacum Johanne de Sorberio, clerico, notario predicto, presentibus testibus supradictis, et de eisdem litteris originalibus in presenti instrumento publico de mandato et expresso precepto dicti domini locum tenentis redactis et conscriptis ad finem in presenti instrumento contentum, nichil addito, nichilque diminuto, quod facti substantiam augeat, minuat sive muttet, diligenter et cum magna et matura deliberatione collationem ad hoc instrumentum publicum feci, dicto Johanne de Sorberio dictas litteras audiente et me dicto Petro Tassini legente diligenter, in presentia Soffredi Candiaci, Diderii de Bisuncio, notariorum, Guillelmi de Divione, poterii, et Stephani de Villa Nova, civium Lugdunensium, testium ad collationem predictam faciendam vocatorum et rogatorum, die vicesima septima mensis Febroarii, anno proxime supradicto, et, ea facta, de mandato et expresso precepto dicti domini locum tenentis michi et dicto Johanni de Sorberio factis ut supra, huic instrumento publico de et super predictis grossato, composito et confecto manu mea propria subscripxi et eundem fideliter expedivi unacum Johanne de Sorberio, notario predicto, sub hoc signo meo consueto, in robur et testimonium omnium premissorum. Actum et datum ut supra. P. Tass.



LXXXIIII

C'est la comission comant li baillis de Mascon et gardiers de Lion fit de mosse Bartholomeu de Mont Brison, sage en leys, son lue tenent.

2 Mai 1306

PHILIPPUS, dominus de Chavireyo, miles, domini nostri regis baillivus Matisconensis gardiatorque regius civitatis, civium et habitantium Lugduni, dilecto et fideli nostro domino Bartholomeo de Montebrusone, legum doctori, salutem. De prudencia et legalitate vestra ad plenum merito confidentes, vos in dictis officiis baillivie et gardie locum nostrum tenentem facimus, constituimus et creamus per presentes, quandiu domini nostri regis et nostre placuerit voluntati, omnes alios locum nostrum tenentes Lugduni, si qui sint, tenore presentium revocantes. Mandantes omnibus et singulis domini nostri regis subdictis et nostris ut dicto locum nostrum tenenti, prout nobis, pareant efficaciter et intendant. Datum Lugduni sub sigillo nostro proprio in absencia sigilli curie nostre, die secunda mensis Maii, anno Domini millesimo CCC° tricesimo sexto.

LXXXV

Comant li baillif de Mascon ordena que tuit li cas touchanz la souveraineté del Rey notre seigneur soient demena a l'Ila Barbra, sagont l'ordenanci royal.

14 Juillet 1339

PHILIPPUS, dominus de Chauvereyo, miles, domini nostri regis baillivus Matisconensis, universis et singulis officialibus regiis et nostris seu eorum et nostrum loca tenentibus in Matisconensi baillivia constitutis ad quos presentes littere pervenerint salutem. Ex parte civium et habitatorum civitatis Lugduni fuit nobis expositum conquerendo, quod licet olim dictus domi-

nus noster Francorum rex, ad supplicationem civium et habitantium predictorum, ressortum omnium causarum appellationum, que a sede Lugduni emergi contingeret in futurum, omniumque aliorum casuum ejus superioritatem tangencium, prout in villa Matisconensi retroactis temporibus ressortum predictum teneri consueverat, ad locum burgi Insule Barbare perpetuo remansurum decreverit, statuerit et poni voluerit, amoveritque et tollerit illud omnino a dicta villa Matisconensi de gratia speciali, et postmodum quod, dictis gratia, ordinationibus et statutis regiis non obstantibus, nonnulli temere contra venientes trahebant dictos cives et habitatores et trahere nittebantur ad dictam villam et sedem Matisconensem pro causis predictis, contra gratiam, ordinationes et statuta regia predicta, in predictorum civium et habitantium grave prejudicium atque dampnum, dictus dominus rex ad supplicationem dictorum civium et habitantium per suas patentes litteras nobis dederit expresse in mandatis ne dictam sedem, tam dicti ressorti quam aliarum causarum ipsius domini regis superioritatem et dictos cives tangentium, teneamus nec teneri alibi patiamur quam in loco burgi Insule Barbare predicto, et ut dictas gratiam, ordinationes et statuta ipsius domini regis teneamus et servemus tenerique et servari inviolabiliter faciamus, prout hec in duabus patentibus litteris regiis ex parte dictorum civium nobis exhibitis dicuntur lacius contineri, quarum litterarum tenores sequntur et sunt tales:

PH., Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod cum dilecti nostri cives et habitatores civitatis et ville Lugdunensis nobis duxissent supplicandum ut cum ipsi in villa Matisconensi ab appellationibus, que ad nostram audienciam, apud sedem Matisconem, emergunt a sede Lugdunensi aliisque casibus nostram superioritatem tangentibus consuevissent ressortiri, hujusmodique ressortum apud Matisconem multipliciter grave et laboriosum tediosumque eis et dispendiosum existeret, nobisque alterive minime prodesset, ut dicebant, nos hujusmodi ressortum apud locum burgi Insule Barbare prope Lugdunum in regno nostro constitutum ibi perpetuo remanendum statuere et ponere graciose vellemus, quod nobis ipsisque supplicantibus et toti rei publice esse utile asserebant. Nos hujusmodi supplicationi favorabiliter inclinare volentes, an si premissa faceremus nobis vel alteri propter hoc fieret prejudicium sive dampnum, et an locus de burgo Insule Barbare predictus insignis et aptus ad hoc existeret per fide dignos fecimus perquiri veritatem; audita igitur et diligenter examinata in nostro consilio premissorum inquesta, quia non est compertum per eam nobis aut alteri prejudicium propter hoc sive dampnum inferri, sed potius fore utile, dispendiosis onerosisque et dampnosis laboribus dictorum civium et habitatorum obviare eorumque paci et transquilitati ac quieti providere cupientes, ressortum prefatum omnium causarum appellatio-

num, que a dicta sede Lugdunensi emergi continget in futurum, omniumque aliorum casuum nostram superioritatem tangentium, prout in dicta villa Matisconensi retroactis temporibus ressortum hujusmodi teneri consueverat, habita prius super hoc magna nostri deliberatione consilii, de speciali gratia auctoritateque nostra regia et ex certa sciencia ad locum burgi predicti Insule Barbare, qui locus de burgo ad hoc sufficiens, aptus et insignis esse reperitur, exnunc in antea perpetuo remansurum decernimus, statuimusque et ponimus per presentes, tolentes illud omnino a civitate et villa Matisconensi predicta, judicemque ressorti et causarum hujusmodi et alios ad hoc necessarios, prout in dicta villa Matisconensi commorari consueverant, in dicto loco burgi morari decetero precipientes et volentes. Quod ut robur perpetue firmitatis obtineat, presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum apud Vicennas, anno Domini M° CCC° vicesimo octavo, mense Decembris.

PH., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon et au juge du ressort de Lyon a l'un de euls ou a leurs leus tenans salut. Les citoiens et habitans de Lyon nous ont monstré en complaignant que comme nous eussiens ordenné et establi par noz lettres seaulées en laz de soye et en cire vert que le siege du ressort de la dicte ville de Lyon et de touz autres cas touchans notre souverainneté seroit tenu a l'Ile Barbe, neantmoins vous bailli de Mascon et aucuns autres vous efforcies de faire le contraire ou vitupere de notre dicte ordenance et establissement et ou grant grief et prejudice des diz complaignanz, laquelle chose nous desplait s'il est ainssi. Nous vous mandons et a chascun de vous que ledit siege, tant dudit ressort que d'autres cas touchans notre dicte souveraineté, vous ne tenez ne soffrez estre tenu ailleurs que oudit lieu de l'Ile-Barbre, et nostre dicte ordenance et establissement tenez et gardes et faites tenir et garder sens enfraindre. Données a Argilli en Bourgoigne, le XVI jour d'Avril, l'an de grace mil CCC trente et sis.

Nichilominus plures officiales regii dicte baillivie quandoque causas aliquas dictos cives et habitatores seu aliquos ex eisdem tangentes extra dictum locum et sedem burgi Insule Barbare predictum apud Matisconem et alibi trahunt et trahere ac tractare seu tractari facere cogantur de die in diem, in ipsorum civium et habitatorum Lugduni grave dispendium atque dampnum, contra dictas gratiam, ordinationes et statuta regia temere veniendo, prout dicunt; propter que nobis supplicarunt et a nobis petierunt eisdem civibus et habitatoribus super hiis per nos de remedio opportuno provideri. Ea propter nos eorum predicte supplicationi annuentes, sicut decet, volentes mandatis dicti domini nostri regis parere ut convenit, et ejus ordinationibus, et ea et eas totis viribus inviolabiliter observare et observari facere cupientes, vobis et vestrum cuilibet, prout ad quemlibet ves-

trum pertinet, ex parte regis et nostra tenore presentium precipimus, injungimus, mandamus et etiam inhibemus expresse, quanto districtius possumus, sub omni ea pena quam incurrere possetis erga dictum dominum nostrum regem in contrarium faciendo, ne vos aut alter vestrum dictos cives et habitatores, aut eorum alterum seu causam vel litem aliquam, eorum personas, res et bona et familiam ipsorum tangentes, in agendo, deffendendo vel aliàs quoquomodo extra sedem et locum Insule Barbare predictum apud Matisconem vel alibi decetero, preterquam in dicto loco burgi predicti Insule Barbare, trahere presumatis seu trahi permittatis vel concedatis contra tenorem gratie, ordinationum et statutorum regiorum suprascriptorum, et si aliquid in contrarium factum fuerit, id volumus remicti ad sedem et locum burgi Insule Barbare predictum. Si qui vero ex dictis civibus de facto extra dictum locum burgi Insule Barbare predicte in futurum traherentur pro premissis causis vel aliqua earumdem contra tenorem gratie memorate, volumus et expresse declaramus quod ipsi parere super hoc vobis vel alteri vestrum minime teneantur, sed quicquid contra dictas gratiam, ordinationes et statuta regia factum seu attemptatum reperiretur contra ipsos cives et habitatores vel aliquem eorumdem, id ex nunc volumus omnino esse cassum, nullum, irritum et inane, etiam si alias contrarium nos ordinasse et mandasse vel imposterum ordinare vel mandare reperiretur sub quacunque verborum forma, nisi id fieret de mandato expresso domini nostri regis, et dictas ordinationes et statuta regia deinceps inviolabiliter observetis. Predictaque in nostris assisiis Matisconis et alibi, ubi expediens videbitur, publicari volumus ad requestam civium predictorum, ne vos seu aliquis vestrum pretextu ignorancie se valeatur excusare, scituri quod si quid contra dictos cives vel alterum ipsorum imposterum aliquis vestrum facere aut attemptare presumat contra tenorem dicte gracie regie et nostram inhibitionem presentem, nos domino regi et parti emendari condigne per facientem in contrarium faciemus. Datum Matisconis sub sigillo curie nostre, die XIIII[a] Julii, anno Domini M° trecentesimo tricesimo nono.

Reddite litteras portitori, earum copiam, si volueritis, retinentes.

LXXXVI

Comant li diz baillif de Mascon manda la seconde fois et plus fort que toz cas tochanz soveranité soyent demené al borc de l'Ile Barbre, segont la dicte ordenance.

29 Mars 1340

NOVERINT univervi quod, audita per nos Philippum, dominum de Chauvereyo, militem, domini regis baillivum Matisconensem gardiatoremque civitatis et civium Lugdunensium autoritate regia deputatum, et intellecta querimonia civium et habitatorum Lugdunensium asserentium quod nostrum locum tenentes in Matiscone et nonnulli alii justiciarii et officiales regii Matisconensis baillivie, contra formam privilegii regii et concessionis eis per dictum dominum regem facte de non trahendo ipsos cives in aliquo casu superioritatis et ressorti extra locum burgi Insule Barbare, locum utique dictis civibus per dominum regem datum pro casibus ressortum et superioritatem regiam tangentibus, ipsos cives et habitatores Lugduni dictum privilegium, cujus tenor in quibusdam aliis nostris litteris, quandam ordinationem seu declarationem per nos super dicto privilegio seu punctis dicti privilegii factam de verbo ad verbum est insertus continentibus, quarum litterarum super dicta declaratione factarum copia signis Johannis de Sorberio et Didereti de Bisuncio, clericorum, auctoritate regia publicorum notariorum, ut prima facie apparebat, signatis, hiis nostris presentibus est annexa, enervando tam agendo quam deffendendo conveniri et ad judicium evocari ad requestam adversariorum dictorum civium extra dictum locum burgi Insule Barbare conati sunt, in dicti regis et ejus privilegii statuti seu edicti infractionem nostreque ordinationis contemptum et dictorum civium dispendium et gravamen, et hoc de die in diem facere non desistunt in eorum grande prejudicium et gravamen, sicut dicunt, nobis propter hoc supplicantium sibi juxta tenorem dicti privilegii et quarumdam aliarum litterarum regiarum nobis super exequtione dicti privilegii directarum, cujus privilegii et litterarum tenor de verbo ad verbum in carta seu copia quarumdam aliarum litterarum hic annexa, prout supra, est insertus, de remedio condecenti provideri. Ea propter, nos volentes mandatis regiis pareri et dictos cives et habitatore Lugduni in suis juribus, franchisiis et libertatibus, prout ex debito commissi nobis officii tenemur, deffendere et tueri, dictarum litterarum regiarum nobis super hoc directarum

Come lim puet augmenter le pris du vin

im vin.

Robertus dei gratia prime Lugdunen. ecclie Archieps Et Petrus decanus cum universo Capitulo eiusdem ecclie omnibus presentes litteras inspecturis Rei geste notitiam cum salute Universitati presentibus innotescat quod cum inter Alardemannum Senescallum Lugduni ex una parte Et Cives nos ex altera questio coram nobis verteretur Super eo quod dictus Senescallus asserebat quod quotiens aliquis civium vel extra civitatem commorancium in civitate Lugduni precium vini vendendi augmentabat Senescallus habebat unum brochium continente unum sextarium vini pro precio vini augmentato Econtrario dicti cives proponebant quod nec Senescallus nec alius brochium vini aut aliquod vadium habebat pro precio vini augmentato Sed erant super hoc liberi et Immunes et super hoc dicti cives plures testes legitimos et omni exceptione maiores produxerunt per quos nobis constitit evidenter dictos cives et omnes extra civitatem commorantes a brocho vini et ab aliquo vadio pro precio vini augmentato esse liberos et Immunes. Unde nos habito et deliberato consilio sententiando pronunciamus predictos cives et alios extra civitatem commorantes a brocho vini et ab omni vadio esse liberos et Immunes prohibentes omnes predictos per Senescallum vel aliquem de cetero non vexari. In Cuius rei testimonium presentem Cartulam sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum Anno domini Millesimo CC° XL° III°. Nonas Marcii.

Facta est collatio de presenti transcripto ad dictas originales litteras Sigillis dictorum dominorum in filis sericis sigillatas per me Guillelmum de Ansello auctoritate Regia publicum notarium et curiarum Lugduni Juratum, una cum Stephano Dameti clerico publico notario Regio et dictarum curiarum Jurato, et in huiusmodi collationis testimonium signum meum solitum hic apposui quod tale est

G. de Ansello

Et per me dominum Stephanum Dameti clericum auctoritate Regia publicum notarium et curiarum Lugd. Juratum una cum dicto Guillelmo de Ansello auctoritate Regia publico notario et dictarum curiarum Jurato et in huiusmodi collationis testimonium hic signum

Seon sculp.

auctoritate et virtute, omnibus et singulis nostrum locum tenentibus et omnibus et singulis aliis justiciariis regiis baillivie Matisconensis, et etiam omnibus aliis qui sub dicto privilegio possunt comprehendi et quos ipsum privilegium astringit, tenore presentium inhibemus, et specialiter magistri Stephano de Tysiaco, locum nostrum tenenti in nostra absencia, Johanni Privati, judici majori, Gaufrido de Bosco, procuratori regio Matisconensis baillivie, presentibus coram nobis et notariis nostre curie Matisconensis et sigillifero ejusdem, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, ne ipsi seu eorum aliquis dictos cives seu habitatores Lugduni aut aliquem ex ipsis, in aliquo casu superioritatis et ressorti, extra locum predictum burgi Insule Barbare ad judicium evocare seu evocari facere presumant vel attemptent contra formam seu tenorem privilegii memorati, quod juxta sui continentiam et tenorem precipimus inviolabiliter observari. Et si secus, quavis auctoritate regia duntaxat excepta, scienter et ignoranter fuerit attemptatum, illud ex nunc prout ex tunc, et ex tunc prout ex nunc, anullamus, cassamus et irritamus et irritum, nullum et invalidum decrevimus et inane. Datum Matisconis sub sigillo curie nostre in testimonium premissorum, vicesima nona die mensis Marcii, anno Domini millesimo CCC° tricesimo nono.

LXXXVII

Comme l'un puet augmenter le pris du vin.

5 Mars 1231

ROBERTUS, Dei gratia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus, et Petrus, decanus, cum universo capitulo ejusdem ecclesie, omnibus presentes litteras inspecturis rei geste notitiam cum salute. Universitati vestre presentibus innotexat quod cum inter Gaudemarum, senescalcum Lugdunensem, ex una parte, et cives nostros ex altera, questio coram nobis verteretur super eo quod dictus senescalcus asserebat quod quotiens aliquis civium vel extra civitatem commorantium in civitate Lugdunensi precium vini vendendi augmentabat, senescalcus habebat unum brochum continentem unum sextarium vini pro precio vini augmentato ; e contrario dicti cives proponebant quod nec senescalcus nec alius brochum vini vel aliquod usagium habebat pro precio vini

augmentato, sed erant super hoc liberi et inmunes, et super hoc dicti cives plures testes legictimos et omni exceptione majores produxerunt, per quos nobis constitit evidenter dictos cives et omnes extra civitatem commorantes a brocho vini et ab aliquo usagio pro precio vini augmentato esse liberos et inmunes. Unde nos, habito et deliberato consilio, sententiando prononciamus predictos cives et alios extra civitatem commorantes a brocho vini et ab omni usagio esse liberos et inmunes; prohibentes omnes predictos per senescalcum nec aliquem de cetero non vexari. In cujus rei testimonium presentem cartulam sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno Domini millesimo CC° XXX°, III° nonas Martii.

LXXXVIII

Comme le baillif de Mascon doit aidier a garder et maintenir le gardier et les habitans de Lion d'injuires, violences et oppressions.

12 Novembre 1297

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi salutem. Mandamus vobis quatinus ad requisitionem gardiatoris, quem dilecti fideles nostri archiepiscopus Narbonensis, archidiaconus Rothomagensis et P. Flote, miles, ad custodiam et defensionem dilectorum et fidelium nostrorum civium Lugdunensium nuper concorditer deputarunt, ipsum et eosdem cives ab injuriis, violenciis, oppressionibus et armorum potentia defendatis, eidem gentes armorum ad suam defensionem totiens exhibentes et liberantes, quotiens super hoc fueritis requisiti, ita quod dicto gardiatori aut eisdem civibus propter deffectum custodie et prompte defensionis auxilium nullum proveniat incrementum. Actum apud Sanctum Germanum in Laya, die duodecima Novembris, anno Domini M° CC° nonagesimo septimo.

LXXXIX

Comme les biens appartenans au pont de Rone furent baillié a gouverner a Barthelemi de Varey et Michiel Citarelle pour et ou nom de la ville.

4 Octobre 1334 et 30 Avril 1335.

NOS Guillelmus, miseratione divina Lugdunensis archiepiscopus et comes, ad certitudinem presentium et memoriam futurorum notum facimus tenore presentium universis, quod cum non debeat reprehensibile judicari si, secundum varietates temporum et mutabilitatem fortune, disponuntur varie vel mutantur ordinationes rerum temporalium que mutabilitati subjacent incessanter, presertim quia res de facili ad pristinum statum revertitur et naturam a quibus dignoscitur discessisse. Ea propter plenius informati quod ob olim ab antiquis temporibus domus hospitalis, que tunc helemosinaria vocabatur, sita juxta pontem Rodani Lugdunensis, et domus dicti pontis Rodani cum hospitali eidem adjacenti et cum capellis eisdem adjunctis cum rebus pertinentibus ad easdem divisa et segregata et diversis subjecta rectoribus extiterunt, que pia consideratione bone memorie domini Renaudi, quondam archiepiscopi Lugdunensis, conjuncta sunt adinvicem et unita et sub uno regimine constituta jam longis temporibus permanserunt, quodque recolende memorie dominus P. de Sabaudia, predecessor noster, quondam Lugdunensis archiepiscopus, a regimine laycali, sub quo capelle et domus predicte ut communiter existebant, justis et rationabilibus causis tunc ipsum moventibus, capellas et domus easdem a regimine etiam mechancium operis neccessarii dicti pontis transtulit in religiosos et litteratos viros divinis officiis in sacris ordinibus communiter ministrantes, videlicet in venerabiles et religiosos abbatem et conventum Alte Combe, demumque in abbatem et conventum Chassaignie Cisterciensis ordinis Gebennensis et nostre Lugdunensis diocesis, qui dictis capellis, domibus, rebus, pertinenciis et pontis operi presidentes, quantum eis ab alto concessum est facultas bonorum et reddituum ac elemosinarum seu proventuum quorumcunque dictarum capellarum et domorum et operis poterunt suppetere, adjuncta etiam de bonis monasteriorum ipsorum non sine ipsorum gravamine, videlicet per abbatem et conventum Alte Combe ad opus ligneum dicti pontis, per abbatem vero et conventum Chassaignie nedum ad ligneum, verum etiam ad opus lapideum dicti pontis, cum in constructione videlicet arcus dimidii juxta portam non parva sed maxima quantitate, ut in suis conscienciis attestantur, ut evidenter apparet, fideliter et laudabiliter instituerunt, ad eo quod

tam ex opere supradicto quam ex guerris, que circumsteterunt et circum ambulaverunt, inmo quasi devastaverunt jam diu tam bona ipsius monasterii Chassaignie quam possessiones et bona ad dictum pontem spectantia ultra Rodanum situata, sunt adeo memorati abbas et conventus Chassaignie pergravati quod non possunt ullathenus, nedum ad refectionem sed nec ad sustentationem dicti pontis operis ipsorum sufficere facultates; et considerantes quod nemo ad impossibile obligetur, nec nos pati possumus nec dedemus quod ecclesia seu monasterium Chassaignie in nostra diocesi constitutum propter opus vel regimen dicti pontis, quod facilius tanquam onus publicum a pluribus poterit supportari, ad illum, quod absit, statum deveniat quod non adiciat nec resurgat, hiis et aliis et presertim clamore populi, universitatis scilicet Lugdunensis civium excitati, quamvis ad nos dictum archiepiscopum cum consensu capituli Lugdunensis principaliter pertineat auctoritas et ordinatio predictorum. Quia tamen omnis res per quascunque causas construitur per easdem dissolvitur, et quod omnes tangit debet ab omnibus approbari; id circo quia reperimus unionem superius memoratam domorum et cappellarum de consensu cleri et populi esse factam, nos quoque predecessorum nostrorum archiepiscoporum Lugdunensium inherentes vestigiis in hac parte, de consensu et voluntate venerabilis decani et capituli Lugdunensis necnon et consulum universitatis civium ac civitatis Lugdunensis predicte, ad supplicationem venerabilis et religiosi viri patris Johannis, abbatis Chassagnie, pro se et conventu suo instanter et humiliter requirentis a dictis oneribus sibi et suis importabilibus liberari, volentes spirituale a temporali, prout et in quantum nobis est possibile, separari, in hoc casu et ex causa ad ordinationem et divisionem predictarum domorum, cappellarum et rerum pertinentium ad easdem, matura deliberatione prehabita, unanimi consilio predictorum concessimus in hunc modum, videlicet quod hospitale predictum et domus ipsius hospitalis ante et retro, cum capella, prout se extendunt a porta dicti hospitalis usque ad Rodanum cum curtili, appendenciis et pertinenciis dicti hospitalis et dicte domus, remaneant dicto hospitali et cappelle et ad abbatem et conventum Chassaignie eorum administratio et regimen perpetuo pertineat et debeat pertinere, salvis inferius declarandis, videlicet pro cultu divino et officio ibidem in capella hospitalis predicti faciendo duo monachi dicti monasterii morentur ibidem, qui Deo et hospitali predicto pauperibusque ibidem confluentibus in divinis et aliis, prout infra sequitur, debeant servire, et ipsi duo monachi tres servitores, unum pro ipsis et duos pro pauperibus et servicio hospitalis habere debeant et tenere.

Item quod dicti duo monachi pro ipsis et dictis tribus servitoribus, pro victu videlicet eorumdem, sex asinatos frumenti et novem asinatos siliginis super bonis et rebus hospitalis et pontis predictorum annis singulis precipere et levare debeant et habere, et triginta asinatas vini puri, pro ipsis duobus monachis videlicet decem et octo, et pro dictis servitoribus duodecim.

Item pro pictancia pro ipsis duobus monachis et tribus servitoribus antedictis decem et octo libras viennensium annis singulis, et pro vestiario dictorum duorum monachorum sex libras, et pro vestiario et calciamentis trium servitorum predictorum alias sex libras annuas.

Item pro salario dictorum trium servitorum quatuor asinatas siliginis.

Item pro candelis, oleo et vino neccessariis in cappella et ad celebrandum missas et serviendum Deo et cappelle predicte duas asinatas vini et sexaginta solidos viennensium.

Item pro servicio debito nobis archiepiscopo Lugdunensi predicto et successoribus nostris pro domibus hospitalis predicti, qui in emphiteosim tenentur a nobis, quatuor decim solidos octo denarios et quatuor gallinas.

Item pro panagio ad opus pauperum in dicto hospitali confluencium novem asinatas siliginis et novem asinatas vini puri, et pro pictancia infirmorum et lampadum accendendarum de nocte in hospitali predicto quatuor libras viennensium.

Item pro culcitris, linteaminibus et cohopertoriis hospitalis predicti ad opus infirmorum emendis et manutenendis ibidem quinquaginta solidos viennensium annis singulis percipiendos perpetuo et habendos et in dictos usus committendos per duos monachos antedictos. Quorum predictorum summa est frumenti sex asinate, siliginis viginti una asinate, vini quadraginta una asinate, pecunie quadraginta libre octo solidi viennensium annis singulis percipiende et habende ob dictas causas per dictos monachos et assignate eisdem super bonis hospitalis predicti. Quas quidem frumenti, siliginis, vini et pecunie quantitates et sommas dictis abbati et conventui Chassaignie de consensu et voluntate venerabilis decani et capituli Lugdunensis, necnon discretorum virorum Bartholomei de Varey et Michaelis Cytharella, tam auctoritate regia quam per consules civitatis Lugdunensis ad hoc deputatos, assedimus et assignamus ad dictum finem in hunc modum, videlicet capellam, hospitale, domum et curtile dictis capelle et curtili adjacentibus, prout se extendunt a via seu carreria per quam itur de ponte Rodani versus Sanctum Nicecium recta via, ex una parte, et juxta viam per quam itur a domo Fratrum Predicatorum usque ad ripperiam Rodani, ex altera, et a ripperia Rodani, via recta, usque ad curtile domini Guichardi Galiani, legum doctoris, via intermedia, et de dicto curtili dicti domini Guichardi usque ad domum et curtile heredum Rollandi Pascalis quondam defuncti, et a dicta domo heredum dicti Rolandi usque ad portam dicti hospitalis, una cum omnibus domibus juribus, pertinentiis et appendenciis infra dictos limites seu confinationes contentis et existentibus.

Item quandam aliam domum sitam juxta domum Stephani Diderii, mugnerii, ex una parte, et juxta domum Anthonii Baronis de Genas, civis Lugdunensis, ex altera, et juxta viam publicam per quam itur de Sancto Nicecio apud pontem Rodani.

Item quasdam alias domos et quoddam curtile seu curtilia dictis domibus contigua seu adjacentia, que sita sunt juxta domum dicti Anthonii Baronis, quam olim Bernardus Baronis de Genas, pater dicti Anthonii, acquisivit, ut dicitur, quondam a Ruppho de Charpiaco, ex una parte, et juxta domum domini Stephani de Fuer, que quondam fuit Johannis de Putheo quondam defuncti ex altera, et ex alia parte juxta quoddam curtile dicti domini Stephani de Fuer, et ex alia parte juxta viam publicam, recta via, per quam itur de ponte Rodani versus Sanctum Nicecium et Putheum Pilosum.

Item quandam aliam domum, que sita est juxta domum Johannini Raymondi, quam acquisivit, ut dicitur, a Johanne Gasteti, ex altera, et juxta viam publicam per quam itur de Burgo Canino apud Sanctum Nicecium.

Item quandam aliam domum, que sita est juxta domum dicti Johannini Raymondi, ex una parte, et juxta domum dictorum Johannini et Stephani de Villeta, fratrum, ex altera, et juxta viam publicam per quam itur de Burgo Canino predicto versus Sanctum Nicecium predictum.

Item quandam aliam domum, que sita est juxta domum predictorum Johannini et Stephani de Villeta, fratrum, ex una parte, et juxta domum Jaquemeti Burlandi, quam acquisivit ab Aymerico de Curtili, ex altera, et juxta dictam viam publicam per quam itur de Burgo Canino versus Sanctum Nicecium, ex altera.

Item grangiam de Rebussello cum omnibus terris, pratis, nemoribus, tachiis, decimis, serviciis, juribus, pertinenciis et appendenciis et aliis quibuscunque universis.

Item domum et vineam Sancti Genisii Vallis ; site sunt apud Sanctum Genisium predictum; que sunt et diu fuerunt hospitali et domui pontis Rodani per tantum tempus quod de contrario hominum memoria non existit, cum ejus doliis, garnimentis dictarum domus et vinee, salicibus, juribus pertinenciis et appendenciis universis. Quequidem domus et vinea site sunt juxta iter per quod itur de Sancto Genisio apud Brignaes et juxta vineam Hugonis Thome, ex una parte, et juxta vineam heredum Benedicti de Fluriaco, ex altera.

Item vineam Sancte Fidis, que est et fuit quondam domus hospitalis predictorum et pontis Rodani, et que vinea fuit olim tradita diversis colonis ad paredas per dictum abbatem Chassaignie.

Item omnia servicia que cappella, hospitale, domus et pons predicti communiter vel divisim habent et habuerunt temporibus retroactis extra civitatem Lugdunensem. Que omnia et singula supradicta penes dictum abbatem et conventum monasterii Chassaignie pro supradictis domo, capella et hospitali derviendis et manutenendis et dictis serviciis complendis ibidem, ut dictum est, et pro dictis quantitatibus bladi et pecunie, et pro omni eo quod ipsi percipere debent pro serviendo dictis capelle, hospitali, et pro predictis honoribus supportandis perpetuo volumus remanere, ipsosque abbatem et conventum Chassaignie, de voluntate et

assensu predictorum dominorum decani et capituli ac consulum civitatis, ab omni alio onere dicti pontis et pertinentium ad ipsius fabricam, necnon a servicio capelle supra dictum pontem existentis et dependentibus ex eisdem, pro nobis archiepiscopo et successoribus nostris liberamus imperpetuum et quittamus, necnon de omnibus que occasione dicti pontis, domorum vel capellarum seu hospitalis predictorum vel preceptorum quomodolibet, et pro eisdem possent ab eisdem abbate et conventu per nos archiepiscopum vel alium modo quolibet exigi vel requiri. Volumus etiam atque concedimus abbati atque conventui Chassaignie memoratis quod omnia legata facta et facienda imposterum capelle vel hospitali predictis, qualitercunque, a quibuscunque et sub quocunque tenore verborum facta existant, necnon et cetera omnia, que pervenient et pervenire poterunt in futurum, contemplatione seu occasione dictarum capelle et hospitalis, quorum regimen per presentes eis relinquimus, habeant et percipiant et eis pacifice persolvantur pro dictis serviciis et omnibus melius sustinendis et complendis, quodque in dicta capella divinis celebrare egrotis et rendutis et aliis sibi deservientibus in dicta capella, domo vel hospitali sacramenta ecclesiastica impartire valeant, et eos ac quoscunque alios, qui ibidem sepulturam suam elegerint vel morientur in domo vel hospitali predictis, possint libere in eodem cimiterio sepelire, jure tamen parrochiali salvo quantum ad eos qui non fuerint de egrotis et rendutis ac servitoribus eorumdem monachorum, sed alibi quam de dictis domo et hospitali, si qui fuerint qui penes ipsos elegerint sepeliri. Retinentes nobis et nostris successoribus, qui pro tempore erunt Lugduni, in predictis capella, domo et hospitali visitacionem, correpcionem et reformationem et aliis juribus sedis nostre absque exactione procurationis vel subvencionis in pecunia, cibariis vel rebus aliis quibuscunque, salvis semper in omnibus et per omnia dictis abbati et conventui Chassaignie et monasterio Chassaignie quibuscunque privilegiis concessis ordini Cisterciensi ac abbati et monasterio Chassaignie antedictis, dum tamen per ea aliqua effectus premissarum visitationis, correpcionis predictarum capelle et hospitalis et ministrorum sacramentorum ibidem, in quantum tales predictorum ministri sunt et erunt, non impediantur quoquomodo, nec nobis et nostris successoribus, ut premittitur, retentis, nec nobis archiepiscopo et successoribus, in predictis sibi retentis possit aliquod prejudicium generari. In aliis vero rebus, possessionibus seu redditibus assignatis vel concessis eisdem ut supra nichil quo ad proventus et emolumenta penitus retinemus, sed liberam administrationem predictorum eis concedimus ad finem predictum et ex causis supradictis, ita quod de predictis vel aliquo predictorum nobis archiepiscopo vel nostris successoribus seu cuiquam alii, preterquam Deo et sibi ipsis, computum reddere nullatenus teneantur; servicia autem predicta et onera dictorum capelle et hospitalis supportare et facere perpetuo teneantur. Mandantes tenore presentium et precipientes universis tenementariis possessionum, rerum, domorum, reddituum vel jurium predictorum dictis religiosis per

nos assignatorum ut supra, quod ex nunc in antea respondeant et satisfaciant de predictis omnibus et singulis dictis abbati et conventui Chassaignie tanquam veris et perpetui administratoribus eorundem. Aliam vero domum sitam juxta pontem predictum elemosinariam hacthenus nuncupatam, ac pontem ipsum Rodani cum capella posita supra illum, possessiones, jura et redditus, proventus et obvenciones quascunque ad dictas domos, hospitale et pontem spectantia hactenus conjunctim vel divisim, que non fuerunt dictis abbati et conventui Chassaignie, ut predictum est, assignata et que in futurum devenient et pertinere poterunt quoquomodo, que ad dictum pontem et ipsius pontis sustentacionem, reparacionem et machinam, retinemus et perpetuo remanere et pertinere volumus et ordinamus regenda, gubernanda et percipienda committimus de voluntate, consilio et assensu consiliariorum predictorum communitatis civitatis predicte, providis et discretis viris Bartholomeo de Vareyo, filio Bruneti de Vareyo quondam, et Michaeli Cytharelle, civibus Lugdunensibus, ad hoc electis a dictis consiliariis et nominatis; dantes eisdem Bartholomeo et Michaeli tenore presentium, de voluntate, consilio et assensu consiliariorum predictorum, plenam, generalem et liberam potestatem et mandatum speciale tenendi, exigendi, percipiendi, levandi et recipiendi omnia et singula bona, jura, redditus, proventus, fructus, legata, helemosinas et emolumenta quecunque, que ad dictos pontem, domum et capellam conjunctim vel divisim pertinent et in futurum pertinebunt, aut ipsorum vel alicujus eorumdem occasione seu contemplatione, quacunque ratione percipi poterunt et qualitercunque a quacunque persona deberi, litterasque quittationis de dictis emolumentis, helemosinis et legatis per eos receptis dandi et concedendi, ipsaque emolumenta in reparacionem, sustentacionem et machinam et neccessitatem dictorum pontis, domus et capelle, prout eis visum fuerit, convertendi et ponendi, procuratores et gestores, unum vel plures, semel vel pluries, pro litibus, causis et negociis predictis constituendi, deputandi, et deputandos revocandi, et super ipsis causis et negociis compromittendi, paciscendi, componendi, transigendi et cujuslibet generis sacramentum prestandi, defferendi et referendi, expensas cujuslibet litis petendi et recipiendi, ac omnia alia et singula faciendi, que causarum et negociorum quorumcunque merita in judiciis et extra postulant et requirunt et que veri procuratores, gestores et administratores, sindici, yconomi et rectores legictime ordinati et constituti facere possunt et debent. Volumus tamen et ordinamus, de consilio et assensu consiliariorum predictorum, quod predicti Bartholomeus et Michael, quandiu bona et jura predicta administrabunt et regent, quolibet anno semel, mense Decembris, de omnibus et singulis per eos receptis, levatis et perceptis de bonis, juribus et emolumentis predictis et de expensis per eos factis in reparatione, sustentatione et aliis neccessitatibus dictorum pontis, domus et capelle et ceteris negociis pro administratione predicta faciendis, ratiocinium et computum legictimum redere teneantur officiali et judici nostro, qui pro tempore

fuerint, unacum duobus probis viris per consiliarios dicte communitatis, qui pro tempore fuerint, ad dictum raciocinium et computum audiendum, approbandum vel reprobandum nominandis. Premissis autem universis et singulis, prout superius ordinata sunt per nos et etiam declarata, prefatus religiosus vir frater Johannes, abbas, monasterii Chassaignie, ex una parte, et predicti Bartholomeus Bruneti de Varey et Michael Cytharella, cives Lugdunenses, constituti propter ea coram mandato nostro, videlicet Jacobo de Vergeyo, publico auctoritate apostolica notario curie officialis Lugdunensis et secularis Lugdunensis jurato, presentibus ad hoc vocatis et rogatis, videlicet venerabilibus viris dominis Guillelmo de Cheveluto, custode ecclesie Lugdunensis, Bartholomeo de Montebrisone, legum doctore, Johanneto Guiffredi, Richardo Papodi, civibus Lugdunensibus, et fratribus Humberto de Mesclas, cellerario, ac Petro de Cheveluto, magistro domus de Vignietes, monachis monasterii Alte Combe, prefatus abbas Chassaignie, suo et conventus sui, et dicti Bartholomeus et Michael, suis et consulum ac universitatis civium Lugdunensium nominibus, qui, quantum ipsos et ipsorum quemlibet tangit et tangere potest et poterit in futurum, deliberatione prehabita diligenti, consenserunt expresse. In quorum omnium premissorum robur et testimonium presentibus litteris bullam nostram duximus apponendam.

Et nos vero Johannes, decanus, et capitulum ecclesie Lugdunensis, premissis omnibus et singulis, tanquam rite et legictime actis, deliberatione prehabita diligenti in nostro capitulo more solito ad sonum campane congregati, unanimiter et concorditer nostrum prebentes assensum et consensum, sigillum nostre ecclesie Lugdunensis presentibus litteris apponi fecimus in fidem et testimonium premissorum.

Et nos frater Johannes, Dei gratia humilis abbas, et conventus monasterii Chassaignie, attendentes et considerantes premissa omnia et singula, tanquam rite acta, cedere ad utilitatem nostri monasterii, ea omnia et singula approbantes et ratifficantes, sigillum nostrum, quo unico utimur, presentibus apponi fecimus in majus robur et testimonium premissorum.

Nos autem abbas monasterii Sancti Supplicii Cisterciensis ordinis, pater abbas dicti monasterii Chassaignie immediatus et commissarius in hac parte auctoritate nostri Cisterciensis capituli generalis, attendentes et considerantes supradicta omnia et singula acta et facta fuisse ad utilitatem et comodum supradicti monasterii Chassaignie, habita deliberatione diligenti super premissis cum abbate et conventu Chassaignie predictis et aliis nostris consiliariis, predictis omnibus et singulis consentimus expresse et eadem auctoritate nostri generalis capituli Cisterciensis predicti et nostra paterna laudamus, ratifficamus et tenore presentium approbamus et presentibus litteris sigillum nostrum apponi fecimus in omnium premissorum fidem et notitiam pleniorem.

Et nos consules universitatis Lugduni, premissa omnia et singula considerantes

rite et legictime facta esse et cedere ad utilitatem rei publice, in quantum ad nos et universitatem civium Lugdunensium pertinet et pertinere potest, approbantes et ratifficantes, sigillum universitate nostre presentibus litteris apponi precepimus in testimonium hujus rei.

Actum, quo ad consensum abbatis Chassaignie et civium predictorum, quarta die Octobris, anno Domini millesimo tercentesimo tricesimo quarto; et quo ad predictum abbatem Sancti Supplicii et abbatem et conventum Chassaignie, in monasterio predicto Chassaignie, conventu ibidem more solito congregato, insistentibusque et conventum facientibus predictis abbatibus et religiosis viris fratribus Bono, priore majore, Bernardo, suppriore, Bernardo, magistro domus de Curtilibus, Georgio, porterio, Girardo, cellerario majore, Stephano, magistro domus de Rossay, Petro d'Aygrefuyf, Guillelmo de Meyssimiaco, Guichardo de Tisiaco et Guillelmo de Nem, monachis dicti monasterii Chassaignie, in presencia Jacobi de Vergeyo, notarii suprascripti, presentibus etiam testibus ad hoc vocatis, videlicet religioso viro fratre Petro de Cheveluto, magistro domus de Vignietes, monacho monasterii Alte Combe, Peronino de Monay, cive Lugdunensi, ultima die Aprilis, anno Domini millesimo CCC° tricesimo quinto.

Ego vero Jacobus de Vergeyo, publicus notarius antedictus, premissis omnibus et singulis ut supra actis presens interfui presentesque litteras de mandato dicti domini archiepiscopi expedivi sub hoc signo meo.

LXXXX

L'acord fait sur la consignacion des mesures.

13 Janvier 1338

IN nomine Domini. Amen. Universis tam presentibus quam futuris et singulis posteris presentes litteras inspecturis et etiam audituris, Chabertus Hugonis, legum doctor, obedientiarius Sancti Justi, officialis Lugdunensis, et Bartholomeus de Montebrisone, legum doctor, judex curie secularis Lugdunensis, rei geste noticiam cum salute. Ad universorum Christi fidelium noticiam presentium futurorumque per presentes volumus esse notum quod cum debatum, controversia et questionis materia verterentur et essent inter Johannem de

Sancto Clemente, Bartholomeum de Varey, dictum Brunet, Petrum de Pompero, Johannem de Mura, Micheletum de Faysins, Peroninum Caprarii, Hugonem Grigneu, Johannem Chatardi, Peronetum de Burgo, Johannem de Nevre et Soffreydum de Via, cives Lugdunenses, consules civitatis, civium et habitantium Lugdunencium nominibus suis propriis ac nomine dicte civitatis civium et habitantium in eadem, ex una parte, Johannem Raymondi et Petrum Chamossini, cives Lugdunenses, ad quos omne jus et emolumenta mensurarum vini, quod venditur Lugduni minuatim ad tabernam, videlicet ad dictum Johannem pro nona parte, et ad dictum Petrum pro octo partibus, toto dicto jure in novem partibus tantum consistente et diviso, ut asserunt, pertinent et pertinuerunt per longa et ultima tempora in civitate predicta, ex altera, occasione dictarum mensurarum, super et pro eo quod dicti Johannes et Petrus dicebant et asserebant quod omnes et singuli vinum vendentes ad tabernam minuatim Lugduni debebant et tenebantur solvere pro qualibet vaysselata vini ipsis Johanni et Petro, pro jure suo et omni emolumento dictarum mensurarum, duos denarios viennensium; et si precium vini diminuebatur, pro qualibet diminutione seu vaysellata alios duos denarios viennensium; et quod ipsi Johannes et Petrus habebant et habere debebant ab omnibus et singulis civibus et habitatoribus predictis pro consignatione carteroni seu dimidii carteroni aut follieta, seu cujuslibet alterius mensure minute, cum qua vinum ad tabernam venderetur cum signo domini, certam pecunie sommam, secundum qualitatem dictarum mensurarum consignandarum, et prout erant de fusta vel de cupro, minus vel majus; dictis consulibus dictis nominibus contrarium dicentibus et asserentibus et ipsos cives et habitatores non teneri ad aliquid dandum vel solvendum dictis Johanni et Petro nec alii pro jure et emolumento dictarum mensurarum, ex quo ipsi cives et habitatores habent et habere licitum est ab antiquo mensuras suas proprias signo domini signatas, et qui habet mensuras domini signatas nichil debet pro mensura, pluresque alias rationes et causas allegabant contra et adversus intentionem Johannis et Petri predictorum. Tandem prenominati Petrus de Pompero, Johannes de Sancto Clemente, Johannes de Nevro, Johannes de Mura, Hugoninus Grigneus, Micheletus de Faysins, Soffredus de Via, dictus Johannes Raymondi, consul, unacum aliis predictis, consules predicti nominibus suis propriis et aliorum consulum predictorum civiumque et habitantium Lugduni, habentes super hoc potestatem, prout in litteris super eorum consulatu confectis plenius vidimus contineri, ex una parte, et ipsi Johannes Raymondi et Petrus pro se et suis, ex altera; attendentes quod de et super predictis et occasione predictorum de die in diem inter ipsos cives et habitantes dictos Johannem et Petrum insurgebat contentio et litigabant et contendebant, propter quod non solum in judicio cause et questiones sed etiam inter personas dissensiones, rixe, jurgia et verbera multociens sperabantur non sine magnis expensis scandaloque et periculo civium et habitantium predictorum, volentes pre-

dictis occurrere et finem perpetuum imponere, predictas contentiones, rixas, jurgia et alia que ex predictis et occasione premissorum possent insurgere, pro bono et comodo, transquilitate et pace dictorum civium et habitantium, Johannis et Petri, resecare et totaliter amputare, deliberatione et tractatu super hiis et infrascriptis inter et per eos pluries et per plures dies cum majoribus et sanioribus dictorum civium et habitantium prehabitis, constituti dictis nominibus, propter hec que sequntur, coram Petro Girerdini, clerico, publico notario, mandato nostro, curiarum nostrarum predictarum jurato, ad hec a nobis deputato, et testibus infrascriptis et in presentia eorundem, de et super predictis concorditer et unanimiter sponte sua et ex certa sciencia, considerata et attenta, ut dicunt, utilitate sua civium et habitantium et comodo pariter evidenti, composuerunt, convenerunt, concordaverunt et eis finem imposuerunt prout inferius continetur: Primo quod dicti Johannes et Petrus et eorum et imposterum in dictis mensuris, jure et emolumento earum successores teneantur et debeant tradere et administrare civibus et habitatoribus Lugduni volentibus vendere vinum minuatim ad tabernam, ipsis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus rationabiliter requisitis, mensuras terreas solitas pro vendendo vino suo minuatim ad tabernam, videlicet dimidium carteronum et follietam, que est quarta pars unius quarteronis. Et si in futurum dicte minute mensure aut earum nomina mutarentur, illas que pro tempore fuerint ministrare teneantur.

Item quod si aliquis civis vel habitator Lugduni habeat mensuras suas proprias, jam licitum est eis habere, et eas voluerit facere consignare, videlicet illas cum quibus vinum venditur ad tabernam, quod dicti Johannes et Petrus et eorum imposterum successores ipsas mensuras debeant facere justificare et justas fieri et signo domini signare libere et sine aliqua exactione, et quod pro omni jure ipsis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus competente et debito et competere valente, pro omni jure et emolumento dictarum mensurarum minutarum et consignatione earundem, quilibet civis et habitator Lugduni vendens perpetuis et futuris temporibus Lugduni vinum ad tabernam minuatim, videlicet cum quarterono, dimidio quarterono vel foillieta aut similibus minutis mensuris, solvat et solvere teneatur perpetuo pro qualibet vaissellata vini que sic venditur, sit vaissellata parva vel magna, dictis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus duos denarios viennensis monete pro tempore missibilis seu ponibilis et currentis Lugduni, nec ultra dictos duos denarios aliquid ulterius solvere teneatur pro minutatione precii ipsius vini quod vendetur, signo domini, justificatione seu rechandilliamento dictarum mensurarum, nec pro omni alio jure dictarum mensurarum. Et si dicti Johannes et Petrus aut eorum imposterum successores non traderent dictis civibus et habitatoribus, qui ipsos requirerent de dictis mensuris tradendis ex causa predicta, dictas mensuras saltim infra dimidiam diem postquam super ipsis mensuris tradendis fuerint requisiti, aut quod ipsi

Johannes et Petrus et eorum imposterum successores non traderent mensuras que sibi tradentur vel presententur ad signanda, justificatas et signatas signo domini infra quatuor dies post traditionem vel presentationem dictarum mensurarum requisiti vel uni ipsorum suorum unum tantum, quod ipsi cives et habitatores, qui dictas mensuras per eos requisitas et petitas, aut qui mensuras per eos traditas ad signandum justificatas et signatas a dictis Johanne et Petro et eorum imposterum successoribus habere non possent infra tempus predictum, non teneantur nec debeant solvere dictis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus dictos duos denarios viennensium pro vaissellata vel vaissellatis vini, que interim ipsis Johanni et Petro aut eorum successoribus volentibus dictas mensuras tradere aut traditas ad signandum justificatas et signatas reddere, vendentur per dictos cives et habitatores, qui dictas mensuras infra dictum tempus non haberent, ut est dictum, donec ipsas mensuras habere a dictis Johanne et Petro et eorum imposterum successoribus juxta modum predictum, nec de hoc quod vindiderint interim, ut non potuerunt habere dictas mensuras infra dictum tempus, aliquid solvere teneantur, licet postea eis mensure tradantur et reddite, dicte mensure eis fuerint justificate et signate. Actum tamen est quod si reperietur aliquos de dictis civibus et habitatoribus esse immunes super jure dictarum mensurarum aut previlegio aut gratia speciali, seu usu aut aliqua ratione, quod illis jura sua salva maneant, non obstante presente compositione. Sciendum est etiam quod iste conventiones fuerunt facte inter dictos Johannem et Petrum, ex una parte, et dictos consiliarios pro se et suis et aliis omnibus civibus et habitatoribus Lugduni, ex altera duntaxat pro omni jure quod dominus archiepiscopus et capitulum, ipsi Johannes et Petrus et omnes alii possent et debent habere ratione dictarum mensurarum, quo ad dictos cives et habitatores; jura vero et costume, que et quas predicti Johannes et Petrus habent et habuerunt et soliti fuerunt habere ab antiquo erga foraneos sint et remaneant dictis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus salva et salve sicut prius.

Item quod dicti Johannes et Petrus, quilibet pro dicta parte sua, pro se et successoribus suis perpetuo, predicta omnia et singula promittent, jurent et se obligent perpetuo et futuris temporibus inviolabiliter observare et observari facere cum effectu, et ipsos cives et habitatores ab omnibus eosdem in et super predictis inquietare, molestare aut in causam trahere, seu minus emolumentum pro dictis mensuris, vaissiatis, vini justificatione et consignatione ipsarum, exigere volentibus qualitercunque, deffendere, manutenere et tueri, et pro ipsis civibus et habitatoribus se opponere et ad justiciam respondere, et totam causam, litem et litigium in se suscipere et transferre, ipsorum Johannis et Petri et eorum imposterum successorum sumptibus et expensis.

Item quod cives et habitatores Lugduni teneantur et debeant solvere et sattisfacere dictis Johanni et Petro de vinis venditis per eosdem a festo Nativitatis

Domini, quod fuit millesimo CCC° tercesimo sexto citra, usque ad diem hodiernam, minuatim ad tabernam, de quibus dictis Johanni et Petro nulla fuit facta solutio et sattisfacio, videlicet pro qualibet vaissellata vini duntaxat vendita per eosdem vel per alium pro eisdem duos denarios viennensium, et super dictis vaissellatis vini venditis per dictos cives et habitatores a dicto festo Nativitatis Domini citra, credatur juramento eorumdem, seu illius qui vinum vendiderit pro eisdem, per dictos Johannem et Petrum; de aliis vero omnibus et singulis, que dicti cives et habitatores debere possent vel teneri dictis Johanni et Petro vel aliis pro emolumento dictarum mesurarum non soluto per eos ipsis Johanni et Petro, aut que dicti Johannes et Petrus haberent pro eisdem, aut consignatione eorumdem usque ad diem hodiernam alii ab aliis nichil ulterius petere vel exigere possint, nisi que sunt superius ordinata.

Item quod dicti Johannes et Petrus et eorum imposterum successores, quot quot sint, debeant et teneantur omnes ad invicem ordinare et deputare unam personam in una domo et loco decenti Lugduni, in qua petantur et petite possint et debeant haberi mensure predicte et portari et tradi pro signandis et justificate et signate reddi et tradi libere, et in ipsa domo tantum modo requiri; et si ab aliquo hoc facere non curaverint, interim dum hoc non facerent, videlicet cives et habitatores vina sua libere ad tabernam vendere possint, et ad dictos duos denarios viennensium solvendos pro qualibet vaissellata, que interim vendetur per eos, nullatenus teneantur, et quod aliquibus seu uno ex ipsis ipsi Johanni et Petro aut eorum imposterum successoribus, si plures essent, unum tantum, qui in dictis mensuris jus haberent seu partem, in personis vel ad domicilium requisitis vel requisito de predictis faciendis, ut superius extitit ordinatum, perpetuo provide habeantur et habere debeant de domo, homine aut mensuris et de consignatione et exchandilliacione ut supra, ac si omnes et singuli forent generaliter et singulariter pro predictis requisiti.

Item quod dicti Johannes et Petrus faciant et facere teneantur dictis consulibus dictis nominibus, si voluerint, copiam tabellionatam et signis notariorum publicorum signatam litterarum suarum, quas habent super asservissatione mensurarum predictarum, et quod expense hinc inde facte qualitercunque, tam ab universis quam singulis, sint quitte et remisse, et sic et pro predictis sit et esse debeat perpetuo finis, pax, concordia et transquilitas inter dictos cives et habitatores predictos, Johannem et Petrum aut eorum imposterum successores de et super predictis et occasione premissorum. Predictas autem compositionem, concordiam omniaque et singula suprascripta, prout superius continentur, dicti consules dictis nominibus, Johannes et Petrus, ratas et gratas habentes et eas et ea acceptantes et approbantes, promittunt alii aliis stipulantes, necnon dicto notario tanquam publice persone stipulanti et recipienti vice, nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest et intererit in futurum, per juramenta sua super sancta

Dei euvangelia corporaliter ab eisdem et quolibet ipsorum prestita et sub speciali et expressa ac generali obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcunqne, ubicunque sint et quocunque nomine censeantur et existant, potissime dicti Johannes et Petrus sub obligatione speciali dictorum duorum denariorum viennensium ipsis competentium pro qualibet vaissellata vini predicti, videlicet dicti consules pro se et eorum nominibus ac aliis civibus et habitatoribus Lugduni, et dicti Johannes et Petrus pro se et eorum imposterum successoribus, videlicet quilibet eorum pro parte eum contingente in dictis mensuris, ipsas compositionem, concordiam et omnia et singula suprascripta, prout superius continentur et declarantur, perpetuo tenere, attendere, complere, rata, grata et firma habere et inviolabiliter observare cum effectu, et contra predicta vel aliqua de predictis aut subsequentibus per se vel per alium, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, modo aliquo de cetero non venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire ullo tempore, aliqua ratione. Dampna vero, interesse et expense, que et quas dicti cives et habitatores, seu dicti Johannes et Petrus et eorum imposterum successorum facerent, sustinerent aut qualitercunque incurrerent occasione predictorum non attenditorum hinc inde, ut superius continentur, ea et eos, promittunt dicti consules dictis nominibus, Johannes et Petrus pro se et successoribus suis, alter alteri, reddere et integre resarcire, contradictione aliqua non obstante. Volentes et consentientes dicti consules dictis nominibus quod ipsi cives et habitatores futuris et successivis temporibus compellantur et compelli possent et debeant, primo ipsum vel ipsos debite requisitum vel requisitos, auctoritate nostrarum curiarum et cujuslibet earundem ad solvendum et reddendum dictis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus dictos duos denarios viennensium pro qualibet vaissellata vini, modo et forma quibus superius extitit ordinatum, modo quo poterit fieri fortiori, si forte, quod absit, aliquis dictorum civium et habitantium in ipsis solvendis esset negligens vel remissus, ut est dictum. Quapropter dicti consules dictis nominibus, Johannes et Petrus, in quantum ad eos pertinet, renunciant in hoc facto, ex certa sciencia et per juramenta exceptioni dictarum compositionis, concordie omniumque aliorum supra et infrascriptorum, ut supra sunt, bene, rite et legictime non factorum et non ita actorum, doli, mali, metus et in factum actioni, omni lesioni, deceptioni, circonventioni, gravamini et errori, conditioni sine causa vel ex injusta causa et conditioni ob causam, juri per quod deceptis in contractibus subvenitur, juri dicenti plus valere quod agitur quam quod simulate concipitur, omni restitutionis in integrum ex quacunque causa beneficio, omni appellationis, provocationis et supplicationis remedio, omni relaxationi juramenti, beneficio legis de tempore quadrimestri, quinquenalibus et decennalibus induciis, implorationi officii judicis, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, et omni juri canonico, consuetudinario et civili

sibi et eorum cuilibet competenti et competituro ad veniendum contra predicta vel aliqua de predictis, jurique dicenti renunciationem non sufficere generalem nisi precesserit specialis. Actum in capella beati Jacobi Lugdunensis, presentibus et assistentibus dictis consulibus superius nominatis, discretis viris domino Bartholomeo de Montebrisone, legum doctore, Stephano de Villanova et Johanne de Perey, civibus Lugdunensibus, ipsorum consulum consiliariis, presentibus etiam consiliariis necnon Johanne Bornio, peyssonerio, Michaele Chavenci et Johanne Bocherati, civibus Lugdunensibus, ad predicta testibus vocatis et rogatis. Datum decima tertia die mensis Januarii, anno Domini millesimo tercentesimo tricesimo septimo.

In cujus rei testimonium nos dicti officialis et judex, cum nobis constet de premissis per fidelem relacionem dicti jurati et notarii, cui super hiis fidem plenariam adhibemus, sigilla curiarum nostrarum presentibus litteris duximus apponenda sub data qua supra.

Subscriptio notarii talis est : Et ego dictus Petrus Girerdini, notarius, premissis compositioni, concordie, rattiffîcationi, promissioni et aliis hoc tangentibus presens fui et exinde presentem litteram expedivi sub hoc signo meo.

LXXXXI

Les lettres empetrées par Huet de Larbent contre le glaive espirituel.

23 Août 1377

CHARLES, par la grace de Dieu roy de France, au bailli de Mascon ou a son lieutenant salut. Nous avons entendu par la grief complainte des consulz de la ville de Lion sur le Rosne, pour eulx et au nom de la communauté, citoiens et habitans d'icelle ville et de Huet de Larben, bourgois de la dicte ville de Lion, en tant comme le touche et puet touchier, que soubz ombre de certaine bulle ou previlége que le doyen et chapitre de Lion dient a eulx avoir esté pieca octroié par le pape Nicholas, par laquelle bulle ilz mantiennent avoir la cognoissance de ceulx qui injurient, molestent, perturbent ou empeschent le dis chapitre ou aucune des personnes singulieres de leur eglise, et que pour cognoistre de ce ils pevent commettre et deputer teles personnes, comme il leur plaist, yceulx doien et chapitre ont par pluseurs fois pluseurs des dis citoiens et

habitans fait citer et traire en cause et encores font de jour en jour, par diverses voyes, pardevant leurs juges commis par eulx a l'execution dudit previlege, lequel il nomment glaive espirituel, sur choses et actions reeles et autres mixtes, dont ne leur compete ne puet appartenir en aucune maniere la cognoissance, et mesmement les dis chapitre, ou aucuns d'eulx, ont nagueres fait citer pardevant maistre Loys de Pourprieres et Oudot de Saincte Marie, chanoine de Lion, leurs juges et commis a ce, si comme il dient, par les dis de chapitre, le dit Huet de Larben et contre lui baillié un libelle, disant que il tient une vigne qui fut Poncet de Molon, laquelle leur doit chascun an de rente annuelle quatre soubz fors et que de prandre la dicte rante il ont esté et sont en bonne possession et saisine, et que le dit Huet avoit cessé de paier par l'espace de dix ans, en concluant calumpnieusement et pour covrir leur fait que il fust et soit pronuncié et desclairé excommunié, comme notoire injuriateur des dis de chapitre, si comme il appert par le dit libelle; et, que pis est, pour ce que le dit Huet disoit qu'il n'estoit tenus de respondre audit libelle ne proceder pardevant les dis commis mesmement que la dicte bulle ou previlege ne s'estendoit pas a celles choses, mais seulement contre ceulx qui auroient batu ou injurié aucun des chanoines ou autres beneficiés et encorporés de leur eglise, il ont le dit Huet excommunié et tel fait denuncier publiquement en pluseurs lieux, et autres fois pluseurs fois l'ont fait par semblable maniere contre pluseurs de la ville et pais de Lion, lesquelles choses, se elles estoient tollerées, prejudiciroient mout a la juridicion temporelle, quar il attribueroient a eulx, par telles voyes indirectes, malicieuses et exquises, la cognoissance des choses reelles, comme il est ou cas present et autres, dont il ne pourroient ne devroient, ne peuvent ne doyent cognoistre par voye directe, et est et seroit ou grant dommage et vexation des dis complaignans, si comme il dient. Pourquoy, requise sur ce notre provision, nous, qui ne voulons noz subgez estre traictiés ne fatiguez par voyes obliques contre les termes de raison, te mandons, et, considéré que les evocations et procès indeuz dont dessus est faicte mention, l'on fait contre les subgez de ton bailliage, commettons, se mestiers est, que, se par l'inspection dudit libelle ou autrement deuement, il appert estre ainsi, contrains lesdis doien et chapitre, les dis commis et autres qui seront a contraindre, par la prinse et detencion de leur temporel et autrement, comme bon te semblera de rayson, a cesser des dictes evocations, procès et excommunimens et touz autres semblables fais par eulx et leurs commis a l'encontre dudit Huet de Larben et des autres citoiens et habitans de la dicte ville de Lion et suburbe d'icelle et chascun d'eulx, et a faire absoubdre ledit Huet de Larben a leurs propres coux, frais et despens, et avec ce leur fais defense, sur certaines et bonnes poines appliquer a nous, que doresenavant il ne s'entremettent de cognoistre ou faire cognoistre des choses dessus dictes touchans actions reelles ou autres semblables, dont a juge seculer appartiegnet, doie ou puisse appartenir la cognoissance, et

touz ceulx que tu trouveres avoir fait et faire ou pourchacier a faire au contraire en corrige tellement et contrains pour ce a nous et a partie faire amende raysonnable par toutes les voies et manieres que mieulx se poura et devra faire de raison, si que les dis complaignans n'aient cause d'en plus retourner plaintiz par devers nous; et ou cas d'opposition fais entre les parties, icelles oyes, bon et brief acomplisement de justice, nonobstans quelconques lettres subreptices empetrées ou a empetrer au contraire. Donné a Paris, le XXIII[e] jour d'Aust, l'an de grace mil trois cens soixante dix et sept, et de notre regne le XIIII[e].

Sic signat.: Es requestes de l'oster, *Hugos*.

LXXXXII

La confirmation des privileges des bonnes villes du royaume faicte pour le roy Charles l'an IIII[xx].

Janvier 1381

CHARLES, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons a tous presens et avenir que comme a la convocation et assamblée general que nous avons fait faire et tenir a Paris des gens d'eglise, nobles, bourgois et habitans des bonnes villes de notre royaume de la langue d'oil, pour avoir advis sur la deffense et provision d'icellui, il se fussent complains des aides, subsides et subvencions que feu notre tres-chier seigneur et pere, que Dieux absoille, faisoit et avoit fait imposer et lever sur eulx, et aussi de pluseurs autres choses qu'il disoient avoir esté fait en leur prejudice du temps de notre dit seigneur et pere et ses predecesseurs par leurs gens et officiers contre leurs imunités, nobleces, franchises, libertez, previleges, constitutions, usaiges et coustumes des pais, et contre les ordennances royaulx anciennes, requerans leur estre sur ce pourveu de remede convenable, nous, voulans nos dictes gens et subgiez en leurs immunitez, noblesses, franchises, libertés, previleges, constitucions, usaiges et coustumes anciens remettre, resaisir, restituer, maintenir et garder et les relever a tout notre povoir de touz grief, charges et oppressions quelconques, par le

conseil, advis et deliberation de noz tres chiers et amés oncle et autre prochains de notre sanc et de notre grant conseil, voulons, ordonnons et octroyons de notre plaine puissance, certaine science et auctorité royal, que les aides, subsides, impositions et subventions quelconques, de quelque nom ou condition qu'il soient et par quelque maniere ilz aient esté imposez sur noz dictes gens et pueple, qui aient eu cours en notre dit royaume du temps de notre dit seigneur et père et autres noz predecesseurs, depuis le temps du roy Philippe le Bel, notre predecesseur, soient ostées, cassées et abolies, et icelles cassons, ostons et abolissons et mettons du tout annéant par la teneur de ces presentes, et voulons et decernons que par le cours que icelles impositions, subsides et subventions ont eu en notre dit royaume, nous, noz predecesseurs, successeurs ou aucun de nous ne en puissies avoir acquis aucun droit ne aucun prejudice estre engendrez a noz dictes gens et pueple ne a leurs immunitez, noblesses, franchises, libertez, previleges, constitutions, usages et costumes dessus dictes ne aucunes d'icelles en quelque maniere que ce soit; et oultre voulons, ordonnons et decernons de notre dicte plaine puissance et certaine science et auctorité royal que toutes les immunitez, droiz, nobleces, franchises, libertés, previleges, constitutions, usages et costumes anciennes, et toutes les ordonnances royaulx dont et desquelles joissoient et usoient les dictes gens d'eglise, nobles, bonnes villes et le pueple de notre dit royaume en la langue d'oyl, ou aucuns des estas dessus dis, ou temps du roy Philippe le Bel et depuis jusques a ores, leur soient restituez et restabliz; et nous par ces mesmes presentes leur restablissons et restituons et de certaine science voulons et decernons qu'il demeurent en l'estat et fermeté qu'il estoient lors sanz estre enfrains ou dommagés en aucune maniere, et yceulx leur avons confermé et confermons par la teneur de ces presentes, nonobstant fais, usages ou ordonnances fais ou faites depuis le temps dudit feu le roy Philippe le Bel a ce contraires; et en oultre et decernons que, se a l'encontre de ce aucune chose a esté faite depuis icellui temps jusques a ores, nous ne noz successeurs ne nous en puissons aidier aucunement, mais les mettons du tout anneant par ces mesmes presentes, sanz y comprandre toutevoies noz rentez, yssuez, travers et proufiz des vivres et denrées menées hors de notre royaume, qui nous demeurent et seront levées par certaine forme et maniere qui sera ordoné par noz gens au moins de griefs de nos subgiez que faire se poura, et aussi sanz y comprandre les redevances des Genevoys, Lombars et Tremontains et nez hors de notre royaume et de leurs denrées. Toutes lesquelles choses nous promettons a tenir fermement sanz enfraindre, voulons et decernons que le transcript ou vidimus de ces presentes soubz seel royal vaille et ait fermeté en tout et partout aussi et par telle maniere comme ce present original. Si donnons en mandement a touz noz officiers et a chascun d'eulx que les choses dessus dictes et chascune d'icelles tiengnent et facent tenir et garder sanz enfraindre, et que ce soit ferme chose et estable a tous

jours, nous avons fait mettre notre seel a ces presentes, sauf en autres choses notre droit et l'autruy en toutes. Donné a Paris, ou moys de Janver, l'an de grace mil trois cens quatre vins et de notre regne le premier.

Sic signat.: Par le roy en son grant conseil ouquel estoient messeigneurs les dux d'Anjou, de Berry, de Bourgoigne et de Bourbon et pluseurs autres, *Yvo.*

LXXXXIII

La bulle du pardon du pont de Rone.

11 Janvier 1384

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis salutem et apostolicam benedictionem. Licet is de cujus munere venit, ut sibi a fidelibus suis digne laudabiliter serviatur, de habundantia pietatis sue, que merita supplicum excedit et vota bene servientibus sibi multo majora retribuat quam valeat promereri ; nichilominus tamen desiderantes reddere Domino populum acceptabilem et bonorum operum sectatorem, fideles ipsos ad complacend., et quasi quibusdam alectivis muneribus, indulgenciis videlicet et remissionibus invitamus, ux exinde reddantur divine gracie aptiores. Cum itaque dilecti filii consules et commune civitatis Lugdunensis quandam capellam sub vocabulo Sancti Spiritus juxta portam pontis Rodani ipsius civitatis fundare et construere proponant, dictusque pons reparatione indigeat plurimum sumptuosa, nos cupientes ut dicta capella, cum fundata et constructa fuerit, ut prefertur, congruis honoribus frequentetur, et ut Christi fideles eo libentius causa devotionis confluant ad eandem et ad constructionem capelle et reparationem pontis predictorum manus promptius adjutrices porrigant, quo ex hiis liberius dono celestis gracie conspexerint se refectos, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum apostolorum Petri et Pauli ejus auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis, qui in Penthecostes et in Sancte Trinitatis festivitatibus ac per sex dictam festivitatem Penthecostes immediate sequentes et alios dies totius anni, dictam capellam devote visitaverint annuatim et ad constructionem et reparationem hujusmodi manus porrexerint, ut prefertur, singulis videlicet festivitatum, septem annos et septem quadragenas, dictorum vero sex tres annos

et tres quadragenas et aliarum dierum diebus quibus prefatam capellam visitaverint et manus povrexerint, ut prefertur, centum dies de injunctis eis penitenciis eis misericorditer relaxamus. Datum Avinioni, III Idus Januarii, pontificatus nostri anno sexto.

LXXXXIIII

L'asoublucion du pont de Rone de poine et coulpe.

10 Mai 1384

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei, dilecto fili abbati monasterii Atthenacensis Lugdunensis, salutem et apostolicam benedictionem. Sincere devotionis affectus, quem dilecti filii consules et commune civitatis Lugdunensis ad nos et Romanam ecclesiam gerunt, promeretur ut peticiones eorum, illas presertim que animarum salutem respiciunt, ad exauditionis gratiam admittamus. Cum itaque fuerit exhibita nobis nuper pro parte dictorum consulum et communis peticio continebat pons Rodani dicte civitatis reparacione indigeat plurimum sumptuosa, ad quan Christi fidelium suffragia sunt non modicum opportuna; nos cupientes ut dictus pons reparetur, dictorum consulum et communis in hac parte supplicationibus inclinati, discretioni tue concedendi hac vice auctoritate apostolica quibuscunque personis, que infra unum annum a date presencium computandum, in confratres capelle Sancti Spiritus, quam dicti consules, ut asserunt, supra dictum pontem fundare et construere proponunt, recepti fuerint et manus ad reparacionem hujusmodi porrexerint adjutrices, ut confessor, quem quelibet dictarum personarum duxerit eligendum, omnium peccatorum suorum de quibus corde contricte et ore confesse fuerint, semel tantum in mortis articulo, plenam remissionem eisdem personis in sinceritate fidei, unitate Sancte Romane ecclesie ac obedientia et devotione nostra vel succesorum nostrorum Romanorum pontificum canonice intrantium persistentibus, auctoritate predicta concedere valeat, plenam et liberam concedimus tenore presentium facultatem. Volumus autem quod idem confessor de hiis de quibus fuerit alteri satisfactio impendenda, eam dictis personis per eas, si supervixerint, aut per heredes earum seu alios, si tunc forte transierint, faciendam injungat, quam dicte persone vel illi facere teneantur. Et ne, quod absit, dicte persone

propter hujusmodi graciam reddantur procliviores ad illicita imposterum committenda, nolumus quod, si ex confidencia remissionis hujusmodi aliqua forte comicterent, quoad illa predicta remissio eis nulla tenus suffragetur. Datum apud Villam Novam Avinionis diocesi, VI idus Maii, pontificatus nostri anno sexto.
P. Canser.

LXXXXV

L'asoublucion du pont de Rone de poine et coulpe a mil personnes.

10 Mai 1384.

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio abbati monasterii Atthenacensis Lugdunensis salutem et apostolicam benedictionem. Sincere devotionis affectus, quem dilecti filii consules et commune civitatis Lugdunensis ad nos et Romanam gerunt ecclesiam, promeretur ut petitiones eorum, illas presertim que animarum salutem respiciunt, ad exauditionis gratiam admittamus. Cum itaque, sicut exhibita nobis pro parte dictorum consulum et communis petitio continebat, pons Rodani dicte civitatis reparatione indigeret plurimum sumptuosa, ad quam Christi fidelium suffragia sunt non modicum opportuna, nos cupientes ut dictus pons reparetur, dictorum consulum et communis in hac parte supplicationibus inclinati, discretioni tue concedendi hac vice auctoritate apostolica mille personis, quas iidem consules eligerint et quarum quelibet ad reparationem hujusmodi quinque florenos auri ponderis camere apostolice porrexerint, ut confessor, quem earum quelibet duxerit eligendum, omnium peccatorum suorum, de quibus corde contricte et ore confesse fuerint, semel tantum in mortis articulo, plenam remissionem eisdem personis in sinceritate fidei, unitate Sancte Romane ecclesie et obedientia et devotione nostra vel successorum nostrorum Romanorum pontificum canonice intrantium propiscentibus auctoritate predicta concedere valeat, plenam et liberam concedimus tenore presentium facultatem. Volumus autem quod idem confessor de hiis de quibus fuerit alia satisfactio impendenda, eam dictis personis per eas, si supervixerint, aut per heredes earum seu alios, si tunc forte transierint, faciendam injungat, quam dicte persone vel illi facere teneantur. Et ne, quod absit, dicte persone propter

gratiam hujusmodi reddantur procliviores ad illicita imposterum committenda, nolumus quod, si ex confidentia remissionis hujusmodi aliqua forte committerent, quo ad illa predicta remissio eis nullatenus suffragetur. Datum apud Villam Novam Avinionis diocesis, vi idus Maii, pontificatus nostri anno sexto.

G. Guintini.

LXXXXVI

Comme l'un puet prandre et mettre a Lion la monoye du Dauphin.

25 Novembre 1380.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et judici ressorti Lugdunensis ceterisque justiciariis et officiariis nostris vel eorum loca tenentibus ac commissariis quibuscunque salutem. Audita supplicatione dilectorum nostrorum civium et habitatorum ville Lugduni supra Rodanum, dicentium quod pro eo quod vos, seu aliqui vestrum, voluistis et vultis quandoque molestare eosdem ac mercatores ad dictam villam affluentes pro captione et allocione, quas inibi faciunt de nostris dalphinalibus monetis, mercatores, qui pro exercitio suarum mercaturarum dictam villam frequentare et illuc monetas nostras dalphinales allocare et recipere solebant, abinde se retrahunt, ex quo factum et exercicium mercaturarum in ipsa villa quamplurimum diminuuntur, quod ipsis supplicantibus valde prejudicat, sicut dicunt. Nos attendentes predicta ac situationem dicte ville existentis in regni confinibus juxta dictum Dalphinatum nostrum, flumine Rodani intermedio, tantum vobis et vestrum cuilibet prohibemus ne predictos supplicantes et mercatores pro allocatione et receptione, quas ipsos in dicta villa de nostris monetis dalphinalibus facere contingit et continget, aliqualiter molestetis seu molestari vel impediri faciatis aut permittatis, quicquid secus factum inveneretis ad statum pristinum et debitum reducentes et reduci facientes. Datum Parisius, die XXV novembris, anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo, regni vero nostri primo, sub sigillo nostro in absentia magni ordinato.

In requestis hospicii.

Hugo.

LXXXXVII

Contre le chancellier de Mascon pour l'emolument du seel.

27 Août 1383.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi vel ejus locum tenenti etiam in Lugduno, salutem. Pro parte consulum, civium et habitantium Lugduni nobis fuit expositum graviter conquerendo quod licet retroactis temporibus, per tanta tempora quod de contrario memoria hominum non habetur, ipsi consueverunt recepi facere litteras contractuum suorum per notarios seu tabelliones regios in dicta civitate commorantes, ipsasque litteras a dictis notariis habere solvendo eisdem notariis scripturam dictarum litterarum, quando eas grossari et in formam publicam redigi faciunt, absque eo quod dicti cives et habitantes solvere consueverint aliquid dictis notariis seu cuicunque firmario sigilli nostri Matisconensis baillivie ad contractus pro emolumento dicti sigilli nostri, nisi quando super dictis litteris executionem fieri faciunt seu ipsas litteras in curiis nostris exhibent et producunt, nec aliter seu alio modo dictum emolumentum sigilli solvere teneantur, et de hoc sint et fuerint ipsi cives in vera et pacifica possessione et saisinia per tempus et tempora supradicta, nichilominus firmarius dicti sigilli, qui de presenti est, per se seu ejus deputatos nititur dictos cives et habitantes de novo impedire in predictis compellique facere dictos notarios ut instrumenta per eos recepta partibus pro quibus faciunt non reddant, donec emolumentum dicti sigilli fuerit persolutum, et dictos cives et habitatores ad sibi solvendum emolumentum dicti sigilli instrumentorum penes ipsos existentium, licet super ipsis executionem fieri non faciant nec ea in judicio exhibeant vel producant ; unde nobis fecerunt humiliter supplicari quatinus, attentis premissis, et quod si tempore firmarii, qui nunc est, emolumentum dicti sigilli solveretur, hoc cederet in prejudicium futuri firmarii seu nostrum, si dictum emolumentum non traderetur ad firmam, se sub manu nostra levaretur, eisdem super hoc de gracioso remedio provideri. Quapropter vobis precipimus et mandamus quatenus dictos cives et habitatores in sua possessione predicta manuteneatis et conservetis, inhibeatisque dictis firmariis ejusque deputatis, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, ne dictos cives et habitatores ac notarios ad sibi solvendum emolumentum dicti sigilli compellant seu compelli faciant, nisi duntaxat in casibus predictis, videlicet si executionem super ipsis instrumentis per curiam vestram faciant aut ipsa in judiciis vestris exhibeant vel producant, contrarium facientes

compellendo viis et remediis opportunis, et in casu oppositionis exhibeatis, partibus auditis, celeris justicie complimentum, litteris subrepticiis in contrarium impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscunque. Datum Lugduni, XXVII[a] die Augusti, anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo tertio regnique nostri tertio.

Sic signate : Per consilium Lugduni existens.

Bordes.

LXXXXVIII

Pour le ressort de l'Ile.

12 Septembre 1383.

CHARLES, par la grace de Dieu roy de France, au bailli de Mascon et juge du ressort de Lion ou a leurs lieuxtenant es marches de Lion, salut. Nous avons oy l'umble supplication de noz bien amez les conseillers, bourgois et habitans de notre ville de Lion contenant que comme par certaines lettres et privileges a eulx octroiez par pluseurs de noz predecesseurs roys de France et depuis confermez par notre tres chier seigneur et pere, dont dieux ait l'ame, lesdiz supplians aient et doient avoir leur ressort près de la dicte ville de Lion, au lieu appellé en l'Isle-Barbe, sanz ce qu'il ne aucun d'eulx doient estre traiz en cause a Mascon ne ailleurs a autre siege royal, neantmains pluseurs personnes se sont efforcié et efforcent de jour en jour de traire lesdiz supplians ou aucun d'eulx en cause pardevant le bailli de Mascon, qui est en leur tres grant dommage, prejudice et vexation, et en venant contre les diz previleges, si comme ils dient, supplians leur estre par nous sur ce pourveu de gracieux et convenable remede. Pourquoy nous inclinans a leur supplication, voulans lesdis previleges de noz dis predecesseurs estre tenuz et gardez en leur force et vigueur senz les enfrandre, vous mandons et a chascun de vous, si comme a lui appartendra, que vous faciez faire inhibition et deffense de par nous a touz ceulx dont par les dis supplians serez requis, que il ne traitent ne facent convenir aucun des dis habitans au siege de Mascon ne ailleurs, hors leur dit ressort, contre ne au prejudice desdis previleges, en les faisant joir et user desdiz previleges desquelx il vous est apparu ou apparra, selun leur forme et teneur et par la maniere qu'il ont usé, car

ainssi le voulons nous estre fait et aux diz supplians l'avons octroié et octroions de grace especial par ces presentes, nonobstant lettres subreptices a ce contraire. Donné a Paris le XII[e] jour de septembre, l'an de grace mil trois cens quatrevins et trois, et de notre regne le tiers, soubz notre seel ordonné en l'absence du grant.

Sic signate : Par le conseil, *J. Boil.*

LXXXXIX

Comme l'un ne puet les citoiens de Lion adjourner a court de Rome pour accions royaulx.

13 Mai 1387.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi aut ejus locum tenenti in Lugduno salutem. Consules et habitantes ville Lugduni nobis graviter sunt conquesti quod licet, secundum instructione, et ordinationes regias super hoc editas, aliquis extra bailliviam aut senescalliam in qua degit trahi non debeat sive possit, nichilominus nonnuli prelati et alie persone ecclesiastice in Romana curia et alibi commorantes dictos conquerentes, aut eorum aliquos, in curia Romana coram auditoribus et aliis judicibus et officiariis ipsius Romane curie, extra regnum nostrum vocari, processibus involvi et excommunicationum sentenciis innodari, pro causis de quibus cognitio ad judices nostros seculares dignoscitur pertinere, fecerunt et procuraverunt et adhuc faciunt et procurant indebite, injuste et in ipsorum habitantium gravamen curieque nostre temporalis prejudicium non modicum, sicut dicunt, supplicantes per nos eis super hoc de opportuno remedio provideri. Quapropter vobis precipimus et mandamus quatinus dictis prelatis et aliis personis ecclesiasticis de quibus expedierit et fueritis requisiti ex parte nostra, inhibeatis aut faciatis inhiberi ne dictos consules et habitantes Lugduni aut alterum eorum in Romana curia aut alibi coram auditoribus vel aliis judicibus ecclesiasticis, pro causis de quibus cognitio ad judices nostros temporales et non ad alios debet pertinere, evocari, processibus involvi aut excommunicationis sententiis innodari faciant aut procurent, visoque id fieri permittatis, sed ipsos prelatos et alias personas ecclesiasticas ad revocandum et annullandum seu revocari faciendum eorum sumptibus et expensis si quid

in contrarium factum fuerit per juris remedia opportuna et in talibus assueta, vocatis evocandis, compellatis aut faciatis indilate compelli, in causa oppositionis ministrantes inter partes, ipsis auditis, celeris justicie complimentum, impetrationibus subreptitiis ad hoc contrariis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, die XIII Maii, anno Domini millesimo CCC° octogesimo septimo et regni nostri septimo.

Sic signate : Per consilium : *N. Gaignart.*

C

Comme ceulx de Lion puent prandre et mettre les monnoyes de l'empire.

4 Septembre 1387.

CHARLES, par la grace de Dieu roy de France, au bailli de Mascon ou a son lieutenant a Lion salut. Le procureur de la ville de Lion nous a fait humblement supplier que comme ladicte ville de Lion soit près des marches de l'empire et aient a costume les bourgois et habitans d'icelle ville faire fais de merchandises avec ceulx de la conté de Savoie, de notre Dauphiné et ailleurs de l'empire, et pour ce souventefois leur convenir prandre, allouer et mettre en leurs paiemens la monoye aiant cours audit pais de Savoye et ailleurs es parties de l'empire, ou autrement ilz recevroient grans dommages et perdes en leurs dictes marchandises, et pour occasion de ce que vous et aucuns noz autres officiers dictes que en prenant lesdictes monnoyes du coing de l'empire il mesprenent et viennent contre les ordonnances royaulx sur ce faictes, vous ou aucuns desdiz officiers les avés volu et voulez mettre a finances et traire a composition et amende, requerans que sur ce leur vuellions pourveoir de remede convenable. Pour ce est il que nous aians consideration es choses dessus dictes et que nous aides aians cours en la dicte ville sont de plus grant emolument de ce que lesdis mercheans de l'empire viennent merchander en la dicte ville de Lion, laquelle chose il ne ferient point si les dis bourgois et habitans ne prenoient et allouent la dicte monnoye de l'empire comme il font la meme, auxdis bourgois et habitans de Lion et des villaiges d'environ avons donné et donnons de grace espécial pour la teneur de ces presentes congié et licence qu'il puissent prandre, mettre et

allouer toutes et quantefois il voudront les monnoies du coing de Savoye et du Dalphiné jusque au terme d'un an a compter de la date de ces presentes, en leur quittant et remettant toutes paines et amendes qu'il pouroient avoir commises et encourir pour allocation des dictes monnoyes deffendues de tout temps passé jusques a present. Si vous mandons et comandons que les dis bourgois et habitans vous faictes joir et user de notre presente grace et octroy sens les empescher ou souffrir estre empeschés au contraire. Donné a Gournay, le IIII[e] jour de Septembre, l'an de grace mil trois cens quatre vins et sept et de notre regne le septiesme.

Ainssi signé : Par le roy, a la relation de mons. le duc de Berry : — *De Monteacuto.*

CI

Comme le ressort de l'Ile fut mis a Mascon.

30 Août et 15 Septembre 1387.

GIRARDUS de Thureyo, miles, dominus de Noyers, baillivus Matisconensis et senescallus Lugdunensis et commissarius in hac parte regia magestate deputatus, preposito regio Matisconensi vel ejus locumtenenti salutem. Litteras patentes regias sigillo regio sigillatas necnon litteras magnificorum et potentium virorum dominorum camere computorum domini nostri regis dictis litteris regiis affixas, in quibus affixa sunt signeta dictorum dominorum, cum reverentia debita recepimus, formam que sequitur continentes : et primo sequitur tenor litterarum regiarum predictarum :

Charles, par la grace de Dieu roy de France, aux bailli et receveur de Mascon ou a leurs lieux tenans salut. Comme es ordonnances royaulx pieca faictes par noz predecesseurs et nous sur le fait des domaines de notre royaume et autrement, outre les autres choses soit contenu que toutes terres, villes et chastellanies subjectes ressortiroient aux lieux et sieges royaulx ou autres ou il avoient a costume d'ancienneté de ressortir, et se, par importunité des requerans ou autrement, aucunes terres ou villes avoient esté ostées et mises hors de leurs anciens ressors, que encontinent elles y fussent remises et adjointes ; et nous avons entendu que que les citoiens et habitans de notre ville de Lion sur le Rone, qui de toute an-

cienneté ont esté du ressort de notre siege de Mascon, depuis aucun temps en ça par importunité ou autrement, soubz umbre d'aucunes lettres royaulx, des dictes ordenances se dient estre exemptes du ressort ancien de notre dit siege de Mascon et mis en ressort au bourg de l'Ile-Barbe près de Lion, ou n'a aucuns habitans, conseil, ne personnes convenables ou fait de justice, ne aucuns exploiz n'y sont faiz, noz droiz ne les drois des parties gardés, si comme nous entendons, ou dommaige de notre peuple et diminucion de notre recepte de Mascon, qui en est de trop plus petite valeur, ne on ne treuve pas que depuis qu'il ont ainssi ressorti audit bourg aucuns exploiz en aient esté fais ne rendus en la dicte recepte a l'onneur et exercice de justice ne a notre proufit, combien qu'il y ait eu juge d'icelui ressort de Lion, qui a pris sur nous et prent chascun an deux cens livres tournois de gaiges, et par ainssi, qui pis est, les malefices demeurent impunis, comme notre bailli dudit Mascon et noz autres officiers dudit bailliage n'y firent oncques et ne font aucuns explois pour cause de la dicte exemption, et leur seroit trop tedieuse chose et a nous plus sumptueuse de aler eulx tenir oudit bourg, où il n'i a nulz habitans, comme dit est, les quelles choses sont contre noz dictes ordenences et redondent en grant lesion de justice et de tout le bien publique, en notre très grant dommaige et prejudice, diminucion et appeticement de notre domaine, et sera encores plus se briefment n'y est pourveu, si comme on dit. Pourquoy nous considerans les choses dessus dictes, voulans noz bons subgiés garder et gouverner en bonne pais, justice et transquilité et estre sur ce deuement et briefment pourveu selun les dictes anciennes ordennances, et ycelles avoir et sortir leur effet, vous mandons et estroitement enjognons et a chascun de vous, si comme a lui appartendra, commettons, que veues ces presentes, vous sanz delaiz facez crier et publier es sieges et lieux de vostre bailliage et en toux autres ou il appartendra que tous les subgez de la dicte ville de Lion et appartenances resortissent doresenavant en tous cas de ressort audit siege de Mascon, ouquel soloient ressortir anciennement, sur certaines et grosses paines a appliquer a nous, et a ce les contraignés, se mestier en est, viguoreusement et sans depport par toutes voyes et remedes deuz et en cas acostumez, telement que aucun deffaut n'y ait, et doresenavant, vous receveur, baillez, quant li cas y escharra, la prevosté et grosses emendes de Mascon en telle maniere que la dicte ville de Lion et appartenances seront audit ressort et en rendez les emolumens en vous comptez ; et si aucuns se oppose ou contredit a ce, ledit cri et ressort ancien audit siege de Mascon tenuz en leurs vertuz, assignez jour certain et competant aux opposans ou contredisans en la chambre de noz diz comptes a Paris, par devant noz amez et feaulx gens d'icelui compte, pour dire les causes de leur opposition ou contredit, procéder et aler avant en oultre, si comme de raison sera, de tout ce que fait en sera certiffiez souffisement noz dictes gens, aux quelx nous mandons que aux parties oyes administrent bonne et briefve justice. Ce faictes en telle maniere, toutes allegations

frivoles rejectées et arrières mises, que par vous n'y ait aucun deffaut, non obstans quelconques lettres subreptices empetrées ou a empetrer au contraire. Donné a Paris, le XXVIII[e] jour d'aoust, l'an de grace mil trois cens quatrevins et sept et de notre regne le septiesme, soubz notre seel ordené en l'absence du grant. Par le conseil estant en la chambre des comptes, *Hennin.*

Tenor vero litterarum dictorum dominorum camere compotorum sequitur in hec verba :

De par les gens des comptes du roy notre sire a Paris, bailli et vous receveur de Mascon ou leurs lieuxtenans, acomplissiez chascun en droit soy les lettres dudit seigneur, auxquelles ces présentes sont attachées soubz l'un de noz signez, faisans mention entre les autres choses que les subgiez de la ville de Lion et appartenances resortissent doresenavant en touz cas de ressort ou siege de Mascon, comme le dit seigneur le mande. Donné a Paris, le penultime jour d'aoust, l'an mil trois cens quatrevins et sept. *Henin.*

Quibus litteris et contentis in eisdem per nos visis, attentisque tenoribus earundem, mandamus vobis et vestrum cuilibet insolidum committendo quatinus dictas litteras et contenta in eisdem in locis et sedibus dicte baillivie et aliis de quibus fuerit opportunum voce preconis et publica publicetis, intimetis et significetis proclamendo et injungendo seu proclamari faciendo quod omnes et singuli subdicti ville Lugdunensis et pertinentiarum de cetero ressortissant et ad ressortissandum veniant in omnibus casibus ressorti in sede Matisconensi, in qua antiquitus ressortiri solebant, sub pena quingentarum liberarum turonensium alias per quemlibet contrarium facientem committenda et domino nostro regi applicanda, juxta et secundum formam et tenorem litterarum predictarum ; intimantes et significantes quod si aliquis ad predicta se opponere voluerit, compareat coram nobis seu locum nostrum tenente, Matisconi, in castro Matisconis, quod ipse audietur et admittetur, prout fieri debebit, secundum formam litterarum predictarum, in quibus et ea tangentibus ab omnibus dicte baillivie subditos, vestris et vestrum cuilibet pareri volumus et intendi. Datum Matisconi sub sigillo curie nostre, die decima quinta mensis Septembris, anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo septimo. Sic signatum : Per dominum baillivum, presente ejus locumtenente, *Mil. de Martigniaco.*

CII

Comme les dittes lettres furent exequtées.

17 Septembre 1387.

VOBIS nobili et potenti viro domino baillivo Matisconensi et senescallo Lugdunensi seu vestrum locum tenenti, vester humilis Petrus Baillieti, clericus notarius publicus et curie vestre juratus locumque tenens discreti viri Johannis de Sancto Petro, servientis armorum domini nostri Francorum regis ejusque civis et prepositi Matisconensis, reverentiam debitam cum honore. Domine mi metuende, noverit vestra dominatio metuenda me die date presentium, virtute litterarum vestrarum hiis meis presentibus annexarum, in quibus certe regie et dominorum camere compotorum dicti domini nostri regis littere inserte sunt, personaliter transtulisse apud Lugdunum, videlicet in quadrivio pedis pontis ville Lugduni a parte regni, ubi solite sunt fieri cride, et ibidem in presentia Leonardi Lathomi, clerici, notarii publici, necnon nobilis viri domini Henrici de Viego, alias Museton, militis, capitanei dicte ville, Vincencii Goyeti, Johannis Perruterii, Guillelmi Parentis, Johannis Prissiaci, Philippi de Campis, Bartholomei Camionis, pluriumque aliorum habitantium dicte ville testium ad hec astantium et rogatorum, litteras regias in dictis litteris vestris insertas per Johannem Ballaterii, preconem ville Lugduni, voce preconia de verbo ad verbum proclamari et cridari feci, et dictis regiis litteris et dominorum camere computorum lectis, ego virtute dictarum litterarum vestrarum voce preconia predicta, in presentia quorum supra, injunxi ex parte regia et virtute dictarum litterarum omnibus et singulis subditis dicte ville Lugduni et pertinentiarum ejusdem ut ipsi decetero ressortissent et ad ressortissandum veniant in omnibus casibus coram vobis et in sede vestra Matisconis, in qua antiquitus prenominati habitatores dicte ville et pertinentiarum ejusdem ressortiri solebant, et hac sub pena quingentarum librarum turonnensium per quemlibet contra injunctionem et proclamationem hujusmodi venientem committenda et dicto domino nostro regi applicanda, dictasque litteras regias et dominorum ac vestras juxta earum tenorem proclamari feci et executioni demandari. Quaquidem proclamatione et injunctione facta, comparuerunt coram me dicto locumtenente et commissario ac in presentia quorum supra, in dicto quadrivio, vir discretus magister Johannes de Fargiis, jurisperitus, locum tenens discreti viri magistri Girardi Magistri, judicis superioritatis et ressorti Lugduni, fidem faciens de littera locumtenentie sue, cujus tenor talis est:

Noverint universi quod nos Girardus Magistri, domini nostri regis clericus ejusque judex major causarum appellationum civitatis, superioritatis et ressorti Lugduni, de probitate, sufficientia et comperta diligencia venerabilis et discreti viri domini Johannis de Fargiis, licenciati in legibus, ad plenum informati, ipsum locum nostrum tenentem in nostri absencia facimus, constituimus et ordinamus per presentes; mandantes et precipientes tenore earundem omnibus et singulis subdictis regiis, non subditis rogantes, quatinus dicto domino Johanni in hiis que ad dictum spectant officium, tanquam vero locum tenenti nostro pareant, obediant et intendant. In cujus rei testimonium sigillum judicature nostre litteris presentibus duximus apponendum. Datum Lugduni, die XVI Febroarii, anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo.

Per dominum judicem, *G. Picioti.*

Qui magister Johannes, nomine dicti judicis, necnon Guillelmus de Cuysello, procurator et nomine procuratorio universitatis dicte ville, ad contenta in dictis litteris et aliis per me factis se opposuerunt; quibus magistro Johanni et Guillelmo, nominibus predictis, in presentia quorum supra, dixi quod coram vobis, in castro Matisconis, tali die quali voluerint, compareant, et ipsi ad oppositionem audientur et per vos admittentur, prout fieri debebit, juxta dictarum regiarum et vestrarum litterarum tenorem. Deinde, premissis sic per me actis, ego dictus locumtenens et commissarius me personaliter transtuli ad pedem pontis predicti a parte imperii, et dum ibidem fui accessi ad personam dicti magistri Johannis, locumtenentis predicti, et ibidem in presentia dicti jurati nec non Guillelmi Picioti et Guillelmi de Cuysello, testium ad hoc astantium, prenominato domino judice dicti ressorti a villa predicta, ut dicitur, absente, in personam dicti magistri Johannis seu locumtenentis predicti, dictas regias litteras et vestras et alia per me ut supra acta intimavi, juxta ipsarum litterarum tenorem atque formam. Qui magister Johannes, ut prius, nomine predicto, ad predicta se opposuit, et ego eidem respondidi prout supra. Dicta vero intimatione prenominato magistro Johanni facta ut supra, ego dictus locumtenens et commissarius, in presentia dicti jurati necnon Francisci Loca, Guillelmi Picioti, Gileti Bumbonis, Stephani Guigonis, Johannis, ejus filii, et Petri Girardi, clerici, notarii publici, pluriumque aliorum testium ad hoc astantium dictas litteras de verbo ad verbum per prenominatum preconem voce preconia in dicto quadrivio existente juxta pedem dicti pontis a parte imperii, ubi solite sunt fieri cride, cridari, preconizari et publicari feci, injungendo voce preconia auctoritate dictarum et vestrarum litterarum omnibus et singulis subditis ville Lugduni predicte et pertinentiarum ejusdem, ut decetero ressortissent et ad ressortissandum veniant in omnibus casibus ressorti in sede vestra Matisconis, in qua antiquitus ressortiri solebant, sub pena in dictis vestris litteris contenta per quemlibet contrarium facientem committenda et dicto do-

mino nostro regi applicanda, et alias dictas litteras executioni demandavi, juxta et secundum ipsarum hiis annexarum litterarum tenorem atque formam. Ad que per me acta et alia in dictis hiis annexis litteris contenta se, ut prius, opposuerunt dicti magister Johannes et Guillelmus, nominibus predictis, et petierunt copiam dictarum hiis annexarum litterarum et mee presentis relationis, quam copiam eisdem fieri concessi. Et ulterius ego eisdem nominibus predictis dixi quod compareant, in dicto castro Matisconis, coram vobis, tali die quali voluerint, et ipsos ad oppositionem admittetis, prout fieri debebit, juxta dictarum litterarum in dictis vestris hiis annexis litteris insertarum tenorem atque formam. Et de hoc, domine mi metuende, dominationem vestram certiffico per presentes signo dicti jurati signatas et sigillo dicte prepositure sigillatas in testimonium premissorum. Datum et actum Lugduni, die martis decima septima Septembris, anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo septimo.

Ita fuit executum per locum tenentem et commissarium predictum presente me, *G. Lathomi.*

CIII

Comme le ressort de Lion fut retournés à l'Isle-Barbe.

2 et 25 Mars 1388

NOVERINT universi quod receptis per nos Girardum de Thureyo, militem, dominum de Noyers, baillivum Matisconensem et senescallum Lugdunensem, litteris regiis patentibus sigillo magno domini nostri regis cera alba in cauda duplici sigillatis, quarum tenor talis est :

Charles, par la grace de Dieu roy de France, a touz ceulx qui ces presentes lettres verront salut, savoir faisons que comme ja pieça le ressort des subgiez et justiciables de l'arcevesque de Lion sur le Rosne et d'aucuns autres, lesquelx ressortissoient pour lors en notre ville de Mascon pardevant le bailli dudit lieu, feust pour certaines considérations mis par aucuns de nos predecesseurs au lieu de l'Isle-Barbe près de Lion et illec establi un juge appellé le juge du ressort de Lion,

et ait icellui ressort et office de jugerie demouré et esté continuelment audit lieu de l'Isle-Barbe l'espace de cinquante neuf ans et plus, si comme l'en dit, et jusques environ le mois d'aoust darrenierement passé, que pour aucunes causes et pour ce que l'en disoit le contraire, nous mandasmes par noz lettres patentes ledit ressort retorner audit lieu de Mascon, contre lequel mandement se soient opposez les bourgois et habitans de Lion et soit la cause en notre chambre des comptes a Paris, et lesdiz bourgois et habitans nous aient requis que pendant le procès ledit ressort soit remis en l'estat où il estoit par avant ledit mandement, nous, par deliberation de notre conseil, avons ordené et ordenons par ces presentes que, par maniere de provision et sans prejudice, ledit ressort soit et demeure audit lieu de l'Isle-Barbe, en la maniere qu'il estoit par avant ledit mandement, jusque ad ce que autrement en soit ordené, et que notre amé et feal clerc, maistre Girart Maistre, qui au temps de notre dit mandement estoit notre juge dudit ressort, tiengne et exerce l'office de ladicte jugerie aus gaiges, drois, profis et emolumens acostumées et tout en la forme et maniere que il faisoit au temps dessusdit, tant comme il nous plaira. Si donnons en mandement par ces mesmes lettres au bailli de Mascon et a tous noz autres justiciers et officiers ou a leurs lieux tenens et a chascuns d'eulx, si comme a lui appartendra, que ledit juge facent et laissent joir et user paisiblement dudit office et que des causes appartenans a icellui ne s'entremettent en aucune manière, mais icelles remettent audit juge en son siege dudit lieu de l'Isle-Barbe, tantost veues ces presentes, par lesquelles nous les y remettons; mandans aussi au receveur de Mascon que lesdis gaiges il paie audit juge en la maniere et aux termes acostumez, lesquelz aussi paiez par rapportant transcript de ces presentes une fois seulement et quittance du payé, nous volons par noz amez et feaulx gens desdis comptes estre allouez es comptes dudit receveur et rabatu de sa recepte sains contredit aucun, nonobstant ordenances, mandement ou deffenses a ce contraires. En tesmoingn de ce nous avons fait mettre notre scel a ces presentes. Donné a Paris, le second jour de Mars, l'an de grace mil trois cens quatre vins et sept et de notre regne le huitieme.

Par le conseil ouquel messieurs le cardinal de Laon, vous les evesques de Paris et d'Evreux, les chancelliers de Bourgoigne et de Touraine, maistre Jehan Pastorel et pluseurs autres estiez, *Henin*.

Nos visis dictis regiis litteris et tenore earumdem, ipsarum auctoritate litterarum, causas de quibus in dictis regiis litteris habetur mentio judici ressorti regii Lugdunensis dictis regiis litteris nominato in ejus sede loci Insule Barbare, secundum tenorem dictarum regiarum litterarum remittentes, inhibimus et per quemcunque regium servientem super hoc requirendum inhiberi mandamus ex parte regia omnibus et singulis dequibus expediens fuerit, ne de causis dicto judici pertinentibus se quomodolibet intromittant, sed dictum judicem dicto judicature

officio ea et gaudere faciant et permittant secundum tenorem dictarum regiarum litterarum, sub omni ea pena quam incurrere possint erga dictum dominum nostrum regem contrarium faciendo. Datum Matisconi sub sigillo curie nostre, die XXV Martii, anno Domini millesimo CCC° octogesimo septimo.

Per dominum baillivum ad relationem ejus locumtenentis, *G. Boley*.

CIV

Comme le puis lequel Jordain Saunier a fait clourre en la charrere de la Ferrandiere est du common.

5 Juin 1388.

NOS Andreas Esperonis, licenciatus in legibus, custos sigilli communis regii in Matisconensi baillivia constituti, et nos Matheus de Marcilliaco, licenciatus in decretis, decanus Montisbrisonis, officialis Lugdunensis, et nos Petrus Burle, legum doctor, judex curie secularis Lugduni, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum lis et controversia verterentur et majores verti sperarentur inter honorabiles et providos viros consules universitatis civitatis Lugdunensis, ex una parte, et Jordanum Saunerii, eorum concivem, ex parte, altera, super eo quod dicti consules dicto nomine dicebant et asserebant quod licet dicta universitas et singulares persone ejusdem civitatis, presertim habitantes in rutta de Ferranderia et in locis circonvicinis, a decem, viginti, triginta, quadraginta, quinquaginta, sexaginta annis et tanto tempore quod de contrario memoria hominum non habetur, consueverint haurire et aquam in putheo situato et constructo antiquissime in vico publico dicte rutte de Ferranderia libere et absque aliqua contradictione accipere, et de hiis dicta universitas et singulares persone ejusdem fuerint et sint in possessione et saisina vel quasi per tempus antedictum, nichilominus dictus Jordanus predictas universitatem et singulares personas in predictis nisus est et nititur perturbare et a suis juribus, possessione et saisina indebite et injuste spoliare, cum dictus Jordanus auctoritate sua privata et de facto dictum putheum, qui communis, ut dictum est, habebatur et talis palam et publice reputabatur, a paucis diebus citra, invitis dictis consulibus et eorum procuratore, occupaverit et sibi ipsi appropriaverit, facta

per ipsum quadam nova clausura seu quodam muro in circumgiratione dicti puthei, saltim a parte dicte rute, ita quod, obstante dicta clausura, nemini licet ad dictum putheum accedere nec aquam haurire, ut consuevit, rem publicam usurpando et sibi appropriando in dampnum et prejudicium universitatis et singularum personarum predictarum; quare dicebant dicti consules dicto nomine dictum murum ante omnia debere dirrui, dictamque universitatem et singulares personas in suis possessione et saisina poni et reverti, ac dictum Jordanum pro predictis in grossa emenda condempnari, quod et fieri postulabant consules antedicti; dicto Jordano ad predicta se opponente et dicente dictum putheum fore suum et infra re propria constitutum, quodque predecessores ejusdem, a quibus idem Jordanus causam habuit et habet, hactenus dictum putheum tenuerunt et possiderunt clausum et firmatum, tanquam suum proprium, pacifice et quiete et absque aliqua contraditione, et si reperiatur dictum putheum per aliquod temporis spatium fuisse absque clausura, sic quod ad ipsum libere potuit accedi, hoc erat et fuit deffectu et negligentia predecessorum suorum a quibus causam habet, qui alibi quam in dicta civitate moram suam facientes, de dicto putheo non curabant, et ideo, amota paulatim dicta clausura, datus fuit unicuique liber accessus, ex qua negligentia dictas universitas habuit et habet suam talem qualem possessionem, si propter hoc possessio dici mereatur; dicebat etiam quod posito quod predicta cessarent, adhuc pro utilitate rei publice et bono communi dicta clausura potius laudabilis quam dampnosa dici potest, attentis immundicis et vilitatibus que ibidem fiebant, ex quibus erat omnino inutilis. Tandem vero dicte partes, nominibus quibus supra, propter ea que sequntur personaliter constitute coram Guillelmo de Cuysello, auctoritate regia publico notario et curiarum nostrarum officialis et judicis deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, scientes, prudentes et spontanei, de et super lite et controversia predictis componunt, concordant et transigunt, compositionem, concordiam et transactionem faciunt et contrahunt per modum qui sequitur, videlicet quod dicta universitas et singulares persone ejusdem habeant, prout habent et habere consueverint, usum, proprietatem et possessionem eundi, intrandi et hauriendi ad dictum putheum, potestque quilibet civis et habitator Lugduni habere clavem cum qua possit et valeat aperire hostium in dicto muro et clausura confectum, et ulterius quod ipsi cives et habitatores possunt et eis licitum est demolire, dirruere et funditus dictum murum evertere tempore neccessitatis et periculi eminentis, si dictus Jordanus aut sui in re possessores ad ejus vel eorum domicilium requisitus vel requisiti de apperiendo dictum hostium et statim non apperirent, aut si essent inobedientes, negligentes aut rebelles in predictis vel aliquo eorundem. Et hanc compositionem omniaque et singula predicta promittit dictus Jordanus pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque coram dicto publico notario dictarum curiarum jurato, ut publica persona, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus

omnium et singulorum quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum, in presentia testium infrascriptorum et coram ipsis, per juramentum suum ad sancta Dei euvangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium presentium et futurorum quoruncunque, attendere et complere ac ratam, gratam et firmam, rataque grata et firma habere pro se et suis perpetuoque tenere ac firmiter et inviolabiliter observare, et contra per se vel per alium modo aliquo de cetero non facere vel venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, neque prestare auxilium, consilium opem, juvamen, favorem vel assensum; renuntiando omni actioni juris, exceptioni doli, mali, metus et in factum, omni lesioni, deceptioni, circonventioni, fraudi, gravamini et errori, juri dicenti confessionem extra judicium et coram non suo competenti judice factam non valere, omnibus aliis juribus, rationibus et exceptionibus juris et facti sibi et suis competentibus et competituris ad veniendum contra predicta vel aliquod ex eisdem, officio et implorationi officii judicis, omni absolutioni, relaxationi et dispensationi juramenti, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, copie presentium litterarum, et omni juri canonico et civili, jurique dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem partium predictarum nobis oblatas pro ipsis per dictum publicum regium notarium dictarum curiarum juratum, cui fidem super hiis plenariam adhibemus, nos custos predictus sigillum commune regium predictum, et nos dictus officialis sigillum nostrum, et nos dictus judex sigillum curie secularis predicte presentibus litteris duximus apponenda. Actum et datum in capella beati Jacobi, in qua consilium dicte universitatis tenetur et teneri est consuetum, die quinta Junii, anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo octavo, presentibus Jaquemeto de Getz et Petro de Salamo, clerico, publico notario, civibus Lugduni, pro testibus ad premissa vocatis et rogatis.

CV

L'acord fait entre les consulz et les tioulers de Lion sur le fait des tioules.

28 Juillet 1389.

NOS Andreas Experonis, licenciatus in legibus, custos sigilli communis regii in Matisconensi baillivia constituti, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum lis et controversia verterentur inter honorabiles et providos viros consules universitatis civitatis Lugduni agentes et prosequentes pro jure et interesse rei publice civitatis predicte, ex una parte, et Stephanum de Grangia, alias Figuet, Johannem Dorerii, alias Tiolier, Peronetum de Verdone, Petrum Chanterelli, juniorem, et alios tegularios dicte civitatis, ex parte altera, super eo quod dicti consules dicto nomine dicebant et asserebant quod dicti tegularii faciebant et per alios fieri procurabant tegulas, carronos et alias suas denariatas factum sui misterii concernentes, minus legales et illegictimas, scilicet in minori valore, longitudine et grossitudine quam fieri deceat et quod temporibus retroactis per eorum predecessores tegularios in dicta civitate sic fieri consuetum, in fraudem et deceptionem dampnumque et prejudicium totius populi et rei publice dicte civitatis; dictis tegulariis contrarium premissorum asserentibus. Et tandem partes predicte, videlicet Henricus Caprarii, Guillelmus de Durchia, Michael Cheneverii et Petrus Fabri, conconsules dicte universitatis, dicto nomine, ex una parte, et superius nominati tegularii pro se et aliis tegulariis dicte civitatis, ex parte altera, propterea que sequntur personaliter et specialiter constituti coram Guillelmo de Cuysello, auctoritate regia publico notario ad hoc deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, de et super lite et controversia predictis componunt, concordant et transigunt, compositionem, concordiam et transactionem inter se adinvicem faciunt et contrahunt ut sequitur in hunc modum : Videlicet quod tam dicti tegularii quam alii dicte civitatis misterium hujusmodi exercere volentes presentes et futuri, a modo et imposterum, facere tenebuntur tegulas et carronos, que et qui fient et venales in dicta civitate exponentur, longitudinis et grossitudinis inferius descriptarum et designatarum, scilicet quod quelibet tegula bene cocta et composita habebit et habere debebit unum bonum pedem cum tribus digitatis in longitudine et in grossicie sive grossitudine pollicem unum; caroni vero habebunt et habere debebunt dimidium pedem in longitudine totius quadrature, et pollicem unum in grossitudine, et

super hoc novi moduli sive patroni ferrei fieri debebunt, qui perpetuis temporibus penes consules dicte civitatis, in archivis communibus dicte civitatis, custodientur, cum quibus operagia predicta, que imposterum per tegularios dicte universitatis fient, examinabuntur et eschandilliabuntur, et debent dicti tegularii incipere dicta eorum nova operagia ad festum beati Michaelis archangeli proxime venturum, et extunc continuare in dictis operagiis novis faciendis, omniaque operagia eorum antiqua vendere et explectare hinc ad festum Pasche post et continue sequens et venturum, ita quod, elapso dicto festo Pasche, nulla penes eosdem ex ipsis antiquis operagiis venalia reperiantur. Promittentes supranominati tegularii pro se et successoribus suis coram dicto publico notario regio, ut publica persona, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum, per juramenta sua super sancta Dei euvangelia corporaliter prestita, et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcunque, predictas compositionem, concordiam, transactionem et omnia alia universa et singula supra et infrascripta in presentibus litteris contenta attendere et complere ac ratas, gratas et firmas rataque, grata et firma habere pro se et successoribus suisque tenere ac firmiter et inviolabiliter observare, et contra predicta vel aliqua de predictis aut subsequentibus facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, modo aliquo decetero non facere vel venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, neque prestare auxilium, consilium, opem, juvamen, favorem vel assensum, et hoc cum omni renunciatione juris pariter et cautela. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem partium predictarum nobis oblatas pro ipsis per dictum publicum regium notarium, cui fidem super hiis plenariam adhibemus, sigillum commune regium predictum litteris presentibus duximus apponendum. Actum et datum Lugduni in capella beati Jacobi, in qua consilium dicte universitatis tenetur et teneri est consuetum, die vicesima octava mensis Julii, anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo nono, presentibus Petro Castri Veteris, Leonardo Carronerii et Girardo de Cuysello, lathomo, civibus Lugduni, pro testibus ad premissa vocatis et rogatis.

CVI

L'acord fait entre les ecclesiastiques et la ville sur le fait des sepultures.

23 Février 1390

NOS Andreas Esperonis, licenciatus in legibus, custos sigilli communis regii in Matisconensi baillivia constituti, et nos Matheus de Marcilliaco, licenciatus in decretis, decanus Montisbrisonis, officialis Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum super debato, quod tunc vertebatur et existebat inter cives et habitatores Lugduni, ex una parte, et capitula, sacristas et curatos seu rectores ecclesiarum parrochialium ejusdem civitatis, ex altera, super emolumentis sepulturarum et exequiarum defunctorum et imposterum decedendorum, sponsorum benedictionum et salario pulsationis campanarum factionisque fossarum seu levationis et reparationis sepulcrorum aut lapidum dictorum civium et habitatorum, inter ipsas partes pronunciatum, concordatum et pacificatum extitit, prout in litteris auctenticis super hujusmodi pronuntiatione, concordia et pacificatione confectis continetur. Quarum quidem litterarum tenor de verbo ad verbum sequitur et est talis :

In nomine Domini. Amen. Nos Andreas Esperonis, licenciatus in legibus, custos sigilli communis regii in Matisconensi baillivia constituti, et nos Matheus de Marcilliaco, licenciatus in decretis, decanus Montisbrisonis, officialis Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum lis, controversia et debatum verterentur et majores verti sperarentur inter honorabiles et providos viros Henricum Caprarii, Guillelmum de Durchia, Humbertum de Varey, Michaelem Cheneverii, Petrum Fabri, Claudium de Pomperro, Robinetum la Playe, Stephanum Ererdi, Guillelmum Hernardi, Aduardum Rupt, Robertum de Roseriis et Humbertum de Ruppe Forti, consules universitatis civitatis Lugduni, necnon Guillelmum de Cuysello, publicum notarium, procuratorem et sindicum, nomine procuratorio dictorum consulum et universitatis, ex una parte, et venerabiles viros sacristas et capitula Sanctorum Nicetii et Pauli, priorem, sacristam et curatum beate Marie de Platteria, abbatissam et conventum ac curatum Sancti Petri monialium, custodes Sancte Crucis et curatos ecclesiarum parrochialium sanctorum Vincentii, Romani et Georgii Lugduni, ex altera. Conquerebantur enim dicti consules et eorum procurator predictus, nomine procuratorio quo supra, predictis ecclesiasticis et ecclesiarum rectoribus ex eo quod ipsi ecclesiastici et ecclesiarum rectores, seu eorum vicarii et vices

gerentes, contra dispositionem juris scripti, conquerentes ipsos et singulares dicte civitatis opprimere et vexare non verentes pretextu et occasione emolumentorum exequiarum defunctorum, benedictionum sponsarum, salario pulsationis campanarum factionisque fossarum seu levationis et reparationis sepulcrorum et lapidum dictorum civium et habitatorum, nitebantur et attemptabant in usum et consuetudinem, ubi tamen potius erat abusus et magis corruptela insurgebat, deducere plures et indebitas exactiones, extorsiones et oppressiones inferius denotatas, et jamque de facto a pluribus et diversis personis dictorum civium et habitatorum enormes et excessivas pecuniarum sommas pro predictis sacramentis conferendis habuerant, levaverant et dampnabiliter extorquerant, quamquam de jure scripto sacramenta ecclesiastica et sepulture seu exequie mortuorum per curatos et ecclesiarum rectores eorumve vices gerentes seu vicarios libere debeant ministrari et conferri. Hec autem que extorquere et exigere contra jura et de facto nitebantur dicti ecclesiastici et ecclesiarum rectores erant et sunt ista : Et primo quod ipsi exigere et levare volebant et conabantur a conquerentibus predictis et singularibus dicte civitatis, preter et ultra eorum voluntatem, magnas et excessivas peccuniarum sommas ad ipsorum rectorum seu vices gerentium voluntates taxandas pro sponsalitiis nubentium, sepulturis et exequiis mortuorum, oblationibus mulierum missam post puerperium audientium, sacra ultima corporum unctione, aliisque sacramentis ecclesiasticis conferendis, et una cum hoc quando contingebat aliquem de civibus seu habitatoribus principalibus hospicii decedere, omni semota sexus differentia, volebant ipsi rectores seu vices gerentes lectum in quo talis decessit penes ipsos anteferri, etiam antequam corpora a domibus vellent extrahere defunctorum et ecclesiastice sepulture tradere, nisi ad ipsorum rectorum seu vices gerentium voluntatem se redimerent talium defunctorum successores; quinymo et quandoque per hunc modum, dum contingebat conjuges habitatores dicte civitatis non habere preter unicum lectum, quod supervivens conjunx suo lecto spoliabatur, nisi se redimeret prout supra. Et ulterius dum aliquis cujuscunque sexus hactenus de principalibus hospicii exstiterat, qui propter supervenientem paupertatem aut alia causa suum hospicium deseruerat alienumque hospicium sub alterius regimine seu dominatione moraturus intraverat, ipsum talem, cum decedebat, per principalem dominum hospicii voluntarie et contra veritatem reputantes, lectum habere et alia extorquere volebant et conabantur prout supra. Quinymo et in aliquibus ecclesiis dicte civitatis, licet super corpora defunctorum ad eorum exequias seu funeraria panni confratriarum, de quibus confratriis tempore eorum decessus existebant, aut alii panni sufficientes deferebantur et ponebantur, nichilominus dicti rectores volebant pannum sue ecclesie superponi, pro quo volebant exigere et levare financiam ad eorum voluntatem taxandam. Et, quod non erat etiam tolerandum, nonnulli dictarum ecclesiarum rectores volebant quod mulieres missam ut supra audientes, quamvis essent mi-

serabiles, haberent proprium sacerdotem, scilicet talem qualem ipsis ecclesiarum rectoribus placebat deputare, qui dictam missam eisdem mulieribus pro certis denariis haberet celebrare, volebantque oblationes habere et exigere quamvis ad alias missas accederent alias celebrandas. Enim et rectores Sancti Pauli Lugdunensis singulari modo extorquendi seu exigendi contra jura financias in dicta civitate gaudere de facto volentes, non permittebant neque volebant ad exequias mortuorum in capella Sancti Laurentii celebrari missam solennem seu altam, quinymo et si, aut per ordinationem decedentis, aut per electionem succedentis, corpora mortuorum in ecclesia Sancti Pauli deferenda existant pro celebrandis exequiis, non permittebant talia corpora in ipsa ecclesia introduci vel deferri etiam pro officio ad causam sepulture ordinato celebrando, nisi eis super hereditate mortui quinque solidi annuales, aut amplius, assidarentur, et pro luminari quamplurima tortitia offerentur. Que omnia et singula predicta erunt et sunt mali exempli cedebantque et cedunt in dictorum ecclesiasticorum animarum prejudicium et dictorum conquerentium dampnumque non modicum et gravamen. Dictis ecclesiasticis et ecclesiarum rectoribus contrarium asserentibus, dicentibus et allegantibus quod quicquid pro premissis vel occasione premissorum a dictis civibus et habitatoribus Lugduni petitum extiterat aut receptum, id fuisse duntaxat, scilicet pro pia et laudabili consuetudine que in eadem civitate tot et per tanta tempora fuerat tenuta et observata quod de contrario memoria hominum non habebatur neque habetur. Cum igitur super premissis et aliis pluribus et diversis questionis materia fuisset exorta occasioneque predictorum de die in diem inter dictas partes insurgebat contentio, litigabantque et contendebant propter quod non solum in judicio cause et questiones, sed etiam inter personas discensiones, rixe, jurgia et verbera multociens sperabantur non sine magnis expensis scandaloque et periculo civium et habitantium ac ecclesiasticorum predictorum, tandem vero ad tractatum reverendi in Christo patris et domini nostri Johannis de Talaru, archiepiscopi et comitis Lugdunensis, ac nobilis et circunspecti viri domini Regnaudi de Thureyo, decani ecclesie Lugdunensis, necnon honorabilis et prudentis viri Johannis Boville, locumtenentis in Lugduno domini baillivi Matisconensis, partes ipse volentes et cupientes predictis occurrere periculis et finem perpetuum apponere in premissis, predictas contentiones, rixas, jurgia et alia que ex predictis et occasione premissorum possent insurgere, pro bono, comodo, transquilitate et pace partium predictarum resecando et totaliter amputando, hinc est quod anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo octavo, die veneris quinta mensis Martii, in domo regia Rodanne Lugduni, ac in presentia Petri Turrelli, auctoritate regia publici notarii et ad hoc a dicto domino nostro rege deputati, necnon nobilis viri domini Musetonis de Viegue, militis, capitanei Lugduni, domini Guillelmi Juliani, legum doctoris, Hugonini Marchisse, Andree Marini, Jaquemeti Bertaudi, notariorum regiorum, testium ad hoc vocatorum et

rogatorum, propter ea que sequntur personaliter et specialiter constituti superius nominati consules necnon dictus Guillelmus de Cuysello, procurator et nomine procuratorio dictorum consulum et universitatis, ex una parte, et viri providi dominus Petrus Chapusii, prior, dominus Franciscus Garseti, sacrista beate Marie de Platteria, dominus Stephanus Rigoleti, unus custodum ecclesie Sancte Crucis, pro se et domino Petro Chevalerii, etiam custode dicte ecclesie Sancte Crucis, pro quo se facit fortem et principalem attenditorem de infrascriptis attendendis, dominus Johannetus de Fontanis, alias de Genas, rector ecclesie parrochialis Sancti Romani pro curato dicte ecclesie, necnon dominus Stephanus Becey, prebiter, procurator et nomine procuratorio canonicorum et capitulorum ecclesiarum Sanctorum Nicetii et Pauli ac religiosarum dominarum abbatisse et domini Stephani Nicolai, curati Sancti Petri monialium, necnon curati Sancti Vincetii Lugdunensis, ad infrascripta agenda a dictis dominis et magistris suis plenam et liberam potestatem habens, prout in procuratoriis suis sub sigillis auctenticis confectis et signis notariorum publicorum signatis continetur, quorum quidem procuratoriorum tenores de verbo ad verbum in presenti instrumento sunt descripti, ex altera. Qui quidem prior, sacrista, domini Stephanus Rigoleti, Johannetus de Genas et Stephanus Becey, nominibus quibus supra, et dictus Guillelmus de Cuysello, procurator et nomine procuratorio dictorum consulum et universitatis, etiam de voluntate et consensu dictorum dominorum et magistrorum suorum ibidem presentium et volentium, scientes, prudentes et spontanei, de et super lite, controversia et debato predictis deppendentibusque et emergentibus ex ipsis se compromittunt alte et basse et ad plenum faciunt compromissum validum et solenne, videlicet in venerabiles et circunspectos viros dominos Petrum de Croseto, magistrum chori ecclesie Lugdunensis, Matheum de Varey, cantorem ecclesie Sancti Pauli, et Bartholomeum de Cruce, cantorem ecclesie Sancti Nicetii Lugdunensis, pro parte dictorum ecclesiasticorum et ecclesiarum rectorum, et in honorabiles et providos viros Aynardum de Villanova, Humbertum de Varey et Petrum Fabri, cives Lugduni, pro parte dictorum consulum et universitatis, tanquam in arbitros, arbitratores et amicabiles compositores pacis et concordie tractatores a dictis partibus quibus supra nominibus nominatos et electos, prout supra. Dantes et concedentes dicte partes compromittentes nominibus quibus supra dictis arbitris, arbitratoribus seu amicabilibus compositoribus et quatuor ex ipsis plenam, generalem et liberam potestatem ac speciale mandatum de, pro et super lite, debato et controversia predictis deppendentibusque et emergentibus ex ipsis cognoscendi, ordinandi, declarandi et pronunciandi, diebus feriatis vel non feriatis, stando vel sedendo, juris ordine servato vel non servato, partibus presentibus vel absentibus, seu una ipsarum presente et alia per contumaciam absente, una die vel pluribus, et alias prout dictis arbitris, arbitratoribus et amicabilibus compositoribus placuerit et videbitur expedire, dum tamen dicti arbitri

dictum et ordinationem suas proferant de voluntateque et consensu supradictorum dominorum archiepiscopi, decani et Johannis Boville. Promittentes dicte partes compromittentes hinc et inde, nominibus quibus supra, dicto publico notario et in suis manibus ut publice persone, more solito, recipienti et solenniter stipulanti vice, nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum, per juramenta sua super sancta Dei euvangelia corporaliter prestita et sub obligatione et ypotheca videlicet dicti prior et sacrista, domini Stephanus Rigoleti et Johannetus de Genas omnium et singulorum bonorum suorum propriorum prioratus et ecclesiarum suarum predictarum, et dictus dominus Stephanus Becey, procurator, sub obligatione bonorum dictorum suorum magistrorum monasteriique et ecclesiarum in suis procuratoriis designatorum, et dictus dictorum consulum et universitatis procurator sub obligatione omnium et singulorum bonorum communium dicte universitatis mobilium et immobilium presentium et futurorum quorumcunque, necnon sub pena mille librarum turonensium, quarum medietas domino nostro regi applicetur et quarta pars domino nostro Lugdunensi archiepiscopo et comiti, et residua quarta pars parti attendenti et acquiescenti dicto, pronunciatoni et ordinationi dictorum arbitrorum per partem non attendentem et non acquiescentem committendarum, reddendarumque et persolvendarum dictis dominis seu eorum receptoribus et parti attendenti, prout supra, nomine et ex causa pene commisse, attendere et complere totum id et quicquid per dictos arbitros, arbitratores et amicabiles compositores, seu quatuor ex ipsis, scilicet duos de qualibet parte unacum supradictis dominis archiepiscopis, decano et Johanne Boville, in, de et super premissis deppendentibusque et emergentibus ex ipsis, dictum, pronunciatum, declaratum et ordinatum fuerit et ab ipsis dicto, pronunciatione et ordinatione per se vel per alium nullathenus appellare seu provocare ad arbitrium boni viri ecclesiastici vel secularis sub pena antedicta, necnon venire et comparere coram dictis arbitris, arbitratoribus et amicabilibus compositoribus ad diem seu dies, loca et horas sibi assignandas per eosdem arbitros, habereque et adducere utraque pars dictarum partium ipsis diebus, locis et horis sibi assignatis dictos suos arbitros sub pena decem librarum turonensium committendarum per partem defficientem in non veniendo et comparendo prout supra. Volentes etiam et expresse consentientes dicte partes compromittentes nominibus quibus supra quod dictum, pronunciatio et ordinatio dictorum arbitrorum et amicabilium compositorum in tantum valeant vimque et robur perpetue obtineant quemadmodum si per venerabilem curiam parlamenti late essent, ita quod neutra dictarum partium ab ipsis dicto, pronunciatione et ordinatione dictorum arbitrorum, arbitratorum et amicabilium compositorum possit per se vel per alium aliqualiter appellare seu provocare aut recurrere ad aliquem superiorem, sed statim ipsa pronunciatione per dictos arbitros lata, tenebuntur partes ipsam laudare et approbare sub pena antedicta, et hoc cum omni

renunciatione juris pariter et cautela. Acta fuerunt hec judicialiter in domo regia Rodanne Lugdunensi, anno, die et presentibus testibus quibus supra.

Quiquidem arbitri omnes et singuli superius nominati, suscepto in se onere hujusmodi compromissi, auditis querelis, petitionibus, demandis, que dicte partes hinc et inde, nominibus quibus supra, videlicet una pars contra aliam et e contra, pro predictis et occasione premissorum proponere, dicere et allegare voluerunt, auditisque responsionibus et replicationibus per dictas partes hinc et inde factis, ac omnibus que dicte partes sibi tradere et ostendere voluerunt, habita super hiis omnibus et singulis per ipsos matura deliberatione cum peritis, mediantibus etiam et tractantibus presentibusque et consentientibus supradictis domino archiepiscopo, domino decano et Johanne Boville, partibus quibus supra presentibus et in causa hujusmodi arbitraria per ipsos pronunciari, declarari et ordinari petentibus et pronuntiare volentibus et requirentibus de, pro et super lite, controversia et debato predictis deppendentibusque et emergentibus ex ipsis, Dei nomine invocato, pronunciaverunt, declaraverunt et ordinaverunt in presentia nostri officialis predicti ac supradicti Petri Turrelli, notarii publici, et Guillelmi Pition, clerici auctoritate regia publici notarii et curie nostri officialis jurati, et testium subscriptorum, pronunciantque, declarant et ordinant prout in quodam folio papireo scripto et in presentia dictarum partium perlecto continebatur et continetur, cujus tenor sequitur et est talis :

Super discordia inter cives et habitatores Lugduni, ex una parte, et capitula, sacristas et curatos seu rectores ecclesiarum parrochialium ejusdem civitatis, ex altera, super emolumentis sepulturarum et exequiarum defunctorum et imposterum decedendorum, sponsorum benedictionum et salario pulsationis campanarum factionisque fossarum seu levationum et reparationum sepulcrorum aut lapidum dictorum civium et habitatorum, fuerunt, mediantibus reverendo patre in Christo domino Johanne, archiepiscopo et comite, et nobili et circunspecto viro domino Regnaudo de Thureyo, decano capituli Lugdunensis, ac honorabili viro Johanne Boville, armorum serviente, arbitratores electi, scilicet Aynardus de Villanova, Petrus Fabri et Humbertus de Vareyo pro parte dictorum civium et habitatorum, ac venerabiles viri domini Petrus de Croseto, magister majoris, Matheus de Varey, cantor Sancti Pauli, et Bartholomeus de Cruce, cantor Sancti Nicetii ecclesiarum, pro dictis ecclesiasticis; hinc est quod ipsi, in se suscepto onere hujus arbitrationis, mediantibus quibus supra, pronunciaverunt et ordinaverunt dictamque discordiam sedaverunt prout infra :

Primo tam pro jure lecti defuncti, quod deberi potest, quam pro luminari et pro omnibus juribus competentibus et competere nunc vel in futurum valentibus dictis rectoribus seu eorum vicariis et censeriis pro sepultura et exequiis ac funerariis eorumque laboribus quibuscunque, ubique sepeliatur corpus suum in parrochia sua sive alibi, tenebuntur cives et habitatores, scilicet quilibet pro defuncto

suo predecessore componere et concordare cum rectore parrochialis ecclesie defuncti seu alio ad quem pertinebit, secundum statum et facultatem defuncti, ita tamen quod concordia excedere non valeat decem libras turonensium valentes decem francos in majori et persona majoris status dicte civitatis, sicque infra dictas decem libras debebit omnis compositio et concordia conformari et fieri ut supra, secundum statum cujuslibet, et nichil ultra habebunt rectores pro premissis; que concordia seu compositio fiet intra tres dies post inhumationem corporis defuncti. Enim et ita pronunciant dicti arbitratores : non poterunt nec debebunt rectores seu eorum vicarii vel censerii vel alius pro ipsis ante sepulturam, exequias celebratas et ante inhumationem quicquid petere vel concordiam seu obligationem recipere, nisi per parentes seu successores defuncti hoc ipsis requiratur, et itâ libere celebrabuntur exequie et inhumabuntur corpora, que etiam corpora tenebuntur dicti rectores seu eorum vicarii et ecclesiastici, scilicet illi de parrochiali ecclesia de qua corpora defunctorum parrochiani fuerint, a domibus defunctorum conducere cum cruce et processione suis, ad quod presentialiter accedent ecclesiastici, cum solennitate solita, juxta status et conditiones defunctorum, sicque reportabuntur luminaria ad exequias portata, nec poterunt per ecclesiasticos impediri.

Item si quis dictorum civium et habitatorum ordinaverit modum, formam et statum sue sepulture seu luminaris sui, aut ornamenti defferendi super corpus ejus, debebunt omnia, scilicet tam pannus quam quodlibet ornamentum cum toto luminari remanere rectoribus prefatis. Hiis tamen taliter remanentibus, debebunt ecclesiastici, curati et ecclesiarum rectores eorumque vices gerentes seu censerii contentari, nec aliam compositionem poterunt requirere vel quodcunque aliud emolumentum recipere. Verumptamen si luminare, pannus et ornamentum hujusmodi sint minoris pretii quam deberet esse compositio juxta premissa et fraux fieret contra ipsos ecclesiasticos, curatos et ecclesiarum rectores, dicunt et pronunciant dicti arbitratores et amicabiles compositores quod nichilominus fieri debebit compositio de eo quod deerit, usque ad complementum compositionis que alias fienda fuisset juxta premissa.

Item si cives vel habitator Lugduni ornamentum panni seu luminare alicujus confratrie deferri fecerit ad alicujus corporis sepulturam, ut fieri est solitum, dicunt et pronunciant dicti arbitri, arbitratores et amicabiles compositores quod nichilominus pro tali fiet compositio juxta premissa; verumptamen luminare et pannus et quodlibet ornamentum confratrie libere poterunt reportari, nec quomodolibet per rectores poterunt impediri.

Item quod pro pulsatione grossarum campanarum vocata gallice *gros glas* solvent dicti cives et habitatores in ecclesiis parrochialibus sanctorum Pauli, Nicecii et Petri civitatis predicte duas libras turonensium valentes duos francos auri cum uno barrali vini et duobus solidis parisiensium pro pane, et hoc pro salario pul-

santium et omni jure dictorum rectorum et ecclesiasticorum dictarum ecclesiarum sanctorum Nicecii, Pauli et Petri. Pro aliis autem pulsationibus solvetur per modum accordi ad dictum duorum de quibus inferius mentio habetur. Pro vero fossa solvet major civium predictorum quatuor solidos parisiensium, et ceteri solvent pro eadem descendendo de dicta somma usque ad duodecim denarios parisiensium , quos solvent pauperiores; intellecto quod miserabiles persone in et pro premissis omnibus et singulis nichil solvent. Et si sepulcrum seu lapidem sepulcri levari contingat, hoc fiet expensis heredum seu parentum defuncti, qui etiam tenebuntur suis expensis lapidem reducere seu reponere ad statum pristinum seu alias competenter.

Item quod pro labore et causa quaruncunque sponsalium ac sponsarum benedictionum, major et status majoris persona dicte civitatis non tenebitur ultra viginti solidos turonensium valentes unum francum, et ceteri component post diem benedictionis eisdem celebrate, et hoc descendendo juxta statum et conditionem cujuslibet.

Item pronunciant, declarant et ordinant dicti arbitri, arbitratores et amicabiles compositores quod si in dictis concordiis faciendis prout supra aliquod oriatur debatum inter partes, alter consulum pro defuncto, et alter ecclesiasticorum ecclesie cujus fuisset ipse parrochianus defunctus, debebunt, prestito juramento de bene et fideliter se habendo in actu hujusmodi, debatum sedare et determinare et compositionem taxare, respectum habendo ad premissa, que omnia fient et ita pronunciantur, nulla facta mentione de transeuntibus per dictam civitatem, quoniam de illis nullathenus se dicti cives intromittunt. Quasquidem dictum, pronunciationem et ordinationem dictorum arbitrorum, arbitratorum et amicabilium compositorum partes predicte, videlicet dictus procurator dictorum consulum et universitatis, dicto nomine, de voluntate et consensu supradictorum Henrici Caprarii, Guillelmi de Durchia, Guillelmi Heynardi, Stephani Evrerdi, Claudii de Pomperio, Roberti La Playe et Roberti de Roseriis, consulum dicte universitatis ibidem presentium, necnon supradicti prior, sacrista, dominus Stephanus Rigoleti, concustos, suo et nomine dicti Petri Chevalerii, alterius custodis dicte Sancte Crucis ecclesie, dominus Johannetus de Genas, rector dicte ecclesie Sancti Romani, ac dominus Stephanus Becey, procurator et nomine procuratorio ecclesiarum et capitulorum abbatisseque, conventus ac curatorum predictorum, constituti coram dictis dominis archiepiscopo, decano, Johanne Boville, nobis dicto officiali dictisque Petro Turrelli et Guillelmo Pitioti, clericis et notariis publicis, et testibus infrascriptis, scientes, prudentes et spontanei, per universa sua capitula atque membra laudant, approbant, rattifficant penitus et acceptant eis modo, jure et forma quibus melius possunt et debent. Promittentes hinc et inde dicte partes, videlicet dictus procurator dictorum consulum et universitatis dicto nomine, dictique prior et sacrista de Platteria, Stephanus Rigoleti, dominus Johannetus de

Genas et dominus Stephanus Becey, procurator, nominibus quibus supra, in quantum quemlibet ipsorum dictis nominibus tangit et tangere potest, in presentia dictorum notariorum et testium infrascriptorum, ipsis notariis stipulantibus et recipientibus nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum, per mutuas et solennes stipulationes jurejurando roboratas et vallatas, et sub juramentis, obligationibus et pena predictis, predictas pronunciationem, declarationem, ordinationem et omnia alia et singula in ea contenta attendere et complere ac ratas, gratas et firmas rataque, grata et firma habere perpetueque tenere ac firmiter et inviolabiliter observare, et contra predicta vel aliqua de predictis aut subsequentibus facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, modo aliquo decetero non facere vel venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, neque prestare auxilium, consilium, opem, juvamen, favorem vel assensum, omni juri canonico et civili sibi et cuilibet ipsorum, nominibus quibus supra, ac dictis ecclesiis competenti et competituro ad veniendum contra predicta vel aliquod ex eisdem, specialiter et expresse renunciando in hac parte. Volentes et expresse consentientes dicte partes, nominibus quibus supra, quod de et super omnibus et singulis premissis fiant, dictentur et fortifficentur meliores et pleniores littere, que fieri poterunt et dictari, semel et pluries et tociens quociens dictis partibus vel alteri ipsarum placuerit et videbitur expedire, sive fuerint grossate et per dictos notarios expedite, sive non, sive fuerint sigillate, copiate et in judicio producte, sive non, cum omnibus clausulis et renunciationibus juris ad dictamen et consilium peritorum quorumcunque, facti tamen grossa substancia non mutata, non obstante si dicti notarii ea ulterius expedire non debeant quibus per modum expeditionis fuerint suo officio semel functi. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem partium predictarum nobis oblatas pro ipsis per dictos publicos notarios, quibus super hiis fidem plenariam adhibemus, nos custos predictus sigillum commune regium predictum, et nos officialis predictus sigillum curie nostre presentibus litteris duximus apponenda. Acta fuerunt hec Lugduni, in castro Petrescisse, die jovis post dominicam Bordarum, que fuit undecima dies Martii, anno quo supra, presentibus venerabili et discreto viro domino Guillelmo Juliani, legum doctore, necnon discretis viris magistris Hugone Jossardi, bacalario in legibus, Stephano Giscli, licenciato in medicina, domino Jacobo Bochardi, canonico Sancti Justi, Peronino Guerrerii, Johanne Buyet, burgensi Cariloci, Andrea Adzolles, Guillelmo de Riviria, domicello, Johanne Jayet, clerico, et pluribus aliis civibus et habitatoribus Lugduni pro testibus ad premissa vocatis et rogatis.

Tenores vero procuratoriorum de quibus supra fit mentio de verbo ad verbum sequuntur et sunt tales :

Nos Matheus de Marcilliaco, licenciatus in decretis, decanus Montisbrisonis, officialis Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis

quod cum lis et controversia verterentur inter venerabiles viros dominos camerarium et capitulum Sancti Pauli Lugdunensis et ceteros rectores et curatos ecclesiarum parrochialium civitatis Lugdunensis, ex una parte, et honorabiles et providos viros consules universitatis dicte civitatis Lugdunensis, nomine dicte universitatis, ex alia, pro et super eo quod dicti consules dicto nomine dicebant et asserebant quod dicti ecclesiastici dicte civitatis exigebant et exigere nitebantur a civibus et habitatoribus dicte civitatis Lugdunensis, cum casus contingebat, pro sacramentis ministrandis eisdem civibus et habitatoribus, videlicet pro sepulturis, luminaribus et exequiis defunctorum ac sponsaliciis nubentium, ultimis unctionibus et aliis ecclesiasticis sacramentis diversas et intollerabiles pecuniarum sommas et alias res, contra juris dispositionem, in dictorum civium maximum prejudicium, dampnum et jacturam, asserentes dicta sacramenta libere ministrari debere eisdem civibus, ut dicebant; dictis dominis ecclesiasticis dicentibus ex adverso, asserentibus quod ipsi sunt et fuerunt per longissima tempora in possessione pacifica levandi, percipiendi et habendi a predictis civibus et habitatoribus, quando casus eveniunt, lectos defunctorum, sepulturas ac luminaria et quicquid ad ecclesiam super corporibus defunctorum deportatur seu reponitur, et pro eisdem sepultura, lecto et luminari talium defunctorum ac sponsaliciis nubentium, secundum quod iidem ecclesiastici arbitrantur, juxta penam et laborem dictorum ecclesiasticorum ac facultatem dictorum defunctorum et nubentium, secundum consuetudinem et possessionem suam tanquam laudabilem diutius observatam, ut asserebant dicti ecclesiastici. Super quibus discordiis et questionibus sedendis et pacificandis tractatum et ordinatum fuerit per dominum Lugdunensem archiepiscopum et providum virum Johannem Boville, mediatores et tractatores negotii hujusmodi, compromissum fieri per partes antedictas in arbitros electos hinc et inde infra nominatos. Hinc est quod constituti personaliter in capitulo Sancti Pauli predicti, coram Johanne de Varenis, clerico, notario curie nostre jurato ad hoc a nobis deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, venerabiles et discreti viri domini Matheus de Varey, cantor, Guillelmus Testuti, Johannes de Sapolgo, Anthonius Montilliat et Bartholomeus de Cruce, canonici dicte ecclesie, capitulantes et capitulum suum tenentes et facientes, ad sonum campane, more solito congregati, cupientes ut bonus finis eidem liti imponatur, suum et dicte ecclesie faciunt et constituunt procuratorem generalem certumque nuntium et mandatum specialem, videlicet discretum virum dominum Stephanum Becey, presbiterum, secretarium dictorum dominorum presentem exhibitorem presentium, ad compromittendum nomine et ad opus dicte eorum ecclesie et suorum et in quantum eosdem et ecclesiam tangit et tangere potest, videlicet in dominum Petrum de Croseto, Matheum de Varey et Bartholomeum de Cruce, electos et nominatos pro parte dictorum ecclesiasticorum, et in Aynardum de Villanova, Petrum Fabri et Humbertum de Varey, electos pro parte dictorum consulum,

seu in alios loco ipsorum superius nominatorum eligendos et deputandos per dictas partes, in casu in quo superius nominatos habere non possent, tanquam in arbitros, arbitratores et amicabiles compositores a partibus predictis nominatos et electos ac nominandos et eligendos prout supra, ipsisque arbitris et quatuor ex ipsis plenam, generalem et liberam potestatem ac speciale mandatum dandi et concordandi de, pro et super dicto debato cognoscendi, ordinandi et pronunciandi, diebus feriatis et non feriatis, stando vel sedando, partibus presentibus vel non presentibus, seu una ipsarum presente et alia absente, prout dictis arbitris videbitur faciendum, et generaliter omnia alia universa et singula faciendi, que in premissis et circa premissa et ea tangentia et deppendentia ex ipsis sunt et erunt neccessaria, etiam si sint vel fuerint talia que de se mandatum exigant speciale, et que dicti constituentes facerent et facere possint et deberent si presentes et personaliter interessent. Ad que omnia et singula premissa facienda dicti domini capitulantes, in quantum eosdem et eorum ecclesiam tangit, dant et donant dicto eorum procuratori plenam potestatem, prout supra. Promittentes etiam dicti domini capitulantes pro se et suis, in quantum eosdem et eorum ecclesiam tangit et tangere potest, coram dicto jurato nostro et testibus infrascriptis, ipso jurato ut publica persona, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus ipsius procuratoris et omnium et singulorum quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum, per juramenta sua super sancta Dei euvangelia prestita et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum et dicte eorum ecclesie mobilium et immobilium quorumcunque, necnon sub pena mille librarum turonensium applicanda reddendaque et solvenda, videlicet medietatem domino nostro regi Francorum in casu quo committeretur, et quarta pars domino nostro Lugdunensi archiepiscopo, et residua quarta pars parti attendenti applicetur per partem non attendentem fore committendam, se ratum, gratum et firmum habentes et habituros perpetuoque tenere et complere ac perpetuo cum effectu observare, totum id et quicquid per dictos arbitros ut supra electos vel eligendos in, pro et super predictis et circa premissa et ea tangentia actum, dictum, pronunciatum, declaratum et ordinatum fuerit seu quomodolibet gestum, et ab ipso dicto, pronunciatione et ordinatione non appellare seu recurrere, sed eidem stare et acquiescere prout supra, dictumque procuratorem suum relevare, quem et per presentes relevant et relevatum esse volunt ab omni onere satisdandi, et hec pro ipso procuratore judicio fisci et judicatum solvi cum suis clausulis universis. Et hec omnibus et singulis quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum volunt et mandant dicti constituentes tenore presentium fieri manifesta. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem dictorum constitutuentium nominibus quibus supra nobis pro ipsis oblatas per dictum juratum nostrum, cui super hiis fidem omnimodam adhibemus, sigillum nostrum litteris presentibus duximus apponendum. Acta fuerunt hec in dicto capitulo, die sexta

mensis Martii, anno domini millesimo tercentesimo octogesimo octavo, presentibus discretis viris dominis Stephano Castellani et Petro Dola, capellanis perpetuis dicte ecclesie, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Expeditum est per me predictum notarium et juratum. J. de Varenis.

Nos Andreas Esperonis, licenciatus in legibus, tenentes sigillum commune regium in baillivia Matisconensi constitutum, et nos Matheus de Marcilliaco, licenciatus in decretis, decanus Montisbrisonis, officialis Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nuper mota lite et controversia inter honorabiles et providos viros consules universitatis civitatis Lugdunensis, dicto nomine, ex una parte, et rectores ac curatos ecclesiarum parrochialium dicte civitatis, ex altera, super exactionibus et oppressionibus quas dicti ecclesiastici dictis consulibus et singularibus dicte civitatis, ut dicebant dicti consules, ad causam sepulturarum et exequiarum defunctorum, sponsalitiarun nubentium, sacre ultime unctionis corporum et aliorum sacramentorum ecclesiasticorum, pro quibus conferendis dicti ecclesiastici plures pecuniarum sommas contra juris formam habere, levare et extorquere nitebantur; pro qua lite sedanda deque pace et concordia partium predictarum tractanda, reverendus in Christo pater et dominus dominus Johannes, archiepiscopus et comes Lugdunensis, coram se, in castro suo Petrescise, consules dicto nomine ac nonnullos dictarum ecclesiarum rectores, suo et nomine omnium et singulorum aliorum dictarum ecclesiarum rectorum, quorum interest et interesse potest, convocari fecerit. Quibus junctis coram ipso et convocatis, dictus dominus noster Lugdunensis archiepiscopus et comes, mediante etiam et tractante honorabili et provido viro Johanne Boville, locumtenente in Lugduno domini baillivi Matisconensis, dictas partes super dicta discordia appunctuavit pro bono communi partium earundem, ut sequitur in hunc modum, videlicet quod super debato predicto deppendentibusque et emergentibus ex ipso partes ipse se compromittant et compromissum validum et solenne faciant, videlicet in venerabiles et circunspectos viros dominum Petrum de Croseto, magistrum chori ecclesie Lugdunensis, dominum Matheum de Varey, cantorem ecclesie sancti Pauli, et dominum Bartholomeum de Cruce, cantorem Sancti Nicecii Lugdunensis, pro parte dictorum ecclesiasticorum, et in Aynardum de Villanova, Petrum Fabri et Humbertum de Varey, cives Lugdunenses, pro parte dictorum consulum, aut in alios tres pro qualibet parte eligendorum et nominandorum casu in quo non possent dictos superius nominatos habere; qui sex arbitri, seu quatuor ex ipsis, una cum supradictis domino nostro Lugdunensi archiepiscopo et comite et Johanne Boville possint et valeant de et super dicto debato deppendentibusque et emergentibus ex ipso, cognoscendi, pronuntiandi, ordinandi et terminandi habeant plenam potestatem, prout sibi videbitur faciendum, quorum pronunciatio et ordinatio in tantum valeat vimque et firmitatem obtineat quemadmodum si per venerabilem curiam

parlamenti regii lata esset, et ita quod neutra dictarum partium ab ipsis dicto, pronunciatione et ordinatione dictorum arbitrorum nullathenus possit nec valeat per se vel per alium quomodolibet appellare vel recurrere ad arbitrium boni viri aut ad superiorem quemcunque, sed statim ipsa pronunciatione lata, ipsam per dictas partes debere ratifficari et inviolabiliter tenere, sub pena mille librarum turonensium, cujus medietas domino nostro regi, in casu quo committeretur, et quarta pars dicto domino nostro Lugdunensi archiepiscopo, et residua quarta pars parti attendenti applicetur per partem non attendentem fore committendam reddendamque et solvendam, debeantque venire et comparere dicte partes coram dictis domino nostro Lugdunensi archiepiscopo et Johanne Boville ad diem seu dies et horas sibi assignandas parate ad procedendum cum suis arbitris, sub pena decem librarum turonensium committendarum per partem defficientem in non veniendo et comparendo, ut est dictum, et dictis domino nostro Lugdunensi archiepiscopo et Johanni Boville applicandarum tociens et quociens defficerent non veniendo et comparendo prout supra. Fuit etiam appunctatum quod, durante dicto compromisso, dicti ecclesiastici tenebuntur sepulturas et exequias facere et administrare ecclesiastica sacramenta libere conferre, prout domini canonici infrascripti coram notario regio et jurato et testibus infrascriptis asserunt ita esse. Hinc est quod coram Johanne Ducis, clerico, auctoritate regia publico notario curieque nostri officialis jurato ad hoc deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, personaliter constituti propter ea que sequntur venerabiles et discreti viri domini Johannes de Fargiis, licenciatus in legibus, Johannes Hubondi, Guillelmus Guitardi, Petrus Chalea, Johannes Davites, Petrus Clareti et Stephanus Curteti, canonici Sancti Nicecii Lugdunensis, in eorum capitulo existentes ad sonum campane more solito congregati, capitulantes et capitulum suum tenentes pro factis eorum ecclesie et potissime pro negotio infrascripto, scienter et sponte suum faciunt, creant, constituunt et ordinant procuratorem generalem ac certum nuncium et mandatum specialem, videlicet discretum virum dominum Stephanum Becey, capellanum Sancti Pauli Lugdunensis, licet absentem, tanquam presentem, exhibitorem presentium, ad compromittendum nomine et ad opus dicte eorum ecclesie et suorum, videlicet in supradictos dominos Petrum de Croseto, Matheum de Varey et Bartholomeum de Cruce, electos et nominatos pro parte dictorum ecclesiasticorum, et in Aynardum de Villanova, Petrum Fabri et Humbertum de Varey, electos pro parte dictorum consulum, seu in alios loco ipsorum superius nominatorum eligendos et deputandos per predictas partes in casu in quo dictos superius nominatos habere non possent, tanquam in arbitros, arbitratores et amicabiles compositores a partibus predictis electos et nominatos seu nominandos et eligendos, prout supra, ipsisque arbitris et quatuor ex ipsis plenam, generalem et liberam potestatem ac speciale mandatum dandi et concedendi de, pro et super dicto debato et deppendentibus ex ipso cognoscendi, ordinandi et

pronunciandi, diebus feriatis et non feriatis, stando vel sedendo, juris ordine servato vel non servato, partibus presentibus vel non presentibus, seu una ipsarum presente et alia absente, per contumaciam et alias, prout dictis arbitris videbitur faciendum, que appunctamenta ex nunc volunt et laudant constitutuentes supradicti, et generaliter omnia alia universa et singula dicta et appunctamenta prout supra facienda, et que in premissis et circa premissa et ea tangentia et deppendentia ex ipsis sunt et erunt neccessaria seu etiam opportuna, etiam si sint vel fuerint talia que de se mandatum exigant speciale et que dicti constituentes facerent et facere possint et deberent si presentes et personaliter interessent. Ad que omnia et singula premissa facienda dicti domini capitulantes dant et donant dicto eorum procuratori plenam potestatem prout supra. Promittentes etiam dicti domini canonici et constituentes pro se et suis in dicta eorum ecclesia successoribus coram dicto publico regio notario et jurato et testibus infrascriptis, ipso regio notario ut publica persona, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus ipsius procuratoris et omnium et singulorum quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum, per juramenta sua super sancta Dei euvangelia corporaliter prestita et sub obligatione et hypotheca omnium et singulorum bonorum suorum propriorum et dicte eorum ecclesie mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcunque, necnon et sub pena dictarum mille librarum turonensium, ut supra applicanda reddendaque et solvenda, se ratum, gratum et firmum habentes et habituros perpetuo tenereque et attendere, complere et perpetuo cum effectu observare totum id et quicquid per dictos eorum arbitrum, vel arbitros ut supra electos vel eligendos, in, pro et super predictis et circa premissa et ea tangentia et deppendentia ex ipsis actum, dictum, pronunciatum, declaratum et ordinatum fuerit, seu quomodolibet alias gestum et ab ipsis dicto, pronunciatione et ordinacione non appellare seu recurrere, sed eisdem stare et acquiescere prout supra, necnon venire seu pro ipsis mittere ad diem seu dies, locum et horam sibi assignandas, sub pena decem librarum turonensium predicta applicandaque et persolvenda, prout supra fit mentio, dictumque procuratorem suum relevare, quem et per presentes relevant et relevatum esse volunt ab omni onere satisdandi, et pro ipso procuratore suo judicio fisci et judicatum solvi, si neccesse fuerit, cum suis clausulis universis. Et hec omnibus et singulis quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum volunt et mandant dicti domini constituentes tenore presentium fieri manifesta. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem dictorum dominorum constituentium nobis pro ipsis oblatas per dictum publicum regium notarium, cui super hiis fidem omnimodam adhibemus, litteris presentibus nos custos prefatus sigillum commune regium predictum, et nos dictus officialis sigillum curie nostre duximus apponenda. Actum et datum in dicto capitulo, presentibus dominis Guillelmo Bruneti et Martino Grateti, notariis, capellanis ipsius ecclesie, testibus ad premissa vocatis et

rogatis, die quinta mensis Marcii, anno Domini millesimo CCC° octogesimo octavo.

Expeditum est presens procuratorium per me J. Ducis.

Nos Andreas Esperonis, licenciatus in legibus, tenens sigillum commune regium in Matisconensi baillivia constitutum, et nos Matheus de Marcilliaco, licenciatus in decretis, decanus Montisbrisonis, officialis Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inpecturis quod nuper mota lite et controversia inter honorabiles et providos viros consules universitatis civitatis Lugdunensis, dicto nomine, ex una parte, et rectores ac curatos ecclesiarum parrochialium dicte civitatis, ex parte altera, super exactionibus et oppressionibus, quas dicti ecclesiastici dictis consulibus aut singularibus dicte civitatis, ut dicebant dicti consules, ad causam sepulturarum et exequiarum defunctorum, sponsaliciarum nubentium, sacre ultime unctionis corporum et aliorum sacramentorum ecclesiasticorum pro quibus conferendis dicti ecclesiastici plures pecuniarum sommas, contra juris formam, habere, levare et extorquere nitebantur, pro qua lite sedanda deque pace et concordia partium predictarum tractanda, reverendus in Christo pater et dominus dominus Jo., archiepiscopus et comes Lugdunensis, coram se, in castro suo Petrescise, consules, dicto nomine, ac nonnullos dictarum ecclesiarum rectores, suo et nomine omnium aliorum et singulorum dictarum ecclesiarum rectorum quorum interest et interesse potest, convocari fecerit, quibus junctis coram ipso et convocatis, dictus dominus noster Lugdunensis archiepiscopus et comes, mediante etiam et tractante honorabili et provido viro Johanne Boville, locum tenente in Lugduno domini baillivi Matisconensis, dictas partes super dicta discordia appunctavit pro bono communi partium earundem, ut sequitur in hunc modum, videlicet quod super debato predicto, dependentibus et emergentibus ex ipso partes ipse se compromittant et compromissum validum et solenne faciant, videlicet in venerabiles et circunspectos viros dominum Petrum de Croseto, magistrum chori ecclesie Lugdunensis, dominum Matheum de Varey, cantorem ecclesie Sancti Pauli, et dominum Bartholomeum de Cruce, cantorem ecclesie Sancti Nicecii Lugdunensis, pro parte dictorum ecclesiasticorum, et Aynardum de Villanova, Petrum Fabri et Humbertum de Varey, cives Lugdunenses, pro parte dictorum consulum, aut in alios tres pro qualibet parte eligendos, deputandos et nominandos in casu in quo non possent dictos superius nominatos habere; qui sex arbitri, seu quatuor ex ipsis, una cum supradictis domino nostro Lugdunensi archiepiscopo et comite ac Johanne Boville, possent et valeant de, pro et super dicto debato dependentibusque et emergentibus cognoscendi, pronunciandi ordinandi et terminandi habeant plenam potestatem, prout sibi videbitur faciendum, quorum ordinatio et pronunciatio in tantum valeat vimque et firmitatem obtineat quemadmodum si per venerabilem curiam parlamenti regii lata esset, et ita quod neutra dictarum partium ab ipsis dicto, pronunciatione et ordi-

natione dictorum arbitratorum nullathenus possit nec valeat per se, vel per alium, quomodolibet appellare vel recurrere ad arbitrium boni viri aut ad superiorem quemcunque, sed statim ipsa pronunciatio lata, ipsam per dictas partes debere ratifficari et inviolabiliter ac irrevocabiliter teneri sub pena mille librarum turonensium, cujus medietas domino nostro regi, in casu in quo committeretur, et quarta pars dicto domino nostro Lugdunensi archiepiscopo, et residua quarta pars parti attendenti applicetur per partem non attendentem fore committendam reddendamque et persolvendam, debeantque venire et comparere dicte partes coram dictis domino nostro Lugdunensi archiepiscopo et Johanne Boville ad diem seu dies et horas sibi assignandas parate et procedendum cum suis arbitris sub pena decem librarum turonensium committendarum per partem defficientem in non veniendo et comparendo, ut est dictum, et dictis domino nostro Lugdunensi archiepiscopo et Johanni Boville applicandarum, tociens quociens defficerent in non veniendo et comparendo prout supra. Fuit etiam appunctatum quod, durante dicto compromisso, dicti ecclesiastici tenebuntur sepulturas et exequias facere et administrare ecclesiastica sacramenta libere conferre, et quod neutra dictarum partium, pendente dicto compromisso, nichil novi fecerit nichilque levare poterunt, sed totum remanebit sub potestate et manibus dictorum arbitrorum, nec poterit etiam pars aliqua neque valeat impetrare aliquas litteras, videlicet una contra aliam ; quod si fecerint, ex nunc prout ex tunc dictis partibus et cuilibet ipsarum sint inutiles casseque, sopite et nullius valoris, prout venerabilis domina domina Richarda de Saluciis, abbatissa monasterii Sancti Petri monialium Lugdunensis, et dominus Stephanns Nicholai, curatus dicti loci Sancti Petri et Sancti Saturnini Lugdunensis, qui coram Johanne Ducis, clerico, auctoritate regia publico notario curieque nostri officialis jurato, et testibus infrascriptis personaliter constituti, predicta omnia et singula dicunt, confitentur et asserunt ita esse. Hinc est quod dicta domina abbatissa et curatus, ut supra coram dicto publico regio notario et jurato ad hoc deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, personaliter constituti, scienter et sponte, suos faciunt, creant, constituunt et ordinant uterque per se et in solidum, tam etiam conjunctim quam divisim, procuratores generales ac certos nuncios ac mandatos speciales, videlicet discretos viros dominos Johannetum de Genas, in ecclesia Sancti Johannis, et Stephanum Becey, in ecclesia Sancti Pauli capellanos, licet absentes, tanquam presentes exhibitores presentium, et eorum utrumque in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis nec deterior subsequentis, sed quod per unum ipsorum inceptum fuerit per alium prosequi valeat, mediari, terminari pariter et finiri, ad compromittendum nomine et ad opus sue ecclesie et suorum, in quantum factum hujusmodi ipsos et eorum utrumque contingerit et contingere potest, in supradictos dominos Petrum de Croseto, Matheum de Varey et Bartholomeum de Cruce, electos et nominatos pro parte dictorum ecclesiasticorum, et Aynardum

de Villanova, Petrum Fabri et Humbertum de Varey pro parte dictorum consulum, seu in alios loco ipsorum superius nominatorum eligendos et deputandos per dictas partes, in casu in quo dictos superius nominatos habere non possent, tanquam in arbitros, arbitratores et amicabiles compositores a partibus predictis nominatos et electos seu nominandos et eligendos prout supra, ipsisque arbitris et quatuor ex ipsis plenam, generalem et liberam potestatem ac speciale mandatum dandum et concedendum de, pro et super dicto debato et deppendentibus ex ipso cognoscendum, ordinandum et pronunciandum, diebus feriatis et non feriatis, stando vel sedendo, juris ordine servato vel non servato, presentibus partibus vel absentibus, seu una ipsarum presente et alia absente per contumaciam, et alias prout dictis arbitris videbitur faciendum. Que appunctamenta ex nunc volunt et laudant constituentes supradicti, et generaliter omnia alia et singula dicta et appunctamenta prout supra faciendum et que in premissis et circa premissa et ea tangentia et deppendentia ex ipsis sunt et erunt neccessaria seu etiam opportuna, etiam si sint vel fuerint talia que de se mandatum exigant speciale et que dicti constituentes facerent et facere possent et deberent si presentes et personaliter interessent. Ad que omnia et singula premissa facienda dicti constituentes et eorum uterque in solidum, tam etiam conjunctim quam divisim, dant, donant et concedunt dictis suis procuratoribus potestatem ac speciale mandatum. Promittentes dicti constituentes dicto publico regio notario et jurato et in suis manibus, ut publice persone, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus dictorum procuratorum et cujuslibet eorundem ac omnium et singulorum quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum, videlicet dicta domina abbatissa sub voto sue religionis, manu ejus pectore posita, ut a talibus religiosis est fieri consuetum, et dictus dominus curatus per juramentum suum super sancta Dei euvangelia corporaliter prestitum et sub ypotheca et obligatione omnium et singulorum bonorum suorum propriorum et dictarum ecclesiarum mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcunque, necnon sub pena dictorum mille librarum turonensium, ut supra applicanda reddendaque et solvenda, se ratum, gratum et firmum habentes et habituros perpetuo tenere, attendere et complere ac perpetue observare totum id et quicquid per dictum eorum arbitrum vel arbitros, ut supra electos vel eligendos, in, pro et super predictis et circa premissa et ea tangentia et deppendentia ex ipsis actum, dictum, pronunciatum, declaratum et ordinatum fuerit, seu quomodolibet alias gestum, et ab ipsis dicto, pronunciatione et ordinatione non appellare seu recurrere, sed eisdem stare et acquiescere prout supra, necnon venire seu pro ipsis mittere ad diem seu dies, locum et horam sibi assignandas, sub pena decem librarum turonensium predicta committenda applicandaque et solvenda prout supra fit mentio, dictosque procuratores suos et alterum ipsorum in solidum relevare, quos et per presentes relevant et relevatos esse volunt ab omni onere satisdandi, et pro ipsis et eorum

altero judicio fisci et judicatum solvi, si neccesse fuerit, cum suis clausulis universis. Et hec omnibus et singulis quorum interest, intererit et interesse poterit in futurum volunt et mandant dicti constituentes tenore presentium fieri manifesta. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem dictorum constituentium nobis pro ipsis oblatas per dictum publicum regium notarium et juratum, cui super hiis aliisque majoribus fidem omnimodam adhibemus, nos custos prefatus sigillum curie regie burgi Insule Barbare in absencia sigilli communis regii, et nos prefatus officialis curie nostre sigillum litteris presentibus duximus apponenda. Actum et datum Lugduni, in dicto monasterio, presentibus domino Hugone Fabri, capellano Sancti Johannis predicti, et Laurentio Curteti, clerico, testibus ad premissa vocatis et rogatis, die sexta Marcii, anno domini millesimo tercentesimo octogesimo octavo.

Expeditum est presens procuratorium per me J. Ducis.

Subscriptiones notariorum tales sunt :

Ego vero Petrus Turrelli, clericus, notarius regius publicus, premissis omnibus et singulis, anno, diebus et locis superius declaratis, ut supra describuntur et declarantur, cum testibus supra nominatis presens fui; in quorum testimonium hic manu propria me subscripsi et signo magno meo consueto signavi.

Et ego Guillelmus Pitioti, clericus, publicus auctoritate regia notarius predictus et curie domini officialis Lugdunensis juratus, premissis omnibus et singulis dum sic, ut suprascriptum est, dicta die undecima Marcii, in dicto castro Petrescise, fierent et agerentur, unacum dicto magistro Petro Turrelli, clerico, notario regio, et testibus subscriptis presens fui presentique publico instrumento per alium scripto manu mea propria me subscripsi, et eum, quo ad ea que coram me facta fuisse recitantur, expedivi sub hoc signo meo.

Et exinde super contentis in dictis pronunciatione, concordia et ratiffication fuerit suborta controversia inter dictas partes super eo quod dicti sacriste et curati et ecclesiarum rectores dicebant et asserebant predictas pronunciationem, pacifficationem et concordiam indigere declaratione, interpretatione et additione, plures ad hoc causas et rationes pretendendo, cur premissa fieri postulabant ; tandem vero ad tractatum reverendi in Christo patris et domini nostri domini Philippi, archiepiscopi et comitis Lugdunensis, constitute dicte partes, scilicet venerabilis et discretus vir dominus Bartholomeus de Cruce, cantor Sancti Nicecii et canonicus Sancti Pauli, ecclesiarum Lugdunensium procurator et nomine procuratorio dictarum sanctorum Nicecii et Pauli ecclesiarum, dominus Petrus Chivalerii, concustos ecclesie Sancte Crucis, suo et nomine ejus concustodis, et dominus Petrus Mercerii, curatus Sancti Vicentii, pro se et aliis ecclesiasticis et ecclesiarum rectoribus secum adherentibus et adherere volentibus infra tamen terminum inferius prefixum, ex una parte, et honorabiles viri Johannes de Foresio, Matheus de Chaponnay, Ludovicus Liatardi, Leonardus Carronerii, Johan-

nes Tibaudi, Guillelmus Le Vite et Hugoninus Marchisse, consules dicte universitatis, pro et nomine dictorum civium et habitatorum, ex parte altera, coram domino Johanne Hubout, canonico dicte Sancti Nicecii ecclesie, apostolica et imperiali ac regia, et Guillelmo de Cuysello, imperiali et regia auctoritate publicis notariis et curie nostri officialis predicti juratis et ad hoc a dicto domino nostro rege et nobis dicto officiali deputatis, presentibus etiam testibus infrascriptis, ipse, inquam, partes ad dictas pronunciationem, concordiam et paciffîcationem, ut omnis obscuritas tollatur et concordia firmius observetur, declaraverunt, interpretati fuerunt et addiderunt illa que inferius proxime continentur : et primo primum articulum in ipsis litteris descriptum, quem dicti ecclesiastici ecclesiarum rectores declaratione et interpretatione asserant indigere, declaraverunt ipsumque robur, vim et effectum obtinere voluerunt in verbis et per verba que sequntur, videlicet quod tam pro jure lecti defuncti, quod deberi potest, quam pro luminari et pro omnibus juribus competentibus et competere nunc vel in futurum valentibus dictis capellanis, curatis, sacristis, rectoribus seu eorum vicariis et censeriis pro sepultura et exequiis ac funerariis eorumque laboribus quibuscunque, ubicunque sepeliatur corpus, in parrochia sua sive alibi, tenebuntur cives et habitatores, scilicet quilibet pro defuncto suo predecessore componere et concordare cum rectore ecclesie parrochialis defuncti seu alio quem pertinebit, secundum statum et facultatem defuncti, ita tamen quod concordia excedere non valeat decem libras turonensium valentes decem francos auri in persona majoris status et majorum facultatum dicte civitatis, sic que infra dictas decem libras debebit omnis compositio et concordia conformari et fieri ut supra, secundum statum et facultatem cujuslibet, et nichil ultra habebunt rectores pro premissis, nisi sponte eis datum fuerit; que concordia seu compositio fiet infra tres dies post inhumationem corporis defuncti. Enim et ita declaratum est : non poterunt nec debebunt rectores seu eorum vicarii vel censerii vel alius pro ipsis ante inhumationem, sepulturam et exequias, et ante etiam benedictionem sponsorum celebratas quicquam petere vel concordiam seu obligationem recipere, nisi per amicos defuncte persone requiratur ; et ita libere celebrabuntur exequie et inhumabuntur corpora aliaque exhibebuntur sacramenta, que etiam corpora tenebuntur, more solito, dicti rectores seu eorum vicarii et ecclesiastici, scilicet illi de parrochia ecclesie de qua corpora defunctorum parrochiani fuerint, a domibus defunctorum conducere cum cruce et processione suis, ad quod presentialiter accedent ecclesiastici cum solennitate solita, juxta status et conditiones defunctorum; sicque reportabuntur luminaria et alia ad exequias portata, nisi ecclesie fuerint donata, nec poterunt per ecclesiasticos impediri, nisi quantum poterunt impediri per recusationem promissionis et obligationis, ut inferius concordatur. Et in casu quo corpus reportatum in ecclesia sue parrochie alibi sit inhumandum, declaratum et concordatum est quod antequam promissio et obligacio de quibus

infra dicitur facte fuerint per amicos defuncti, si fuerint requisiti, tale corpus de ipsa ecclesia nullathenus extrahatur, sed hiis promissionibus et obligationibus factis, libere poterit extrahi et ad ecclesiam aliam cum pannis et luminari deportari. Super vero aliis contentis in sepedictis litteris et hiis presentibus insertis, declarata et addita fuerunt per partes easdem ea que sequntur, videlicet quod, corpore inhumato, alter parentum seu amicorum corporis, et in facto benedictionis sponsorum alter sponsi amicus, teneatur, requisitus tamen pro parte ecclesiasticorum ad quos pertinebit, promittere et jurare quod sattisfaciat de funerariis et aliis ad ordinationem unius eligendi pro ecclesia ad quam pertinebit, et alterius eligendi per amicos defuncti ; qua obligatione sic facta, bona quecunque ad ecclesiam portata reportari poterunt libere per dictos amicos. Et casu quo dicti parentes vel amici aliquod luminare vel bona ad ecclesiam cum corpore nollent apportare, vel solum modo portari facerent pannos et luminare confratriarum, et nollet talis parens vel amicus, ut premissum est, jurare, hoc casu officialis Lugdunensis cognitionem habebit sepulture contra illos, sine etiam solennitate, cognoscendo summarie, simpliciter et de plano. Et casu etiam quo illi duo eligendi pro ecclesia et civibus non potuerint aut noluerint partes concordare juxta formam accordi, in deffectu ipsorum officialis Lugdunensis de causa cognoscere poterit, vocatis duobus consulibus ville et aliis quos vocare voluerit, cum quibus se debebit informare de viribus, facultatibus, statu et conditione defuncte persone, et aliis venientibus aut non venientibus, recepta tamen informatione, ipse officialis poterit ordinare, eorumdem vocandorum absencia non obstante.

Item quod panni et luminare amicorum defuncti non poterunt reportari vel extrahi de ecclesia per dictos defuncte persone amicos, donec alter amicorum promiserit et juraverit, si requisitus ut supra fuerit, post factam sepulturam quod sattisfaciet ecclesie ad taxationem dictorum eligendorum et officialis juxta premissa, exceptis pannis et luminaribus confratriarium, quoniam et libere reportabuntur, etiam si promissio vel obligatio per amicum vel amicos defuncti recusaretur ; verumptamen hoc casu talis recusans poterit ex tunc compelli per officialem, facta cognitione et taxatione ut supra contra illum, qui sic dictam obligationem facere recusaverit, dictorum eligendorum taxatione etiam non attenta ; et ita ad solvendum compelli quod taxabit, juxta tamen formam accordi antedicti.

Item voluerunt et consentierunt dicte partes quod ex nunc in antea sit bona concordia inter ipsas et expense hinc et inde facte sint quitte.

Item voluerunt et addiderunt dicte partes quod si imposterum lis, discensio vel debatum oriatur inter ipsas, quod totum possit per dictum dominum Philippum, archiepiscopum, ad quemcunque statum ipsum contingerit devenire, quandiu vixerit et fuerit in humanis, declarare et sedari, vocatis tamen quatuor de consulibus ville et quatuor de ecclesiasticis. Cetera vero omnia et singula contenta et

descripta in litteris superius insertis, in quibus et per que nichil per presentes fuit mutatum, additum vel declaratum, partes predicte, nominibus quibus supra, approbant, ratifficant et acceptant, eaque omnia et singula attendi, teneri et compleri volunt et mandant juxta contenta in ipsis seriemque et tenorem earumdem. Promiseruntque et promittunt superius nominate persone, nominibus quibus supra, in quantum quemlibet ipsorum contingerit et contingere potest, conjunctim vel divisim, per juramenta sua super sancta Dei euvangelia corporaliter prestita, et sub obligatione, videlicet dictus procurator bonorum in suis procuratoriis designatorum, dicti vero curati et ecclesiarum rectores et ecclesiastici pro se et aliis ecclesiasticis secum adherere volentibus, qui scilicet infra mensem a tempore notifficationis eis facte adherebunt et ad premissa consentient ac prout alii suprascripti se obligabunt, sub obligatione bonorum ipsarum ecclesiarum, et dicti consules, dicto nomine, bonorum communitatis dicte civitatis mobilium et immobilium, ecclesiaticorum et mundanorum, presentium et futurorum quorumcunque, predicta omnia et singula in hujusmodi additione et declaratione contenta una pars alii et alia alii, nominibus quibus supra, pro se et suis, rata, grata et firma attendere, complere et tenere firmiterque et inviolabiliter observare, et contra per se vel per alium non venire, facere aut consentire, neque prestare consilium, consensum, opem, juvamen, favorem vel assensum, et hoc cum omni renunciatione juris pariter et cautela. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem partium predictarum nobis oblatas pro ipsis per dictos publicos notarios, quibus fidem super hiis plenariam adhibemus, nos custos predictus sigillum commune regium predictum et nos dictus officialis sigillum curie nostre presentibus litteris duximus apponenda. Acta fuerunt hec Lugduni, in domo habitationis dicti domini nostri Lugdunensis, presentibus ibidem domino Guillelmo Juliani, Aynardo de Villanova, Peronino Guerrerii, domino Johanne de Greysello, presbitero de Matiscone, Guillelmo Marco, castellano Sancti Germani, domino Anthonio de Bron, curato de Charees in Ruanesio, Gileto Bunbonis et pluribus aliis ibidem presentibus pro testibus ad premissa vocatis et rogatis, die jovis ante dominicam qua cantabitur in Dei ecclesia Reminiscere, vicesima tertia mensis Febroarii, anno domini millesimo tercentesimo octogesimo nono.

Nos vero Philippus de Thureyo, prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus et comes, attendentes et considerantes omnia et singula in predictis declaratione et additione contenta coram nobis et ad nostrum tractatum deque voluntate et licencia nostra per dictos ecclesiasticos et ecclesiarum rectores acta fuisse, ea volentes, ratifficantes et approbantes, sigillum nostrum proprium una cum aliis sigillis predictis ac subscriptionibus dictorum notariorum presentibus litteris in majoris roboris firmitatem duximus apponendum.

Subscriptiones notariorum tales sunt : Ego vero Johannes Hubout, Bajocensis diocesis, habitator Lugduni, publicus apostolica et imperiali ac in regno Francie,

in terra que jure scripto regitur, regia auctoritate notarius, et curie dicti domini officialis Lugdunensis juratus, predictis omnibus et singulis, dum sic in presentia dicti domini Philippi, archiepiscopi et comitis Lugdunensis, agerentur et fierent, una cum prenominatis testibus ac notario subscripto interfui, eaque una cum ipso notario recepi, publicavi et in hanc publicam formam redigi signoque meo solito signavi rogatus.

Et ego predictus Guillelmus de Cuysello, de Ansa, Lugdunensis diocesis, imperiali et regia auctoritatibus notarius publicus et curie dicti domini officialis juratus, predictis omnibus et singulis, dum sic in presentia dicti domini Philippi, archiepiscopi et comitis Lugdunensis, ut supra fierent et agerentur, una cum supradictis testibus et dicto domino Johanne Hubout, notario publico, presens interfui eaque cum ipso recepi, publicavi et in hanc publicam formam manu mea propria scripsi et redegi signoque meo solito signavi rogatus.

CVII

Le comandement qui fut faiz es ecclesiastiques pour tenir ledit acord.

4 Août 1390.

HUGO Jossardi, bacalarius in legibus, locuntenens domini nobilis et potentis domini Johannis, domini de Fontanis, militis, cambellani domini nostri regis ejusque baillivi Matisconensis et senescalli Lugdunensis, primo servienti armorum, aut alteri regio servienti, qui super hoc fuerit requisitus, salutem. In quibusdam litteris auctenticis sub sigillo communi regio Matisconensis baillivie de et super debato quod tunc vertebatur et existebat inter cives et habitatores Lugduni, ex una parte, et capitula, sacristas et ecclesiarum parrochialium dicte civitatis curatos seu rectores, ex parte altera, super emolumentis sepulturarum et exequiarum defunctorum et imposterum decedendorum, sponsorum benedictionum et salario pulsationis campanarum factionisque fossarum seu levationis et reparationis sepulcrorum aut lapidum dictorum civium et habitatorum confectis, grossatis et expeditis nobisque per Guillelmum de Cuysello, publicum notarium, procuratorem et nomine procuratorio honorabilium et providorum virorum consulum et universitatis dicte civitatis Lugduni exhibitis et

ostensis, inter cetera contineri vidimus ea que sequntur, scilicet quod dicti ecclesiastici et ecclesiarum rectores non possunt neque debent per se aut alios pro ipsis ante inhumationem, sepulturam et exequias defunctorum quicquid petere, exigere vel obligationem recipere, nisi per amicos defuncte persone requiratur, et ita libere celebrari debent exequie et inhumari corpora, que etiam corpora tenentur dicti ecclesiastici et ecclesiarum rectores, scilicet illi de parrochia de qua corpora defunctorum parrochiani fuerunt, a domibus defunctorum conducere cum cruce et processione suis, ad quod presentialiter accedere debent ecclesiastici cum solennitate solita, juxta status et conditiones defunctorum, et ista omniaque alia et singula in dictis litteris contenta promiserunt dicti ecclesiastici et ecclesiarum rectores, seu eorum procuratores legictimi ad hoc legictime sufficienter fondati, per eorum juramenta ad sancta Dei euvangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum et ecclesiarum suarum mobilium et immobilium, ecclesiasticorum et mundanorum, presentium et futurorum quorumcunque, necnon sub pena mille librarum turonensium, quarum medietas domino nostro regi applicetur, et quarta pars domino archiepiscopo Lugdunensi, et residua quarta pars dictis consulibus, tenere, attendere et complere et contra non venire, ut in dictis litteris regiis plenius continetur, dictus quoque procurator dictorum consulum et universitatis dicto nomine, ac providus vir magister Hugo de Rilliaco, procurator regius in civitate et marchia Lugdunensi, pro jure et interesse regio, nobis conquerendo exposuerunt quod ecclesiastici ecclesie parrochialis Sancti Pauli Lugdunensis contra premissa per eos seu eorum procuratorem ad hoc legictime, ut dictum est, fondatum, promissa et jurata venientes et dictam penam committentes, fecerunt et etiam malitiose facere obmiserunt ea que sequntur, videlicet quod Petro de Insula, clerico, publico notario, viro prudenti et honesto et qui pro tempore vite sue dictos ecclesiasticos et eorum ecclesiam multis honoribus et curialitatibus confovebat, nuper post dictam concordiam de medio sublato dicti ecclesiastici per parentes et amicos ejusdem Petri defuncti fuerunt instantissime requisiti ut corpus dicti Petri defuncti in eorum Sancti Pauli ecclesia ante crucem reciperent et admitterent, et ibidem suas exequias facerent juxta morem solitum, quod facere dicti ecclesiastici totaliter denegarunt, dicentes quod, nisi parentes et amici dicti Petri defuncti ab eisdem unum de pannis dicte ecclesie reciperent, pro quo ipsi ecclesie darent et solverent unum francum, corpus dicti Petri ad dictam Sancti Pauli ecclesiam minime admitterent neque reciperent, et quamquam candelabra confratriarum, de quibus dictus Petrus tempore vite sue existebat, in dicta ecclesia posita fuissent et levata pro sepultura sua, ut moris est, facienda, opportuit ea a dicta ecclesia removere et ad ecclesiam Sancti Laurencii portare, ubi dicti ecclesiastici sepulturam et exequias dicti Petri, pro eo quod parentes et amici dicti defuncti pannum dicte ecclesie recipere noluerunt, minus solenniter et more solito non servato, fecerunt et celebraverunt, et,

quod pejus est, per longum tempus altam missam dictarum exequiarum celebrare non sine murmure et scandalo totius populi ibidem astantis recusarunt.

Item quod dicti Sancti Pauli ecclesie ecclesiastici nuper Johannetam, uxorem Petri de Vinant, heredem defuncte Margarite la Chandeliere, cupientes ipsam opprimere et per labores et vexationes bona ipsius extorquere, coram domino officiali Lugdunensi ad certam diem evocari fecerunt, coram quo ab eadem herede petierunt tres francos auri pro sepultura dicte quondam Margarite, quanquam dicta heres antea cum domino Petro Dola, presbitero, electo pro dicta ecclesia, et Guillelmeto Torculatoris, cive Lugdunensi, electo pro ipsa herede, ad causam dicte sepulture, juxta tenorem accordi supradicti, ad viginti quatuor solidos parisiensium concordasset, que solvere promptualiter offerebat, et licet dictus dominus officialis ad requestam dictorum de Sancto Paulo adjudicaverit eisdem dictos viginti quatuor solidos Parisiensium indebite, tamen, salva sui reverentia, quoniam secundum tenorem et formam dicti accordi, nulla ad ipsum officialem spectat cognitio, nisi in deffectum duorum, unius pro ecclesia et alius pro defuncto, eligendorum, qui electi jam suo officio fuerant functi, ut dictum est, etiam et si dicti duo eligendi non possent aut nollent concordare, partes adhuc, secundum tenorem et formam dicti accordi, non potest dictus dominus officialis cognoscere, nisi vocatis duobus de consulibus ville, cum quibus debet informare de facultatibus mortui ; et nicholominus tamen dicti ecclesiastici in eorum malicia et nequitia perseverantes, dictos viginti quatuor solidos a dicta herede recipere per plures dies recusarunt ; quinymo eidem comminati fuerunt de ipsam magis gravando et Avinionem, ultra regni limites, trahendo.

Item quod dicti ecclesiastici, die lune post dominicam qua in sancta Dei ecclesia fuit cantatum Quasimodo, debite per amicos Stephanete de Cuysello, relicte Andree de Calce, honeste mulieris, que dicta die dominica, statim post puerperium expiraverat, requisiti ut ipsi, more solito, scilicet cum eorum cruce et processione accederent ad domum dicte defuncte pro corpore conducendo et portando ad eorum ecclesiam et prout etiam tenentur secundum tenorem dicti accordi, hoc tamen facere totaliter denegarunt, cum ad deportationem dicti corporis et ipsius inhumationem non fuerunt de eorum ecclesia et collegio presentes, nisi solus presbiter cum solo clerico, licet ibidem sint communiter in numero quadraginta vel circa ; et, quod pejus est, missam pro mortuis altam celebrari solitam celebrare noluerunt ; quid plura, sepulturam etiam Johannete filie dicti Guillelmi de Cuysello per solos presbiterum et clericum modo antedicto fieri fecerunt, licet etiam fuissent requisiti prout supra. Quare cum dicti ecclesiastici omnia et singula predicta contra tenorem et formam dicti accordi et eorum juramenta propria fecerunt et perpetraverunt, supplicarunt nobis dicti regius et ville procuratores dictis nominibus, quantum quemlibet tangit sibi, super hoc provideri et dictam penam dictarum mille librarum turonensium per dictos ecclesiasticos

Sancti Pauli in non attendendo et contra eorum juramenta veniendo fuisse et esse commissam per nos eisdem dictis nominibus, prout ad quemlibet contingit, declarari et adjudicari, et ulterius dictis ecclesiasticis et aliis quorum interest inhiberi sub magnis penis ne ipsi seu eorum aliquis dictos cives vel aliquem eorundem occasione premissorum indebite vexent vel molestent. Quocirca, nos, qui in premissis mature procedere intendimus, tibi committendo mandamus quatinus ad ecclesiasticos et ecclesiarum dicte civitatis rectores comprehensos in dicto accordo et aliis de quibus pro parte dictorum civium et habitatorum fueris requisitus, accedas, eisdemque et eorum cuilibet ex parte regia dictique domini baillivi et nostra precipias et injungas, quibus etiam et eorum cuilibet tenore presentium precipimus et injungimus, ut ipsi et quilibet ipsorum contenta in dicto accordo teneant, compleant et attendant modo in eodem contento et contra non veniant, faciant aut venire et facere aliqualiter per se vel per alium presumant, et hoc sub pena in dicto accordo designata et alia quacunque, quam incurrere possent erga regiam magestatem contrarium faciendo; et nichilominus ad diem certam et competentem curie predicte certifficandam adjornes perhemptorie coram dicto domino baillivo seu nobis, in domo regia Rodanne Lugduni, camerarium et capitulum dicte ecclesie, seu eorum procuratorem procuratorio nomine eorumdem, penam predictam contra collegium dicte ecclesie per dicti domini baillivi curiam adjudicari et declarari visuros, dictisque procuratotibus dictis nominibus supradictis, prout experiri voluerint sufficienter responsuros et ulterius facturos quod jus et ratio suadebunt, cum intimatione quod, sive venerint sive non, in circa premissa procederetur prima ratione. De hiis vero que in premissis feceris nos et dictam curiam debite certiffices. Datum Lugduni sub sigillo curie regie dicti loci, die IIII[a] mensis Augusti, anno Domini millesimo CCC° nonagesimo. *Adzolles.*

CVIII

Les relations du sergent qui exequta ledit mandement.

4 et 5 Août 1390.

NOBILI et potenti viro domino baillivo Matisconensi aut ejus locum tenenti in Lugduno, vester Johannes Moys, serviens armorum domini nostri regis, reverentiam debitam cum honore. Domine mi, noverit vestra dominatio quod ego requisitus pro parte Guillelmi de Cuysello, publici

notarii, procuratoris et nomine procuratorio consulum et universitatis civitatis Lugduni, me transtuli ad personas ecclesiasticas curatosque et ecclesiarum parrochialium dicte civitatis rectores inferius nominatos, et primo, die jovis quarta mensis Augusti anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo, ad personas venerabilium virorum domini Mathei de Marcilliaco, licenciati in decretis, officialis Lugdunensis, et domini Johannis de Fargiis, licenciati in legibus et canonici ecclesie Sancti Nicecii Lugdunensis; item, die veneris sequenti quinta dicti mensis Augusti, ad personas dominorum Johannis Joli, licenciati in legibus, sacriste, Johannis Hubondi, canonici, Humberti du Sex, alias Baluffer, Petri de Cussiaco alias de Villeurbane, vicariorum, et Johannis Baillivi, presbiteri, procuratoris asserti dicte ecclesie Sancti Nicecii, Bartholomei de Cruce, canonici, Stephani Castellani, Francisci Goiardi, vicariorum, Hugonis....., sigilliferi, et Stephani Becey, presbiteri, procuratoris asserti ecclesie et capituli Sancti Pauli, Petri Chivalerii, concustodis ecclesie Sancte Crucis, Johanneti de Genas, rectoris ecclesie parrochialis Sancti Romani, Petri Chapusii, prioris,..., sacriste, Petri Bruni, curati ecclesie beate Marie de Platteria, Petri Mercerii, curati Sancti Vincentii, Stephani Nicolay, curati Sancti Petri monialium, necnon nobilis et religiose domine domine Richarde de Saluciis, abbatisse, et domine Margarite de Fontaney, sacristane monasterii Sancti Petri predicti, et eisdem ecclesiasticis et ecclesiarum rectoribus superius nominatis et eorum cuilibet aliisque omnibus et singulis de ecclesia et collegiis ecclesiarum predictarum quorum interest et interesse potest, ad personas quorum supra, auctoritate et virtute litterarum vestrarum, in quibus hec mea presens relatio est annexa, ex parte regia et vestra precepi et injunxi ut ipsi et quilibet ipsorum contenta in accordo de quibus in dictis vestris litteris hiis meis presentibus annexis fit mentio, teneant, attendant et compleant modo in eodem accordo contento et contra non veniant, faciant aut venire et facere aliqualiter per se vel per alium presumant, et hoc sub pena in ipso accordo contenta et alia quacunque, quam incurrere possunt ergam regiam magestatem contrarium faciendo. Predicta autem exequtus fui ad personas quorum supra, juxta ipsarum litterarum hiis presentibus annexarum seriem et tenorem; de quibus vos certiffico per presentes sigillo meo proprio quo utor in dicto meo sergenterie officio sigillatas et signo notarii infrascripti, cui premissa retuli, signatas. Datum Lugduni, anno et die jovis et veneris quibus supra. Ita retulit dictus serviens armorum coram me. *S. Sanueti.*

CIX

Autre relation faite sur ledit mandement.

8 Septembre 1391.

NOBILI et potenti viro domino baillivo Matisconensi aut ejus locum tenenti in Lugduno, Andreas Morfan alias Parpar, serviens regius et vester, reverentiam debitam cum honore. Domine mi, noverit vestra dominatio quod ego, die veneris octava mensis Septembris, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo primo, requisitus pro parte discreti viri magistri Guillelmi de Cuysello, notarii publici, procuratoris et nomine procuratio consulum et universitatis civitatis Lugduni, me transtuli ad personam nobilis et religiose domine Anthonie de la Rocheta, abbatisse Sancti Petri monialium Lugdunensis, et eidem domine abbatisse auctoritate et virtute litterarum vestrarum in quibus hec mea presens relatio est annexa, ex parte regia et vestra precepi et injunxi ut ipsa contenta in accordo de quibus in dictis vestris litteris hiis meis presentibus annexis fit mentio, teneat, attendat et compleat modo in eodem accordo contento, et contra non veniat, faciat aut venire et facere aliqualiter per se vel per alium presumat, et hoc sub pena in ipso accordo contenta et alia quacunque, quam incurrere posset erga regiam magestatem contrarium faciendo. Predicta autem executus fui ad personam dicte domine abbatisse, juxta ipsarum litterarum vestrarum hiis presentibus annexarum seriem et tenorem; de quibus vos certiffico per presentes sigillo meo quo utor in dicto meo sergenterie officio sigillatas et signo notarii regii subscripti, cui premissa retuli, signatas. Datum Lugduni, anno et die quibus supra. Ita retulit dictus serviens regius coram me. *S. Sanueti.*

CX

Comme le juge du ressort puet prandre les prisonners en la court de mons. de Lion, lesquelx ont appellé.

22 Mars 1392

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, judici nostro ressorti Lugdunensis aut ejus locumtenenti salutem. Querelam procuratoris nostri in marchia Lugdunensi audivimus continentem quod licet quotienscunque aliquis civis Lugdunensis aut quevis alia persona in carceribus dilectorum et fidelium nostrorum archiepiscopi, decani et capituli Lugdunensis vel alterius eorum, captus vel arrestatus detinetur et ad vos appellat vel alias recursum habet, vos gentes et officiaros dictorum archiepiscopi, decani et capituli ut ipsos captos vel arrestatos vobis tradant requirere, et si hoc facere recusaverint vos ipsorum carcerum apperturam facere et ipsos capere et penes vos in carceribus nostris habere et alias, via facta ut vires nostre prevaleant, procedere debeatis et consueveritis, et de hoc ipse procurator noster, tam per se quam ejus predecessores in dicto officio, sit et fuerit in bona possessione et saisina per tantum et tale tempus quod de contrario hominum memoria non existit vel saltim quod sufficit ac suffire possit et debet ad bonam possessionem et saisinam acquirendas et retinendas; nichilominus vos, ad favorem vel metum dictorum archiepiscopi, decani et capituli vel alias, personas in ipsorum carceribus captas et detentas ad vos per appellationem vel aliud remedium recurrentes requirere, vel si forsam requiratis et vobis tradi recusantur vel differuntur, ad dictorum carcerum appertionem vel alias, prout consuetum est, procedere recusastis et recusatis, propter quod quamplures subdicti nostri et alii in carceribus dictorum archiepiscopi, decani et capituli seu alterius eorum existentes post eorum appellationes ad vos interjectas, vel alia remedia a vobis requisita, capti vel arrestati diutius et durius remanserunt et remaneant, et tandem cum ipsis archiepiscopo, decano et capitulo seu altero aut ipsorum gentibus et officiariis per metum aut longuam detentionem carceris finare et componere compulsi fuerunt, et adhuc de die in diem compelluntur, nec hujusmodi appellationes ad vos, ut dictum est, interjecte vel alie vestre superioritatis et ressorti quibus ad vos recurrerunt et recurrunt eis aliquid profuerunt neque prosunt, quod in ipsorum subditorum nostrorum ac etiam juris et ressorti nostri predictorum grave cedit et ulterius cedet dampnum

et prejudicium, nisi per nos super hoc provideatur de opportuno remedio, sicut dicit procurator noster memoratus a nobis illud remedium humiliter implorando. Quapropter vobis precipimus et mandamus districte injungendo quatinus jura, deneria et possessiones nostras, in quantum vestrum concernunt officium, manuteneatis et conservetis et defendatis, seu manuteneri, conservari et defendi faciatis diligenter, taliter quod ob vestri culpam seu defectum non perdantur et quod ulterius vobis scribere non sit opus. Datum Parisius, die XXII Martii, anno Domini millesimo CCC^mo^ nonagesimo primo et regni nostri duodecimo, sub sigillo nostro in absencia magni ordinato. Per consilium, *Freron.*

CXI

La revocation faicte pour la court de parlement sur la restruxion, laquelle avoit fait le bailli de Mascon en sa lieutenance de Lion.

23 Mars 1392.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, judici ressorti Lugdunensis aut ejus locumtenenti salutem. Nostre parlamenti curie pro parte procuratoris nostri generalis expositum extitit cum querela, quod licet nos in villa Lugdunensi sedem habeamus notabilem atque magnam, in qua baillivus Matisconensis et senescallus Lugdunensis, seu ejus locumtenens aut vices gerens in dicta villa, cognoscere debet et consuevit de omnibus et singulis causis ac casibus ad jus superioritatis pertinentibus in et super dilectos et fideles archiepiscopum, decanum et capitulum ecclesie Lugdunensis ac alias gentes ecclesiasticas, nobiles et barones, tam ipsius ville Lugdunensis quam patrie circumvicine, et eorum gentes et officiarios castrorum et villarum suarum, et inter alia debeat et consueverit dictus baillivus et senescallus, seu ejus locumtenens aut vices gerens predictus, cognoscere in ipsa sede nostra Lugdunensi de omnibus casibus salvarum gardiarum nostrarum et earum infractionum, judeorum et judearum ac eorum contractuum necnon servientium et aliorum officiariorum nostrorum abusuum et justicie defectuum, delationes armorum, bastardorum ab intestato

decedentium, usurariorum, falsarum monetarum et quarumcunque obligationum sub sigillo regio confectarum et submissionum ad curiam seu sedem nostram Lugduni predictam factarum; debeat etiam et consueverit dictus baillivus et senescallus, seu ejus locumtenens et vices gerens predictus, in ipsa sede nostra civibus Lugduni ac habitantibus locorum circumvicinorum, cum per ipsos archiepiscopum, decanum et capitulum ecclesie Lugduni ac alias gentes ecclesiasticas, nobiles et barones ipsorum locorum vicinorum aut eorum gentes et officiarios gravantur et opprimuntur providere et remedia dare juxta casuum qualitates, ac litteras et mandata compulsoria super quibuscunque obligationibus sub sigillo regio aut submissione ad dictam curiam sive sedem nostram Lugduni factis concedere et exequtioni demandari facere per totam bailliviam Matisconensem et senescalliam Lugdunensem, et de hac ipse baillivus Matisconensis et senescallus Lugdunensis ac ejus locumtenens aut vices gerens in dicta villa Lugduni, tam per se quam eorum predecessores in dicto officio, sint et fuerint in bona possessione et saisina per tantum et tale tempus quod de contrario hominum memoria non existit, non obstante debato seu contraditione archiepiscopi, qui nunc est Lugdunensis, aut predecessorum suorum, super quo inter eumdem procuratorem nostrum, ex parte una, et dictum archiepiscopum Lugdunensem, certus, diu est, motus est et adhuc pendet in dicta nostra curia parlamenti processus, qui jam est in arresto appunctatus, et quanquam etiam, dicto processu pendente, in ipsius prejudicium nichil attemptari debeat vel innovari, nichilominus, ad instigationem seu requestam dicti archiepiscopi Lugdunensis, aut alias, dictus baillivus Matisconensis et senescallus Lugdunensis certam nuper fecit, aut publicari fecit, ordinationem, dicto procuratore minime vocato nec audito, in qua inter cetera continetur quod jurisdictio dicte sedis nostre Lugduni ultra portas ipsius ville Lugdunensis se decetero non extendet, quodque mandatis et litteris a dicta sede nostra Lugduni seu ejus officiariis procedentibus ultra dictas portas Lugduni non obedietur nec exequtioni mandabuntur, et causas alias, que in ipsa sede nostra Lugduni audiri, agitari et terminari solebant ad sedem Matisconis evocant contra processum in ipsa curia nostra, ut dictum est, pendentem attemptando in nostrum et juris nostri superioritatis predicte grave dampnum ac subditorum nostrorum ville et ressorti Lugduni prejudicium ac sedis nostre predicte diminutionem et ipsius curie nostre vilipendium et contemptum, sicut dicit procurator noster memoratus, supplicans per ipsam curiam nostram de opportuno remedio super hoc provideri. Quapropter, nos jura nostra possethenus servare volentes illesa, vobis precipimus et mandamus committendo quatinus predictum procuratorem nostrum ac gentes et officiarios nostros dicte sedis Lugduni juridicionibus et juribus superioritatis predicte ac aliis ad ipsam sedem nostram Lugduni pertinentibus, et possessionibus et saisinis suis predictis et quibus hactenus usi fuerunt, usi et gaudere faciatis et permittatis, ac ipsos in eis manuteneatis et conservetis,

dicta ordinatione ac litteris subrepticiis ad hoc contrariis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, in parlamento nostro, die XXIII Martii, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo primo et regni nostri duodecimo, sub sigillo nostra in absencia magni ordinato. Per cameram, *Villequin*.

CXII

Provision de parlement comme le juge du ressort puet aler II fois la sepmaine es prisons mons. de Lion pour savoir les appellans ou qui voudront appeller.

19 Juin 1392.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, judici nostro ressorti Lugdunensis aut ejus locum tenenti salutem. Nostre parlamenti curie pro parte procuratoris nostri in marchia sive patria Lugdunensi ac consulum et habitantium ville Lugduni extitit conquerendo monstratum quod, licet nos ac dicti consules et habitantes fuerimus et simus ipsique sint et fuerint in possessione et saisina, dum et quociens contingit aliquem civim dicte ville vel alium in carceribus juriditionis temporalis dilecti et fidelis consiliarii nostri archiepiscopi Lugdunensis pro quocunque casu civili sive criminali detineri et prisonarius sit detentus a dicto archiepiscopo aut ejus officiariis et gentibus dicte sue juriditionis secularis, ad te seu tuum auditorium appellationem emittit, dictus prisionarius tibi reddi debet et carceribus nostris Lugdunensibus mancipari ac ibidem remanere, pendente processu sive causa appellationis predicte, vel per te, si casus exigat, elargari, et ita usitatum et observatum extiterit ab antiquo, vel saltem a tali et tanto tempore quod de contrario memoria hominum non existit, seu quod sufficit ad bonam possessionem et saisinam acquirendam et retinendam, nichilominus prefatus archiepiscopus ejusque officiarii et gentes sue juriditionis temporalis predicte, qui frequenter et quasi cotidie capiunt seu capi et incarcerari faciunt dictos cives et alios, nulla causa saltem legictima et absque informatione precedentibus, quandoque ad finem exigendi et extorquendi ab ipsis excessivas et importabiles pecunie summas, et multociens plus odii formite quam zelo justicie contradicunt et recusant tibi tradere et in dictis nostris carceribus reddere dictos

prisionarios ab ipsis appellantes, prout facere tenentur; sed, quod deterius esse censetur, prefati dicti archiepiscopi officiarii non permittunt quod aliquis parentum et amicorum dictorum prisionariorum per eos incarceratorum ex post eorum captionem loquatur cum ipsis, nec quod habeant advocatos procuratoresque et notarios pro ipsis consulendis et habendo colloquium super eorum facto et expeditione, nedum in casibus criminalibus sed mere civilibus, ne appellationes per eos interjecte ad tuam perveniant noticiam, ut deceret; quinymo, quando aliqui dictorum prisionariorum appellant, dictus archiepiscopus ejusve officiarii et gentes, scientes quod dicte appellationes ab aliis ignorantur, contra ipsos ex post in odium et contemptum earumdem, durius et accrius procedere non formidant, et taliter quod nonnulli ex dictis appellantibus preter eorum voluntatem ac vi et metu carceris et tormentorum quibus afficiuntur, plerumque predictis appellationibus renunciare et se componere neccessario sunt coacti, contra dictas appellationes multipliciter attemptando; que cedunt in dictorum conquerentium grave dispendium et jacturam jurisque et superioritatis nostre lesionem et non modicam usurpationem, et amplius cedere possent, nisi per nos seu dictam curiam super hoc provideretur de condecenti remedio, sicut dicunt, dictum remedium ab eadem curia postulantes. Quocirca tibi, premissis attentis, committimus et mandamus quatinus ad carceres seculares dicti archiepiscopi et prisionarios ibidem existentes bis in septimana, vel semel, accedas, et ipsos visites seu facias visitari de cetero in casu pretacto sciturum et inquisiturum si sint aliqui appellantes et qui appellare voluerint ab ipso et ejus officiariis predictis, et omnes illos, quos noveris appellasse, tibi tradi requiras; et in casu recusationis in dictis carceribus capias seu capi facias realiter et de facto et in dictis nostris prisionibus transduci, exhibendo super hoc inter partes, vocatis evocandis, civiliter sive criminaliter, juxta casuum exigenciam, tam celeris et mature justicie complementum quod ad nos seu dictam curiam deinceps non referatur querela, dictis prisionariis consilium tradendo, si casus exigant et illud requiratur, vel alias eisdem provideas de remedio tali quali tibi videbitur expedire et fore rationabiliter faciendum, nam prefata curia sic fieri voluit et dictis conquerentibus premissorum intuitu concessit et ex causa, allegationibus et appellationibus frivolis ac litteris subrepticiis in contrarium impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, in parlamento nostro, XIX[a] die Junii, anno Domini millesimo CCC° nonagesimo secundo et regni nostri duodecimo.

Per laycos in camera, *Lespoisse.*

CXIII

Arrest donné en la presence du Roy sur le debat qui fut entre le procureur general du Roy et la ville de Lyon complaignans en cause de excez et d'atentas, d'une partie, et mons. l'arcevesque deffendeur d'autre, à cause de certaine execution faicte par messire Estiene de Givry, conseiller du Roy.

5 Octobre 1394.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod cum procurator noster generalis pro nobis, in presentia nostra, nonnullis de nostra prosapia proceribus ac magno consilio nostro assistentibus nobis in nostra curia, quendam appellationem per procuratorem nostrum in marchia Lugduni interpositam prosequendo agendoque in casu attemptatorum et excessuum contra dilectos et fideles archiepiscopum Lugdunensem et magistrum Stephanum de Givriaco, consiliarios nostros, et magistrum Petrum Burle, judicem temporalem juriditionis, quam se dictus archiepiscopus habere pretendit in villa Lugduni, Petrum Garnerii, Johannem Durandi, Stephanum de Jon, Hugoninum Georgii et Humbertum de Bellocadro, defensores, proponi fecisset quod, inclite recordationis Philipo Pulcro, predecessore nostro, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo, ad plenum domino ville et civitatis Lugdunensis existente, volens ipse controversias olim inter Francie reges et archiepiscopum ac cives Lugdunenses cum magno rei publice et ecclesie Lugdunensis incommodo subortas extinguere, juridicionem domaneriam dicte ville Lugdunensis, retento sibi et suis successoribus inter cetera jure superioritatis et ressorti ac ceteris juribus regalibus in eadem necnon fide et homagio ligio in tempore mutationis cujuslibet archiepiscopi renovandis, retenta etiam sibi et suis successoribus predictis ressorti tam secundarum appellationum ab extra ville Lugdunensis provenentium ad archiepiscopum et capitulum, quam primarum a judice ordinario dicti archiepiscopi in eadem villa Lugduni interjectorum, archiepiscopo Lugdunensi pro tunc existenti, pro se et suis in dicto archiepiscopatu successoribus, transtulerat, judicesque pro premissis, unus videlicet qui de causis ressorti ubi per nos foret commissum, qui postmodum apud Insulam Barbaram extitit deputatus, et alius, qui de causis jura regia et superioritatis tangentibus Lugduni, in domo regia Rodane, cognoscerent, fuerant ordinati, et extunc nos et predecessores nostri Francie

reges judices nostros predictos atque officiarios, procuratorem, tabellionem et servientem atque carceres in domo predicta Rodane, necnon judicem exemptorum, magistrum portuum, prepositum monetarum, locum tenentem parvi sigilli Montispessulani ac etiam locumtenentem custodis sigilli regii Matisconensis, et judicem Judeorum, qui in dicta villa Lugduni pro nobis de hiis que ad eorum officia pertinebant cognitionem habent et habebant, et qui de juribus nostris cognoverant ac officia sua exercuerant inconcusse, habueramus ibidem. Dicebat etiam quod anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto, vel eo circa, archiepiscopus Lugdunensis tunc existens nonnulla sibi per magistrum Odardum de Attauvilla, tunc baillivum Matisconensem et senescallum Lugdunensem, impedimenta facta et in juriditione sua domaneria apposita fuisse, pretendens, virtute quarumdam litterarum a domino genitore nostro obtemptarum, dictum magistrum Odardum in nostra parlamenti curia compariturum fecerat adjornari, pro quo per procuratorem nostrum generalem, defensione suscepta, adeo processum extitit quod, partibus in omnibus auditis et inquesta facta et per eandem curiam nostram ad judicandum recepta, demum compositiones et concordias dudum, ut dictus archiepiscopus dicebat, initas bonas et validas fore pronunciatum, et dictus procurator noster ad cessandum a faciendo de cetero expleta juriditionem domaneriam concernentia, per ejusdem curie arrestum condempnatus extiterat. Pro cujus arresti exequtione facienda supradictus archiepiscopus predictum magistrum Stephanum de Givriaco executorem elegerat et secum usque Lugdunum cum tanta duxerat festinatione, quod de villa Cluniacensi a Lugduno per quindecim leucarum spacium distante, per Matisconum transeuntes, ubi dictus archiepiscopus officiarios nostros ibidem fuerat allocutus, per aquam Lugdunum usque circa noctis horam decimam vel undecimam pervenerant, et quamvis ante domum suam, quam habet archiepiscopus in claustro, pervenire potuisset et ibi pacifice ingredi, ipse tamen quadam inani gloria motus in principio ville descenderat, et eam cum maxima personarum ecclesiasticarum comitiva, que sibi cum multitudine facium et luminariorum venerant obviam, per dictam villam alta voce : *totum lucratum est ! cras totum erit lucratum !* usque ad dictam domum suam pervenisset clamancium fuerat ingressus, quodque licet in crastinum magister Stephanus Boillat, procurator noster Lugduni, et magister Petrus Turrelli, notarius curie regie senescallie Lugdunensis, magistrum Stephanum de Givriaco, commissarium predictum in ecclesia Lugduni existentem, quatinus priusquam ad executionem arresti pretacti procederet, maturam cum clericis, doctoribus et licenciatis Lugduni commorantibus haberet deliberationem requisissent, dictus commissarius ex eo commotus eisdem quod sciebat quod erat acturus, nec cum eis consilium reciperet ac quod sciebat id pluribus displiciter, qui officia possidebant que non diu obtinerent, responderat. Et exinde cum prelibato archiepiscopo ante fores ecclesie Lugdunensis absque ipsius ingressu

transeunte, quam lapsis in antea mensibus octo non intraverat, ad domum nostram Rodane cum multitudine permaxima virorum ecclesiasticorum hoc modo injuriose : *Eamus infernum disrumpere! totum lucratum est!* clamantium, dictus commissarius accesserat, ubi isdem archiepiscopus, repertis officiariis nostris Matisconensibus congratulantibus eidem, dimissa cruce sua in parqueto seu pretorio, cum ipsis et dicto commissario, cameram consilii adiverat, quam cum magna difficultate jamdictus procurator noster Lugdunensis potuerat ingredi; et quia dictus commissarius locum tenentem baillivi Matisconensis et procuratorem nostrum ibidem de modo executionis faciende interrogaverat et dictum procuratorem nostrum Lugduni omittebat, idem procurator noster surrexerat, dicens quod plures rationes proponere volebat, propter quas executio differi vel saltem maturius fieri debebat, et super hoc audiri petebat, eo quod jura nostra in dicto arresto minime fuerant comprehensa. Sepedictus archiepiscopus verba sua commissario predicto dirigendo, dixerat quod si illum garrulatorem vellet audire ipse usque ad horam vesperorum loqueretur. Ex quibus ad iram provocatus commissarius predictus, dicto procuratori nostro dixerat quod eum non curabat audire, quia sciebat quid erat acturus. Et cum defensionem jurium nostrorum in senescallia et marchia Lugdunensi ad se pertinere proponeret dicto commissario dicendo quod se advisaret, per archiepiscopum ipsum redarguendo dictum fuerat eidem quod bene alteri loqueretur, qui sic dicto commissario altero ex magistris curie nostre parlamenti loquebatur; unde commissarius supradictus fortius commotus, quia se procurator non nittebatur opponere eum fatuum vocaverat. Postque commissarius antedictus arrestum predictum exequi volendo, baillivum nostrum Matisconensem, in persona locumtenentis et vices gerentis sui ibidem presentis, ac etiam procuratorem nostrum atque notarium curie supradictos ab eorum officiis destituerat, ne amplius officia sua exercerent eisdem inhibendo. Et hoc facto, dictam cameram consilii commissarius supradictus exierat et manditorio publice coram populi multitudine copiosa arrestum predictum recitaverat, et quod predictos baillivum, procuratorem et notarium curie ac omnes servientes destituerat et destituebat. Hiisque non contentus, in sua voluntate perseverans, sedem judicialem in dicta domo Rodane existentem facere voluerat demoliri, petendo carpentatores ad id faciendum, propter quod dictus procurator appellaverat ab eodem; sed dictus commissarius eidem procuratori dixerat quod taceret, quia jam depositus erat per ipsum. Et ulterius perseverans, unam peciam ligni cathedre cum uno cutello levaverat ac tabulam ordinationum dicti loci atque kalendarium in judicio existentes removerat, commentariensi dicti loci, ad personam uxoris sue, ipso absente, ut incarceratos extraponeret et Matisconi mitteret ac claves carcerum sibi traderet precipiendo, prefatoque procuratori preceperat quatinus nostro procuratori generali quod dictam domum nostram Rodane extra manum nostram infra annum poneremus significaret; alioquin ipsam domanio

dicti archiepiscopi confiscabat, cum tamen de hoc in arresto predicto nulla fieret mentio. Quibus visis per habitantes ville predicte Lugduni, nonnulli tristes de tanto scandalo, alii vero flentes, recedebant. Post prandium vero regressus sedem predictam per carpenterios, quamvis procurator noster predictus eidem diceret quod non solum judici nostro regio, sed etiam magistro portuum, locumtenenti judicis parvi sigilli Montispessulani et aliis pluribus serviebat, nec non quendam circulum ad mensurandum fasciculos viticolarum parieti affixum fecerat per lathomos removeri, dicto procuratori dicendo quod non debebat amplius loqui, quia per ipsum erat depositus. Et insuper, quia ad ipsius commissarii preceptum uxor commentariensis predicti claves sibi carcerum tradere noluerat, per quendam fabrum seras ipsarum levari fecerat, duosque prisionarios, ibidem ex ordinatione magistri portuum existentes, extraxerat atque Matisconi una cum compedibus et ferreis vinculis existentibus in eisdem transmiserat. Interfuerant etiam in eodem plures ex gentibus dicti archiepiscopi et presertim Perroninus Guernerii et Hugoninus Georgii, qui pluribus ictibus cum magnis cutellis contra sedem judicialem percussis eam demolierant. Et quamvis premissa in nostre juriditionis vituperium facta fuissent, adhuc tamen quidam molendinarius, Cartula nuncupatus, in nostri contemptum et elusionem, quemdam asinum equitans prepostere penuncellum liliis depictum ad caudam ipsius asini ligatum, per villam trahebat clamando : *Nos amplius regem non habemus ! totum lucratum est !* et nonnulli alii in scutum armorum nostrorum in lapide sculptum lutum et immunditia, arma nostra vituperando, projexerant. Ulterius proponebat procurator noster supradictus quod prefatus commissarius in suo proposito persistens, locum tenenti custodis parvi sigilli Montispressulani et judici pro magistro portuum existenti, preposito monetariorum, locumtenenti custodis sigilli Matisconensis, judici exemptorum et judici judeorum ne sua Lugduni exercerent officia sub magnis penis inhibuerat, eosdem deponendo ab officiis suis predictis; que videntes habitantes dicte ville Lugduni in sui prejudicium fieri ab eodem commissario petierant in suis libertatibus dimitti; qui responderat eisdem quod non facerent ut ille fatuus procurator noster et quod non appellarent, et ab hoc se opposuerant. Judicem etiam ressorti apud Insulam Barbaram deposuerat, eidem, ut ceteris supradictis, inhibendo, et quia, non appellaverat, quod ipsum nostrum faceret esse consiliarium promiserat eidem. Accesserat etiam antedictus commissarius apud Sanctum Simphorianum, ubi castellanum Polliaci Monialis venire fecerat, ac et castellanum nostrum ibidem ac procuratorem et curie notarium deponens, ut amplius sua non exercerent officia sub magnis penis inhibuerat eisdem. Exinde vero rediens, servientes omnes deposuerat et suorum officiorum exercicium prohibuerat eisdem, et sex duntaxat antiquos et senes de dicti archiepiscopi amicitia pro villa et ressorto Lugduni instituerat. Et insuper arrestum supradictum, quamquam ad utilitatem decani et capituli prolatum non fuisset,

pro ipsis et ad eorum comodum executaverat, ac propter hoc summam ducentorum francorum, ut communis fama testabittur, receperat. Et animi sui superhabundenciam in favorem archiepiscopi demonstrans, arrestum sepedictum cum expletis per eum modo prelibato factis fecerat publice Lugduni in duobus locis publicis publicari; et nichilominus ex tunc procuratorem notrum Lugdunensem ad renunciandum appellationi per eum interjecte nisus fuerat inducere, continueque eundo et redeundo cum archiepiscopo predicto sumptus suos ceperat et habuerat, ut dicebat procurator noster. Supradictus archiepiscopus etiam premissis non contentus, quendam in odium hujus, quod serviens noster extitaverat, qui dixerat quod premissa fieri non debuissent, capi fecerat et omnia bona ipsius ad manum suam poni, et taliter eum fecerat pertractari quod exinde omnino depauperatus ad mendicitatem devenerat. Et quia executioni prelibate habitantes et consules Lugdunenses se opposuerant, cernens idem archiepiscopus quod eum oporteret adhuc litigare, gentes et personas ecclesiasticas ad contribuendum secum induxerat in tantum quod fere omnes ecclesie Lugduni, preter abbatem Athanacensem, consenserant.

Subjungebat preterea suprano minatus procurator noster quod premissa in prejudicium jurium nostrorum et contra ipsa attemptando per dictum commissarium facta fuerant, cum nulla in processu a quo dictum arrestum emanaverat de juribus nostris regiis questio fieret, nec in judicio deducta fuissent, prout in articulis nonagesimo primo et nonagesimo septimo per eumdem archiepiscopum in dicto processu tradita ipse confitebatur. Et ex dictorum officiariorum nostrorum et judicum ejectione maximum sequi poterat dicte Lugduni ville, que in finibus regni nostri consistit et limitibus imperii confrontatur, ac etiam habitantes in eadem inconveniens et prejudicium evenire, prout abiennio citra in personam Radulphi Guerini, civis Lugdunensis, in dicta villa per alienos capti et extra regnum nostrum ducti acciderat, prefatisque habitantibus sic fieri sepius nunc inferebantur, nisi per nos, qui gardiator eorum sumus, vel ad dictam gardiam per nos deputatum occurreretur; et supposito quod nulla de inconvenientibus predictis sequerentur, adhuc non esset qui Lugduni de juribus regiis et previlegiatis cognosceret, unde subditi nostri diversimode, priusquam ad nostrorum officiorum pervenirent noticiam, dampnificari possent, quia apud Insulam Barbaram ipsi nec eorum consilium ubi recipiantur habent, et cum ad dictam Insulam accesserant, dictus archiepiscopus, propter temporis intemperiem, quam passi fuerant, eos illudebat dicendo quod peccuniam suam bene in lite expenderat. Commissarius autem pretextu ignorancie excusari quominus male egisset in premissis non poterat, persone sue discretione attenta, qui in dubio ad dictam curiam nostram debebat recurrere, potius quam modo predicto in favorem archiepiscopi tam accriter exequi contra appellationem predictam etiam attemptando, prefatus etiam archiepiscopus, qui nobis fidelitatis erat et est astrictus juramento et in nostro diutius extiterat ser-

vicio et adhuc de nostro consilio existebat, premissa minime fieri procurasse debuisset, que tamen attemptando de ejus voluntate et consensu et ad ipsius requestam facta fuerant, eaque fecisse fieri verissimiliter ex eo credebatur, quia sperabat suorum officiorum defectus ad nostrorum, quos apud Matisconum ituros credebat, noticiam non tam faciliter pervenire, nosque multum in hoc et in emolumentis et ex dictis judicibus nobis provenientibus eramus dampnificati, que nobis uno anno ultra quindecim milia valuerant, presertim in sede Sancti Simphoriani, ad quam bene trecentum castra ressortiebantur, que omnia procurando fieri dictus archiepiscopus contra predictam compositionem anno trecentesimo vicesimo factam, quam tenere juraverat et observare, veniebat, et in eo presertim tam ipse quam commissarius predictus ab excessu non poterant excusari, quod dictus commissarius sibi baroniam decreverat et limitaverat, sedes dictorum judicum Sancti Simphoriani et Poliaci Monialis removendo, subditi enim ad maximos labores et sumptus sustinendos compellerentur, si facta per dictum commissarium valerent, nam pro singulis eorum causis oporteret ire usque ad villam Matisconensem coram baillivo nostro vel ejus ibidem locum tenente. Erat etiam mercatorum apud Sanctum Simphorianum transeuntium prejudicium maximum, qui pro arresto in suis mercibus facto ad villam Matisconensem haberent accedere. Ex quibus bene per dictum procuratorem nostrum fuisse appellatam et per dictum commissarium male executatum, et eum in premissis excessisse et attemptasse, ac etiam archiepiscopum predictum, et quod tota ipsius juridicio atque omne dominium, quod in eadem villa se pretendit habere, nobis confiscatum, seu quod ad nos, juxta tenorem compositionis predicte anno trecentesimo vicesimo facte, reverteretur nostroque consilio privaretur, ac nobis in emenda decem mille librarum condempnaretur; predictus etiam magister Stephanus de Griviaco suo privaretur officio et ad alia regalia officia in futurum obtinenda inhabilitaretur dici et pronunciari, et nobis in duabus mille libris ac etiam in dampnis et interesse procuratoris nostri condempnarentur. Supradicti etiam magister Petrus Burle, Petrus Guernerii, Johannes Durandi, Stephanus de Jon, Hugoninus Georgii et Humbertus de Bellocadro ad emendam honorabilem faciendam, nudi in camisiis, facibus accensis in manibus suis tenentes, Lugduni et in ecclesia et coram nobis, atque etiam in dampnis et interesse procuratoris; necnon premissa omnia sumptibus archiepiscopi et etiam predictorum et cujuslibet predictorum repararentur; et dictus magister Petrus et ejus consortes prelibati nobis in emenda sex mille librarum, et quilibet eorum in solidum et ad tenendum carcerem usque ad complementum predictorum condempnarentur sepedictus procurator noster petebat ac etiam concludebat.

Consules et habitantes Lugdunenses, qui se executioni predicte opposuerant, suas oppositionis causas sustinentes, proponebant quod ipsi in arresto predicto non erant comprehensi et quod anno millesimo ducentesimo nonagesimo secundo,

quia archiepiscopus et capitulum ecclesie Lugdunensis eos non poterant adversus extraneos custodire, rex Francie pro tunc regnans in sua garda eos receperat; et cum questio verteretur inter dictum predecessorem nostrum et archiepiscopum Lugdunensem an gardiator eis deputatus Lugduni suam haberet mansionem, demum per arrestum curie, anno millesimo trecentesimo vicesimo octavo, quod in dicta villa moraretur extitit judicatum; et anno millesimo CCC° duodecimo prefatus antecessor noster villam Lugduni corone sue univerat et incorporaverat, ordinans anno trecentesimo decimo quinto quod extra manum suam nunquam decetero poneretur; et ex tunc habuerant in dicta villa, tunc maxime quia tota ipsius juridicio erat in manu regis predicti, judices, officiarios et gardiatorem atque judicem ressorti apud Insulam Barbaram eis ordinatum; et sic usi et gravisi fuerant per tempus et spatium quinquaginta octo annorum et amplius, et per tantum tempus quod jus etiam per prescriptionem ipsis erat acquisitum. Et etiam dicebant quod dudum archiepiscopus in eorum ressorto apud Insulam Barbaram virtute cujusdam impetrationis anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo facte ipsos voluerat impedire, sed ex adverso fuerat ordinatum quod dicta littera supersederet omniaque remanerent secundum tenorem compositionis anni vicesimi inmediate precedentis in suo statu, donec aliud fuisset ordinatum; a quo tempore nichil aliud fuerat immutatum. Et insuper in hoc se magnum habere interesse proponebant, non solum omni generale in eo quod nos potentiores eramus et sumus ad eos conservandos, et quod gardiator suus eis remaneret atque privilegia potissime ressorti, quod in eorum favorem apud Insulam Barbaram est ordinatum, verum etiam omni singularium ut a violenciis et oppressionibus extraneorum conservarentur, et propter casus privilegiatos superioritatis, delationis armorum, novitatis, preventionum et approbationum testamentorum et multos alios similes, qui sepius inter dictos habitantes moventur et interveniunt; nec eis arrestum sepedictum prejudicium generare poterat, cum non fuissent in processu, at quia pluries fuerat declaratum quod per quoscunque tractatus inter predecessores nostros et archiepiscopum et capitulum factos et initos nichil in prejudicium nobilium patrie et aliarum ecclesiarum nec etiam habitantium ville Lugduni actum fuisse censeretur. Quare ex hiis se ad bonam causam opposuisse dici et declarari et quod eorum oppositio bona diceretur et valida, manutenerenturque et conservarentur in suis predictis libertatibus et franchesiis, statusque in casu dilationis adjudicaretur eisdem, dictusque archiepiscopus in eorum expensis condempnaretur petebant, ad hoc concludendo proposita per dictum procuratorem nostrum ad utilitatem suam assinuendo quantum pro eis faciebant et per ipsos etiam immediate proposita dictus procurator noster similiter ad sui utilitatem proponebat.

Supradicto archiepiscopo in contrarium se super eo, quod contra nostrum procuratorem litigaret, quia lis per ipsum non fuerat, sed per predecessores suos inco-

hacta; et quia ex debito juramenti sue erat ecclesie et ad jurium ipsius prosecutionem astrictus, excusante atque proponente quod olim, videlicet ante annum Domini millesimum trecentesimum septimum, controversia inter predecessores nostros et archiepiscopum Lugdunensem ratione gardie in qua se habitantes dicte ville Lugduni poni fecerant per predecessorem nostrum Philippum dictum Pulcrum, tunc regnantem, et quia archiepiscopus eumdem antecessorem nostrum gardiam, superioritatem vel ressortum in predicta villa non confitebatur habere, fuerat suborta; que quidem controversia dicto anno trecentesimo septimo, certa mediante composione tunc cum maxima et matura deliberatione facta, terminata fuerat et finita ac prius omni offensa dicto archiepiscopo remissa, voluerat idem predecessor noster et ordinaverat quod dictus archiepiscopus comitatum et baroniam Lugduni sub dignitate comitatus et baronie teneret et sui successores armotizatos, absque hoc quod extra manum suam illos dimittere vel ponere teneretur. Et deinde, eodem anno, super controversia predicta inter eosdem pendente, Petro de Bella Pertica, tunc episcopo Autissiodorense, et Theobaldo de Vaussilliaco, archidiacono Lugduni, mediantibus et arbitris electis, dictus predecessor noster juriditionem omnimodam, altam, mediam et bassam ejusdem ville, ad archiepiscopum confessus fuerat pertinere, quam dictus archiepiscopus sub ipsius predecessoris nostri superioritate et suorum successorum ac ressorto tenere confitebatur, eo videlicet modo quod archiepiscopus primum haberet coram suo judice ressortum; secunde vero appellationes ad curiam parlamenti seu coram commissariis eidem archiepiscopo deputandis pervenirent, qui tamen commissarii ex judicibus regiis et ut in dicta civitate et diocesi Lugdunensi cognoscerent committi non poterant, nec judices regii in dicta villa Lugduni expletare valerent quovismodo, et insuper quod baillivi Matisconenses et Vallavie et etiam senescallus Bellicadri nullam in ipsius archiepiscopi officiarios cognitionem haberent, sed nec ibi essent, nisi tres vel quatuor servientes ad plus pro faciendis ibidem expletis in casibus superioritatis et ressorti, secundum formam ordinationum regiarum, et quod is qui explectaret in villa Lugduni non esset oriundus. Fueratque concordatum quod archiepiscopus suas haberet monetas, et tunc fuerant etiam limitationes dictorum comitatus et baronie facte, inter quas loca Sancti Simphoriani et Poliaci Monialis fuerant comprehensa; ex cujus compositionis tenore nulla prescriptio in possessione vel proprietate valere vel currere poterat. Quam quidem compositionem sepedictus predecessor noster tenere et observare juraverat et per suos judices et baillivos jurari promiserat. Et ea compositione dicte partes, usque ad annum duodecimum inde proxime sequentem, use fuerant; dicto vero anno duodecimo, inter ipsas quod archiepiscopus omnem juriditionem ordinariam et domaneriam eidem nostro predecessori pro se suisque successoribus, certis tamen juribus in castro Petrescisse et aliis per dictum archiepiscopum retentis, transferret, certa compensatione mediante, quam dicto archiepiscopo facere tenebatur,

tractatum extiterat, quodque nullum jus predecessori nostro predicto hujus tractatus vigore, nisi dicta recompensatione completa, quereretur, que revera nunquam facta fuerat, ex quo prefatum antecessorem nostrum dicto anno vicesimo non fuisse dominum dicte ville Lugduni nec ipsam ad manum suam fuisse dicebat; et ob hoc de eodem anno vicesimo a dicta compositione seu tractatu anno duodecimo precedente facto dicte partes discesserant, et factus fuerat inter eas novus tractatus per quem inter cetera lucrati fueramus quod dicta juriditio domaneria a nobis in fide et homagio ligio teneri debebat, et prime appellationes a judicibus dicti archiepiscopi coram nostris judicibus in dictis partibus devolvi, et que tunc in nostra parlamenti curia vel coram commissariis tractari debebant; habuimus etiam regaliam ecclesie Eduensis, antea ad archiepiscopum pertinentem, necnon et quod dictam villam cum armis nos et baillivi nostri pro nobis intrare possemus quotiens opus esset, duntamen id fieret bona fide et sine fraude; quaquidem compositione nos uti dictus archiepiscopus nunquam voluerat impedire. Sed quia magister Johannes de Paredo, anno quadragesimo primo exinde sequenti, de dictis causis Lugduni voluerat cognoscere, impedimentum eidem archiepiscopo in predicta compositione anni vicesimi ponendo, per certas litteras regias ordinatum fuerat et tractatum quod alie compositiones precedentes servarentur, et quod de causis ressorti apud villam Matisconensem cognosceretur, necnon quod nullus judicum nostrorum in villa, terra, civitate et baronia Lugdunensi pro tribunali sederet; et hac transactione mediante, quamvis quatuor servientes ad plus haberemus in dicta villa et baronia Lugdunensi, tunc nobis licuit sex habere. Quibus tamen non obstantibus, predictus magister Odardus, baillivus Matisconensis, de facto quemdam locumtenentem sibi constituerat, qui Lugduni sedere et de causis ad juriditionem domaneriam pertinentibus cognoscere nisus extiterat, tribunal etiam notabile in dicta domo nostra Rodane, nobis cum Delphinatu Viennensi acquisita, construi fecerat, in quo de omnibus casibus, etiam de judeis et de sigillato Matisconensi in solidum cognoscere satagebat, feceratque servientes usque ad numerum ducentum et trigenta armorum, propter quod certarum litterarum regiarum virtute dicto magistro Odardo precipi fecerat et injungi quatinus eumdem archiepiscopum, secundum tenores compositionum suarum predictarum uti permitteret, juriditione sua antedicta; et tandem, causa propter oppositionem ad nostram predictam curiam devoluta, isdem archiepiscopus principaliter de locum tenente in dicta villa et civitate de causis cognoscente et de sede in dicta domo facta ac de multitudine servientium nonnullisque casibus per eum declaratis conquerebatur; ac aliis innumerabilibus contra dictarum compositionum tenores interceptis, et ex hiis ad finem quod dicte compositiones servarentur et integrarentur et omnia in contrarium facta revocarentur et adnullarentur, suas fecerat conclusiones, ut dicebat. Et demum, partibus auditis et visis compositionibus supradictis per procuratorem nostrum, ac partibus in

inquesta appunctatis, et ipsa ad judicatum recepta, pluriesque per nos curie nostre supradicte mandato, quod ad pronunciationem arresti procederetur, vocatoque dicto procuratore nostro Lugduni et audito an aliquid ad dictam pronunciationem impediendam dicere vellet quod dictum arrestum pronunciaretur, fuerat ordinatum quod demum ad ipsius fuerat utilitatem pronunciatum, per quod dictas compositiones integrandas et observandas et impedimenta in contrarium facta torsonneria et iniquia extiterat judicatum. Pro cujus executione magistrum Stephanum supradictum commissarium habuerat, qui secum usque ad villam Lugdunensem perrexerat, ad quam idem archiepiscopus idcirco suum festinaverat accessum, quia per Matisconum transiens intellexerat regios officiarios esse Lugduni, ut, ipsis presentibus, faceret executionem fieri, ne forsan quod clandestine id fecisset imputaretur eidem, et cum modico quatuor duntaxat torchiarum seu facium lumine, et non ultra viginti personas habens in sua comitiva, dictam civitatem fuerat ingressus et directo ad suam accesserat ecclesiam. Dicebat insuper quod eo in crastinum domum Rodane predictam ingresso, propter multitudinem astantium, cameram consilii intraverat, ubi a commissario predicto executionem dicti arresti per eum obtenti modo curialiori quo posset, fieri postulaverat, et inter cetera quod facta in prejudicium sue juriditionis adnullarentur, quodque judicibus predictis ne amplius cognoscerent in Lugduno prohiberet, necnon quod officiarios nostros ibidem atque tribunal in dicta domo Rodane factum removeret; que omnia fieri sibi erant neccessaria, eo quod facta et expletata per dictum magistrum Odardum erant per arrestum dicta torsonneria, sicque neccessario debebant illo modo reparari, alioquin arrestum pro eo latum sibi fuisset inutile ac etiam compositiones invalide, que tamen per illud erant bone et valide pronunciate, ut prefertur, et adhuc non fuerat sedes remota ab initio, nisi per signum valde modicum de illa cum uno parvo cutello removendo, et deinde duo modici asseres quatuor clavibus duntaxat affixi, qui officiariis nostris traditi fuerant, quia non plene fuerat in hoc executio completa, ipsam profici debere dici et pronuntiari petebat archiepiscopus sepedictus. Domum vero Rodane in dicta villa tenere non poteramus tenore dictarum compositionum, presertim anni septimi, attento per quam nichil in dicta villa poteramus acquirere ; debebant etiam ceteri judices removeri, nam per arrestum ex eo comprehendebantur quod dicte compositiones dicte fuerant valide, in quibus expresse cavebatur quod quivis judex noster in villa et terra Lugdunensi sedere non debebat, nec absurdum dici debebat si sedem vel judicem Lugduni non haberemus, cum judiriditionem nobis competere non neget nec etiam jura regia velit impedire, sed sedem nos habere et officiarios nostros in dicta villa commorari duntaxat causa juriditionis ibidem exercende, que utilius pro nobis Matisconi exercebitur, quia recepta Lugdunensis pro salariis officiariorum ibidem existentium non sufficit, eo quod locum tenens emolumenta sigilli recipit; que si exerceretur juriditio Matisconi ad nostram converteretur utilitatem. Est

etiam id consonum ordinationibus regiis, que per arrestum etiam erant observande, per quas officiarii nostri in juriditionibus dominorum altam justiciam habentium cognoscere non possunt, nam et in pluribus regni nostri partibus simile cernitur, ut in bailliviatu Calvimontis, ad quem Lingonensis episcopus suum non habet ressortum, sed coram baillivo Senonensi, et de episcopo Noviomensi, in qua quidem civitate officiarii nostri juriditionem non exercent, sed extra suam juriditionem apud Royam sedent et cognoscunt. Attentis etiam compositionibus predictis, judex ressorti non debebat esse apud Insulam Barbaram, cum nullum per ipsas in terra, civitate et baronia Lugdunensi judicem habere debeamus, et quamquam in compositione anni vicesimi contineatur si baroniam habeat, id tamen debeat pro certo reputari quod habeat, quia per compositionem anni trecentesimi septimi baronia fuerat expresse limitata, que per arrestum valida dicta fuerat, ut prefertur; nec etiam locus Insule ad id erat dispositus, modicitate loci et indispositione attenta; subjecti etenim poterant utilius consilium pro suis causis appellationum deducendis Matisconi reperire, quam suis sumptibus apud Insulam predictam ducere. Et si dictus archiepiscopus in suis articulis proposuerit de sede Insule predicte, non esse questionem inter partes, dictus tamen articulus pro nullo remanserat, quia nec per ipsum affirmatus extiterat, neque per procuratorem nostrum eidem fuerat responsum. Causis et rationibus supratactis, castellanis Sancti Simphoriani et Poliaci Monialis inhibere cognitionem debebat, cum sint in baronia Lugduni, sicut pretactum est, et quia de novo erant ibi sedes ordinate; anno etiam quadragesimo primo, rex tunc regnans de dictarum sedium utilitate et incommodo informatus, ad locum Karoli Loci, ubi antiquitus fuerant, et sub ressorto Matisconis illas remiserat, nullaque nobis exinde proveniebat incommoditas cum in dictis locis de Caroli Loco et Matisconi venirent, ea que apud Sanctum Simphorianum vel locum Polliaci Monialis obvenirent. De judice etiam judeorum expressa fiebat mentio in processu, et de ipsis ad eum ordinarie pertinebat cognitio, nisi in quantum per nos fuerant ab ipsius juriditione exempti, sed ob hoc non sequebatur quod in dicta villa Lugduni judex eisdem per nos deputatus sedere deberet rationibus supradictis, nec magistrum portuum in suis arrestis et confiscationibus in casu repentino intendebat impedire, sed sedem suam apud Sanctum Johannem de Lona ab antiquo habere consueverat et habebat. Pariter etiam judici parvi sigilli Montispessulani debebat cognitionem inhibere, presertim quia post inchoactum processum Lugduni venerat commorari, et si remaneret ibidem esset expresse contra compositiones prelibatas. Predicto autem archiepiscopo baroniam competere nullathenus declaraverat, nec etiam erat opus cum per dictam anni septimi compositionem fuisset declarata, sed judicibus solum quod in baronia Lugdunensi non sederent prohibuerat. Et quia multis dubitantibus an monetam dicti archiepiscopi ponere et recipere deberent, eo quod publice fuerat proclamatum quod nullus monetas nisi nostras reciperet vel poneret, dictus com-

missarius preceperat quatinus, secundum tenorem dictarum compositionum, quas propter hoc legi fecerat, eas unusquisque reciperet et poneret, sed quod nostre non reciperentur vel non ponerentur nullathenus prohibuerat. Licite vero circulum ferreum, quo ſasciculi vitticolarum mansurabantur, fecerat removeri cum juriditionis esset ordinarie et domanerie, et per consequens comprehensum per arrestum. Et eadem ratione tabellas calendarii et ordinationum, que signum ordinarie juriditionis designabant, quas, ut premittitur, absque violentia quacunque et curiabiliter removerat, ac procuratori nostro Matisconensi ibidem presenti tradiderat. Attentis autem premissis, quod scilicet juriditionem in dicta villa non habebamus, carceres non erant ibi neccessarii, nisi in casu repentino; quo casu archiepiscopus in suis carceribus prisionarios per sex dies custodire tenetur. Fuerant etiam de novo facti ibidem per que nichil in premissis commissarium, nisi debite fecisse, loculenter apparebat, maxime cum prenominati judices alibi quam in dicta domo Rodane sedem habeant, et presertim electi nostri super facto juvaminum, prout per informationem et eorum confessionem dicto commissario constiterat, et quod sedem in dicta villa alibi magis propiciam habebant. Et quia, juxta compositiones pretactas, sex duntaxat esse debebant servientes nostri in villa et baronia predictis, idem commissarius, informatione prius cum gentibus consilii nostri ibidem facta, visa etiam restrictione olim per defunctum Philibertum Paillardi, consiliarium nostrum facta, sex prudentiores et meliores, omni favore postposito, posuerat et ordinaverat. Ad id autem quod de dicto molendinario nuncupato Cartula eidem archiepiscopo imponebatur, respondebat quod ipse non erat, nec unquam fuerat ejus familiaris, nec molendinum habebat, ymo statim dum factum ipsius ad suam noticiam pervenerat, ipsum capi fecerat et in carcerem detineri ; et postea de persona ejus informatus, quia repererat ipsum non bene sensatum et miseram esse personam, fuerat elargatus; pendente vero tempore elargamenti, dictus munerius forsitam de suo maleficio avisatus, timens severiter puniri, fugerat; quem prefatus archiepiscopus recenter insequi fecerat, et tandem ipsum Valencie apprehensum baillivo Matisconensi tradiderat, et quid inde fecisset penitus ignorabat; nec ullus sane mentis presumeret eum tante nobis injurie facte fore culpabilem, qui omne bonum suum a nobis confitetur habuisse, et in locis et castris suis etiam extra regnum nostrum arma nostra tanquam sibi merito precipua et in notabilioribus locis fecerat depingi, ymo justiciam nostram pro suis viribus augmentare desiderans, subjectos suos extra regnum nostrum commorantes coram suo judice Lugduni venire faciebat, ut si eos appellare contingeret, ad nostram parlamenti curiam ipsorum cause devolverentur; et quia etiam proponebatur contra ipsum quod quemdem servientem nostrum Colinum Boullou nuncupatum, in hujus odium quod nobis servierat, bonis omnibus suis fecerat denudari, respondebat quod predictus serviens de verberatione cujusdam fere usque ad mortem delatus ſuerat, cujus bona arrestari et in inventarium poni

fecerat, quia latitabat, et tandem, periculo cessante, ipsum detentum elargaverat, et ob reverentiam ejus, quod serviens noster extiterat, eidem remiserat emendam. Preterea proponebat quod predictus procurator noster modo et forma quibus procedebat, in formam scilicet appellationis, non erat admittendus, nam adversus arrestum a predicta curia nostra emanatum, nisi per viam errorum, supplicatione prius nobis porrecta et litteris super hoc obtentis, quis non auditur nec de usu et consuetudine admittitur, presertim appellans, nec sub de novo repertorum instrumentorum pretextu, et nichilominus interim executioni debet arrestum demandari; quod fieri petebat atque per hoc statum sibi adjudicari. Quod si forsitam idem procurator noster contra dictum arrestum nichil proponat aut velit proponere, non restabat nisi, ut videretur, an secundum compositiones predictas commissarius arrestum executasset et quod executio per dictum commissarium ad ipsius archiepiscopi requestam incepta compleretur; nec erat dictus procurator noster audiendus concludendo ad declarationem confiscationis juriditionis domanerie, secundum tenorem compositionis anni vicesimi, tum quia idem archiepiscopus non via dampnabili vel illicita, sed secundum quod sibi verissimiliter, attentis compositionibus per arrestum predictum confirmatis, fieri posse et prima facie videbatur; tum etiam quia nec hoc intendebat, dicta compositio sed solum quod partes contra illam faciendo reverterentur ad statum in quo erant anno precedenti decimo nono, quo tempore rex dicte ville dominus non erat, eo quod recompensationem de qua predictum est, secundum tenorem compositionis anni duodecimi, non fecerat. Ex quibus et aliis latius per ipsum allegatis conclusiones contra ipsum factas quod consilio nostro privaretur et ceteras non esse admissibiles, et quod sepedictus procurator noster ad proposita per ipsum non erat admittendus, necnon quod compositiones supranominate eidem complerentur et integrarentur dici et pronuntiari, et quod a dicti procuratoris nostri absolveretur impetitionibus prenominatus archiepiscopus petebat, ad hec concludendo.

Adversus consules autem et habitantes Lugduni et oppositionis causas per eos propositas dictus archiepiscopus proponebat, prout supra, domanium et juriditionem ordinariam dicte ville ad eum pertinere, et quod ad nos superioritas et ressortum duntaxat pertinebant, quodque cause ressorti et superioritatis, secundum ordinationes regias, ad castrum vel castellaniam cujus est ressortum, vel saltem ad judicem proximiorem ad quem spectat, tractari debebant et terminari; ab antiquo vero sedes ressorti Lugduni erat et est ad sedem Matisconensem, que est caput baillivie, et sic etiam voluerant et ordinaverant predecessores nostri, sicut ex compositionibus supratactis poterat apparere; dampnum etiam nobis et subditis erat quod sedes ressorti apud Insulam Barbaram existeret propter stipendiorum summam excessivam, nam judex ducentum libras annuatim habebat, et cum patria sit juris scripti nulla nobis resultabat emendarum utilitas; multiplicari etiam erat necesse officiarios nostros, notarium et servientes, quos paratos habebamus

in sede Matisconensi, et sumptibus subditorum oportebat hujusmodi stipendia cum eorum jactura persolvi. Dicebat preterea quod in processu solum partem habuerat procuratorem nostrum, contra quem suum fecerat arrestum executari et non contra ipsos, cumque ipsi sint subjecti nostri, si nobis, obstante dicto arresto, judicem apud dictam Insulam habere non licebat, eadem ratione nec eisdem; alioquin arrestum si pro eis ferretur, priori foret arresto contrarium, attento potissime quod ipsi litem inter nos et archiepiscopum non ignorabant, et quod in processu supradicto litteras omnes, quas habebant, procuratori nostro tradiderant producendas, quibus non obstantibus, archiepiscopus arrestum obtinuit prelibatum, et cum jus eorum nostro sit relativum et conjunctum, et e contra uno succumbente et alius similiter succubuisse censebatur, maxime in hoc casu quo archiepiscopus contra nos, qui pars eramus et sumus principalis, obtinuerat, et quia iidem habitantes vel eorum procurator nunquam quod sibi factum nostrum in hac parte non prejudicaret fuerat protestatus, ut sic ratione conjunctionis res inter nos et archiepiscopum acta eis prejudicet, que si jura forent penitus divisa, prejudicium non generaret; littere vero et privilegia que se pretendunt habere habitantes supradicti, tacitis conventionibus inter nos et archiepiscopum factis et initis, per eos subrepticie fuerant obtenta vel obtente, et specialiter anni trecentesimi vicesimi octavi et anni tricesimi sexti, que etiam per archiepiscopum tunc temporis fuerant impugnate, et partes in factis contrariis appunctate, nec ex tunc super hoc factum extiterat judicium et semper jure suo fuerat usus archiepiscopus; quod si forsan litteram anno quadragesimo primo obtinuerant super hoc, illa duntaxat per modum status fuerat impetrata, qui judici regio traditus fuerat quousque aliud fuisset ordinatum, quod factum erat superveniente arresto ad utilitatem archiepiscopi, antiquas compositiones predictas confirmante; et quamquam se litteram habere proponerent, de ea tamen non constabat, nisi per compositionem anni duodecimi, que propter recompensationem non factam, nullum sortita fuerat effectum, et idcirco remanserat archiepiscopus in statu quo erat anno septimo, quo tempore ipsius erant subditi, sicque subrepticia censeri debebat, et si re vera gardiam habuerant, id fuerat mediante summa decem solidorum per quemlibet habitantium annuatim solvenda, cujus medietas ad archiepiscopum pertinere debebat, et nos quatuor capellas et quatuor militias in ecclesia Lugduni fundare tenebamur, nec habitantes predicti sibi grave reputare debebant quod coram baillivo Matisconensi suum haberent ressortum, cum et in multis aliis locis regni nostri sic fuerit observatum, dictisque habitantibus, premissis attentis, status in casu dilationis adjudicari non debebat. Et insuper dicebat archiepiscopus quod habitantes predicti juriditionem non habebant, et tamen procuratorium instrumentum, quo se fundabant in judicio, sub eorum sigillo factum fuerat et passatum, quod fieri non poterat de jure, usu, consuetudine et communi observancia notorie observatis; et esto quod sub suo sigillo illud confi-

cere potuissent, non tamen sub sigillo secreti sed sub autentiquo vel publico; quare consideratis supradictis, ipsos non esse sufficienter fundatos, sicque congedium habere debebat et expensas, et si ad hunc finem non obtineret quod non erant admittendi, et si admitterentur eorum oppositionem torsonneriam et injustam et quod ad malam causam se opposuissent dici et pronunciari petebat, necnon quod in ipsius expensis condempnarentur concludebat.

Ex parte vero dicti magistri Stephani de Givriaco defensiones suas dicentis in personam propriam proponebatur, quod lis inter nostrum procuratorem pro nobis, ex una parte, et archiepiscopum prelibatum, ex altera, ratione expletorum per magistrum Odardum de Attanvilla factorum mota dudum fuerat, quodque arrestum super hoc predictum latum extiterat, per quod dictum erat expleta predicta torsonneria, et preceptum procuratori nostro quod cessaret de cetero, ac compositiones predicte bone et valide; ad cujus quidem arresti executionem faciendam fuerat per dictam curiam commissus et instructiones ab archiepiscopo predicto receperat; quibus visis, Lugduni accesserat, ubi repertis pluribus nostris consiliariis, ibidem ad requestam archiepiscopi, lecto in camera consilii arresto et executoria predictis, locumtenenti baillivi Matisconensis et dicto baillivo ad ipsius locum tenentis personam, visis compositionibus jamdictis per dictum arrestum, ut premittitur, confirmatis, compositione scilicet anni septimi, anni vicesimi et anni quadragesimi primi, quod amplius juriditionem in dicta villa Lugduni non exerceret preceperat; et quia, sicut prefertur, expleta predicta erant annullata, procuratori nostro ibidem et curie regie notario exercicum officiorum suorum inhibuerat. Et deinde ad tribunal accedens, ad requestam supradictam curialiter procedendo, modicum de quadratura unius lignorum cum uno modico cutello levaverat, et post prandium cum paucis regressus accesserat etiam ibidem procurator noster Lugduni cum magna gentium multitudine, in cujus presentia tabellas kalendarii et ordinationum cum cordulis clavis appensas amoverat, et de sede duas tabulas seu duos asseres modicos quatuor clavis affixos solummodo fecerat removeri, quos procuratori nostro Matisconensi tradiderat, que per modum signi facta fuerant; nec aliud minus facere potuerat secundum arresti et compositionum predictarum tenorem; circulum etiam ferreum, quo fasciculi mensurabantur, quia juriditionem domaneriam designabat, amoveri fecerat. Et, attendo quod per compositiones antedictas nos incarceratos ibi tenere non poteramus, nisi in casu repentino et precario in carceribus archiepiscopi, commentariensi quod amplius officium suum non exerceret prohibuerat, et duos prisionarios Matisconi transmiserat, ceteris judicibus in Lugduno commorantibus quod nichil contra dictum arrestum facerent vel intercaperent indebite duntaxat precipiendo et injungendo. Servientibus vero ne amplius suum exercerent officium inhibuerat, et de consilio judicis ressorti et magistri Johannis Le Viste, informatione de ipsorum personis facta visaque certa restrictione du-

dum per Philibertum Paillardi, in nostra curia presidente, facta, sex instituerat, eisdem quod sine commissione casus continente dictum officium suum non facerent precipiendo. Considerato etiam per ipsum quod domus Rodane ad nos pertinens de novo nobis acquisita fuerat, viso compositionum supradictarum tenore, procuratori nostro quatinus generali nostro procuratori ut infra annum extra manum nostram eam poneremus significaret preceperat. Et quia per compositiones anni septimi et quadragesimi primi in baronia Lugduni non poteramus judices habere, judici ressorti apud Insulam Barbaram atque castellanis Sancti Simphoriani et Poliaci Monialis ne in dicta baronia amplius cognoscerent et sederent similiter preceperat. Et hec aliter exequi non potuerat, ut dicebat, quia tamen nonnullas rationes aliqui ex ipsis coram eo proposuerant, quod in scriptis sibi tradere ut et eas curie nostre refferrent ordinaverat eisdem, de ceteris per eum expletatis executionem predictam faciendo processui suo verbali se refferens. Excessibus autem contra ipsum propositis per se et consilium suum defendendo, dicebat quod ipse semper vir bone fame tam in studio quam in servicio nostro, in quo decimo octavo annis vel circa extiterat, et bone conversationis et honeste, et qui nunquam in officio suo de aliquo fuerat crimine redargutus, et plura pro nobis fecerat viagia, quodque revera cum dicto archiepiscopo Lugduni accesserat, qui pluries ipsum ad cenam et prandium secum invitaverat tam attendendo quam etiam in regressu, cui honore et reverencie causa obtemperaverat, non tamen familiares suos secum duxerat, et sepius abstinuisset libenter. Et etiam dicebat quod aliud, visis compositionibus predictis, fecisse non potuerat, nec erat in arresto aliquid quare dubitare deberet saltem taliter, quod dictam executionem facere debuisset omittere et revera pauca nisi verbaliter egerat. Contra ipsum autem quod summam ducentorum francorum ab illis de capitulo recepisset, nullus presumere debebat, attento persone sue statu, ac etiam quod arrestum ad utilitatem illorum de capitulo latum non erat, nec eos tangebat in aliquo; supradictum vero procuratorem nostrum nunquam ad renunciandum appellationi induxerat nec quicunque eorum que per ipsum sibi dicta fuisse proponit dixerat, et si quid dixisset id solum fuerat quod, dicto procuratore dicente quod arrestum male et false prolatum fuerat et per tromperias, idem magister Stephanus responderat quod in hoc erat male dictum et quod in nostro parlamento erant octoginta persone prudentiores eo. Preterea dicebat quod, attento quod archiepiscopus factum ipsius sustinebat, procurator noster nullum habebat contra ipsum interesse, nec de jure contra merum executorem erat actio prodita, nisi cum dolo vel malicia excessisse proponeretur, que tamen contra ipsum formaliter non proponebantur. Et si pecunias aliquas receperat, illas habuerat ab archiepiscopo pro satisfactione sui salarii, sed non aliunde, nec fama, quam proponebat contra eum procurator noster, ad probationem corruptionis sufficeret, quinymo nulla reperiebatur fama in eum, nisi talis qualem procurator predictus per cujusdam caterini

traditionem asperserat. Et esto quod forsam aliquid simpliciter egisset, adhuc non deberet poni in processu nec ab officio suo suspendi, premissis attentis, per que quod in processu non teneretur, sed a judicio licenciaretur, et quod dictus procurator noster non erat admittendus aut saltem a dicti procuratoris nostri petitione absolveretur, ac silencium imponeretur eidem petebat et etiam concludebat.

Supradictis magistro Petro Burle, Petro Guernerii, Johanne Durandi, Stephano de Jon, Hugonino Georgii et Humberto de Bellocadro ad sui defensionem proponentibus, et precipue dicto magistro Petro quod ipse legum erat professor et per spatium viginti sex annorum pro nobis judex fuerat, erantque ipsi omnes homines bone vite et honeste, et qui semper nobis et Francie regibus fideles extiterant et in contemptum nostri quicquam nollent facere vel fecisse, nulla etiam contra ipsos fuerat orta mali suspicio, nichil insuper in facto dicte executionis fecerant, nisi quod cum dicto archiepiscopo ad faciendum dicto commissario requestam suam super executione arresti predicti interfuerant; et si aliquid per ipsorum aliquos factum fuisset, hoc duntaxat fuerat per dictum Petrum Guernerii, qui commissario petenti cutellum pro parte dicte sedis demolienda suum obtulerat, sed, quia nimis magnus erat, commissarius illum non ceperat; nec reperiretur ipsorum aliquem aliquid aliud fecisse. Sed quia dictus procurator noster diem, annum vel mensem quo ipsos excessus per eum propositos commisisse dicebat, et informatus per quendam informationem per procuratorem nostrum Lugdunensem, qui eorum erat odiosus et ipsos vexare promiserat, factam, contra eos concludebat, dicebant quod in processu poni non debebant, sed licenciarii a judicio, saltem eorum simplicitate et benignitate nostra, qua uti consueveramus, attentis, per que et alia per eos latius proposita quod procurator noster non erat admittendus ad proposita contra ipsos, et si admitteretur quod ab ipsius absolverentur impetione et ei silentium imponeretur perpetuum dici et pronunciari petebant.

Procuratore nostro replicando proponente premissas anni septimi et quadragesimi primi litteras fuisse revocatas, et quod dicta littera anni septimi nunquam usum fuerat, erat namque dictus Philippus Pulcher domiuus ad plenum ville Lugduni, et quicquid in ea habuerant archiepiscopi, fuerat ex gratia et liberalitate dicti Philippi et predecessorum nostrorum, debuerat enim sigillis nostro, archiepiscopi et capituli sigillari, quod nunquam factum extiterat, et nichilominus in deposito apud Fratres Predicatores Parisius posita fuerat nec ab inde sine ipsius voluntate debuerat extrahi. Et quia propter archiepiscopi demerita ad manum dicti predecessoris nostri villa posita et confiscata fuerat, deinde tamen, interveniente summo pontifice Clemente quinto tunc Lugduni existente, sibi fuerat reddita; erat enim dicta littera contra bonos mores et rationem, cum enim ad nos pertineat delationis armorum jure corone nostre atque etiam appellationum cognitio; per

eam tamen dictus archiepiscopus de hiis cognoscere poterat, quod sibi concedi non potuerat, cum esset jurium nostrorum abdicatio per eam, etiam propter quodcunque debitum archiepiscopus sua temporalitate privari non poterat per quod sibi relinquendi parabatur occasio, nosque neque predecessores nostri sine ejusdem archiepiscopi licencia in predicta villa domum vel edificium acquirere seu construere non poteramus, archiepiscopus vero id poterat, quod ex eo, iniquum debebat reputari, quod ex nostri subjecti conventione contra rationem naturalem ligabamur, et quia inequalitatem inter nos et archiepiscopum continebat. Constituebatur etiam et erat archiepiscopo baronia limitata per quod subditis absque eorum consensu et ipsis invitis aufferebatur ressortum, que si fuissent attenta nunquam fuisset concessa, potissime loci situatione considerata, qui in finibus et limitibus regni nostri et imperii consistit, propter quod plus indiget et indigebat custodia. Quibus attentis, anno duodecimo sequenti, ad requestam nobilium et nonnullarum ecclesiarum patrie ac etiam habitantium dicte ville, ad eo dicta littera fuerat revocata, quod archiepiscopus ad manum dicti predecessoris nostri dictam villam reddiderat, certa mediante recompensatione sibi tunc facta; quo tempore prefatus antecessor noster corone sue dictam villam unierat et incorporaverat, ac ipsam cum pleno dominio ipsius usque ad annum vicesimum inde sequentem tenuerat et ea gravisus fuerat, et tunc certa extiterat inita compositio per archiepiscopum in pleno capitulo approbata de consensu habitantium dicte ville, inter cetera continente quod si archiepiscopus contra veniret, rex et sui successores ad statum in quo erant anno decimo nono immediate precedenti, quo plenum ipsius habebant dominium, reverteretur; quo casu dictus archiepiscopus se tunc precario regis nomine dictam juriditionem possidere constituebat; que quidem anni vicesimi compositio predictam litteram anno septimo factam saltem tacite revocabat, quia per eam archiepiscopus transportum sibi per dictum predecessorem nostrum factum recipiebat. Si igitur ei transtulerat noster predecessor, de jure et ratione ipsum tempore transportus fuisse dominum loculenter apparebat, per quam etiam non inhibetur nos quemcunque judicem habere in dicta villa Lugduni, nisi judicem ressorti in causis appellationum duntaxat, alios judices seu alia superioritatis jura regia nullathenus tangendo. Impetratio vero anno quadragesimo primo facta, quam archiepiscopus compositionem nominabat, litteram supradictam anni septimi, ut prefertur, revocatam aliqualiter non validabat. Erat enim obtenta subrepticie compositione predicta anni vicesimi tacita, que tamen per archiepiscopum jurata fuerat; per dictam enim impetrationem se dominum ville Lugduni asserebat, quod penitus erat falsum, cum nobis seu baillivo nostro pro nobis eam cum gentibus armorum, quotiens opus foret, ingredi liceret et claves ab habitantibus recipere, que et plura alia jus nostrum tangentia in dicta impetratione substitueraat archiepiscopus. Et ob hoc, premissis expositis, predecessori nostro tunc regnanti eam penitus que, mense septembris

anno quadragesimo primo concessa fuerat, in mense novembri immediate sequenti revocaverat; que quidem revocatio, mense januarii postea proximo, fuerat ad sonum tube publicata officiariisque regiis eam revocando mandatum quatinus, prout ante dictam impetrationem, uterentur. Et si forsitam juramento vallata fuisset, ad illius tamen observationem non tenebatur, attentis premissis, et quia contra jura corone et contra utilitatem publicam, et etiam quia contraria priori anni vicesimi etiam jurate fuerat impetrata, per que constat dictas litteras anno septimo ac impetrationem anno quadragesimo primo factas, quas compositiones nominabat, nullas fuisse, et ex consequenti quod vigore arresti predicti executioni non debuerant demandari. Confitebatur etiam archiepiscopus in articulo suo nonagesimo primo se nullam de ressorto facere questionem, et in nonagesimo septimo quod de juribus regiis et superioritatis non contendebat, sed de excessibus et intreprisiis per dictum magistrum Odardum factis. Per que, si quidem patere poterat per dictum commissarium excessisse, judicibus et officiariis nostris, de quibus questio non fiebat, ne cognoscerent inhibendo et eos revocando, esto vero quod eorum respectu executasse debuisset arrestum solum, habebat eis verbaliter inhibere ne in dicta domo Rodane juriditionem ordinariam in prejudicium archiepiscopi exercerent, et dato quod dictum articulum nonagesimum primum archiepiscopus non affirmasset vel ejus procurator in sui tamen prejudicium debebat haberi pro affirmato, maxime quia in principio articulorum suorum illos generaliter affirmaverat. Arrestum autem pro dicto archiepiscopo latum de ordinationibus regiis non intelligebatur, nisi in quantum juriditionem domaneriam, et expleta inde provenentia concernebant; de aliis autem intelligi non poterat nec debebat, quia, sicut prefertur, de illis non erat questio, et per consequens nisi ad illa que deducta erant in judicio non debebat extendi, quod, quia in dubium poterat revocari, ad interpretationem curie nostre debuisset commissarius recurrere. Habebamus enim in dicta villa Lugduni baillivum Matisconensem, senescallum Lugduni, aut ejus locumtenentem et sedem et etiam habuerant nostri predecessores lapsis centum viginti annis, quod satis ex tabula presentionum nostri parlamenti in qua scribitur : senescallia Lugdunensis a baillivia Matisconensi separata, poterat apparere, sicque usi fueramus et predecessores nostri potissime tempore avi nostri, quo Fulco de Moraciis Lugduni sedem suam, ut senescallus, ac etiam assisias apud Sanctum Simphorianum tenuerat; quod si forsan per ordinationes regias in alterius alta justicia judices nostri sedere non debeant, que minime fuerunt observate, attenta tamen ville Lugduni situatione, que, ut premittitur, in finibus regni nostri situatur, et ob hoc majori eget officiorum nostrorum provisione, ut alienis resistatur nostrumque patrimonium in hoc conservetur, quod judices nostros habeamus ibidem pro justicia subditis nostris ministranda, ad hunc casum dicte ordinationes non debebant extendi nec in hoc habebat interesse aliquod archiepiscopus, nisi ut intreprisie officiorum suorum et negligencie in jus-

ticia ministranda nostris officiariis apparerent. Castellanie vero Sancti Simphoriani et Poliaci Monialis in sua baronia comprehendi non poterant, cum baroniam non habeat nec eas fuerit usus temporibus retroactis; comprehenderet enim villam Sancte Columbe, que semper in domanio nostro fuit, et insuper baroniam non haberet nisi virtute dicte littere anno VII° facte, qua usum non fuit, sed statim fuerat suspensa et demum expresse adnullata et revocata. Et in eo quod dictus commissarius judices seu castellanos nostros Sancti Simphoriani et Poliaci Monialis predictorum, eo quod erant infra baroniam Lugdunensem, ut dicebat, destituerat, ipsum decernere voluisse archiepiscopo baroniam liquide poterat apparere. Cum autem ad nos in solidum licentiam dare judeis in regno nostro commorandi pertineat, eosque sub nostra gardia teneamus, ad judices nostros duntaxat eorum cognitio pertinere debebat, qua propter opus fuerat ut judicem haberent Lugduni, quem commissarius hiis de causis deponere non debuerat neque cognitionem inhibere; nec etiam magistro portuum vel ejus locumtenenti, qui plus erat et est in dicta Lugduni villa neccessarius, quia majus est passagium ibidem, quam apud Sanctum Johannem de Lona; et similiter ceteris judicibus nostris non debuerat inhibere causarum cognitionem, ut prefertur; nullum autem inconveniens si judex ressorti apud Insulam Barbaram cognosceret, nam id raro accidebat, eo quod cause ressorti ter forsan vel quater in anno solent ibidem tractari, in quo etiam subditorum interesse vertitur, qui magnis expensis et laboribus apud Matisconum jura sua prosequi compellerentur. In dicta vero domo Rodane ceteri judices nostri sedere consueverant, licet diversis diebus et horis, et ob hoc dictam domum extra manum nostram ponere non tenebamur, potissime cum predecessores nostri, non ex nova acquisitione sed a longissimis temporibus, et nos eam tenuerimus. Insuper dicebat idem procurator noster quod ipse ad adnullationem arresti non concludebat, sed per modum excessivum et attemptatorum suas de presenti faciebat conclusiones, nec formam errorum observare tenebamur, nec ad eam astringi, et idcirco super appellatione per eum a dicto executore interjecta, et ad concludendum in ea debebat admitti, et ea que archiepiscopus de instrumentis de novo repertis allegabat jura fiscalia et principis non tangebant, nec in hiis sibi locum poterant vindicare de jure et ratione nullaque provisio vel status dicto archiepiscopo debebat adjudicari, cum presens materia, quem casu vertitnr excessuum, ad id non sit disposita, sed potius nobis deberet fieri, qui statum sedis nostre Lugduni non habemus, quem etiam statum seu provisionem sibi fieri in omnem eventum dictus procurator noster et adjudicari petebat; per que et alia superius latius proposita quod erat admittendus, et non dictus archiepiscopus, et alias prout supra concludebat procurator noster supradictus. In quantum vero dictum magistrum Stephanum concernebat, dicebat idem procurator noster quod in processu debebat remanere, tum quia se responsurum peremptorie submiserat, cujus occasione cessaverant informationes contra eum

faciende, tum etiam quia in eo quod excessit per ratificationem archiepiscopi a suo delicto non excusaretur, et quia cum dictum arrestum a patria consuetudinaria processisset appellacioni defferre tenebatur, et non ulterius procedere nec inhibitionem expectare, attento enim magno prejudicio quod nobis ex dicta executione fiebat ipse commissarius, qui noster erat et est consiliarius, potius supersedere debuisset quam ulterius procedere, et quanto prudentior existit, tanto magis, si excessit, veniret puniendus. Excedebat enim intentionem arresti et vires, per quod nobis liquide patet interesse fore quesitum, nec processum suum verbalem procurator noster admittebat, nisi si et in quantum dicti commissarii prejudicium poterat retorqueri ; per que et alia latius proposita dictus procurator noster quod erat admittendus et non commissarius supradictus, sed quod in processu remaneret, et alias prout supra concludebat. Supradictos vero magistrum Petrum Burle, Petrum Guernerii, Johannem Durandi et ceteros defensores solam litis contestationem habere proponebat, necnon quod ipsos de excessibus supradictis per informationem repererat oneratos, et quod ad dicti magistri preceptum predictus Guernerii columpnas seu pomellos dicti tribunalis demolierat, eratque admittendus dictus procurator noster cum diem et tempus excessuum suam petitionem faciendo declarasset, ad hec alia prout supra concludendo.

Prenominato archiepiscopo compositiones per eum superius allegatas observatas fuisse duplicando proponente, ac compositionem anno septimo factam ex eo quod super controversia ratione superioritatis et ressorti mota, que nobis pertinere non confitebatur, sustinente et ulterius dicente quod dicta compositio non fuerat, ut proponit procurator noster, in deposito posita, sed dumtaxat certi articuli prolocuti, qui postmodum concordati fuerant, et inde littere compositionis predicte confecte, quas validas esse dicebat, et quod contenta in ipsis per privilegium concedere potueramus, et per consequens per dictos archiepiscopos prescribi potuerant ; nec ad dictam compositionem impugnandam debebat dictus procurator noster admitti, cum ea judicialiter exhibita et per ipsum contradicta, tandem arrestum suum obtinuerit compositiones predictas validans et confirmans, nec per tractatun vel compositionem anno duodecimo factam fuerat revocata, quia solum in compositione dicti anni duodecimi de juriditione domaneria nobis conferenda tractabatur, dicto archiepiscopo in dicto castro Petrescisse et aliis locis certis juribus retentis, sed de ceteris punctis in compositione anni septimi contentis nichil agebatur, nec contra illam auctoritate sua venire potuisset archiepiscopus sine auctoritate Romani pontificis, eo quod per dictam anni duodecimi compositionem jura ecclesie sue alienasset ; dicta etiam compositio anni duodecimi compositionem anni septimi predictam nullathenus revocabat, eo quod, certa mediante recompensatione, fieri debebat, que minime fuerat adimpleta. Per compositionem etiam anno vicesimo factam revocata non fuerat predicta anni septimi compositio, nam per eam archiepiscopus ad statum in quo

erat anno duodecimo revertebatur, quo quidem tempore compositionis anni septimi utebatur, sic que remanserat valida, nisi in hiis que per compositionem anni vicesimi fuerant detracta de eadem et per compositionem anni quadragesimi primi etiam confirmabatur, nisi in eo quod numerus servientium nostrorum augebatur de duobus, que anni quadragesimi primi compositio facta fuerat per modum editi perpetui, et per eam cognitio ressorti ad sedem Matisconensem, prout rationis erat, revertebatur, et que revera nunquam fuerat revocata; et si qua littera revocationis illius facta fuisset, illa ad requestam partis et per quemdam regis consiliarium Milonem, dominum de Noieres, transierat, que solum quod dictus archiepiscopus compositionem dicti anni quadragesimi primi judicialiter asseret continebat, super quo, partibus auditis, fuerant in factis contrariis appunctate. Ex quibus dictam compositionem anni septimi et etiam compositionem anni quadragesimi primi non fuisse revocatas concludebat, per quas liquide dicebat apparere dictas sedes sancti Simphoriani et Poliaci Monialis in sua consistere baronia, et per consequens debite judicibus nostris in eisdem existentibus ne amplius ibidem cognoscerent fuisse prohibitum. De sede vero Insule Barbare nunquam fuerat ordinatum precise quod ibi stare deberet, sed tantum de facto judex ressorti sedem suam tenuerat ibidem, et per hec que dictus archiepiscopus proponebat, quominus magister portuum et ceteri judices nostri prenominati juriditionem haberent contradicere non intendebat, sed duntaxat sedem in dicta villa et baronia Lugduni, et adhuc dictum magistrum portuum quominus arrestum repentinum facere possit, dum tamen cause cognitionem non habeat, nullathenus intendebat impedire; ad utilitatem vero nostram aut commodum seu incommodum peccuniarium in prejudicium juris sui considerationem non debebamus habere, nam et plerumque maxime fiebant condempnationes peccuniarum, que propter condempnatorum paupertatem, nullum sortiebantur effectum; nos autem contra compositiones predictas sic, ut prefertur, per nostros predecessores juratos, cum juramentum non vergat in detrimentum salutis, venire non debebamus, sed potius contentari quod gardiatorem nostrum Lugduni, juxta compositionem anni septimi, haberemus, nam cum juriditio domaneria ad archiepiscopum pertineat, sufficere nobis debebat quod jura nostra superioritatis et ressorti in sede Matisconensi, sicut antiquitus, tractarentur, attento presertim, quod raro casus superioritatis Lugduni contingebant; dicta et enim compositio anni vicesimi solum de ressorto nostro loquebatur, et adhuc precise locus et sedes judicis ressorti non erat per eam ordinatus, sed dumtaxat quod, ubi ordinare vellemus, extra villam Lugduni poneretur. Premissis vero attentis, dictus commissarius in executione arresti predicti nullomodo dubitare debebat nec ipse, sicut prefertur, baroniam dicto archiepiscopo decreverat, sed solum loca in quibus judices regii sedere debebant pro tribunali, fueratque necesse archiepiscopo dictum arrestum infra annum executioni deman-

dari, alioquin, via actionis, anno lapso, habuisse procedere; nec appellationi defferre debebat commissarius, cum gravamen, si quod intervenerat in patria juris scripti, factum fuisset, ac etiam in eadem patria appellatio interjecta. Ex quibus, pluribus etiam aliis rationibus latius allegatis, prout supra concludebat et etiam quod, attento quod contra ipsum nulla facta fuerat informatio, extra processum in causam excessuum poni debebat ; et nichilominus contra Stephanum Boullat, procuratorem nostrum Lugduni, proponebat quod ipse predictarum compositionum et arresti non erat ignarus, cum jura nostra predicta contra ipsum procurasset, et tamen, hiis non obstantibus, eumdem archiepiscopum fecerat cum magnis sumptibus et expensis, informatione nulla precedente, Parisius venire et poni in causam absque rationabili causa; quapropter quod in ipsius dampnis, interesse et expensis condempnaretur concludebat.

Dicto procuratore nostro generali in contrarium dicente quod dictus archiepiscopus se defensurum contra sibi obtinenda in nostra presentia personaliter obtulerat, et ob hoc, cum jam defensiones suas proposuit, extra processum non erat ponendus, nec contra dictum procuratorem nostrum Lugduni, ad dampna sua concludendo, debebat admitti; esset enim res mali exempli si jura nostra procurantes suo privato nomine contra eos, quos nostro nomine prosequerentur, processum ingredi deberent, nam, si sic fieret, raro reperitetur qui jura nostra adversus personas potentes auderet prosequi, et ob hoc quod dictus archiscopus non erat admittendus, et prout supra concludebat.

Supradictis magistris Stephano de Givriaco, Petro Burle et ceteris defensoribus etiam adversus procuratorem nostrum duplicantibus et in effectu, nonnullis per eos rationibus allegatis, concludentibus ut supra.

Auditis igitur in presencia nostra partibus antedictis in omnibus que circa premissa, et tam replicando quam etiam duplicando, dicere et proponere voluerunt et in arresto appunctatis, visis insuper et diligenter attentis in curia nostra, nobis presente, processibus, articulis dictarum partium, inquestis, compositionibus et arrestis ceterisque munimentis per dictas partes exhibitis ac etiam rationibus hinc inde propositis omnibusque considerandis, matura super hoc etiam nostri magni consilii deliberatione habita, consideratis, et que nos et nostrum consilium et curiam nostram in hac parte movere poterant et debebant, per arrestum in nostra presentia appellatio predicta extitit adnullata et eam adnullavit et adnullat curia nostra et ex causa; et per idem arrestum dictum fuit magistrum Stephanum, commissarium supradictum, in eo quod judici ressorti apud Insulam Barbaram, castellanis Sancti Simphoriani et Poliaci Monialis, magistro portuum, ad personam locumtenentis sui, et etiam custodi parvi sigilli Montispessulani, ad dicti locumtenentis sui personam, judicibus judeorum et exemptorum preposito monetariorum atque custodi sigilli Matisconensis, ad personam locumtenentis, cognoscenti de sigillato regio in casu preventionis, ne amplius officia

sua Lugduni exercerent, et de causis prout ad unum quemque eorum pertinebat cognoscerent, inhibuit, predictos ab eorum officiis deponendo, male executasse et explectasse, et quod ad eorum officia restituentur et ipsis utentur, prout ante arresti prolationem et ipsius executionem utebantur; dictum etiam commissarium in hoc quod sedem pro tribunali in dicta domo Rodane constitutam demolivit seu demoliri, tabellosque ordinationum et kalendarium removit seu removeri, ac seras carcerum levari fecit et prisonarios ex parte magistri portuum in dictis carceribus existentes et vincula ferrea Matisconi misit, male executasse. Restaurabuntur et reparabuntur premissa in statu in quo erant ante predicti arresti prolationem et executionem sumptibus archiepiscopi memorati. In eo etiam quod commissarius supradictus baillivo Matisconensi, ad personam sui locum tenentis, procuratorique nostro in Lugduno, ac tebellioni curie regie ac etiam commentariensi in domo Rodane officia eorum ulterius in eadem domo Rodane exercere prohibuit et eos ab officio suo deposuit, male executavit et explectavit, cognoscet que dictus baillivus aut ejus locum tenens pro ipso dictique procurator, notarius et commentariensis in domo prelibata utentur juribus et causis ad gardiam pertinentibus, prout etiam ante dicti arresti prolationem et executionem cognoscebat et utebatur, nec non de juribus regiis et superioritatis ad nos pertinentibus baillivus predictus aut ejus locum tenens in dicta domo cognoscet; et quo ad hoc jura dictus baillivus et predicti procurator, notarius et commentariensis eorum officiis utentur per modum status, quem dicta curia predicto procuratori nostro pro nobis adjudicavit et adjudicat quousque per nos aliud super hoc fuerit ordinatum. Et insuper, in hoc quod domum nostram Rodane extra manum nostram dictus commissarius poni precepit et servientes nostros deposuit et explecta adnullavit, male per ipsum extitit executatum et explectatum. Nos vero dictam domum extra manum nostram ponere non tenebimus, restituenturque dicti servientes usque ad numerum viginti de presenti ad eorum officia, qui ipsis utentur ut antea utebantur et coram judicibus nostris in casibus eorum officium concernentibus dumtaxat respondere tenebuntur. Archiepiscopum supradictum in dampnis et interesse procuratoris nostri sepedicti in premissis sustentis condempnando, eorumdem taxatione curie nostre predicte reservata, quibusdam litteris certi tractatus anno Domini millesimo trecentesimo septimo prolocuti et quadam impetratione anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo facta, de quibus supra fit mentio, non obstantibus, quas nullas et nullius esse valoris dicta curia nostra per suum arrestum declaravit et declarat. In eo vero quod idem commissarius explecta in prejudicium juriditionis domanerie dicti archiepiscopi per magistrum Odardum de Attanvilla facta adnullavit et circulum ferreum fasciculorum removit, bene per ipsum executatum et explectatum fuisse per idem arrestum dictum fuit. Per idem etiam arrestum dictum fuit consules predictos et habitantes Lugduni fore et esse admittendos,

manutenebunturque et conservabuntur in possessione habendi judicem ressorti apud Insulam Barbaram et ceteros officiarios nostros Lugduni utentes modo pretacto, prenominatum archiepiscopum in eorum expensis condempnando, earumdem expensarum taxatione dicte curie nostre reservata. Dictum etiam fuit per arrestum predictum archiepiscopum ad conclusiones, quas contra dictum Stephanum Boullat, procuratorem nostrum Lugduni, faciebat et sibi fieri petebat, non esse admittendum, et enim non admisit nec admittit curia nostra supradicta. In quantum vero concernit excessus predictos contra archiepiscopum, magistrum Stephanum et ceteros defensores propositos, dictum fuit quod dictus magister Stephanus remanebit in processu et quod partes non poterant neque possunt sine factis expediri, facient igitur facta sua super quibus inquiretur veritas, et, inquesta facta nobisque seu curie nostre predicte reportata, fiet jus partibus antedictis. Per premissa vero intentionis predicte curie nostre non existit quod judices et officiarii nostri supradicti de causis et hiis que ad juriditionem domaneriam dicti archiepiscopi pertinent se aliqualiter intromittant, et, ne id faciant, eisdem districte et sub magnis penis nobis applicandis per suum arrestum inhibuit et inhibet curia nostra memorata. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum jussimus apponi sigillum. Datum in parlamento nostro, Parisius, in domo nostra prope Sanctum Paulum, die quinta mensis octobris, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quarto et regni nostri decimo quinto.

Per arrestum, *J. Villequin.*

CXIII (bis).

Executoire du susdit arrêt.

6 Mai 1395.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi, senescallo Lugduni, aut ejus locum tenenti, nec non primo parlamenti nostro hostiario vel servienti nostro, salutem. Ad supplicationem dilectorum nostrorum consulum et habitantium ville Lugduni, vobis et vestrum cuilibet qui super hoc fuerit requisitus, mandamus et commissimus quatinus, viso quodam arresto, in nostra presentia, die quinta mensis octobris ultimo lapsi, inter

procuratorem nostrum pro nobis ac dictos consules et habitantes, et dilectum ac fidelem consiliarium nostrum archiepiscopum Lugdunensem ac nonnullos alios prolato, illud juxta sui tenorem et formam, in quantum dictos consules et habitantes concernit dumtaxat, executioni debite demandetis, seu, vos baillive vel locumtenens, demandari faciatis. Tu insuper, hostiare vel serviens, prefatum archiepiscopum adjornes ad certam et competentem diem extraordinariam nostri presentis parlamenti, non obstante quod sedeat et ex causa, certas expensas in quibus ipse per dictum arrestum erga predictos consules et habitantes exstitit condempnatus taxari visuros et facturos quod fuerit rationis, curiam nostram predictam de adjornamento hujusmodi certifficando competenter. Ab omnibus autem justiciariis et subditis nostris vobis et vestrum cuilibet ac a vobis baillivo vel locumtenente deputandis in hac parte pareri volumus et jubemus. Datum Parisiis in parlamento nostro, VI^{a} die maii, anno Domini millesimo CCC^{mo} nonagesimo quinto et regni nostri XV^{to}. — Per cameram, *J. Villequin.*

CXIV.

Acquisition du broteau au-dessus du pont du Rosne au prouffit de la ville.

16 Septembre 1383.

NOS Humbertus de Edua, civis Cabilonensis, tenens sigillum commune regium in Matisconensi baillivia constitutum, et nos Bonitus Symeonis, bacalarius in decretis, regens officialatum Lugdunensem, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod coram Guillelmo de Cuysello de Ansa, clerico, auctoritate regia publico notario curieque nostri officialis jurato et ad hoc ab eodem domino nostro rege et nobis dicto officiali deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, propter ea que sequntur personaliter constitutus Peroninus de Nevre, civis Lugdunensis, sciens, prudens et spontanues, non vi, non dolo, non metu ad hoc inductus nec ab aliquo in aliquo, ut ipse asserit, super hoc circonventus, sed de juribus, facto et rationibus suis ad plenum in hac parte, ut dicit, certifficatus, advisus et penitus informatus, considerata in hac parte, ut dicit, utilitate sua maxima et comodo pariter evidenti, conditioneque sua et suo-

rum inde potiori efficienda, vendit tituloque et ex causa pure, perpetue, perfecte et irrevocabilis venditionis tradit vel quasi, cedit et concedit, quittat pariter et remittit pro se et suis heredibus et successoribus quibuscumque perpetue honorabilibus et providis viris Aynardo de Villanova, Matheo de Chaponnay, Guillelmo de Durchia, Thome de Varey, Petro Fabri, Guillelmeto Torcularoris et Andree Bonini, conconsulibus universitatis civitatis Lugduni rectoribusque et gubernatoribus fabrice seu operis pontis Rodani Lugduni, presentibus et super hoc cum dicto Peronino specialiter tractantibus, ipsisque et dicto publico notario jurato nostro ut publica persona, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus dicti pontis et ipsius operis perpetue, videlicet brotellum suum situm et contiguum ponti predicto a parte boree, videlicet a quadam pila lapidea dicti pontis fustei in qua sunt gradus pro descendendo in dicto brotello, prout se extendit, recta linea inspiciendo et extimando a predicta pila versus Marnoles, ex una parte, et juxta salicetum Sancti Yrenei Lugdunensis ostendendo, prout se extendit quoddam brachium Rodani, juxta iter per quod itur de Lugduno versus Vaux, ex altera, et juxta brotellum aux Reglars, prout se extendunt balme veteres, usque ad ripperiam Rodani, ex altera, et juxta iter per quod itur versus Vaux, altera, cum ipsius brotelli venditi et confinati ut supra fondo, ingressibus, egressibus, valoribus, proprietatibus, pertinentiis, appenditiis et ceteris suis juribus et dreyturis universis, pretio quadraginta francorum auri domini nostri regis et ad ejus signum et arma signatorum, boni auri et legictimi ponderis, habitorum realiter et receptorum per dictum Peroninum venditorem a predictis consulibus per manus Thome de Varey, concenserii dicti pontis, in eisdem franchis auri sibi dicto peronino venditori realiter et legictime per dictum Thomam numeratis et traditis et per dictum venditorem renumeratis et penes se retentis coram dicto publico notario jurato nostro et testibus infrascriptis. Item confitetur se habuisse et recepisse dictus Peroninus venditor dictis consulibus dicto nomine per manus dicti Thome de Varey alios quadraginta francos auri dicti domini nostri regis et nomine et ex causa emende, dampnorum, interesse per eundem Peroninum venditorem sustentorum et habitorum, ut asserit, rationem itinerum factorum in dicto brotello, arborum scisorum et sublatorum ab eodem et alias multipliciter occasione operis dicti pontis a decem annis citra, de quibus quaterviginti franchis auri sic ut supra habitis et realiter receptis dictus Peroninus venditor se tenet et habet pro se et suis a dictis consulibus dicto nomine et successoribus suis consulibus quibuscunque plenarie, integre et perfecte pro pagato, contento, soluto ac etiam satisfacto; et de ipsis quaterviginti franchis auri sic habitis et realiter receptis, prout supra, quittat dictus Peroninus venditor pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque perpetuo dictos consules dicto nomine presentes et stipulantes ut supra et successores suos consules ac bona dicti pontis quecumque coram dicto publico notario jurato nostro et testi-

bus infrascriptis liberat, remittit imperpetuum penitus et absolvit. Vendit inquam dictum brotellum sub onere simplicis servicii, videlicet duodecim denariorum viennensium aut fortium annuatim debitorum directo dominio domini de cujus directo dominio dictum brotellum est et movet; ab omnibus autem aliis serviciis, servitutibus, annualibus pensionibus, chargiis et usagiis quibuscunque liberum et francum dictum brotellum dictus Peroninus venditor vendit pro se et suis prout supra. Et si forte dictum brotellum venditum et confinatum ut supra plus valet ad presens aut valere seu ascendere poterit in futurum pretio et servicio predictis, totum illud plus, quodcunque et quantumcunque sit vel fuerit, dat, donat dictus Peroninus venditor pro se et suis dictis consulibus dicto nomine presentibus et stipulantibus ut supra donatione pura, perpetua, perfecta et irrevocabili facta inter vivos et eis modo, jure et forma quibus melius potest et debet ad bonum et sanum intellectum dictorum consulum commodumque et utilitatem dicti pontis perpetue. Devestiens se dictus Peroninus venditor pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque coram dicto publico notario jurato nostro et testibus infrascriptis de dicto brotello vendito et confinato ut supra ex causa venditionis predicte, et dictos consules dicto nomine presentes, ut supra investituram recipientes et solenniter stipulantes vice, nomine et ad opus dicti pontis perpetue ob eandem causam investit et in possessionem vel quasi corporalem, liberam et vacuam ponit et inducit de eodem per concessionem harum presentium litterarum; nichil juris, actionis, rationis, partis, proprietatis, possessionis, dominii, usagii, comodi, vel alicujus alterius petitionis seu reclamationis dictus Peroninus venditor sibi vel suis in, pro et super dicto brotello vendito et confinato ut supra de cetero modo aliquo retinendo, sed in dictos consules emptores dicto nomine totaliter transfert et transportat omnia jura, dominia, usagia, omnesque actiones reales et personales, meras, mixtas, utiles, directas, prethorias et civiles et alias quascunque, que et quas dictus venditor habet habereque potest et debet et sibi et suis competunt et competere possunt et debent, seu competere videntur quoquo modo, quacumque causa seu ratione vel occasione in, pro et super dicto brotello vendito et confinato ut supra suisque pertinentiis universis. Super quo quidem brotello vendito et confinato ut supra dictus Peroninus venditor facit et constituit pro se et suis dictos consules emptores dicto nomine presentes ut supra veros, certos et legictimos procuratores, possessores et dominos irrevocabiles, tanquam in rem suam propriam sibi dictis consulibus dicto nomine legictime ac pro justo et legali pretio venditam perpetue pariterque concessam, et ipsos consules emptores dicto nomine presentes et stipulantes ut supra dictus Peroninus venditor ponit loco sui et suorum in hac parte. Constituens, confitens et asserens dictus Peroninus venditor pro se et suis, coram dicto publico notario jurato nostro et testibus infrascriptis, se tenere vel quasi, possidere velle dictum brotellum venditum et confinatum ut supra, vice, precario nomine et ad opus dictorum consulum emptorum dicto nomine,

donec et quousque dicti consules emptores dicto nomine aut successores sui consules, possessionem ipsius brotelli venditi et confinati ut supra apprehenderint seu adepti et consequti fuerint corporalem, pacifficam et quietam. Quam vero possessionem apprehendendi seu adhipiscendi per se vel per alium, ex nunc in antea, quandocunque et quotienscunque dicti consules aut successores sui consules dicto nomine voluerint, auctoritate sua propria, mandato alterius domini vel superioris super hoc minime expectato vel quesito, dictus Peroninus venditor dat et concedit pro se et suis dictis consulibus dicto nomine presentibus ut supra, plenam, generalem et liberam potestatem ac speciale mandatum; pactum reale et personale, validum et efficax, firma et solenni stipulatione vallatum jurejurando roboratum et perpetue duraturum faciens et contrahens dictus Peroninus venditor, pro se et suis, cum dictis consulibus emptoribus dicto nomine, presentibus ut supra, coram dicto publico notario, jurato nostro et testibus infrascriptis, de non petendo, exigendo vel aliquid aliqualiter ulterius decetero reclamando per se vel per alium quoquomodo ab ipsis consulibus emptoribus dicto nomine dicti brotelli venditi et confinati, seu ipsius pretii supra habiti et realiter recepti ratione seu causa. Inmo, si forte, quod absit, aliquis vel aliqui dictos consules emptores aut successores suos consules dicto nomine in, pro et super dicto brotello vendito et confinato ut supra, in toto vel in parte, qualitercunque impedirent, perturbarent, molestarent, vexarent, inquietarent aut in causam traherent, seu vim vel violentiam inferrent, promittit dictus Peroninus venditor pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque coram dicto publico notario jurato nostro et testibus infrascriptis, per pactum validum et expressum firma et solenni stipulatione vallatum, et per juramentum suum super sancta Dei euvangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum, mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcunque, se pro dictis consulibus emptoribus et suis successoribus consulibus dicto nomine quibuscunque, prima die qua eviccerentur, in judicio vel extra opponere et ad justiciam respondere, totamque causam, litem et litigium in se suscipere et transferre, et de eis dictos consules emptores et suos successores consules quoscunque dicto nomine deffendere, garentire et amparare contra omnes et ab omnibus, dictumque brotellum venditum et confinatum ut supra sub onere simplicis servicii predicti et ab omnibus aliis chargiis et omnibus quibuscunque liberum et francum eisdem consulibus emptoribus dicto nomine manutenere in pace et de evictione totali et particulari observare, et facere et prestare eisdem consulibus emptoribus dicto nomine et successoribus suis consulibus quibuscunque, re evicta vel non evicta, expectata vel non expectata, interloqutoria vel diffinitiva sententia seu litis contestatione aut denonciatione aliqua, omnia et singula que in casu seu causa evictionis et dampni illati seu passi et que in talibus et consimilibus debent et consueverunt fieri quomodolibet et prestari suis ipsius venditoris et suorum propriis

sumptibus et expensis, predictasque venditionem, dicti pretii solutionem et ipsius quictationem, donationem, devestituram, investituram, juris translationem, constitutionis pactum et omnia alia universa et singula supra et infrascripta in presentibus litteris contenta attendere et complere ac ratas, gratas et firmas, rataque, grata et firma habere pro se et suis perpetueque tenere ac firmiter et inviolabiliter observare, et contra predicta vel aliqua de predictis aut subsequentibus, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, modo aliquo de decetero non facere vel venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, neque prestare auxilium, consilium, opem, juvamen, favorem vel assensum; dampna vero, interesse, costamenta, gravamina, deperdita omnia omnesque sumptus, missiones et expensas que, quos et quas dicti consules emptores aut successores sui consules dicto nomine facerent, incurrerent seu etiam sustinerent qualitercunque ratione et occasione premissorum omnium vel alicujus eorundem, per dictum venditorem promissorum non attenditarum, non completorum, non manutenutorum in pace, firmiter et inviolabiliter non observatorum, prout superius est expressum, promittit dictus venditor pro se et suis, coram publico notario jurato nostro et testibus infrascriptis, sub juramento et obligatione suis predictis, reddere, restituere plenarie et integre resarcire dictis consulibus emptoribus dicto nomine, una cum attenditione et complemento omnium et singulorum premissorum. Super quibus dampnis, interesse, missionibus et expensis, si fierent aut facta quomodolibet reperirentur, ac super quantitate, taxatione et extimatione eorumdem tenetur et vult dictus venditor pro se et suis stare et credere et deferre soli et simplici juramento dictorum consulum emptorum et successorum suorum consulum dicto nomine seu eorum certi procuratoris vel mandati, sine libello, sine testibus et omni alia probatione super hoc minime requirenda, se, suos et heredes et successores quoscunque et bona sua quecumque, quantum ad predicta omnia et singula attendenda, complenda, manutenenda in pace, firmiter et inviolabiliter observanda, juriditionibus, compulsionibus et potestatibus domini nostri Francorum regis suique baillivi et nostri cancellarii Matisconensis baillivie ipsiusque et nostri locatenentium apud Matisconem et Lugdunum et ad causas et recensiam curie regie burgi Insule Barbare ac nostri officialis predicti et curie nostre et successorum nostrorum in ipsa, judicisque et correarii curie secularis Lugduni presentium et futurorum quorumcunque dictus Peroninus venditor totaliter supponendo ac etiam submittendo, et insuper compelli, cogi et coherceri volendo per omnes curias et juriditiones predictas et earum quemlibet insimul et divisim, uno et eodem contextu temporis et diversis temporibus, ita quod executio unius curie non impediat aliam nec alia aliam, illa constitutione sacro approbante concilio et quavis alia non obstante; non obstante etiam jure dicente quod ubi judicium ceptum fuerit ibi finem accipere debeat; quibus constitutioni et juri dictus Peroninus venditor pro se et suis

per suum prestitum juramentum renunciat in hac parte specialiter et expresse. Renuncians dictus Peroninus venditor pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque, coram dicto publico notario jurato nostro et testibus infrascriptis, in hoc facto, ex sua certa sciencia et per suum jam prestitum juramentum, omni actioni juris et exceptioni, ac exceptioni dicti brotelli pro justo et legali pretio non venditi et perpetuo non concessi, dicti pretii ut supra non habiti et non recepti, dictarumque venditionis, traditionis, cessionis, concessionis, donationis, devestiture, investiture, juris translationis, constitutionis, pacti, promissionis, obligationis et suppositionis ut supra rite et legictime non factarum, et omnium et singulorum premissorum non ita actorum ut sunt superius narrata, doli, metus et in factum, spei future habitionis et receptionis, omni lesioni, deceptioni, circunventioni, fraudi, gravamini et errori, conditioni sine causa vel ex injusta seu ex falsa causa, et conditioni ab causam, juri dicenti confessionem extra judicium et coram non suo judice factam non valere, et juri per quod deceptis in contractibus subvenitur, et per quod idem dicitur esse nullus, juri dicenti plus valere quod in veritate agitur propter quod simulate concipitur, juri dicenti rem inter alios actam aliis prejudicare non posse, juri dicenti donationem ob merita pretensa factam non valere, nisi de meritis doceatur, omnibusque causis ingratitudinis in jure insertis, que permittant revocationem rerum fieri donatarum, omni beneficio restitutionis in integrum, juri dicenti subicientem se aliene juriditioni ante litem contestatam posse penitere, juri dicenti neminem propter unam et eamdem causam ac diversa judicia debere trahi per diversos judices compelli vel affligi, omni appellationis, provocationis, supplicationis et bonorum cessionis remedio, quinquennalibus et decennalibus induciis, feriis, dilationibus, gratiis, previlegiis, indulgenciis, litteris et rescriptis quibuscunque, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, copie presentium litterarum, et omni juri canonico et civili, jurique dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem dicti Peronini venditoris nobis oblatas pro ipso per dictum publicum regium notarium juratum nostrum, cui fidem super hiis plenariam adhibemus, nos cancellarius predictus sigillum commune regium predictum, et nos regens officialatum sigillum curie ipse presentibus litteris duximus apponenda. Actum et datum Lugduni, die decima sexta mensis septembris, anno Domini millesimo tercentesimo octogesimo tertio, presentibus Jaquemeto de Gez et Micheleto Chavence, civibus Lugduni, pro testibus ad premissa vocatis et rogatis.

Subscriptio notarii talis est : Et ego predictus publicus regius notarius dicte curie juratus presentem litteram expedivi sub hoc signo meo. *G. de Cuysello.*

CXV

Vente passée par Catherine de Villeneuve, veuve d'Hugues Chevrier, de certaines maisons sises près la chappelle du Saint-Esprit.

5 Octobre 1385.

NOS Johannes Forcodi, bacalarius in legibus, custos sigilli communis regii in Matisconensi baillivia constituti, et nos Matheus de Marcilliaco, licenciatus in decretis, decanus Montisbrisonis, officialis Lugdunensis, et nos Petrus Burle, legum doctor, judex curie secularis Lugduni, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod coram Guillelmo de Cuysello, auctoritate regia publico notario et curiarum nostrarum nostrum officialis et judicis predictorum jurato et ad hoc a domino nostro Francorum rege et nobis officiali et judice predictis deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, propter ea que sequntur, personaliter constituta Katherina de Villanova, relicta quondam Guioneti Caprarii, civis Lugduni, sciens, prudens et spontanea, non vi, non dolo, non metu ad hoc inducta, nec ab aliquo in aliquo, ut ipsa asserit, super hoc circonventa, sed de juribus, facto et actionibus suis ad plenum in hac parte, ut dicit, certissima, advisa et penitus informata; considerata et inspecta in hac parte, ut dicit, utilitate sua maxima et comodo pariter evidenti, vendit titulo et ex causa pure, perpetue, perfecte et irrevocabilis venditionis, tradit vel quasi cedit et concedit pariter et remittit pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque perpetue honorabilibus viris consulibus universitatis civitatis Lugduni, rectoribus et gubernatoribus operis pontis Rodani Lugdunensis et ipsius emolumentorum, licet absentibus, tamen dicto publico notario et jurato, ut publica persona, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus dicti pontis, pretio justo, legali, equipolenti et sufficienti, ut asserit dicta Katherina venditrix, videlicet triginta septem librarum et decem solidorum turonensium monete regie, cujus viginti solidi valent unum francum auri domini nostri regis, habitarum et realiter receptarum per dictam Katherinam venditricem a predictis consulibus dicto nomine in triginta septem franchis auri et decem solidis turonensium argenti sibi ipsi Katherine venditrici per manus Robineti La Playe, receptoris emolumentorum dicti pontis, coram dicto publico notario et jurato et testibus infrascriptis, de quibus triginta septem libris et decem solidis turonensium sic habitis et realiter receptis prout supra, dicta Katherina venditrix se tenet et habet pro se et suis a predictis consulibus dicto nomine plenarie, integre et perfecte pro pagata, contenta, soluta ac etiam satisfacta; et de ipsis

triginta septem libris et decem solidis turonensium sic, ut prefertur, realiter habitis et receptis, quittat dicta Katherina venditrix pro se et suis dictos consules dicto nomine, coram dicto publico notario et jurato et testibus infrascriptis, liberat, remittit imperpetuum penitus et absolvit. Vendit, inquam, quasdam domos ipsius Katherine venditricis sitas Lugduni, a parte imperii, juxta domum Guiotti Michonis, civis Lugduni, ex una parte, et juxta capellam Sancti Spiritus dicti pontis, ex parte altera, cum ipsarum domorum venditarum et confinatarum ut supra fondis, ingressibus, egressibus, valoribus, proprietatibus, pertinentiis, appendentiis et ceteris suis juribus et dreyturis universis, sub onere simplicis servicii annuatim debiti directo domino de cujus directo dominio dicte domus sunt et movent, ab omnibus aliis servitiis, servitutibus, annualibus pensionibus, chargiis et oneribus quibuscunque liberas et franchas dictas domos dicta Katherina venditrix vendit dictis consulibus dicto nomine prout supra. Et si forte domus vendite et confinate ut supra plus valent ad presens, aut valere seu ascendere poterunt in futurum pretio supradicto, totum illud plus, quodcunque et quantumcunque sit vel fuerit, dat, donat dicta Katherina venditrix pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque dictis consulibus emptoribus dicto nomine, tanquam sibi gratis et benemeritis, donatione pura, perpetua, perfecta et irrevocabili facta inter viros, omnique alio modo, jure et forma quibus melius potest et debet ad bonum et sanum intellectum dictorum consulum emptorum dicto nomine comodumque et utilitatem dicti pontis perpetue. Devestiens se dicta Katherina venditrix pro se et suis, coram dicto publico notario et jurato et testibus infrascriptis, de domibus venditis ut supra ex causa venditionis, et dictos consules emptores dicto nomine, in persona dicti publici regii notarii et jurati stipulantis et recipientis vice, nomine et ad opus dicti pontis ob eamdem causam, investit et in possessionem vel quasi corporalem, liberam et vacuam ponit et inducit de eisdem per concessionem harum presentium litterarum ; nichil juris, actionis, rationis, partis, proprietatis, possessionis, dominii, usagii, commodi vel alicujus alterius petitionis seu reclamationis dicta Katherina venditrix sibi vel suis in, pro et super dictis domibus venditis ut supra decetero modo aliquo retinendo, sed in dictos consules emptores dicto nomine totaliter transfert et transportat omnia jura, dominia, usagia, omnesque actiones reales et personales, meras, mixtas, utiles, directas, prethorias et civiles et alias quascunque, que et quas dicta Katherina venditrix habet habereque potest et debet et sibi et suis competunt et competere possunt et debent seu competere videntur quoquomodo, quacumque causa seu ratione vel occasione in, pro et super domibus venditis predictis earumque pertinentiis universis. Super quibus quidem rebus venditis ut supra dicta Katherina venditrix facit et constituit pro se et suis dictos consules emptores dicto nomine veros, certos et legictimos procuratores, possessores et dominos irrevocabiles, tanquam in rem propriam dicti pontis sibi dicto

nomine legictime pro justo et legali pretio venditam perpetuo pariterque concessam, et ipsos consules dicto nomine dicta Katherina venditrix ponit loco sui et suorum in hac parte; constituens, confitens et asserens dicta Katherina venditrix pro se et suis se tenere vel quasi possidere velle domos venditas predictas vice, precario nomine et ad opus dicti pontis, donec et quousque dicti consules emptores dicto nomine possessionem dictarum domorum venditarum ut supra apprehenderint seu adhepti et consecuti fuerint corporalem, paciffiicam et quietam, quam vero possessionem apprehendendi seu adhipiscendi per se vel per alium ex nunc in antea, quandocunque et quotienscumque dicti consules emptores dicto nomine voluerint auctoritate sua propria, mandato alicujus domini vel superioris super hoc minime expectato vel quesito, dicta Katherina venditrix dat et concedit pro se et suis consulibus ipsis emptoribus dicto nomine plenam, generalem et liberalem potestatem ac speciale mandatum. Pactum reale et personale, validum et efficax, firma et solenni stipulatione vallatum, jurejurando roboratum et perpetue duraturum faciens et contrahens dicta Katherina venditrix pro et suis cum predicto publico regio notario et jurato presente et stipulante ut supra in presentia testium infrascriptorum et coram ipsis de non petendo, exigendo vel aliquid aliqualiter ulterius decetero reclamando per se, vel per alium, quo quomodo ab ipsis consulibus emptoribus dicto nomine dictarum domorum venditarum ut supra seu ipsarum pretii ut supra realiter recepti et habiti ratione seu causa. Ymo, si forte, quod absit, aliquis vel aliqui dictos consules emptores dicto nomine in, pro et super domibus venditis ut supra, in toto vel in parte, qualitercumque impedirent perturbarent, molestarent, vexarent, inquietarent aut in causam traherent, seu vim vel violentiam inferrent, promittit dicta Katherina venditrix pro se et suis, coram dicto publico regio notario et jurato stipulante ut supra et testibus infrascriptis, per juramentum suum super sancta Dei euvangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium, dotalium et paraffernalium, presentium et futurorum quorumcumque, se pro dictis consulibus emptoribus dicto nomine, prima die qua eviccerentur, in judicio et extra opponere et ad justiciam respondere totamque causam et litigium et onus litis in se totaliter suscipere et transferre, et de eis dictos consules emptores dicto nomine deffendere, garentire et amparare contra omnes et ab omnibus, dictasque domos venditas ut supra dictis consulibus emptoribus dicto nomine manutenere in pace et de evictione dotali et particulari observare, et facere et prestare dictis consulibus emptoribus dicto nomine, re evicta vel non evicta, expectata vel non expectata, interloqutoria vel deffinitiva sentencia seu litis contestatione aut denunciatione aliqua, omnia et singulaque in casu seu causa evictionis et dampni illati seu passi et que in talibus et consimilibus debent et consueverunt fieri quomodolibet et prestari suis ipsius Katherina venditricis et suorum propriis sumptibus, missionibus et expensis, predictasque venditionem, pretii predicti

realem solutionem, ipsius quittationem, devestituram, investituram juris translationem, constitutionem, pactum, et omnia alia universa et singula supra et infrascripta in presentibus litteris contenta attendere et complere, ac ratas, gratas et firmas rataque, grata et firma habere pro se et suis perpetueque tenere ac firmiter et inviolabiliter observare, et contra predicta vel aliqua de predictis aut subsequentibus, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, modo aliquo de cetero non facere vel venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, neque prestare auxilium, consilium, opem, juvamen, favorem vel assensum. Dampna vero, interesse, costamenta, gravamina, deperdita omnia omnesque sumptus, missiones et expensas, que, quos et quas dicti consules emptores dicto nomine facerent, incurrerent seu etiam sustinerent qualitercunque ratione et occasione premissorum omnium vel alicujus eorumdem per dictam Katherinam venditricem promissorum non attenditorum, non completorum, non manutenutorum in pace firmiter et inviolabiliter non observatorum, prout superius est expressum, promittit dicta Katherina venditrix pro se et suis coram dicto publico regio notario et jurato stipulante ut supra et testibus infrascriptis, sub juramento et obligatione suis predictis, reddere, restituere plenarie et integre resarcire dictis consulibus emptoribus dicto nomine una cum attenditione et complemento omnium et singulorum premissorum. Super quibus dampnis, interesse, missionibus et expensis, si fierent aut facta quomodolibet reperirentur, ac super quantitate, taxatione et extimatione eorumdem tenetur et vult dicta Katherina venditrix pro se et suis stare, credere et deferre soli et simplici juramento dictorum consulum emptorum dicto nomine, sine libello, sine testibus et omni alia probatione super hoc minime requirenda; se suos heredes et successores quoscunque et bona sua quecunque, quantum ad predicta omnia et singula attendenda, manutenenda in pace firmiter et inviolabiliter observanda, juriditionibus, compulsionibus et potestatibus domini nostri Francorum regis suique baillivi Matisconensis et senescalli Lugduni et loca sua tenentium apud Matisconem et Lugdunum, et ad causas et recensiam curie regie burgi Insule Barbare ac nostris nostrorum custodis, officialis et judicis predictorum et curiarum nostrarum et successorum nostrorum in ipsis presentium et futurorum quorumcunque, dicta Katherina venditrix totaliter supponendo ac etiam submittendo, et insuper compelli, cogi et coherceri volendo per omnes curias et juriditiones predictas et earum quamlibet insimul et divisim, uno et eodem contextu temporis et diversis temporibus, ita quod executio unius curie non impediat aliam, nec alia aliam, illa constitutione sacro approbante concilio et quavis alia non obstante, etiam jure dicente quod ubi judicium ceptum fuerit, ibi finem accipere debeat; quibus constitutioni et juri dicta Katherina venditrix pro se et suis, per suum prestitum juramentum, renunciat in hac parte specialiter et expresse. Renuncians dicta Katerina venditrix pro se et suis, coram dicto publico notario et jurato et testibus

infrascriptis in hoc facto, ex sua certa sciencia et per suum jam prestitum juramentum, omni actioni juris et exceptioni, ac exceptioni dictarum domorum pro justo et legali pretio ut supra non venditarum et perpetuo non concessarum, dicti pretii ut supra realiter non habiti et non recepti, dictarumque venditionis, pretii predicti realis solutionis, ipsius quittationis, devestiture, investiture, juris translationis, constitutionis, pacti, promissionis, obligationis et suppositionis ut supra rite et legictime non factarum et omnium et singulorum premissorum non ita actarum, ut sunt superius narrata, doli, mali, metus et in factum, spei future habitionis et receptionis, omni lesioni, deceptioni, circumventioni, fraudi, gravamini et errori, conditioni sine causa vel ex injusta causa, et conditioni ob causam, juri dicenti confessionem extra judicium et coram non suo competenti judice factam non valere, et juri per quod deceptus in contractibus subvenitur et per quod idem dicitur esse nullus, juri dicenti plus valere quod in veritate agitur quam quod simulate concepitur, juri dicenti donationem ob merita pretensa factam non valere, nisi de meritis doceantur, omnibus causis ingratitudinis in jure insertis, que permittunt revocationem rerum fieri donatarum, rei minori pretio vel minus dimidia justi pretii vendite subsidio, restitutionis in integrum beneficio, dotis et ypothece senatus consulti ac Velleyani privilegio, legi Julie de fundo dotali non alienando, juri dicenti mulieribus in jure vel in facto suis errantibus succurendum fore, et omni alii juri beneficio et privilegio in favorem mulierum introducto, juri dicenti subicientem se aliene juriditioni ante litem contestatam posse penitere, juri dicenti neminem propter unam et eandem causam ad diversa judicia debere trahi aut per diversos judices compelli vel affligi, omni appellationis, provocationis, supplicationis et bonorum cessionis remedio, quinquennalibus et decennalibus induciis, feriis, dilationibus, gratiis, privilegiis, litteris et rescriptis quibuscunque, omni absolucioni, relaxationi et dispensacioni juramenti, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, copie presentium litterarum, et omni juri canonico et civili, jurique dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem dicte Katherine venditricis nobis oblatas pro ipsa per dictum publicum regium notarium et juratum, cui fidem super hiis plenariam adhibemus, nos custos predictus sigillum commune regium predictum, et nos dictus officialis sigillum curie nostre et nos judex prefatus sigillum curie secularis predicte litteris presentibus duximus apponenda. Actum et datum Lugduni, die quinta mensis octobris, anno Domini millesimo CCC° octogesimo quinto, presentibus Humberto Pipini et Alexandro Fabri, religatoribus librorum, civibus Lugduni, presentibus ad premissa vocatis et rogatis. — Subscriptio notarii talis est : — Et ego predictus Guillelmus de Cuysello, auctoritate regia publicus notarius et curiarum predictarum juratus, presentem litteram expedivi sub hoc signo meo. *G. de Cuysello.*

CXVI

Vente passée par Jean Galvaing d'une maison sise près la porte de Bourneuf.

15 Juin 1390.

NOS Andreas Esperonis, licenciatus in legibus, custos sigilli communis regii in Matisconensi baillivia constituti, et nos Matheus de Marcilliaco, licenciatus in decretis, decanus Montisbrisonis, officialis Lugdunensis, et nos Petrus Burle, legum doctor, judex curie secularis Lugduni, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum nuper, scilicet pro novo et jocundo adventu domini nostri regis, ex deliberatione consilii regii Lugduni residentis, etiam de voluntate, consensu et ad requestam honorabilium virorum consulum universitatis dicte civitatis Lugduni, quedam domus Johannis Galvaing, civis Lugdunensis, site prope portam dicte civitatis vocatam de Bornue, videlicet in pede montis ibidem existentis a parte solis occasum, ex una parte, et juxta tenementum religiosarum sororum priorisse et conventus Sancti Martini le Pol, ex alio latere, que accessum visumque et respectum dicte porte quamplurimum occupabat, eversa fuerit et penitus demolita, propter quod dictus Johannes consules dicte civitatis pluries requisivit ut ipsi sibi pro dicta domo sua sic demolita de bonis communibus dicte civitatis persolvere vellent ad dictum et taxationem juratorum dicte civitatis; hinc est quod dictus Johannes Galvaing propter ea que sequntur personaliter constitutus coram Guillelmo de Cuysello, auctoritate regia publico notario et curiarum nostrarum nostrum officialis et judicis predictorum jurato et ad hoc a dicto nostro Francorum rege et nobis officiali et judice predictis deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, sciens, prudens et spontaneus, confitetur et in veritate publice recognoscit, dicit et asserit se habuisse et recepisse a consulibus dicte universitatis, licet absentibus, tamen dicto publico notario et jurato, ut publica persona, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus dictorum consulum dicto nomine, videlicet viginti sex libras turonensium valentes viginti sex francos auri domini nostri regis, quas dicti jurati adjudicaverunt et taxaverunt dicto Johanni per consules ipsos debere tradi et persolvi ex et pro pretio domus predicte ac in ejus solutum et compensationem. Et propterea dictus Johannes Galvaing vendit titulo et ex causa pure, perpetue, perfecte et irrevocabilis venditionis, tradit vel quasi, cedit et concedit

pariter et remittit pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque perpetue consulibus dicte universitatis, licet absentibus, tamen dicto publico regio notario et jurato stipulante et recipiente, ut supra, ad opus dicte communitatis Lugduni, videlicet plateam domus demolite ut supra, ac totum marrinum a dicta domo substractum, ut pote lapides, tegulas, trabes, ferramenta et quecunque alia que a domo predicta fuerunt substracta, pretio dictarum viginti sex librarum turonensium, quod pretium dictus Johannes venditor confitetur fore justum et legale ipsumque habuisse et recepisse a consulibus predictis emptoribus dicto nomine prout supra. De quo quidem pretio, sic ut supra habito et recepto, dictus Johannes venditor se tenet et habet pro se et suis a predictis consulibus emptoribus dicto nomine plenarie, integre et perfecte pro pagato, contento, soluto ac etiam satisfacto, et de ipso pretio, sic, ut prefertur, habito et recepto, quittat dictus Johannes venditor pro se et suis dictos consules emptores dicto nomine, coram dicto publico regio notario et jurato et testibus infrascriptis, liberat, remittit imperpetuum penitus et absolvit, cum ipsius platee vendite ut supra fondo, ingressibus, egressibus, valoribus, proprietatibus, pertinentiis, appendentiis et ceteris suis juribus et dreyturis universis. Et si forte plattea vendita ut supra plus valet ad presens aut valere seu ascendere poterit in futurum pretio supradicto, totum illud plus, quodcunque et quantumcunque sit vel fuerit, dat, donat dictus Johannes venditor pro se et suis dictis consulibus emptoribus dicto nomine, tanquam sibi gratis et benemeritis, donatione pura, perpetua, perfecta et irrevocabili facta inter vivos, omnique alio modo, jure et forma quibus melius potest et debet, ad bonum et sanum intellectum dictorum consulum emptorum dicto nomine comodumque et utilitatem dicte universitatis perpetue. Devestiens se dictus Johannes venditor pro se et suis, coram dicto publico notario et jurato stipulante ut supra et testibus infrascriptis, de dicta platea vendita ut supra ex causa venditionis predicte, et dictos emptores dicto nomine, in persona dicti publici regii notarii et jurati stipulantis et recipientis vice, nomine et ad opus universitatis predicte, ob eandem causam investit, et in possessionem, vel quasi, corporalem, liberam et vacuam ponit et inducit de eadem per concessionem harum presentium litterarum; nichil juris, actionis, rationis, partis, proprietatis, possessionis, domini, usagii, comodi vel alicujus alterius petitionis seu reclamationis dictus Johannes venditor sibi vel suis in, pro et super platea vendita ut supra de cetero, modo aliquo, retinendo, sed in dictos consules emptores dicto nomine totaliter transfert et transportat omnia jura, dominia, usagia, omnesque actiones reales et personales, meras, mixtas, utiles, directas, prethorias et civiles et alias quascunque, que et quas dictus Johannes venditor habet habereque potest et debet et sibi et suis competunt et competere possunt et debent, seu competere videntur quoquomodo, quacunque causa seu ratione vel occasione, in, pro et super dicta platea vendita ut supra, suisque pertinentiis universis. Super qua

quidem platea vendita ut supra dictus Johannes venditor facit et constituit pro se et suis dictos consules emptores dicto nomine veros, certos et legictimos procuratores, possessores et dominos irrevocabiles tanquam in rem propriam universitatis predicte sibi dicto nomine legictime venditam perpetuo pariterque concessam, et ipsos consules emptores dicto nomine dictus Johannes venditor ponit loco sui et suorum in hac parte. Constituens, confitens et asserens dictus Johannes venditor pro se et suis tenere, vel quasi, possidere velle plateam venditam ut supra vice, precario nomine et ad opus universitatis predicte, donec et quousque dicti consules dicto nomine possessionem platee vendite ut supra apprehenderint seu adhepti et consequti fuerint corporalem, paciffficam et quietam; quam vero possessionem apprehendendi seu adhipiscendi per se vel per alium, ex nunc in antea, quandocunque et quotienscunque dicti consules emptores dicto nomine voluerint, auctoritate sua propria, mandato alicujus domini vel superioris super hoc minime expectato vel quesito, dictus venditor dat et concedit pro se et suis dictis consulibus emptoribus dicto nomine plenam, generalem et liberam potestatem ac speciale mandatum ; pactum reale et personale, validum et efficax et solenni stipulatione vallatum jurejurando roboratum et perpetue duraturum faciens et contrahens dictus Johannes venditor pro se et suis cum predicto regio notario et jurato presente et stipulante ut supra, in presentia testium infrascriptorum et coram ipsis de non petendo, exigendo, vel aliquid aliqualiter ulterius decetero reclamando per se vel per alium, quoquomodo, ab ipsis consulibus emptoribus dicto nomine, dicte platee vendite seu ipsius pretii ut supra habiti et recepti ratione seu causa. Ymo, si forte, quod absit, aliquis vel aliqui dictos consules emptores dicto nomine in, pro et super platea vendita ut supra, in toto vel in parte, qualitercunque impedirent, perturbarent, molestarent, vexarent, inquietarent aut in causam traherent seu vim vel violenciam inferrent, promittit dictus Johannes venditor pro se et suis, coram dicto publico regio notario et jurato et testibus infrascriptis per juramentum suum super sancta Dei euvangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcunque, se pro dictis consulibus emptoribus dicto nomine, prima die qua eviccerentur, in judicio et extra opponere et ad justiciam respondere, totamque causam, litem et litigium et onus litis in se suscipere et transferre, et de eis dictos consules emptores dicto nomine deffendere, garentire et amparare contra omnes et ab omnibus, dictamque plateam venditam ut supra dictis consulibus emptoribus dicto nomine manutenere in pace, et de evictione totali et particulari observare et facere et prestare dictis consulibus emptoribus dicto nomine, re evicta vel non evicta, expectata vel non expectata, interloqutoria vel diffinitiva sententia seu litis contestatione aut denunciatione aliqua, omnia et singula que in casu seu causa evictionis et dampni illati seu passi, et que in talibus et consimilibus debent et consueverunt fieri quomo-

dolibet et prestari, suis ipsius venditoris et suorum propriis sumptibus et expensis, preditasque venditionem, pretii predicti solutionem, ipsius quittationem, devestituram, investituram, juris translationem, constitutionem, pactum, et omnia alia universa et singula supra et infrascripta in presentibus litteris contenta attendere et complere ac ratas gratas et firmas rataque, grata et firma habere pro se et suis perpetueque tenere ac firmiter et inviolabiliter observare, et contra predicta vel aliqua de predictis aut subsequentibus, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, modo aliquo de cetero non facere vel venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, neque prestare auxilium, consilium, opem, juvamen, favorem vel assensum ; dampna vero, interesse, costamenta, gravamina, deperdita omnia omnesque sumptus, missiones et expensas, que, quos et quas dicti consules emptores dicto nomine facerent, incurrerent seu etiam sustinerent qualitercunque ratione et occasione premissorum omnium vel alicujus eorundem per dictum Johannem venditorem promissorum non attenditorum, non completorum, non manutenutorum in pace firmiter et inviolabiliter non observatorum, prout superius est expressum, promittit dictus Johannes venditor pro se et suis, coram dicto publico notario et jurato et testibus infrascriptis, sub juramento et obligatione suis predictis reddere, restituere plenarie et integre resarcire dictis consulibus emptoribus dicto nomine, una cum attenditione et complemento omnium et singulorum premissorum. Super quibus dampnis, interesse, missionibus et expensis, si fierent aut facta quomodolibet reperirentur, ac super quantitate, taxatione et extimatione eorundem tenetur et vult dictus Johannes venditor pro se et suis stare, credere et deferre soli et simplici juramento dictorum consulum emptorum dicto nomine, sine libello, sine testibus et omni alia probatione super hoc minime requirenda. Se, suos et bona sua quecunque, quantum ad predicta omnia et singula attendenda, complenda, manutenenda in pace firmiter et inviolabiliter observanda, juridicionibus, compulsionibus et potestatibus domini nostri Francorum regis suique baillivi Matisconensis et senescalli Lugduni et loca sua tenentium apud Matisconem et Lugdunum, et ad causas et recensiam curie regie burgi Insule Barbare, ac nostris nostrum custodis, officialis et judicis predictorum et curiarum nostrarum et successorum nostrorum in predictis presentium et futurorum quorumcunque, dictus Johannes venditor totaliter supponendo ac etiam submittendo, et insuper compelli, cogi et coherceri volendo per omnes curias et juridiciones predictas et earum quemlibet, insimul et divisim, uno et eodem contextu temporis et diversis temporibus, ita quod exequtio unius curie non impediat aliam, nec alia aliam, illa constitutione sacro approbante concilio et quavis alia non obstante ; non obstante etiam jure dicente quod ubi judicium ceptum fuerit, ibi finem accipere debeat ; quibus constitutioni et juri dictus Johannes venditor pro se et suis, per suum prestitum juramentum renunciat in hac parte specialiter et expresse.

Renuncians dictus Johannes venditor pro se et suis, coram dicto publico notario et jurato et testibus infrascriptis in hoc facto, ex sua certa sciencia et per suum jam prestitum juramentum, omni actioni juris et exceptioni, ac exceptioni dicte platee pro justo et legali pretio ut supra non vendite et perpetuo non concesse, dicti pretii ut supra non habiti et non recepti, dictarumque venditionis, pretii predicti solutionis, ipsius quittationis, devestiture, investiture, juris translationis, constitutionis, pacti, promissionis, obligationis et suppositionis ut supra rite et legittime non factarum et omnium et singulorum premissorum non ita actorum, ut sunt superius narrata, doli, mali, metus et in factum, spei future habitionis et receptionis, omni lesioni, deceptioni, circumventioni, fraudi, gravamini et errori, conditioni sine causa vel ex injusta causa, et conditioni ab causam, juri dicenti confessionem extra judicium et coram non suo competenti judice factam non valere, et juri per quod deceptis in contractibus subvenitur et per quod idem dicitur esse nullus; juri dicenti plus valere quod in veritate agitur quam quod simulate concipitur; juri dicenti donationem ob merita pretensa factam non valere, nisi de meritis doceatur; omnibus causis ingratitudinis in jure insertis, que permittunt revocationem rerum fieri donatarum; rei minori pretio vel minus dimidia justi pretii vendite; subsidio restitutionis in integrum; beneficio juris dicentis se aliene juridicioni ante litem contestatam posse penitere; juri dicenti neminem propter unam et eandem causam ad diversa judicia debere trahi aut per diversos judices compelli vel affligi, omni appellationis, provocationis, supplicationis et bonorum cessionis remedio, quinquennalibus et decennalibus induciis, feriis, dilationibus, gratiis, privilegiis, litteris et rescriptis quibuscunque, omni absolutioni, relaxationi et dispensationi juramenti, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, copie presentium litterarum et omni juri canonico et civili, jurique dicenti generalem renuntiationem non valere, nisi precesserit specialis. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem dicti Johannis venditoris nobis oblatas pro ipso per dictum publicum regium notarium et juratum, cui fidem super hiis plenariam adhibemus, nos custos predictus sigillum commune regium predictum, et nos dictus officialis sigillum curie nostre, et nos judex prefatus sigillum curie secularis predicte litteris presentibus duximus apponenda. Actum et datum Lugduni, die decima quinta mensis Junii, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo, presentibus Jaquemeto de Sancto Bartholomeo, Stephano Dauveti et Johanne Costantini, clericis, notariis, civibus et habitatoribus Lugduni, pro testibus ad premissa vocatis et rogatis.

Subscriptio notarii talis est: Et ego predictus Guillelmus de Cuysello, auctoritate regia publicus notarius et curiarum predictarum juratus, presentem litteram expedivi sub hoc signo meo. *G. de Cuysello.*

CXVII

Vente passée par Jean Portier dit Carrichon d'une grange près la porte des Farges.

1er Décembre 1399.

NOS Anthonius Chuffaing, legum doctor, custos sigilli communis regii in Matisconensi baillivia constituti, et nos Johannes de Fargiis, licenciatus in legibus, cantor Sancti Nicecii, officialis Lugdunensis, et nos Petrus Burle, legum doctor, judex curie secularis Lugduni, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod coram Guillelmo de Cuysello, auctoritate regia publico notario et curiarum nostrum officialis et judicis predictorum jurato et ad hoc a domino nostro Francorum rege et nobis officiali et judice predictis deputato, presentibus etiam testibus infrascriptis, propter ea que sequntur personaliter constituti Johannes Porterii alias Carrichon, Ysabella, ejus uxor, Johannes, eorum filius, et Johanneta, ejusdem filii uxor, cives Lugduni, dictus vero filius de dicti patris sui, ac uxores predicte de auctoritatibus, jussu, licencia, voluntate et mandato expressis dictorum maritorum suorum presentium, volentium, jubentium auctoritatemque, licenciam et mandatum eisdem universaliter in hac parte prestantium et dantium, scientes et spontanei, non vi, non dolo, non metu ad hoc inducti nec ab aliquo in aliquo, ut ipsi asserunt, super hoc circonventi, sed de juribus, facto et actionibus suis ad plenum iu hac parte, ut dicunt, certifficati, advisi et penitus informati, considerata et inspecta in hac parte, ut dicunt, utilitate sua maxima et comodo pariter evidenti, potissime pro suis urgentibus debitis persolvendis suisque aliis neccessitatibus et negotiis utilius peragendis et in melius mutandis et promovendis, conditioneque sua inde potiori efficienda, vendunt omnes simul et eorum quilibet pro se et in solidum tituloque et ex causa pure, perpetue, perfecte et irrevocabilis venditionis, tradunt, vel quasi, cedunt et concedunt pariter et remittunt pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque perpetue honorabilibus viris consulibus universitatis civitatis Lugduni, nomine et ad opus dicte universitatis, licet absentibus, tamen dicto publico et regio notario et jurato, ut publica persona, more solito, recipiente et solenniter stipulante vice, nomine et ad opus universitatis predicte, pretio, justo, legali, equipolenti et sufficienti, ut asserunt dicti venditores, videlicet viginti quinque librarum turonensium valentium viginti quinque francos auri domini nostri regis,

habitarum et realiter receptarum per dictos venditores a predictis consulibus dicto nomine, in bona moneta regia, per manus Jaquemeti de Sancto Bartholomeo, receptoris dicte ville, presentis et realiter de denariis dicte universitatis communiter solventis, coram dicto publico regio notario et jurato et testibus infrascriptis. De quibus viginti quinque libris turonensium, sic ut supra realiter habitis et receptis, dicti venditores se tenent et habent pro se et suis a predictis consulibus emptoribus dicto nomine plenarie, integre et perfecte pro pagatis, contentis, solutis ac etiam satisfactis, et de ipsis viginti quinque libris turonensium sic, ut prefertur, realiter habitis et receptis, quittant dicti venditores pro se et suis dictos consules emptores dicto nomine, coram dicto publico notario et jurato stipulante ut supra et testibus infrascriptis, liberant, remittunt imperpetuum penitus et absolvunt. Vendunt, inquam, dicti venditores, videlicet quamdam grangiam, quam inquilino nomine dicta villa tenuit ab eisdem per longum tempus pro conservatione artillerie, sitam prope portam de Fargiis, juxta alias domos altas dictorum venditorum a parte solis occasum, ex una parte, et juxta vineam dictorum venditorum a parte poteriori et solis ortum, ex alia, et juxta iter tendens de Lugduno apud Sanctum Justum, ex parte altera, cum ipsius grangie vendite et confinate ut supra fundo, ingressibus, egressibus, valoribus, proprietatibus, pertinentiis, appendentiis et ceteris suis juribus et dreyturis universis, liberam et francham ab omni servicio, canone et censiva ac pensione anniversaria et aliis omnibus et servitutibus quibuscunque, et sic ipsam vendunt. Et si forte grangia vendita ut supra plus valet ad presens aut valere seu ascendere poterit in futurum pretio supradicto, totum illud plus, quodcunque et quantumcunque sit vel fuerit, dant, donant dicti venditores pro se et suis dictis consulibus emptoribus dicto nomine, tanquam sibi gratis et benemeritis, donatione pura, perpetua, perfecta et irrevocabili facta inter vivos, omnique alio modo, jure et forma quibus melius possunt et debent, ad bonum et sanum intellectum dictorum consulum emptorum dicto nomine comodumque et utilitatem dicte universitatis perpetue. Devestientes se dicti venditores et uterque ipsorum in solidum, videlicet dicti filius et uxores de auctoritatibus quibus supra, pro se et suis, coram dicto publico regio notario et jurato stipulante ut supra et testibus infrascriptis, de grangia vendita ut supra ex causa venditionis predicte, et dictos consules emptores dicto nomine, in personam dicti publici regii notarii et jurati stipulantis et recipientis vice, nomine et ad opus universitatis predicte ob eandem causam, investiunt et in possessionem, vel quasi, corporalem, liberam et vacuam ponunt et inducunt de eadem per concessionem harum presentium litterarum; nichil juris, actionis, rationis, partis, proprietatis, possessionis, dominii, usagii, comodi vel alicujus alterius petitionis seu reclamationis dicti venditores sibi vel suis in, pro et super dicta grangia vendita ut supra de cetero, modo aliquo retinendo, sed in dictos consules emptores dicto nomine totaliter transferunt et

transportant omnia jura, dominia, usagia omnesque actiones reales et personales, meras, mixtas, utiles, directas, prethorias et civiles et alias quascunque, que et quas dicti venditores habent habereque possunt et debent et sibi et suis competunt et competere possunt et debent seu competere videntur quoquomodo, quacunque causa seu ratione vel occasione in, pro et super grangia vendita ut supra suisque pertinentiis universis. Super qua quidem grangia vendita ut supra dicti venditores faciunt et constituunt pro se et suis dictos consules emptores dicto nomine veros, certos et legictimos procuratores, possessores et dominos irrevocabiles, tanquam in rem propriam universersitati predicte sibi dicto nomine legictime venditam perpetuo pariterque concessam, et ipsos consules emptores dicto nomine dicti venditores ponunt loco sui et suorum in hac parte, constituentes, confitentes, et asserentes dicti venditores pro se et suis se tenere, vel quasi, possidere velle grangiam venditam ut supra vice, precario nomine et ad opus universitatis predicte, donec et quousque dicti consules emptores dicto nomine possessionem grangie vendite ut supra apprehenderunt seu adhepti et consequti fuerint corporalem, pacificam et quietam; quam vero possessionem apprehendi seu adhipiscendi per se vel per alium ex nunc in antea quandocunque et quocienscumque dicti consules emptores dicto nomine voluerint, auctoritate sua propria, mandato alterius domini vel superioris super hoc minime expectato vel quesito, dicti venditores dant et concedunt pro se et suis dictis consulibus emptoribus dicto nomine plenam, generalem et liberam potestatem ac speciale mandatum. Pactum reale et personale, validum et efficax, firma et solenni stipulatione vallatum, jurejurando roboratum et perpetue duraturum, facientes et contrahentes dicti venditores pro se et suis cum predicto publico regio notario et jurato presente et stipulante ut supra, in presentia testium infrascriptorum et coram ipsis de non petendo, exigendo vel aliquid aliqualiter ulterius de cetero reclamando per se vel per alium quoquomodo ab ipsis consulibus emptoribus dicto nomine dicte grangie vendite ut supra seu ipsius pretii ut supra realiter habiti et recepti ratione seu causa. Ymo, si forte, quod absit, aliquis vel aliqui dictos consules emptores dicto nomine in, pro et super grangia vendita ut supra, in toto vel in parte, qualitercunque impedirent, perturbarent, molestarent, vexarent, inquietarent aut in causam traherent seu vim vel violenciam inferrent, promittunt dicti venditores et quilibet ipsorum in solidum, videlicet dicti filius et uxores de auctoritatibus quibus supra, pro se et suis, coram dicto publico regio notario et jurato stipulante ut supra et testibus infrascriptis, per juramenta sua super sancta Dei euvangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcunque, se pro dictis consulibus emptoribus dicto nomine, prima die qua eviccerentur, in judicio et extra opponere et ad justiciam respondere totamque causam, litem et litigium et omnis litis in se totaliter suscipere et transferre, et de eis dictos consules emptores

dicto nomine deffendere, garentire et amparare contra omnes et ab omnibus, dictamque grangiam venditam ut supra dictis consulibus emptoribus dicto nomine manutenere in pace et de evictione totali et particulari observare, et facere et prestare dictis consulibus emptoribus dicto nomine, re evicta vel non evicta, expectata vel non expectata, interloqutoria vel deffinitiva sentencia seu litis contestatione aut denunciatione aliqua, omnia et singula, illati seu passi, et que in talibus et consimilibus debent et consueverunt fieri quomodolibet et prestari suis ipsorum venditorum et cujuslibet ipsorum in solidum et suorum propriis sumptibus, missionibus et expensis, predictasque venditionem, pretii predicti realem solutionem, ipsius quittationem, devestituram, investituram, juris translationem, constitutionem, pactum et omnia alia universa et singula supra et infrascripta in presentibus litteris contenta attendere et complere ac ratas, gratas et firmas rataque, grata et firma habere pro se et suis perpetueque tenere ac firmiter et inviolabiliter observare, et contra predicta vel aliqua de predictis aut subsequentibus, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, modo aliquo de cetero non facere vel venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, neque prestare auxilium, consilium, opem, juvamen, favorem, vel assensum; dampna vero, interesse, costamenta, gravamina, deperdita, onera omnesque sumptus, missiones et expensas, que, quos et quas dicti consules emptores dicto nomine facerent, incurrerent seu etiam sustinerent qualitercunque ratione, et occasione premissorum omnium vel alicujus eorumdem per dictos venditores promissorum non attenditorum, non completorum, non manutenutorum in pace firmiter et inviolabiliter non observatorum prout superius est expressum, promittunt dicti venditores et quilibet ipsorum in solidum, videlicet dicti filius et uxores de auctoritatibus quibus supra, pro se et suis, coram dicto publico regio notario et jurato et testibus infrascriptis, sub juramentis et obligationibus suis predictis, reddere, restituere plenarie et integre resarcire dictis consulibus emptoribus dicto nomine una cum attenditione et complemento omnium et singulorum premissorum; super quibus dampnis, interesse, missionibus et expensis, si fierent aut facta quomodolibet reperirentur, ac super quantitate, taxatione et extimatione eorumdem, tenentur et volunt dicti venditores et quilibet ipsorum in solidum pro se et suis stare, credere et deferre soli et simplici juramento dictorum consulum emptorum dicto nomine, sine libello, sine testibus, et omnia alia probatione super hoc minime requirenda. Se, suos et bona sua quecumque, quantum ad predicta omnia et singula attendenda, complenda, manutenenda, in pace firmiter et inviolabiliter observanda, juridicionibus, compulsionibus et potestatibus domini nostri Francorum regis suique baillivi Matisconensis et senescalli Lugduni et loca sua tenentium apud Matisconem et Lugdunum, et ad causas et recensiam curie regie burgi Insule Barbare ac nostris nostrum custodis, officialis

et judicis predictorum et curiarum nostrarum et successorum nostrorum in predictis presentium et futurorum quorumcunque dicti venditores et quilibet ipsorum in solidum totaliter supponendo ac etiam submittendo, et insuper compelli, cogi et coherceri volendo per omnes curias et juriditiones predictas et earum quamlibet insimul et divisim, uno et eodem contextu temporis et diversis temporibus, ita quod exequtio unius curie non impediat aliam, nec alia aliam, illa constitutione sacro approbante concilio et quavis alia non obstante; non obstante etiam jure dicente quod ubi judicium ceptum fuerit, ibi finem accipere debeat; quibus constitutioni et juri dicti venditores pro se et suis per sua prestita juramenta renunciant in hac parte specialiter et expresse. Renunciant dicti venditores et quilibet ipsorum in solidum pro se et suis, videlicet dicti filius et uxores de auctoritatibus quibus supra, coram dicto publico regio notario et jurato stipulante ut supra et testibus infrascriptis, in hoc facto, ex eorum certis scienciis et per sua jam prestita juramenta, omni actioni juris et exceptioni ac exceptioni dicte grangie pro justo et legali pretio ut supra non vendite et perpetuo non concesse, dicti pretii ut supra realiter non habiti et non recepti, dictarumque venditionis, pretii predicti realis solutionis, ipsius quittationis, devestiture, investiture, juris translationis, constitutionis, pacti, promissionis, obligationis et suppositionis ut supra rite et legictime non factarum, et omnium et singulorum premissorum non ita actorum ut sunt superius narrata, doli, mali, metus, et in factum, spei future habitionis et receptionis, omni lesioni, deceptioni, circumventioni, fraudi, gravamini et errori, condicioni sine causa vel ex injusta causa, et condicioni ob causam; juri dicenti confessionem extra judicium coram non suo judice factam non valere, et juri per quod deceptis in contractibus subvenitur et quod idem dicitur esse nullus; juri dicenti plus valere quod in veritate agitur quam quod simulate concipitur; juri dicenti donationem ob merita pretensa factam non valere, nisi de meritis doceatur; omnibus causis ingratitudinis in jure insertis, que permittunt revocationem rerum fieri donatarum; rei minori pretio vel minus dimidii justi pretii vendite, subsidio restitutionis in integrum, beneficio dotis et ypothece, senatus consulti ac velleyani privilegio, legi Julie de fondo dotali non alienando; juri dicenti filium in paterna potestate constitutum, seu in presentia patris obligantem, aut juri suo renuntiantem viderique se obligasse aut juri suo renuntiase metu vel reverentia patris, et ideo talem obligationem seu renuntiationem revocari posse; juri macedoniani, paterne potestati et cure, et omni alii juri, beneficio et privilegio in favorem mulierum et liberorum introductis; juri dicenti subicientem se aliene juriditioni ante litem contestatam posse penitere; juri dicenti neminem propter unam et eandem causam ad diversa judicia debere trahi aut per diversos judices compelli vel affligi, omni appellationis, provocationis, supplicationis et bonorum cessionis remedio, quinquennalibus et decennalibus induciis, feriis, dillationibus, gratiis, privilegiis,

litteris et rescriptis quibuscunque, omni absolutioni, relaxationi et dispensationi juramenti, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, copie presentium litterarum, et omni juri canonico et civili, jurique dicenti generalem renuntiationem non valere, nisi precesserit specialis. In cujus rei testimonium, ad preces et requisitionem dictorum venditorum nobis oblatas pro ipsis per dictum publicum regium notarium et juratum, cui fidem super hiis plenariam adhibemus, nos custos predictus sigillum commune regium predictum, et nos dictus officialis sigillum curie nostre, et nos judex prefatus sigillum curie secularis predicte litteris presentibus duximus apponenda. Actum et datum Lugduni, die prima mensis Decembris, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo nono, presentibus Johanne de Foresio, Johanne Tybodi et Humberto Gonterii, civibus Lugduni, pro testibus ad premissa vocatis et rogatis. — Subscriptio notarii talis est : Et ego predictus Guillelmus de Cuysello, auctoritate regia publicus notarius et curiarum predictarum juratus, presentem litteram expedivi sub hoc signo meo. *G. de Cuysello.*

CXVIII

Procédure contre un meunier et conflict de juridiction entre le juge roial et le juge de l'archevesque.

16-18 Janvier 1400.

NOS Anthonius Chuffaing, legum doctor, custos sigilli communis regii in Matisconensi baillivia constituti, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod anno Domini millesimo tricentesimo nonagesimo nono, die veneris decima sexta mensis Januarii, in presencia Guillelmi Petillionis, auctoritate regia notarii et tabellionis publici, ac Thome Brocheti, Martini Maperodi, clerici, et Janini de Peyladru, servientis regii, et plurium aliorum ad hoc astantium, honorabilis et circonspectus vir magister Hugo Jossardi, bacallarius in legibus, judex ressortorum Lugduni ac totius terre et juriditionis dominorum archiepiscopi, decani et capituli Lugdunensis pro domino nostro rege, ratione dicti sui officii, magister Martinus Bennotti, licenciatus in legibus, consul civitatis Lugduni, et Guillelmus de Cuysello, notarius publicus,

procurator regius substitutus a viro provido magistro Stephano Boilliati, procuratore in civitate et senescallia Lugduni a regia magestate deputato, prout de dicta substitutione constat per litteras auctenticas sub sigillo communi regio predicto per Johannem Palmerii, clericum, publicum regium notarium, expeditas, quarum data est die decima quinta mensis predicti, pro jure et interesse regis, procuratorque et nomine procuratorio consulum universitatis dicte civitatis Lugduni, pro jure et interesse dicte civitatis, causis et rationibus inferius expressatis, a civitate Lugduni descedentes Matisconi pervenerunt, ubi nocte diei illius advenientes pernoctaverunt; mane vero facto diei sabbati immediate sequentis XVII dicti mensis Januarii superius nominati, judex, magister Martinus et Guillelmus nominibus quibus supra, in presencia dicti publici regii notarii ac Martini Maperodi et Thome Brocheti de Arbrella, clerici, notarii, testium ad hoc vocatorum et rogatorum, se personaliter transtulerunt ad domum habitationis nobilis et potentis viri domini Karodos de Quesnes, militis, domini de Saresviller, baillivi Matisconensis et senescalli Lugduni, cui domino baillivo et senescallo, presentibus et secum assistentibus nobis custode predicto et honorabili et provido viro Guillelmo Tabellionis, receptore regio Matisconi, et magistro Johanne Paterini, licenciato in legibus, sepedicti judex, magister Martinus et Guillelmus, nominibus antedictis, quatinus quemlibet tangebat et tangere poterat nominibus quibus supra, dixerunt, significaverunt et exposuerunt quod, ab uno anno citra, Jaquemetus Pulliani, molendinarius, per gentes et officiarios reverendi in Christo patris et domini domini Philippi de Thuyreio, archiepiscopi Lugdunensis, detestabili crimine, sicut dicebant, per eundem in juriditione castri Petrescisse dicti domini archiepiscopi perpetrato et commisso captus et in carceribus dicti castri per longum tempus inclusus fuerat, ubi contra dictum Jaquemetum delatum, instante Johanne Durandi, procuratore asserto terre et castrorum dicti domini archiepiscopi, coram venerabili viro domino Petro Burle, legum doctore, judice terre et castrorum predictorum, certum fieri fecerant processum, et in tantum processerant quod dictus judex per suam sententiam pronunciaverat et ordinaverat ipsum Jaquemetum fore questioni et tormentis subiciendum, a qua sententia dictus Jaquemetus appellaverat ad venerabilem virum magistrum Petrum de Avrilliaco, licenciatum in legibus, judicem appellationum pro dicto domino archiepiscopo terre et castrorum predictorum; qui etiam judex causarum appellationum confirmaverat et approbaverat sententiam dicti judicis ordinarii, a qua sententia fuerat per dictum Jaquemetum delatum ad dictum dominum judicem regium ressortorum appellatum; quodque, licet dictus dominus judex ressortorum, instante dicto Jaquemeto sive parentibus et amicis dicti Jaquemeti, suum adjornamentum in causa appellationis predicta contra dictum dominum archiepiscopum et suos officiarios predictos concessisset et executioni debite fieri demandasset, nichilominus dictus dominus baillivus senescallus, instante dicto Johanne Durandi, procuratore asserto

terre et castrorum predictorum, in favorem dicti domini archiepiscopi certas concesserat dicto procuratori asserto litteras, per quas mandaverat dictum Jaquemetum appellantem adjornari comparriturum coram ipso domino baillivo, et in curia sua Matisconensi ad certam diem processurum cum dicto procuratore asserto appellato in dicta causa appellationis, aut alias eandem despecturum et facturum quod esset rationis, ulteriusque alias dicto procuratori asserto idem dominus baillivus in favorem dicti domini archiepiscopi concesserat litteras per quas, instante sepedicto castrorum procuratore asserto, dictum appellantem in carceribus dicti castri Petrescisse mancipatum ab eisdem carceribus ad carceres regis Matisconi adduci et intrudi fecerat, ipsique domino judici ressortorum sub magnis penis et formidabilibus penis inhiberi ne de dicta appellationis causa modo aliquo per se vel alium aliqualem se intromitteret, sed in contrarium facta revocaret et irritaret, licet idem dominus baillivus scivisset dictam appellationis causam ad dominum judicem ressortorum regiorum predictum omnimode pertinere, et de hoc fuisset alias legictime per dominum judicem ressortorum antedictum informatus per ostensionem et visionem litterarum a regia magestate super sui officii predicti institutione confectarum, sibique in consimili casu alias remissionem fecisset. Que omnia et singula dicebant et asserebant memorati judex ressortorum, magister Martinus et Guillelmus, nominibus quibus supra, per dictum dominum baillivum facta fuisse et concessa in dampnum et prejudicium jurium regiorum sueque sedis senescallie Lugdunensis ac officii dicti domini judicis diminutionem, necnon enervationem libertatum, jurium et privilegiorum civibus et habitantibus ville Lugduni a regia magestate concessorum, veniendo contra compositionem anni vicesimi, de qua proxime inferius fit mentio, ac tenorem arresti ultimate in presentia domini nostri regis ad instanciam sui procuratoris generalis dictorumque civium et habitantium contra dictum dominum archiepiscopum prolati, et hoc causis et rationibus infrascriptis prejudicium etiam totius patrie et marchie ac habitantium ipsius.

Prima causa est quoniam in compositione predicta anno Domini millesimo tricentesimo vicesimo facta inter inclite recordationis Philippum Pulcrum, tunc Francorum et Navarre regem, et recolende memorie Petrum de Sabaudia, archiepiscopum, decanum et capitulum ac cives et habitantes pro tunc Lugduni solenni juramento roborata et vallata, ipse dominus noster rex retinuit inter cetera quod prime appellationes, que emittuntur a judice seculari curie Lugduni, quam secunde appellationes terre et castrorum dictorum archiepiscopi, decani et capituli omniumque aliarum terrarum ipsorum, quas mediate vel immediate infra regnum tenent, extra civitatem Lugduni, in casibus et a personis a quibus consueverunt habere cognitionem primarum appellationum venient venireque debent ad nostrum regem audiende et sine debato terminande per judicem ad hoc autoritate regia deputandum et ordinandum, ubi

dicta regia magestas eundem duxerit ordinandum, dum tamen hoc fieret extra dictam villam Lugduni et pertinentias ejusdem. Quamquidem compositionem omniaque et singula contenta in eadem, omnes et singuli archiepiscopi in eorum creatione, et canonici dicte ecclesie, dum in eadem in canonicos recipiuntur, jurant ad sancta Dei euvangelia tenere, attendere et complere, et contra per se vel per alium non venire; et sic duplo modo dominus archiepiscopus modernus antedictus ipsam et contenta in eadem attendere et complere juravit, videlicet primo in receptione sua, dum in canonicum dicte ecclesie receptus, et secundo, dum ad honorem dicte sedis in archiepiscopum sublimatus fuit.

Secunda est ratio quoniam anno domini millesimo tricentesimo vicesimo octavo, idem dominus rex, audita supplicatione civium et habitantium Lugduni petentium et requirentium quod cum ipsi in villa Matisconis ab appellationibus, que ad suam superioritatem tangentia consuevissent ressortiri, hujusmodique ressortum apud Matisconem multipliciter grave et laboriosum tediosumque eis et dispendiosum existeret, ipse dominus rex hujusmodi ressortum apud locum burgi Insule Barbare prope Lugdunum, in regno constitutum ibi perpetuo remanendum statuere et ponere gratiose vellet. Audita igitur et diligenter examinata in suo consilio inquesta an, si premissa faceret, sibi vel alteri propter hoc fieret prejudicium sive dampnum, et an locus de burgo Insule Barbare predictus insignis et aptus ad hoc existeret, per fidedignos fecit perquiri; et quia non fuit compertum per eam sibi vel alteri prejudicium propter hoc sive dampnum inferri, sed potius utile, dispendiosis onerosisque et dampnosis laboribus dictorum civium et habitantium obviare eorumque paci et transquilitati ac quieti providere cupiens, ressortum predictum omnium causarum et appellationum, que a sede Lugdunensi emergi continget in futurum, omniumque aliorum casuum suam superioritatem tangentium, prout in dicta villa Matisconis retroactis temporibus ressortum hujusmodi teneri consueverat, habita prius super hoc magna sui deliberatione consilii, de speciali gratia auctoritateque regia et ex certa sciencia ad locum burgi predicti Insule Barbare ex tunc in antea perpetuo remansurum decrevit statuitque et posuit, tollendo illud omnino a civitate et villa Matisconis predicta, judicemque causarum hujusmodi omniumque aliarum a judicibus quibuscunque causarum appellationum terre et castrorum dictorum archiepiscopi, decani et capituli emergentium, venerabilem et circonspectum virum magistrum Johannem de Paredo pro tunc constituit et ordinavit.

Tertia ratio est, nam cum archiepiscopus decanusque et capitulum ecclesie Lugdunensis pro tunc supradictum magistrum Johannem de Paredo, quia de dictis appellationum causis in loco dicti loci burgi Insule Barbare cognoscebat, ex vi cujusdam impetrationis obtente per eosdem, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo destitui fecissent et procurassent, ipse idem magister

Johannes de Paredo propterea regiam magestatem adhiens et predictam impetrationem et contenta in eadem ipsi regie magestati ac rei publice totius patrie multum prejudicare pluribus causis et rationibus per eundem assignatis significasset et asseruisset, ipsa eadem regia magestas per suas litteras declaravit quod dictus magister Johannes uteretur officio suo paciffice et quiete, prout utebatur ante dicte impetrationis datam, ipsa impetratione et quibuscunque aliis litteris in contrarium facientibus non obstantibus; a quo tempore dictus magister Johannes de Paredo et ejus in dicto officio successores continue de dictis appellationum causis et aliis superioritatem concernentibus et tangentibus in dicto loco burgi Insule Barbare cognoverunt palam, publice et notorie.

Quarta causa est, nam per arrestum in presencia domini nostri regis in favorem procuratoris sui generalis ac civium et habitantium dicte ville Lugduni contra dictum dominum archiepiscopum ultimate, videlicet quinta die octobris anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto, prolatum, in quo omnia et singula ad hujusmodi materiam concernentia, tam pro parte dictorum procuratoris regii et civium agendo et prosequendo, quam per dictum dominum archiepiscopum deffendendo, ut clare per tenorem ipsius evidenter apparet, dicta et proposita fuerunt, idem dominus judex quem, seu dictum magistrum Girardum, magistrum predecessorem suum, a dicto officio dictus dominus archiepiscopus destitui fecerat per magistrum Stephanum de Gyvriaco, consiliarium regis, ad hoc deputatum virtute cujusdam arresti antea per dictum dominum archiepiscopum contra dictum procuratorem regium obtenti per solennes commissarios, videlicet dominos et magistros Henricum du Merle, presidentem, et Petrum Le Fevre, consiliarios regios, in regimine et exercicio dicte judicature restitutus fuerat; per quod etiam arrestum dictum fuerat et ordinatum compositionem predictam anno Domini millesimo tricentesimo vicesimo factam bonam et validam fore, eamque et contenta in eadem teneri et attendi debere; quibus litteris certi tractatus anno Domini millesimo tricentesimo septimo proloquti et quadam impetratione anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo primo, de qua supra fit mentio, annullatis et nullius esse valoris declaratis. Ex eo etiam quia dictus dominus baillivus anno Domini millesimo tricentesimo nonagesimo sexto, die quarta mensis Junii, de premissis a dicto domino judice informatus, quandam appellationis causam, quam coram eo et in sede sua Matisconensi advocaverat in favorem procuratoris dictorum decani et capituli Lugdunensis appellati, contra Johannem Bola et plures alios de sancto Cyrico in Monto Aureo, consortes in hac parte appellantes, ipsi domino judici ressorti remiserat cognoscendam et terminandam per dictum dominum judicem in dicto loco burgi Insule Barbare, ubi ipse judex ressortorum regiorum de dicta causa cognovit et eam determinavit. Et presupposito quod dictus dominus baillivus dicere vellet de aliquibus dictarum causarum appellationum in dicta sede Matisconensi cognitum fuerit, illud

fuit ipsis judice ressortorum consulibusque et procuratore regio inscientibus quod illis prejudicare non debet, quoniam, attento tenore dicte compositionis vicesimi anni, tractatus anni septimi et impetrationis anni quadragesimi primi, per quas litteras dicti domini archiepiscopus, decanus et capitulum se juvabant et dicebant dictas appellationum causas debere tractari et terminari in sede Matisconensi predicta, nulle et nullius valoris adjudicate et declarate fuerunt per arrestum dicte pallamenti curie ultimo prolatum in materia hujusmodi, et dicti domini archiepiscopus, decanus et capitulum, qui de petitorio subcubuerunt, jure possessorii nullathenus uti possunt, presertim in prejudicium domini nostri regis dictorumque exponentium ac rei publice. Ex hiis igitur et pluribus aliis, quas longum narrare esset, dicebant et asserebant exponentes predicti se ad dictum dominum baillivum, senescallum venisse, supplicantes eidem et ex bono et debito justicie et equitatis ipsum requirentes quatinus, attentis premissis, que vera sunt et de quibus in promptu se offerunt dictum dominum baillivum senescallum informare per litteras auctanticas et alias debite, et quod ipse dominus baillivus, ut senescallus, est dictorum civium et habitantium specialis gardiator auctoritate regia deputatus, dictum prisonarium domino judici ressortorum predicto remitteret, inhibitiones quascunque ipsi judici in sui officii diminutionem ex parte dicti domini baillivi factas revocare et annulare, civesque et habitantes civitatis Lugduni predicte in suis juribus, libertatibus, previlegiis et franchesiis manutenere, custodire et conservare, tantumque circa premissa facere velit quod de bona justicia valleat conmendari, et ne exponentes ipsi alibi quam ad ipsum habeant recurrere. Qui dominus baillivus senescallus memoratis exponentibus sic respondendo dixit, quod ipse est preses provincie et quod licuit et licet quibuscunque regiis subdictis bailliviatus et senescallie predictorum in quibuscunque casibus providere, attamen prima vice qua super hoc pro parte dicti domini archiepiscopi fuerat requisitus ut suum adjornamentum in causa appellationis predicte contra dictum Jaquemetum appellantem concedere vellet, intellecto per aliquos quod dictus magister Hugo se judicem dictarum causarum appellationum predictarum tenebat illud sibi concedere, noluerat sed scripxerat ipsi magistro Hugoni familiariter ut copiam institutionis sui officii sibi mitteret ad finem quod super hoc deliberaret; super quibus nullum responsum ab ipso eodem magistro Hugone habuerat; unde postea iterato pro parte dicti domini archiepiscopi requisitus quatinus dictum adjornamentum concederet, credens dictum judicem ad hoc nullum interesse habere, cum nichil ei rescripserat, informatus, ut dicebat, per consilium regium Matisconi residens, quod de dictis causis appellationum in dicta sede Matisconis fuit cognitum, id circo adjornamentum in dicta appellationis causa concesserat; et quia appellans, pendente causa appellationis, non debet remanere penes judicem a quo ideo suas alias litteras concesserat, per quas mandavit dictum appellantem ex carceribus dicti domini archiepiscopi extrahi et ad

carceres regias Matisconis adduci, quòusque aliud super hoc esset ordinatum; nec propter hoc credebat quemquam prejudicasse nec juribus regiis sedis senescallie seu dicte judicature, neque libertatibus, previlegiis et franchesiis civitatis Lugduni in aliquo derogasse seu deteriorasse, immo ea vellet toto suo posse augmentare, et si quod esset prejudicium, ipso pridem debite informato, reparare et alia facere que de jure fienda essent, paratum se offerebat.

Et facta replicatione ad premissa per dominum judicem predictum, ad hoc convenerunt quod dicti exponentes dictum senescallum informarent de et super contentis in requesta eorum predicta, qui statim produxerunt litteras regias de quibus supra et infra fit mentio. Et primo quasdam patentes litteras regias in cera alba et duplici cauda sigillatas in effectu continentes quod dominus noster rex modernus ad plenum informatus de legalitate, sufficientia et probitate sepedicti judicis, eidem officium judicature ressortorum Lugduni ac totius superioritatis terre et juriditionis dominorum archiepiscopi, decani et capituli dedit et contulit auctoritate regia et speciali gratia ad vadia consueta, quarum data est die nona Junii, anno Domini millesimo tricentesimo nonagesimo quarto. Item quasdam alias patentes litteras regias eodem modo quo supra sigillatas in effectu continentes quod dominus noster rex pro tunc ad plenum confidens de fidelitate, discretione et diligentia magistri Stephani Richerii, legum doctoris, eidem regimen et officium judicature ressorti regii Lugduni et totius superioritatis terre archiepiscopi, decanique et capituli Lugdunensis, quod et prout solebat tenere magister Johannes de Paredo, dum vivebat, eidem magistro Stephano auctoritate regia et ex certa sciencia dedit et contulit ad vadia consueta, quarum data est die vicesima tertia Aprilis, anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo sexto. Deinde exhibuerunt exponentes predicti compositionem anni vicesimi, de qua superius mentio habetur, filis siricis et cera viridi sigillatam, in qua expresse cavetur clausula de qua supra mentionatur. Et subsequenter exhibuerunt quasdam regias litteras in filis siricis et cera viridi sigillatas, de quibus etiam superius mentio habetur, per quas dominus noster rex pro tunc tollit ressortum predictum a villa et civitate Matisconis et ipsum apud locum burgi Insule Barbare ex tunc perpetuo, prout supra, tenere precepit. Et ad hoc quod dicti dominus archiepiscopus, decanus et capitulum pretendunt se habere litteras impetrationis, per quas dominus noster rex mandasse dicitur teneri dictum ressortum apud Matisconem, exhibuerunt transcriptum revocationis impetrationis predicte obtente per dictum magistrum Johannem de Paredo anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo septimo, quinta die Januarii. Item exhibuerunt arrestum ultimate in presencia domini nostri regis prolatum de quo et tenore ejusdem satis supra tangitur. Postremo et ultimo exhibuerunt litteras confectas de et super remissione facta per dictum dominum baillivum ipsi judici de causa appellationis emissa a judice causarum appellationum dictorum decani et capituli de qua supra fit mentio. Qui

dominus baillivus, lectis sibi litteris predictis et attento tenore earumdem, dixit se super hoc velle habere consilium, et, habita sui deliberatione consilii, exponentibus predictis super hoc suam faceret responsionem. Habita igitur deliberatione predicta, exponentibus ipsis sic respondendo dixit, quod, visis litteris regiis predictis et consideratis considerandis, quascunque inhibitiones dicto judici virtute litterarum ab ipso domino baillivo pro parte dicti domini archiepiscopi obtentarum ipsi et ejus officio sedique senescallie, ac libertatibus et franchesiis civium et habitantium Lugduni prejudiciabiles revocabat et revocat, appellantemque predictum in carceribus regiis Matisconis prout supra mancipatum, Janino de Peyladru, servienti regio, quem propter hoc dictus judex de civitate Lugduni apud Matisconem secum adduxerat, ibidem presenti, tradi ordinavit ad adducendum per dictum servientem regium dictum appellantem de carceribus Matisconis ad carceres domus regie Rodanne Lugduni, et, ipso in dictis carceribus Lugduni adduto et mancipato, faciendum quod super hoc dictus judex duxeret super hoc ordinandum. Preterea dominus baillivus predictus, in presencia quorum supra, precepit et injunxit Bartholomeo Fornerii, carcerario regio Matisconis, quatinus appellantem predictum dicto Janino, servienti regio, traderet et deliberaret ducturum ad carceres regias Lugduni, prout supra. Sed dum dictus carcerarius peteret minialias et expensas dicti prisonarii, et licet dictus judex diceret quod eas solvi facere tenebatur dictus dominus baillivus, eo quod sine causa a carceribus dicti domini archiepiscopi apud Matisconem adduci fecerat, attamen dictus judex decem solidos pro dictis minialiis ad tantum ascendentibus realiter solvit. Et sic recepto per dictum servientem prisonario predicto de mandato dicti domini judicis, sumptoque prandio in villa Matisconis, exponentes predicti, in presencia dicti notarii regii ac magistri Johannis Paterini, licenciati in legibus, ac Johannis Chivroti, clerici, notarii, procuratoris generalis illustris viri domini Eduardi, domini Bellijoci, dictam villam exeuntes, apud Bellam Villam pervenerunt, ubi nocte illa dormierunt, dicto appellante in dicti judicis custodia prisonario existente. Die vero dominica sequenti, mane facto, sepedicti exponentes dictam villam exeuntes apud Ansam causa prandendi pervenerunt, et demum Lugdunum properantes domum regiam Rodanne Lugduni intrarunt, ubi dictus judex ressorti memoratum prisonarium carceribus regiis per servientem regium predictum mancipari fecit, custodiam ipsius Parcevallo Archimbaudi, commetariensi dictorum carcerum committendo, cui inhibuit, ad personam ejus uxoris et cujusdam sui famuli ibidem repertorum, ne cum aliquo ipsum prisonarium loqui permitterent, nec aliqualiter ab ipsis carceribus expedirent, donec aliud super hoc ab eodem haberent in mandatis. Acta fuerunt hec ultimo, presentibus dicto Martino Maperodi, Colino le Ligois et pluribus aliis ad hec astantibus pro testibus vocatis et rogatis. De quibus omnibus et singulis exponentes predicti, nominibus quibus supra, quatinus quemlibet concernit et concernere potest juxta premissa,

petierunt a dicto publico notario regio sibi dari et fieri cartam testimonialem seu publicum instrumentum, unum vel plura, quas seu que eidem concessit ex officio faciendas. In cujus rei testimonium, cum nobis custodi predicto constet de premissis ut supra coram nobis pro majori parte peractis per fidelem relationem dicti publici regii notarii, cui super hiis et aliis majoribus fidem plenariam adhibemus, sigillum commune regium predictum presentibus litteris duximus apponendum.

Subscriptio notarii talis est : Ego vero prefatus Guillelmus Petillionis, auctoritate regia publicus notarius, premissis significationi, expositioni, requisitioni litterarum, de quibus superius mentionatur, productioni et exhibitioni, revocationi, remissioni, expeditioni, deliberationi et omnibus aliis et singulis, dum sic ut supra per supradictos baillivum, judicem ac procuratorem, nominibus quibus supra, fierent et agerentur, unacum supradictis testibus presens fui, hoc publicum instrumentum recepi et de mandato et ad requestam quorum supra expedivi sub hoc signo meo. *G. Petillion.*

CXIX

Declaration du bailly de Mascon qu'il ne pretend prendre aucune connoissance des cas ny des causes des citoyens de Lion.

11 Octobre 1402.

NOVERINT universi quod anno Domini millesimo quatercentesimo secundo, die mercurii XI Octobris, providis viris magistro Stephano Boilliati, procuratore regio ville et senescallie Lugduni, ac Guillelmo de Cuysello, procuratore ville, civitatis et universitatis Lugduni, coram nobis Karodos de Quesnes, milite, domino de Saresvillier, cambellano domini nostri regis ejusque baillivo Matisconensi et senescallo Lugduni, comparentibus in camera consilii domus regie Rodanne Lugduni, nobis ibidem cum viris venerabilibus magistris Petro Merchant, licenciato in legibus, locum nostrum tenente in Matisconensi, Hugone Jossardi, consiliario regio locum nostrum tenente in Lugduno, Humberto de Varey, seniore, consiliario regio Lugduni, magistro Martino Bennocti, licenciato in legibus, nostro vices gerente in Lugduno, Johanne Paterini, licenciato in legibus, grefferio dicte curie, ac Galvando de Cuysello, pro-

curatore regio super facto subsidiorum, existentibus et de causis in dicta curia ventilatis consultantibus, et dicto procuratore regio, nomine regio et rei publice, ac dicto procuratore ville dicentibus nos de causis et casibus civium Lugduni et aliorum infra senescallia Lugduni et commorantium et ipsius senescallie subdictorum cognoscere velle in curia regia et sede Matisconensi, quamquam per privilegia civibus Lugduni concessa, ipsi cives alibi quam in curia regia et sede Lugdunensi, necnon subdicti dicte senescallie, tam per arresta parlamenti quamplurima et maxime novissimum super restauratione dicte curie Lugdunensis prolatum, quam per ordinationes regias super hoc editas, alibi quam in sede et curia sibi propinquiore, prout est dicta curia regia Lugdunensi, conveniri non debeant, prout et dicebat, nos hoc de quampluribus civibus Lugduni et subdictis dicte senescallie fecisse et facere de die in diem, petendo ea, que in prejudicium privilegiorum, arrestorum et ordinationum predictarum facta fuerant, per nos reparari et a cognitione causarum civium Lugduni et subdictorum dicte senescallie alibi quam in curia regia Lugdunensi fienda supersedi et desisci. Nos dictus baillivus senescallus, hiis auditis, dictis procuratoribus respondendo super hoc diximus quod nostre intentionis non existit nec unquam fuit curiam regiam Lugdunensem in aliquo diminuere, et ideo, ut ipsa curia Lugdunensis et curia Matisconensis sine discordia invicem habenda gubernentur, declaravimus et declaramus per presentes quod nolumus quod cives et habitantes Lugduni, tam agendo quam deffendendo, de et pro quibuscunque actionibus, de quibus ad nos cognitio pertinet et pertinere poterit, alibi quam in curia regia et sede nostra Lugdunensi conveniantur ratione personarum vel bonorum infra dictam senescalliam Lugdunensem existentium. Declaramus etiam quod nostre intentionis existit et etiam volumus quod altera curiarum predictarum, que partibus de extra Lugduno ad eas querelantibus venientibus primitus providerit de emergentibus et contentis in ipsa provisione curia ipsa omnino cognoscat absque eo quod alia super provisione habeat concedere, seu quod per unam curiam alteri nec e contra quicquam possit super hujusmodi cognitionem inhiberi, et propter hoc ne contra declarationem hujusmodi aliquid innovari valeat vel attemptari, quinymo ipsa declaratio et voluntas nostra inviolabiliter observetur, inhibuimus et per presentes inhibemus Guillelmo Hugoneti, custodi sigilli curie Matisconensis presenti, ne mandata aut commissiones aliquas exequtionem an cognitionem mandatorum a curia nostra Lugdunensi emanatarum vel emanandorum, et similiter Thome Rossilnol, custodi sigilli curie regie Lugdunensis presenti, ne etiam aliqua mandata a curia nostra Lugdunensi emanata vel emananda exequtionem litterarum a curia nostra Matisconensi impetratarum vel impetrandarum impedientia sigillent aut sigillare habeant quovismodo. Et in premissorum testimonium sigillum curie nostre Lugdunensis litteris presentibus factis et datis anno, die et presentibus quibus supra duximus apponendum.

CXX

Lettres de Charles, fils ainé du roy, par lesquelles il declare que quand il a donné le comté de Mascon au comte de Poitiers, il n'a entendu y comprendre la supériorité ny le ressort de Lion.

Décembre 1359.

KAROLUS, regis Francie primogenitus, regnum regens, dux Normanie et Dalphinus Viennensis. Ad illa, que pro regie magestatis regnique incolarum commodis sunt salubriter facienda et etiam confirmanda, nos consuevimus faciliter exhibere. Sane dilectorum et fidelium dicti domini nostri et nostrorum archiepiscopi, decani et capituli ac civium, burgensium et habitantium civitatis et ville Lugdunensis nobis porreta petitio continebat quod, licet per litteras inclite recordationis domini Philippi, avi nostri, in cera viridi et laqueo serico sigillatas eisdem supplicantibus sit concessum quod superioritatem, ressortum, gardam, jura et alia emolumenta, que reges Francie progenitores nostri, ad causam corone Francie, in civitate, villa, terra et in baronia ecclesie Lugdunensis habere et tenere consueverunt, non possint aut valeant per dictum dominum genitorem, vel nos et successores nostros, extra manum regiam et coronam Francie poni, aut quovis titulo alienari, seu a nobis et successoribus nostris et dicta corona quomodolibet separari, prout in dictis litteris super hoc confectis plenius dicitur contineri, nichilominus tamen carissimus germanus noster comes Pictavensis et Matisconensis, cui nuper dictum comitatum Matisconensem donavimus cum baillivia, ressorto et pertinentiis eorumdem, vel officiarii, justiciarii aut gentes sue, pretextu dicte donationis, nisi sunt et nituntur superioritatem, ressortum, gardam, jura et alia emolumenta predicta sibi et dicto comitatui appropriare et etiam applicare, et judicem regium superioritatis et ressorti Lugdunensis ac alios officiarios regios in dicta villa constitutos destituere aliosque loco ipsorum instituere, contra dictarum litterarum ipsius domini avi nostri tenorem veniendo et etiam attemptando, supplicantes nobis humiliter sibi per nos dictas litteras confirmari et eis de oportuno remedio provideri. Notum igitur facimus tam presentibus quam futuris quod, attentis premissis aliisque justis et rationabilibus causis ad hoc nos moventibus, nunquam fuit nec est intentionis nostre hujusmodi superioritatem, ressortum, gardam, jura et emolumenta predicta sub dicta concessione de dicto comitatu, baillivia, ressorto

et pertinentiis eorumdem eidem germano facta aliqualiter comprehendi, nec ipsorum supplicantium libertates et privilegia per dictum dominum nostrum et nos aut predecessores nostros concessa infringere aut contra ipsarum tenorem et seriem contraire ; et, ut dicte littere ipsius domini et avi nostri super hoc concesse, de quibus liquebit, in eamdem permaneant roboris firmitatem, ipsas litteras et contenta in eisdem, in quantum dictam compositionem per dictum avum nostrum factam tangunt et tangere possunt, auctoritate regia, qua fungimur de presenti, ex certa sciencia et gratia speciali laudamus, ratificamus, approbamus et tenore presentium confirmamus, donatione et concessione eidem germano nostro de dicto comitatu, ressorto, baillivia et eorum pertinentiis per nos, ut predicitur, aliisque litteris in contrarium factis seu faciendis non obstantibus quibuscumque. Mandantes et tenore presentium prohibentes dicto germano nostro ejusque justiciariis et officiariis ac comiti Matisconensi et ejus justiciariis, qui pro tempore fuerint, quatinus dictos supplicantes et eorum quemlibet, ratifficatione, approbatione, et confirmatione nostris predictis ac contentis in dictis litteris ipsius domini avi nostri perpetuo uti et gaudere permittant absque impedimento quocunque, ipsos in contrarium nullathenus molestando, sed ipsos et eorum quemlibet juxta litterarum ipsius domini avi nostri tenorem et hujusmodi nostram confirmationem teneant et conservent pacifice et quiete, et si aliqua in contrarium attemptata seu innovata fuerint, ea ad statum pristinum et debitum reducant aut reduci faciant indilate, que in casu predicto reducimus et pro non factis reputamus etiam per presentes, nec volumus predictis supplicantibus et cuilibet eorumdem propter hoc de presenti aut in futurum aliquod prejudicium generari. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, presentes litteras sigilli nostri fecimus appensione muniri, salvo jure dicti domini nostri et nostro in aliis et in omnibus quolibet alieno. Datum apud Meledunum, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo nono, mense Decembris. Per dominum regentem, *N. de Verres*.

CXXI

Lettres du susdit Charles au juge du ressort de Lion, où il luy fait conoistre sa volonté sur ce que dessus.

11 Décembre 1359.

KAROLUS, regis Francie primogenitus, regnum regens, dux Normanie et Dalphinus Viennensis, judici regio superioritatis et ressorti Lugduni, salutem. Cum nos per nostras alias litteras confirmatorias in cera viridi et laqueo serico sigillatas declaraverimus et decreverimus quod superioritas, ressortum, garda, jura et alia emolumenta, que reges Francie progenitores nostri, dominus noster et nos, ad causam corone Francie, in civitate, villa, terra et baronia ecclesie Lugdunensis habere et tenere consuevimus et habemus, sub concessione seu dono carissimo germano nostro comiti Pictavensi et Matisconensi de comitatu Matisconensi, baillivia et ressorto ac eorum pertinentiis per nos factis, minime comprehendantur aut comprehendi possint quomodolibet in futurum, prout per dictas litteras nostras super hoc confectas vobis plenius poterit apparere, vobis mandamus tenore presentium committendo quatinus ipsas litteras et contenta in eisdem de puncto in punctum exequeretis, attemptata vero seu innovata, si que sint aut fuerint in contrarium, ad statum pristinum et debitum reducentes aut reduci facientes indilate. Mandates omnibus justiciariis et officiariis et subdictis regiis et nostris et eorum cuilibet, ceterosque rogantes, si per vos fuerint requisiti, quatitus ad premissa facienda et complenda, si opus fuerit, vobis prestent auxilium et juvamen. Datum apud Meledunum, XI die Decembris, anno Domini M° CCC° quinquagesino nono. Per dominum regentem, *N. de Verres.*

CXXII

Arrest du parlement entre les doyens et chapitre de Lion et le juge des ressorts à luy joints les consuls.

13 Août 1405.

KAROLUS, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod cum in nostra parlamenti curia litigantibus dilectis nostris decano et capitulo ecclesie Lugdunensis, procuratore nostro Matisconensi eisdem adjuncto, appellantibus et in casu attemptatorum actoribus, ex una parte, et magistro Hugone Jossardi, judice ressorti Lugdunensis, appellato et defensore, consulibus Lugdunensibus eidem adjunctis, ex parte altera, pro parte dictorum actorum propositum extitisset quod licet ipsi ab antiquo tempore primum suum judicem ordinarium de causis villarum, castrorum et locorum suorum extra villam Lugdunensem existentium et de suis subjectis cognoscentem, nec non primum ressortum a dicto judice ordinario coram suo judice appellationum, et a dicto judice appellationum secundum ressortum in causis appellationum coram baillivo nostro Matisconensi ab octoginta annis et amplius habuerint et habeant, absque eo quod ressortiri debeant in dicto secundo ressorto coram judice nostro ressorti Lugdunensis, nichilominus dictus Jossardi, contra et in prejudicium nonnullarum per ipsos interjectarum appellationum, cognitionem de dictis causis secundi ressorti usurpando, interpranderat ac interprandebat in eisdemque adjornamenta tradere, partes coram se procedere faciendo, presumpserat ac presumebat, in suum predicteque ecclesie Lugdunensis et suorum subditorum prejudicium non modicum, injuriamque et gravamen attemptando, concludendo quatinus dictus Jossardi ad emendas honorabiles, juxta dicte nostre curie discretionem et utilem de mille et pro suis interesse et dampnis in quingentis libris parisiensium ac in suis expensis condempnaretur. Dictis deffensoribus ex adverso proponentibus quod anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo, inter regem Philippum, antecessorem nostrum, ex una parte, et archiepiscopum Lugdunensem, ac decanum et capitulum predictos civesque Lugdunenses, ex altera, certa compositio seu accordum inita et passata fuerat, qua inter cetera extiterat ordinatum quod cause secundi ressorti seu secunde appellationes dictorum archiepiscopi, decani et capituli, que a suis judicibus primarum appellationum emitterentur, coram judice nostro ressorti venirent et ab

eodem determinarentur, ubi idem Philippus et sui successores vellent extra tamen villam Lugdunensem predictam et in loco non existente de terra et jurisditione domaneria ipsorum archiepiscopi, decani et capituli. Quam quidem compositionem archiepiscopus, decanus et capitulum predicti singulique ejus canonici tenere et perpetuo observare juraverant suique successores jurare tenebantur ac tenentur, contra quam ordinationem nullatenus per cujuscunque temporis lapsum, juxta ipsius tenorem, dicti archiepiscopus, decanus et capitulum, se insaisinare seu possessionem acquirere poterant; annoque ejusdem Domini millesimo CCC^mo XXVIII° sequenti, sedes dicti ressorti, informatione de commodo et incommodo subjectorum eorum facta, instituta ac stabilita fuerat apud burgum Insule Barbare per predecessorem nostrum tunc regnantem, a quo tempore ibidem judex ressorti cognoscere de dictis secundarum appellationum causis ceperat atque ibidem cognescendo usus atque gavisus fuerat.

Cujus etiam sedis ressorti institutio, licet per arrestum ejusdem nostre curie in domo nostra prope Sanctum Paulum, Parisius, prolatum anno ejusdem Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quarto, confirmata fuisset, ipsis archiepiscopo et capitulo inhibendo ne contra ipsum arrestum venirent, aliquantoque tempore dicti de capitulo tacuissent, paucis tamen postmodum lapsis annis, nonnullas appellationum predictarum causas, de quibus idem Jossardi apud dictum Insule Barbare locum, juxta dictas ordinationes cognoscere volebat, coram dicto nostro baillivo Matisconensi remitti requisierant; quas causas cum remittere noluisset, iidem decanus et capitulum ad eandem nostram curiam plures appellationes et in diversis causis interjecerant seu emiserant, eundemque Jossardi super attemptatis adjornari fecerant, eidem inhibitiones minus debitas faciendo; ad quas iidem consules se opposuerant et ad bonam causam opponebant, attento interesse nostri, ipsorum consulum subjectorumque Lugduni et sub Lugduno ad quinque leucas manentium, expensis, laboribus, penis, vexationibus et itinerum periculis migrantibus apud Matisconem, qui per longam dietam a Lugduno distabat, imminentibus et ubi non tanta inerat copia peritorum quanta Lugduni ab Insula Barbara per solam leucam distantis.

Ex quibus concludebant quod dicti actores admittendi non erant, et si erant admittendi, causam tamen non habebant neque actionem; ipsique ad bonam causam se opposuerant, ac statum, lite pendente, supradictis pensatis, habere, et dicti actores in suis expensis condempnari debebant, ita dici et pronunciari requirendo. Replicantibus dictis actoribus ac dicentibus quod ordinatio seu compositio per dictos Jossardi et consules proposita, si qua erat, non cum ipsis sed cum dicto archiepiscopo facta fuerat, nec eam juraverant neque jurare seu tenere habebant, nec ipsos eadem ordinatio astringebat seu ligabat; ordinatio insuper anni vicesimi octavi super sede ressorti cognitionem secundarum appellationum non comprehendebat, nec de ipsis idem Jossardi cognoverat, imo ressortiri

coram predicto baillivo Matisconensi Matisconi consueverant, quod nobis eisque ac nostris et ipsorum subjectis magis expediebat, quam ressortiri coram dicto judice ressorti apud Insulam Barbaram, ubi solus est notarius, penuria consilii, audiencia tarda, vexatio major, occasioque propter loci propinquitatem levius appellandi. Quare, cum ipsi actores super excessibus et non super principali demandam suam fecissent, pro jureque communi certarent et Matisconensi bailliviatu, qui favorabilior erat quam dicti deffensores, qui nullum interesse habebant, quique pro sua privata certabant utilitate, ut supra, concludebant, et quod ipsi et non dicti deffensores admittendi erant, et si iidem defensores admitterentur, statum tamen habere non debebant, dictam nostram curiam de suo usu et supra positis quam breviter se informaturos offerendo; ipsis defensoribus duplicantibus ex adverso et ut supra concludentibus. Tandem, ad plenum auditis partibus antedictis in omnibus que circa premissa, tam replicando quam duplicando, dicere ac proponere voluerunt, et in arresto appunctatis, visis igitur ordinationibus seu compositionibus predictis, arrestis, litteris, actis et munimentis partium predictarum, consideratis insuper et attentis diligenter circa premissa considerandis et attendendis et que eandem curiam nostram in hac parte movere poterant et debebant, eadem nostra curia appellationes per ipsos actores interjectas et omne id quod inde secutum est, absque expensis hinc inde, adnullavit et adnullat per arrestum, fietque, vocatis evocandis, informatio hinc inde, inquestam valitura super usu, commodo et incommodo cujuslibet partium predictarum, ad finem videndi et sciendi ubi de dictis secundis appellationibus seu Matisconi sive apud Insulam Barbaram cognoscetur; et per idem arrestum eadem nostra curia statum sedi Insule Barbare predicte processus, qui in eadem nostra curia erant et sunt ibidem remittendo adjudicavit atque adjudicat, lite presenti pendente. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum jussimus apponi sigillum. Datum Parisius, in parlamento nostro, XIII[a] die Augusti, anno Domini millesimo quadringentesimo quinto et regni nostri vicesimo quinto.

Per arrestum curie, *Baye*.

CXXII (*bis*)

Exécutoire de l'arrêt ci-dessus.

13 Août 1405.

KAROLUS, Dei gracia Francorum rex, primo parlamenti nostri hostiario vel servienti nostro super hoc requirendo, salutem. Tibi ad supplicationem dilecti nostri magistri Hugonis Jossardi, judicis nostri ressorti Lugdunensis, committimus et mandamus quatinus, viso quodam arresto inter ipsum et consules ville Lugduni eidem adjunctos, ex una parte, et dilectos nostros decanum et capitulum ecclesie Lugdunensis, procuratore nostro eis adjuncto, ex altera, in nostra dicti parlamenti curia, die data presentium prolato, illud juxta sui tenorem et formam, in hiis que executionem exigunt, executioni debite demandes; ab omnibus justiciariis et subditis nostris tibi in hac parte pareri volumus et jubemus. Datum Parisius, in parlamento nostro, XIII[a] die Augusti, anno Domini millesimo CCCC° quinto et regni nostri XXV°.

Per cameram, *Baye*.

CXXIII

C'est l'acord fait entre les conseillers de la ville de Lion d'une part, et les religieux de Sant Yrignye d'autre part, sur la division du brotel du pont du Rosne.

25 Novembre 1444.

SACHENT tous ceulx qui ces presentes lettres verront que comme certain debat, plait et proces aient esté meuz et demenez et enquores soient et pendent en la court du roy notre sire a Lion, en matiere de cas de nouvelité, entre venerables et religieuses personnes le prieur et couvent de Saint Yrignye de Lion, d'une part, et honorables hommes les conseillers de la dicte

ville de Lion, ou nom d'icelle ville, d'autre part, pour occasion et a cause des limites et metes de certains deux brotiaux desdites parties assiz et situez au dessus du pont du Rosne de ladite ville et a l'encontre d'icelle ville, a la partie de l'empire, au costé du Daulphiné, et sur ce que lesdites parties d'un costé et d'autre disoient et pretendoient que l'une d'icelles parties prenoit et occupoit à l'autre part et portion de son dit brotel, si comme plus a plein est contenu es actes de ladite court; et il soit ainsi que ladite chose et matiere contencieuse soit si obscure et improvable d'une partie et d'autre, tant pour antiquité et obscurité des lettres, tiltres et acquests desdites parties sus les dits brotiaux, comme aussi pour la offuscation et perdicion des metes et limites desdits brotiaux, lesquelles sont et ont esté perdues et offusquées pour le decours de ladite riviere du Rosne, laquelle le temps passé a eu cours et passaige et enquores de present a, quand elle est hors rives, par lesdits brotiaux, tellement qu'il soit impossible a une chacune desdites prouver et veriffier sa possession, si comme icelles parties dient et afferment estre vray. Pource est-il que lesdites parties vuillians amour et dilection l'une avec l'autre entretenir et une chacune d'icelles parties ce qui est sien obtenir, et pour obvier aux debas qui pour occasion de ce au temps a venir se pourroient ensuir, icelles parties et une chacune d'icelles ont esleu, commis et deputé en ceste partie pour pacifier ledit debat amiablement, c'est assavoir lesdits religieux, prieur et couvent venerables personnes messire Claude Chivrier, archediacre de Saint-Vincent de Mascon, messire Gregoyre Chirat, chanoine de Saint Pol de Lion, et messire Claude des Fossez, religieux dudit monastère, pour leur partie, et lesdits conseillers, au nom que dessus, pour leur partie, Girerd de Varey, prevost de Lion, maistre Pierre Buyer, licencié en loys, et Benoit Cheval, notaire, citoyens de ladite ville, ausqueulx ainsi amiablement esleuz ou a deux d'eulx de chescun costé, se tous n'y peuvent estre, lesdites parties et chacune, tant comme luy touche, ont donné et octroyé plein pouvoir, auctorité et mandement spécial de soy transpourter sur le lieu et place dudit debat et d'ilecques soy informer avecques anciens et autres qu'ilz pourront trouver de et sur les limites desdits brotiaux et des droys desdites parties, et sur leurs depositions et dis planter boynes et limites es dites brotiaux entre lesdites parties, affin qu'il en soit memoyre perpetuellement au temps avenir, et en oultre faire et ordonner sur ce tout ce que leur semblera estre juste et raisonnable, en gardans a ung chacun son bon droit. Les queulx ainsi commis, en eulx prins ladite charge, après ce que par plusieurs foys ont esté et se sont transportez sur ladite place contencieuse, appellez avecques eulx plusieurs anciens et notables personnes et diligemment enquis du droit des parties et de la vérité du fait, finablement le jour de la feste Sainte Katherine, vint et cinquiesme jour du moys de Novembre, l'an de Notre Seigneur courrant mil IIII[e] quarante et quatre, en continuans ladite matiere, furent presens et assamblez sur ledit lieu contentieux les dessus nommez Girerd de Varey, maistre

Pierre Buyer, Benoit Cheval, commis comme dessus pour ladite ville, et le dessusdit messire Gregoyre Chirat et avecques lui venerables personnes messire Pierre Loriol, chanoine dudit Saint Pol, messire Jehan Liatoud et messire Pierre Gueydon, corrier dudit monastère de Saint-Yrignye, au lieu des dessus nommez messire Claude Chivrier et messire Claude des Fossez, commis et deputez pour la partie desdits prieur et couvent, estans avecques eulx Mathieu Massoud, procureur de ladite ville, Gilet de Chaveyrie, espicier, Pierre Archimbaud, Anthoine Montayn, masson, Pierre Martin, Pierre Beyrieu de Bechevelleyn, Henry Monucart et plusieurs autres preudommes a ce d'un costé et d'autre appellez et requis, lesqueulx dessus nommez, commis et deputez, au conseil et a la deliberation des dessus nommez preudommes, affin que tous debas cessent deshors en avant, ont limité, party et divisé lesdits brotiaux, mis, planté et assiz, mectent, plantent et assient les limites et boynes dividans et mespartans lesdits brotiaux, drois et appartenances d'une chacune partie, si comme s'ensuit : Premierement la premiere mete et limite dividens lesdits deux brotiaux, et laquelle est de pierre, ont planté et est plantée a l'entrée du brotel dudit monastere, faisans icelle mete troys regars : l'un des regars ainsi comme l'on voit de droite lini en regardans de la pile dudit pont de Rosne au mur ou soloient estre les degrés de pierre devant la maison de la Guilliotière, au lieu appellé Margnioles, et voyans et regardans aus autres boynes si après declairées, et l'autre regart de la dicte boyne va ferir a une boyne et mote de pierre plantée par lesdits commis au chemyn tendant de Lion en Vaux, au cuyng appellé Plante Vit, et regardans de droyte l'une au clochier des Freres Mineurs tendant par dessus la boyne dessus dite, qui est a l'entrée dudit brotel de Saint Yrignie ; item l'autre boyne et mete ont planté et a esté plantée par lesdits commis apres ladite premiere en suyvant le regard a Margnioles, jusques a une autre boyne qui est et a esté plantée quasi au mylieu desdits broteaux, a l'encontre de droit regart du portal viel desdits Freres Mineurs, et fait regard et boyne tendant aux autres boynes dessus dites et aussi en byezans et regardans a une autre boyne plantée par iceulx commis au piés d'un arbre, qui est au regart ou quasi de la tourt appellée de la Torrete, et pres de la fin desdits broteaux touchans et confinans aux hermes vacans de mons. de Lion, audessus, avecques une autre mete plantée comme dessus estant au mylieu desdites deux dernieres metes pour myeux tenir ledit chemyn de division desdits brotiaux, ausquelles boynes et metes, pour myeulx entretenir paix entre lesdites parties et cognoistre le droit et la possession d'une chacune d'icelles, lesdits commis ont fait signer et entretailler es pierres d'icelles metes, c'est assavoir a l'encontre de la part et portion desdits brotiaux appartenans a ladite eglise de Saint Yrignie une croys, et a l'encontre de la part et portion de ladite ville et pont du Rosne d'icelle, au proffit duquel pont ledit brotel a esté acquis de feu Peronin de Nyevre, ung ou deux arcs, monstrans et denotans lesdites croys et arcs lesdits parts et portions desdits brotiaux

d'icelles parties comme dessus. Et en oultre ont ordonné lesdits commis les choses dessusdites estre ratiffiées et approvées d'un costé et d'autre, c'est assavoir par lesdits prieur et couvent en leur chapitre, et par lesdiz consulz en leur conseil, en signe de plus grant valeur et fermité d'icelles. Donné l'an et jour de feste Saincte Katherine dessus declarez.

En cetuy livre sont plusours privileges et us et coustumes de la université de la cité de Lion et plusurs transcriz d'iceulz compilés et ordenés par la main
ESTIENE DE VILLE NOVE,
l'an de nostre Seigneur mil trois cens quarante et deuz; et vont apres le treis livres compilés en I volumen qu'il mesmes avoit compilé devant; et sont souz plusurs seyauz ainssi comme les choses sont venues apres les unes les autres.



In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen.

CXXIV.

Comant il fu accordé a ceuz cuy estoit le droiz de baillier et seigner mesures de vin vendant a taverne a Lyon, et quel emolumant en devoyent avoir.

13 Janvier 1338.

IN nomine Domini. Amen. Universis tam presentibus quam futuris et singulis posteris presentes litteras inspecturis et etiam audituris, Chabertus Hugonis, legum doctor, obedienciarius Sancti Justi, officialis Lugdunensis, et Bartholomeus de Montebrisone, legum doctor, judex curie secularis Lugdunensis, rei geste noticiam cum salute. Ad universorum Christi fidelium noticiam presentium et futurorum per presentes volumus esse notum quod cum debatum, controversia et questionis materia verterentur et essent inter Johannem de Sancto Clemente, Bartholomeum de Varey, dictum Brunet, Petrum de Pompero, Johannem de Mura, Micheletum de Faysins, Peroninum Caprarii, Hugonem Grigneu, Johannem Chatardi, Peronetum de Burgo, Johannem de Nevre et Soffredum de Via, cives Lugdunenses, consules civitatis, civium et habitantium Lugdunencium nominibus, suis propriis ac nomine dicte civitatis civium et habitantium in eadem, ex una parte, Johannem Raymondi et Petrum Chamossini, cives Lugdunenses, ad quos omne jus et emolumenta mensurarum vini, quod venditur Lugduni minuatim ad tabernam, videlicet ad dictum Johannem pro nona parte, et ad dictum Petrum pro octo partibus, toto dicto jure in novem partibus tantum consistente et diviso, ut asserunt, pertinent et pertinuerunt per longa et ultima tempora in civitate predicta, ex altera, occasione dictarum mensurarum, super et pro eo quod dicti Johannes et Petrus dicebant et asserebant quod omnes et singuli vinum vendentes ad tabernam minuatim Lugduni debebant et tenebantur solvere pro qualibet vaysselata vini ipsis Johanni et Petro, pro jure suo et omni emolumento dictarum mensurarum, duos denarios viennensium; et si precium vini diminuebatur, pro qualibet diminutione seu baissiata alios duos dena-

rios viennensium; et quod ipsi Johannes et Petrus habebant et habere debebant ab omnibus et singulis civibus et habitatoribus predictis pro consignatione carteroni seu dimidii carteroni aut foilleta, seu cujuslibet alterius mensure minute, cum qua vinum ad tabernam venderetur cum signo domini, certam pecunie summam, secundum qualitatem dictarum mensurarum consignandarum, et prout erant de fusta vel de cupro, minus vel majus; dictis consulibus dictis nominibus contrarium dicentibus et asserentibus et ipsos cives et habitatores non teneri ad aliquid dandum vel solvendum dictis Johanni et Petro nec alii pro jure et emolumento dictarum mensurarum, ex quo ipsi cives et habitatores habent et habere licitum est ab antiquo mensuras suas proprias signo domini signatas, et qui habet mensuras domini signatas nichil debet pro mensura, pluresque alias rationes et causas allegabant contra et adversus intentionem Johannis et Petri predictorum. Tandem prenominati Petrus de Pompero, Johannes de Sancto Clemente, Johannes de Nevro, Johannes de Mura, Hugoninus Grigneus, Micheletus de Faysins, Soffredus de Via, dictus Johannes Raymondi, consul, unacum aliis predictis, consules predicti nominibus suis propriis et aliorum consulum predictorum civiumque et habitantium Lugduni, habentes super hoc potestatem, prout in litteris super eorum consulatu confectis plenius vidimus contineri, ex una parte, et ipsi Johannes Raymondi et Petrus pro se et suis, ex altera; attendentes quod de et super predictis et occasione predictorum de die in diem inter ipsos cives et habitantes dictos Johannem et Petrum insurgebat contentio et litigabant et contendebant, propter quod, non solum in judicio cause et questiones, sed etiam inter personas dissensiones, rixe, jurgia et verbera multociens sperabantur non sine magnis expensis scandaloque et periculo civium et habitantium predictorum, volentes predictis occurere et finem perpetuum imponere, predictas contentiones, rixas, jurgia et alia que ex predictis et occasione premissorum possent insurgere, pro bono et comodo, transquilitate et pace dictorum civium et habitantium, Johannis et Petri, resecare et totaliter amputare, deliberatione et tractatu super hiis et infrascriptis inter et per eos pluries et per plures dies cum majoribus et sanioribus dictorum civium et habitantium prehabitis, constituti dictis nominibus propter hec que sequntur, coram Petro Girerdini, clerico, publico notario, mandato nostro curiarum nostrarum predictarum jurato, ad hec a nobis deputato, et testibus infrascriptis et in presentia eorumdem, de et super predictis concorditer et unanimiter sponte sua et ex certa sciencia, considerata et attenta, ut dicunt, utilitate sua, civium et habitantium et comodo pariter evidenti, composuerunt, convenerunt, concordaverunt et eis finem imposuerunt prout inferius continetur : Primo quod dicti Johannes et Petrus et eorum et imposterum in dictis mensuris, jure et emolumento earum successores teneantur et debeant tradere et administrare civibus et habitatoribus Lugduni volentibus vendere vinum minuatim ad tabernam, ipsis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus rationa-

biliter requisitis, mensuras terreas solitas pro vendendo vino suo minuatim ad tabernam, videlicet dimidium carteronum et foilletam, que est quarta pars unius carteronis. Et si in futurum dicte minute mensure aut earum nomina mutarentur, illas que pro tempore fuerint ministrare teneantur.

Item quod si aliquis civis vel habitator Lugduni habeat mensuras suas proprias, jam licitum est eis habere, et eas voluerit facere consignare, videlicet illas cum quibus vinum venditur ad tabernam, quod dicti Johannes et Petrus et eorum imposterum successores ipsas mensuras debeant facere justificare et justas fieri et signo domini signare libere et sine aliqua exactione, et quod pro omni jure ipsis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus competente et debito et competere valente, pro omni jure et emolumento dictarum mensurarum minutarum et consignatione earumdem, quilibet civis et habitator Lugduni vendens perpetuis et futuris temporibus Lugduni vinum ad tabernam minuatim, videlicet cum quarterono, dimidio quarterono vel foilleta aut similibus minutis mensuris, solvat et solvere teneatur perpetuo pro qualibet vaissellata vini que sic venditur, sit vaissellata parva vel magna, dictis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus duos denarios viennensis monete pro tempore missibilis seu ponibilis et currentis Lugduni, nec ultra dictos duos denarios aliquid ulterius solvere teneatur pro minutatione precii ipsius vini quod vendetur, signo domini, justificatione seu rechandilliamento dictarum mensurarum, nec pro omni alio jure dictarum mensurarum. Et si dicti Johannes et Petrus aut eorum imposterum successores non traderent dictis civibus et habitatoribus, qui ipsos requirerent de dictis mensuris tradendis ex causa predicta, dictas mensuras saltim infra dimidiam diem postquam super ipsis mensuris tradendis fuerint requisiti, aut quod ipsi Johanes et Petrus et eorum imposterum successores non traderent mensuras que sibi tradentur vel presententur ad signandum, justificatas et signatas signo domini infra quatuor dies post traditionem vel presentationem dictarum mensurarum requisti vel uni ipsorum suorum unum tantum, quod ipsi cives et habitatores, qui dictas mensuras per eos requisitas et petitas, aut qui mensuras per eos traditas ad signandum justificatas et signatas a dictis Johanne et Petro et eorum imposterum successoribus habere non possent infra tempus predictum, non teneantur nec debeant solvere dictis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus dictos duos denarios viennensium pro vaisselata vel vaissellatis vini, que interim ipsis Johanni et Petro aut eorum successoribus nolentibus dictas mensuras tradere aut traditas ad signandum justificatas et signatas reddere, vendentur per dictos cives et habitatores, qui dictas mensuras infra dictum tempus non haberent, ut est dictum, donec ipsas mensuras habere a dictis Johanne et Petro et eorum imposterum successoribus juxta modum predictum, nec de hoc quod vindiderint interim, ut non potuerunt habere dictas mensuras infra dictum tempus, aliquid solvere teneantur, licet postea eis mensure tradantur et reddite, dicte mensure eis

fuerint justificate et signate. Actum tamen est quod si reperietur aliquos de dictis civibus et habitatoribus esse immunes super jure dictarum mensurarum aut previlegio aut gratia speciali, seu usu aut aliqua ratione, quod illis jura sua salva maneant, non obstante presente compositione. Sciendum est etiam quod iste conventiones fuerunt facte inter dictos Johannem et Petrum, ex una parte, et dictos consiliarios pro se et suis et aliis omnibus civibus et habitatoribus Lugduni, ex altera, duntaxat pro omni jure quod dominus archiepiscopus et capitulum, ipsi Johannes et Petrus et omnes alii possent et debent habere ratione dictarum mensurarum quo ad dictos cives et habitatores ; jura vero et costume, que et quas predicti Johannes et Petrus habent et habuerunt et soliti fuerunt habere ab antiquo erga foraneos sint et remaneant dictis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus salva et salve sicut prius.

Item quod dicti Johannes et Petrus, quilibet pro dicta parte sua, pro se et successoribus suis perpetuo, predicta omnia et singula promittent, jurent et se obligent perpetuo et futuris temporibus inviolabiliter observare et observari facere cum effectu, et ipsos cives et habitores ab omnibus eosdem in et super predictis inquietare, molestare aut in causam trahere, seu majus emolumentum pro dictis mensuris, bayssiatis, vini justificatione et consignatione ipsarum, exigere volentibus qualitercumque, deffendere, manutenere et tueri, et pro ipsis civibus et habitatoribus se opponere et ad justiciam respondere, et totam causam, litem et litigium in se suscipere et transferre, ipsorum Johannis et Petri et eorum imposterum successorum sumptibus et expensis.

Item quod cives et habitatores Lugduni teneantur et debeant solvere et sattisfacere dictis Johanni et Petro de vinis venditis per eosdem a festo Nativitatis Domini, quod fuit millessimo CCC° tricesimo sexto citra, usque ad diem hodiernam, minuatim ad tabernam, de quibus dictis Johanni et Petro nulla fuit facta solutio et satisfacio, videlicet pro qualibet vaissellata vini duntaxat vendita per eosdem vel per alium pro eisdem duos denarios viennensium, et super dictis vaissellatis vini venditis per dictos cives et habitatores a dicto festo Nativitatis Domini citra, credatur juramento eorundem, seu illius qui vinum vendiderit pro eisdem, per dictos Johannem et Petrum ; de aliis vero omnibus et singulis, que dicti cives et habitatores debere possent vel teneri dictis Johanni et Petro, vel aliis, pro emolumento dictarum mesurarum non soluto per eos ipsis Johanni et Petro, aut que dicti Johannes et Petrus haberent pro eisdem, aut consignatione eorumdem usque ad diem hodierniam, alii ab aliis nichil ulterius petere vel exigere possint, nisi que sunt superius ordinata.

Item quod dicti Johannes et Petrus et eorum imposterum successores, quot quot sint, debeant et teneantur omnes ad invicem ordinare et deputare unam personam in una domo et loco decenti Lugduni, in qua petantur et petite possint et debeant haberi mensure predicte et portari et tradi pro signandis et justificate-

et signate reddi et tradi libere, et in ipsa domo tantum modo requiri ; et si ab aliquo hoc facere non curaverint, interim, dum hoc non facerent, videlicet cives et habitatores vina sua libere ad tabernam vendere possint, et ad dictos duos denarios viennensium solvendos pro qualibet vaissellata, que interim vendetur per eos, nullatenus teneantur, et quod aliquibus seu uno ex ipsis Johanni et Petro aut eorum imposterum successoribus, si plures essent, unum tantum, qui in dictis mensuris jus haberent seu partem, in personnis vel ad domicilium requisitis vel requisito de predictis faciendis, ut superius extitit ordinatum, perpetuo provide habeantur et habere debeant de domo, homine aut mensuris et de consignatione et exchandilliacione ut supra, ac si omnes et singuli forent generaliter et singulariter pro predictis requisiti.

Item quod dicti Johannes et Petrus faciant et facere teneantur dictis consulibus dictis nominibus, si voluerint, copiam tabellionatam et signis notariorum publicorum signatam litterarum suarum, quas habent super asservisatione mensurarum predictarum, et quod expense hinc inde facte qualitercunque, tam ab universis quam singulis, sint quitte et remisse, et sic et pro predictis sit et esse debeat perpetuo finis, pax, concordia et transquilitas inter dictos cives et habitatores predictos, Johannem et Petrum aut eorum imposterum successores de et super predictis et occasione predictorum. Predictas autem compositionem, concordiam omniaque et singula supracripta, prout superius continentur, dicti consules dictis nominibus, Johannes et Petrus, ratas et gratas habentes et eas et ea acceptantes et approbantes, promittunt alii aliis stipulantes, necnon dicto notario tanquam publice persone stipulanti et recipienti vice, nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest et intererit in futurum, per juramenta sua super sancta Dei euvangelia corporaliter ab eisdem et quolibet ipsorum prestita et sub speciali et expressa ac generali obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcunque, ubicunque sint et quocunque nomine censeantur et existant, potissime dicti Johannes et Petrus sub obligatione speciali dictorum duorum denariorum viennensium ipsis competentium pro qualibet vayssellata vini predicti, videlicet dicti consules pro se et eorum nominibus ac aliis civibus et habitatoribus Lugduni, et dicti Johannes et Petrus pro se et eorum imposterum successoribus, videlicet quilibet eorum pro parte eum contingente in dictis mensuris, ipsas compositionem, concordiam et omnia et singula suprascripta, prout superius continentur et declarantur, perpetuo tenere, attendere, complere, rata, grata et firma habere et inviolabiliter observare cum effectu, et contra predicta vel aliqua de predictis aut subsequentibus per se vel per alium, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, modo aliquo de cetero non venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire ullo tempore, aliqua ratione. Dampna vero, interesse et expense, que et quas dicti cives et habitatores, seu dicti Johannes et Petrus et eorum

imposterum successores facerent, sustinerent aut qualitercunque incurrerent occasione predictorum non attenditorum hinc inde, ut superius continentur, ea et eos, promittunt dicti consules dictis nominibus, Johannes et Petrus pro se et successoribus suis, alter alteri, reddere et integre resarcire, contradictione aliqua non obstante. Volentes et consentientes dicti consules dictis nominibus quod ipsi cives et habitatores futuris et successivis temporibus compellantur et compelli possent et debeant, primo ipsum vel ipsos debite requisitum vel requisitos, auctoritate nostrarum curiarum et cujuslibet earundem ad solvendum et reddendum dictis Johanni et Petro et eorum imposterum successoribus dictos duos denarios viennensium pro qualibet vaissellata vini, modo et forma quibus superius extitit ordinatum, modo quo poterit fieri fortiori, si forte, quod absit, aliquis dictorum civium et habitantium in ipsis solvendis esset negligens vel remissus, ut est dictum. Quapropter dicti consules dictis nominibus, Johannes et Petrus, in quantum ad eos pertinet, renunciant in hoc facto, ex certa sciencia et per juramenta exceptioni dictarum compositionis, concordie omniumque aliorum supra et infrascriptorum, ut supra sunt, bene, rite et legictime non actorum et non ita actorum, doli, mali, metus et in factum, actioni, omni lesioni, deceptioni, circonventioni, gravamini et errori, conditioni sine causa vel ex injusta causa et conditioni ob causam, juri per quod deceptis in contractibus subvenitur, juri dicenti plus valere quod agitur quam quod simulate concipitur, omni restitutionis in integrum ex quacunque causa beneficio, omni appellationis, provocationis et supplicationis remedio, omni relaxationi juramenti, beneficio legis de tempore quadrimestri, quinquenalibus et decennalibus induciis, implorationi officii judicis, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, et omni juri canonico, consuetudinario et civili sibi et eorum cuilibet competenti et competituro ad veniendum contra predicta vel aliqua de predictis, jurique dicenti renunciationem non sufficere generalem nisi precesserit specialis. Actum in capella beati Jacobi Lugdunensis, presentibus et assistentibus dictis consulibus superius nominatis, discretis viris domino Bartholomeo de Montebrisone, legum doctore, Stephano de Villanova et Johanne de Perey, civibus Lugdunensibus, ipsorum consulum consiliariis, presentibus etiam consiliariis necnon Johanne Bornio, peyssonerio, Michaele Chavenci et Johanne Bocherati, civibus Lugdunensibus, ad predicta testibus vocatis et rogatis. Datum decima tertia die mensis Januarii, anno Domini millesimo tercentesimo tricesimo septimo. In cujus rei testimonium nos dicti officialis et judex, cum nobis constet de premissis per fidelem relacionem dicti jurati et notarii, cui super hiis fidem plenariam adhibemus, sigilla curiarum nostrarum presentibus litteris duximus apponenda sub data qua supra.

CXXV

Comant messires li arcevesques et chapitres empetrerent de ostier le siege royal de l'Ile-Barbre, de Saint-Safurin-le-Chastel et de Polleu et de plusurs autres choses qui ne se tenit point.

Septembre 1341.

TRANSCRIPTUM LITTERARUM INFRASCRIPTARUM :

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod cum nos circa reformationem ecclesiarum ac totius rei publice regni nostri nostras operationes et studia promptis desideriis dirigentes, grave nec mirum geramus et molestum cum aliquid contrarietatis emerserit, quod in hac parte causam impedimenti prebeat vel conditionem status ejusdem possit reddere graviorem. Multiplicata igitur longo temporis decursu honorabilis ecclesie Lugdunensis prime sedis Galliarum suorumque ministrorum, gentium et subditorum vexatio ex diversis causarum gravaminibus, jam suborta... nostre magestatis curam sollicitam monet et inducit ut quarumlibet molestiarum omniumque vexationum exclusis occasionibus, ipsi Lugdunensi ecclesie, suis rectoribus, ministris et subdictis, quos sub pacis et perpetue transquilitatis pulcritudine omnino volumus confoveri, provideamus salubrius per presentes justis remediis et favoribus oportunis. Sane quia dilecti et fideles nostri archiepiscopus, decanus et capitulum dicte ecclesie Lugdunensis gravi nobis conquestione monstrarunt quod cum dudum inter inclite recordationis reges Francorum nostros eorumque predecessores transactionibus, conventionibus ac concordiis sollempnibus, quibus lapsu temporis, vel actibus seu expletis contrariis derogari non potest, nec alterutri partium jus in possessorio vel petitorio quomodolibet in contrarium acquiri, fuerit inter cetera concordatum quod appellationes prime ab eorum audiencia seu eorum judicum ville et civitatis Lugdunensis et pertinenciarum ejusdem, et secunde in eorum terre et baronia extra civitatem et villam Lugdunensem, ad nos seu curiam nostram emisse in parlamento nostro vel alibi, prout ordinaremus, terminari deberent, extra tamen dictas villam, civitatem et baroniam ecclesie memorate; nichilominus magister Johannes de Peredo, judex appellationum ville et civitatis Lugdunensis, ex parte nostra deputatus, infra dictam villam et civitatem et etiam apud locum Insule Barbare de

dictis appellationum causis cognoscit, sedendo pro tribunali, contra premissa indebite veniendo; addicientes insuper quod licet ab olim dicte villa, civitas et baronia et eorum subdicti ab omnimoda juridictione et subjectione baillivi Matisconensis et officialium nostrorum dicte baillivie penitus sunt exempti, quodque casus ressorti ad nos pertinentes per quatuor tantum servientes nostros a nobis deputandos in dictis villa, civitate et baronia exequtioni demandari deberent, tenebanturque dictus baillivus, senescalcus Bellicadri, judices majores baillivie et senescallie predictarum et servientes predicti jurare antequam officiorum suorum administrationem susciperent se libertates per dictos predecessores nostros dicte ecclesie et ejus ministris concessas fideliter servaturas, predictis tamen non attentis, dictus baillivus superioritatem et ressortum dictarum ville, civitatis baronie et subditorum de facto, nulloque prestito juramento, in hac parte sic et ceteris officialibus dicte baillivie, secundum statum et gradum cujuslibet, appropriare et usurpare nititur, licet hoc a nobis seu predecessoribus nullatenus fuerit ordinatum, occasione quorum prefatus baillivus et procurator noster dicte baillivie, nunc per se ipsos, nunc per eorum loca tenentes vel substitutos, infra dictas villam, civitatem et baroniam de causis cognoscere pro tribunali sedere, inquestas facere, incarcerare et alia quamplura ad juriditionem pertinentia attemptant, effrenatam multitudinem servientium nostrorum ad exequendum ea que ad ressortum pertinent infra dictas villam, civitatem et baroniam deputando, qui etiam absque mandato speciali suorum superiorum continente casum ressorti ad nos pertinentem in dictis villa, civitate et baronia, suis officiis abutuntur, cum secundum ordinationes regias perfoventes larem ex causis in ipsis ordinationibus contentis infra ipsorum juriditionem altam et bassam nullus omnino, nec per alios servientes, nisi cum mandato casum specialem continente, casus ressorti debeat exequi, et dictis conquerentibus requisitis, sedesque regias pro casibus ressorti apud Sanctum Symphorianum Castri et Poilliacum Monialem de facto teneri faciendo, infra baroniam memoratam, cum tamen secundum rationem et libertates regias concessas dicte ecclesie et ejus ministris nullus officialis regius sedere vel de causis cognoscère possit vel debeat infra villam, civitatem et baroniam sepedictas, et dicte sedes sint nobis, ut asserunt, quasi inutiles, et maxime dicti conquerentes et eorum subditi per eas leduntur et multipliciter aggravantur; quodque custos sigilli nostri in dicta baillivia constituti ipsos in exequtione litterarum dicto sigillo sigillatarum, secundum ordinationes regias, ad eos in eorum alta et bassa juriditione pertinente de facto impedit quominus eas exequantur, earundem exequtionem et cognitionem ab eis dependentem sibi usurpando de facto in eorum alta et bassa juriditione ville, civitatis et baronie predictarum; pretendentes insuper quod baillivus prefatus, asserens se gardiatorem civibus et habitatoribus ville et civitatis Lugdunensis ex parte nostra deputatum, occasione dicte gardie cause cognitionem sibi assumens, dictos conquerentes in exequtione

justicie circa subditos eorundem de facto frequenter impedit, licet gardiator de hiis que cause cognitionem exigunt se nullatenus intromittere vel subditos justiciabiles contra dominos suos, quominus in ipsos exequantur justiciam debeat vel possit aliquatenus impedire; asserentes etiam quod dictus baillivus, ipsis conquerentibus non vocatis, non confessis, non convictis, nec per contumaciam absentibus, variis quesitis coloribus, eorum temporalitatem ad manum nostram possit et detinet frequenter, plures servientes et alios officiarios nostros et aliquos comestores et vastatores in eorum castris, villis et terris ponendo, ipsam temporalitatem ad manum nostram regi et gubernari faciendo, dictosque conquerentes ad solvendum stipendia seu vadia dictis servientibus et deputatis antequam manum nostram velit et antequam ipsis conquerentes in aliquo culpabiles reperti seu condempnati fuerint, compellendo; impedit insuper dictus baillivus de facto dictos conquerentes eorumque officiales, ministros et subdictos in portando arma infra dictam villam, civitatem et baroniam pro justicia exequenda et suis juribus deffendendis, que et quamplura alia impedimenta et gravamina eis contra jus et justiciam ac tenorem compositionum inter nos et dictorum conquerentium predecessores hactenus initarum, ut premittitur, et illata, cedunt in eorum libertatum suarum et subdictorum lesionem enormem, gravanturque non mediocriter indebitis vexationibus, magnis laboribus et expensis ad nos et nostram curiam pro predictis frequentius neccessario recurrendo et in posterum verissimiliter gravius lederentur, nisi per magestatis nostre clemenciam obvietur.

Quare nobis humiliter supplicarunt ipsis et prefate Lugdunensi ecclesie eorumque subditis super premissis et dependentibus ex eisdem juste et legictime provideri. Nos igitur eorum supplicationibus annuentes, libenter ea que ad eorum quietem prospicimus concedere cupientes ut liberius divinis officiis valeant insistere, submotis contrariis occasionibus et gravaminibus quibuscunque, visis pensatisque plenius eorum supplicationibus nec non dictorum predecessorum nostrorum compositionum litteris in cera viridi et filis syricis super hiis olim confectis per eos exhibitis, ordinationibusque regiis dudum pro bono communi regni nostri ac totius rei publice promulgatis, quas sibi et ecclesie sue servari instancius supplicabant, super hiis habitis magno consilio et diligenti tractatu ac deliberatione tam provida quam matura, de eorum consensu declarandum, moderandum, concedendum, ordinandum et faciendum et futuris temporibus inviolabiliter observandum duximus in hunc modum, videlicet quod juridicio ville, civitatis, baronie et subditorum ecclesie Lugdunensis sit et regatur sub et de ressorto bailivie nostre Matisconensis, ita quod cause appellationum tam primarum quam secundarum ville, civitatis et baronie predictarum, secundum distinctionem olim factam et declaratam, qua prime dicte ville, civitatis, secunde vero dicte baronie ad nos emitti debent et possunt, prout in quibusdam compositionum litteris carisimi domini et consanguinei nostri Philippi, olim Francorum et Navarre

regis, in cera viridi et syrico sigillatis plenius continetur, et alii casus ressorti apud Matisconem solummodo et non alibi, nisi in parlamento nostro Parisius, casu exhigente, audiri, decidi et terminari coram baillivo Matisconensi, qui est et qui pro tempore fuerit, seu ejus locum tenente, debebunt, prefatusque baillivus seu quivis alius officialis dicte baillivie in dictis villa, civitate, Insula Barbara et baronia pro tribunali sedere, de causis aliquibus cognoscere, aliquos juridictionis actus exercere, inquestas, nisi super casibus ressorti, lite coram dicto baillivo contestata, extra dictas civitatem et baroniam, quo casu ad evitandum labores partium, testium et expensas, apud Lugdunum et alibi secundum casus exigentiam, testes recipi potuerunt et eorum depositiones scribi et inquestas perfici usque ad publicationem, que tamen apud Matisconem publicari debebit; neque incarcerare potuerunt, nisi casu repentino se offerente, et tunc precario a dictis archiepiscopo, decano et capitulo seu altero eorumdem prisionem recipiendo absque ipsorum prejudicio, quo casu infra sex dies immediate sequentes extra dictas villam, civitatem et baroniam teneantur ponere et transferre incarceratos predictos. Judicem vero appellationum et ressorti nos et successores nostri infra dictas villam, civitatem et baroniam ex nunc seu futuris temporibus non deputabimus nec tenebimus, quem, quibuscunque ordinationibus aut litteris regiis contrariis in aliquo non obstantibus, tenore presentium amovemus. Et dictarum appellationum cause decidantur et determinentur apud Matisconem ut superius est expressum, et per dictum baillivum vel ejus locum tenentem infra easdem causas aliquas committi prohibemus omnino, nisi de dictorum conquerentium, prout ad quemlibet eorum pertinuerit, procedat assensu; neque locum tenentem, substitutum generalem seu specialem dictus baillivus, judex, procurator aut alii officiales dicte baillivie infra dictas villam, civitatem et baroniam habere, tenere vel deputare poterunt quovismodo. Districte insuper inhibemus custodi sigilli nostri in dicta baillivia constituti ne dictos conquerentes, eorum officiales et ministros in eorum juridictione alta et bassa, per se vel per alium, impediat seu impedire permittat in exequtione litterarum sigillatarum sigillo predicto, quominus ea libere exequantur cum ad partis instanciam fuerint requisiti, et ordinationes regias super hoc editas diligenter observet. Volumus insuper et ordinamus quod infra dictas villam, civitatem et baroniam, in terris dictorum archiepiscopi, decani et capituli, casu ressorti ad nos pertinente, per sex tantummodo servientes nostros ydoneos, remotis omnibus aliis ultra dictum numerum, quos per presentes amovemus omnino, habeant exerceri cum mandato speciali suorum superiorum continente casum ad nos pertinentem, dictisque archiepiscopo, decano et capitulo, prout in terris eorum communiter vel divisim casus se offeret, aut eorum officialibus vel ministris juridictionem regentibus primittus requisitis. Quod si dicti servientes aut eorum aliquis in exequendis sibi commissis vel alias in dictis villa, civitate vel baronia aliquos excessus commiserint officiando pro

nobis, per dictum baillivum Matisconensem debite puniantur, et, si casus exhigerit quod propter eorum demerita amoveri debeant, absque difficultate per dictum baillivum amoveantur omnino, et nichilominus, si casus enormitas hoc exposcit, gravius puniantur. Quia vero sedes que nostro nomine apud Sanctum Simphorianum Castri et Poilliacum Monialem prope Ansam tenentur, infra limites dicte baronie consistunt et nobis sunt parum utiles, ut per patentes dicti baillivi Matisconensis litteras et alias fuimus informati, suntque dictis conquerentibus non modicum onerose, easdem sedes penitus amovendo, in prefatis locis teneri decetero prohibemus; volentes quod illi, qui ad dictas sedes antea vocabantur, apud Matisconem et Carilocum, que sunt magis insigna loca, prout antiquitus, antequam tenerentur dicte sedes, erat fieri consuetum, et non alibi vocentur, convenientur in posterum et eorum cause audiantur et etiam decidentur. Concedimus insuper et ordinamus quod, si rationabili casu hoc exigente, civibus seu habitatoribus dictarum ville, civitatis et baronie aut singularibus personis eorumdem gardiatorem unum vel plures auctoritate regia duxerimus deputando seu quivis alius officialis noster deputaret, dicti gardiatores unum vel plures contra dictos archiepiscopum, decanum et capitulum pro ipsorum justiciabilibus et subditis nullum possint gardiatoris officium equaliter exercere, nec ipsos seu eorum aliquos, quominus juridictionem suam in eorum terris libere exequantur actione alicujus salve gardie quomodolibet impedire.

Volentes insuper indempnitati dictorum archiepiscopi, decani, capituli et Lugdunensis ecclesie providere, necnon et ordinationes regias super hiis editas inviolabiliter observari, baillivo nostro Matisconensi et aliis officialibus nostris dicte baillivie prohibemus expresse ne temporalitatem ipsius ecclesie ad ipsos pertinentem communiter vel divisim ad manum nostram ponant, seu poni faciant, aut nostro nomine gubernari, nisi pro excessu vel offensa, pro quibus nobis essent ad emendam debite condempnati aut pro exequtione alterius judicati vel sentencie seu litterarum sigillis regiis sigillatarum, sub quarum viribus essent efficaciter obligati, sed neque tunc, nisi usque ad valorem seu extimationem emende judicati sentencie et obligationum in dictis litteris contentarum. Si vero dicti baillivus aut alii officiales nostri dicte baillivie aliter quam ut premittitur de facto ad manum nostram ponerent temporalitatem predictam, servientes ad gubernationem ipsius deputando, dicti archiepiscopus, decanus et capitulum, aut eorum officiales et ministri, nulla prorsus stipendia, seu vadia aut expensas aliquas dictis servientibus solvere teneantur neque ad hec nullatenus compellantur, nisi ipsam temporalitatem ad manum nostram poni per nostras litteras specialiter mandaremus. Ceterum, ut in exequenda justicia et eorum juribus deffendendis non impediantur a quoquam, volumus et precipimus quod juxta dictas compositiones inter predecessores nostros et dictorum conquerentium olim habitas, in casibus predictis, infra dictas villam, civitatem et baroniam ipsis eorum officialibus, ministris

et subdictis impune arma portare liceat sine fraude, ita tamen quod sub pretextu liciti seu concessionis hujusmodi illicita non committant, nec dictus baillivus seu officiales alii nostre dicte baillivie ipsos super hiis molestare, impedire seu ad aliquam emendam nobis propter hoc faciendam compellere presumant aliquatenus vel attemptent. Preterea volumus et precipimus quod baillivus Matisconensis, qui nunc est, infra unum mensem postquam presentes littere infra dictam bailliviam sibi presentate fuerint et super extiterit requisitus, successoresque sui, qui pro tempore fuerint, et eorum quilibet in primis assisiis, quas tenebunt apud Matisconem, vel in alio loco infra suam bailliviam, se omnia et singula supradicta servaturos jurare teneantur et jurent, pluribus astantibus fidedignis, quamprimum super hoc fuerint requisiti, et facere a suis subditis officialibus inviolabiliter observare, contra facientes puniendo et debite castigando. Si vero dicti baillivus aut alii officiales nostri dicte baillivie, seu eorum aliquis, contra premissa aut aliquid premissorum indebite facerent aut venirent, omnes expensas, dampna, costamenta et interesse, que dicti archiepiscopus, decanus et capitulum communiter vel divisim sustinerent, incurrerent aut facerent prosequendo in nostra curia, vel alias contravenientes et facientes, postquam super hoc confessi vel convicti legitime fuerint, resarcire et restituere integraliter teneantur, et ad hoc summarie et de plano sine magna figura judicii compellantur per gentes parlamenti nostri vel alios judices competentes, ut si a malis amore justicie non abstineant, saltem pene formidine a vetitis arceantur. Ut autem premissa omnia et singula, que ad divini cultus augmentum, quietam pacemque Lugdunensis ecclesie servitorum, ministrorum et subditorum ejusdem, provida deliberatione maturoque consilio statuenda et concedenda duximus, absque perturbatione, molestatione et diminutione firmius observentur, statuimus, volumus et etiam ordinamus quod nulla temporis prescriptio in contrarium valeat pro nobis aut ipsis archiepiscopo, decano et capitulo aut successoribus nostris quantumcunque per officiales nostros dicte baillivie aut officiales predictorum essent facta seu fierent expleta contraria in futurum, que pro non factis ex nunc et in posterum, quocienscunque fierent, decernimus, ita quod nobis et dicte ecclesie servitoribus, ministris et subdictis in possessione vel proprietate nullum possit contra premissa prejudicium generari, sed omnia in suo robore permaneant, non obstantibus expletis contrariis olim factis, ordinationibus et litteris sub quavis forma verborum concessis vel etiam concedendis. Que ut firma rataque perpetuis temporibus permaneant, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Datum apud Conflentum juxta Parisius, anno Domini millesimo CCC° quadragesimo primo, mense Septembris.

CXXVI

La essecutoyre de ladite lettre.

6 Octobre 1341

PH., Dei gracia Francorum rex, dilecto et fideli Johanni de Kadrellis, militi et consiliario nostro ac baillivo Matisconensi, vel ejus locum tenenti, salutem et dilectionem. Cum, expositis dilectorum et fidelium nostrorum archiepiscopi, decani et capituli ecclesie Lugdunensis nobis requestis super eo videlicet quod contra mentem certarum compositionum inter nos et eorum predecessores initarum, certum nostro nomine judicem ressorti appellationum civitatis, civium et habitantium Lugduni in burgo Insule Barbare tenebamus, subditique fidelium nostrorum predictorum et baronie sue extra predictam commorantes coram nostris Sancti Simphoriani Castri et Poilliaci Monialis castellanis in causis ad nos pertinentibus ressortiri cognabantur, necnon et super pluribus aliis in ipsis requestis latius declaratis, certam declarationem et ordinationem perpetuo valituram fecerimus eisque providerimus in et super hiis, si et prout plenius in certis litteris nostris in cera viridi sub filis siriceis videbitis contineri, vobis et vestrum cuilibet in solidum committimus et mandamus districtius injungendo quatinus omnia universa et singula in dictis nostris aliis litteris contenta inviolabiliter et de puncto in punctum observetis et publicetis et ab omnibus observari publicarique et proclamari in locis in quibus expedire videritis et fueritis requisiti faciatis indilate, eaque exequtioni viriliter demandetis, juxta predictarum nostrarum aliarum litterarum continenciam et tenorem; mandantes omnibus nobis subditis ut vobis et vestrum alteri circa premissa pareant efficaciter et intendant. Datum apud Sanctum Mandatum, die VI[a] Octobris, anno Domini millesimo CCC[o] quadragesimo primo.

Et erant hec subscripta que sequntur in qualibet dictarum litterarum : Per dominum regem ad relationem consilii, *Clavel.*

Et datum per copiam sub sigillo curie domini baillivo Matisconensi die XXIIII[a] mensis Octobris, anno quo supra.

CXXVII

Comant une fors monicions faite por l'official sus les vendanz vin a Lyon le moys d'Ost fut revoquée.

17 Août 1341

NOS Bartholomeus de Boscario, in utroque jure licenciatus, vicarius et officialis Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum ad instanciam, supplicationem et requestam rectorum, gubernatorum et administratorum vini banni anni presentis, quod venditur in civitate Lugdunensi, mense Augusti, pro et nomine reverendi in Christo patris et domini domini Guidonis de Bolonia, divina providentia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopi et comitis, quedam monitio, que infra de verbo ad verbum inseritur, a nobis seu curia nostra emanaverit contra omnes et singulos cives et habitatores dicte civitatis Lugdunensis cujuscunque status seu conditionis existant, cujus siquidem monitionis tenor sequitur et est talis :

Bartholomeus de Boscario, in utroque jure licenciatus, vicarius et officialis Lugdunensis, dilectis in Christo universis et singulis curatis, vicariis, capellanis et ecclesiarum rectoribus in civitate et suburbio Lugduni constitutis ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino sempiternam. Significavit nobis religiosus et discretus vir dominus Petrus Baptissa, licenciatus in jure civili, procurator generalis reverendi in Christo patris ac domini nostri domini Guidonis de Bolonia, Dei et apostolice sedis gratia archiepiscopi et comitis Lugdunensis, quod licet inter cetera de juribus feudi archiepiscopalis Lugdunensis ecclesie existat et ad ipsum dominum archiepiscopum et comitem pertineat bannum mensis Augusti et venditio vinorum quorumcunque, quandocunque et quomodocunque vendantur, mense et banno Augusti durante, in civitate Lugdunensi, itaque nullus alius, cujuscunque conditionis existat, potest vel debet, banno predicti mensis durante, vinum vendere seu vendi facere ibidem publice vel occulte, directe vel indirecte, nisi de prefati domini nostri archiepiscopi et comitis licencia speciali, venerabilibus et discretis viris dominis decano ceterisque dignitates vel personatus obtinentibus, canonicis quoque et incorporatis in ecclesia Lugdunensi duntaxat exceptis, qui de vinis suis certas quantitates modis et formis contentis in litteris et compositionibus super hoc factis facere vendi possint, et de hiis prefatus dominus noster per predecessores suos Lugdunenses

archiepiscopos fuerit et sit in possessione vel quasi pacifica et quieta, per quinquaginta, sexaginta, centum et plures et ulterios annos, et per tanta tempora quod de contrario hominis memoria non existit, supradictaque adeo sunt notoria manifesta in civitate Lugdunensi quod non possunt aliqua tergiversatione celari; prefatus vero procurator certis judiciis et verisimilibus conjecturis et ex hiis que annis aliquibus preteritis sint inventi, sentiat et tineat quod plures non attendentes quante temeritatis existat, jura dominorum suorum, illa maxime que ad ecclesias pertinere noscuntur, usurpare, diminuere vel etiam occultare, cum ea potius manutere illibata servare debentur, deffendere et tueri, fraudulosa nequicia et malicia cupiditatis et avaricie adeo depravatos quod variis coloribus, fraudibus et machinationibus ac cavillationibus exegerunt, jura domini nostri predicti et sedis sue predicte usurpare, deffraudare, celare, occultare multaque alia ipsi domino nostro et sedi sue prejudicatura specialiter in et circa banum suum predictum et venditionem vinorum suorum, non verentur tam dampnabiliter quam multipliciter attemptare. Nostre igitur provisionis remedio super hiis implorato, cupientes jura sedis predicte illibata servare et quantum cum Deo possumus hujusmodi maliciis obviare, cum de predictis sufficienter fuerimus informati, vobis et vestrum cuilibet, in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis pena, quam in vos et vestrum quenlibet, canonica monitione premissa, si circa exequtionem presentis mandati nostri negligentes fueritis vel rebelles, districte precipimus et mandamus quatinus moneatis et efficaciter inducatis publice et in generali, in ecclesiis vestris, omnes parrochianos vestros, viros, mulieres, clericos, laycos, religiosos et seculares, nobiles et innobiles, cujuscunque status, ordinis et conditionis existant, ut ipsi ab hujusmodi usurpationibus, occupationibus, deffraudationibus, supprassionibus, occultationibus, maliciis, collusionibus et machinationibus astinentes, desistentes penitus et cessantes decetero non attemptent decetero vel presumant in civitate vel suburbio Lugduni seu locis aliis, quantum dictum banum se extendit, vinum vendere vel emere per se vel per alium seu alios, publice vel occulte, directe vel indirecte, patenter vel palliate, etiam sub colore doni, si tamen inde ratione doni, tacite vel expresse, fuit aliquid perceptum, nec etiam sub colore vel titulo permutationis ad alias res, seu ementes vel vendentes, donantes modo predicto vel permutantes receptare, celare vel occultare seu aliquod aliud genus machinationis, collusionis, fictionis, malicie sive fraudis in prejudicium sive dampnum prefati domini nostri et banni supradicti presumant modo aliquo vel attemptent, nec presumptionibus quoquomodo prestent consilium, consensum, auxilium, assensum, vel favorem, exceptis predictis dominis decano et aliis dignitates et personatus obtinentibus canonicis et incorporatis in ecclesia Lugdunensi predicta, quantum ad hoc quod de vinis suis in debita quantitate ac modo et forma debitis, juxta modum et formam ac tenorem compositionum et litterarum super hoc confectarum, facere

vendi possint, alioquin omnes et singulos huic monitioni nostre in omnibus et per omnia non parentes, vendentes, ementes et consentientes, auxilium, consilium, consensum, juvamen vel favorem prestantes, scientes et non revelantes nobis vel venerabili viro domino Guillelmo Coycede, canonico Vivariensi, sigillifero curie, et quoscunque delinquantes et culpabiles in predictis vel aliquo premissorum, dicta canonica monitione premissa, ex tunc quos in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatos publice nuncietis singulis diebus dominicis et festivis, nullatenus absolvendos donec domino nostro predicto et omnibus propter hoc dampnum passis plenarie satisfecerint de injuriis atque dampnis Omnes vero notarios et juratos curie nostre alias quoque personas quascunque, tam ecclesiasticas quam seculares, nobiles et innobiles, cujuscunque conditionis existant, qui domino nostro predicto Lugdunensi archiepiscopo et comiti ac sedi metropolitane ecclesie Lugdunensis predicte juramenti vel fidelitatis vinculo sunt astricti specialiter et expresse, monitione requirentes nichilominus districtius inhibendo sub pena perjurii et infidelitatis, necnon sub omni alia pena quam possent incurrere contrarium faciendo, ne ipsi predicta vel aliquid de predictis, seu aliquam fraudem, machinationem, fictionem aut maliciam in prejudicium supradicti domini nostri archiepiscopi et ejus banni predicti quoquomodo faciant vel committant, se committentibus prestent auxilium, consilium vel favorem, aut commissa celent aliqualiter vel occultent, sed ea revelent . . . . alioquin ultra et preter summas predictas, quas propter hoc sancciverint, intrasur. ad perjurii infidelitatis et aliarum penarum . . . . declarationem, et alias procederetur, quantum justicia pateretur. Dantes nichilominus districtius in mandatis omnibus et singulis curie nostre juratis necnon notariis et servientibus curie secularis Lugduni super hoc requirendis, quatinus ipsi diligenter inquirant et perquirant si qui hujusmodi monitionis, inhibitionis et processuum nostrorum fuerint temerarii contentores et quos scire vel invenire poterint, nobis refferant indilate, ut possimus dicte debite cohertionis remedio providere. Vos autem viros religiosos et honestos Predicatores, Minores, Carmelistarum et Augustinorum ordinum fratres requirendo, rogantes quatinus presentes litteras nostras in sermonibus publicis per vos faciendis tam diligenter quam fideliter exponatis et publicetis quocienscunque vobis exhibite fuerint et super hoc fueritis requisiti. Tu vero, clamator audiencie curie nostre, in ipsa audiencia, facto silencio, premissa omnia et singula diligenter et intelligibiliter publices et exponas quotienscunque fueris requisitus. Datum prima die mensis Augusti, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo primo.

Hinc est quod nos prefatus officialis, in presencia mandati nostri, videlicet Johannis de Ruppe, curie nostre jurati ad hocque a nobis specialiter deputati, necnon et testium subscriptorum, personaliter constitutus, nostra mera et spontanea voluntate ac auctoritate propria, certis causis et rationibus ad hoc nos mo-

ventibus, supplicationi dictorum requirentium annuere volentes, cum nobis videatur consona rationi, consideratisque omnibus aliis que in talibus sunt consideranda, dictam monitionem suprascriptam, ad instanciam in eadem contentorum et nominatorum, contra dictos cives et habitantes dicte civitatis Lugdunensis a nobis emanatam, ad supplicationem et requestam consiliariorum et rectorum, ut dicebant, totius civitatis Lugdunensis, videlicet discretorum et providorum virorum Stephani de Villanova, Peronini Chaprarii et Johannis de Nevro, civium dicte civitatis Lugdunensis ac consiliariorum et rectorum, ut asserunt, ejusdem, et qui prenominati dicebant se hoc petere et requirere a nobis, prout supra, de mandato et expressa voluntate totius consilii dicte civitatis Lugdunensis ad invicemque congregati, ut moris est, in ecclesia beati Jacobi Lugdunensis, ipsam monitionem suprascriptam cum ejus totis viribus et effectu ac quicquid ex ipsa et virtute ipsius factum extitit quoquomodo, aliqua ratione, occasione sive causa aut etiam exequtum revocavimus et annullavimus et per presentes revocamus et annullamus penitus cum effectu; volentes et expresse consentientes et concedentes quod virtute et auctoritate dicte monitionis suprascripte ipsi cives et habitatores seu aliqui ex ipsis non sint in sententia premissorum seu aliquo genere excommunicationis aliqualiter ligati, obligati vel astricti; quin si contrarium reperiretur, quod absit, ipsos et eorum quemlibet cujuscunque conditionis sive status existant, quittamus, liberamus et absolvimus penitus per presentes. Sane cum nos contenta in dicta monitione suprascripta adhuc non viderimus ad plenum, aliis diversis et arduis negociis occupatus, ante omnia protestamur quod predicta seu aliqua ex eisdem aut dependentibus vel emergentibus ab eisdem et pro premissis aut aliquo premissorum, in presenti vel in futurum, dicto domino nostro Lugdunensi archiepiscopo et ejus successoribus, seu nobis et successoribus nostris in dicto nostro officio, aliqua ratione sive causa nullum prejudicium seu dampnum aliqualiter generent seu ferant. Quam protestationem et conservationem juris nostri ante omnia nobis semper volumus fore salvam. De quibus omnibus et singulis supra et infrascriptis dicti consiliarii et rectores supra nominati, in presentia testium subscriptorum, a dicto jurato nostro sibi dari petierunt, fieri pariter et concedi cartam seu litteram testimonialem. Actum Lugduni, presentibus Jordano de Cuysiaco, clerico, notario publico et curie nostre jurato, et Johanne Bocherati, cive Lugduni, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis una cum pluribus aliis fide dignis, et datum die decima septima mensis Augusti, anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo primo. Et ad majorem roboris firmitatem omnium et singulorum premissorum sigillum curie nostre litteris presentibus duximus apponendum. Actum et datum prout supra.

CXXVIII

Comant mess. li arcevesques commit de discutir la cause de seir Anthoine de Genas que l'on disoit avoir esté renever.

14 Juillet 1343.

HENRICUS de Vilars, miseratione divina prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus et comes, venerabili et discreto domino Guicherdo Galiani, legum doctori, salutem. Super recredentia quorundam bonorum que quondam fuerunt Anthonii Baronis dicti de Genas, civis quondam nostri Lugdunensis, quam petunt sibi fieri quidam cives nostri Lugdunenses, que bona ad manum nostram saysita detineri dicuntur, vobis committentes mandamus quatinus, vocato procuratore nostro generali, auditis hinc inde partibus, faciatis summarie et de plano bonum et breve justicie complementum, quoniam, quo ad hec et ea spectantia, vobis committimus vices nostras donec eas ad nos duxerimus revocandas. Datum in castro nostro Petrescise, die quarta decima mensis Julii, anno Domino millesimo CCC° quadragesimo tercio.

CXXIX

Comant toz li empegemanz mis els hers Anthoyne de Genas que l'on disoit avoir esté usurer per sentence fut revoqués.

19 Août 1343.

NOS Guichardus Galiani, legum doctor, commissarus specialis in hac parte reverendi patris et domini domini nostri domini Henrici, Dei gratia archiepiscopi Lugdunensis et comitis, ut inferius plenius declaratur, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum lis seu questio ventilata esset coram nobis inter discretum virum dominum Johannem

de Ranchetes, licenciatum in legibus, procuratorem generalem et procuratorio nomine dicti domini archiepiscopi, ex una parte, et Claram, uxorem Johannis La Bianna, sororem Anthonii Baronis de Genas, civis quondam Lugdunensis, ex altera, ventilata, inquam, coram nobis prefato Guichardo, commissario deputato, prout in commissione continetur, cujus commissionis tenor sequitur et est talis :

Henricus de Vilars, miseratione divina prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus et comes, venerabili et discreto domino Guicherdo Galiani, legum doctori, salutem. Super recredentia quorundam bonorum que quondam fuerunt Anthonii Baronis dicti de Genas, civis quondam nostri Lugdunensis, quam petunt sibi fieri quidam cives nostri Lugdunenses, que bona ad manum nostram saysita detineri dicuntur, vobis committentes mandamus quatinus, vocato procuratore nostro generali, auditis hinc inde partibus, faciatis summarie et de plano bonum et breve justicie complementum, quoniam, quo ad hec et ea spectantia, vobis committimus vices nostras donec eas ad nos duxerimus revocandas. Datum in castro nostro Petrescise, die quarta decima mensis Julii, anno Domino millesimo CCC° quadragesimo tercio.

Et ex parte dicte Clare, uxoris Johannis La Bianna, civis Lugdunensis, sororis predicti Anthonii de Genas, civis Lugdunensis, quedam supplicatio tradita et oblata fuerit contra dictum procuratorem procuratio nomine quo supra, cujus quidem supplicationis tenor sequitur et est talis :

Vobis venerabili viro domino Guichardo Galiani, legum professorti, judici et commissario in hac parte a reverendo in Christo patre domino H., archiepiscopo et comite Lugdunensi, specialiter deputato, significat et conquerendo demostrat Clara, uxor Johannis La Bianna, civis Lugdunensis, soror et heres universalis Anthonii de Genas, quondam civis Lugdunensis, quod dominus Johannes de Ranchetes, licenciatus in legibus, qui se dicit procuratorem generalem dicti domini archiepiscopi, seu officiales et curiales dicti domini archiepiscopi, ad instanciam procuratoris generalis, domum, quam inhabitabat dictus Anthonius tempore mortis sue, et alia bona hereditalia ejusdem ad eandem pertinentia et que ipsa Clara tenet et possidet et que ad ipsam legittime obvenerunt ex successione dicti Anthonii ejus fratris, cujus est heres universalis, ea occasione, quod asserit dictus procurator ipsum Anthonium fuisse usurarium, tenent indebite ad manum dicti domini arehiepiscopi saysita et sequestrata, et pretextu dicte saysine ibidem tenent unum servientem curie secularis Lugdunensis, qui de dictis bonis pro victu suo et aliis neccessariis suis accipit et consumit, licet nullum super hiis legittimum, de quo fidem faciat, habeat mandatum, pro libito voluntatis, et de facto impedientes eandem quominus dictis bonis hereditariis ad eam pertinentibus uti valeat et gaudere et de ipsis inventarium facere, dictamque domum et bona hereditalia ipse dominus archiepiscopus et ejus officiales, licet eisdem ex parte dicte Clare ydonea et sufficiens cautio, qualis etiam negocium requirit vel requirere potest,

fuerit sepe presentata et quam adhuc prestare est parata, usque ad valorem et quantitatem dictorum bonorum, expedire a dicto impedimento et dictam manum, saysinam et sequestrationem amovere renuunt et recusant injuste. Unde cum de jure utroque omnis sequestratio et saysina sit prohibita, potissime in hunc casum, cum non sit persona suspecta, idcirco humiliter supplicat et requirit dicta Clara quatinus dictam sequestrationem et saysinam et dictum servientem de dicta domo et aliis bonis hereditariis suis amovere, sicut justicia suadet, velitis et etiam amoveatis ad opus et utilitatem ejusdem, taliter quod de dictis bonis uti possit et gaudere sicut debet, potissime etiam quod sit parata et se offerat paratam emendare clamores dicti defuncti, qui legictime apparebunt, juxta facultatem bonorum ejusdem et super hoc dare cautionem congruam et sufficientem qualem debebit de jure, quod et facere tenenimi et debetis, justicia suadente. Istaque proponit, requirit dicta Clara eo modo, jure et forma quibus melius potest et debet de jure, stilo vel consuetudine, salvo semper sibi jure addendi, diminuendi, corrigendi hanc suam petitionem et supplicationem reformandi et, si necesse fuerit, etiam de novo faciendi ; implorans in premissis et circa premissa vestri dicti domini judicis officium in quibus fuerit rationabiliter implorandum, non astringens se ad omnia et singula predicta probanda, nisi ad ea tantum que poterit et debebit et sibi sufficient de premissis ad optinendum optatum ; protestaturque de suis expensis jam factis ac in lite faciendis.

Ad quam si quidem supplicationem se opposuit dictus dominus Johannes de Ranchetes, licenciatus in legibus, procurator generalis et procuratorio nomine dicti domini Lugdunensis archiepiscopi et comitis, et coram nobis, ad finem quod fieri non debeant contenta et petita in ipsa supplicatione, proposuit dictus procurator et procuratorio nomine quo supra, primo quasdam rationes, que incipiunt : Cum vos venerabilis vir, et finiunt : tempore proponendi; proposuit etiam dictus procurator nomine quo supra quasdam alias rationes que incipiunt : In causa vertente, et finiunt in penultima linea : exhiberi; fuerit etiam ex parte dicte Clare coram nobis in modum probationis productum et exhibitum, presente dicto procuratore nomine quo supra, quedam littera sigillo domini officialis Lugdunensis sigillata continens testamentum dicti Anthonii de Genas quondam, que incipit in secunda linea : presentata a nobis, et in qua littera inter cetera continetur quod dictus Anthonius de Genas quondam dictam Claram sibi heredem universitatem instituit.

Tandem anno Domini quo supra, die martis post festum Assumptionis beate Marie Virginis assignata coram nobis dictis partibus ad faciendum in dicto negocio quod esset rationis, nos dictus judex et commissarius, visa dicta supplicatione, visis etiam dictis rationibus dicti procuratoris procuratorio nomine quo supra et omnibus aliis que dicte partes dicere et proponere voluerunt, coram nobis prepositis sacrosanctis scripturis, sedentes pro tribunali, ad nostram pronuntiationem

proferendam in scriptis processimus et per modum qui sequitur: In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. Nos judex predictus in hiis scriptis pronunciamus et declaramus manum et saysinam et sequestrationem de quibus in supplicatione suprascripta fit mentio esse admovendas et debere admoveri et realiter amovemus ad opus et utilitatem dicte Clare, maxime cum per dictum testamentum non cancellatum, non viciatum nec in aliqua sui parte corruptum, nobis constet quod dictus Anthonius dictam Claram sibi heredem universalem instituerit, reservantes tamen dicto procuratori, procuratorio nomine quo supra, et quibuscunque aliis jus nullitatis dicti testamenti et quod possint dictum testamentum nullum dicere vel alias impugnare, ut fuerit rationis et juris proprietatis, in casu in quo reperiretur dictum testamentum nullum esse seu irritum et inane ut jus erit. Verum quia Peroneta, soror quondam dicti Anthonii, coram nobis exposuit quod in archis dicti Anthonii quondam esse debet testamentum patris dicti Anthonii quondam et dicte sororis sue, in quo dicta soror est dicto Anthonio substituta in casu in quo dictus Anthonius sine liberis decederet, supplicando nobis ut antequam dicta bona dicte Clare expediantur, quod inquiratur utrum dictum testamentum sit in dictis archis; et quia etiam dictus procurator dicti domini archiepiscopi et comitis propter nullitatem dicti testamenti, quod testamentum nullum allegat dictus procurator ut pote factum per dictum Anthonium, ut idem procurator asserit, usurarium publicum, et super usuraria pravitate, ut asserit, tempore confectionis dicti testamenti publice diffamatum, super jure proprietatis dictorum bonorum nititur contendere, ut in suis rationibus evidenter apparet, id circo etiam ordinamus quod dicta bona hereditaria dicti Anthonii quondam sub inventario tradentur et deliberentur dicte Clare, et quod perquiratur in dictis archis utrum dictum testamentnm paternum dicti Anthonii sit infra dictas archas, et si infra dictas archas ipsum testamentum reperiatur, quod nobis aportetur, ad finem quod per manum nostram dicta Peroneta, soror dicti Anthonii, habere possit copiam dicti testamenti paterni; ordinantes etiam quod dicta Clara ante omnia caveat ydonee de stando juri, judicatum solvi et de faciendo cuilibet aliquid petere volenti in dictis bonis hereditariis justicie complementum, et de clamoribus dicti Anthonii defuncti et de usuris, si quas habere reperiatur dictus Anthonius, emendandis et pacificandis usque ad valorem bonorum hereditariorum dicti Anthonii quondam, et de quo valore constare poterit per inventarium quod faciet dicta Clara, ut est superius ordinatum, de dictis bonis. A qua quidem ordinatione et pronunciatione seu sententia nostra dictus procurator, procuratorio nomine quo supra, viva voce et incontinenti, antequam se deverteret ad actus alios, appellavit et protestatus fuit de appellando in scriptis loco et tempore competenti, et apellos petiit sibi dari et concedi et sibi decerni copiam de premissis pro appellatione sua facienda et formanda in scriptis ut supra. In cujus rei testimonium signetum nostrum presentibus litteris duximus

apponendum et sigillum domini officialis Lugdunensis in robur et testimonium plenius premissorum presentibus litteris rogavimus et obtinuimus hic appendi. Acta fuerunt predicta in domo nostra dicti Guichardi, commissarii ut supra, die martis post festum Assumptionis Beate Marie Virginis, anno Domini millesimo CCC° quadragesimo tercio, presentibus Thoma Baconerii, Francisco Serrati, publicis notariis, ac donno Stephano de Ruppe, presbitero, notario Lugdunensi jurato et nostro a partibus rogato et a nobis jusso litteras conficere testimoniales sub sigillo dicti domini officialis et signeto nostro, ac Guillelmo de Surrone, domicello, et pluribus aliis fide dignis testibus ad premissa vocatis et rogatis.

CXXX

Comant li Roys notresire fit mos. Philippe de Chaveri gardier de Lion si playsoit als habitanz de Lion, autremant non.

29 Août 1333.

PH., par la grace de Dieu roys de France, a touz ces qui verront ces présentes lettres, salut. Comme nous aiens entendu que il playroit moult et seroit aggreable es habitanz de la cité de Lyon seur le Rone que notre amez et feaus chevaliers Phelippes, seigneur de Chavieri, notre bailli de Mascon, fut et soit leur gardiens deputez de par nous, savoir faysons que, se il plest es diz habitanz que il le soit, il nous plest et le volons et le establissons et deputons leur dit gardien à y demorer tant comme il nous plara es guaiges acostumez, et li donons povoir et especial comandement de fere toutes choses et chascune appartenant à la dicte garde. Si mandons à touz a qui il appartient que entendent et obeissent deligemment a ly es choses qui y appartenent, et au cas dessus dit que il plara ausdiz citoiens, nous volons que tous autres gardiens soit hostez. Donné à Sainte Jame, le XXIXe jour en Aoust, l'an de grace mil CCC trante et trois. — Subscriptio notarii talis est : Par le roy, à la relation mons. Remon Saquet, *Molins*.

CXXXI

Comant l'on ne contraigne ceuz de Lyon de jurer de garder les ordenances des monnoyes seins mandemant especial du Roy.

6 Juin 1345.

PH., par la grace de Dieu roy de France, au bailli de Mascon ou à son lieu tenant, et à touz noz autres justiciers, salut. A la supplication des bourgois et habitanz de Lyons sur le Rosne, nous vous mandons et defendons et à chascun de vous que vous ne les contraigniés ou aucun d'euls a fayre sayrement de garder noz ordenances sur le cours de noz monnoies jusques à tant que mandement especial en ayez de nous, et se pour ce que jurées ne les ont ou gardées les avez traiz a amende ou pris aucune chose du leur, si le rappellez et leur delivrez; mais faites crier et defendre que aucun ne prengne ou mette le denier d'or à l'escu fors pour treze solz quatre deniers Parisis, et le gros tournois pour douze deniers Parisis, et les autres monnoies noires selon notre ordonance, non obstant quelque mandement que vous aiez heu de par noz sur le cours de nos monnoies jusque à la date de ces presentes lettres. Donné à Paris, le VI jour de Juign, l'an de grace mil CCC XL et cinq. — Subscriptio notarii talis est : Par les gens des comptes, *Math.*

CXXXII

Comant il fut mandé als commissayres que ne molestant ceuz de Lyon por avoir passées les ordenances des monnoyes quar autremant ne se porroient thenir.

22 Juillet 1345.

PH., par la grace de Deu roys de France, a notre amé et feal conseillier Jehan de Chavoles, chevalier, et à toz nos autres commis et deputez ou à deputer sur le fait des transgressions des ordenances de noz monnoies et du coins d'icelles, salut et dilection. Les citoiens et habitanz de Lyon nous ont donné à entendre que vous ou aucuns de vous yceuls citoiens ou aucuns

d'eulz molestez et travailliés en diverses maneres et vous efforciez de molester et travaillier et trayre a composition et finance, pour ce qu'ils preignent et metent aucune foiz autre monnoie que la notre ou deffendue et dehors de notre royaume et autrement trespassent noz ordenances, et les volés pour ce traire a composition et finance, combien que autrement il ne se pourroient bonnement thenir ne mener leurs marchandises, pour ce qu'ils sont es frontieres de l'empire, ou il a plusurs monnoies, et il covient qu'il y marchandent, vendent et achetent leurs neccessitez. Si nous ont supplié que sur ce leur porveons de remede convenable. Pourquoi nous enclinanz a leur supplication, vous mandons et deffendons estroytement et à chascun de vous que yceulx citoiens ou aucun d'eulx vous ne molestez ou travailliez, ne faites molestier ne travaillier ne traire à aucune composition ou finance, en aucune manere pour les causes dessus dictes, mais les en tenez paisibles, quar ainsi le volons nous et leur avons octroié et octroions de grace especiale et pour cause. Donné à Sable-sur-Sarte, le XXII jour de Juillet, l'an de grace mil troiz cens quarante et cinq. — Subscripcio notarii talis est : Par vous, *Chasteillon.*

CXXXIII

La commission pour acorder du criage du vin.

19 Juillet 1345.

PH., Dei gratia Francorum rex, dilectis nostris decano Lugdunensi, Gererdo Curtilis et Johanni de Lay ac Hugoni Lyatardi, clericis, et Stephano de Villanova, civi Lugdunensi, salutem. Cum a procuratoribus partium infrascriptorum concordatum extiterit in curia nostra, prout in quadam cedula ipsi curie nostre tradita continetur, cujus tenor talis est :

Commictatur causa appellationis dudum pendens in parlamento Parisius ratione cridagii vini inter cives, consules et habitatores civitatis Lugduni appellantes, ex una parte, et predecessorem moderni archiepiscopi Lugdunensis, appellatum, ex altera, cujus cause procurator ipsius moderni archiepiscopi nunc habens diem appensamenti arramenta resumpsit, venerabilibus viris dominis decano Lugdunensi, Girerdo Curtilis et Johanni de Lay, legum doctoribus, nominatis pro

parte dicti archiepiscopi, et Hugoni Lyatardi, utriusque juris professori, et Stephano de Villa Nova, civi Lugduni, pro parte dictorum consulum, civium et habitatorum nominatis, aut duobus ex ipsis, uni videlicet pro qualibet parte, audienda et sine debato paciscenda, concordanda et terminanda judicio vel concordia, ut eis videbitur faciendum, ita tamen quod in casu in quo dictum negocium infra dies Matisconensis baillivie futuri proximo parlamenti non esset terminatum, dicte partes in statu in quo nunc sunt, ad dictos dies redibunt in ipsa causa processura ut fuerit rationis.

Mandamus et committimus vobis quatinus in dicta causa, juxta tenorem dicti accordi, celeriter procedatis. Datum Parisius, in parlamento nostro, de consensu Petri de Hautecuria, dictorum consulum et habitatorum, et Martini de Sancto Petro, dicti archiepiscopi procuratoris, die XIX[a] Julii, anno Domini millesimo CCC° quadragesimo quinto, sub nostro novo sigillo. — Subscripcio notarii talis est : Per cameram dup. *B. Potin.*

CXXXIV

Comant l'on reniat d'aler au rereban royal par comant, et le paiement de M livres donées al Roy et que ne soit prejudices a la vile.

26 Aoust 1346.

PH., par la grace de Dieu rois de France, a touz ceulz qui ces lettres verront salut. Comme il eust esté crié de par nous par la baillie de Mascon et par les ressors, especialement en la cité de Lyon sur le Ronne, que toutes personnes de diz huit anz jusque a soissante venissent a notre arriere bam a Roen, en armes, a cheval et a pié, chascun selon son estat, pour estre avecques nous a contraictier a noz annemis qui estoient entrez en notre dit royaume pour les parties de Coustenay en Normandie, et les consuls et habitanz de la dicte cité de Lyon se soient traiz par devers noz genz et leur aient dit pluseurs causes pour quoy il n'estoit pas expedient que la dicte cité demourast desgarnie de genz, disanz aussi que es autres guerres il estoient touz jourz demouranz en la dicte cité, savoir faisons que de notre volunté il sont demourez de venir a notre dit arriere bam, toutes voies il nous ont donné mille livres tournois une foiz, lesquelles ils ont paiés et rendues ou nom de nous a Eustache de Cabour,

notre amé eschançon, et nous en tenons a paié, ne ne volons que pour ledit don il nous soit acquis sus les diz citoiens et habitanz de Lyon nouvel droit ne aussi qu'il puisse portier ou temps a venir aucun prejudice a nous ou a noz successeurs en autres cas semblablement s'il avenoient. Donné a Paris, le XXVI[e] jour d'Aoust, l'an de grace mil CCC XL et sis, soubz notre nouvel seel.— Subscriptio notarii talis est : Par le conseil en la chambre des comptes. *P. Briarre.*

CXXXV

Comant la gabelle du sel à Lyon et el pais d'anviron fut revoquée enteremant a la requeste dels borgeis de Lyon.

16 Septembre 1346.

PH., par la grace de Dieu rois de France, a touz ceulz qui ces presentes lettres veront salut. Oye la grief complaignte qui nous a esté exposée et a noz genz par les bourgeois et habitanz de la ville de Lion sur le Rone et de tot le peuple d'environ sur les oppressions, griés et domages qu'il ont par lonc temps soustenu en pluseurs maneres pour cause de notre gabelle de sel, nous, volans obvier de notre povoir a ce, avons voulu et ordené de notre grace especial et auctorité royal, et encores voulons et ordenons que la dicte gabelle cesse des maintenant et cessera dores en avant en la dicte ville et pais d'environ, et que chascun puisse vendre et achetier sel ou il li plaira, pour soy ou pour aucun, aussi comme l'an fesoit avant l'ordenance de ladicte gabelle. Si donnons en mandement au bailli de Mascon et a touz les autres justiciers de notre royaume et a leurs lieus tenans et a chascun d'eulz, et commettons, se mestiers est, que les choses dessus dictes facent crier et publier par tous les lieux out il appartendra, en deffendant de par nouz a touz commissaires et establiz sur le fait de la dicte gabelle que contre notre presente grace il n'empeschent ne troublent dores en avant lesdiz complaignans ou aucun d'iceuls en aucune manere. Donné a Moncel-les-Pons-Sainte-Mexence, le XVI[e] jour de Septembre, l'an de grace mil CCC quarante et six, souz notre nouvel seel. — Subscriptio notarii talis est : A l'asambl. d'une autre seel. et pass. par le Roy a la relation de mess. Ay. de Hauteville. *Donchin.*

CXXXVI

Coment le Roys mandet al bailli que ne s'entramit de czo que le garders avit fait contra lo seignor de Bel Jue per unnes lettres, si elles ne disiant non ostant la commission faite el garder.

2 Juillet 1332

PH., par la grace de Dieu roys de France, au baillif de Mascon ou a son lieu tenant salut. Comme nous aiens deputé et ordené un guardien auz citoyens et habitans de Lion, qui sont avec leurs familles et touz leurs biens en notre especial garde et protection, afin que les oppressions, forces, violences et injures qui de jour en jour leur estient faites par leurs voisins tant de notre royaume come de l'empire, leur fussent ostées et empeschiez par ledit guardien, et aiens volu pour ce que il ne leur conviengne pas avoir recours loing d'eux, a Mascon ou ailleurs, que ledit gardien, qui est chevaliers et home bien sachant, ait cognoissance des causes tochant la dite garde, parmi notre commission a li donnée suz ce par nos letres ouvertes et pour aucunnes prises et injures que nos gens de notre amé et feal le segneur de Biaujeu avient fait au prejudice de notre dite garde, si comme on dit, suz ceux de Lion, de personnes, de nefs et de buche ou noz penonciauz estient, li diz gardiens par bon conseil eust fait aucuns esploiz de justice contre ledit segneur de Biaujeu et ses genz, parmi le pooir que nous li avons donné et commis; niantmeins li diz sires de Biaujeu par lettres subreptices empetrées de nous ou de notre court, ten de la commission faite audit gardien de par nous et des causes dessus dictes qui nous murent à ce faire pour la seurté de ceux de Lion, lesquelles lettres s'adressent a toy, s'efforce de faire venir la dicte cause et le dit gardien et les parties par devant toy, et tu ausy de faire recréance d'aucuns prisonniers qui sont a bonne cause detenus pour les prises et injures dessus dites, et as fait pluseurs inhibitions par quoy justice est empeschié contre raison, si comme on nous a raporté. Pourquoy nous qui ne volons mie que ce qui appartient a un de noz justiciers soit empeschié par l'autre par lettres subreptices ou autrement, te mandons et enjoingnons estroitement que, se les lettres empetrées par ledit seigneur de Biaujeu ne contienent expressemant que tu cognoisses des choses dessus dictes, non contrestant la commission faite au dit gardien, tu te sueffres d'aler avant en la dite cause et remet au premer estat tout ce qui ara esté

fait par toy et par ton comandemant es choses dessus dictes, non contrestant les dites lettres empetrées par ledit seigneur de Biaujeu, lesqueles nous reputons subreptices, s'il est ainsi comme dit est, et desore en avant n'empesche ledit gardien en ce qui li est commis par nos dites letres, s'il ne t'estoit mandé que tu les feisses non contrestant la commission que nous li avons faite. Donné a Crieve Cuer, le second jour de Juillet, l'an de grace mil CCC trente-deux.

CXXXVII

Coment mosse Bartholomez de Monbrison fu faz gardiers de Lion.

16 Mars 1342

PH., par la grace de Dieu roys de France, a tous ceulz qui ces presentes lettres verront salut. Savoir faisons que nous, a la supplication des citoyens de Lion sur le Roone, disans que comme il ait esté dit per arrest de notre court que il auront leur gardien qui demourra en la dite cité, et il se doubtent que injures, griez et violences ne leur soyent faytes par aucuns leurs malveullans, leur avons deputé et deputons pour gardien, aus gaiges acoustumez, de notre grace especial, non obstant que nous leur eussions deputé gardien le bailli de Mascon, lequel ne pourroit continuelment demourer en la dite cyté ne entandre a leurs besoingnes sans leur grant dommage, maistre Barthelemy de Monbrison, doctor en loys, lequel nous faysons et establissons notre sergent en ce cas et li donnons povoir et auctorité, et li mandons et commettons que les diz cytoiens, leurs gens, famille et tous leurs biens, les quiex nous prenons sous notre protection et garde especial a la conservation de leurs droys tant seulement, garde et deffende de totes injures, griez, violences, oppressions, inquietations de force d'armes et puyssance de lays et de totes nouvelletés indeues; et se aucune chose il treuve estre ou avoir esté fait contre yceux cytoiens, leur familles et leurs biens indeuement, il le remette sens delay au premier estat et deu, et pour ce face faire a nous et aus diz citoiens amende convenable, et les maintiengne et garde en leurs justes possessions, libertez, droys, usages, franchises, coustumes et saisine es quelles il les trouvera estre et leurs predecesseurs avoir esté paisiblement et d'ancienneté, et de toutes les personnes des quelles il ou aucun d'euls voudront avoir asseurement, leur face donner bon et loyal, selon la

coustume du pais, et ceste presente sauvegarde especial signifie et publie es lieux et aux personnes ou yl appartendra, et deffande de par nous a totes les personnes dont yl sera requis de par les diz cytoiens que a eux, leur familles et biens, sur certeine peyne a appliquer a nous, ne meffacent ne facent meffaire en aucune manere, et toutes leurs debtes bonnes et loyauls congneues ou prouvées souffisament par lettres, tesmoins, instrumenz ou par autres loyauls enseignemenz, leur face payer, en contraingnant a ce deuement les debteurs par prinse et explectation de leur biens et detencion de leur corps, se yl y sont obligés. Et se aucuns se voloit opposer a ce et sur les choses dessus dictes ou aucunes d'icelles nait debat entre parties en cas de nouvelleté, ycelli debat et la chose contencieuse metre en notre main comme souveraine, et par icelle face recreance ou y appartendra, et adjorne les opposans, a certein et competent jour, par devant les juges aus quieux la cognoissance en appartendra, pour poursuivre leur opposition, si comme de rayson sera, et certifie lesdiz juges desdiz adjornemanz suffisament, et toutes les choses dessus dictes et chascune d'icelles et celes qui en dependent, et aussi toutes autres qui a office de gardien especial appartiennent et puent appartenir en quelque manere que ce soit, face et exerce toutes foys que mestiers en sera ; toutes voies nous ne volons pas que yl s'entremette des choses qui requierent congnoissance de cause, fors que de ce qui a office de gardien appartient. Et nous donnons en mandament par la teneur de ces presentes lettres a tous nous justiciers et subjets que audit gardien es choses dessus dictes et es dependances d'icelles obeissent et entendent diligement et li prestent conseil, confort et aide, se mestier en est et il les en requiere. En tesmoing de ce nous avons fait mectre notre seel a ces presentes lettres. Donné a Pont Sainte Maixance, le XVIe jour de mars, l'an de grace mil CCC quarante et un.

Subscriptio notarii talis est :

Par le roy a la relation de mess. P. de Villen. et Oud de Hem., *Gornay*.

CXXXVIII

L'arest dona coment moss. B. de Monbrison poit estre gairders, non ostant totes les oppositions faites par moss. l'arcevesque et chapitre.

17 Mai 1342.

PH., Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod cum cives de Lugduno dicentes se per cartam seu privilegium eisdem a predecessoribus nostris concessam sint in nostra salva gardia speciali, quodque per arrestum curie nostre dictum fuerat quod ipsi gardiatorem in villa Lugduni commorantem haberent, a nobis quasdam litteras impetrassent continentes nos eisdem magistrum Bartholomeum de Mombrison gardiatorem de speciali gardia deputasse, non obstante quod baillivus noster Matisconensis eorumdem gardiator deputatus fuisset, cum dictus bayllivus in civitate Lugduni morari non posset nec negociis dictorum civium vacare; postmodumque dilectus et fidelis noster archiepiscopus et decanus et capitulum Lugdunense dictas litteras impugnantes fuissent super hoc in nostro parlamento remissi, et ibidem contra cives predictos proposuissent quod cum ratione cujusdam compositionis inter nos et dictos cives ad suggestionem dictorum civium, in prejudicium dictorum archiepiscopi, decani et capituli facte, lis in nostro parlamento penderet inter dictum archiepiscopum dictam compositionem impugnantem et annullari petentem, ex una parte, et dictos cives et procuratorem nostrum dictam compositionem in suis viribus remanere debere dicentes, ex altera, dictique cives dictum gardiatorem in alta justicia dicti archiepiscopi commorantem ac dictas litteras super hoc confectas in dicte litis prejudicium impetrassent, dictusque gardiator esset de villa Lugduni oriundus ac dictorum civium consiliarius pensionarius, et ob hoc cum dicto archiepiscopo assistere noluisset, pronunciari debebat dictas litteras tacito de premissis obtentas fore subrepticias et iniquas et ob hoc revocari et annullari debebant, presertim, cum, secundum ordinationes regias, gardiatores seu servientes nostri in justicia aliorum justiciariorum morari non debeant, ut dicebant, plures rationes alias proponendo ad finem predictum. Predictis civibus dicentibus ex adverso quod, attento quod per cartam seu privilegium predictum ipsi in nostra speciali gardia existebant, ac quod per dictum arrestum dictum fuerat quod gardiator eorumdem in villa seu civitate Lugduni morari posset, pronunciari debebat dictas litteras esse rationabiles et justas, ipsasque in suis viribus remanere debere, presertim cum dictus magister

Bartholomeus, propter ipsius ydoneitatem et sufficientiam, esset judicum nostrorum in illis partibus locum tenens, nec erat consiliarius nec pensionarius ipsorum, nisi solum quo ad stipendia que ad gardiatorem pertinere noscuntur; dictique archiepiscopus, decanus et capitulum, attento arresti predicti tenore, de dictis ordinationibus non poterant se juvare, sed in hoc contra dictum arrestum notorie veniebant; nec ex dicti gardiatoris concessione conqueri debebant, cum ipse ad deffendendum eosdem ab injuriis, oppressionibus et violenciis et ad alia que ad gardiatoris officium pertinebant duntaxat deputatus fuisset; dictique decanus et capitulum ad impugnandum dictas litteras admittendi non erant, cum dicti cives eorum subditi non essent, sed solummodo eorum vicini, ut dicebant, plures rationes proponendo ad finem per ipsos superius declaratum; parte adversa pluribus rationibus ad finem contrarium replicante. Auditis igitur partibus predictis, consideratisque omnibus que curiam nostram movere poterant et debebant, per arrestum curie dictum fuit quod dictus gardiator per manum nostram ut superiorem, pendente lite predicta, absque dicte litis prejudicio remanebit. In cujus rei testimonium nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Datum Parisius, in parlamento nostro, die decima septima Maii, anno Domini millesimo tricentesimo quadragesimo secundo.

Subscriptio notarii talis est : *Verriere*, per arrestum curie.

CXXXIX

Li garda mestre Pierre de Villa Nova.

15 Juillet 1345.

PH., par la grace de Deu roys de France, a toz ceuls qui ces letres verront, salut. Come par arrest doné en notre parlemant les habitans de la cité de Lion sur le Rosne puissent et doivent avoyr gardien de par nos demorant en ladite ville, si come il nos ont doné entendre, savoyr faisons que nos, a leur supplication, se il est ainsi, leur avonz deputé et deputons de grace especial par ces letres, tant come il pleyra a nos et aus diz habitans, notre amé clerc mestre Pierre de Ville Neuve, licencié en loys, en gardien pour eulz et pour la dite cité, aus gages des diz supplianz et auz profiz acoustumez, senz ce que ce lour porte aucun prejudice quant a un autre arest qu'il ont eu depuis en

notre dit parlemant sur le fait d'avoir gardien en icelle cité de par nos. Si donons en mandement à touz nos justiciers et subgiez que audit mestre Pierre, en tot ce que audit office de gardien puet et doit appartenir, obeissent et entendent diligamant. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait mettre notre nouvel seel en l'ausence dou grant à ces letres. Donné à La Flesche, le XVe jour de Juillet, l'an de grace mil troiz cenz quarante et cinc. — Par le roy tenant ses requestes.

CXL

Coment moss. Hugos de Marzeu fut faiz gardiers de Lion.

13 Avril 1347.

PH., par la grace de Dieu roys de France, a touz ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Come par arrest donné en notre parlement a Paris, noz amez les bourgoiz et citoyens de la cité de Lion sur le Rosne puissent et doient avoir gardien de par nouz demorant en ladite cité, si comme il nous ont donné entendre, savoir faisonz que nous, a leur supplication, se il est ainsi, en rappellant tous autres gardiens, leur avons deputé et deputonz par ces presentes et de grace especial, tant comme il plaira à nous et auz diz bourgois et citoyens, notre amé et feal Hugue de Marzé, chevalier, en gardien pour eulz et pour la dite cité, aus gaiges d'eulz et aus proffiz et emolumens acoustumez. Si donnons en mandement a touz nos justiciers et subgiez que audit chevalier, en tout ce qui a office de gardien appartient et peut et doit appartenir, obeissent et entandent diligemment. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait metre notre seel en ces lettres. Donné au Moncel-lez-Ponz-Sainte-Maixance, le XIIIe jour d'Avril, l'an de grace mil CCC quarante et sept. — Subscriptio notarii talis est : Par le roy a la relation de mess. Deffemont, *Journeur*.

CXLI

Que fut mandé el garder et toz justiciers que ceulz de Lion, lours familles, lours biens gardant de injures, violences et leurs libertés.

16 Mars 1342.

PH., par la grace de Dieu roys de France, au bailli de Mascon, au gardien deputé de par nous en la ville de Lion et a touz nos autre justiciers ou a leurs lieux tenans, salut. A la supplication des citoyens et habitans de la ville de Lion, nous vous mandons et a chascun de vouz que yceulz et chascun d'eulz avec leur familles vous deffendez et faites defendre de toutes injures et griez, violences, oppressions, molestations, de force d'armes, de puissance de lays et de toutes molestes indeues et les maintenez et gardez en toutes leurs justes possessions, drois, usages, privileges, coustumes, franchises, libertez et saysines es quelles vous les trouverez estre ou leurs predecesseurs avoir esté paisiblement d'ancienneté, et ne soffrez contre yceulz, leurs familles, leurs biens, leurs choses, aucunes nouveletés indeues estre faites, lesquelles, si vous les trouvez estre ou avoir esté faites, vous ramenez ou faites ramener senz delay au premier et deu estat; et se aucuns s'oppose au contraire, faites chascun de vous, si comme a lui appartendra sur ce, aus parties, appelez ceulz qui seront a appeler, bon et brief accomplissement de justice, en tele maniere que par vous n'y ait deffaut et que complainte n'en doie estre feyte a nous. Donné au Moncel-les-Ponz-S.-Maxence, le XVIe jour de Mars, l'an de grace mil CCC quarante et un. — Subscriptio notarii talis est : Els requestes de l'ostel, *Gornay*.

CXLII

Que le roys mande que tuit li habitant et clers et religieus qui ant biens en la ville de Lion seiant çontraint a paier de les closures de la villa.

21 Avril 1347.

PH., par la grace de Dieu roys de France, a notre juge du ressort et au gardien de la cité de Lion sur le Rosne, ou a leurs lieux tenants, salut. Comme nos amez les bourgois de la dite cité, a la seurté et deffance d'elle et au proffit commun de tous les habitans en ycelle et de notre royaume, aient comencié depuys demi an enca, si comme nous avons entendu, a la faire enforcier et clorre de fossez et de murs et a y faire pluseurs reparations et autres choses convenables, et pour ce leur ait convenu et conviengne faire de jour en jour pluseurs missions et despens, lesquelles et les quiex il ne pourroyent bonemant soustenir se generalement touz les diz habitans a ce ne contribuoient chascun selon son estat et possibilité. Nous, ce considerans, vous mandons et commettons que, apellé aveques vous six ou quatre preudehommes de la dite cité, vous contraigniez et facez contraindre par voyes de droit et remedes convenables touz les diz habitans, clers, religieux et autres de la dite cité, qui en ycelle ont et tiennent cens, possessions, rentes et heritages, de quelque estat et condition qu'il soient, et chascuns singulierement, selon ses facultez et possibilités, a contribuer aus dites mises et despens qu'il a convenu et convient faire, comme dit est, pour les choses dessus dites ; et l'argent qu'il devront payer ou que ils seront tauxés par vous pour ce faire, faites cuillir et lever par deuz personnes bonnes et suffisans, qui de ce qui cuilli et levé en sera puissent rendre bon et loial compte davant vous et devant les diz six ou quatre predeshommes, toutes foys que metiers sera, pourveu toutevois que tout ce qui cuilli et levé en sera soit mis et converti es choses dessus dites et non ailleurs, en quelque maniere que ce soit. Volons aussi que vous et les diz six ou quatre preudeshommes puyssez quicter ceuls qui a cuillir et lever ledit argent seront commis et deputez comme dit est, de ce dont il vous rendront bon et loyal compte, et que vous leur donnez sur ce voz lettres, ainsi qu'il doit estre fait en tel cas. De ce fayre vouz donnons povoir, mandans a touz noz justiciers et subgets que a vous, en ce faysant, obeissent et entendent diligemment. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait mettre

notre seel en ces lettres. Donné a Bretuel en Biauvoisins, le XXI[e] jour d'Avril, l'an de grace mil CCC quarante et sept. — Subscriptio notarii talis est : Par le Roy, a la relation du seigneur de Ausemont, *Heliaz.*

CXLIII

Procès-verbal faict par les commissaires desputtés par le roy pour refformer et pourvoir a ce quy se passoit en la ville et seneschaussée de Lyon au prejudice des privilleges de ladite ville, quy sont confirmés par lesdits commissaires, mesmes contre les pretentions des sieurs archevesque et chappitre de l'esglise dudit Lyon, le tout en vertu des lettres patentes du Roy.

Avril 1347.

PH., Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris nos duas litteras sanas et integras sigillis propriis trium commissariorum infrascriptorum dudum ad partes Lugdunenses pro reformatione patrie et ex parte regia destinatorum, prout in prima facie apparebat, sigillatas, recepisse formam que sequetur continentes :

In Dei nomine. Amen. Notum sit omnibus presentibus et futuris quod nos Petrus prior de Caritate, Johannes de Forgetis, archidiaconus Brie in Pariensi ecclesia, et Thomas de Marfontanis, domini nostri Philippi, Dei gratia Francorum et Navarre regis, miles, ab eodem domino nostro rege ad partes senescallie Lugdunensis pro reformatione patrie deputati, recepimus quedam gravamina a dicto domino rege sub suo contra sigillo nobis missa pro civibus Lugduni contra officiales regios in civitate Lugdunensi, super quibus ordinavimus et providimus in hunc modum. Et primo ad primum quod est quod passim et indifferenter judex ordinarius inquirit de omnibus criminibus sine accusatore vel denunciatore, qui prosequatur legittime, cum tamen consuetudo dictorum civium sit, sicut asserunt, quod solum in criminibus furti, homicidii et proditionis inquisitio fieri debeat et non aliter, nisi per denunciationem vel accusationem, ut supra, et tunc non nisi persone fuerint diffamate, ordinavimus, inquam, quod testes reciperentur super consuetudine premissa; quibus receptis, publicavimus eosdem et attestationes debemus portare nobiscum ad dominum nostrum regem ut idem faciat eas videri,

decidi et determinari vel provideri super dicta consuetudine, prout viderit expedire.

Item super procuratore regio, quem petunt removeri a civitate Lugduni cives predicti, ordinamus seu providimus quod dispositio istius remotionis remittetur ad regem; interim tamen in civitate Lugdunensi dictus procurator nullas inquestas promovebit fieri, nisi illas, que sibi mandate fuerint a senescallo promoveri extra civitatem Lugduni, nec aliquas causas in civitate Lugdunensi nomine regis agitabit, nisi patrimonium et hereditatem regiam contingant.

Item de gravamine, quod dicunt inferri dicto Boileau, civi Lugdunensi, super quadam inquesta facta contra ipsum ex officio, de qua judex major ferre senten-ciam nolebat, precepimus dicto judici majori quod faceret justiciam de eadem.

Item de quadam emenda Henrici de Divione, qui condempnatus fuerat in quadam pecunie quantitate, commutavimus dictam penam pecuniariam in faciendo peregrinationem ad Sanctam Mariam de Anicio.

Item super lanis, de quibus conqueruntur cives quod gentes regie non permittunt eas extrahi de Lugduno, cum tamen sint lane grosse ad faciendos burellos, ordinavimus quod super hoc loqueremur regi.

Item super eo quod conquerentur quod senescallus et aliqui alii officiales regii citant eos Parisius aliquotiens, inhibuimus ne hoc fiat, nisi de mandato regio vel per suas litteras.

Item conqueruntur quod per officiales regios male custodiuntur et deffenduntur ab injuriis que fiunt eis per extraneos; precepimus dicto senescallo quod animosius et virilius solito deffendat eosdem.

Item de homine qui fecit incendium in regno, providimus seu ordinavimus quod senescallus procedat in negotio.

Item de quodam homine vocato Muaus et de Johanne Bonardi, quorum unus ligatus fuit ad quandam arborem versus Mirebellum per unam diem et alius graviter verberatus, precepimus senescallo quod inquirat et puniat prout viderit expedire.

Item super eo quod conqueruntur quod senescallus et alii officiales regii faciunt per certos nuncios scribi appertiones testamentorum et inventaria, tutelas et alias scripturas, ordinavimus quod per quoscunque notarios regios, dum tamen fidedignos et ydoneos dicti cives scripturas predictas possint facere scribi.

Item super eo quod conqueruntur si unus civis fecerit citari alium, et antequam venerint coram judice pacificaverint, quod volunt ex hinc clamorem accipere, inhibemus ne fiat, quia non fuit alias factum.

Item conqueruntur quod, licet aliquis paratus sit cavere stare juri, ubi non capitur pro crimine homicidii, proditionis et furti seu aliquo alio graviori, quod officiales regis nolunt eum recredere, licet asserant quod de consuetudine dicte civitatis in illis casibus recredi debeat, ordinavimus et providimus quod jus et consuetudo patrie observentur.

Item pro gladio extracto super aliquem et non percusso, ordinavimus quod in premisso articulo jus servetur, nisi consuetudo contraria inveniatur.

Item super eo quod conqueruntur quod cancellarius, prepositus et aliqui alii officiales regii partem faciunt aliquotiens in curia regia contra cives, inhibuimus ne decetero illud fiat.

Item precepimus quod bona civium Lugduni, ubicunque et per quemcunque capta fuerint injuste, primo requirantur, et si detentores reddere noluerint, ad recuperationem ipsorum senescallus viriliter procedat.

Item si aliqui cives Lugdunenses ad invicem se percusserint sine effusione sanguinis vel alia gravi percussione, si clamor exinde coram curiam regis habitus non fuerit, clamor nec emende leventur.

Item super eo quod conqueruntur quod preconizationes fiunt aliquotiens sub majori pena, quam fieri debeant secundum consuetudines civitatis, inhibuimus ne fiat, nisi quathenus fuit hactenus observatum.

Item providimus seu ordinavimus quod quando pignora vendentur ad cridam, facta legictima subastatione, quod pecunia deponatur ubi partes voluerint concordare; quod si concordare nequiverint, deponatur per judicem penes aliquem probum civem.

Item conqueruntur quod pro sigillo senescallie accipiuntur quatuor denarii et alii quatuor pro scriptura; loquetur de hoc cum domino nostro rege.

Item conqueruntur quod notarii regii nimis accipiunt pro scripturis, dictos cives super hoc multipliciter agravando; providimus et precepimus quod ordinationes regie super hoc edite inviolabiliter observentur.

Item inhibuimus ne aliquis civis Lugdunensis in aldulterio deprehendatur, nisi nudus cum nuda inveniatur, vel alias in ipso facto presencialiter capiatur.

Item super cognitione sigilli regii ubi aliquis se sub sigillo regio Lugdunensi obligavit, quod comes Forensis et dominus Bellijoci cognitionem nittuntur habere et aliqui dicunt privilegium a rege super hoc habere, quod est in grande prejudicium civium et sigilli, loquetur de hoc cum domino nostro rege.

Item inhibuimus ne contra litteras regias exceptiones alie admittantur, nisi falsitatis, quittationis vel solutionis, quia alie de consuetudine non consueverunt admitti contra sigillum predictum.

Item inhibuimus ne officiales regii compellant aliquos heredes testamentorum recipere quittationes aliquas, nisi velint.

Item teneatur taxatio scripturarum, quantum notarii debent recipere, facta per senescallum, tantum modo quantum ad cives Lugdunenses.

Item conqueruntur dicti cives quod sigillifer regius seu cancellarius de apertionibus testamentorum nimiam exigit pecunie quantitatem, super quo informati fuimus et invenimus per fidedignos quod ad voluntatem rationabilem et moderatam tamen consuevit recipi de predictis, unde precepimus et providimus quod,

sicut hactenus factum extitit, ita fiat, tamen non fiat excessus; procurabimus tamen pro posse penes dominum nostrum regem quod predicta receptio, quantum fieri poterit, moderetur.

Item providimus et precepimus quod ubi Matisconensis denarius accipitur pro sigillo, in civitate Lugdunensi solus obolus a civibus capietur, et hoc in contractibus debitorum; in venditionibus etiam possessionum et rerum immobilium denarius integre capietur pro libra.

Item ordinavimus et precepimus dicto senescallo et aliis officialibus regiis quod super alias consuetudines, usus, libertates et franchesias hactenus observatas inviolabiliter observent et custodiant, et hec omnia superius posita per senescallum et alios officiales regios precepimus inviolabiliter observari. In cujus rei testimonium sigilla nostra litteris presentibus duximus apponenda. Datum in domo Sancti Anthonii Lugdunensis, ultima die mensis Julii, anno Domini millesimo CCC° decimo nono.

Item :

Universis presentes litteras inspecturis Petrus, prior de Karitate, Johannes de Forgetis, archidiaconus Brie in ecclesia Parisiensi, et Thomas de Morfontanis, miles domini nostri regis, ad partes senescallie Lugdunensis per eundem dominum nostrum regem pro reformatione patrie deputati, salutem et dilectionem. Noveritis quod nos inhibuimus senescallo Lugdunensi quod nullas inquestas super aliquibus criminibus, nisi super homicidio, furto vel proditione, faciat vel fieri permittat ex mero officio in civitate Lugduni contra cives ejusdem civitatis, quousque dominus noster rex de premissis duxerit aliter ordinandum, notoriis criminibus et presentibus forefactis cum premissis criminibus superius duntaxat exceptis.

Item procurator regius nullas inquestas procurabit fieri contra cives ejusdem civitatis, quousque dictus dominus rex ordinaverit de predictis, nisi prout in aliis ordinationibus eis per nos traditis continetur.

Item bannimenta non fient, nisi in criminalibus, et tunc, non nisi ubi debent fieri de consuetudine vel de jure. Datum sub sigillis nostris apud Lugdunum, die ultima Julii, anno Domini M° CCC° decimo nono.

Nos autem omnia et singula in suprascriptis litteris per prefatos commissarios regios ordinata et declarata ea volumus, laudamus, approbamus et auctoritate nostra ac plenitudine regia, de certa sciencia et speciali gratia confirmamus, nostro in aliis jure salvo et in omnibus alieno. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Datum super campos inter Montem Dederii et Davenesturia, anno Domini M° CCC° quadragesimo septimo, mense aprilis. Et estoient ainssi passées et signées :

Per dominum regem, presente domino Gerardo Quiereti, aliis absentibus, *G. Quiereti.*

CXLIV

Confirmation faicte par Henry de Villars, archevesque de Lyon, aux citoyens et habitans de la dicte ville de tous les privilleges a eux cy-devant accordés par Louis de Villars et Pierre de Savoye, aussy archevesques, ez années 1304 et 1320.

25 Mai 1347

IN nomine Domini. Amen. Nos Henricus de Vilars, miseratione divina prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus et comes, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod ex parte dilectorum et fidelium nostrorum consiliariorum, civium et habitatorum Lugdunensium nobis extitit significando monstratum quod dicti cives et habitatores Lugdunenses habuerunt et habent a tantis antiquis temporibus, quod de contrario memoria hominum non existit, multas libertates, usus et franchesias per predecessores nostros Lugdunenses archiepiscopos et comites confirmatas, et etiam ordinationes factas et approbatas per eosdem, que ordinationes ac libertates, usus et franchesie continentur in duobus paribus litterarum, quarum una est vera bulla felicis recordationis domini Ludovici de Vilars, quondam prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopi, in laqueo siriceo bullata, et alia est vera bulla domini Petri de Sabaudia, quondam dicte ecclesie archiepiscopi, in filis ciriceis claugis et rubeis bullata; quarum litterarum tenores de verbo ad verbum subsequntur : Et primo tenor littere bulla dicti domini Ludovici bullate in hec verba :

Ad eternam rei memoriam. Hugo de Chissiriaco, judex et correarius curie secularis Lugduni pro reverendo in Christo patre domino Ludovico, Dei gratia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopo, universis et singulis prepositis et badellis dicte curie tam presentibus quam futuris salutem. Quoniam prava venalisque perfidia quorumdam badellorum corporalibus injuriis interdum affligit innocentes, illos potissime qui carcerali traduntur custodia, qui, antequam de objecto sibi crimine convincantur, vestibus propriis corporis denudantur, sustinentes corporis cruciatum in carcere existentes, quod esse non debet, cum carcer ad custodiendum non ad puniendum sit a lege inductus, et ex hoc evenit, ut cum nudi carceri mancipantur, cum de eo exeunt, pretextu algoris et frigiditatis, quam sustinerunt, morbum quandoque diuturnum incurrunt, alii moriuntur, alii vero, perpetua egestate degentes, quandiu vivunt impotentes et inutiles existunt, quibus est mors solatium vitaque supplicium dum languescunt; ideoque talibus

badellis immodice servientibus freni temperiem adhibere volentes, presentis declarationis ordinatione imperpetuum valitura, pro communi utilitate ac humanitatis ratione, auctoritate dicti domini archiepiscopi duximus ordinandum et disponendum ut nullus prepositorum seu badellorum curie secularis predicte aliquem, quantumque criminosus dicatur, antequam de crimine sibi objecto convictus fuerit, expoliare seu vestibus suis denudare presumat. Idem in mulieribus statuendo, quas quandoque ob facinorum magnitudinem incarcerari contingit, nullo tamen prejudicio super jure competenti cuiquam ex ipsis prepositis vel badellis cum judicati fuerint per curiam criminosi in posterum generando, pecunia penes tales inventa obnoxios sigillifero dicte curie secularis custodienda tradatur. Et quoniam ea que fiunt contra justiciam, fructum calliditatis obtinere non debent, ad equitatis rationem redigentes, talium voraginem circa adulteria committenda nichilominus deponimus, ut nullus res existentes in domo deprehensi in adulterio audeat assumere, nisi tantum modo dominio competentes, quas etiam sine diminutione in domo alicujus vicini sui volumus collocari, quousque curia de hiis duxerit ordinandum. Custos quoque carceris actentius provideat ne inclusi sed intime tenebras patientes fame pereant, sed mox cum incarcerati fuerint numerum clausorum, varietatem delictorum, etatemque et conditionem ipsorum curie referat, ut aut convictos velox pena conterat, aut diuturna custodia non perimat liberandos. Preterea ne cui sua temeritas lucrativa concedatur, sed ut calumpniancium apperta voracitas seu malicia refrenetur, auctoritate qua supra disponimus ut si forte ob calliditatem, fraudem seu machinationem alicujus, aliquis minus juste ductus fuerit in carcerem, omnes ei legictimas expensas sumptusque, quos vicio eorum tollerasse constiterit, redibere cogatur, nec ad aliquam minialliam solvendam decetero teneantur, immo expresse volumus quod passo injuriam, juxta qualitatem persone, sufficiens prestetur emenda, et operarum quibus caruit in prisione existens judicantis arbitrio relinquentes, quis teneatur ad predicta an curia aut badellus, si dolose versatus fuerit, ut ille qui hoc fieri procuravit, ita et enim perfulgebit vigor justicie juris publicique tutela. Quia vero mulieres, quas vilitas vite sustinet, plerumque a quibusdam pravis badellis rebus quas deferunt spoliantur et verberibus affligluntur, de ipsis conqueri non audentes, prohibemus ut nullus prepositorum seu badellornm ab eis aliquid aufferre presumat, aut eas in conviciis, contumeliis seu impulsionibus molestare aut corporalibus injuriis fastigare. Tenetur presens autem ordinatio, omnium prepositorum et badellorum juramento firmetur super sancta Dei euvangelia prestito corporali. Si quis autem contra hanc ordinationem temere venire presumpserit, commisso sibi officio noverit ex tunc se privatum penitus et ex toto. Nos vero prefatus archiepiscopus premissa omnia et singula approbantes, in testimonium premissorum presentes litteras bulle nostre apposione et munimine duximus roborandas. Datum anno Domini millesimo CCC° quarto, mense Januarii.

Item et tenor littere bulla dicti domini Petri bullate in hunc modum :

Petrus de Sabaudia, divina providencia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus, universis presentibus pariter et futuris presentes litteras inspecturis, rei geste noticiam cum salute. Quoniam omnis appetitus naturalis libertatem querit et ad libertatem refugit et recurrit, propter quam Deus, ut servum redimeret et a jugo ipsum exhimeret servitutis, filio proprio non pepercit; attendentes quod pro magno provinciales reputant ut eisdem usus eorum et consuetudines conservantur, et quod consuetudinis ususque longevi non est vilis auctoritas, nam diuturni mores consensu utentium approbati legem immittantur, et ob hoc inconcusse retineri jubetur mox fidelissime vetustatis, cum tria specialiter civitatem nobilitent et venuscent, vetustas videlicet, armorum potencia et si fidei tenacessima sit reperta juxta verbum legictime sanctionis; considerantes etiam in lege philosophorum veteri fore scriptum quod Lugdunenses Galli juris Itallici sunt. Ea propter cuppientes cordis affectu rem publicam civitatis nostre inclite Lugdunensis, nosque cives predictos in suis libertatibus, usibus et consuetudinibus, amicabiliter confovere et paterna dilectione gratiis et favoribus ampliare, ad honorem Dei et pro bono pacis et transquillitatis ecclesie et civitatis nostrarum Lugdunensium et totius patrie, cujus pacis bono etiam in terrenis atque mortalibus rebus nichil gratiosius solebat audiri, nichil desiderabilius concupisci, nichil postremo melius inveniri, cum juxta verbum prudentis : qui pacis ineunt consortia sequitur eos gaudium, usus franchesias, libertates et consuetudines civitatis Lugdunensis et civium predictorum, quorum tenor inferius sequitur et articulatim etiam enarratur, approbamus et servari volumus inviolabiliter in futurum, ipsasque et ipsos sub bulla nostra plombea ad eternam rei memoriam in hiis scriptis specialiter confirmamus pro nobis et successoribus nostris archiepiscopis in ecclesia Lugdunensi, prout in nostris responsionibus factis et scriptis per nos seu de mandato nostro super quolibet articulo infrascripto libertatum, usuum et consuetudinum predictarum in fine cujuslibet articuli inferius continetur. Sequntur predicte franchesie per hunc modum :

Hee sunt libertates, immunitates, consuetudines, franchesie et usus diucius approbati civitatis et civium Lugdunensium, quas et quos supplicant dicti cives per nos Lugdunensem archiepiscopum approbari et etiam confirmari sub bulla nostra plumbea antedicta, ut ad honorem ipsius et utilitatem civitatis et patrie valeat dicta Lugdunensis civitas sub ipso domino archiepiscopo feliciter augmentari :

Primo quod cives Lugdunenses simul convenire possunt et consiliarios seu consules eligere et habere pro negociis civitatis expediendis, sindicum facere seu procuratorem, archam communem habere pro litteris suis et privilegiis et aliis suis utilitatibus conservandis.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et approbamus articulum predictum et contenta in eo.

Item dicti cives Lugdunenses tailliam facere possunt pro necessitatibus ville.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus, ita tamen quod observetur modus usitatus per cives in collectis faciendis et levandis, et super modo, credetur decem de consiliariis civitatis antiquioribus mittendis ad nos et coram nobis per juramentum suum deponentibus super modo, quibus credetur, et ita informatio sic semel tamen facta observabitur in futurum, et, collecta imposita, ad requisitionem dictorum civium, dominus archiepiscopus administrabit duos badellos pro dicta collecta levanda et exeqution demandanda, et sic expeditur articulus iste.

Item cives excubias facere possunt de nocte.

Sequitur responsio nostra : Concedimus quod cives de nocte, pro utilitate vel neccessitate communi, cives, quando eis videbitur expedire, excubias faciant, et nichilominus familiares nostri possint ire per se illa nocte vel desistere, si voluerint. Volumus tamen et ordinamus, ne inter ipsos excubiatores et familiares nostros aliqua possit oriri dissensio, et ad evictandam omnem malicie et fraudis occasionem, quod familiares nostri, qui quotiens irent pro jure nostro, petant et sciant et debeant scire nomen excubie ville et civium a gubernatore dictarum excubiarum ville.

Item dicti cives arma sibi ad invicem imponere possunt, quando neccesse fuerit vel utilitas exposcerit, ad utilitatem domini et civium.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus ad utilitatem domini archiepiscopi et civitatis.

Item custodiam portarum et clavium civitatis habent cives a tempore creationis civitatis et habebunt.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus, ita tamen quod juretur nobis et successoribus nostris per consules civitatis ad utilitatem domini archiepiscopi et civitatis claves fideliter custodire, et quod simile sacramentum ab hiis quibus committetur custodia dictarum clavium recipietur ab ipsis consulibus.

Item in civitate Lugduni contra cives et habitatores inquiri non potest, nisi in casu homicidii, proditionis et furti, contra personas diffamatas et aliter non, et super hoc obtinuerunt cives sentencias in contraditorio judicio.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus ; si tamen quis repertus fuerit in presenti fore facto, tunc in omni casu criminali, in quo repertus fuerit, inquiretur et punietur ut jus erit.

Item nullus captus paratus cavere ydonee de stando juri detineri debet per curiam, nisi in casu homicidii, proditionis et furti, vel alio crimine graviori, quo fuerit deprehensus vel super predictis publice diffamatus ; nec aliquis capi debet qui predictam cautionem de stando juri prestare voluerit, nisi in casibus supra dictis.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus et approbamus prout in articulo continetur.

Item in curia seculari Lugdunensi nullus debet esse procurator pro domino qui prosequatur cives et habitatores Lugdunenses per modum accusationis, denunciationis vel inquisitionis.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus.

Item cives non possunt talliari vel collectari nec unquam fuerunt collectati per dominum.

Sequitur responso nostra : Volumus et concedimus articulum.

Item nullus civis Lugdunensis tenetur ad recognitionem de morte patris seu matris, fratris aut sororis, nisi super bonis jam divisis inter fratres.

Sequitur responsio nostra : Placet cum ita dicatur usitatum fuisse.

Item si fratres bona sua communia dividant sine recompensatione pecunie, ad recognitionem vel laudemia non tenentur.

Sequitur responsio nostra : Servetur prout est usitatum.

Item si duo vel plures cives Lugdunenses ad invicem se percusserint absque sanguinis effusione, vicini pacificare possunt nec ad emendam domino tenentur.

Sequitur responsio nostra : Placet et volumus, nisi clamor inde pervenerit ad dominum.

Item cives Lugduni non possunt citari extra civitatem Lugdunensem, et de hoc habent privilegia a domino papa concessa.

Sequitur responsio nostra : Placet nobis et volumus.

Item cives Lugdunenses mercaturas suas defferentes ad civitatem predictam per terram vel per aquam solvendo pedagium suum, quandocumque libere exonerare possunt naves mercaturatas defferentes.

Sequitur responsio nostra : Inquiratur et servetur prout usitatum est.

Item de vino vinearum suarum cives Lugdunenses pedagiari non possunt, nec de vino quod expendunt in hospitiis suis.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus de vino vinearum suarum ; de aliis servetur prout usitatum est.

Item pro censu vel laudemiis aut recognitionibus non solutis nichil commictitur infra civitatem.

Sequitur responsio nostra : Concedimus, sed hostia et fenestre amovebuntur in prejudicium non solventis.

Item si bona aliqua mobilia vel inmobilia vendantur in civitate Lugduni, directus dominus rei inmobilis vendite retinere pro eodem precio non potest, nec facere extimari, sed bonum mercatum et malum erit emptoris et venditoris.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus, nisi fraus intervenerit, qui, si reperiatur, servetur jus.

Item in civitate Lugdunensi taxate sunt emende modo qui sequitur : Pro banno tres solidi sex denarii fortium novorum ; pro sanguine volagio, tres solidi sex denarii fortium novorum ; si fiat sanguis cum baculo, lapide vel gladio absque

mutilatione membrorum sexaginta solidi fortium novorum; si autem sequatur mors aut mutilatio membrorum, arbitraria sit pena.

Sequitur responsio nostra: Volumus et concedimus cum sic fuerit usitatum.

Item juridicio temporalis Lugduni omnimoda pertinebit semper et in omni tempore ad archiepiscopum Lugdunensem, et capitulum nullam juridictionem habebit, et nos recompensationem capitulo faciemus condignam, et sic per regem, nos et cives Lugduni actum et concordatum est.

Item rex habebit judicem appellationum et ressortum suum apud Matisconem ratione ressorti sui Lugduni, ad quem appellari poterit per cives a quacunque sentencia vel gravamine temporali, prout dictant jura scripta et de consuetudine, et super hoc fiant bone littere et dictabuntur sub sigillo nostro, prout melius fieri potuerunt secundum justiciam.

Item omnes alios usus, libertates, consuetudines et franchesias civitatis bonas et civium Lugduni, quibus cives usi sunt et prout usitati fuerunt, volumus et concedimus et promittimus inviolabiliter observare. Verum, quia non est novum nec reprehensibile judicatur ut quibusdam specialiter enumeratis subsequatur clausula generalis, que omnia apprehendat, idcirco nos prefatus archiepiscopus volentes in omnibus agnoscere bonam fidem, nedum usus, franchesias, consuetudines, libertates et immunitates civium predictorum superius enarratas approbamus et specialiter confirmamus, prout superius est expressum, sed etiam omnes alios usus, libertates et consuetudines et franchesias bonas civitatis et civium predictorum, quibus dicti cives usi sunt et prout usitati fuerunt temporibus retroactis, et ipsas et ipsos et predicta omnia et singula, prout superius sunt narrata, promittimus bona fide et in verbo prelati, pro nobis et successoribus nostris in archiepiscopatu Lugdunensi omnibus, universis et singulis civibus et consiliariis civitatis nostre Lugdunensis, nec non Stephano Marchisii, auctoritate apostolica et regia, et Vincentio de Ansa, clericis, auctoritate regia publicis notariis et tabellionibus, et eisdem tanquam publicis personis presentibus, recipientibus et a nobis stipulantibus nomine et ad opus civitatis, civium, consiliariorum et habitatorum Lugdunensium presentium et futurorum et omnium quorum interest vel intererit aut interesse poterit in futurum et debebit, inviolabiliter et tenaciter observare et observari facere, et contra predicta vel aliquid de predictis, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, perpetuo non venire nec contra ire volenti in aliquo consentire, nos et successores nostros ad observanciam omnium predictorum super hoc specialiter astringentes; dantes tenore presentium omnibus nostris vicariis, officialibus, correariis, prepositis et badellis et omnibus aliis justiciariis nostris, qui pro tempore fuerint in officiis nostris, ut predicta omnia, universa et singula per nos predictis civibus promissa, approbata et etiam confirmata tenaciter curent et studeant fideliter custodire, predictaque in nullo infringere presumant seu quomodolibet violare, in quantum

nostre indignationis aculeos voluerint perpetuis temporibus evitare. Renunciantes specialiter in hoc facto bona fide et in verbo prelati et per pactum expressum sollempni sitipulatione vallatum omni exceptioni doli, metus et in factum, conventionum, approbationum et confirmationum predictarum per nos rite et legictime non factarum, conditioni sine causa vel ex injusta causa, juri dicenti factum prelati in dampnum ecclesie redundari non valere, omni circonventioni, errori, lesioni et gravamini, et juri dicenti ecclesie circonvente tamquam et minoribus succurrendum, omnibus allegationibus, barris, exceptionibus, cavillationibus et impedimentis, omnibus juribus et rationibus per que predicta confirmatio seu predicta omnia et singula superius enarrata infringi possent in toto vel in parte vel aliqualiter viciari, et omni juri canonico et civili, et juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. In cujus rei robur et testimonium presentem cartam volumus et fecimus sigilli nostri sub bulla plumbea munimine roborari, et in predictis ex justis causis auctoritatem nostram interponimus pariter et decretum. Datum et actum in castro nostro Petre Scisse, in camera nostra ejusdem loci, vicesima prima die mensis Junii, videlicet die sabbati ante festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, anno Domini millesimo CCC° vicesimo.

Supplicantes nobis dicti consiliarii nomine civium et habitatorum predictorum ut predicta omnia et singula approbare et confirmare dignaremur, nos autem fidelitatem dictorum civium, quam hactenus ad nostros predecessores et nostram Lugdunensem ecclesiam habuerunt, in animo revolventes, desiderantesque totis affectibus ut nostro tempore fervor devotionis eorum erga nostram Lugdunensem ecclesiam illibata et inconcussa, actore Domino, perseveret, ac futuris temporibus multiplicetur et crescat, ipsorum supplicationi favorabiliter annuendo, omnia predicta et singula in dictis litteris contenta approbamus et de certa sciencia confirmamus, promittendo bona fide dictis consiliariis stipulantibus ad opus omnium quorum interest vel interesse poterit in futurum, predicta omnia et singula inviolabiliter observare et contra ea non venire. Precipientes tenore presentium correariis et aliis officiariis nostris presentibus et posteris ut integraliter custodiant supradicta ; renunciantes specialiter in hoc facto omni exceptioni doli, metus et in factum approbationum et confirmationum predictarum per nos rite et legictime non factarum, juri dicenti factum prelati in dampnum ecclesie redundari non valere, omni circonventioni, lesioni et gravamini, et juri dicenti ecclesie circonvente tamquam minoribus succurendum, et omnibus allegationibus per que predicta approbatio et confirmatio posset aliqualiter viciari, jurique dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. Datum et actum Lugduni, in claustro Sancti Pauli, in domo habitationis domini Lugdovici de Vilars, archidiaconi Lugdunensis, germani nostri, die vicesima quinta mensis Maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo, presentibus

et nobis assistentibus dilectis et fidelibus consiliariis nostris dominis Chaberto Hugonis, obedienciario Sancti Justi, officiali Lugdunensi, Johanne de Lay, Bartholomeo de Monte Brisone, legum, Johanne de Marchione, decretorum doctoribus, Laurencio Guilliendi, in decretis, Johanne de Ranchetis, in legibus, judice curie nostre secularis Lugdunensis, licenciatis, Petro de Viryx, Sancti Justi, Guichardo Parpillionis, Santi Nicecii Lugdunensis ecclesiarum canonicis, ac nobilibus viris dominis Humberto, domino de Thoyri et de Vilars, Johanne de Vilars, germanis nostris carissimis, Thoma de Gletens, Francisco de Buffiz, militibus, Hugone Liatardi, utriusque juris professore, et pluribus aliis testibus ad premissa specialiter vocatis et rogatis. In quorum omnium et singulorum premissorum robur et testimonium, sigillum magnum curie nostre Lugdunensis et in ejus dorso loco contra sigilli sigillum officialis nostri dicte curie presentibus litteris una cum subscriptionibus et signis notariorum infra scriptorum apponi fecimus et appendi.

Secuntur subscriptiones notariorum.

Ego vero Johannes de Matiscone, auctoritatibus imperiali et regia publicus notarius juratusque curiarum Lugduni, premissis supplicationi et confirmationi et aliis predictis omnibus et singulis, ut supra dicta die vicesima quinta mensis Mayi actis, dum sic agerentur, una cum Jacobo Sacriste et Guillermo Bussiz, clericis et notariis publicis, et testibus suprascriptis presens interfui, presentibusque litteris super dicta confirmatione et aliis predictis confectis una cum eisdem notariis subscripsi et signo meo publico signavi manu propria in testimonium veritatis rogatus.

Ego vero Jacobus Sacriste de Ambroniaco, clericus, publicus apostolica et regia notarius et curie Lugdunensis juratus, premissis supplicationi et confirmationi ac aliis predictis omnibus et singulis, ut supra dicta die vicesima quinta mensis Mayi actis, dum sic agerentur, una cum Johanne de Matiscone et Guillermo Bussiz, notariis publicis, et testibus suprascriptis presens interfui, presentibusque litteris super dicta confirmatione et aliis predictis confectis una cum eisdem notariis subscripsi et signo meo publico signavi manu propria in testimonium veritatis rogatus.

Ego vero Guillermus de Bussiz de Tholojone, clericus, publicus imperiali et regia auctoritatibus notarius et curie Lugdunensis juratus, premissis supplicationi et confirmationi et aliis predictis omnibus et singulis, ut supra dicta die vicesima quinta mensis Mayi actis, dum sic agerentur, una cum Johanne de Matiscone et Jacobo Sacriste de Ambroniaco, notariis publicis, et testibus suprascriptis presens interfui, presentibusque litteris super dicta confirmatione et aliis predictis confectis una cum eisdem notariis subscripsi et signo meo publico preposito signavi manu propria in testimonium veritatis rogatus.

CXLV

Lettres patentes du Roy Philippe adressantes au bailly de Mascon et au juge du ressort de Lyon, de garder et maintenir les habitans et cité de Lyon en leurs privillèges, avec deffences a touttes personnes de les y troubler comme estans en la protection et sauvegarde speciale du Roy.

12 Mai 1347.

PH., Dei gracia Francorum rex, baillivo Matisconensi et judici nostro ressorti Lugdunensis aut eorum loca tenentibus salutem. Querimoniam dilectorum nostrorum civium Lugduni in nostra speciali gardia existentium accepimus continentem quod, pretextu statutorum aut mandatorum nostrorum generalium, cum in regno nostro et potissime ad partes baillivie Matisconensis fieri contingunt, exequtores ipsorum statutorum aut mandatorum ipsos cives nostros in diversis opprimunt et molestant. Quare mandamus vobis et vestrum cuilibet quatenus, pretextu talium statutorum aut mandatorum generalium nostrorum factorum et imposterum faciendorum, ipsos cives non permittatis aliquatenus molestari, nisi in statutis vel mandatis ipsis de predictis civibus specialis et expressa mentio habeatur, quod dictis civibus de speciali gracia concessimus quandiu nostre voluntati placuerit. Datum apud Lucheu, die XII[a] Maii, annno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo. Per regem ad relationem dominorum Guer., Quiereti et Johannis de Bellomonte, *Geneve.*

CXLVI

Vidimus des susdites lettres sous le sceau du garde de la prévoté de Paris.

28 Juin 1347.

A TOUZ ceuls qui ces lettres verront Guillaume Gormont, chevalier le Roy notre sire, garde de la prévosté de Paris, salut. Savoir faisons nous avoir veu unes lettres seelées du nouvel seel du Roy notre sire contenant ceste forme :

Ph., Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et judici nostro ressorti Lugdunensis aut eorum loca tenentibus salutem. Querimoniam dilectorum nostrorum civium Lugduni in nostra speciali gardia existentium accepimus continentem quod, pretextu statutorum aut mandatorum nostrorum generalium, cum in regno nostro et potissime ad partes baillivie Matisconensis fierit contingunt, exequtores ipsorum statutorum aut mandatorum ipsos cives nostros in diversis opprimunt et molestant. Quare mandamus vobis et vestrum cuilibet quatinus, pretextu talium statutorum aut mandatorum generalium nostrorum factorum et imposterum faciendorum, ipsos cives non permittatis aliquatenus molestari, nisi in statutis vel mandatis ipsis de predictis civibus specialis et expressa mensio habeatur, quod dictis civibus de speciali gracia concessimus quandiu nostre voluntati placuerit. Datum apud Lucheu, die XII[a] Maii, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo. Per regem ad relationem dominorum Guer., Quiereti et Johannis de Bellomonte, *Geneve.*

Et nous en ce transcript avons mis le seel de la prevosté de Paris. Ce fut fait l'an mil CCC quarante et sept, le jeudi XXVIII jours de Juing.

CXLVII

Semblable confirmation que dessus des privileges des habitans de Lyon faicte par Raymond, archevesque de ladite ville.

24 Avril 1357.

IN nomine Domini. Amen. Nos Raymundus, miseratione divina prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus et comes, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod ex parte dilectorum et fidelium nostrorum consiliariorum, civium et habitatorum Lugdunensium nobis extitit significando monstratum quod dicti cives et habitatores Lugduni habuerunt et habent, a tantis antiquis temporibus quod de contrario memoria hominum non extitit, multas libertates, usus et franchesias per predecessores nostros Lugdunenses archiepiscopos et comites confirmatas et etiam ordinationes factas et approbatas per eosdem; que ordinationes et libertates, usus et franchesie continentur in duobus pariis litterarum, quarum una est vera bulla felicis recordationis domini

Ludovici de Villars, quondam prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopi, in laqueo siriceo bullata, et alia est vera bulla domini Petri de Sabaudia quondam dicte ecclesie archiepiscopi in filis siriceis claugis et rubeis bullata, quarum litterarum tenores de verbo ad verbum subsequntur : et primo tenor littere bulla dicti domini Ludovici bullate in hec verba :

Ad eternam rei memoriam. Hugo de Chissiriaco, judex et correarius curie secularis Lugduni pro reverendo in Christo patre domino Ludovico, Dei gratia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopo, universis et singulis prepositis et badellis dicte curie tam presentibus quam futuris salutem. Quoniam prava venalisque perfidia quorumdam badellorum corporalibus injuriis interdum affligit innocentes, illos potissime qui carcerali traduntur custodia, qui, antequam de objecto sibi crimine convincantur, vestibus propriis corporis denudantur, sustinentes corporis cruciatum in carcere existentes, quod esse non debet, cum carcer ad custodiendum non ad puniendum sit a lege inductus, et ex hoc evenit, ut cum nudi carceri mancipantur, cum de eo exeunt, pretextu algoris et frigiditatis, quam sustinerunt, morbum quandoque diuturnum incurrunt, alii moriuntur, alii vero, perpetua egestate degentes, quandiu vivunt impotentes et inutiles existunt, quibus est mors solatium vitaque supplicium dum languescunt; ideoque talibus badellis immodice servientibus freni temperiem adhibere volentes, presentis declarationis ordinatione imperpetuum valitura, pro communi utilitate ac humanitatis ratione, auctoritate dicti domini archiepiscopi duximus ordinandum et disponendum ut nullus prepositorum seu badellorum curie secularis predicte aliquem, quantumque criminosus dicatur, antequam de crimine sibi objecto convictus fuerit, expoliare seu vestibus suis denudare presumat. Idem in mulieribus statuendo, quas quandoque ob facinorum magnitudinem incarcerari contingit, nullo tamen prejudicio super jure competenti cuiquam ex ipsis prepositis vel badellis cum judicati fuerint per curiam criminosi in posterum generando, pecunia penes tales inventa obnoxios sigillifero dicte curie secularis custodienda tradatur. Et quoniam ea que fiunt contra justiciam, fructum caliditatis obtinere non debent, ad equitatis rationem redigentes talium voraginem circa adulteria committenda nichilominus disponimus, ut nullus res existentes in domo deprehensi in adulterio audeat assumere, nisi tantum modo dominio competentes, quas etiam sine diminutione in domo alicujus vicini sui volumus collocari, quousque curia de hiis duxerit ordinandum. Custos quoque carceris actentius provideat ne inclusi sed intime tenebras patientes fame pereant, sed mox cum incarcerati fuerint, numerum clausorum, varietatem delictorum, etatemque et conditionem ipsorum curie referat, ut aut convictos velox pena conterat, aut diuturna custodia non perimat liberandos. Preterea ne cui sua temeritas lucrativa concedatur, sed ut calumpniancium apperta voracitas seu malicia refrenetur, auctoritate qua supra disponimus ut si forte ob caliditatem, fraudem seu machinationem alicujus,

aliquis minus juste ductus fuerit in carcerem, omnes ei legictimas expensas sumptusque, quos vicio eorum tollerasse constiterit, redibere cogatur, nec ad aliquam minialliam solvendam decetero teneantur, immo expresse volumus quod passo injuriam, juxta qualitatem persone, sufficiens prestetur emenda, et operarum quibus caruit in prisione existens judicantis arbitrio relinquentes, quis teneatur ad predicta an curia aut badellus, si dolose versatus fuerit, ut ille qui hoc fieri procuravit, ita et enim perfulgebit vigor justicie juris publicique tutela. Quia vero mulieres, quas vilitas vite sustinet, plerumque a quibusdam pravis badellis rebus quas deferunt spoliantur et verberibus affligluntur, de ipsis conqueri non audentes, prohibemus ut nullus prepositorum seu badellornm ab eis aliquid aufferre presumat, aut eas in conviciis, contumeliis seu impulsionibus molestare aut corporalibus injuriis fastigare. Tenetur presens autem ordinatio, omnium prepositorum et badellorum juramento firmetur super sancta Dei euvangelia prestito corporali. Si quis autem contra hanc ordinationem temere venire presumpserit, commisso sibi officio noverit ex tunc se privatum penitus et ex toto. Nos vero prefatus archiepiscopus premissa omnia et singula approbantes, in testimonium premissorum presentes litteras bulle nostre apposione et munimine duximus roborandas. Datum anno Domini millesimo CCC° quarto, mense Januarii.

Item et tenor littere bulla dicti domini Petri bullate in hunc modum :

Petrus de Sabaudia, divina providencia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopus, universis presentibus pariter et futuris presentes litteras inspecturis, rei geste noticiam cum salute. Quoniam omnis appetitus naturalis libertatem querit et ad libertatem refugit et recurrit, propter quam Deus, ut servum redimeret et a jugo ipsum exhimeret servitutis, filio proprio non pepercit; attendentes quod pro magno provinciales reputant ut eisdem usus eorum et consuetudines conserventur, et quod consuetudinis ususque longevi non est vilis auctoritas, nam diuturni mores consensu utentium approbati legem immittantur, et ob hoc inconcusse retineri jubetur mox fidelissime vetustatis, cum tria specialiter civitatem nobilitent et venuscent, vetustas videlicet, armorum potencia et si fidei tenacessima sit reperta juxta verbum legictime sanctionis; considerantes etiam in lege philosophorum veteri fore scriptum quod Lugdunenses Galli juris Itallici sunt. Ea propter cuppientes cordis affectu rem publicam civitatis nostre inclite Lugdunensis, nosque cives predictos in suis libertatibus, usibus et consuetudinibus, amicabiliter confovere et paterna dilectione gratiis et favoribus ampliare, ad honorem Dei et pro bono pacis et transquillitatis ecclesie et civitatis nostrarum Lugdunensium et totius patrie, cujus pacis bono etiam in terrenis atque mortalibus rebus nichil gratiosius solebat audiri, nichil desiderabilius concupisci, nichil postremo melius inveniri, cum juxta verbum prudentis : qui pacis ineunt consortia sequitur eos gaudium, usus franchęsias, libertates et consuetudines civitatis Lugdunensis et civium predictorum, quorum tenor inferius sequitur et

articulatim etiam enarratur, approbamus et servari volumus inviolabiliter in futurum, ipsasque et ipsos sub bulla nostra plombea ad eternam rei memoriam in hiis scriptis specialiter confirmamus pro nobis et successoribus nostris archiepiscopis in ecclesia Lugdunensi, prout in nostris responsionibus factis et scriptis per nos seu de mandato nostro super quolibet articulo infrascripto libertatum, usuum et consuetudinum predictarum in fine cujuslibet articuli inferius continetur. Sequntur predicte franchesie per hunc modum :

Hee sunt libertates, immunitates, consuetudines, franchesie et usus diucius approbati civitatis et civium Lugdunensium, quas et quos supplicant dicti cives per nos Lugdunensem archiepiscopum approbari et etiam confirmari sub bulla nostra plumbea antedicta, ut ad honorem ipsius et utilitatem civitatis et patrie valeat dicta Lugdunensis civitas sub ipso domino archiepiscopo feliciter augmentari :

Primo quod cives Lugdunenses simul convenire possunt et consiliarios seu consules eligere et habere pro negociis civitatis expediendis, sindicum facere seu procuratorem, archam communem habere pro litteris suis et privilegiis et aliis suis utilitatibus conservandis.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et approbamus articulum predictum et contenta in eo.

Item dicti cives Lugdunenses tailliam facere possunt pro necessitatibus ville.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus, ita tamen quod observetur modus usitatus per cives in collectis faciendis et levandis, et super modo, credetur decem de consiliariis civitatis antiquioribus mittendis ad nos et coram nobis per juramentum suum deponentibus super modo, quibus credetur, et ita informatio sic semel tamen facta observabitur in futurum, et, collecta imposita, ad requisitionem dictorum civium, dominus archiepiscopus administrabit duos badellos pro dicta collecta levanda et exequtioni demandanda, et sic expeditur articulus iste.

Item cives excubias facere possunt de nocte.

Sequitur responsio nostra : Concedimus quod cives de nocte, pro utilitate vel neccessitate communi, cives, quando eis videbitur expedire, excubias faciant, et nichilominus familiares nostri possint ire per se illa nocte vel desistere, si voluerint. Volumus tamen et ordinamus, ne inter ipsos excubiatores et familiares nostros aliqua possit oriri dissensio, et ad evictandam omnem malicie et fraudis occasionem, quod familiares nostri, qui quotiens irent pro jure nostro, petant et sciant et debeant scire nomen excubie ville et civium a gubernatore dictarum excubiarum ville.

Item dicti cives arma sibi ad invicem imponere possunt, quando neccesse fuerit vel utilitas exposcerit, ad utilitatem domini et civium.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus ad utilitatem domini archiepiscopi et civitatis.

Item custodiam portarum et clavium civitatis habent cives a tempore creationis civitatis et habebunt.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus, ita tamen quod juretur nobis et successoribus nostris per consules civitatis ad utilitatem domini archiepiscopi et civitatis claves fideliter custodire, et quod simile sacramentum ab hiis quibus committetur custodia dictarum clavium recipietur ab ipsis consulibus.

Item in civitate Lugduni contra cives et habitatores inquiri non potest, nisi in casu homicidii, proditionis et furti, contra personas diffamatas et aliter non, et super hoc obtinuerunt cives sentencias in contraditorio judicio.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus ; si tamen quis repertus fuerit in presenti fore facto, tunc in omni casu criminali, in quo repertus fuerit, inquiretur et punietur ut jus erit.

Item nullus captus paratus cavere ydonee de stando juri detineri debet per curiam, nisi in casu homicidii, proditionis et furti, vel alio crimine graviori, quo fuerit deprehensus vel super predictis publice diffamatus ; nec aliquis capi debet qui predictam cautionem de stando juri prestare voluerit, nisi in casibus supra dictis.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus et approbamus prout in articulo continetur.

Item in curia seculari Lugdunensi nullus debet esse procurator pro domino qui prosequatur cives et habitatores Lugdunenses per modum accusationis, denunciationis vel inquisitionis.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus.

Item cives non possunt talliari vel collectari nec unquam fuerunt collectati per dominum.

Sequitur responso nostra : Volumus et concedimus articulum.

Item nullus civis Lugdunensis tenetur ad recognitionem de morte patris seu matris, fratris aut sororis, nisi super bonis jam divisis inter fratres.

Sequitur responsio nostra : Placet cum ita dicatur usitatum fuisse.

Item si fratres bona sua communia dividant sine recompensatione pecunie, ad recognitionem vel laudemia non tenentur.

Sequitur responsio nostra : Servetur prout est usitatum.

Item si duo vel plures cives Lugdunenses ad invicem se percusserint absque sanguinis effusione, vicini pacificare possunt nec ad emendam domino tenentur.

Sequitur responsio nostra : Placet et volumus, nisi clamor inde pervenerit ad dominum.

Item cives Lugduni non possunt citari extra civitatem Lugdunensem, et de hoc habent privilegia a domino papa concessa.

Sequitur responsio nostra : Placet nobis et volumus.

Item cives Lugdunenses mercaturas suas defferentes ad civitatem predictam

per terram vel per aquam solvendo pedagium suum, quandocumque libere exonerare possunt naves mercaturatas defferentes.

Sequitur responsio nostra : Inquiratur et servetur prout usitatum est.

Item de vino vinearum suarum cives Lugdunenses pedagiari non possunt, nec de vino quod expendunt in hospitiis suis.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus de vino vinearum suarum ; de aliis servetur prout usitatum est.

Item pro censu vel laudemiis aut recognitionibus non solutis nichil commictitur infra civitatem.

Sequitur responsio nostra : Concedimus, sed hostia et fenestre amovebuntur in prejudicium non solventis.

Item si bona aliqua mobilia vel inmobilia vendantur in civitate Lugduni, directus dominus rei inmobilis vendite retinere pro eodem precio non potest, nec facere extimari, sed bonum mercatum et malum erit emptoris et venditoris.

Sequitur responsio nostra : Concedimus et volumus, nisi fraus intervenerit, qui, si reperiatur, servetur jus.

Item in civitate Lugdunensi taxate sunt emende modo qui sequitur : Pro banno tres solidi sex denarii fortium novorum ; pro sanguine volagio, tres solidi sex denarii fortium novorum ; si fiat sanguis cum baculo, lapide vel gladio absque mutilatione membrorum sexaginta solidi fortium novorum ; si autem sequatur mors aut mutilatio membrorum, arbitraria sit pena.

Sequitur responsio nostra : Volumus et concedimus cum sic fuerit usitatum.

Item juridicio temporalis Lugduni omnimoda pertinebit semper et in omni tempore ad archiepiscopum Lugdunensem, et capitulum nullam juridictionem habebit, et nos recompensationem capitulo faciemus condignam, et sic per regem, nos et cives Lugduni actum et concordatum est.

Item rex habebit judicem appellationum et ressortum suum apud Matisconem ratione ressorti sui Lugduni, ad quem appellari poterit per cives a quacunque sentencia vel gravamine temporali, prout dictant jura scripta et de consuetudine, et super hoc fiant bone littere et dictabuntur sub sigillo nostro, prout melius fieri potuerunt secundum justiciam.

Item omnes alios usus, libertates, consuetudines et franchesias civitatis bonas et civium Lugduni, quibus cives usi sunt et prout usitati fuerunt, volumus et concedimus et promittimus inviolabiliter observare. Verum, quia non est novum nec reprehensibile judicatur ut quibusdam specialiter enumeratis subsequatur clausula generalis, que omnia apprehendat, idcirco nos prefatus archiepiscopus volentes in omnibus agnoscere bonam fidem, nedum usus, franchesias, consuetudines, libertates et immunitates civium predictorum superius enarratas approbamus et specialiter confirmamus, prout superius est expressum, sed etiam omnes alios usus, libertates et consuetudines et franchesias bonas civitatis et civium

predictorum, quibus dicti cives usi sunt et prout usitati fuerunt temporibus retroactis, et ipsas et ipsos et predicta omnia et singula, prout superius sunt narrata, promittimus bona fide et in verbo prelati, pro nobis et successoribus nostris in archiepiscopatu Lugdunensi omnibus, universis et singulis civibus et consiliariis civitatis nostre Lugdunensis, nec non Stephano Marchisii, auctoritate apostolica et regia, et Vincentio de Ansa, clericis, auctoritate regia publicis notariis et tabellionibus, et eisdem tanquam publicis personis presentibus, recipientibus et a nobis stipulantibus nomine et ad opus civitatis, civium, consiliariorum et habitatorum Lugdunensium presentium et futurorum et omnium quorum interest vel intererit aut interesse poterit in futurum et debebit, inviolabiliter et tenaciter observare et observari facere, et contra predicta vel aliquid de predictis, facto vel verbo, in judicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expresse, perpetuo non venire nec contra ire volenti in aliquo consentire, nos et successores nostros ad observanciam omnium predictorum super hoc specialiter astringentes ; dantes tenore presentium omnibus nostris vicariis, officialibus, correariis, prepositis et badellis et omnibus aliis justiciariis nostris, qui pro tempore fuerint in officiis nostris, ut predicta omnia, universa et singula per nos predictis civibus promissa, approbata et etiam confirmata tenaciter curent et studeant fideliter custodire, predictaque in nullo infringere presumant seu quomodolibet violare, in quantum nostre indignationis aculeos voluerint perpetuis temporibus evitare. Renunciantes specialiter in hoc facto bona fide et in verbo prelati et per pactum expressum sollempni sitipulatione vallatum omni exceptioni doli, metus et in factum, conventionum, approbationum et confirmationum predictarum per nos rite et legictime non factarum, conditioni sine causa vel ex injusta causa, juri dicenti factum prelati in dampnum ecclesie redundari non valere, omni circonventioni, errori, lesioni et gravamini, et juri dicenti ecclesie circonvente tamquam et minoribus succurrendum, omnibus allegationibus, barris, exceptionibus, cavillationibus et impedimentis, omnibus juribus et rationibus per que predicta confirmatio seu predicta omnia et singula superius enarrata infringi possent in toto vel in parte vel aliqualiter viciari, et omni juri canonico et civili, et juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. In cujus rei robur et testimonium presentem cartam volumus et fecimus sigilli nostri sub bulla plumbea munimine roborari, et in predictis ex justis causis auctoritatem nostram interponimus pariter et decretum. Datum et actum in castro nostro Petre Scisse, in camera nostra ejusdem loci, vicesima prima die mensis Junii, videlicet die sabbati ante festum Nativitatis beati Johannis Baptiste, anno Domini millesimo CCC° vicesimo.

Supplicantes nobis dilecti consiliarii nomine civium et habitatorum ut predicta omnia et singula approbare et confirmare dignaremur. Nos autem fidelitatem dictorum civium, quam actenus ad nostros predecessores et nostram Lugdunen-

sem ecclesiam habuerunt in animo revolventes, desiderantesque totis effectibus, ut nostro tempore fervor devotionis eorum erga nostram Lugdunensem ecclesiam illibata et inconcussa, actore Domino, perseveret ac futuris temporibus multiplicitur et crescat, ipsorum supplicationi favorabiliter annuendo, omnia predicta et singula in dictis litteris contenta approbamus et de certa sciencia confirmamus ; promittendo bona fide dictis consiliariis stipulantibus ad opus omnium quorum interest vel interesse poterit in futurum, predicta omnia et singula inviolabiliter observare et contra ea non venire ; precipientes tenore presentium correariis et aliis officiariis nostris presentibus et posteris ut integraliter custodiant supradicta. Renunciantes specialiter in hoc facto omni exceptioni doli, metus et in factum, approbationum et confirmationum predictarum per nos ricte et legictime non factarum, juri dicenti factum prelati in dampnum ecclesie redundari non valere, omni circunventioni, lesioni et gravamini et juri dicenti ecclesie circonvente tanquam minoribus succurendum, et omnibus allegationibus per que predicta approbatio et confirmatio posset aliqualiter viciari, jurique dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. Datum et actum in castro nostro Petre Scise, in camera nostra dicti loci, die vicesima quarta mensis Aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo septimo, presentibus discretis viris dominis Petro Fabri de Sancto Pabulo, jurisperito, Jacobo Guilloti, canonico, Hugone de Curtiuz et Matheo Sarraceni, capellanis perpetuis ecclesie Sancti Nicecii Lugdunensis, ac fratre Petro de Mugneto, monacho Ambroniaci Lugdunensis, magistro Nycholao Joly, clerico Remensis, Nycholao Morini, dyacono Ambianensis, et Matheo de Flosto, clerico Morinensis dyocesum, et pluribus aliis pro testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. In quorum omnium et singulorum premissorum robur et testimonium sigillum nostrum magnum proprium presentibus litteris una cum signis et subscriptionibus notariorum apponi fecimus et appendi.

Sequntur subscriptiones notariorum :

Ego vero Petrus Vialonis de Valencia, publicus auctoritate apostolica et imperiali notarius, supplicationi et confirmationi predictis aliisque premissis omnibus et singulis, dum ita, ut suprascribitur, agerentur et fierent, dicta die XXIIII[a] Aprilis, una cum Johanne Vialeti, de Burgo, et Guillelmo Evrerdi, notariis publicis, presens interfui presentibusque litteris seu instrumento publico inde confecto de mandato dicti domini archiepiscopi me subscripsi una cum dictis notariis et signum meum apposui consuetum rogatus.

Ego vero Johannes Vialeti de Burgo, auctoritate imperiali et regia notarius, supplicationi et confirmationi predictis aliisque premissis omnibus et singulis, dum ita, ut suprascribitur, agerentur et fierent, dicta die XXIIII[a] Aprilis, una cum domino Petro Vialonis et Guillermo Ervardi, notariis publicis, presens interfui, presentibusque litteris seu instrumento publico inde confecto de mandato

dicti domini archiepiscopi me subscripsi una cum dictis notariis et signum meum apposui consuetum rogatus.

Ego vero Guillermus Hervardi, de Costis d'Arey Viennensis dyocesis, clericus, imperiali et regia auctoritatibus notarius publicus curie Lugdunensis juratus, supplicationi et confirmationi predictis aliisque premissis omnibus et singulis dum ita, dicta die XXIIII[a] Aprilis agerentur et fierent, una cum predictis domino Petro Vialonis et Johanne Vialeti, notariis publicis, ac testibus suprascriptis presens interfui, presentibusque litteris seu instrumento publico inde confecto de mandato dicti domini archiepiscopi me subscripsi una cum dictis notariis et signum meum apposui consuetum requisitus et rogatus.

CXLVIII

Commission du Parlement addressante au capitaine et juge du ressort de la ville de Lyon pour constraindre tous les esclésiastiques a payer la cinquieme partie des frais qu'il a convenu et conviendra faire pour les reparations, fortiffications et garde de la ville, chacun d'eux a proportion des biens qu'ils posseddent

4 Décembre 1368.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, dilectis nostris capitaneo ville Lugdunensis, qui nunc est aut qui pro tempore fuerit, judici ressortorum et appellationum dicti loci ac baillivo de Sancto Gengulpho aut eorum loca tenentibus, salutem. Curie nostre exponi fecerunt, gravi precedente querela, burgenses et alii cives dicte ville Lugduni quod ipsi, imminentibus guerrarum regni nostri periculis, a longo tempore circa, multos sumptus et misias valde magnas fecerunt et impenderunt, tam in constructione et reparatione murorum et fossatorum quam in aliis preparamentis et munimentis ac muribus de die et de nocte neccessario faciendis pro custodia, tuitioni et securitate dicte ville et omnium habitantium in eadem, et adhuc cotidie imminentur ulterius faciendi sumptus et misie ac excubie causa et occasione quibus supra, ad quos sumptus, misias et excubias tenentur et debent contribuere universi et singuli

habitatores et temporalitatem et bona possidentes ac securitatem et recursum habentes in eadem, pro modo et qualitate suarum facultatum, tam de jure et ratione quam de usu et consuetudine generaliter in talibus observata; nichillominus tamen nonnulli habitatores dicte ville magnam temporalitatem possidentes in eadem, et presertim ecclesiastice persone dicte ville, que majorem partem temporalitatis ejusdem ville tenent et possident, tam pro tempore quam presenti ad premissa contribuere renuerunt et contradixerunt ac de die in diem renuunt et contradicunt, licet tam per nostras litteras quam alias super hoc extiterunt pluries requisiti, hoc duntaxat excepto, quod quandocunque dicte ecclesiastice persone pro tertia parte vel circa contribuunt ad plures equitaturas per gentes armorum tunc ibidem existentes factas pro tuitione et deffentione dicte patrie, ad alios tamen sumptus et misias contribuere aut de eisdem aliquid solvere noluerunt, quinymo contradixerunt et adhuc contradicunt, ut est dictum. Ex quibus recusationibus et contradictionibus murmur et scandalum in dicta villa verissimiliter oriri ac grande et irreparabile periculum inde sequi possent, nisi eisdem celeriter obvietur, actente maxime quod fortalicia dicte ville clausuram magnam et grande spacium continent, quodque villa predicta, tam per mortalitatem quam per factum guerrarum predictarum, multum extitit et est habitatoribus diminuta et attenuata, nec dictos sumptus et misias ac onera circa premissa neccessaria supportare valent exponentes antedicti absque aliorum predictorum contributione et auxilio, sicut dicunt, supplicantes sibi de celeri remedio provideri juxta casus neccessitatem et exigenciam. Quocirca, premissis cum matura consilii deliberatione pensatis et attentis, dictorum exponentium supplicationi favorabiliter annuentes, vobis et vestrum cuilibet committimus et mandamus quatinus omnes et singulos habitatores dicte ville et in eadem temporalitatem possidentes, ad contribuendum rationabiliter et pro modo suarum facultatum ad sumptus et misias circa premissa factas et deinceps faciendas viriliter et debite compellatis. Si vero persone ecclesiastice antedicte ab aliquo ex ipsis ad hoc se opponere voluerint, opponentes adjornetis ad certam et competentem diem in nostro presenti parlamento, non obstante quod sedeat, et ex causa in dicta oppositionis causa processurum et dictis opponentibus super hoc et inde dependentibus responsurum et ulterius facturum et processurum ut fuerit rationis. Interim vero ut periculis, que alias contingere possent, obvietur, ad contribuendum pro quinta parte sumptibus et misiis circa premissa deinceps neccessariis personas ecclesiasticas antedictas aut illas que se opposuerint, pro portione ipsas pro dicta quinta parte contingente, habito respectu ad facultates earundem, nec non ad faciendas excubias in dicta villa aut fieri faciendas tempore imminentis periculi per personas ydoneas, secundum earum statum, per captionem et detentionem sue temporalitatis et ejus explectationem, si sit opus, compellatis aut compelli faciatis indilate per manum nostram, tanquam superiorem, et per modum provisionis absque partium et cause

prejudicio, donec, presentibus auditis, aliud extiterit per dictam nostram curiam super hoc ordinatum, quod dicta nostra curia premissorum consideratione sic fieri voluit et ex causa. Datum Parisius, in parlamento nostro, IIII[a] die Decembris, anno Domini millesimo CCC[o] sexagesimo octavo et regni nostri quinto.

Per cameram, *Ville Merlta.*

CXLIX

Arrest du Parlement rendu sur les oppositions desdits esclésiastiques de payer leur dite coste et quart a la forme de la susdite commission, par lequel est dict que par provision tous lesdits esclésiastiques posseddans biens audit Lyon et jusques a Vienne, payeront la sixieme partie desdits fraix, sauf a augmenter ou diminuer suyvant la valeur des biens qu'ilz posseddent, de quoy sera faict enqueste par un commissaire de la cour et après rendu droict diffinitivement ainsy qu'il appartiendra.

18 Mai 1369.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod cum dilecti nostri burgenses et alii cives ville Lugduni nuper curie nostre, gravi precedente querela, exponi fecissent quod ipsi, imminentibus guerrarum regni nostri periculis, a longo tempore citra, multos sumptus et misias valde magnas fecerunt et impleverant, tam in obstructione et reparatione murorum et fossatorum, quam in aliis preparamentis et muninentis ac excubiis de die et de nocte neccessario faciendis pro custodia, tuitione et securitate dicte ville et omnium habitantium in eadem, et ad hoc cotidie imminebant ulterius faciendi sumptus et misie ac excubie causa et occasione quibus supra, ad quos sumptus, misias et excubias tenentur et debent contribuere universi et singuli habitatores ac temporalitatem et bona possidentes ac securitatem et recursum habentes in eadem, pro modo et qualitate suarum facultatum, tam de jure et ratione, quam de usu et consuetudine generaliter in talibus observatis; nichilominus tamen nonnulli habitatores dicte ville magnam temporalitatem possidentes in eadem et presertim ecclesiastice persone dicte

ville, que majorem partem temporalitatis ejusdem ville tenent et possident, tam pro tempore preterito quam presenti, ad premissa contribuere renuerant et contradixerant ac de die in diem renuebant et contradicebant, licet tam ex parte nostra et per litteras nostras, quam aliter super hoc extitissent pluries requisiti, hoc solum excepto quod quanquam dicte persone ecclesiastice pro tertia parte vel circa contribuerant ad plures equitaturas per gentes armorum tunc ibidem factas pro tuitione et defensione dicte patrie, ad alios tamen sumptus et misias contribuere aut de eisdem aliquid solvere noluerant, quinimo contradixerant et adhuc contradicebant, ut est dictum; ex quibus recusationibus et contributionibus murmur et scandalum in dicta villa verissimiliter oriri, ac grande et irreparabile periculum sequi possent, nisi eisdem celeriter obviaretur, attente maxime quod fortalitia dicte ville clausuram magnam et grande spacium continent, quodque dicta villa, tam per mortalitates, quam per factum guerrarum predictarum, multum extiterat et erat habitatoribus diminuta et attenuata, nec dictos sumptus et misias ac onera circa premissa neccessaria supportare valerent exponentes antedicti absque aliorum predictorum contributione et auxilio, ut dicebant. Cumque dicti conquerentes a curia nostra certas nostras litteras obtinuissent de predictis mentionem pleniorem facientes, quarum virtute capitaneus dicte ville, commissarius ad hoc ex parte nostra deputatus, decanum et capitulum ecclesie Sancti Nicecii Lugdunensis, abbatem et conventum monasterii Atthanacensis, priorem prioratus beate Marie de Plateria, capitulum ecclesie Sancti Thome de Forverio, capitulum ecclesie Sancti Pauli, preceptorem hospitalis Sancti Georgii, abbatissam et conventum monasterii Sancti Petri Lugdunensis, personas ecclesiasticas commorantes et habitantes ac tenentes et possidentes majorem partem temporalitatis in villa Lugduni predicta ad contribuendum sumptibus et misiis circa premissa factis et faciendis compellere voluisset, juxta tenorem litterarum nostrarum predictarum, dicte tamen ecclesiastice persone contra expletum dicti commissarii et ne littere nostre antedicte executioni demandarentur se opposuerant, propter quod certa dies nuper elapsa eisdem extiterat in nostro presenti parlamento assignata, in et super dicta oppositione processurum et ulterius facturum quod esset rationis, prout hec et alia dicti exponentes per litteras predictas et relationem executoris earumdem plenius apparere dicebant. Quare premissa latius proponendo petebant per arrestum curie nostre pronunciari et decerni dictos opponentes contra premissa indebite et injuste se opposuisse ac ipsos ut opponentes non esse admittendos ac eosdem condempnari et compelli per captionem et explectationem sue temporalitatis ad contribuendum sumptibus et misiis antedictis pro modo facultatis et temporalitatis eorumdem, quas tenent et possident in villa predicta; et in casu quo, causa hujusmodi dilationem haberet, quod provisio de quinta parte sumptuum et misiarum predictarum eisdem exponentibus per dictas nostras litteras jam facta seu fieri ordinata augmentetur, ut saltem quod illa remaneat et exe-

cutioni demendetur, et quod dicti opponentes in conquerentium predictorum expensis condempnentur, certa arresta alias in casibus similibus, ut dicebant, prolata ac plures alias rationes juris et facti super hoc allegando. Ex parte vero dictorum opponentium, quatinus quemlibet ipsorum tangebat, extitit propositum ex adverso, quod omni jure divino ac canonico et civili, necnon de usu et communi observancia notorie et communiter approbata, dicti opponentes et eorum singuli erant et sunt exempti et immunes a contributionibus et prestationibus antedictis, nec ad tales contributiones et prestationes personales cum predictis exponentibus laicis et secularibus personis condempnari aut compelli quomodolibet poterant vel debebant, et de hoc eorum predecessores et ipsi fuerant et erant in possessione et saisina a tali et tanto tempore quod de contrario hominum memoria non extabit, nec poterat aut debebat aliqua saisina in contrarium sustineri vel acquiri, obstantibus sanctionibus et statutis canonicis ex adverso ab omnibus temporibus retroactis inconcusse observatis in casibus similibus. Proponebant insuper dicti opponentes quod arresta per dictos exponentes proposita et allegata inter personas omnino diversas ab opponentibus antedictis facta et reddita fuerant, et ex diversitate casuum ad propositum et intentionem dictorum exponentium nullatenus faciebant. Preterea dicebant opponentes predicti quod littere per dictos exponentes impetrate erant et sunt torsonnerie ac subreptice et injuste, cum per eas dicti exponentes allegassent et affirmassent quod dicti opponentes majorem partem temporalitatis dicte ville tenebant et possidebant, cum revera centesimam partem dicte temporalitatis non possideant. Exposuerant etiam quod ipsi erant pauperes et quod sumptus et misias antedictos substinere non poterant, et quod dicti opponentes erant divites et potentes, cujus contrarium notorie verum erat, presertim cum dicti exponentes multa magna subsidia per pluries annos levaverint et exegerint super habitantes dicte ville convertenda ad opus et neccessitates onerum et negotiorum dicte ville incombentium, de quibus quidem levatis et exactis dicti exponentes rationem aut compotum nunquam reddiderant, ut dicebant opponentes predicti. Proponebant insuper dicti opponentes et specialiter dicti de capitulo Lugdunensi quod ipsi habebant et habent in partibus Lugdunensibus plura castra et fortalicia, que suis propriis sumptibus et misiis fortificari, reparari et custodiri fecerant, et aliqua ex ipsis per innimicos regni nostri quondam occupata redimerant ad utilitatem ville et partium predictarum, absque hoc quod dicti exponentes aliquid solverint de predictis aut contribuere voluerint cum dictis opponentibus, in quibus dicti opponentes plurimum gravati et dampnificati et eorum facultatibus et bonis attenuati extiterant. Insuper dicebant quod per certam compositionem antiquitus factam cum dictis opponentibus ibi fuerant et remanserant onerati de custodia dicte ville facienda eorum propriis sumptibus et expensis, absque hoc quod dicti opponentes possent vel deberent ad id quomodolibet condempnari vel compelli, et preterea, sede Romana nuper existente

in Avinione, dicti exponentes predictos opponentes fecerant ibidem conveniri super dictis contributionibus, quas ab ipsis fieri et prestari requirebant, a quibus dicti opponentes fuerant per sententiam competenter absoluti. Ex quibus dicebant evidenter apparere quod eorum oppositio fuerat et erat bona et justa beneque et debite se opposuerant et erant ut opponentes admittendi, quodque prefati exponentes non erant ad proposita aut petita per eos admittendi, sive quantum ad provisionem sibi fieri requisitam in absencia dictorum opponentium et ipsis non auditis, nec sibi fieri debebat provisio aliqualis, et, si admitterentur, quod sibi non valerent, et quod dicti opponentes ab eorumdem exponentium impetionibus debebant absolvi, et littere predicte per eosdem exponentes impetrate ac expletum et quicquid inde sequutum extiterat penitus adnullari, et dicti exponentes in expensis dictorum opponentium condempnari. Sicque dici et pronunciari petebant, pluribus aliis rationibus per eos super hoc allegatis, dictis exponentibus replicando proponentibus et dicentibus quod, tam de jure naturali quam omni alio jure canonico et civili, in casibus similibus et ad sumptus tam neccessarios et utiles universis habitatoribus et presertim, imminentibus tantis guerrarum periculis, persone ecclesiastice contribuere tenentur, cum talia non sint sordida munera nec personalia, sed verius realia existant. Jura vero ac usus et saisine per dictos opponentes allegati, per quos seu que pretendebant se esse exemptos a contributione predicta, intelligi debebant in sordidis et personalibus muneribus et in personis ecclesiasticis temporalitatem non habentibus ac cessantibus periculis imminentibus antedictis, eratque et est generaliter usitatum in contrarium et ad intentionem dictorum exponentium in omnibus civitatibus et partibus regni nostri, in quibus persone ecclesiastice ad similia contribuunt absque difficultate aut contraditione quacunque. Proponebant etiam dicti exponentes quod de compositione ac sententia vel processu curie Romane per dictos opponentes allegatis non apparebat nec de eisdem fidem faciebat aliqualem, et sic de usu, stilo et communi observantia curie nostre predicte, exponentes antedicti ad eosdem processum et sententiam proponendos ad hunc finem non erant admittendi. Ulterius proponebant et dicebant quod bene verum erat et est quod dicti de capitulo Lugdunensi habebant plura castra custodiri, sed ad eam spectabant magni redditus et eisdem suberant multi subditi habitantes, qui ad custodiam eorumdem contribuebant, et ultra omnia onera dicti de capitulo magnos redditus percipiebant. Insuper dicebant quod subsidia currentia in dicta villa, tam pro tempore preterito quam presenti, conversa fuerant in solutionem sex mille francorum, quam dicti de Lugduno, anno quolibet, pro subsidiis ex parte nostra ordinatis solverint ac in stipendiis et expensis burgensium obsidum in Anglia per redemptionem inclite memorie domini ac genitoris nostri, erantque parati et offerebant dicti opponentes rationem et compotum reddere competenter de et super receptis per eos de stipendiis et subsidiis antedictis, prout dicta curia nostra duxerat ordinandum.

Ex quibus apparere dicebant quod ipsi erant et sunt admittendi et non opponentes predicti, et quod littere per eos impetrate erant et sunt bone et valide et non subreptice, et expletum ac quicquid inde sequutum fuerat tenere et valere debebat, ad hoc et alias concludendo ut supra, dictis opponentibus plura ulterius duplicando proponentibus et concludentibus ut supra. Tandem, partibus antedictis in omnibus que circa premissa dicere et proponere voluerunt ad plenum auditis, visisque litteris ac relatione et expleto predictis unacum pluribus arrestis per dictas partes super hoc allegatis, consideratisque omnibus que dictam nostram curiam circa hoc movere poterant et debebant, per arrestum ejusdem curie dictum fuit quod super temporalitate dictorum opponentium fiet dictis conquerentibus provisio a die date presentium usque ad biennium proxime venturum duntaxat, videlicet de sexta parte omnium misiarum, custuum et expensarum dicto tempore pendente neccessarium pro fortificatione, securitate et defensione dicte ville, et ad dictam sextam partem solvendam ad fortificationem, securitatem et defensionem predictas et non alibi convertendam, dicti opponentes per captionem et detentionem eorum temporalitatis predicte compellentur absque prejudicio cause principalis ac opponentium predictorum et cujuslibet eorumdem. Quantum vero ad receptas et misias tempore preterito per dictos exponentes factas circa negotia dictam villam tangentia, de quibus dicte partes mentionem fecerunt in causa predicta, certi commissarii per eandem curiam deputabuntur, qui, vocatis dictis opponentibus, si voluerint interesse, audient compotum de receptis et misiis antedictis et quicquid super hoc repereriunt dicte curie reportabunt; quorum relatione audita, ipsa curia super hoc ac super ceteris conclusionibus et demendis partium predictarum ordinabit ut fuerit rationis. Et per idem arrestum dictum fuit interim certa informatio summaria fiet de et super temporalitate, quam dicte ecclesiastice persone tenent et possident in dicta villa; qua informatione facta et curie nostre reportata, ipsa curia reservavit et reservat ordinare de augmentando vel diminuendo provisionem antedictam, aut alias, prout dicte curie videbitur rationabiliter faciendum. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris jussimus apponi. Datum Parisius, in parlamento nostro, die XVIII^a Maii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo nono et regni nostri sexto.

Per arrestum curie, *Villem.*

CL

La venue faicte à Lyon au Roy Charles, cui Dieu donai bone vie, qui venit en la dicte ville le samedi l'an mil CCC IIII^{XX} et neuf, XIIII jour d'Octobre.

PREMIEREMENT depuis la porte de Veysse jusque a la porte de Bornue, la charrere fut bien aringiée et parée es deux flans de fuillie fresche, et fut faitz celle année le pavement de la dicte porte de Veysse jusque es Amans.

Item que des la porte de Bornue jusque a la porte du cloustre de Saint Johan fut paré a ciel du large de IIII toyles tout au long qui estoient tendues sur bigues billons ers.

Item des la dicte porte de Bornue jusque au Sainc Cristoble de la mayson des enfans maistres Tevenin Bonut., les deux flans de la charrere furent parez de mantilz et tuailles blanches, et des le dit Sainc Cristoble jusque a la porte du cloustre de Sainct Johan de paremens de laine.

Item que l'un fit peindre a la porte de Bornue les armes du Roy et de pluseurs autres seigneurs de France, et au-dessus de la dicte porte ung grant baniere es armes de France.

Item que l'un mit es charreres d'areyne por ce que l'un puisset mielx chivauchier.

Item qu'il alerent au devant du Roy pour li faire la reverence cinq cens personnes a chival touz vesti de roge e III menestriers et deux trompetes que la ville vesti aussi de roge.

Item que une grant quantité des enfanz de la ville furent vesti de toiles perses semées de flours de lix et tenoit chascun ung petit confanon des armes du Roy en sa main, et alerent au devant jusque au curtil mons. de Lyon, et iqui furent mis tous au lung de cremaux du dit curtil et attendirent jusque le Roy ot passé, et en passant ilz criarent a aute voys : *Monjoye Saint Denis ! Vivet le Roy !*

Item que XXV des plus notables femes de la ville li alarent a l'encontre jusque a la porte de Bornue, ou il avoit fait tout au long du curtil Symonet Leion unes galeries por les dictes dames parées de draps pers, et en vis les dictes galeries et de la porte avoient ung paveulion couvert aussi de draps pers, dedens lequel estoit ung paille que la ville avoit fait faire por porter au dessus du Roy quant il chevacheroit par la ville, loquel paille estoit d'un drap d'or et les batans estoient

de cendal pers à fleurs dou lix enlevées et faictes de broderie, et le dessoubz desdiz pendans estoient de franges vers de soye, et les IIIII bastons pens noblement as armes de France ; loquel paille IIII des dictes femes, apres ce que toutes li orent fait la reverence, presentarent au Roy, et quatre des bourgois vestiz de sacarins rouges lo li portirent au-dessus jusque a l'ostel mons. de Lyon out il s'estoit logiez.

Item fut faicte une fontaine au devant de la maison Pierre Girerdin, c'est assavoir en la place devant la drapperie du Royaume, qui gitoit a grant habundance vin blanc par deux canons, vin claret par deux canons et yaue par III canons, laquelle gardeirent deux homes sauvages que l'un fit des deux plus grans homes que l'un trouva en la ville.

Item la dicte venue fut merveilleusement longue par la presse du pueble qui se metoit au devant du Roy ; si fut tardet quant il fut devant la dicte fontaine, et pour ce LX de la ville vesti de rouge alumerent iqui LX torches et l'acompaignirent jusque a son hostel.

Item lendemain apres sa messe la ville le servit de VI pos et VI XII^nes de copes d'argent que la ville avoit fait faire tout a nove qui estoient tres bien dorées, et les emaux estoient a ses armes.

Item servit la ville de mons de Toraine, son frere, de trois XII^nes copes bien dorées et es emaux ses armes.

Item que l'un servi pluseurs autres seigneurs de sa compaignie de torches, d'espices et de pluseurs autres choses.

CLI

Notes historiques insérées dans le premier volume du Cartulaire municipal de Lyon, foliös 1, 3, 221 et 222.

ANNO Domini millesimo CC^mo quadragesimo quarto, edomada prima Adventus Domini, Innocentius papa quartus venit Lugduni, ubi fuit continue per sex annos et plus, scilicet usque ad quartam feriam infra octabas Pasche, qui recessit de Lugduno, ubi deposuit imperatorem Fredericum, sub anno millesimo CC^mo quinquagesimo primo.

Anno Domini millesimo CC^{mo} septuagesimo quarto, papa Gregorius quartus celebravit in Lugduno consilium generale.

Anno Domini millesimo CCC^{mo} XVI°, in vigilia apostolorum Petri et Pauli, fuerunt inclusi et retenti viginti tres cardinales in conventu Fratrum Predicatorum Lugduni per Dominum Philippum, filium regis Francie, pro electione Summi Pontificis facienda. Vacaverat enim sedes Romana duobus annis, mensibus tribus, diebus XVII. Et XLI die ab inclusione sua, scilicet VII° idus Augusti, in festo beati Donati, concordaverunt in unum et elegerunt in Summum Pontificem dominum Jacobum de Oza, cardinalem, episcopum Portuensem, et vocatus est Johannes XXII; fuit que coronatus more pontificum Romanorum dominica prima Septembris, scilicet nonas Septembris, in ecclesia cathedrali Sancti Johannis Baptiste Lugdunensis. Prandium vero et festum suum fecit in virgulto conventus Fratrum Predicatorum, et fuit ibidem in dicto conventu postea usque ad diem sabbati Quatuor Temporum post festum beati Mathei.

Memoyre sort que l'an de notre seigneur mil CCC quatre vins et dix, le XXVI jour du moys d'Octobre, maistre Hugue Ronsonlas, commissaires à Lion pour le Roy notre sire sur le fait du sel, fit prandre toutes les messures de tous les ovreurs de sel de Lyon et pourter a Ruanne, et oultre fit aussi prandre de fait les eschandilx de la ville et porter aussi a Ruanna pour eschandiller les dictes messures. Les gens de monseigneur de Lyon li firent certaine requeste comme il leur voulsist randre et remettre les dictes mesures ensamble les eschandilx pour les eschandiller a leur court; et d'autre part Guillaume de Cuysel, procureur de la ville, li fit aussi une requeste que comme la visitation et la eschandilliation apartienent es maistres des mestiers et jurés de la ville et non a autres, et aussi comme lesdiz eschandilx soient a la ville et les ayent a costume d'avoir par devers eulx les consulz de la ville par tant de temps qu'il n'est memoyre du contraire, qu'il voulsit remettre et resaisir la ville en sa possession; et furent present quant ledit procureur fit la dicte requeste maistre Hugue Jossart, lieutenant de mons. le bailli de Mascon, maistre Estienne Boilliat et Micheux Chenevier; par vertu de laquelle requeste le dit commissaire fit randre et restituer audit procureur les dix eschandilx, les quelx furent retournez à Saint Jaquemo par Poncet Chol, et a touz les merchens leurs mesures, et fut faicte la dicte remission en la presence de moss. André Esperon, official de Lyon, liquel en appella ou nom de mons. de Lyon, de maistre Estienne Boilliat, de Michiel Chenevier, de Johan de Preissie, du dit Poncet Chol, de Johan Baronat, sergent du Roy, de Percevaut Le Chartier de Ruanne et de pluseurs autres

Signé : *Armynsgerbie ?*

Sachent tous presens ef advenir que l'un trouvera ou curtil de Ruanne, et en la place de la Pecherie, c'est assavoir par dedens le mur qui est a la descendue de la dicte Pecherie, a la partie du vent, environ III pas par dedens ledit mur et VI ou long de la dicte place, une grant quantité des pierres des engins lesquelles y ont esté enseveliez (1).

Il est a noter que l'an 1704, on a fait par ordre du roy un pont de pierre de cinq arches, sur la riviere d'Asergues, proche la ville d'Ance en Lionnois, et que dans la premiere assise de la troisieme pile, du costé d'Amberieu, on a enchassé entre deux pierres creusées l'inscription suivante sur une grande plaque de cuivre :

Faustis Ludovici Magni Galliarum regis christianissimi auspiciis, regni felissimi anno sexagesimo secundo, Francisco de Neufville, duce Villaregio, pari et marescallo Franciæ utriusque ordinis equite torquato, prætoriæ cohortis præfecto, supremo Gallicorum exercicuum ductore, Lugduni et provinciarum Lugdunensis, Forensis et Bellijocensis prorege, ad utilitatem publicam et itinerum commodum tamdiu expetitum, Asergio torrenti potius quam flumini pontem impositurus auspicatem hunc lapidem posuit. Franciscus Guyet, marchio Bantanges etc., regi a consiliis libellorum supplicum magister apud Lugdunenses, Forenses et Bellijocenses missus dominicus, curante Laurentio Pianelli Valletæ toparcha, quæstorum curiæ præside, pontium et aggerum præfecto, anno rep. sal. M DCC IV.

La dite plaque a esté mise dans la première assise de l'angle de la troisième pile dudit pont du costé d'Ambérieu, qui est la seconde du costé d'Ance, c'est l'angle qui est amont l'eau.

(1) L'écriture est du commencement du XVe siècle.

APPENDICE

APPENDICE

I

Engagement envers les citoyens de Lyon, moyennant 10,000 sous, des tailles qui se levaient sur les denrées, par l'archevêque et le chapitre métropolitain, qui jurent en outre d'observer les bonnes coutumes de la cité.

1193.

RAYNAUDUS, Lugdunensis ecclesie electus, et Stephanus, decanus, cum universo capitulo, omnibus imperpetuum. Quoniam ea que inter homines geruntur facile patiuntur oblivionis dispendium, nisi scripture beneficio muniantur; ea propter scripture commendandas duximus conventiones que inter nos et cives nostros intercesserunt. Notum sit igitur omnibus tam presentibus quam futuris quo ego R., Lugdunensis ecclesie electus, cum Stephano, decano, et universo ejusdem ecclesie conventu, civibus Lugduni tallias, quas de consuetudine habebamus in civitate Lugduni in emendis victualibus, pro viginti milibus solidorum Lugdunensis monete obligavimus. Tempore vero redimende gaggerie, si moneta deteriorationem in pondere vel in lege receperit, pro singulis triginta solidis marcus argenti reddetur. Pro hac autem obligatione in pace in posterum tenenda et servanda juravimus tam ego R., electus, quam omnes cannonici, tactis sacrosanctis euvangeliis vel inspectis, nos nullam inquietudinem seu molestiam in hac gaggeria ante liberationem facturos et quod nullum in canonicalem societatem recipiemus, nisi prius hoc prestiterit sacramentum. De ipsius quoque sacramenti tenore est ut, me decedente vel discendente, substituendo pastori nullam faciant obedientiam vel promittant cannonici, quousque jam dictum sacramentum prestiterint. Hec autem sacramenti forma in omnibus substituendis cannonicis observabitur usque ad gaggerie liberacionem. In emendis autem victualibus hec conditio fuit apposita ut nulli in re emenda vis ab archiepiscopo vel canonicis vel eorum servientibus fiat, sed sicut ceteri emant. Si qua vero violentia facta fuerit, si dominus illius qui violentiam fecerit emendare noluerit, archiepiscopus vel decanus post triduum a die clamoris

censura ecclesiastica ipsum dominum violatoris coerceant. Et omnes canonici juraverunt in manu nostra se sentenciam, quam in eos pro tempore archiepiscopus vel decanus pro hac causa dictaverint, observaturos. Juravimus quoque ego R., electus, et jam dicti canonici quod si aliquis hominem hujus civitatis ceperit, nisi propter guerram archiepiscopi hoc acciderit, vel si redemptionem in captione coegerit, in civitate hac nullum ei ducatum prebebimus, nisi semel; exinde vero non nisi de assensu ejus qui captus fuerit, vel unius eorum quatuor qui a burgensibus ad hoc eligentur, ducatus ei prebebitur. In hoc sacramento de ducatu non faciendo continentur ne canonicis pro tempore substituendis aliquam demus potestatem fasiendi ducatus, nisi secundum formam jam dictam. Si vero homo civitatis hujus spoliatus fuerit vel res ejus ab aliquo rapte fuerint, si ad submonicionem archiepiscopi vel ejus vicarii ille qui violentiam fecerit emendare voluerit, exinde debet archiepiscopus canonicis inibere ne decetero ei ducatum in civitate prebeant. Tallias quas aliqui ex nostris in vineis faciebant contra jus et consuetudinem de cetero tam ego quam canonici guirpivimus. Preterea juravimus nos recogniciones de terris burgensium hujus civitatis non levaturos, nisi ubi levare debemus. Bonas quoque consuetudines hujus civitatis tam ego electus quam canonici nos servaturos juravimus. Sciendum vero quod postquam gaggeria ista redempta fuerit suprascripte conventiones tam jurejurando firmate quam alie cessare debent preter guirpicionem talliarum in vineis, que in perpetuum durare debet. Pecunia vero de communi concessione civium, quocumque tempore gaggeria redempta fuerit, in communes usus civitatis arbitrio civium redigi debet. Sunt autem hec nomina canonicorum qui juramenta prestiterunt: Stephanus, decanus, R., archidiaconus, Pon., precentor, Willelmus Charpinelli, A., sacrista, G., prepositus sancti Thome, D., camerarius sancti Pauli, Hu., senescallus, B., magister, Willelmus de Sancto Boneto, Pe. Berardi, Willelmus Ruffus, Willelmus de Colungiis, D. Guichardi, Florus, G. de Sancto Prejecto, O. de Sura, Hu. de Talaru, A., sacrista Sancti Pauli, Jo. de Moranceu, Pe. de Montels, G. Bajuli, G. de Talaru, R. de Villon, H. de Vallibus, Austorgus, Willelmus de Colunniaco, G. de Sal, A. de Cosant, Umbertus de Miribello, Burcardus, V. Palatinus, Aroldus, Hu. de Sancto Germano, A. de Monte Aureo, Pon. Falest., P. Atenulfi, Hylio, G. de Basinens, F. de Givorc, Umbertus, filius comitis, Guillelmulus de Sancto Boneto, Drogonellus, Iterius, Ste. de Vego. Ut autem in posterum super hec nulla dubietas oriri valeat, ego R., Lugdunensis electus, et capitulum presens scriptum sigillis nostris fecimus communiri. Actum est hoc anno ab incarnatione Domini M° C° XC° III°, Celestino papa III° Romane ecclesie presidente, imperante Henrico, Romanorum imperatore semper Augusto, Philippo, rege Francorum, regnante.

(Original. — Archives du Rhône. — Fonds du chapitre métropolitain. — Titres non classés.)

2

Transaction entre l'archevêque Renaud de Forez, et le chapitre métropolitain d'une part, et les citoyens de Lyon d'autre part.

Septembre 1208.

IN nomine Domini nostri Jhesu Christi. O., dux Burgundie, R., Dei gratia Lingonensis episcopus, P., eadem gratia Matisconensis episcopus, A., Bone Vallis dictus abbas, omnibus in Christo fidelibus salutem. Noverint universi presentem paginam inspecturi quod discordia que vertebatur inter dominum R., archiepiscopum, et capitulum Lugdunense, ex una parte, et cives Lugdunenses, ex alia, nobis et aliis discretis viris mediantibus, forma inferius annexa taliter est sopita: dominus archiepiscopus et ecclesia Lugdunensis pleno jure dominium, jurisdictionem et potestatem totius civitatis, tam citra Ararim quam ultra, recuperavit, et clavibus universarum munitionum et portarum dominus archiepiscopus fuit investitus. Ut autem pax securior inter dominum archiepiscopum et cives reformaretur, convenit ut, usque ad quindenam Pasche, custodia munitionum et clavium ville ultra Ararim O., duci Burgundie, committatur, quas sibi a domino archiepiscopo traditas usque ad prefatum tempus ipsius nomine possidebit, prestito ab ipso O. sacramento quod bona fide ad utilitatem archiepiscopi et capituli et tocius civitatis eas servabit, et quod, elapso predicto termino, sublato cujuslibet occasionis obstaculo, jam dictas munitiones et claves portarum restituet archiepiscopo Lugdunensi, et si forte, quod Deus avertat! aliquid humanitus de de ipso contingeret, capitulo redderentur. In virtute insuper prestiti juramenti tenetur idem O. ne medio tempore turrem pontis que respicit Sanctum Nicetium et turrem Sancti Marcelli in potestate civium ponat, sed nec in potestate archiepiscopi vel capituli, nisi de voluntate civium et assensu. Clavibus quoque portarum et turrium, elapso tempore, domino archiepiscopo et capitulo, ut dictum est, restitutis, claves portarum cui vel quibus voluerit committet custodiendas, ita scilicet ut cives nullam possint pretendere consuetudinem ut eis vel eorum requisito consilio alicui clavium custodia committatur. Clausuras quoque et fossata que sunt a parte Sancti Marcelli possunt cives arbitrio suo, secundum presentem formam, meliorare; novas autem munitiones sine consensu archiepiscopi et capituli non possunt edificare; altera autem turrium pontis incontinenti destruetur. Dominus si quidem archiepiscopus et capitulum bonam libertatem

civitatis et bonas consuetudines scriptas sive non scriptas promiserunt se bona fide civibus servaturos. Juramento vero prestito ad ista quatuor servanda tenentur archiepiscopus et capitulum, scilicet ne aliquem civium exheredent, aut capiant, aut interficiant, aut membris mutilent, nisi consuetudine justicie et dominii exigente; hoc addito in eodem juramento quod si contigerit aliquem civium abesse vel mutare domicilium, possessiones infra vel extra civitatem constitutas libere possideant, salvo censu et usagio dominorum. Cives quoque juraverunt vitam et membra persone archiepiscopi et clericorum Lugdunensis ecclesie et familie eorumdem et servare omnem bonam dominationem, quam predecessores domini archiepiscopi et ecclesie retroactis temporibus habuerunt, hoc addito in juramento quod nullo tempore apud quamlibet personam diminutionem juris ecclesie vel archiepiscopi per se vel per alios procurabunt. Et quoniam juramentum totius discordie fomitem ministravit, juraverunt cives nullam conspirationem vel juramentum communitatis vel consulatus ullo umquam tempore se facturos, exceptis sacramentis, que fiunt licite super societatibus mercationum contraendis. Idem sacramentum de conspiratione prestitit archiepiscopus et capitulum. De dampnis autem et injuriis illatis archiepiscopo et capitulo et eorum adjutoribus pacem faciunt burgensibus et adjutoribus eorum; eandem pacem faciunt burgenses ecclesie et archiepiscopo et adjutoribus eorum. De dampnis autem illatis his qui de guerra non fuerunt, si sacerdotes, vel clerici, vel homines ecclesie, vel archiepiscopi fuerunt, ecclesia et archiepiscopus pacem civibus sine satisfactione in posterum facient observari. Si vero religiosi vel alii laici, qui non sunt homines ecclesie vel archiepiscopi, eis poscentibus, si inter eos componere non possit, censuram ecclesiasticam non negabit, ita tamen quod non licebit archiepiscopo unum vel duos sed totam universitatem pro hujusmodi querelis emergentibus subicere interdicto. Ut autem tenor pacis istius inviolabiliter observetur, sigilla nostra presenti apposuimus instrumento et sigilla archiepiscopi et capituli Lugdunensis. Hoc idem debent facere Eduensis et Cabilonensis episcopi; abbas autem Cisterciencis et Cluniacensis et capitulum Cartusiense et domus Templi et Hospitalis similiter debent propria sigilla apponere ut de pace sic peracta de voluntate utriusque partis prehibeant testimonium veritati. Dominus O., dux Burgundie, pro pace utrique parti tenetur in solidum; comes autem Nivernensis tenetur utrique parti in mille marchis. Dominus autem archiepiscopus et ejus officiales, si tempore guerre inter se cives injuriam intulerunt corporalem, bannum et justiciam remiserunt, nec injuriantem ut injuriato satisfaciat compellere poterunt. Munitiones quoque in ripis facte, sicut nunc sunt, ita usque ad quindenam Pasche manere debent, eo excepto quod in ripis, ubi naves applicare solebant, si predicte munitiones impedimentum prebuerint usui applicantium, usque ad usum congruum destruantur. Simili modo, si archiepiscopus vel ecclesia locum ripe alicui ad edificandum concesserit, usque ad usum edificii destruantur. Per hoc autem

instrumentum in perpetuum valiturum omnia alia instrumenta super prima pace facta penitus irritantur. Instrumentum autem consuetudinum sigillo archiepiscopi et ecclesie roboratum in sua maneat firmitatem. Actum anno Dominice incarnationis M° CC° VIII°, mense Septembri.

(Original. — Archives départementales du Rhône. — Fonds du chapitre métropolitain. — Armoire, Abram, vol. 2, n° 1.)

3

Promesse par les citoyens de Lyon d'observer la trêve consentie par le chapitre métropolitain et les chanoines de St-Just.

1269.

NOS Guillermus de Anziaco, Stephanus Albi, Thomas de Varey, Andreas de Albone, Johannes de Durchi, Johannes, ejus nepos, Bernardus Maalains, Girardus Alamanz, Nicholaus Bovis, Durannus Li Oigneri, Peronetus de Chaponnay, Andreas Gandillon, Guido de Meunay, Johannes de Losanna, Petrus Giroudi, Falconetus de Puteo, Petrus Do, Johannes de Fuer, Bartholomeus de Insula, Humbertus Li Devins, Petrus de Vallibus, frater ejus, Guillelmus Grigneus, Stephanus Monachi, corderius, Petrus de Vienna, Petrus de Nevro, Aymarus de Miribello, Stephanus de Anziaco, Stephanus Eldini, Stephanus de Sancto Michaele, Petrus Raymundi, Johannes de Lugduno, escofferius, Bartholomeus de Chaponnay, Andreas Raffini, Peronetus Albi, Hugo de Valle, Guido Alvers, Peronetus Chalons, Guillermus Bonivardi, Guillelmus Dosdeu, Stephanus de Curtili, Bernardus de Chaponnay, Johannes de Chaponnay, Matheus de Mura, Johannes de Sancto Theuderio, Raymundus Filastra, Bartholomeus de Porta, Bartholomeus de Fuer, Bartholomeus Flamens, Humbertus de Varey, Durannus de Fuer, Hugo de Plastro, Peronetus et Johannes de Varey, fratres, Aymo de Vienna, Johannes Gays, Aymo Cornavius, Petrus Durers, Pontius de Albone, Rooletus de Varey et Johannes.........., cives Lugdunenses, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum venerabiles viri M., decanus, canonici et capitulum Lug-

dunense et qui singulariter et specialiter et B., obedientiarius, G., sacrista, et capitulum Sancti Justi Lugdunensis pro se et suis adjutoribus dederunt firmam treugam universis et singulis civibus Lugduni et populo et omnibus, universis et singulis pro se et suis coadjutoribus et valitoribus, Johannes de Forisio, Stephanus Flamens, Matheus de Fuer, Johannes Liatardi et Guillelmus Albi habentes super hoc potestatem a civibus et populo Lugdunensi ac etiam pro utroque partium predictarum multi nobiles dictam treugam dederunt, sicut hec omnia in litteris sigillatis predictorum capitulorum, canonicorum et multorum nobilium continentur, insertis quibusdam conventionibus pro utilitate partis utriusque, nos juxta memoratas conventiones damus dictas treugas et promittimus per juramentum super sancta Dei euvangelia prestitum pro nobis et concivibus nostris dictas treugas inviolabiliter servaturos et contra nullatenus nos venturos. In cujus rei testimonium nos antedicti cives presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum anno Domini M° CC° LX° nono.

(Original. — Archives départementales du Rhône, Armoire Abram, vol. 13, n° 2)

4

Procès verbal d'enquête contre les habitants de Lyon qui niaient certains droits de juridiction de l'archevesque et avaient a main armée commis des crimes et des déprédations dans les possessions du chapitre métropolitain, à Ecully, Civrieux, Couzon et Genay.

1273.

TESTES infrascripti sunt recepti super quibusdam articulis H., decani, et capituli prime Lugdunensis ecclesie, quorum primus incipit : *Intendit probare quod jus jurisdictionis ecclesie Lugdunensis est in locis et rebus publicis* etc. contra cives Lugdunenses :

JOHANNES GROSSETUS, preceptor domus Dei Viennensis, testis juratus et requisitus super primo articulo qui sic incipit : *Intendit probare quod jus jurisdictionis ecclesie Lugdunensis etc.*, dicit verum esse, prout in articulo continetur; requi-

situs quod modo scit, dicit quod ipse testis nomine ecclesie Lugdunensis et archiepiscopi usus fuit super predictis omnibus que in articulo continentur per XIII^{cim} annis vel XIIII^{cim} continue, sine contradictione alicujus.

Item quod quando aliquis civis Lugdunensis volebat aliquid novi edificare in dictis locis publicis, edificabant de licencia ipsius testis et sociorum suorum et inde recipiebat pecuniam ab illis qui volebant edificare, et concedebat eis litteras sigillatas sigillis dicti domini archiepiscopi et dominorum canonicorum tenentium comitatum; et de hoc fuit usus per dictum tempus nominibus predictorum pacifice et quiete, dicens et asserens quod de predictis est vox et fama publica in civitate Lugdunensi quod predicti archiepiscopus et canonici et antecessores eorum hoc jure fuerunt usi et gerentes vices eorum tanto tempore cujus contrarii non extat memoria. Requisitus quid est fama publica, dixit quod id dicitur esse fama publica quod homines alicujus loci vel major pars dicunt et asserunt ita esse. Interrogatus qui fuerunt illi cives qui super predictum petierunt a dicto teste licentiam et quibus imposuit censum nomine quo supra et introjas, dixit quod Johannes Laurentii, Guillelmus d'Anzierati, Jhoanna Regina, Petronilla de Vienna, Aymonetus de Turre et plures alii quod fastidiret narrare.

Item interrogatus super II° articulo qui incipit : *Item quod ita observatum est, etc.*, dixit prout in articulo continetur.

Interrogatus quo modo scit, dixit quod ita observavit ipse testis pro tempore illo quod in primo articulo continetur, et quod de hoc sunt vox et fama in civitate Lugdunensi.

Item interrogatus super III° articulo qui sic incipit : *Item quod hoc fuit et est notorium, etc.*, dixit quod est notum prout in articulo continetur. Interrogatus quid sit notorium, dixit quod notorium est quod se exhibet visui hominum et quod non indiget aliqua probatione.

Interrogatus super IIII° qui sic incipit : *Item H. de Rupe Cisa, civis Lugdunensis, etc.*, dixit ita verum fuisse prout in articulo continetur. Interrogatus quomodo scit, dixit quod ipse erat presens quando gentes dicti domini electi et canonicorum Lugdunensium fecerunt dictum pontem secari et destrui, addens quod dictus H. dicebat predictis qui faciebant destrui dictum pontem quod ipse habebat litteras dicti domini electi et canonicorum quod potuit illum pontem hedificare, et dicti de familia dicebant e contra...... Interrogatus qui erant illi de familia dicti domini electi qui dictum pontem faciebant destrui, dixit quod correarium et bedelos ipsius correarii.

Interrogatus de nominibus propriis, dixit quod non recordatur.

Interrogatus qui erant ex parte dictorum canonicorum in destructione pontis predicti, dixit quod dominus Bartholomeus Richardi, tunc decanus ecclesie Lugdunensis, magister Milo, tunc cantor, et plures alii clerici et laici quorum nominibus non recordatur.

Item interrogatus super V° articulo qui sic incipit : *Item quod postquam dictus electus, etc.*, dixit ita fuisse verum prout in articulo continetur.

Interrogatus quomodo scit, respondit quod vidit et audivit.

Interrogatus qui fuerunt illi ad quorum suasionem dimiserunt predictas cathenas pontis, dixit quod sibi visum fuit quod Andreas d'Albon, cum audivit per eum increpasse illos qui predictas cathenas..... et per aliquos alios antiquos viros qui similiter increpabant de quorum nominibus non recordatur.

Item interrogatus super sexto articulo, dixit quod nichil scit, nisi quod ita audivit dici.

Item interrogatus super VII° articulo qui sic incipit : *Item quod dictus electus reliquit, etc*, dixit ita verum esse prout in articulo continetur.

Interrogatus quomodo scit, dixit quod tunc constabat sibi per visum et modo constat.

Item interrogatus super VIII° articulo qui sic incipit : *Item quod post predictam promissionem et juramentum, etc.*, dixit esse verum prout in articulo continetur.

Interrogatus quomodo scit quod post predictam promissionem et juramentum, respondit quod antea audiverat predictam promissionem esse factam et juramentum prestitum et postea posite sunt cathene et facte novitates.

Interrogatus quomodo scit quod per partem civium posite sint cathene et facte novitates in civitate Lugdunensi, dixit quod ipse vidit quando ponebantur cathene in pluribus locis infra civitatem predictam, quod cives Lugdunenses ponebant eas, et vidit quod cives dicte civitatis faciebant predicta edificia seu novitates et faciebant fieri.

Interrogatus quomodo scit quod propter predicta mutatus sit status civitatis quo ad jurisdictionem et potestatem exercendi eam, dixit quod non ita libere possent condempnari malefactores si cives vellent impedire quod possent claudere portalia vel levare cathenas ad voluntatem suam.

Item interrogatus super articulo IX° qui sic incipit : *Item quod predicte cathene et novitates, etc.*, dicit verum esse sicut in articulo continetur.

Requisitus quomodo scit, respondit prout in articulo proxime dicto continetur.

Item interrogatus super X° articulo qui sic incipit : *Item quod civibus tenentibus, etc.*, dixit verum esse prout in articulo continetur.

Interrogatus quomodo scit, respondit prout in aliis duobus articulis precedentibus.

Interrogatus quid est notoriorum, respondit ut in primo articulo.

Item super XI° articulo qui sic incipit : *Item quod pars civium, etc.*, dixit verum esse prout in articulo continetur.

Interrogatus quomodo scit, respondit ut in VII° articulo.

Item interrogatus super XII° articulo qui sic incipit : *Item quod si facultas, etc.*,

dixit verum esse prout in articulo continetur. Requisitus quomodo scit, dixit quod ita credit et extimat.

Item interrogatus super XIII° articulo qui sic incipit : *Item quod ex parte ipsius Lugdunensis ecclesie, etc.*, dixit ita verum esse prout in articulo continetur.

Requisitus quomodo scit, dixit quod visu et auditu.

Interrogatus qui erant qui nunciabant novum opus, dicit quod quidam erant canonici Sancti Johannis et quidam clerici cum eis ; de nominibus non recordatur.

Interrogatus qui erant illi cives vel ex parte civium qui faciebant predictum opus vel incipiebant in portali supradicto, dixit quod quidam burgenses erant ibi Lugduni et magistri qui faciebant dictum opus similiter erant Lugduni. Nomina burgensium qui erant ibi sunt hec : Stephanus de Curtili et filius ejus, Amedeus Revenditor, magister Thibaudus et plures alii de quorum nominibus non recordatur, et ita vidit sicut dixit.

Item interrogatus super XIIII° articulo qui sic incipit : *Item quod novitates facte sunt etc.*, dicit ita verum esse prout in articulo continetur. Requisitus quomodo scit, dixit quod visu et auditu. Audivit enim publice dici quod predictus exercitus demandatus fuerat, et vidit dictas novitates fieri per cives Lugdunenses.

Item interrogatus super XV° articulo, qui sic incipit : *Item quod predicta demandatio etc.*, dixit ita esse verum prout in articulo continetur.— Requisitus quomodo scit, dicit quod auditu et visu, quare vidit unum ex predictis nunciis, scilicet dominum Johannem de Crenis, et audivit publice dici per Lugdunum quod dominus rex Francie receperat cives Lugdunenses in garda sua.

Item interrogatus super XVI°, qui sic incipit : *Idem quod post hec etc.*, dixit ita verum esse sicut in articulo continetur.— Interrogatus quomodo scit, dicit quod ita vidit ab illo tempore et ita stat hodie quod non custodiunt sicut antea faciebant.

Item interrogatus super XVII° articulo, qui sic incipit : *Item quod quam primum etc.*, dixit ita verum esse prout in articulo continetur.— Requisitus quomodo scit, dixit quod visu et auditu. — Interrogatus qui erant illi qui ex parte dicti domini Eduensis episcopi predictam inhibitionem faciebant, dixit quod correarius dicti domini episcopi et multi alii de gente dicti domini episcopi quorum nomina non recordatur.

Item interrogatus super XVIII°, qui sic incipit : *Item quod propter consimiles novitates etc.*, dixit nichil aliud scire nisi quod ita audivit dici prout in articulo continetur, et vidit quedam instrumenta facientia mentionem de hoc quod in articulo continetur.

Item interrogatus super XVIIII° articulo, qui sic incipit : *Item quod in reformatione etc.*, dixit se nichil aliud scire nisi quod vidit quedam instrumenta mentionem facientia de hiis que in articulo continentur.

Item super XX° articulo, qui sic incipit : *Item quod ad dictum predictorum arbitrorum etc.*, dixit idem quod in superiori proximo articulo continetur.

Item super XXII° articulo, qui sic incipit: *Item quod iste novitates de quibus nunc agitur etc.*, dixit ita verum esse prout in articulo continetur. — Interrogatus quomodo scit, respondit quod multum prejudicant ecclesie, quia facte sunt in terra propria ecclesie et contra voluntatem illorum qui ecclesiam regunt.— Interrogatus quomodo scit quod contra voluntatem illorum factum sit, dixit quod visu et auditu, quia vidit et audivit decanum, qui nunc est, et predecessorem ipsius et canonicos conqueri a principio et adhuc conqueruntur.

Super XXIII° articulo, qui sic incipit: *Item quod senescalcus etc.*, interrogatus, dixit ita verum esse prout in articulo continetur. — Requisitus quomodo scit, dixit quod visu et auditu, quia ita vidit a principio usque nunc et audivit ab ore predicti senescalci quod ipse erat juratus cum civibus Lugduni, et hoc dicebat publice in platea ubi erant quamplurimi. — Interrogatus si tulit testimonium gratia vel timore, odio vel premio alicujus vel aliquorum, dixit quod non. — Interrogatus quam partem vellet pocius obtinere, dicit quod illam que jus haberet. — Item interrogatus si est instructus ad ferendum testimonium, dicit quod non nec sperat inde aliquod commodum habere.

Gerardus dictus Costenera, scriptor, testis juratus et requisitus super articulo 1° qui sic incipit : *Intendit probare quod jus jurisdictionis ecclesie Lugdunensis etc.*, dixit et asseruit esse vera que in dicto articulo continentur. — Interrogatus quomodo scit, dixit quod multociens fecit instrumenta et plura ad requisitionem plurium civium super impetratione licentie et consensus impetrate vel impetrati a domino archiepiscopo vel ab ejus nunciis vel ab illis qui gerebant vices commitatus in civitate Lugdunensi super novis operibus faciendis in locis contentis in predicto articulo, et pluries interfuit quando prefati cives a predictis licentiam vel consensum requirebant super predictis faciendis, et quando licentiam obtinebant edificabant, alias non ; et vidit ita observari in civitate Lugdunensi a XIII^cim annis citra pacifice et quiete et sine contradictione civium predictorum, dicens et asserens quod fama publica est et vox in civitate Lugdunensi quod prefati archiepiscopus et gerentes vices suas et comitatus hoc jure usi fuerunt a tanto tempore citra cujus contrarii non extat memoria. — Interrogatus quod sit fama publica, dixit quod illud dicitur esse fama publica quod homines alicujus loci vel major pars dicunt et asserunt ita esse super aliquo negotio. — Interrogatus qui fuerunt illi cives qui super hoc petierunt licentiam, dixit quod magister Bernardus Parentis, clericus, de domo sua, que sita est Lugduni, in Sablicio, et multi alii fuerunt. Super aliis articulis requisitus dicit quod non habet inde plenam certitudinem.

Bernardus Parentis, clericus, testis juratus et requisitus super articulo qui sic incipit : *Intendit probare quod jus jurisdictionis ecclesie Lugdunensis est in locis etc.*, dixit esse verum quod in ipso articulo continetur. — Requisitus quomodo scit, dixit

quod ipse est nuncius domini archiepiscopi Lugdunensis in civitate Lugdunensi ad recipiendum censum domorum censualium ipsi domino archiepiscopo, et quando aliquis vult edificare in nova augmentatione, scilicet in vicis publicis, viis, ripis et aliis similibus, venit ad ipsum testem ut requirat sibi assensum et licentiam vel a domino archiepiscopo vel correario suo predicta faciendi, et si sibi obtinet licentiam dictus cives operatur, certo censu imposito, alias non, et ita vidit fieri et observari communiter in civitate Lugdunensi a XX[ti] annis citra. Dixit etiam et asseruit quod, cum aliqui cives presumpsissent auctoritate propria in predictis locis aliquid edificare, nuncii domini comitis Sabaudie, tunc electi Lugdunensis, et ipse testis cum illis predicta opera destruxerunt. — Item dixit quod ecclesia Lugdunensis sive archiepiscopus et ecclesia Lugdunensis nomine comitatus usi fuerunt predicto jure sive dominio a tanto tempore citra quo non extat memoria. — Item dicit quod istud fuit et est notorium in civitate Lugdunensi.

Item requisitus super articulo : *Item quod quamprimum gens regis etc.*, dixit esse verum quod in articulo continetur. — Requisit quomodo scit, dixit quod presens fuit, vidit et audivit dictam inhibitionem fieri ex parte dicti episcopi Eduensis. — Requisitus qui fecit dictam inhibitionem, dixit quod magister Aymo de Piemes, officialis dicti episcopi, et Domengetus, tunc correarius ejusdem in civitate Lugdunensi.

Item requisitus super articulo : *Item quod iste novitates de quibus nunc agitur, etc.*, dixit esse verum quod in ipso articulo continetur, et super hoc asserit esse publicam famam in civitate Lugdunensi.

Item interrogatus super articulo qui sic incipit : *Item quod senescalcus, etc.*, dixit esse verum prout in articulo continetur quantum ad hoc quod esset eorum adjutor.

Requisitus quomodo scit, dixit quod vidit ipsum senescalcum armatum cum parte civium et hoc pluries publice, guerra existente inter partem civium et canonicos.

Interrogatus quid sit notorium, dixit quod omnes vel major pars alicujus loci sciunt et quod non potest celari.

Requisitus quid est fama, dixit illud quod dicitur publice a pluribus.

Dominus Lambertus de Munero, canonicus Tornodorensis, testis juratus et requisitus super articulo : *Quod jus jurisdictionis, etc.*, dixit esse vera et notoria que in articulo continentur.

Requisitus quomodo scit, dicit quod ipse testis longo tempore tenuit sigillum comitatus et decanatus Lugdunensis, et quando aliqui civium volebant edificare in locis predictis, veniebant ad ipsum testem ad habendum consensum et licentiam ab ipso super ipsis faciendis, et si dabat licentiam edificabant, censu imposito, aliter non, et pluribus civibus Lugduni dedit licentiam ipse testis predicta faciendi

suo tempore, et dixit et asseruit quod archiepiscopus et ecclesia Lugdunensis nomine comitatus tanto tempore dicta jurisdictione usi sunt quo non extat memoria, et de hoc est publica fama in civitate Lugdunensi.

Requisit quid sit notorium, dixit illud quod omnibus patet et quod non indiget aliqua probatione.

Requisitus quid est fama, dicit illud quod omnes asserunt vel major pars.

Dompnus Durandus de Villa Dei, capellanus majoris ecclesie Lugdunensis, testis juratus et requisitus super articulo : *Quod jus jurisdictionis, etc.*, dicit esse verum prout in articulo continetur.

Requisitus quomodo scit, dixit quod pluries vidit impetrari licentiam super predictis faciendis per plures cives Lugdunenses ab archiepiscopo vel ejus nunciis et ab ecclesia vel nunciis suis nomine comitatus, et si dabant licentiam edificabant, censu imposito, alias non, et vidit quod, quando dicti cives Lugdunenses edificabant propria auctoritate in predictis locis, nuncii archiepiscopi et ecclesie sic constructa destruebant et prohibebant fieri.

Interrogatus que fuerunt opera que vidit destrui, dixit quod quandam estram de Templo, item et inhiberi quandam aliam estram Bartholomei de Chaponai, item et quemdam pontem vidit inhiberi Hugonis de Rupe Cisa retro Monetam, et dixit quod vidit quod archiepiscopus et ecclesia Lugdunensis usi sunt predicta jurisdictione a L^a annis pacifice et quiete in dicta civitate Lugdunensi.

Item dixit quod publica fama est in civitate predicta quod predicti archiepiscopus et ecclesia Lugdunensis predicta jurisdictione usi sunt tanto tempore cujus contrarii non extat memoria.

Item dixit et asseruit quod istud notorium est in civitate Lugdunensi.

Item interrogatus super articulo : *Quod H. de Rupe Cisa, etc.,* dixit esse verum et notorium prout in articulo continetur.

Requisitus quomodo scit, dixit quod vidit pontem fieri et ipsum destrui postmodum per nuncios curie, scilicet archiepiscopi et ecclesie.

Item requisitus super articulo qui sic incipit : *Item quod postquam dictus electus, etc.,* dixit quod audivit dici prout in articulo continetur, non tamen vidit, et dixit et asserit quod super hoc est publica fama in civitate Lugdunensi.

Item super articulo : *Quod si facultas affuisset,* dicit quod credit ita esse prout in articulo continetur.

Item super articulo qui sic incipit : *Item quod ex parte ipsius Lugdunensis ecclesie, etc.,* dixit esse verum prout in articulo continetur.

Interrogatus quomodo scit, dixit quod presens fuit et predictam denunciationem fieri vidit.

Requisitus de tempore, dixit quod non plene recordatur.

Interrogatus super articulo qui sic incipit : *Item quod propter consimiles, etc.,* dixit

quod audivit dici prout in articulo continetur, et super hoc est publica fama in civitate Lugdunensi.

Item interrogatus super articulo qui incipit : *Item quod iste novitates, etc.*, dixit esse verum quod in ipso articulo continetur.

Requisitus quomodo scit, dixit quod plura dampna vidit inferri ex dictis novitatibus personis ecclesie Lugdunensis.

Item interrogatus super articulo qui sic incipit : *Item quod senescalcus, etc.*, dixit se nichil scire, nisi per auditum. Tamen dicit quod publica fama est in civitate Lugdunensi super hiis que in articulo continentur.

Requisitus quid est notorium, dixit illud quod communiter ab hominibus alicujus loci scitur vel a parte majori et quod non potest celari; fama est quod a pluribus dicitur odio, amore, etc.

Matheus Anglici, clericus, testis juratus et requisitus super articulo : *Quod jus jurisdictionis, etc.*, dixit quod vidit pluries plures cives Lugduni impetrare licentiam super novis operibus faciendis in predictis locis ab archiepiscopo et a nunciis ecclesie ratione comitatus, et, quando obtinebant licentiam, edificabant et novus census imponebatur, et super hoc ipse testis plures fecit litteras super licentiis obtentis. Et dixit quod vidit archiepiscopum et dominos ecclesie nomine comitatus dicta jurisdictione uti pacifice et quiete a XV^cim annis citra, usque ad tempus guerre.

Item dixit et asseruit quod publica fama est in civitate Lugdunensi quod predicti domini prefata jurisdictione usi sunt a tanto tempore citra cujus contrarii non extat memoria.

Item dixit quod notorium est in dicta civitate quod predicta jurisdicione usi sunt dicti domini.

Item interrogatus super articulo qui sic incipit : *Item quod postquam dictus electus, etc.*, dixit quod audivit publice ita esse prout in articulo continetur, et super hoc asserit esse publica fama in civitate Lugdunensi.

Item requisitus super articulo : *Item quod si facultas, etc.*, dixit quod credit esse verum prout in articulo continetur.

Item requisitus super articulo qui sic incipit : *Item quod iste novitates, etc.*, dixit quod credit esse verum prout in articulo continetur.

Item super articulo qui sic incipit : *Item quod senescalcus, etc.*; dixit quod dictus senescalcus adjutor civium erat. De juramento nescit.

Requisius quomodo scit, dixit quod pluries vidit ipsum cum parte civium.

Item requisitus super articulo qui sic incipit : *Item quod Johannes, etc.*; item super articulo qui sic incipit : *Quod ex parte ipsius ecclesie;* super articulo qui sic incipit : *Item quod novitates, etc.*; item super articulo qui sic incipit : *Quod propter consimiles, etc.*, dixit se nichil scire nisi per auditum.

Interrogatus quid est notorium, dicit illud quod manifestum est omnibus in loco ubi dicitur factum esse.

Item interrogatus quid sit fama publica, dixit quando homines asserunt aliquid ita esse odio, amore vel inimicitia; non fert testimonium nec est instructus.

Super facto de Esculliaco fuerunt infrascripti testes recepti :

P. Bergerius de Esculiaco testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dicit esse vera et notoria que in ipso articulo continentur.

Requisitus quomodo scit, dixit quod presens fuit et plures personas tam de hominibus Sancti Johannis quam de hominibus Sancti Justi comburi et interfici vidit, et dictam ecclesiam comburi vidit.

Interrogatus quomodo vocabantur homines Sancti Johannis qui ibi mortui fuerunt, dicit quod prepositus, Stephanus Blanchardus videlicet, Johannes Ammennay, Bornes, Johannes Bonetus, Paynus, Duratinus, Bartholomeus Revellus, P. Justetus et plures alii.

Item interrogatus quomodo nominabantur illi de capitulo Sancti Justi qui fuerunt ibi perhempti, dicit Stephanus Compagnus, P. Escoferius, W. Escoferius, Chalendaon, Girardus de Ultra Mare, Johannes, ejus frater, Bartholomeus Frater, Eurardus et ejus uxor, Petronilla nomine, Gaillardus Vetulus et ejus uxor, Petronilla de Solerio, Morellus Bergerius et ejus uxor et filia, Johanneta Ogeria, P. Ogerius, ejus filius, Hugonetus Justetus, P. Carrerius, Chozonus, filius Johannis Biot, Johanninus Charrerius, ejus uxor, que pregnans erat, et tres ejus liberi, capellanus, Georgius nomine, et plures alii.

Item interrogatus quomodo scit quod predicti essent homines Sancti Johannis et Sancti Justi, dicit quod vidit quod ipsi se reputabant et tenebant pro hominibus Sancti Johannis et capitulum Sancti Johannis ipsos reputabat et tenebat pro hominibus suis.

Requisitus quid sit notorium, dicit quod illud dicitur notorium quod omnes vel major pars habitantium in uno loco asserit se vidisse et scivisse.

Item interrogatus si predicta dampna illata fuerunt per cives et populum Lugduni et eorum coadjutores, dicit quod sic et plures ex illis cognovit et vidit ibi.

Stephanus Ogerius de Esculiaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dicit esse vera et notoria que in ipso articulo continentur. — Requisitus quomodo scit, dixit quod presens fuit et vidit quod plures persone tam de hominibus capituli Sancti Johannis quam de hominibus capituli Sancti Justi fuerunt ibi combuste et perhempte et dictam ecclesiam comburi vidit. — Interrogatus quomodo vocabantur homines Sancti Johannis qui ibi fuerunt mortui, dicit Stephanus Blanchardus, prepositus, P. Justetus, Crestinus Alot, filii

Stephani Serunt, Bartholomeus Revellus, Johannes Bonetus et plures alii; de hominibus capituli Sancti Justi, dicit Petrus Lagerius, Johanna Ougeria, ejus mater, Hugonetus Justetus, Evrardus et ejus uxor, Morellus, Bergerius et ejus uxor et ejus filia, faber dicti loci, duo liberi Johannis Escopherii, Johannes Charreta et ejus uxor et tres liberi eorum, Johannes Glatardus, filia Guicherdi Gayeti, Girardus de Ultra Mare, Stephanus Compagnus, duo liberi Guillemeton de Marlieu et plures alii. — Interrogatus si predicta dampna illata fuerunt per cives et populum Lugduni et eorum coadjutores, dicit quod sic et plures ex illis cognovit ibi. — Interrogatus de tempore, dicit quod in vigilia Sancti Andree proximo venienti erunt IIII[or] anni. — Item requisitus quid est notorium, dicit idem quod proximus.

Item Johannes Olletus de Esculiaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dicit esse vera et notoria que in articulo continentur. — Requisitus quomodo scit, dicit quod presens fuit et vidit quod predicta dampna inferri et plures personas tam de hominibus capituli Sancti Johannis quam de hominibus capituli Sancti Justi vidit, que fuerunt ibi mortui, et dictam ecclesiam comburi vidit. — Interrogatus quomodo vocabantur homines capituli Sancti Justi qui ibi fuerunt mortui, dicit Stephanus Socieuz et Pe. Escopherius et Guillelmus Escopherius, filii Johannis Escopharii, Girardus de Ultra Mare, Johannes, ejus frater, Bartholomeus Frater, Johannes Charrerius et ejus uxor et tres liberi eorum, Hugo Justetus, Peronetus Charrerius, Gaillardus et ejus uxor, Evrardus et ejus uxor, Morellus et ejus uxor et quidam filius eorum, Cochonus, Petronilla de Solerio; et plures alii de hominibus capituli sancti Johannis fuerunt ibi mortui ibi : Bonetus, Bartholomeus Revellus, Paynus Durantinus, Garinus Durantinus, Johannes Turrellus, Bernardus Nicholaus, P. Justetus, filius ejus Johannes, Stephanus Bivetus et ejus uxor et plures alii. — Interrogatus si predicta dampna illata fuerunt per cives et populum Lugduni et eorum coadjutores, dicit quod sic et plures ex illis cognovit ibi et vidit ipsos. — Interrogatus de tempore dicit idem quod proximus. — Requisitus quid est notorium, dixit idem quod proximus testis.

Johannes Brunerius de Esculiaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dicit quod non interfuit neque scit aliquid nisi per auditum.

Rollandus de Curia, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dixit vera esse et notoria que in ipso articulo continentur. — Requisitus quomodo scit, dicit quod presens fuit et vidit predicta dampna inferri et plures personas tam de hominibus capituli Sancti Johannis quam de hominibus

capituli Sancti Justi vidit saltare de clocerio, qui mortui fuerunt ibi, et dictam ecclesiam comburi vidit. — Requisitus de nominibus illorum capituli Sancti Johannis qui fuerunt ibi mortui, dicit P. Justetus, Bernardus Justetus, filius Suriani, Stephanus, prepositus, et ejus filius et plures alii de quibus non recordatur. —Item requisitus de nominibus illorum capituli Sancti Justi qui ibi fuerunt mortui, dicit Johannes Carrerius et ejus uxor, que pregnans erat, duo eorum liberi et plures alii de quorum nominibus non recordatur. — Item requisitus si predicta dampna illata fuerunt per cives et populum Lugduni et eorum coadjutores, dicit quod sic. — Requisitus de tempore, dicit quod in vigilia beati Andree proxime venienti erunt IIII^or^ anni. — Interrogatus cujus est homo, dicit quod ecclesie Sancti Yrenei. — Requisitus quid sit notorium, dicit illud quod omnes alicujus loci sciunt factum esse, vel major pars.

Gui Fores testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dicit vera esse et notaria que in articulo continentur. — Requisitus quomodo scit, dixit quod presens fuit et vidit predicta dampna inferri et plures personas tam de hominibus capituli Sancti Johannis, quam de hominibus capituli Sancti Justi vidit, que fuerunt ibi mortui, et dictam ecclesiam comburi vidit. — Interrogatus quomodo vocabantur homines capituli Sancti Johannis qui ibi fuerunt mortui, dicit Johannes Cabrerius et ejus filius, P. Ruffi de Mont Annar, Cristoforus, filii Johannis Biveti et uxor unius illorum filiorum, Johannes Blanchardus et filius ejus, Bernardus Justetus, Petrus Justetus et duo ejus filii et uxor unius filiorum ejus, P. Brunerius et ejus filius, quidam filius P. Guicherdi, Johannes Bonetus, Paynus Durantinus et plures alii; de hominibus Sancti Justi dicit : Johannes Evrardi et uxor sua, Gallardus et uxor sua, Morellus et uxor sua et ejus filia, Petrus Ogerii, Cochonus, filius Johannis Biot, Petrus Serrerius, filia Guicherdi Gayeta, tres liberi Guillelme de Maarlieu, duo liberi Johannis Escopherii et plures alii de quibus non recordatur. — Interrogatus si predicta dampna intulerunt cives Lugduni et eorum coadjutores, dixit quod sic et multos ex illis cognovit ibi et vidit. — Requisitus de tempore, dicit quod credit quod IIII^or^ anni erunt elapsi in vigilia beati Andree proximo venienti. — Requisitus quid est notorium, dicit quod notorium est illud quod omnes vicini sciverunt et sciunt. — Requisitus si odio, amore vel inimicia testificatur, dicit quod non. — Requisitus cujus homo est, dicit ecclesie Sancti Yrenei.

Item Johannes de Curia, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dicit quod vidit Lugdunenses homines ad illum locum cum armis venientes; vidit etiam quod ecclesiam dicti loci supposuerunt igni. — Item ibi vidit multos interfectos dicti loci igne et gladio. — Interrogatus qui fuerunt ibi interfecti de hominibus capituli Sancti Justi, dicit quod Johannes Carre-

rius et ejus uxor et tres filii ipsorum, Bartholomeus Peloti, P. Ogerius et ejus mater, Hugo Justetus, Evrardus et ejus uxor, Morellus Bergerius et ejus uxor et filia, Gaillardus et ejus uxor et plures alii de quibus non recordatur. De hominibus capituli Sancti Johannis dicit quod fuerunt ibi mortui Johannes Cabrerius et ejus filius, P. Rossetus et ejus filius, Cristoforus Cabrerius et plures alii de quibus non recordatur. — Requisitus de tempore dicit quod non recordatur. — Requisitus quid est notorium, dicit quod omnes vel major pars locorum adjacentium hoc sciunt. — Interrogatus cujus est homo, dicit quod abbatie Athanaci. Odio amore, gratia vel inimicia non fert testimonium nec est instructus ad ferendum testimonium.

Guigo Chasiet, testis juratus et requisitus, dixit quod non interfuit facto, ex post facto tamen vidit plures homines interfectos, et vidit ecclesiam ardentem et fugerat de loco propter timorem, quia presenserat Lugdunenses homines venientes ad dictum locum, et eadem die reversus ad locum vidit plures homines dicti loci interfectos tam igne quam gladio. — Requisitus qui fuerunt homines capituli Sancti Johannis qui fuerunt ibi mortui, dicit P. Rossetus, Cristoforus, filius Johannis Bruieti et ejus uxor, que erat pregnans, filius Pon. Lamberti et ejus filia, P. Justeti et ejus filius et uxor dicti filii et filia ejus, Bonetus, Paynus Durantinus, Stephanus Grisieus, Martinus Carrerius, Bernardus Nicholaus, Stephanus Blanchardi, prepositus, et ejus filius, Johannes Ammennais, Petrus Charrerius, Johannes Borrellus et plures alii.—Requisitus de hominibus capituli Sancti Justi qui fuerunt ibi mortui, dicit Johannes Carrerius, uxor ejus et duo liberi, liberi Guillemete de Marlieu, Girardus, Hugo Justetus, duo liberi Johannis Escopherii, Evrardus et ejus uxor, Gaillardus et ejus uxor, Morellus et ejus uxor et quidam alii de quorum nominibus non recordatur. Et fama publica est quod homines Lugduni hoc fecerunt, quia homines de loco illo istud asserunt quod dicti Lugdunenses predicta fecerunt. — De tempore requisitus dicit idem quod proximus. —Requisitus cujus est homo, dicit abbatie Athanacensis.—Super notorio requisitus, dicit idem quod proximus. — Requisitus si odio, gratia vel inimicia fert testimonium, dicit quod non.

Segnoretus Latardus, testis juratus et requisitus super dicto capitulo, dicit idem in omnibus et per totum quod proximus, excepto quod non recordatur de tempore. — Interrogatus cujus est homo, dicit quod abbatie Athanacensis.

Guillelmus Brunellus, testis juratus et requisitus super facto Esculiaci, dixit quod aliquantulum distabat a dicto loco, et vidit homines Lugdunenses in dicto loco et ecclesiam dicti loci ardentem; vidit etiam dictos homines Lugdunenses ibidem existentes cum armis et vexillis. Videbat etiam homines plures dicti loci se

precipitantes de campanili ne combuxerentur. Et post recessum dictorum civium venit incontinenti ad dictum locum et vidit ibi jacere in platea plures interemptos igne et gladio. — Requisitus qui fuerunt homines mortui capituli Sancti Johannis, dicit quod P. Justetus et ejus filius et plures alii. De capitulo Sancti Justi dicit quod fuerunt ibi mortui faber et plures alii. — De tempore requisitus, dicit quod IIII^or anni erunt circa festum beati Andree proxime venienti. — Interrogatus cujus sit homo, dicit cantoris Sancti Pauli.

Johannes Vernays, testis juratus, dixit quod non interfuit facto, quia affugerat propter timorem civium Lugduni qui ibi debebant venire. Vidit tamen ecclesiam ardentem a longe ; alia non vidit. — De tempore, dicit idem quod proximus. — Interrogatus cujus homo sit, dicit quod ecclesie Sancti Yreney.

Stephanus de Curia, testis juratus et requisitus super facto Esculiaci, dicit quod bene erat in loco quando Lugdunenses homines venerunt ibi, et vidit dictos homines Lugdunenses in dicto loco cum armis et vexillis ; et dicit quod vidit quod erant ibi homines infrascripti mortui per dictos homines Lugdunenses : de capitulo Sancti Johannis scilicet Petrus Rossetus, Cristoforus, Bernardus Nicholai, P. Turrellus, Stephanus Greysieuz, Martinus Carrerius et ejus filia, P. Carrerius, Johannes Aroudus, Jo. Blanchardus, prepositus, et ejus filius, Jo. Ammennays, Gotinus Durantinus, Guionetus de Beligneu, Paynus Durantinus, Johannes Bonetus, Bernardus Guicherdus, Bartholomeus Revellus, P. Justetus et ejus uxor, filii ejus, que pregnans erat, et plures alii. De capitulo Sancti Justi fuerunt ibi infrascripti mortui, scilicet Jo. Evrardus et ejus uxor, Gaillardus et ejus uxor, Morellus et ejus uxor et filii ipsorum, Johannes Carreta et ejus uxor et tres liberi ipsorum, duo liberi Escopharii, Johannes Girardus, Stephanus Girardus et plures alii. Item vidit ecclesiam dicti loci suppositam igni per dictos cives. — Requisitus de tempore, dicit quod in vigilia beati Andree proximo venienti erunt IIII^or anni. — Item requisitus cujus homo sit, dicit quod ecclesie Sancti Yrenei.

P. Laurentius de Esculiaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dicit quod ipse vidit et audivit quod homines de Lugduno cum magna multitudine armatorum venerunt ad villam de Esculiaco, que pertinet ad jurisdictionem ecclesie Lugdunensis ; quos videntes ipse testis cum pluribus aliis confugerunt ad ecclesiam predicti loci, et predicti cives, seu illi qui cum ipsis erant, prout ipse testis suspicatur, posuerunt ignem infra eeclesiam per portas ipsius ecclesie vel per foramina dictarum portarum ; qui testis videns, qui erat supra ecclesiam in campanili, saltavit ad terram, et incontinenti predicti cives ceperunt dictum testem et quosdam alios et duxerunt eos Lugduni et fecerunt ipsum redimi et alios ; et vidit aliquos homines ibi comburi. — Interrogatus quo-

modo scit quod dicti armati et ponentes ignem et dantes predicta dampna essent de Lugduno, dixit quod visu et auditu. Dixit enim quod quando saltavit de ecclesia ad terram illi de Lugduno ceperunt eum et duxerunt eum ad Lugdunum cum pluribus aliis. Interrogatus qui erant illi quos novit de Lugduno, dixit quod Simoninus, filii Dieu lo Garat, P. Burdellus, Cristinus lo pacier et plures alii de quibus non recordatur. — Item interrogatus qui erant vel unde erant illi qui fuerunt interfecti, dixit quod de Esculiaco, et erant illi quorum nomina inferius continentur, scilicet Bartholomeus Cancellarius, Johanninus Latart, Stephanus Monerius, Johanninus Charreta et uxor sua Sibilia et duo liberi ipsorum, P. Justetus, Stephanus Ogerius, P. Bronerius, Bartholomeus Revellus, Martinus Carrerius, Johannes Evrardus et uxor ejus, Morellus Bergerius et ejus uxor, Ste-Brivetus et ejus uxor, Cristinus Alons, Bartholomeus Deu, Jo. Gerardus et Gerardus ejus nepos, Petrus nomine, dominus Georgius, capellanus dicti loci, Garinus Durantinus (tamen dicit quod dictus Georgius non decessit ibi incontinenti, sed post lapsum vixit per tres vel IIII^or dies), Scopharius, Guillelmus, ejus frater, Stephanus Compangnus, Johannes Bonetus, Borno, Jocerant, Paynus Durantinus, Stephanus Grayseus, Johannes Bisentus; Johannes Fores de Esculiaco, Petrus Carrerius, Bartolomeus Faber, Johannes Blancardus et ejus filius, Johannes Biot, Hugo Justetus, Johannes Silverius, Bartolomeus, ejus frater, et mulieres pregnantes scilicet Mota de Solerio et quedam alie que superius continentur et allii et alie quorum nomina non recordatur. — Interrogatus quomodo scit quod predicti mortui essent ibi, dixit quod vidit eos interfectos ibi vel post tres dies mortui fuerunt tam propter casum quam propter ignem predictum. — Interrogatus si aliquis docuit eum testificari dixit quod non. — Item interrogatus si testificatur hoc timore alicujus, premio, amore, odio vel favore, dixit quod non. — Item interrogatus quam ipsarum partium vellet obtinere canonicorum vel civium, respondit quod illam que jus habet. — Interrogatus de tempore quando hoc que supra continentur commissa fuerunt, dixit quod quatuor anni erunt in vigilia beati Andree proximo venientis.

Aymo Turrelli de Esculiaco, testis juratus et requisitus supra dampnis illatis in villa de Esculiaco, dixit quod cives et populus Lugduni vel pars eorum cum armis venerunt ad villam de Esculiaco cum scalis etiam et astrinxerunt homines commorantes et mulieres que ibi erant intrare ecclesiam dicti loci causa refugii, et predicti armati videntes eos infra ecclesiam posuerunt ignem copiosum ad portas ecclesie predicte, ita quod ignis vehemens erat intus ecclesiam et extra ecclesiam, ita tamen quod plures homines et mulieres compulsi fuerint saltare de campanili et de aliis partibus superioribus ecclesie usque ad terram, ex quibus plurimi fuerunt perhemti, aliqui ibidem incontinenti et alii post tres dies vel IIII^or fuerunt mortui. — Interrogatus quomodo scit, respondit quod ipse testis presens erat et vidit et audivit predicta ut superius dixit. — Interrogatus

quomodo scit quod dicti armati et illi qui posuerunt ignem essent de Lugduno, respondit quod visu et auditu, tanquam ille qui cognoscebat aliquos, videlicet Guillelmum Bonet et quosdam alios de quorum nominibus non recordatur. — Item interrogatus qui fuerunt ilii perempti, dixit ut proximus textis, hoc addito quod Petrus Brognerius et Pe. Ogerius fuerunt ibi mortui et mater dicti Petri Ogerii, et Johannes Cabrerius, et Bernardus Justetus, et P. Turrellus et plures alii de quorum nominibus non recordatur. — Item dixit quod predicti armati asportaverunt bona qui invenerunt in dicta villa, bacones et superlectilia domorum et portas domorum. — Interrogatus quomodo scit, dixit quod vidit; tamen de baconibus non vidit sed audivit dici. — Item interrogatus quo tempore predicta fuerunt facta, dixit quod in vigilia Sancti Andree factum fuit; de annis quot transacti sint non recordatur — Interrogatus si doctus est testificari, dixit quod non. — Item interrogatus si odio, vel amore, vel timore testificatur, dixit quod non.

Johannes Escoferius de Esculliaco, testis juratus et requisitus super facto de Esculliaco dixit quod homines Lugdunenses cum magna multitudine venerunt ad villam de Esculiaco et ceperunt dictam villam et combusserunt quasdam domos et posuerunt ignem copiosum in dicta ecclesia, ita tamen quod oportuit illos qui intus erant, sive essent homines sive mulieres, saltare de supra tectum ecclesie vel de pignaculo usque ad terram, qui confugerant ad dictam ecclesiam causa refugii sive tutele, quorum plurimi fuerunt infra dictam ecclesiam cum quarellis vulnerati, ex qua vulneratione sive saltu vel concrematione ignis plures perempti fuerunt. — Interrogatus quomodo scit quod predicti armati sive malefactores essent de Lugduno, dixit quod visu et auditu, quia noverat plures, videlicet Bartholomeum Dium, macellarium, et Stephanum Camarlenc, macellarium, Ruffum, messagerium, qui cepit predictum testem, et plures alios de quorum nominibus, non recordatur. — Item interrogatus qui fuerunt illi interfecti et quot, dixit quod bene erant usque ad centum et nominavit ut proximus testis; de aliis non recordatur quamvis fuerint plures. — Interrogatus de tempore, dixit quod in vigilia beati Andree proxime venturi erunt IIII^or anni. Item dixit quod predicti malefactores asportaverunt illa bona que potuerunt. — Interrogatus quomodo scit, dixit quod vidit quod porcos et alia animalia et gallinas et superlectilia asportabant. — Interrogatus si aliquis docuit eum testificari, dixit quod non. — Item si testificatus esse timore alicujus vel aliquorum, vel amore, vel favore, vel odio, dixit quod non. — Item interrogatus quam partem vellet pocius obtinere, dixit quod illam que jus habet.

Stephanus Marescat de Esculiaco, testis juratus et requisitus, dixit quod homines de Lugduno cum multitudine maxima armatorum et non armatorum vene-

runt ad villam de Esculliaco et devastaverunt villam predictam, ita quod compulsi fuerunt homines predicte ville et mulieres confugere ad ecclesiam predicti loci causa refugii sive tutele, qui predicti homines de Lugduno et eorum complices prohiciebant cayrellos supra ecclesiam et in ecclesia, ita quod plures vulnerati fuerunt de illis qui confugerant ad dictam ecclesiam. Et postea predicti malefactores incontinenti ad januas ecclesie predicte et infra ecclesiam posuerunt ignem copiosum et dictam ecclesiam incenderunt in tantum quod multi ex illis qui erant infra ecclesiam et supra ecclesiam in campanili compulsi fuerunt saltare ad terram de campanili vel de parietibus ecclesie, ita quod plures ibi perempti fuerunt, alii propter vulnera et ignem que ibi sustinuerunt, quidam post tres dies, alii post IIII^or vel X, vel XII dies mortui fuerunt. — Interrogatus quot fuerunt illi qui ibi mortui fuerunt et qui fuerunt, dixit quod plures fuerunt, sed de quantitate non est memor, sed nominavit illos quos nominavit Aymo Turelli testis supradictus, quamvis plures essent, ut testis dicit. — Item dixit quod vidit quod predicti malefactores asportabant secum plura superlectilia hominum dicti loci et animalia et gallinas dictorum hominum. — Interrogatus quomodo scit quod predicti malefactores essent de Lugduno, dixit quod visu et auditu tanquam ille qui cognoscebat plures, et nominavit Johannem Bernardum, macellarium de Bornue, Stephanum Camarlenc, macellarium, et quamvis cognosceret alios plures tamen nomina eorum ignorabat, sed personas bene noverat. — Odio, amore, vel gratia non testificatur, nec est instructus ad ferendum testimonium. — De tempore, dixit idem quod proximus.

Bernerius Compangnus de Esculliaco, testis juratus et requisitus, dixit quod homines Lugduni cum multitudine armatorum venerunt ad villam de Esculiaco et dictam villam deroubaverunt, et post modum villam et ecclesiam combusserunt et illi qui erant in campanili de Esculiaco propter ignem se precipitaverunt, ita quod plures ibi propter lapsum perempti fuerunt, quos ipse testis nominavit, sicut Aymo Turelli supradictus, et vidit quod dicti homines Lugduni plura bona dicte ville asportarunt. — Interrogatus si cognovit ibi aliquos homines Lugduni, dixit quod sic, sed nescit nomina eorum, sed si ipse videret bene cognosceret eos. — Odio, amore, vel gratia non fert testimonium nec est instructus. — De tempore, dixit quod in vigilia beati Andree proxime venienti erunt IIII^or anni.

Guionetus Bernardus de Esculliaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in dicta villa de Esculliaco, dixit quod dicti homines Lugduni cum magna multitudine armatorum venerunt ad dictam villam de Esculiaco, et hoc videntes homines dicti loci ad ecclesiam confugerunt causa refugii, et dicti homines Lugduni prohiciebant cairellos et lapides versus illos qui erant in dicta ecclesia et in

campanili; post modum ipsam ecclesiam igni supposuerunt; et hoc videntes illi qui erant in campanili et supra eccclesiam, quidam se precipitaverunt inferius et interempti fuerunt, quidam combusti fuerunt infra ecclesiam, quidam alii qui precipitaverunt se vivebant per III dies vel IIII^or^, postea moriebantur. Postmodum dictam villam derobaverunt et res et bona ipsius ville asportaverunt et majorem partem ipsius ville combusserunt. — Requisitus qui fuerunt ibi mortui, dixit idem quod P. Laurentius testis supradictus, preter uxorem de Belimei et quidam filius ipsius testis fuit ibi mortuus, Bartholomeus nomine. — Requisitus si cognovit ibi aliquos Lugduni, dixit quod non, quia vulneratus fuit et non poterat bene cognoscere eos. — De tempore dixit idem quod proximus testis. — Odio, gratia, amore vel inimicicia non fert testimonium, nec est instructus ad ferendum testimonium.

BERNARDUS BOYSIS, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dixit quod vidit homines Lugduni venientes cum armis ad dictam villam de Esculiaco, et hoc videntes homines dicti loci et mulieres confugerunt ad ecclesiam, et predicti cives, seu illi qui erant de parte ipsorum, posuerunt ignem in dicta ecclesia, et dum ecclesia comburebatur, quidam qui erant supra ecclesiam in muris, et quidam qui erant in campanili se precipitaverunt, de quibus quidam eorum fuerunt ibidem mortui incontinenti, quidam vixerunt post lapsum, post tres vel IIII^or^ dies et postea moriebantur, et quidam fuerunt combusti infra ecclesiam, scilicet Johannes Donio, Guillelmus Escopharius et quedam mulier similiter combusta fuit infra ecclesiam, scilicet Sibilia, que pregnans erat, ut dicebatur. — De aliis ibi peremptis dixit idem quod proximus testis. — De tempore dixit idem. — Odio, amore vel gratia non testificatur nec est instructus.

NICHOLAUS TURRELLUS de Esculliaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Esculiaco, dicit et asserit esse vera et notoria que in articulo facto super predictis dampnis continentur. — Requisitus quomodo scit, dicit quod presens fuit et predictos homines comburi vidit et interfici. — Requisitus quomodo nominabantur dicti homines, dicit quod Peronetus Ogerius, Hugo Justetus, Bartholomeus Peloti, Jo. Carreta et ejus uxor et duo ejus filii et plures alii tam magni quam parvi usque ad numerum contentum in articulo predicto, de quorum nominibus non recordatur. — Requisitus qui hoc fecerunt, dixit quod cives Lugduni et eorum coadjutores. — Interrogatus de tempore, dixit quod in vigilia Sancti Andree proxime venienti erunt IIII^or^ anni. — Interrogatus qua hora predicta dampna illata fuerunt, dicit circa hora prima. — Interrogatus quid sit notorium, dicit illud quod sciunt omnes homines esse verum vel major pars habitantium in loco ubi dicitur esse notorium. — Odio, amore vel inimicicia non fert testimonium nec est instructus.

Bartholomeus Faber de Esculiaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in dicta villa de Esculiaco, dicit vera esse et notoria que in articulo facto super predictis dampnis continentur. — Interrogatus quomodo scit, dicit quod presens fuit et predictos homines comburi et interfici vidit de hominibus Sancti Justi usque ad numerum contentum in articulo. — Item interrogatus quomodo vocabantur homines Sancti Justi qui fuerunt ibi mortui, dicit quod Johannes Charreta et uxor sua et duo sui pueri, Petrus Faber et duo filii Johannis Escopherii, Evrardus et ejus uxor et plures alii usque ad numerum supradictum. — Interrogatus quomodo scit quod essent homines Sancti Justi, dicit quod vidit quod aliqui illorum fecerunt homagium dominis Sancti Justi; vidit etiam quod alii persolvebant capitulo Sancti Justi servitia annualia et se reputabant et tenebant pro hominibus Sancti Justi, et illi canonici de Sancto Justo ipsos recognoscebant pro hominibus suis et tenebant. — Item interrogatus si predicta dampna illata fuerunt per cives et populum Lugduni et eorum coadjutores, dicit quod sic, quia plures ex illis cognovit ibi. — Interrogatus de tempore, dicit quod IIII° anni erunt in vigilia beati Andree proxime venienti. — Interrogatus quid est notorium, dicit quod omnes vel major pars de partibus istis vidit vel videre potuit dampna predicta illata fuisse, unde propter hoc dici potest notorium. Item dicit quod fama est illud quod a pluribus dicitur. — Odio, amore vel inimicitia non fert testimonium, nec est instructus ad ferendum ipsum.

Peronetus dictus Bullei, clericus, testis juratus et requisitus super dampnis datis in villa de Esculiaco, dixit quod vidit cives Lugduni cum armis et vexillis exeuntes civitatem Lugduni, et eadem die vidit eos revertentes et introeuntes civitatem eamdem; et eadem die ivit ad villam de Esculiaco et vidit tam ipsam villam quam ecclesiam ibi sitam igni suppositas; et vidit ibi bene viginti personas et ultra igne peremtas; et dicebat quod hoc erat notorium ibi quod pars civium Lugduni hoc fecerat, quia omnes illi de loco illo qui perempti non fuerant hoc dicebant et asserebant. — Item dixit quod vidit capellanum illius ville, qui propter lapsum quem de campanili receperat, in extremis laborabat. — Interrogatus de tempore, non recordatur,

Johannes, clericus de Veisa, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in dicta villa de Esculiaco, dixit quod vidit homines Lugduni euntes cum armis et cum vexillis ad dictam villam de Esculiaco; vidit etiam ipsos redeuntes de dicto loco cum quibusdam captis de Esculiaco. — Interrogatus si cognoscebat illos captos, dicit quod sic. — Interrogatus qui erant, dicit quod Bartholomeus Faber de dicto loco et Petrus Laurentius et plures alii. — Interrogatus si cognovit ibi aliquos Lugduni, dicit quod sic plures. — Interrogatus qui fuerunt illi, dicit Jocerandus de Ranei, Bartholomeus de Varei, Jacobus Correarius, P. Doriers,

Fralhons, Petrus de Plastro et plures alii. — Item dixit quod cognovit bannerias civium Lugduni, scilicet banneriam Sancti Georgii, et banneriam macellariorum, et banneriam de corderiis et banneriam de Burgo Novo. Et post recessum dictorum civium a dicta villa de Esculiaco incontinenti ipsemet testis accessit ad dictam villam et vidit tam ecclesiam quam villam ardentes et quamplures homines dicti loci vulneratos et occisos igne et gladio, et omnes dicebant in dicto loco quod hoc fecerant cives Lugduni. Vidit etiam capellanum dicti loci vulneratum ad mortem propter lapsum que receperat de campanili propter timorem ignis. — De tempore non recordatur, sed credit quod circa festum beati Andree proxime venienti erunt III vel IIII^or^ anni.

Guido de Marziaco, infirmarius abbatie Athanacensis, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in dicta villa de Esculliaco, dicit quod vidit partem civium Lugduni exeuntem de civitate cum armis et cum banneriis et vexillis et euntem versus villam de Esculiaco. Item, dum essent in dicta villa de Esculiaco, vidit ecclesiam dicti loci ardentem ; vidit etiam dictam partem civium redeuntem de dicto loco, et plures dixerunt sibi ex illis Lugduni quod, cum ipsi posuissent ignem in villa et ecclesia de Esculiaco, ipse testis mitteret ibi capellanum cum corpore Christi et cum cruce et aqua benedicta ad succurendum hominibus ibi morientibus et etiam ad sepeliendum ibi jam mortuos. Item vidit quod dicti cives plures homines dicti loci secum captos adducebant. — Interrogatus qui fuerunt illi capti, dixit quod Faber de Esculiaco, Martinus Justetus et plures alii de quorum nominibus non recordatur. — Item requisitus si cognovit ibi aliquos cives Lugduni, dixit quod sic, scilicet Guillelmum Correarium, Peronetum de Fuer, Espagnol, Peronetum de Chaponay et familiam Stephani Albi et plures alios de quorum nominibus non recordatur. — Interrogatus de tempore, dicit quod ad plenum non recordatur, sed credit quod circa festum beati Andree proxime venientem erunt IIII^or^ anni. — Dixit etiam quod istud est notorium in partibus istis. — Requisitus quod sit notorium, dicit illud quod omnes communiter sciunt vel major pars habitantium in loco ubi notorium dicitur esse factum. — Requisitus si odio, amore etc., dixit quod non.

Super invasione de Sivriaco fuerunt infrascripti testes recepti :

Faber de Sivriaco, Johannes nomine, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Sivriaco, dicit vera esse et notoria que in articulo continentur quantum ad villam de Sivriaco. — Requisitus quomodo scit, dicit quod vidit partem civium et populi Lugduni cum armis circumquaque dictam villam vexillis elevatis et dictam villam intraverunt et ipsam hostiliter spoliarunt animalibus et aliis rebus que in dicta villa invenerunt, subsequenter dictam villam igni suppo-

suerunt et majorem partem ipsius ville combusserunt; continuo irruerunt hostiliter in ecclesiam dicti loci et portas dicte ecclesie frangendo et etiam muros, dictam ecclesiam totaliter spoliarunt, et spolia tam dicte ville quam ecclesie asportarunt. — Requisitus si specialiter cognovit ibi aliquos Lugduni, dicit quod non, quia armati erant. — Requisitus de tempore, dixit quod circa proxime venientes vindemias erunt quatuor anni. Et dixit quod omnes de dicta villa Sivriaci vel major pars vidit hoc fieri et perpetrari per cives Lugduni et eorum coadjutores. — Requisitus quid est notorium, dicit quod illud dicitur esse notorium quod major pars hominum habitantium in loco uno asserit se vidisse et scivisse. — Requisitus si odio, amore etc. testificatur, dicit quod non.

Johannes de Burgo de Sivriaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in dicta villa de Sivriaco, dixit vera esse et notoria que in ipso articulo continentur quantum ad dictam villam de Sivriaco, et idem dixit per omnia quod proximus testis, hoc plus quia cognovit vexilla Lugduni esse ibi. — Interrogatus si erat ibi magna multitudo hominum, dixit quod sic, tamen nesciret ipsos homines extimare. — Requisitus si omnes de loco vel major pars hoc viderunt, dixit quod sic. — De tempore autem non recordatur.

Johannes Saunerius de Sivriaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Sivriaco, dicit vera esse et notoria que in ipso articulo continentur quantum ad villam de Sivriaco, et dixit idem quod proximus testis, hoc excepto quod non vidit villam spoliari quia fugerat in ecclesiam, ex post facto tamen vidit ipsam spoliatam. — Requisitus de tempore, dicit quod in festo Sancti Michaelis proxime venienti erunt IIII^or anni. — Item dixit et asseruit quod omnes de villa Sivriaci vel major pars dicti loci hoc vidit fieri et atemptari per cives Lugduni et eorum coadjutores.

Simondus de Mentierco de Sivriaco, testis juratus et requisitus super predicto articulo, dixit idem quod primus, hoc declarato quod in festo Sancti Michaelis proxime venienti erunt IIII^or anni. — Requisitus si omnes de loco illo vel major pars vidit fieri predicta et atemptari per cives Lugduni et eorum coadjutores, dixit quod sic.

Petrus de Ecclesia, testis juratus et requisitus super supradicto articulo, idem dixit quod primus, hoc excepto quod non vidit ipsam ecclesiam frangi vel spoliari, sed post recessum ipsorum civium vidit ecclesiam fractam et totaliter spoliatam. — Requisitus de tempore, dixit quod in festo Sancti Michaelis proxime venienti erunt IIII^or anni. — Item dixit et asseruit quod omnes de villa illa vel major pars vidit fieri predicta et atemptari per cives Lugduni et eorum coadjutores.

Guigonetus Mandier de Valle, testis juratus super dampnis illatis in villa de Sivriaco, dicit vera esse et notoria que in ipso articulo continentur. — Requisitus quomodo scit, dixit quod presens fuit et cum parte civium Lugduni venerat ad dictum locum cum armis, et vidit predicta dampna inferri per cives Lugduni et eorum coadjutores. — Requisitus de tempore, dixit quod circa festum beati Michaelis proxime venientem erunt IIII^or anni. — Requisitus quid est notorium, dicit illud quod omnibus patet alicujus loci vel majori parti. — Odio, amore vel inimicicia non fert testimonium nec est instructus.

Guillelmus del Bois de Sivriaco, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Sivriaco, dicit vera esse et notoria que in articulo continentur quantum ad villam de Sivriaco. — Requisitus quomodo scit, dixit quod ipse fuit presens et vidit partem civium Lugduni cum armis venientem ad dictum locum, et quicquid potuerunt habere de bonis dicti loci ceperunt et secum asportaverunt vel duxerunt, et residuum destruxerunt sive combusserunt et ignem in domibus pluribus miserunt et combusserunt, et ecclesiam dicti loci violenter intraverunt et omnia bona que intus erant extraxerunt et asportaverunt, et etiam pixidem ubi erat corpus Christi super altare acceperunt et eucharistiam projecerunt in terram, et pixidem retinuerunt et asportaverunt secum. Item calicem argenteum et pannos altarium ceperunt et asportaverunt, ita quod omnia altaria remanserunt nuda. — Requisitus si cognovit ibi aliquos Lugduni, dixit quod sic plures, scilicet Guillelmum Bonivardi, Bartholomeum Flamenc et plures alios ibi cognovit. — Requisitus de tempore, dixit quod in festo Sancti Michaelis fuit vel circa, tamen non recordatur quot anni sunt, sed credit quod IIII^or.

Jacobus de Burgo de Sivriaco, testis juratus et requisitus super articulo de dampnis illatis in dicta villa de Sivriaco, dicit vera esse et notoria que in ipso articulo continentur quantum ad dampna illata in villa de Sivriaco. — Requisitus quomodo scit, dixit idem et per omnia quod proximus testis, hoc addito quod vidit quod Guillelmus Bonivart Lugduni posuit ignem propriis manibus in domibus dicte ville, et hoc excepto quod non vidit ibi Bartholomeum Flamenc, sed vidit ibi filium Andree d'Albon et Album de Rua Mercataria Lugduni. — De tempore dixit idem quod proximus.

Stephanus Prepositus, testis juratus et requisitus super dicto articulo, dixit idem in omnibus et per omnia quod proximus testis, hoc addito quod vidit ibi Ymbertum Geneves, carpentarium, Cerrenas Guichardum, macellarium; et clamabant omnes Lugdunenses : *Lion le melhor ! Lion le melhor !*

Testes recepti super dampnis datis in villa de Cosone :

Vincentius de Cran, clericus, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in dicta villa de Cosone, dixit esse vera et notoria que in ipso articulo continentur quantum ad dampna data ville de Cosone. — Requisitus quomodo scit, dixit quod vidit partem civium Lugduni cum armis et hostiliter venientem ad dictam villam; et vidit quod dictam villam incendio supposuerunt, spoliarunt et depredati fuerunt dictam villam. — Requisitus de tempore, dixit quod IIII^or anni erunt circa festum Sancti Andree proxime venientem. — Requisitus quid sit notorium, dixit quod omnes vel major pars habitantium in loco vidit fieri et atemptari. — Odio, amore vel gratia, etc.

Johannes Bon Jors de Cosone, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Cosone, dixit vera esse et notoria que in articulo continentur quantum ad dampna data in dicta villa. Requisitus quomodo scit, dixit quod vidit partem civium Lugduni cum armis et hostiliter ad dictam villam venientem, et dictam villam bonis omnibus spoliarunt, et que portare non poterant dextruxerunt et sparserunt, et ipsam villam concremarunt. Hec facta fuerunt publice. — Interrogatus de tempore, dixit quod circa Adventum Domini proxime venientem erunt IIII^r anni. — Interrogatus quid sit notorium, dixit quod illud est notorium quod omnes vel major pars habitantium in loco vidit fieri. — Amore, gratia, odio, etc.

Petrus Moys de Cosone, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Cosone, dixit vera esse et notoria que in articulo continentur quantum ad villam de Cosone. — Requisitus quomodo scit, dixit quod presens fuit et predicta dampna inferri vidit per cives et populum Lugduni. — Requisitus quomodo scit quod Lugduni homines hoc facerent, dixit quod cognovit plura vexilla ipsorum Lugduni et quod audivit ipsos homines clamantes : *Avant ! Avant ! Lion le melhor !* — Requisitus de tempore, dixit quod circa festum Sancti Andree proxime venientem erunt IIII^or anni. — Interrogatus quid sit notorium, dixit quod omnes vel major pars dicti loci vidit fieri. — Odio, amore vel inimicicia non testificatur nec est instructus.

Johannes Sapiens de Cosone, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in dicta villa de Cosone, dixit idem quod proximus testis, et tanto plus quod plures cognovit ibi de civibus Lugduni et cum eis loquutus fuit. — Requisitus de tempore, dixit idem quod proximus testis. — Requisitus quid sit notorium, dixit idem quod proximus testis. — Gratia, odio, amore vel inimicicia, etc.

Petrus de Villa Francha, testis juratus super dampnis datis in villa de Cosone, dixit vera esse et notoria que in articulo continentur. — Requisitus quomodo scit, dixit idem per omnia quod Petrus Moys testis supradictus, hoc excepto

quod non audivit ipsos clamantes. Cognovit tamen vexilla et predicta inferri vidit per cives et populum supradictos. — De tempore, idem. — Odio, gratia vel inimicicia non testificatur.

Humbertus Begos, testis juratus super dampnis illatis in dicta villa de Cosone per predictos cives et populum Lugduni, dixit idem in omnibus quod primus testis, scilicet Vincentius, et plus quod dicti Lugdunenses plures insultus fecerunt in dicta villa de Cosone. — De tempores idem. — Non est instructus ad ferendum testimonium, nec odio, gratia, vel amore aut inimicicia testificatur.

Petrus Carpentarius, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Cosone, dixit quod non interfuit; ex post facto tamen vidit dicta dampna illata esse in dicta villa per cives et populum Lugduni, et de hoc est publica fama in loco de Cosone et in locis circumadjacentibus, quod pars civium et populi Lugduni dampna contenta in articulo intulerunt in dicto loco de Cosone. — Requisitus de tempore, dixit idem quod primus. — Odio, gratia, aut amore vel inimicicia non fert testimonium, nec est instructus ad prebendum testimonium.

Bernardus, incuratus de Sandrenz, testis juratus et requisitus super dampnis illatis in villa de Cosone, dixit esse vera et notoria que in articulo continentur, quantum ad dampna data in dicta villa de Cosone. — Requisitus quomodo scit, dixit quod presens fuit et dicta dampna inferri vidit per partem civium Lugduni, et hoc publice factum fuit. — Requisitus quid sit notorium, dixit quod illa res que nulla potest tergiversatione celari et quod omnibus alicujus loci vel majori parti patet.

Testes recepti super dampnis illatis in villa de Gennay :

Aymo de Proilheu de Gennai, testis juratus et requisitus super articulo in quo fit mentio de dampnis illatis in villa de Genay, dicit verum esse et notorium prout in articulo continetur quantum ad dictam villam. — Requisitus quomodo scit, dicit quod vidit cives Lugdunenses cum armis intrantes dictam villam de Gennai, hostiliter vexillis elevatis. — Requisitus si ecclesia dicti loci fuit capta sive depredata per dictos cives, dixit quod non, quia non potuerunt intrare, quia homines dicte ville defenderunt ne dicti cives Lugdunenses possent intrare. — Requisitus cujusmodi dampna vidit inferri in dicta villa per dictos cives Lugdunenses, dixit quod vidit quod ipsi ceperunt boves et oves et porcos et alia animalia et superlectilia domorum universa, et postmodum ignem apposuerunt in dicta villa, ita quod viginti tres domos fuerunt combuste in dicta villa. — Requisitus si cognovit ibi aliquos cives Lugdunenses, dixit quod sic, Guil-

lelmum Bonivart, qui propria manu apposuit ignem in quibusdam domibus dicti loci. — Requisitus de tempore, dixit quod circa festum Sancti Michaelis fuit, non tamen recordatur quot anni sunt transacti, sed credit quod IIIIor anni erunt circa festum Sancti Michaelis proxime venturum. — Odio vel amore non fert testimonium nec est instructus. Item dicit quod notorium est illud quod manifestum est omnibus vel majori parti alicujus loci.

Humbertus Faber de Gennay, testis juratus et requisitus super dicto articulo, dixit idem quod proximus, excepto quod non cognovit ibi aliquem de civibus Lugduni cum esset in campanili nec esset ausus exire extra; et ipsi cives Lugdunenses erant armati in capite et in facie, nec vidit quod Guillelmus Bonivardi apponeret ignem. Et de numero combustarum domorum in dicto loco, dicit quod XIX fuerunt ibi combuste. — De tempore, dixit idem.

Johannes Bergerius de Gennai, testis juratus et requisitus super dicto articulo, dixit idem quod Aymo de Proilheu testis supradictus, hoc excepto quod non cognovit ibi aliquem civem Lugduni. Et de domibus combustis dicit quod fuerunt ibi combuste XIII et plus. — De tempore, dixit idem quod primus.

P. Raymondus de Gennay, testis juratus et requisitus super ipso articulo, dixit verum esse et notorium prout in articulo continetur. — Requisitus quomodo scit, dixit quod quando vidit dictos cives Lugduni venientes ad dictum locum cum armis, ipse testis fugit versus nemus quoddam ibi prope, et incontinenti ex post facto venit ad dictam villam et invenit eam combustam et domos depredatas, et audivit dici publice ab illis qui remanserant in campanili ita verum esse prout in articulo continetur. De tempore dixit quod die..... post festum Sancti Michaelis proxime venientem erunt IIIIor anni. — De notorio requisitus, dixit idem quod primus.

Johannes Cardons de Gennay, testis juratus et requisitus super dicto articulo, dixit idem quod dictus Aymo testis primus, hoc excepto quod non vidit quod G. Bonivardus apponeret ignem. — De tempore, dicit idem quod proximus.

Johannes Fanetus de Gennay, testis juratus et requisitus super dicto articulo, dixit idem quod proximus testis, et de tempore idem.

Andreas Cardons, testis juratus et requisitus super dicto articulo, dixit idem quod Johannes Cardonus testis supradictus, et de tempore idem.

(Copie du XIIIe siècle. — Archives du Rhône. — Fonds du chapitre. — Titres non classés.)

5

Bulle du pape Grégoire X ordonnant l'exécution de la sentence arbitrale rendue par le roi de France et le légat du Saint-Siége, entre l'eglise et les citoyens de Lyon.

1273-1274.

GREGORIUS, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus Bisuntinensi, Ebredunensi et Tarentasiensi archiepiscopis salutem et apostolicam benedictionem. Ex parte dilectorum filiorum electi, decani et capituli ecclesie Lugdunensis fuit propositum coram nobis quod olim inter ipsos decanum et capitulum, vacante tunc ecclesia Lugdunensi, ex parte una, et cives ac populum civitatis Lugdunensis, ex altera, diversis questionibus et querelis gravibus quoque dissensionibus, guerris et discordiis suscitatis, tandem in inclite recordationis Ludovicum, regem Francorum, ac bone memorie Radulphum, episcopum Albanensem, tunc apostolice sedis legatum, super hiis de alto et basso a partibus extitit compromissum, ita quod de omnibus predictis questionibus et querelis possent facere quicquid vellent, ac eas, pro sue voluntatis libito, terminare, adjectis in hujusmodi compromisso juramentis et obligationibus de attendendis et observandis que iidem rex et legatus circa premissa ducerent facienda. Ipsi vero, diligenti tractatu et deliberatione prehabitis, intendentes quieti et tranquillitati partium providere, ordinarunt ac pro bono pacis et concordie preceperunt quod ex tunc inter partes easdem firma pax et stabilis haberetur, et, ne occasione questionum seu dissensionum hujusmodi guerram movere presumerent, curarunt, adicientes inter cetera ut pontes, fossata, barre, muri, catene, porte, chafalia et consimiles fortaliciarum novitates ab ipsis civibus attemptate deberent expensis eorumdem civium amoveri et in eum statum reduci in quo fuerant tempore quo dilectus filius nobilis vir Ph., comes Sabaudie, tunc Lugdunensis electus, dimisit Lugdunensem ecclesiam supradictam, que omnia expresse procuratores ipsarum partium acceptarunt et etiam approbarunt, prout in patentibus litteris inde confectis dictorum regis et legati sigillis munitis plenius continetur. Verum, licet iidem cives ordinationi et precepto jamdictis in aliquibus parere curaverint, aliquas etiam de dictis fortaliciis juxta ipsius formam arbitrii destruendo, in pluribus tamen minime paruerint, quin immo alias postmodum fortalicias in eisdem et pluribus aliis locis ejusdem civitatis erexerunt structura

majoris operis et etiam fortioris in ipsorum decani et capituli ac ejusdem Lugdunensis ecclesie injuriam, prejudicium, dispendium et gravamen. Quare predictorum electi, decani, capituli et ecclesie procuratores allegantes firma opinione tenendum quod talium et tantorum virorum circunspecta discretio ad premissa cum debita maturitate processerit, et pro ipsorum processu tamquam justo et rationabili non immerito presumendum, presertim cum partes etiam, ut premittitur, omologarint eundem, prout in autenticis litteris inde confectis plenius dicitur contineri, nobis humiliter supplicarunt ut, cum premissa in partibus illis sint adeo notoria quod nulla possint tergiversatione celari, ea omnia in statum reduci debitum ac predictis electo, decano, capitulo et ecclesie de injuriis, dampnis omnique ipsorum interesse plenarie satisfieri mandaremus. Nos itaque nolentes electo, decano, capitulo ac ecclesie memoratis in suo jure deesse, qui sumus omnibus in justicia debitores, fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus, vocatis qui fuerint evocandi super premissis, si ea vel super illis ex eis que inveneritis esse notoria, velut in notoriis procedentes, eadem in statum debitum reduci, ac memoratis electo, ecclesie, decano et capitulo de injuriis, dampnis omnique ipsorum interesse, sublato cujuslibet diffugii et appellationis obstaculo, plenariam faciatis ab eisdem civibus satisfactionem impendi, contradictores et rebelles per excommunicationis in personas interdicti in civitatem eandem sententias compescendo. Quod si forte cives predicti sententias hujusmodi per quindecim dies animo sustinuerint indurato, vos ex tunc contra eos aggravetis, prout expedire videritis et eorum pertinatia exegerit, manum vestram. In reliquis vero, inquisita de plano et sine judicii strepitu veritate, quod justum fuerit decernatis, facientes quod decreveritis per censuram ecclesiasticam firmiter observari, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis, non obstante si aliquibus generaliter vel specialiter quod excommunicari vel suspendi non possint seu quod eorum terre subici ecclesiastico nequeant interdicto, aut quod extra dictam civitatem seu diocesim Lugdunensem per litteras apostolicas trahi non possint sub quacumque forma verborum a sede apostolica sit indultum et qualibet alia indulgentia dicte sedis cujuscumque tenoris existat, de qua in nostris litteris fieri debeat de verbo ad verbum mencio specialis. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore subtraxerint, per censuram eandem, appellatione cessante, cogatis veritati testimonium perhibere. Quod si non omnes hiis exequendis potueritis interesse, duo vestrum ea nichilominus exequantur. Datum apud Urbem Veterem, pontificatus nostri anno secundo.

(*Original.— Archives départementales du Rhône.— Fonds du chapitre métropolitain, armorie Abram. vol. 13, n° 9.*)

6

Tarif du péage de Lyon.

1277-1315.

CZO est li piajos de Lian et se leve a forz.

Les besties groses qui draus novos portont I d. et ob. fort, e li anos meeli.

De draus vyeiz, IIII d. tant l'una besti quant li autra.

Les besties qui portont corduan, ne bazanes, ne grana, ne couro, ne estaing, IIII d. tant li una besti quant li autra.

Celes qui portont peisons salas, IIII d. tant li una besti quant li autra.

Les besties qui portont alon, ne peyvro, ne cumin, ne brasil, ne ros, II d. tant li una besti quant li autra.

Les besties qui portont peleteri afaytia, ne chivrotins crus, ne chavrotines crues, II d. tant li una besti quant li autra.

Li chargi de lana, ou per terra ou per esga, II d.

Li chargi de les moutonines ne d'anines, I d.

Li chargi del fer qui vayt per terra, I d. li besti grosa, et li anos meeli.

Li chargi de l'oylo et del miel, I d. chacuna besti.

Li besti qui porte merceri, II d.

Li chargi del peisons salas qui sont vendu en ceta vila seins anguiles, VI d. li chargi del peisons.

De les anguiles sales qui vinont a vendre en ceta vila, del C. I d.

Li ana del vin, li besti grosa I d. et li anos meeli.

Li ana del bla qui vait fort de ceta vila, I d. li besti grosa et li anos meeli.

Li chargi del syu et del sayn, IIII d.

Li chargi del cuers pelus del bos e de vaches qui vant per terra, I d.

Li chargi del cuers afaities, II d.

Les besties groses qui sont vendues en ceta vila, bos e vaches, chacuna besti I d. e li anos I d.

Li porc qui passont XII d. el marchia, chacons melli, et al maisel I d., e li bos I d.

Li mouton qui sont vendu el marchia en ceta vila, I pusa, et al maysel meeli.

Li mouton e li porc qui trapasont per ceta villa, chacons poysa, et li bos et li vaches meeli.

Les besties groses, chavauz, ou roncina, ou poutrex, ou molz ou mula qui trapasont per ceta vila et vant a vendre, chacons IIII d. fors.

Cil qui sont vendu en ceta vila, seins ceuz qui vant outra mar, chacons VIII d., IIII d. qui achate et IIII d. qui vent.

Chacons bacons qui sont vendu en les maisons qui sont trayt de ceta vila, ceiz qui l'achatet, I d.

Li salz qui trapase per ceta vila, li besta grosa I d. e li anos meeli.

Li chargi del lin et del chenevo, li besti grosa I d. e li anos meeli.

Li besti trapasant qui porte seya, IIII d.

Chacuna livra de seya qui et achata en ceta vila, I d.

Chacons draus de seya qui est ovras qui trapase ne vin a vendre en ceta vila, IIII d.

Chacuna peci de cendal, II d.

Li chargi de les espees, VIII d.

Chacuna peteresa de ceta villa, ne de Sant Just et de Sant Ereneu deit III d. a festa Sant Martin, seins celes qui sont deis Porta Frou entro el Palays.

Chacons jueus qui trapase por ceta vila deit XII d. ou una cola.

Li granz armeura qui trapase por ceta vila deit IIII d., se illi est vendua, e li arberjons II d.

Les charetes qui fer meinont, chacons chavauz qui i tire deit I d.

Les charetes qui meinont draus qui sont lia en I corda, chacons chavauz qui i tire deit I d.

Li banc qui sont sure lo pont el marchia, chacons deit melli lo jos.

Tuyt li ovrour deis Porta Frou de peleters, deus ecofers, de sellers, de freners, de drapers, de mercers entro al chanon del pont, al seyno de May, al seyno de Sant Lucan, a la Revelesci, al jos sanz, chacons II d.

Aussi o deyvont li banc deuz ecofers a la festa Sant Michel davant Sant Nisies, toit li banc qui issont senz czoiz qui deyvont alnes, chacons II d.

Toz li vins qui per aygua vint deit IIII d. li muys.

Toz li blas qui vait por aygua, chacons mornanteis meelli.

Li chargi qui vait per aygui de draus ou de lin ou de chenevo, III meelies; li una meeli est por la peyvro et les II meelies sont por lo piajo, senz los homeuz qui maysons ant en ceta vila, cil ne deyvont pas lo peyvro.

Chacons torz de fil qui vait per aygui, II d.

Li chargi de les cordes deit II d.

Tuit li navey qui en cesta villa sont vendu, VIII d.

Li grant navey, li navey de I fust, II d.

Tuit li paner de peisons qui aval envant per aygui, chascons II d.; e cil qui sont vendu en ceta villa, II d. ou XXV peisons nonbras.

Tuit li cuer pelus de bos ou de vaches, per terra ou per ayga, deis que ay passé XII d., chacons I d.

Li chargi de cuers pelus de bos ou de vaches qui trapase per ayga, chacuna VI d.

Tuit li bacon qui trapassont per cesta villa, ou per ayga ou per terra, chacons I d.

Li Templo et li Opital et les maysons douz ordeuz de Citeuz, de Chartrossa, non deyvont piajo a l'esgleisi ma que a l'arcevesquo.

Li escu et les selles qui vant a vendre en les feres fors de ceta villa, li besti chargia II d.

Li coler qui vynont per aygua deis Ansa en amont, chacons I d.

Chacons cuers de cer, deis qui el est vendus XII d., deit II d.

Li abay d'Eynai, ne de l'Ila, ne de Sant Pero, ne li chanoyno de Sant Pol, ne cil de Sant Just, ne cil de Sant Ereneu, ne cil de la Plateri, ne cil de Sant Nisies, icist tuit no deyvont piajo ; por iczo no deyvont piajo car cil d'Eynay deyvont a III homeuz de l'arcevesque pan, vin, et cher, et deyntes, e piment et atos;

Cil de Sant Nisies a II sauners pan et vin et cher ;

Cil de la Plateri pan et vin et cher a autros II;

Celes de Sant Pero a VI homeuz pan et vin et cher et atos et penes farsses, et lo seir entre II una emina de vin et a chacon meelia de pan ;

Li moyno de l'Ila d'un bichet de froment vendent et comprent deyvont faire III pans, los II deyvont auz piajours et I sestier de vin et una espalla de bacon a IIII cotes del mayor que on trovara al festro, a l'aba sal I ;

Cil de Sant Just a VI homeuz, auz IIII pan et vin et cher et atos et deyntes et risoles et piment et nebles, et auz II una emina de vin et dues miches et una coyssi de porc ;

Cil de Sant Hereneu a II homeuz pan et vin et cher;

Cil de Sant Pol a IIII homeuz pan et vin et cher, et atos, et deytes, et risoles, et piment et nebles, et al II, I trenpla de porc et II miches et II justises de vin ;

Et feri de Sant Hereneu deit atretant comme cili de Sant Nisies.

Tuit li ano qui ameynont leigni a vendre deis lo pont en lay, chacons deit III anes de leigni a l'arcevesque unque an.

Toz li vins qui vin en cesta villa ne qui est vendus de Montor, ne de Santi Fey, ne de Sant Gineis-la-Val, ne deit piajo ne leida.

Anno Domini M° CC° LXX° septimo, mense Maii, fit Peros de Meons escrire les francheises de la cita de Lian de les choses qui ne deyvont piajo ne leida a l'arcevesque ne a l'egleisi : primeriment amandoles ne deyvont piajo al piajo de Lian qui est entre mon segnior l'arcevesque de Lian et los segniors de l'egleisi, et ne deyvont piajo figues, ne dates, ne raysin de hutra mar, ne bora, ne cutri, ne pluma, ne chataignies, ne terra, ne mina, ne drogues, ne oylos de oliva, ne

vins de pomes granates, ne pomes, ne vins tornas, ne ginginbraz, ne moutons vis, ne feyes, ne chevres vives ne mortes, ne cuers de chival, ne cuers d'ano, ne leigni, ne cheuz.

Anno Domini M° CCC° XV, lo jos davant festa Sant Luc avangelista, transcrisit Micheuz Chavenci los piajos et les francheises de la cita de Lian qui sont desus ecrites, et fut leva del ruello Guillermo de Sivreu, citain de Lian.

(*Copie du commencement du XIVe siècle. — Archives départementales du Rhône. — Titres non classés.*)

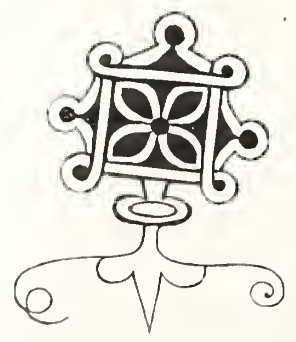
6

Défenses faites à Geoffroy de Mailliat, archidiacre de Beaune, d'enseigner à Lyon sans la licence des doyen et chapitre de la métropole.

1er Novembre 1285.

IN nomine Domini. Amen. Anno incarnationis ejusdem M° CC° octogesimo quinto, 1° kalend. Novembris, indictione XIIIIa, pontificatus domini Honorii pape quarti anno primo, per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod in presencia mei Guillelmi Benedicti de Balone Lugdunensis diocesis, auctoritate apostolica publici notarii, et testium subscriptorum, domnus Bernardus de Bayno et domnus Guillelmus Rigoti, capellani perpetui in ecclesia Lugdunensi, missi et destinati specialiter a venerabili viro domino G., decano Lugdunensi, ipsos capellanos destinante nomine suo et totius capituli Lugdunensis nomine ad dominum Gaufridum de Mailliaco, archidiaconum Belnensem in ecclesia Eduensem, pro inhibitione infrascripta eidem domino Gaufrido facienda et ceteris infrascriptis eidem domino G. ex parte et nomine dictorum decani et capituli exponendis, accesserunt ambo dicti domnus Bernardus et domnus Guillelmus personaliter ad dictum dominum Gaufridum in domum Andree de Albone sitam Lugduni, in vico qui dicitur rua Raysin, et ibidem dicto domino G. in cathedra sua sedenti et lectionem decretalium legenti, facto silentio et ipso domino G. ac etiam scolaribus et auditoribus suis pacifice audientibus, inhibitionem infrascriptam nomine quo supra fecerunt et infrascripta eidem domino G. exposuerunt ut sequitur in hunc modum : Cum decanus et capitulum

prime Lugdunensis ecclesie vobis domino Gaufrido de Mailliaco, archidiacono Belnensi, per litteras suas rogando mandaverint curialiter et benigne ut vos, secundum propositum vestrum de quo audierant, non legeretis Lugduni in aliqua sciencia sine voluntate et consensu ipsorum, ad quos de antiqua et approbata consuetudine jus pertinet et potestas dandi licenciam docendi in civitate predicta et sine eorum licencia et consensu vel illius quem ipsi de beneficiatis seu corpore ecclesie magistrum scolarum constituerint, nullus debeat docere de aliqua sciencia in civitate Lugduni, sicut et in multis ecclesiis collegiatis et cathedralibus et quamplurimis civitatibus hoc servatur, et nichilominus ipsi decanus et capitulum vos presentialiter viva voce super hoc rogaverint humiliter et benigne; vos tamen in vestro malo proposito obstinatus, ipsum malum propositum prosequi intendentes, non receditis ab eodem, sed pocius contra voluntatem ipsorum legitis et docetis de libro decretalium in civitate predicta; unde ipsi decanus et capitulum ex omni jure et potestate, quod et quam ipsi habent et habere debent super concessione licencie docendi vel alio quoquo modo in ecclesia et civitate predictis, vobis nunc prohibent et nos domnus Bernardus de Bayno et domnus Guillelmus Rigoti, perpetui capellani in ecclesia Lugdunensi et procuratores dictorum decani et capituli in hac parte, pro ipsis decano et capitulo et nomine eorumdem, vobis tenore presentium inhibemus specialiter et expresse ut vos non legatis decetero, sed a legendo et docendo desistatis in totum in civitate predicta sine dictorum decani et capituli vel magistri scolarum licencia et consensu. Actum Lugduni, in domo supradicta, presentibus domino Bonifacio Lumbardo, legum doctore, Johanne de Castello, Matheo de Kadrellis, Michaele de Botavant, Aymone de Bayno, clericis, et pluribus aliis scolaribus et auditoribus dicti domini Gaufridi testibus ad premissa vocatis.



Et ego prefatus Guillelmus Benedicti de Balone Lugdunensis diocesis, sacrosancte Romane ecclesie publicus auctoritate notarius, premissis omnibus interfui rogatus et ea omnia manu propria scripsi et publicavi meoque signo solito roboravi.

Original. — Archives de la Préfecture du Rhône. — Titres non classés.

7

Reconnaissance de la garde du roi de France par les citoyens de Lyon, qui ratifient en outre tout ce qui avait été fait à ce sujet par Rolet Cassard et Guillaume Boyer, leurs procureurs.

28 Septembre 1292

IN nomine Domini. Amen. Anno ejusdem incarnationis millesimo ducentesimo nonagesimo secundo, indictione quinta, die dominica ante festum beati Michaelis, quarto kalendas octobris, per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter quod in presentia mei Anthonii Sici, clerici, sacrosancte Romane ecclesie auctoritate publici notarii, et testium subscriptorum ad hoc specialiter rogatorum et vocatorum, convocata et congregata universitate civium civitatis Lugdunensis in ecclesia Sancti Nicetii, sive in cimeterio ejusdem ecclesie, ad sonum campane grosse ipsius ecclesie solemniter more solito, in quaquidem convocatione et congregatione fuerunt presentes consiliarii infrascripti civitatis Lugdunensis et universitatis ejusdem civitatis, videlicet Joannes Liatardi, Bartholomeus de Varey major, Joannes de Fuer, Guillelmus de Charnay, Bernardus de Varey, Stephanus de Ruppescissa, Guido de Mura, Matheus de Mura, Petrus de Billijoco, Joannes de Forisio, Bartholomeus de Charnay, Guillelmus Grigneu et Joannes Ogerii, Petrus de Charnay, Bartholomeus Caprarii, Guillelmus Rigaudy, Achardus de Sancto Michaele, Bartholomeus de Poilleu, Bernardus de Varey, frater Bartholomei de Varey majoris, et Stephanus de Montilio, qui plusquam due partes sunt consiliariorum dicte civitatis, et cum eis sunt cives et habitatores civitatis predicte et presentes in dicta convocatione et congregatione, videlicet Stephanus de Varey, Humbertus et Guido de Varey, Michael de Chaponnay, Thomas de Mura, Stephanus de Lay, Guichardus Bergerii, Humbertus Chape, Petrus Blanchardi, Petrus Antoineti, Joannes Barralli, Guillotus de Villard, Petrus de Larben, Joannes de Fabricis, Joannes de Poilliaco, Girardus Genevey, Stephanus Guirsans, Joannes Piqueti, Collinus Piqueti, Bartholomeus de Poillieu, Joannes de Puteo, Guillelmus Arvadi, Simeon de Bellijoco, Guillelmus de Balma, Benedictus Morelli, Humbertus Lidevin, Joannes Liatardi de Ruta nova et Aquarias de Foresio, Hugo de Chalamont, Garnerius de Chalamont, dictus Marrivas de Verneto, Joannes de Losanna, Joannes Fornerii, Stephanus de Gleynieu, Guillelmus d'Ambeyrieu, dictus Li Blanc de Sancto Justo,

Joannes de Bianna, Joannes de Rigneu, Joannes Panczus, Clementius Li Assavarons, Joannes Del Piago, Joannes de Larbent, Joannes Liontier, Martinus de Condreti, Petrus de Saintraina, dictus Fearti, nauta, Richardus Escofferius, Joannes Varissons, dictus Pignons, Bernardus de Pegus, Petrus Ruerii, Petrus de Vaceu, Petrus d'Andars, Bernardus et Chambertus Hugras, fratres, Stephanus de Meona, Clementius de Chausans, Jacobus Apoticarius, Jacobus Dodeus, Roletus de Montilio, Bernardus dictus Boisi, Aymo Bellamua, Garnerius Pictor, Rolandus, Dorerius, Petrus de Bellavilla, Joannes Chasey, Jacobus Butini, Humbertus de Trapes, Joannes Giroudier, Hugo de Bugni, Martinus Tabernarius, Petrus Bochus, Joannes Oudini, Stephanus Cornety, Petrus Achardi, Hugo Livitos, Aymo de Sancto Vicentio, Petrus Chateauvieux, Petrus Grassi, Thomas Albi et Bartholomeus Armurerius, Joannes dictus Lymoine, Petrus Deus, Michael de Clairieu, Hugo de Baynout, Antonius Tabernarius, Petrus de Chantalon, Andreas Cristini, Jacobus de Cologniaco, Amblardus de Molon, Guillelmus Grandi de Villafranca, Jacobus de Burgo, Joannes Ruffi, Stephanus de Laigneu, Joannes Rigaudi, Petrus de Rignia, Poncius de Rignia, Matheus Brunety, Humbertus Fermierius, Alardus de Maximiaco, Petrus Dorerius, Petrus Albi, Hugo de Montemoreto, Stephanus Ligona, Petrus Ferragus, Joannes Babry, Jaquemetus Cocagnes et plures alii, ultra eos fuerunt presentes in convocatione et congregatione predicta magna populi multitudo et etiam due partes et plus omnium civium civitatis predicte Lugdunensis et totius universitatis ipsius civitatis, prenominati, inquam, consiliarii et alii cives civitatis predicte superius nominati et omnes cives, qui fuerunt presentes in convocatione et congregatione predicta, unanimiter et concorditer in presencia mei dicti notarii et testium subscriptorum suis nominibus propriis et nomine et ex parte totius universitatis predicte aprobant, ratificant expresse et modo quo possunt firmiori gardiam domini regis Francie, in qua dicti cives et dicta universitas se posuerunt, et quicquid fecerunt et dixerunt circa guardiam predictam et procurationem et sindicatum olim factam et factum nomine civium predictorum et nomine dicte universitatis in personis Roleti Cassardi, Guillelmi Boerii, civium Lugduni, et quicquid per eos et quemlibet eorum factum est nomine dictorum civium et dicte universitatis, et precipue appellationes pridie factas per dictum Roletum nominibus quibus supra, tam a quadam preconizatione facta per civitatem Lugduni ex parte domini archiepiscopi Lugduni et domino de ecclesia Lugduni super facto impositionis equorum et armorum, et a quodam monitione facta dicta occasione et aliis occasionibus contra cives Lugdunenses per dominum Guillelmum Ruffati, canonicum et officialem Lugduni, et ab ipso officiali in eo quod dicta monitio tangit temporalia seu a temporalibus facta existit, ad serenissimum principem dominum Philipum, Dei gratia regem Francorum, seu ad nobilem virum Poncium, dominum Montislaury, guardiatorem civium civitatis predicte pro predicto domino rege,

et quicquid in dicta appellatione continetur, et alias olim factas appellationes per ipsos procuratores et scindicos et per quemlibet ipsorum nominibus antedictis, tam a dicto officiali et a quibuscunque monitionibus et a gravaminibus ipsius, quam a decano et capitulo ecclesie Lugdunensis, et a quibuscunque monitionibus et gravaminibus eorumdem. Insuper dicti consiliarii et cives superius nominati et omnes alii cives civitatis predicte, qui fuerunt presentes in convocatione et congregatione predicta, nominibus quibus supra, de novo faciunt, constituunt et ordinant suos et totius dicte universitatis procuratores et scindicos Roletum Cassardy et Guillelmum Boerii et quemlibet eorum insolidum, ita quod occupantis non sit melior conditio, et quod unus vel plures facere incoaverint alii et quilibet eorum possint finire, ad omnes causas, lites et controversias, quas consiliarii et cives memorati et dicta universitas, seu ipsi consiliarii et cives vel aliqui eorum pro se vel nomine civium civitatis predicte seu universitatis habent vel habebunt agendo vel deffendendo cum quacunque personna, collegio et universitate, et precipue cum domino archiepiscopo Lugdunense presente vel futuro et cum prefatis decano et capitulo Lugdunense, vel cum aliquo seu aliquibus ex eis, tam occasione dictarum appellationum vel alicujus earum, quam etiam aliis rationibus quibuscunque presentibus et futuris, coram dicto domino rege vel ejus curia, seu coram dicto gardiatore, seu coram baillivio Matisconensi, vel coram domino papa, et coram quibuscunque judicibus ordinariis et extraordinariis, delegatis seu subdelegatis, secularibus vel ecclesiasticis; dantes et concedentes prefati cives nominati et non nominati, qui fuerunt presentes in convocatione et congregatione predicta, pro se et nominibus quibus supra, dictis procuratoribus et scindicis superius nominatis et cuilibet eorum, ut supra, plenariam potestatem et speciale mandatum agendi, petendi, deffendendi, libellos dandi, recipiendi, respondendi, litem seu lites contestandi, positiones faciendi et positionibus respondendi, et juramentum calumnie et cujuscumque alterius generis juramentum faciendi super animabus dictorum civium et dicte universitatis quotiescunque ipsis procuratoribus et scindicis et cuilibet eorum videbitur expedire, et testes producendi et sentencias interlocutorias et diffinitivas audiendi, et appellationes faciendi a quibuscunque sentenciis interlocutoriis et deffinitivis et a quibuscunque monitionibus dicti officialis et domini archiepiscopi sive dictorum decani et capituli, et aliis quibuscunque judicibus occasionibus et a quibuscunque aliis et omnes appellationes factas vel faciendas ut supra, et quamlibet earum prosequendi, et ad substituendum loco sui alios procuratores et scindicos pro dictis civibus et pro dicta universitate, et generaliter omnia alia faciendi in predictis et circa predicta que ipsi consiliarii et cives predicti et universitas predicta facere possent, si presentes essent. Insuper dicti consiliarii et dicti cives, modo et nominibus quibus supra, dant et concedunt dictis procuratoribus et scindicis et cuilibet eorum plenum et liberum et generale mandatum et plenam

et liberam et generalem administrationem in predictis et super predictis omnibus et singulis; promittentes prefati consiliarii et cives pro se et nomine et ex parte universitatis predicte, sub expressa et ypotecaria obligatione omnium bonorum suorum et omnium bonorum dicte universitatis presentium et futurorum, mihi dicto Antonio, notario, tanquam publice personne solenniter stipulanti et recipienti nomine et ad opus et ad partem quorum intererit, quod perpetuo ipsi consiliarii et cives ut supra et dicta universitas ratum et firmum habebunt et tenebunt quicquid per dictos procuratores et sindicos et quemlibet eorum factum fuerit in predictis et quolibet predictorum et de rato habendo et judicato solvendo cum omnibus suis clausulis; relevantes dicti consiliarii, dicti cives, ut supra et nominibus quibus supra, dictos procuratores et sindicos et quemlibet eorum a dictis satisdationibus et a qualibet eorum et ab omni alia judiciaria satisdatione. Actum in cimeterio Sancti Nicetii, in civitate Lugduni. Interfuerunt testes rogati et vocati dominus Petrus Flota, dominus Valate, milites, Astaldus de Rossillione, Aymaretus de Poyter et plures alii.

Et ego Anthonius Sichi, clericus, sacrosancte Romane ecclesie auctoritate publicus notarius, premissis omnibus rogatus et vocatus una cum testibus suprascriptis presens interfui, ad instantiam et requisitionem dictorum civium et dicte universitatis in dicto cimeterio convocatorum et congregatorum predictum procuratorium et scindicatum publicavi et presens publicum instrumentum scripsi signoque meo solito signavi.

(*Copie en forme authentique. — Archives de la ville de Lyon, AA. 4.*)

9

Sentence du lieutenant du gardiateur de Lyon qui confirme le droit des habitants de faire faire les réparations des portes et des murs de la ville et fait defense aux gens de l'archevêque et aux chanoines de se mêler des affaires temporelles de ladite ville.

19 Juin 1293.

NOS Joannes Cardinalis, domicellus, correarius Lugduni ac tenens locum nobilis viri Poncii, domini Montis Lauri, gardiator civium civitatis Lugduni ac civitatis ejusdem pro dicto domino rege propter absentiam ipsius gardiatoris, notum facimus universis presentes litteras inspecturis

quod cum Radulfus Cassardi, civis Lugduni, procurator dictorum civium ac civitatis predicte procuratorio nomine, pro eis asseruerit et assererat coram nobis dictos cives, nomine civitatis predicte, esse et fuisse, per tanta tempora de quibus non extat memoria, in possessione seu quasi juris custodiendi et custodiri faciendi portas civitatis Lugduni et claves earum et juris reficiendi et aptandi seu refici et aptari faciendi portas predictas et muros earum; et cum dicti cives portam Burgi Novi et murum ipsius refici et aptari facerent, magister Sancius de Luczanno, procurator, ut dicitur, reverendi patris domini B., Dei gratia archiepiscopi Lugduni, et dominus Joannes Grasseti de Milleraco, similiter procurator, ut dicitur, venerabilis viri domini Henrici de Villars, camerarii Lugduni, die veneris ante festum Nativitatis beati Joannis Baptiste, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio, denunciassent novum opus per jactum lapilli, ut dicitur, operariis operantibus et existentibus in opere refectionis et aptationis predicte; item cum propterea dictus procurator dictorum civium et dicte civitatis coram nobis denunciasset dictis magistro Sancio et domino Joanni procuratoribus, ut dicitur, ut supra quod cum dictam nunciationem novi operis fecerint tamquam procuratores seu nomine dictorum dominorum suorum, quod satisdarent et satisdare deberent rem ratam dictos dominos archiepiscopum et camerarium habituros, et quod alias dicta eorum nunciatio novi operis remitti debet; obtulit insuper se paratum dictus procurator dictorum civium, presentibus dictis magistro Sancio et donno Joanne, ac presentibus Bartholomeo de Chaponnay, Matheo de Mura, Bernardo et Stephano, dicto Naschart, fratribus de Varey, Bartholomeo Caprarii, Guillelmo Grigneu, Acherdo de Sancto Michaele et pluribus aliis civibus Lugduni, se paratum satisdare de opere demoliendo, si apparuerit dictum opus injuste edificatum fore, et de faciendo quicquid ei incombit de jure, offerendo fidejussores dictos cives, prout tenetur et in quantum debet de jure; tandem dictus procurator dictorum civium, cum dicti magister Sancius et dominus Joannes satisdare noluerint ut supra, nec oblationem et satisdationem ipsius procuratoris dictorum civium acceptaverint, a nobis petiit cum instantia quod dictam nunciationem novi operis remittamus, et quod ipsi procuratori dictorum civium nomine ipsorum civium et dicte civitatis et operariis predictis demus auctoritatem procedendi in opere predicto. Nos vero dictus correarius et tenens locum ut supra, videntes requisitionem dicti procuratoris dictorum civium esse consonam rationi et ipsius requisitioni annuentes, dictam nunciationem novi operis remittimus et tollimus totaliter, ac ipsi procuratori nominibus quibus supra et opperariis predictis auctoritatem concedimus procedendi in opere predicto, nonobstante dicta nunciatione novi operis, nec obstante contradictione dictorum procuratorum dicti domini archiepiscopi et dicti camerarii; adeo nos dictus correarius et tenens locum ut supra denunciamus dictis procuratoribus archiepiscopi et camerarii predictorum quod cum preceptum fuerit per dictum garderium

nomine domini regis gentibus dicti domini archiepiscopi et canonicis Lugduni quod de temporalibus civitatis Lugduni se non intromitterent sub pena amissionis bonorum que tenent in regno, et cum venerint contra dictum preceptum, quod in penam predictam incurrerunt dictus dominus archiepiscopus et canonici predicti; insuper innovando dictum preceptum, precipimus ex parte dicti domini regis et nostra dictis procuratoribus dictorum archiepiscopi et camerarii nomine eorum et sub pena amissionis bonorum que tenent in regno predicto de temporalibus predictis, decetero nullatenus se intromittant absque licentia dicti domini regis. Actum apud Lugdunum, in domo militie Templi die veneris ante festum Nativitatis beati Joannis Baptiste, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio, testibus presentibus domino Antonio de Castello, milite ac legum professore, Florentio de Arseto, magistro Poncio de Grangia et Andrea Vacherii et pluribus aliis. In quorum omnium testimonium et plenam probationem omnium premissorum nos dictus correarius et tenens locum ut supra sigillum curie secularis Lugduni presentibus litteris duximus apponendum.

(*Copie en forme authentique. — Archives de la ville de Lyon, AA. 4.*)

10

Lettres du roi Philippe le Bel au gardiateur de Lyon pour contraindre l'archevesque et le chapitre à révoquer les defenses qu'ils avaient faites aux habitans de la ville de se placer sous la sauvegarde royale.

15 Janvier 1294.

A tous ceux qui ces lettres verront, Guillaume de Hangest, garde de la prévosté de Paris, salut. Scachent tous que nous l'an de grace mil deux cent quatrevingt treize, le jeudy après la Chandeleur, visme une lettre scellée du seel notre seigneur le Roy en la forme que s'ensuit :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, gardiatori civium Lugduni salutem. Cum cives Lugduni in nostra speciali gardia existentes archiepiscopum, decanum et capitulum Lugduni ad diem baillivie Matisconensis parlamenti ultimo preteriti, et iterum baillivie ad diem ejusdem presentis parlamenti in causis appellationum factarum ex

parte dictorum civium a quibusdam gravaminibus, injuriis, indebitis novitatibus, bannis et proclamationibus, in jurisdictionis et garde nostre contemptum ac dictorum civium et jurium et consuetudinum suarum prejudicium et gravamen, per prefatos archiepiscopum, decanum et capitulum, ut dicitur, irrogatis et etiam attemptatis, coram nobis Parisius adjornarti fecissent, in quibus parlamentis dicti cives contra eosdem archiepiscopum, decanum et capitulum, ipsorum contumaciis exigentibus, obtinuerunt deffecta. Que quidem gravamina, prout ex parte ipsorum civium accepimus, injurie, supprisie et novitates indebite sunt hec : primo quod, cum dicti cives sint personne libere et in possessione vel quasi faciendi colletam pro impositione armorum et aliis suis neccessariis, que sibi expedire videtur, predicti archiepiscopus, decanus et capitulum in dicta civitate Lugdunensi publice et solenniter preconizari et inhiberi districte fecerunt ne ipsorum civium aliquis in dictam colletam, quam occasione impositionis fecerant hujus contribueret sub periculo corporis et catalli (sic); item ne quis ipsorum impositiones armorum faceret vel imponi consentiret sub pena predicta; item ne dictorum civium aliquis in nostra garda se poneret, quamquam ipsi sint in saisina et est sibi licitum nostram gardam, seu aliam de qua sibi expedire viderit, invocare. Mandamus vobis quatinus, si vobis constiterit de predictis, prefatos archiepiscopum, decanum et capitulum ex parte nostra diligenter ac sollicite requiratis ut ipsi prefatas preconisationes, proclamationes et inhibitiones, cum hec in nostre garde et jurisdictionis temporalis prejudicium redundare viderentur, revocent penitus aut revocari faciant indilate; qui si requisitioni vestre parere noluerint in hac parte, ipsos per captionem et detentionem bonorum suorum temporalium ad ea facienda viriliter compellatis. Preterea, si vobis constiterit prefatos archiepiscopum, decanum et capitulum aliqua attentasse in prejudicium garde nostre vel jurisdictionis nostre aut ressorti vel superioritatis nostre, aut contra jura civium predictorum, eosdem ad amovendum et revocandum attemptata et impedimenta hujusmodi modo primo compulsatis. Actum Parisiis, die veneris post octavas Ephifanie Domini, anno ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo tertio.

Ensuite est écrit : Mous avons mis en ce transcript le scel de la prevosté de Paris, sauf le droit de chacun. Ce fut fait l'an et le jour dessusdits.

Et au replis est écrit : Collatio facta est. P. Tibout, et P. de Clermont.

(*Copie en forme authentique. — Archives de la ville de Lyon, AA. 4.*)

II

Lettres du roi Philippe-le-Bel autorisant les habitants de Lyon à établir sur toutes les marchandises achetées où vendues dans leur ville, un impôt d'un denier par livre dont le produit sera appliqué aux fortifications.

2-6 Juin 1295.

A touz ceux qui ces letres verront Guillaume de Hanget, garde de la prevosté de Paris, salut. Sachent tuit que nous, en l'an de grâce mil CC IIII^{xx} et quinze, le lundi après les huit. de la Trinité, veismes unes lettres seellees du sel notre seigneur le Roy de France en la fourme qui s'ensuit :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, ballivis, gardiatoriis ceterisque justiciariis regni nostri ad quos presentes littere pervenerint salutem. Notum facimus universis quod nos dilectis nostris civibus Lugduni tenore presencium concedimus quod ipsi, pro refectione clausurarum ipsius civitatis et aliis necessitatibus et sumptibus civium predictorum, quos ipsi habent facere pluribus locis propter utilitatem dicte civitatis, possint levare unum denarium de libra a singulis emptoribus singulisque venditoribus de rebus omnibus que simul vel separatim vendentur et ementur in civitate et suburbio Lugduni, quamdiu nostre placuerit voluntati, precipientes vobis et vestrum cuilibet ut in predictis et predicta tagentibus ad observationem omnium predictorum rebelles indilate compellatis. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Salvo jure nostro in aliis et jure quolibet alieno. Actum Parisius, die jovis post octabas Pentecostis, anno Domini M^{o} CC^{o} nonagesimo quinto.

Et nous en transcrit de ces lettres avons mis le seel de la prevosté de Paris, sauf tous droiz, l'an et le jour dessus diz. — G. de Brebant.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon.*)

12

Tarif des droits qui devaient être perçus sur les marchandises entrant dans la ville de Lyon.

V. 1295.

LI imposition de les chozes qui entrerant deudenz les clausures de la cita de Lyon tant per terra comme per aigui de qualque persona que czo seit, tant d'eglisi comme dou seglo, tant noble comme marchanz et de touz autrez etaz, se levera a les portes per la manieri enseguent :

Primierement vins franz ou dreiz eigros entrant en la ville, de qualque persona que el seit, paiera a l'entra per ana I gros viel.

Et vins de meytia non ren.

Et vendeymi les III anas per II de vin, II gros viel.

Et li vins ou vendeymi qui croitera dedenz les clausures de Lyon paiera comme czo de fors.

Item touz vins que l'on vendra à Lyon a menu, seit dedenz les clausures ou non, se vendra a le petites mesures, et li vendant rendront a l'imposition lo vitein.

Item vins meclé avoy epices se vendra a les dictes mesures et li vendant rendront lo vintein segont le fur que vendus sera inclouses les dictes epices.

Item touz bla qui vendra a molin paiera IIII copons per ana, et farina qui entrara et non sera copona el molin paiera comme dessus.

Item touz pans coz qui entrara, tant blans comme brunz, dont li farina non ara yta copona, paiera lo vinteinz.

Item bos, vaches, chacuna beti, tant grant comme petita, qui non tetit, paiera a l'entra I gros.

Item porc de pris de I florin et deis iqui en sus et vel leytent, chascun paiera I terz de gros.

Item moutons, chievres et porz de meinz de I florin paiera chacuna beti IIII d. vien.

Item chivrot et aigniel paiera chascun II d. vien.

Item I quintal de gros fromages et de serez et de buyro, paiera per quintal demi gros.

Item dozena de fromages de clan et autri de lour faczon granz et petiz, l'un per l'autro, paiera I quart de gros, et deis Pasques a la Sant Michiel la meytia, et de meinz de dozena ren.

Item I milliers d'arenz et de rigos comiaz paiera II gros, et pogal anguilles et autres gros peyssons salas paiera per cent peyssons II gros, et troytes de Geneves paiera per cent XII gros.

Item una ana d'uylo de nuis paiera I gros et I terz, et ana d'uylo de cheneva paiera I terz de gros.

Item I quintal de noyaux paiera I terz de gros.

Item una sachia de nuis, c'est asaveir sachia de ana, paiera per ana I quart de gros, et meinz de sachia ren.

Item una soma de sal entrant paiera III gros.

Item una soma de sal saillant paiera III gros, et de dimi soma paiera l'on al saillir I gros et dimi, et d'una quarta comme dessouz al saillir ren, tant per terra comme per egui.

Item I milliers de ligni dessuz Roon paiéra II gros.

Item boches et sochon por ardre paiera à l'avenant de ... ligni et per leyal esti-estimation de II homes pris par les parties ou per lo governour de la dicta imposition.

Item ligni de Mascon et de cela faczon paiera per XXX dozeines a l'entra II gros.

Item ambessi de furnilli de V[c] fais a l'entra paiera II gros.

Item I cent de maietes por faire vignes paiera un gros.

Item tuit naveiz novo entrant à Lyon et tota futa por meysonnar et ouvrar auz veisseliers et auz beniers et por fere naveis grans et petiz, et a servir a tel acto, ytant en la villa plus de I jour natural apres czo que sera notifia a son metro, paiera de X... florins vaillant, a estimanci de II homes pris comme dessus, paiera II gros.

Item I quintal de sain paiera demi-gros.

Item I quintal de sieu paira II terz de gros.

Item I quintal de fer a ouvrar et I quintal de plont paiera a l'entra demi gros.

Item I quintal de fer ouvra et d'acier senz ouvragie paiera I gros.

Item I quintal de fer ou d'acier ouvra en armes paiera VI gros.

Item I quintal d'eteing, couvro, oulles et metal paieront a l'entra II gros.

Et se li estaingz est ovras en poteri nova et li couvres en peyroleri nova, si paiera comme bateri.

Item tota bateri de couvro per quintal paiera II gros.

Item dozena de corduan de Provinci paiera I gros.

Item dozena de corduan de Rumillie II terz de gros.

Et dozena de basannes de tous pais dimi gros.

Item I quintal pesant de pelleteri de vair ovra en p..... nos faites u non et

cru, qualque vair que czo seit..., popres et popeletes, hermines et leytices, paieront II s. VI gros.

Item I quintal d'aignaux ovras en permes fetes u non, et touta autra peleteri ovra, excepta vair, paiera VI gros.

Item I quintal de tota peleteri crua, excepta vair et ecoyreux, paieront a l'entra II gros.

Item I quintal d'ecoyreux crus paiera VIII gros.

Item drap de Brabant de toutes conditions li peci paiera.

Item drap de Flandri, de Normendi, de Picardi, de Champaigni et de Borgoigni et de tous autres lieus deis Lyon en amont, excepta dras pleies ou canal senz frauda paiera li peci.

Item tuit drap de Franci pleies en canel senz frauda paiera li peci.

Item peci de serges tot de lanna paiera.

Item serges qui ne sont totes de lanna li pieci paiera.

Item tuit de drap de Provenci, de qualque ville ou colour que el seit, et du Puey paiera li pieci.

Item tuit drap de revel, c'est-à-dire de Sant-Saphorin-lo-Chastel, de Vienna et autres semblables, paiera li pieci a l'entri.

Item tuit cuirs adobas de bos et de vaches et de chevaux paiera li peci I terz de gros.

Et petiz vachons adobas paieront li II por I cuir de bo.

Item cuirs peloux de bos et de vaches et de chivaux paiera li pieci I quart de gros.

Item tota futa de tornoyour, veyros et verrieres, paiera a raison de IIII d. por livre de sa valour a l'entra, a l'estimanci de II homes pris par les II parties.

Item I bacons salas paiera dimi gros.

Item toz peyssons fres entrant per terra paiera li charreta II gros.

Item tous peissons fres entrant per aigui, seit granz ou petiz, paiera a raison de IIII d. por livra de sa valour a l'entra, a l'estimanci de I ou de II homes senz suppiet pris par les II parties, se les II dictes parties entre elos cor a cor ne poent acordar; et dessoz la valour de III gros ren.

Item I cent de hues paiera a l'entra II d. vien; et dessoz I cent ren, mais que non y ait frauda.

Item I quintal de chenevo maclo et fila paiera a l'entra lo VIe d'un gros, et de meinz de XXV livres ren.

Item lo quintal de femella batua et ferrata paiera dimi gros, et de meinz de X libres ren.

Item chenevo femela crua et fila per quintal paiera I terz de gros, et dessoz XX libres ren.

Item messi de lin paiera II d. vien, et dessoz V libres ren.

Item fil de coloigni de chenevo per quintal paiera I gros I terz.

Item fil d'estoupes per quintal paiera dimi gros.

Item totes teles blanches de lin paiera per X aunes I gros.

Item teiles blanches de chenevo per XX aunes paiera I gros.

Item teiles crues de lin per XX aunes paiera I gros.

Item teles crues de chenevo et de borraiz paieront per XII aunes I quart de gros.

Item li besties chargies de chataignes paieront I quart de gros, et dessoz una chargi ren, liqual chargi, seit petita ou grant, seit conta per chargi, mas que seit sus besti senz mayoúr chosa.

Item peyvros, gingibri, giroflos, canella, sucro, confitures et autra especeri et autres chozes de tou semblant pris per quintal paiera VI gros.

Et saffrans paiera li quintal II florins.

Et per quintal de ciri paiera III gros.

Et per quintal d'amandri paiera II terz de gros.

Et per quintal figues, reisins, ris, comin, alon et talx consemblables chozes de aviron setui pris per quintal paiera II terz de gros.

Item cent quintalx de fein paieront II gros, et dessoz II quintalx et dimi ren.

Item merceri d'or et d'argent et de seya et seyes et tendaux de totes colours, pernes, bevro et tota pereri paiera a l'entra IIII d. por livra, a l'estimanci du sairiment, senz frauda de celui cui li choza sera.

Item tota autra merceri grossa per quintal paiera VI gros.

Item dozena de cruvachies de Lorreyne paiera dimi gros et dozena de cruvachies de Dijon et de Besenczon paiera I terz de gros.

Et dozena de cruvachies de seya paiera II gros.

Item froment et vianda sechi saillant de la villa per aigui et ara yta vendus en la dicta villa paiera por I.. ra saillant comme dessus I gros.

Item tous autres blas saillant per aigui et vendus comme dit est, paiera la meytia, et paiera li ven.... se el saut per terra si paiera li achetour.....

Item lanna de moutons et de feies a tota la suor per quintal paiera I terz de gros.

Item lanna de moutons [et de fei] es, lana neta, per quintal paiera II terz de gros.

Item borra de seliers et de borliers et de peletz, per quintal paiera lo quart d'un gros.

Item pluma por fere coutres paiera lo quintal II gros.

Item vivres et marchandises qui una veis arant paie l'imposition a l'entra de la dicta villa et en voudrant saillir après quant lour plera per alar elles vendre en alcuna feiri ou marchia, afin de retornar en la dicta villa repaiera la meytia de czo que paie aran a la primeri entra.

Item vivres et marchandises passant per la dicta villa senz arrestar alant de pais

en pais ne paierant ren, mais il leisserant gagio a l'entra tanque il ayant certifia de la saillia, li quaux gagio vaille enteri entra, et sera rendus franchiment le diz gagios, faiti primer la dicta certification.

Item vivres et marchandises passant per la dicta villa et y arresteront por prendre novela veytura ou per autre choza, mais que les dictes chozes ne seyant despleyées et monstrées por vendre, et non yterant en la dicta villa plus de III jours naturalz, ne paieront ren, excepta sal, et gagio laisseront si comme les chouses qui non yteront ren, li quaux gagioz lour sera rendus franchiment quant il arant certifia de lour saillia faiti dedenz III jours, comme dit est, mais s'oul monstront et depleyront leurs dictes chozes dedens los diz III jours a causa de les vendre ou changier, si paierant enteri entra, et puis porront toz jours demorar se il volunt en la dicta villa, et li dicta sal paiera yteit III jours u non.

Item tota terra et piera coiti auxi comme chaux, tioles, carrons, tupins et consemblables chozes, paieront a l'entra a reyson de IIII d. por livra de leur valour, a estimanci de II homes pris per les II parties.

Item una sapina de pera per coire en tioleri paiera dimi gros.

Item una sapina de pera per murar paiera lo quart d'un gros.

Item I cent de cartiers de moyson de pera per taillier paiera VIII gros.

Item moles de molin brun de favro et de barbier paiera la pieci I gros.

Item moles de molin blanc paiera li peci III gros.

Item una sapina de terra per tiolier per coire paiera I quart de gros.

Item una sapina d'arena per meisonnar paiera lo tierz d'un gros.

Item una besti chargia de charbon de pera paira à l'entra per terra II deniers vien., et per aigui paira a l'avenant, a estimation comme dessus. Et se le dicta pera, terra ou arena entre en la villa a plus grant navey ou sapina que sapina acotuma, si paiera a l'avenant segunt sa valour.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon.*)

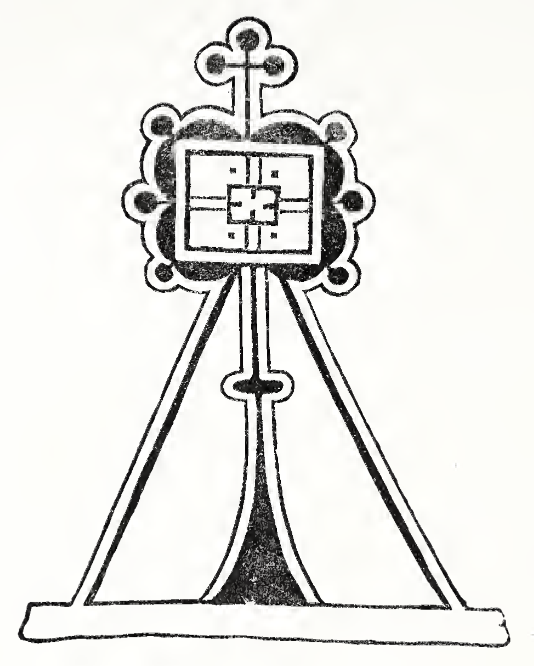
13

Syndicat ou procès verbal d'election des conseillers de la ville de Lyon pour l'année 1298.

4 Février 1298.

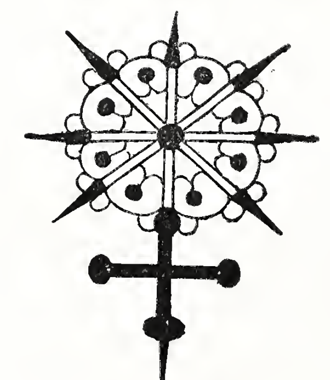
IN nomine Domini. Amen. Anno Incarnationis ejusdem M° CC° nonagesimo septimo, die martis post festum Purificationis beate Marie Virginis, indictione undecima, pontificatus domini Bonifacii pape octavi anno ipsius quarto, per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod in presencia nostri Hugonis Bochardi et Symonis de Bella Villa, clericorum, sacrosancte Romane ecclesie auctoritate publicorum notariorum, et testium subscriptorum, presente Petro Fillon, de Monte Lupello, clerico, eadem auctoritate publico notario, convocata universitate civium civitatis Lugdunensis in ecclesia Sancti Nicecii Lugdunensis ad sonum grosse campane ipsius ecclesie solempniter more solito, in qua quidem convocatione fuerunt presentes magna populi multitudo et etiam due partes civium civitatis predicte Lugdunensis, videlicet de melioribus et sapientioribus dicte civitatis civium predictorum, prout prima facie videbatur, predicti, inquam, cives in predicta convocatione et congregatione in dicta ecclesia existentes unanimiter et concorditer, in presencia nostra dictorum notariorum publicorum, suis nominibus propriis et nomine et ex parte totius universitatis predicte faciunt, constituunt et ordinant suos et totius universitatis predicte, procuratores et sindicos et nuncios speciales Guidonem de Mura, Bartholomeum Chivrerii, Bernardum de Varey de Asinaria, Matheum de Mura, Johannem de Durchia, Petrum de Chaponnay, Guillelmum Grigneu, Johannem de Forisio, Johannem de Fuer, Johannem Ogerii, Bernardum de Fuer, Petrum de Villa, dominum Humbertum de Vallibus, legum venerabilem professorem, magistrum Johannem Albi, clericum, et Rollandum de Sancto Michaele, cives et habitatores Lugduni, et quemlibet ipsorum, ita quod occupantis non sit melior conditio, et quod duo vel plures ipsorum facere incoaverint, alii possint finire et ducere ad effectum, ad agendum, deffendendum, impetrandum et contradicendum et etiam ad tractandum lites et negocia civitatis et universitatis predicte et ad appellandum et appellationes emissas et emittendas a quocunque seu quibuscunque prosequendum cum quacumque persona, collegio et universitate, et precipue cum domino archiepiscopo, decano et capitulo Lugdunensi, vel cum aliquo

eorumdem aut aliis personis quibuscunque, coram Summo Pontifice et coram quibuscunque aliis judicibus ecclesiasticis et secularibus, collegiis et universitatibus, tam in curia Romana quam in aliis locis quibuscunque; dantes et concedentes predicti cives, qui erant presentes in convocatione et congregatione predictis et in ecclesia predicta, pro se et nominibus quibus supra, predictis nunciis, procuratoribus suis et sindicis superius nominatis et tribus aut duobus ex ipsis, ut supra factum est, generalem, plenam et liberam potestatem et speciale mandatum agendi, petendi, deffendendi, excipiendi, impetrandi, contradicendi et tractandi, appellandi, appellationes factas et faciendas et earum quamlibet prosequendi, alium vel alios procuratorem seu procuratores aut sindicos loco ipsorum substituendi, pro omnibus civibus et universitate predictis beneficium absolutionis omnium civium et totius universitatis predicte petendi et impetrandi semel et pluries, et generaliter omnia alia et singula faciendi ubique in predictis et circa predicta, que veri et legictimi procuratores facere possent et deberent et quod ipsi cives et universitas predicta facerent et facere possent, si omnes presentes interessent. Insuper predicti cives modo et nominibus quibus supra dant et concedunt suis prenominatis procuratoribus et sindicis, vel tribus aut duobus ex ipsis, plenum et liberum et generale mandatum et plenam et liberam et generalem administrationem in predictis et super omnibus et singulis supradictis. Promittentes predicti cives qui erant presentes, pro se et nomine et ex parte universitatis predicte, bona fide et sub ypotheca et obligatione omnium bonorum suorum et dicte universitatis presentium et futurorum, nobis dictis notariis tamquam publicis personis stipulantibus sollempniter et recipientibus nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest vel intererit, quod ipsi et dicta universitas ratum et firmum habebunt et tenebunt perpetuo quicquid per predictos procuratores et sindicos, vel per tres aut duos ex ipsis, vel per substituendos seu substitutos ab eisdem, factum, actum, petitum, appellatum, prosequtum, gestum fuerit seu etiam ordinatum in predictis et quolibet predictorum et circa predicta et quolibet predictorum et de rato habendo et judicato solvendo cum omnibus suis clausulis; relevantes predicti cives ut supra et nominibus quibus supra dictos procuratores et sindicos suos et quemlibet eorumdem et substitutos seu substituendos ab ipsis ab omnibus satisdationibus et ab omni honere satisdationis cum omnibus suis clausulis et ab omni alia judiciaria satisdatione; et hec omnibus quorum interest vel intererit volunt et mandant predicti cives tenore presentis instrumenti fieri manifesta. Actum Lugduni, anno, die et indictione quibus supra, in predicta ecclesia Sancti Nicecii Lugdunensis, presentibus donno Humberto de Chaleya, donno Girardo de Bosco Petri, donno Guillelmo Goyeti et donno Petro Burganelli, vicariis dicte ecclesie Sancii Nicecii Lugdunensis, testibus ad premissa vocatis, et presentibus etiam pluribus aliis testibus in predicta ecclesia Sancti Nicecii existentibus.



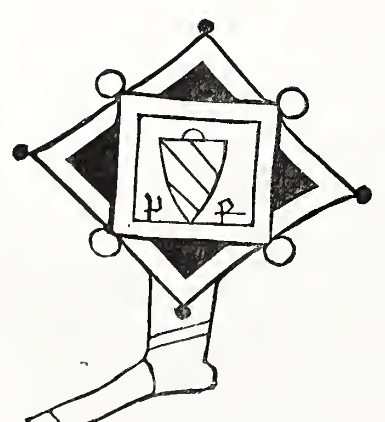
Ego Hugo Bochardi, clericus, predicta auctoritate notarius publicus, una cum prenominatis notariis premissis, prout superius continentur, per me et alios notarios expeditis, presens interfui presentique publico instrumento supra predictis confecto per manum dicti Symonis subscripsi et signum meum apposui una cum signis Symonis et Petri predictorum a dictis civibus rogatus.

Hugo Bochardi, sine rasura. H. Boch.



Et ego Symon de Bella Villa, clericus, predicta auctoritate notarius publicus, una cum predictis Hugone et Petro, eadem auctoritate publicis notariis, premissis presens interfui expeditis per me una cum aliis predictis notariis, presensque publicum instrumentum inde confeci et signo meo signavi a dictis civibus rogatus.

Sy. de Bella Villa.



Et ego supradictus Petrus Fillons, auctoritate qua supra publicus notarius, una cum predictis Hugone et Symone, predicta auctoritate publicis notariis, premissis presens interfui presentique publico instrumento super predictis per manum dicti Symonis confecto subscripsi et signum meum apposui una cum signis predictorum Hugonis et Symonis in robur, fidem et testimonium premissorum a dictis civibus rogatus.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon. — BB. 367.*)

14

Citation en cour de Rome des citoyens de Lyon, d'une part, et de l'archevêque de Lyon et son chapitre, d'autre part, pour terminer leurs différends.

Juillet 1300.

FRATER Stephanus, abbas Savigniacensis, Lugdunensis dyocesis, exequtor subdelegatus a venerabili patre in Christo domino Bartholomeo, Dei gratia episcopo Eduensi, exequtore una cum venerabilibus patribus dominis archiepiscopo Narbonensi et Carcassonensi episcopo, cum illa clausula : *Vos, vel duo, aut unus vestrum, per vos, vel per alium, seu alios, etc.*, a sede apostolica deputato, dilectis sibi in Christo universis et singulis capellanis civitatis Lugdunensis vel eorum loca tenentibus, et Johanni Baconerii, publico auctoritate sacrosancte Romane ecclesie notario, salutem in omnium salvatorum et mandatis apostolicis firmiter et inviolabiliter obedire. Noveritis nos de novo recepisse mandatum venerabilis in Christo patris domini Bartholomei, Dei gratia Eduensis episcopi, exequtoris a sede apostolica deputati, ut supra, cujus tenor tenorem principalis commissionis continens sequitur in hunc modum :

Venerabili in Christo patri Domino Nicolao, Dei gratia Matisconensi episcopo, et religioso viro fratri Stephano, abbati Savigniacensi, Lugdunensis dyocesis, Bartholomeus, permissione divina episcopus Eduensis, exequtor unacum venerabilibus patribus dominis archiepiscopo Narbonensi et Carcassonensi episcopo, cum illa clausula : *Vos, vel duo, aut unus vestrum, per vos, vel per alium seu alios, etc.*, a sede apostolica deputatus, salutem in Domino. Litteras apostolicas nobis et dictis collegis nostris directas recepimus formam que sequitur continentes :

Bonifacius, episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Narbonensi et Carcassonensi ac Eduensi episcopis salutem et apostolicam benedictionem. Dudum considerantes attentius gravem dissensionis materiam ab olim exortam inter karissimum in Christo filium nostrum Philippum, regem Francorum illustrem, et dilectos filios cives Lugdunenses, ex una parte, et venerabilem fratrem nostrum archiepiscopum et dilectos filios capitulum Lugdunense, ex altera, occasione potissime appellationum seu ressorti, ut patrie verbis utamur, propter quod Lugdunensis civitas ecclesiastico supposita interdicto

et quam plures etiam dictorum civium erant excommunicationis vinculo innodati, et cupientes quod ad laudem Dei et prosperum ipsorum archiepiscopi et capituli ac etiam Lugdunensis ecclesie dictorumque regis et civitatis statum hujusmodi negocium felicem sortiretur effectum, volumus et per apostolica vobis scripta mandamus ut vos, vel duo, aut unus vestrum, in hujusmodi negocio procedentes, prefatis archiepiscopo et capitulo ac etiam personis Lugdunensis ecclesie supradicte ad spiritualia et temporalia, que tunc noscebantur extare, per vos plenarie restitutis et, amota etiam manu regis, prefatum interdictum auctoritate nostra suspendere studeretis, ita quod hujusmodi suspensio usque ad annum a festo Nativitatis Domini tunc veniente proximo inchoandum robur firmitatis stabilis optineret, ac illos ex civibus supradictis, qui premissorum occasione erant excommunicationis vinculo innodati, juxta formam ecclesie absolvere curaretis, injuncto quod esset de jure injunjendo eisdem; et nichillominus archiepiscopum, capitulum et cives predictos ex parte nostra citare perhemptorie curaretis, ut idem archiepiscopus personaliter, prefatum vero capitulum per duos ex ipso capitulo, dictique cives per procuratores ydoneos ad hoc specialiter constitutos et habentes plenum et sufficiens mandatum ac etiam ad tractandum, paciscendum et compromittendum et ad omnia alia et singula faciendum quod veri et legittimi procuratores possent facere et deberent, infra quadragesimam tunc primo venturam comparerent coram nobis, ut hujusmodi negocio, actore Domino, finis imponi valeret prout nobis videretur faciendum rationabiliter. Vos autem, fratres archiepiscope et episcope Carcassonensis, qui tunc archidiaconus Drocensis in Carnotensi ecclesia existebas, hujusmodi mandato nostro recepto in negocio procedentes inter alia que in predictis continebantur litteris, prefatum interdictum, juxta formam in eisdem litteris comprehensam, usque ad festum Natalis Domini tunc primo venturum suspendere curavistis, unde nos habentes cordi negocium supradictum et archiepiscopi et capituli et civium Lugdunensium predictorum tribulationibus et angustiis plurimis, quibus hactenus propter premissa eorum status periculosius fluctuarat, paterno compacientes affectu, et propter ea volentes eos quieti et animarum suarum saluti etiam providere, vobis per alias nostras litteras dedimus in mandatis ut prefatum interdictum a predicto festo Natalis Domini, usque ad alium festum Natalis ejusdem ex tunc proximo sequturum, vos, vel duo, aut unus vestrum, eadem auctoritate suspendere studeretis, protestationibus et appellationibus a partibus interjectis eisdem ac restitutionibus et aliis omnibus in prima suspensione contentis in suo robore duraturis, sicque vos archiepiscope Narbonnensis et Carcassonensis episcope, sicut premittitur, in negocio procedentes eodem, prefatum interdictum usque ad festum Nathalis Domini proximo preteritum juxta formam vobis creditam suspendere curavistis. Cum igitur negocium ipsum specialiter insideat cordi nostro, et propterea volentes archiepiscopi et capituli ac civium predictorum in hac parte quieti et ani-

marum profectibus providere, fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus memoratum interdictum a festo Purificationis beate Virginis proximo venturo usque ad aliud Purificationis festum proximo sequturum, vos, vel duo, aut unus vestrum, per vos, vel per alium seu alios, eadem auctoritate suspendere studeatis, protestationibus, appellationibus et restitutionibus supradictis, sicut prius in suo robore duraturis, et nichilominus archiepiscopum, capitulum et cives predictos ex parte nostra perhemptorie citare curetis, ut idem archiepiscopus personaliter, prefatum vero capitulum per duos ex ipso capitulo, dictique cives per procuratores ydoneos ad hoc specialiter constitutos et habentes plenum et sufficiens mandatum ac etiam ad tractandum, paciscendum et compromittendum et omnia alia et singula faciendum que veri et legittimi procuratores facere possunt et debent, infra tres menses a publicatione seu denunciatione presentium computandos, compareant coram nobis, ut hujusmodi negocio, actore Domino, finis imponi valeat prout nobis videbitur rationabiliter faciendum. Datum Lateranni, XV kalendas Februarii, pontificatus nostri anno quinto.

Cum igitur exequtioni mandati apostolici in dictis litteris apostolicis contenti ad presens personaliter vacare commode non possimus, nos super executione dicti mandati et super omnibus contentis in dictis litteris apostolicis quatenus nobis incombunt, vobis et vestrum cuilibet in solidum commitimus vices nostras, donec eas ad nos duxerimus revocandas. Datum apud Sanctum Dyonisium in Vallibus Cabilonensis dyocesis, die martis post *Letare Jherusalem*, anno Domini millesimo CC° nonagesimo nono.

Hujus igitur auctoritate mandati vobis dictis capellanis et vestrum cuilibet, vel vices vestras gerentibus, et tibi dicto Johanni Baconerii damus presentibus in mandatis quatinus significetis ex parte nostra, ymo verius apostolica, videlicet, vos capellani predicti, vel vices vestras gerentes, parrochianis vestris, prout subiciuntur vobis, quod vos per presentes litteras legendas vice nostra auctoritate predicta publice, per vos vel alterum ex vobis, seu aliquem alium pro vobis presentibus, in generali sermone, qui primo fiet in civitate Lugdunensi, et per te Johannem Baconerii antedictum in auditorio officialatus curie Lugdunensis, et nos dictus abbas personaliter in capitulo Lugdunensi, die veneris post festum beate Marie Magdalene, publicamus reverendo in Christo patri et domino H., Dei gratia archiepiscopo Lugdunensi, et procuratori suo et venerabilibus viris dominis capitulo Lugdunensi, necnon civibus Lugdunensibus mandatum apostolicum antedictum, et citamus eosdem perhemptorie per presentes litteras sigillatas sigillo nostro, juxta tenorem mandati apostolici supradicti, videlicet dictum dominum archiepiscopum Lugdunensem, ut ipse personaliter, dictum vero capitulum ut per duos ex ipso capitulo, cives vero Lugdunenses ut ipsi per procuratores ydoneos ad hoc specialiter constitutos et habentes plenum et sufficiens mandatum ac etiam ad tractandum, paciscendum et compromittendum et omnia alia et singula

faciendum que veri et legittimi procuratores facere possunt et debent, infra tres menses a publicatione seu denunciatione vel intimatione presentium computandos, compareant coram dicto Summo Pontifice, ut negocio quod coram eo vertitur inter dictos dominum archiepiscopum et capitulum Lugdunense, ex una parte, et dictos dominum regem et cives, ex altera, actore Domino, finis imponi valeat prout eidem videbitur faciendum. Super predictis et etiam super dictis publicatione, intimatione et citatione faciendis vobis nichilominus, in quantum possumus, auctoritate predicta in hac parte vices nostras specialiter committentes; de dictis autem publicatione, intimatione et citatione nos et dictum Summum Pontificem certificantes per appositionem sigillorum vestrorum in hiis presentibus litteris in signum exequti mandati nostri, ymo verius apostolici, faciendam et etiam per publicum instrumentum. Fuerunt autem littere suprascripte publicate et lecte ex parte dicti domini abbatis Savigniacensis presentis et mandantis in capitulo Lugdunensi, existentibus in dicto capitulo venerabilibus viris dominis decano Lugdunensi, preposito Forverii in ecclesia Lugdunensi, pluribusque canonicis Lugdunensibus, presentibusque discretis viris domino officiali Lugdunensi, domino P. de Vallibus, thesaurario Lugdunensi, domino Radulpho de Varey, legum professore, milite in dicta ecclesia Lugdunensi, et magistro Falcone Diderii, jurisperito, et notariis publicis infrascriptis, videlicet magistris Galtero Gileti de Longo Vico, Amedeo Galli de Grandi Monte, Hugone Chauchas de Sancto Habundo, et Johanne Baconerii de Lugduno, clericis, auctoritate sacrosancte Romane ecclesie publicis notariis, sub datam anni Domini M° CCC°, et diei veneris post festum beate Marie Magdalene, indictione XIII[a], pontificatus domini Bonifacii pape VIII anno sexto.

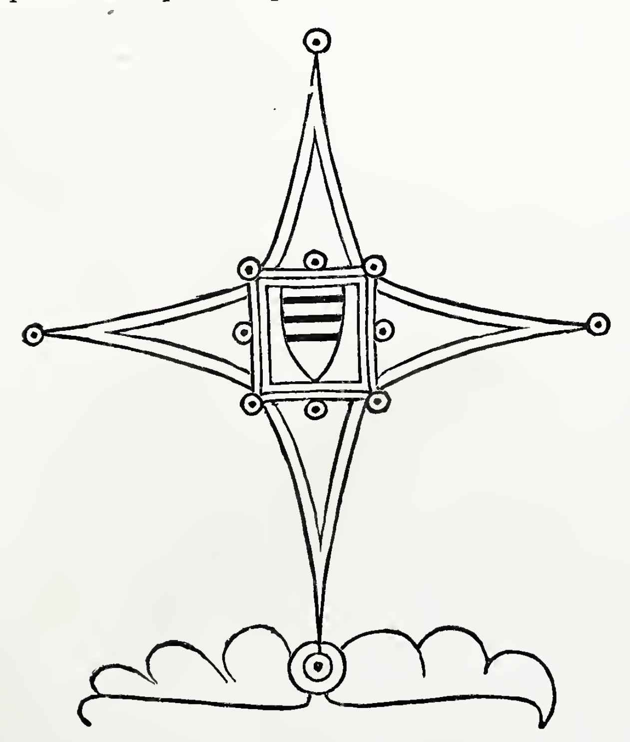
Item anno Domini millesimo trecentesimo, die veneris predicta, existentibus in curia domini officialis Lugdunensis discretis viris ipso domino officiali et sigilliferis ejusdem curie, necnon predictis magistris Galtero, Amedeo et Hugone, publicis notariis, et quampluribus clericis et laicis in dicta curia existentibus, et specialiter domino Johanne de Cabilone, procuratore dicti domini archiepiscopi Lugdunensis, ego prefatus Johannes Baconerii, clericus Lugdunensis, auctoritate apostolica publicus notarius, predictas litteras, facto silentio in dicta curia, legi et publicavi ibidem et citavi dictum dominum archiepiscopum et procuratorem ejusdem juxta formam litterarum superius, ut premittitur, descriptarum.

Item anno et die veneris supra proxime nominatis, prefatus dominus abbas Savigniacensis accessit personaliter ad capellam beati Jacobi de parrochia Sancti Nicecii Lugdunensis, et ibidem, in presentia nostrum prenominatorum notariorum et discretorum virorum dominorum Anselmi de Durchia et Humberti de Vallibus, legum professoribus, magistrorum Johannis Fabri et Johannis Albi, jurisperitorum. et quamplurium burgensium et civium civitatis Lugdunensis, videlicet Mathei Guidonis et Thome de Mura, Johannis de Forisio, Johannis de Fuer,

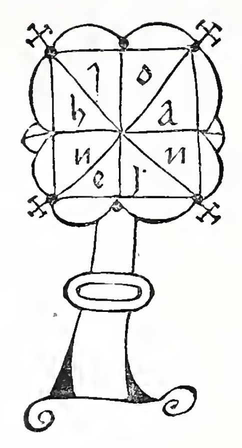
Johannis de Durchia majoris, Bartholomei Chivrer, Bernardi et Humberti de Varey, fratrum, Stephani de Ruppe Cisa, Stephani de Montilio, Poncii Varisson, Petri Dandartz, Rolleti de Belna, syndici, ut dicitur, civitatis et civium Lugdunensium, et quamplurium aliorum, citavit cives Lugdunenses juxta formam litterarum predictarum et legi et publicari fecit ibidem litteras superius annotatas.

Item anno domini proximo posito, die dominica post festum beatorum Jacobi et Christophori, existentibus in ecclesia Sancti Nicecii Lugdunensis, in pleno sermone, multitudine populi, clericorum, laycorum, hominum et mulierum, et specialiter me dicto Johanne Baconerii et Andrea de Kadrellis, clericis, publicis auctoritate apostolica notariis, Johanne de Doloymiaco, clerico, Petro Bonivardi, cive Lugdunensi, et quampluribus aliis, domnus Guillelmus Goyetz, presbiter chori Sancti Nicecii Lugdunensis, citavit cives Lugdunenses forma predicta.

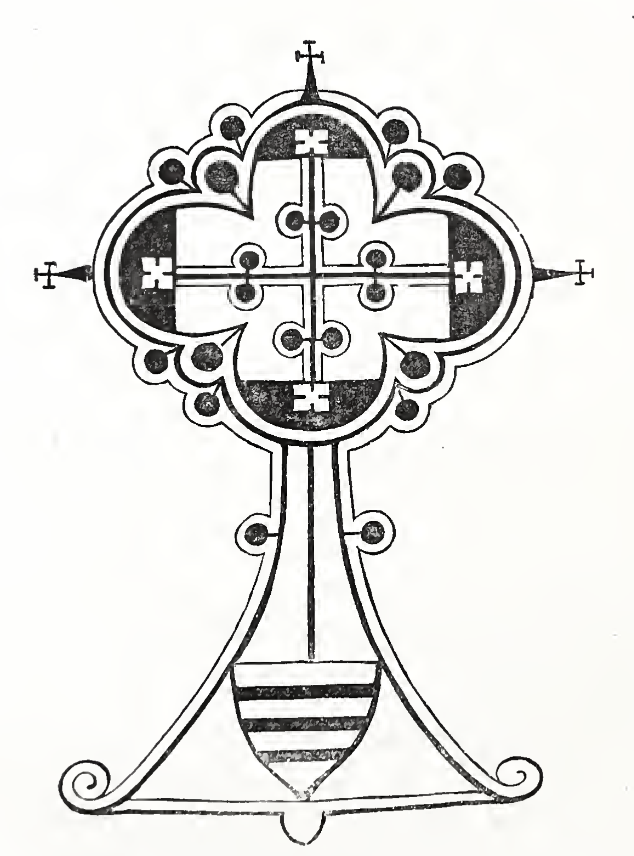
Item anno et die dominica proxime nominatis, existentibus in cymiterio Fratrum Predicatorum Lugduni fratre Philippo, priore, et quampluribus aliis fratribus conventus Lugdunensis et me dicto Johanne Baconerii una cum dicto Andrea de Kadrellis, domino Guillelmo Vulpati, preceptore pontis Rodani, donno Guicherdo Albi, presbitero chori Lugdunensis, Hugone de Frontana et dicto Johanne de Doloymiaco, clericis, et quampluribus civibus Lugdunensibus hominibus et mulieribus ibidem audientibus verbum Dei, frater Hugo Flamens, qui tunc temporis predicabat ibidem, intimavit et publicavit citationem predictam civibus supradictis ibidem presentibus. Actum et datum anno, diebus, locis et testibus presentibus quibus supra.



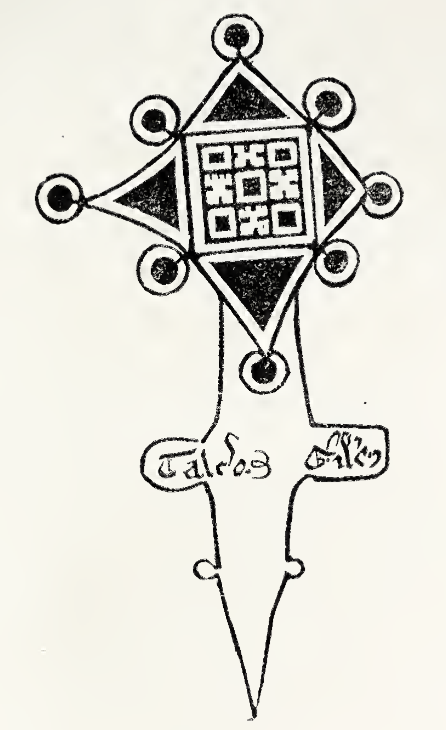
Ego vero Hugo Chauchas de Sancto Habundo, clericus, auctoritate apostolica publicus notarius, premissis recitatis et publicatis in capitulo, curia et capella presens interfui, presenti instrumento subscripsi et signo meo signavi rogatus.



Et ego Johannes Baconerii, clericus Lugdunensis, auctoritate apostolica publicus notarius, predictis habitis et citatis dictis diebus veneris et dominica in capitulo, curia, capella et aliis locis presens interfui presentique instrumento inde confecto subscripsi et signavi vocatus et rogatus. — *J. Bac.*



Et ego Amedeus Galos de Grandimonte, clericus Gebenensis dyocesis, auctoritate sacrosancte Romane ecclesie publicus notarius, premissis actis et recitatis dicta die veneris in capitulo, curia et capella predictis presens interfui et hic subscripsi et signo meo solito signavi vocatus et rogatus



Et ego Galterus Gileti, auctoritate apostolica publicus notarius, predictis habitis et recitatis dicta die veneris in capitulo, curia, capella presens interfui, presentique instrumento inde confecto subscripsi et signavi vocatus et rogatus. *Galterus.*

(Original. — Archives départementales du Rhône. — Fonds du chapitre métropolitain, Armoire Abram, vol. 13, nº 11.)

15

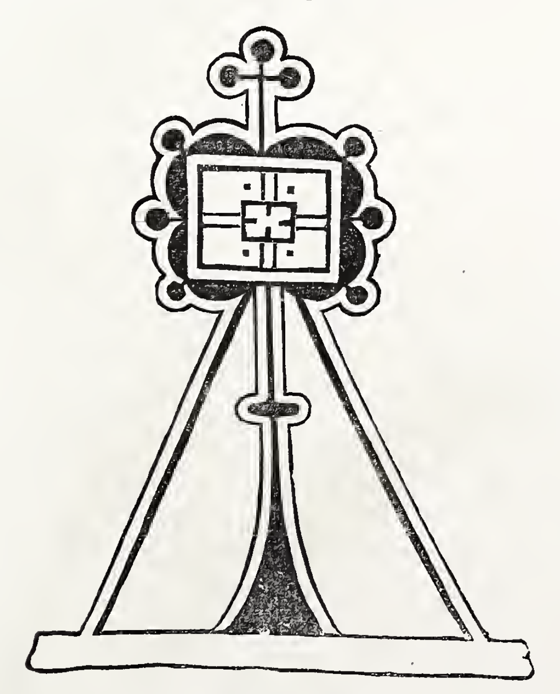
Syndicat ou procès verbal d'élection des conseillers de la ville de Lyon pour l'année 1301.

14 Octobre 1300.

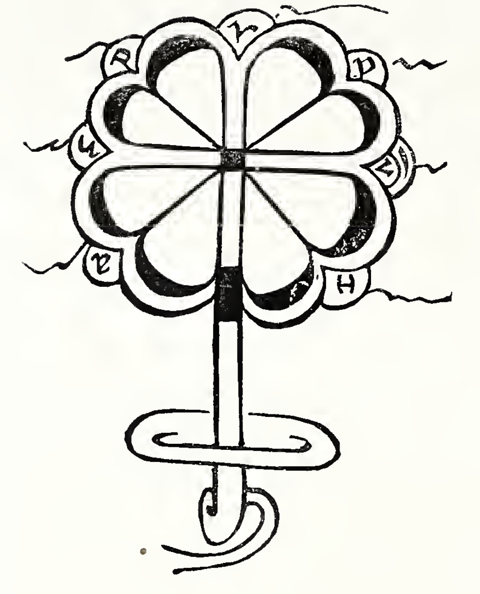
IN nomine Domini. Amen. Anno ejusdem M° tricentesimo, die veneris ante festum beati Luce evangeliste, indictione XIIII^a^, tempore domini Bonifacii, pape octavi, anno ipsius sexto, per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod in presencia nostri Hugonis Bochardi, Andree de Kadrellis et Hugonis Chauchar, clericorum, auctoritate sacrosancte Romane ecclesie publicorum notariorum, et testium scriptorum, convocata universitate civium civitatis Lugdunensis in ecclesia Sancti Nicecii Lugdunensis ad sonum grosse campane ipsius ecclesie solempniter, more solito, in qua quidem convocatione fuerunt presentes magna populi multitudo et etiam due partes civium civitatis predicte Lugdunensis, videlicet de melioribus et sapientibus dicte civitatis civium predictorum, ut prima facie videbatur, predicti, inquam, cives in predicta convocatione et congregatione in dicta ecclesia existentes, unanimiter et concorditer in presencia nostra dictorum notariorum publicorum, suis nominibus pro-

priis et nomine et ex parte totius universitatis predicte, faciunt, constituunt et ordinant suos et totius universitatis predicte procuratores, syndicos et nuncios speciales viros venerabiles et discretos dominum Humbertum de Vallibus, dominum Anselmum de Durchia, legum professores, Johannem de Fuer, Bartholomeum de Varey et Rolandum de Sancto Michaele, cives et habitatores Lugduni, et quemlibet ipsorum, ita quod non sit melior conditio occupantis et quod tres ex ipsis, vel quatuor, vel ipsi quinque facere inchoaverint, ipsi quinque, vel tres, aut quatuor ex ipsis, si ipsi quinque insimul non possent casu aliquo interesse, possint finire et ducere ad effectum, ad agendum, defendendum, impetrandum omnes litteras tam simplices quam legendas, et ad contradicendum et etiam ad tractandum lites et negocia civitatis et universitatis predicte, et ad pasciscendum, transigendum ac etiam componendum super litibus, controversiis, causis, querelis et negociis que vertuntur inter reverendum in Christo patrem et dominum dominum Henricum, Dei gratia archiepiscopum Lugdunensem, et discretos viros et venerabiles decanum et capitulum Lugdunense, ex una parte, et predictos cives et universitatem, ex altera, secundum quod ipsis quinque, seu quatuor, vel tribus ex ipsis procuratoribus et syndicis, si omnes quinque non possent insimul commode interesse, juxta tamen consilium consiliariorum serenissimi principis domini Philippi, Dei gratia Francorum regis, in Romana curia existentium, videbitur expedire, et ad appellandum et appellationes emissas et emittendas a quocumque seu quibuscumque prosequendum, cum quacunque persona, collegio et universitate, et precipue cum dicto domino archiepiscopo Lugdunensi et decano et capitulo supradictis, vel cum aliquo eorumdem, aut aliis personis quibuscumque, coram Summo Pontifice et coram aliis judicibus quibuscunque ecclesiasticis et secularibus, collegiis et universitatibus, tam in curia Romana quam in aliis locis quibuscumque. Dantes et concedentes predicti cives, qui presentes erant in convocatione et congregatione predictis et in ecclesia predicta, pro se et nominibus quibus supra, predictis nunciis procuratoribus suis et syndicis superius nominatis, aut quatuor vel tribus ex ipsis, si alii omnes interesse non possent, alias non, ut supra tactum est, generalem, plenam et liberam potestatem et speciale mandatum agendi, petendi, deffendendi, excipiendi, impetrandi, contradicendi et tractandi, appellandi, appellationes factas et faciendas et earum quamlibet prosequendi et etiam pasciscendi et componendi, non tamen compromittendi, super p... et quelibet predictorum modo et forma predictis, beneficium absolutionis dictorum civium et totius universitatis predicte petendi et impetrandi semel vel pluries, si necesse fuerit et viderint expedire, et generaliter omnia alia universa et singula faciendi ubicunque in predictis et circa predicta, que veri et legitimi procuratores et syndici facere possent et deberent, et que ipsi cives et universitas predicta facerent et facere possent si omnes presentes interessent. Insuper predicti cives, modo et forma et nominibus quibus supra, dant et concedunt suis pre-

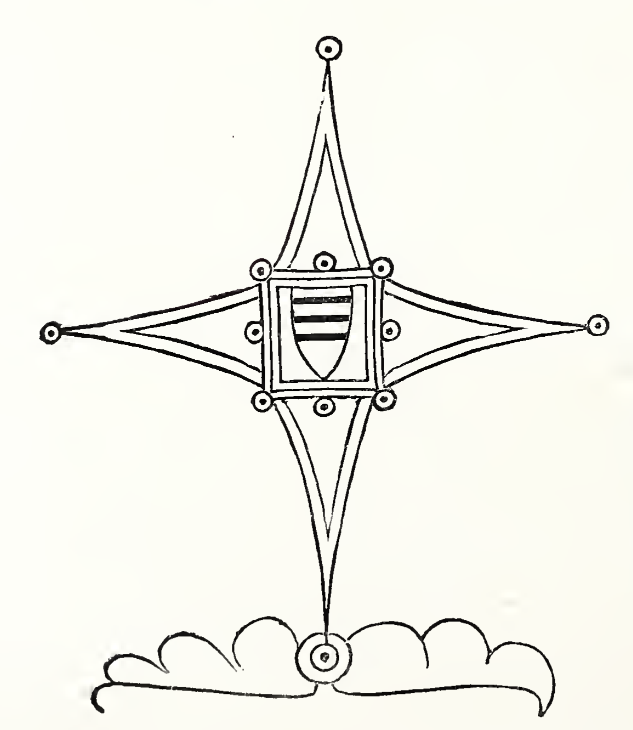
nominatis procuratoribus et sindicis, vel quatuor aut tribus ex ipsis, plenum et liberum et generale mandatum et plenam et liberam et generalem administrationem in predictis et super omnibus et singulis supradictis. Promittentes predicti cives, qui presentes erant, pro se et nomine et ex parte universitatis predicte, bona fide et sub ypotheca et obligatione omnium bonorum suorum et dicte universitatis presentium et futurorum, nobis dictis notariis, tamquam publicis personis stipulantibus sollempniter et recipientibus nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest vel intererit, quod ipsi et dicta universitas ratum et firmum habebunt et tenebunt perpetuo quod per dictos procuratores et syndicos suos, vel per quatuor aut tres, si omnes non possent commode interesse, factum, actum, petitum, appellatum, gestum, pacificatum et compositum modo predicto fuerit, seu etiam ordinatum in predictis et quolibet predictorum et circa predicta et quodlibet predictorum, et de rato habendo predicta et judicato solvendo, si necesse fuerit, cum omnibus suis clausulis ; relevantes predicti cives, ut supra et nominibus quibus supra, dictos procuratores et syndicos suos et quemlibet eorum ab omnibus satisdationibus et ab omni onere satisdationis cum omnibus suis clausulis universis et ab omni alia judiciaria satisdatione. Et hec omnibus quorum interest vel intererit volunt et mandant predicti cives tenore presentis instrumenti fieri manifesta. Actum Lugduni, anno, die et indictione quibus supra, in predicta ecclesia Sancti Nicecii Lugdunensis, presentibus donno Girardo de Bosco Petri, donno Petro Burganelli, vicariis dicte ecclesie Sancti Nicecii, et Petro Basterii, curie Viennensis l....., et pluribus aliis in dicta ecclesia existentibus testibus ad premissa vocatis. — Hugo Bochardi.



Ego autem supradictus Hugo Bochardi, clericus, auctoritate qua supra publicus notarius, premissis, prout superius continentur, per me una cum aliis prenominatis publicis notariis presens interfui, presensque publicum instrumentum inde confeci et signo meo signavi a dictis civibus rogatus.— Hugo Bochardi.



Ego vero Andreas de Kadrellis, clericus suprascriptus, auctoritate apostolica publicus notarius, qui premissis una cum suprascriptis publicis notariis presens interfui rogatus, huic instrumento publico manu propria subscripsi et signo meo signavi.



Ego vero Hugo Chauchar de Sancto Habundo, clericus, auctoritate qua supra publicus notarius, premissis una cum dictis publicis notariis presens interfui, presentique instrumento inde confecto subscripsi et signo meo signavi rogatus.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon. BB. 367.*)

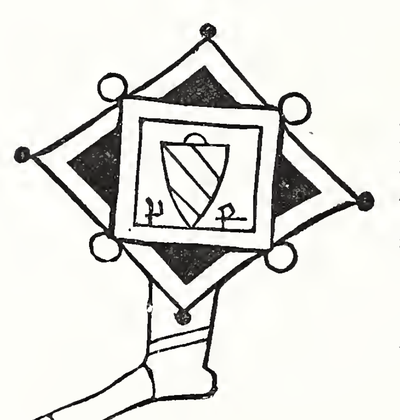
16

Protestation d'André des Echelles, prévôt de St-Just, contre l'occupation des portes de la ville de St-Just par Philippe de Pizay, courrier de Lyon pour le roi de France.

28 juillet 1302.

IN nomine domini. Amen. Anno ejusdem M° CCC° secundo, die sabbati post festum beatorum Jacobi et Christofori, indictione XV^a, pontificatus domini Bonifacii pape octavi anno ipsius octavo, per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod in mei presentia Petri Fillon de Montelupello, clerici, auctoritate apostolica publici notarii, et testium subscriptorum ad hoc vocatorum et rogatorum, personaliter constitutus venerabilis vir dominus Andreas de Scalis, prepositus ecclesie Sancti Justi Lugdunensis, presentibus etiam venerabilibus et discretis viris domino Hugone Bruni, obedienciario, domino Bosone de Langiis, dominis Guillelmo, Stephano, Bonino et Bernardo de Ryomo, Thoma de Polliaco, Hugone de Taney et Henrico d'Arz, canonicis ecclesie Sancti Justi Lugdunensis, necnon et Petro de Colomans, clerico, procuratore capituli Sancti Justi, idem prepositus pro se et dicto capitulo fecit requestas, que inferius subsequuntur, coram nobili viro domino Philippo de Pyseiz, milite, correario Lugduni pro domino rege Francorum : — In primis requisivit ipsum dominum correarium quod, cum custodia ville Sancti Justi et clavium portarum ville predicte ad dictum prepositum pertineant et omnis jurisdictio ratione sui officii, et idem correarius adduxerit et venire fecerit quamplures gentes armatas et cum armis in villa Sancti Justi predicti sine mandato, voluntate et licencia dicti prepositi, immo ipse, in quantum poterat, contradicente et renuente, ponendo ipsas gentes ad portas et posterlas dicte ville, et claves seu seras portarum dicte ville rupendo et alias claves ibidem de novo faciendo in prejudicium ecclesie Sancti Justi et privilegiorum suorum et dicti prepositi, ut amoveret seu amoveri faceret idem correarius dictas gentes armatas a dictis portis et posterlis dicte ville et dampna data per se et gentes suas emendaret et emendari faciat, maxime cum idem prepositus paratus esset custodire dictam villam et portas ejusdem taliter quod nullum dampnum seu periculum evenire posset ratione ipsius ville dicto domino regi seu gentibus suis nec civibus Lugduni seu civitati

Lugdunensi. Qui quidem correarius respondit quod predicta non faceret et quod quidquid ipse fecerat, fecerat, ut dicebat, pro dicto domino rege et nomine ipsius. Acta fuerunt hec in claustro Sancti Justi, in domo domini Bartholomei de Sancto Baldomerio, sacriste dicte ecclesie Sancti Justi, presentibus domino Johanne Cafignon, domino Johanne de Burgo Novo, capellanis perpetuis in dicta ecclesia Sancti Justi, donno Philiberto, curato dicte ecclesie Sancti Justi, Andrea Choleti, clerico, domino Giraudo de Comunes, canonico Lyngonensi et Eduensi, donno Durando de Sancto Luppo, donno Petro, curato Franche Ville, Hufredo de Corogneu, domicello, Johanne Garini de Sancto Juliano, Guillelmo de Scalis, domino Bartholomeo de Sancto Mauricio, presbitero, donno Petro, matriculario, presbiteris, Stephano de Langiis et Guicherdo de Ruppe, clericis, testibus ad premissa vocatis et rogatis.



Et ego prefatus Petrus Fillons de Montelupello, clericus, auctoritate apostolica publicus notarius, premissis interfui huicque publico instrumento manu propria subscripsi et signo meo signavi rogatus.

(Original. — Archives du Rhône. — Fonds de St-Just. — Liasse 12, n° 1.)

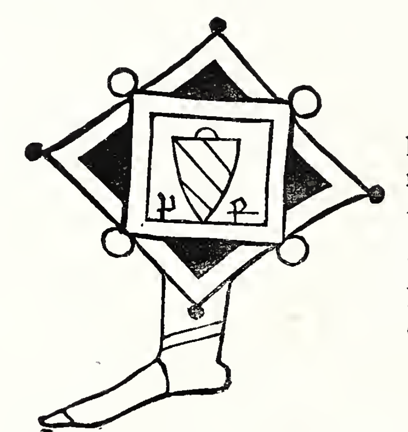
17

Protestations des chanoines de Saint Just contre l'occupation de leur cloître par les sergents de Geoffroy, seigneur de Berzé, chevalier, gardiateur de la ville et des citoyens de Lyon.

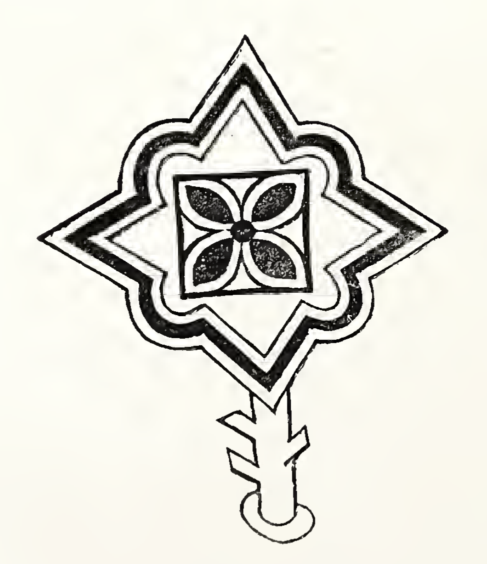
11 Août 1303.

IN nomine Domini. Amen. Anno ejusdem millesimo trecentesimo tertio, die dominica in crastino festi beati Laurencii martiris, indictione prima, pontificatus domini Bonifacii pape octavi anno ipsius novo, per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod in presencia nostrorum Petri Fillon de Montelupello et Stephani Poysat, clericorum, auctoritate apostolica publicorum notariorum, et testium subscriptorum ad hec specialiter vocatorum et rogatorum, accesserunt venerabiles viri dominus Andreas de Scalis, obedienciarius ecclesie Sancti Justi Lugdunensis, domini Petrus de Dargoria, Stephanus, Guillelmus et Bavinus de Ryomo, Hugo de Thaney, Henricus d'Arz, Johannes de Balma et Jacobus Caprarii, canonici dicte ecclesie Sancti Justi, pro se et aliis concanonicis suis capituli ejusdem ecclesie Sancti Justi predicte, ad nobilem virum dominum Gaufridum, dominum de Berziaco, militem, gardiatorem civitatis et civium Lugduni, requirendo ipsum gardiatorem quod, cum ipse gardiator, per se vel per alium, posuerit in claustro Sancti Justi predicti servientes suos et muniverit dictum claustrum, amovendo servientes dictorum obedienciarii et capituli de ipso claustro, aufferendo eisdem servientibus claves portarum dicti claustri in prejudicium dictorum obedienciarii et capituli, cum dominus rex Francie sic esset securus a dictis obedienciario et capitulo quod ratione dicti claustri nullum dampnum eveniat seu eveniret dicto domino regi, nec civibus, nec civitati Lugduni, et maxime cum ipsi obedienciarius et capitulum Sancti Justi predicti, sive canonici, capellani et clerici ejusdem loci extra dictum claustrum commorantes non possint dictum claustrum morari, nec accedere ad ecclesiam dicti loci, nec ponere blada et vina sua et alias res suas in dicto claustro, nisi de voluntate dictorum servientium qui custodiunt dictas claves dicti claustri, ut eisdem obedienciario et capitulo reddet et restituat dictas claves dicti claustri, ita quod libere intrare et exire valeant dictum claustrum et ecclesiam predictam, maxime cum ipsi sint parati bene et firmiter custodire claustrum suum predictum per gentes suas, ita et taliter quod ratione ipsius claustri dicto domino regi vel gentibus suis

eveniet nullum dampnum, alioquin sciat idem dominus gardiator quod se abstinere non poterunt quin cessent in dicta ecclesia Sancti Justi penitus a divinis. Qui gardiator respondit quod ipse miserat propter predictum erga dictum dominum regem nuntios suos, qui debent venire ex nunc usque ad octo dies, et tunc ipsis obedienciario et capitulo tantum respondebit quod eisdem debebit sufficere secundum requestam eorumdem. Acta fuerunt hec Lugduni, in domo Francecherie, quam inhabitat dictus gardiator, presentibus domino Gaufrido Bocardi, milite, domino Petro de Calcibus, doctore decretorum, donno Johanne Caffignon, capellano perpetuo in dicta ecclesia Sancti Justi, magistro Jacobo, clerico domini archiepiscopi Lugdunensis, et Stephano Magnarit, clerico, jurato et notario domini officialis Lugdunensis, et pluribus aliis ibidem astantibus.



Et ego prefatus Petrus Fillons de Montelupello, clericus, auctoritate apostolica publicus notarius, premisse requeste et aliis premissis una cum dicto Stephano Poysat, clerico, eadem auctoritate publico notario, presens interfui, presensque publicum instrumentum inde conscribi et signo meo signavi rogatus.



Et ego prefatus Stephanus Poysaz, clericus Lugdunensis, auctoritate apostolica publicus notarius, premissis requeste et responsioni una cum dicto Petro Fillon, eadem auctoritate publico notario, interfui, presenti instrumento subscripsi et signavi vocatus et rogatus.

(Original. — Archives du Rhône. — Fonds de Saint-Just. — N° 1.)

18

Lettres du roi Philippe-le-Bel aux bailli de Mâcon et juge du ressort de Lyon pour maintenir les citoyens de la ville de Lyon dans leurs priviléges, libertés et franchises.

10 Janvier 1304.

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et judici nostro superioritatis Lugduni vel ejus locum tenenti salutem. Ad supplicationem civium et habitatorum ville Lugduni mandamus vobis quatenus eosdem in suis privilegiis et libertatibus, franchesiis et saysinis, de quibus ipsos hactenus usos esse et fuisse pacifice noveritis, manuteneatis et conservetis, quodque in contrarium indebite factum fuisse reperietis in eorum prejudicium, ad statum pristinum et debitum reducentes ut ad vos videritis pertinere. Datum Parisiis, decima die Januarii, anno millesimo trecentesimo tertio.

(*Copie en forme authentique. — Archives de la ville de Lyon, AA. 4.*)

19

Priviléges accordés aux notaires de Lyon par l'archevêque Pierre de Savoie.

30 Décembre 1308.

NOS Petrus de Sabaudia, Dei, apostolice sedis gratia prime Lugdunensis ecclesie electus confirmatus, dilectis et fidelibus nostris universis officialatus Lugdunensis curie notariis et juratis pacem, gaudium et salutem. Quoniam multa facinora exquisitis fraudulosis coloribus per badellos secularis curie deputatos officio plerumque innocentibus infliguntur, non solum

pupillis, viduis, miserabilibus personis et diuturno morbo fatigatis, verum etiam hiis qui sedis archiepiscopalis juxta sui possibilitatem animi comoda faciunt et procurant juramento nobis fidelitatis astrictis, videlicet notariis et juratis curie officialis Lugdunensis, clamantibus : quod Deus apper... medicinam huic nostro vulneri ! Non permittens nos ita conteri ignoscentes, quorum plantus atque suspiria audientes, de infligatis eisdem injuriis condolentes, attendentes quod eisdem in contractibus fides omnimoda est concessa, qua de causa consentaneum est ut inter cetera artium in urbe officia quadam prerogativa fulgeant et honore pretextu laudabilis officii sibi dati; idcirco talibus prepositis et badellis immodice sevientibus volumus freni temperiem adhiberi. Hac igitur irrefragabili constitutione in perpetuum valitura duximus ordinandum ut nullus prepositus, vel badellus, seu quivis alius secularis, aliquem juratum vel notarium curie officialis Lugdunensis, quantumcunque aliquis ex eis criminosus dicatur, capere audeat vel manum apponere in personis vel bonis eorum sine mandato superioris speciali, furto, homicidio, proditione, falsitate et lese magestatis crimine, casibus duntaxat exceptis. In quibus vero casibus si fieri, quod absit ! contingeret, nostrum vel officialis nostri, qui pro tempore fuerit, volumus antecedere speciale mandatum, ut hiis saltim horis atque temporibus quibus eos a turbulenta observatione curie vaccari contingerit, se ad eorum domicilia transferentes, careant imperpetuum insidiis badellorum et vivant in transquillitate et pace per omnia vite sue curricula cum gaudio et salute ; eisque nichilominus indulgentes ut postquam aliquis receptus fuerit in dicte curie notarium vel juratum, quod a sibi commisso nullatenus privetur officio ejusdem aliquo colore quesito, nisi evidens causa et rationabilis id exposcat et de ea legictime sit convictus. Si quis autem notarius vel juratus pretermisso modo vel contra predicta ductus fuerit, quod absit ! in carcerem, eum tali libertate gaudere volumus imposterum, ut custos carceris, vel quivis alius, non teneatur nec possit ab eisdem notariis vel juratis sic inclusis vel captis, pretextu expensarum vel mengeylliarum, vel alterius cujuscunque impie consuetudinis, aliquid exigere vel ab eisdem aliquid extorquere quocumque colore quesito, sed ab eisdem sumptibus et expensis omnimode imposterum sint liberi et inmunes. Quicunque vero nostre constitutionis presentis transgressor inventus fuerit, officio suo sit privatus quousque passo injuriam ad arbitrium officialis nostri sufficiens prestetur emenda et operariis quibus caruit in prisione existens. Hoc addito quod si magnitudo criminis hoc exigat, tam diu transgressor carceri nostro detineatur inclusus, quousque ad arbitrium officialis nostri, qui pro tempore fuerit, passo injuriam, juxta conditionem persone, temeritas fuerit emendata, ut hac saltim censura justissimo formidine perterriti similia deinceps et in antea facere pertimescant. Quam quidem constitutionem et libertatem bona fide et in verbo veritatis pro nobis et successoribus nostris eisdem promittimus observare, et volumus quod publicetur in curia seculari, et ne pretextu ignorancie prepositi vel badelli

valeant imposterum se tueri. In cujus rei testimonium presens privilegium sigilli nostri munimine una cum sigillis curie officialis et curie secularis Lugduni duximus appositione muniri. Datum die lune ab Nativitate Domini, anno ejusdem M° CCC° octavo.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon.*)

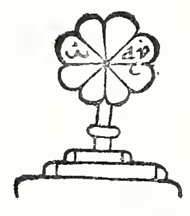
20

Procès-verbal de remise de la garde de la porte du Pont-Levis de St-Just aux citoyens de Lyon.

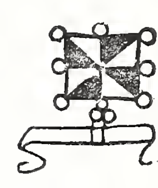
11 avril 1310.

NOS Bartholemeus de Jo, utriusque juris professor, officialis Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod anno Domini millesimo CCC° nono, die sabbati ante Ramos Palmarum, in presentia Guillelmi de Montagniaco et Petri de Porciaco, clericorum, curie nostre juratorum ad hoc a nobis deputatorum, accessit dominus Johannes de Castellario, prepositus Sancti Justi Lugdunensis, ad quamdam portam ville Sancti Justi predicti, que porta vocatur porta de Ponte Levato, ad quam portam expectabant ipsum dominum Johannem quidam cives Lugduni, videlicet Jaquemetus de Virga et Reymondus Ferrateri, qui tunc erant negociatores et edomadarii dicte civitatis, et secum ducebant clientes quamplurimos ad muniendum villam et portam Sancti Justi predicti, et dixit eisdem civibus quod ipse volebat quod dicti clientes sibi jurarent tanquam preposito ecclesie Sancti Justi predicti quod ipsi bene et fideliter villam et portas antedictas nomine suo proprio custodirent. Qui Jaquemetus et Raymondus, negociatores et septimanarii dicte civitatis, ut supra rectores dictorum clientum, juste petitioni dicti domini Johannis libenter annuentes, preceperunt dictis clientibus ut ipsi jurarent dicto domino Johanni, preposito dicte ecclesie, quod ipsi bene et fideliter custodirent villam et portam ante dictas nomine dicti domini Johannis, et quod eidem domino Johannis obedirent et ejus mandato quandiu existerent in villa Sancti Justi antedicta. Et hec omnia universa et singula supradicti clientes promiserunt et juraverunt in manu dicti domini

Johannis super sancta Dei euvangelia facere et pro posse suo totaliter adimplere, et dictam villam Sancti Justi predictam nomine dicti domini Johannis, prepositi dicte ecclesie, custodire. De quibus omnibus petiit dictus dominus Johannes a dictis juratis nostris sibi dari cartam, quam sibi concesserunt. In cujus rei testimonium, cum nobis constet de premissis per fidelem relationem dictorum juratorum nostrorum, qui nobis retulerunt omnia supra dicta ita esse, quibus fidem super hoc omnimodam adhibemus, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno et die quibus supra.



Et ego Guillelmus de Montagniaco, predictus juratus, premissis omnibus interfui et presentes litteras expedivi una cum Petro de Porciaco sub hoc signo meo.



Et Ego Petrus de Porceu, predictus juratus, premissis omnibus interfui et presentes litteras expedivi una cum Guillelmo de Montagniaco sub hoc signo meo.

(*Original. — Archives du Rhône. — Fonds de Saint-Just. — Liasse 12, nº 2.*)

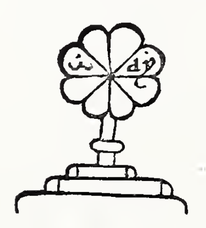
21

Procès-verbal de remise faite par le lieutenant du prévôt de St-Just de la maison du prieuré de St-Irénée aux citoyens de Lyon, qui voulaient la fortifier.

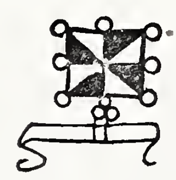
11 avril 1310.

NOS Bartholemeus de Jo, utriusque juris professor, officialis curie Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod in presencia Guillelmi de Montagniaco et Petri de Porciaco, clericorum, curie nostre juratorum ad hoc a nobis deputatorum, accessit Aymericus de Vanes, tenens locum domini Johannis de Castellario, prepositi Sancti Justi

Lugdunensis, ad domum seu prioratum Sancti Hyrenei Lugdunensis, quam domum seu prioratum cives Lugdunenses volebant munire et custodire; quibus civibus dictus Aymericus dixit quod ipse nolebat quod aliquis dictam domum seu prioratum muniret, nisi de mandato et voluntate domini Johannis de Castellario, prepositi Sancti Justi Lugdunensis, aut ejus locum tenentis. Propter quod ipse Aymericus interrogavit ipsos cives cujus nomine volebant et intendebant dictam domum seu prioratum munire et cum armis custodire. Qui cives respondentes eidem Aymerico dixerunt quod domum seu prioratum antedictum volebant munire et custodire ad honorem et comodum domini Johannis de Castellario predicti et de ipsius domini Johannis propria voluntate, et super hoc quindecim clientes a dictis civibus informati juraverunt super sancta Dei euvangelia se dictam domum et prioratum nomine dicti domini Johannis de Castellario, prepositi, fideliter custodire et eidem domino Johanni et ejus mandato in dicto loco totaliter obedire. De quibus omnibus petiit dictus Aymericus, tenens locum dicti domini Johannis, prepositi Sancti Justi predicti, a dictis juratis nostris sibi dari cartam, quam sibi concesserunt. In cujus rei testimonium, cum nobis constet de premissis per fidelem relationem dictorum juratorum nostrorum, qui nobis retullerunt omnia supradicta ita esse, quibus fidem omnimodam super hiis adhibemus, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno et die quibus supra (M.CCC.IX, die sabbati ante Ramos Palmarum).



Et ego Guillelmus de Montagniaco, predictus juratus, premissis omnibus interfui et presentes litteras expedivi una cum dicto Petro de Porciaco sub hoc signo meo.



Et Ego Petrus de Porciaco, predictus juratus, omnibus interfui et presentem litteram expedivi una cum dicto Guillelmo sub hoc signo meo.

(*Original. — Archives du Rhône. — Fonds de Saint-Just, liasse 12, n° 2. — Pièce cousue à la précédente,*

22

Lettres du roi Philippe-le-Bel au sénéchal de Lyon et à tous ses officiers de justice pour maintenir les citoyens de la ville de Lyon dans leurs possessions, franchises, libertés, droits, usages et coutumes.

8 Avril 1317.

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum et Navarie rex, senechallo Lugduni vel ejus locum tenenti ceterisque justiciariis nostris ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Mandamus vobis et cuilibet vestrum quatenus cives nostros et habitatores ville Lugduni in suis justis possessionibus, franchesiis, libertatibus, juribus, usibus et costumiis, in quibus ipsos et antecessores ipsorum fuisse et esse inveniatis, vocatis vocandis, manuteneatis et ab injuriis, violentiis, oppressionibus, vi armorum ac novitatibus indebitis quibuslibet deffendatis ac faciatis deffendi, si quas eis factas in personis aut bonis reperietis, ad statum pristinum et debitum reducendo celeriter et de plano, eosque favorabiliter et benigne tractetis, et super eis, qui habebunt agere coram vobis, cum celeri justitia expediatis eosdem. Datum Vitrici, die octava Aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo.

(*Copie en forme authentique. — Archives de la ville de Lyon, AA. 4.*)

23

Décision arbitrale de Jean de Long-Mont, maître de l'œuvre de Saint-Jean, entre les citoyens de Lyon et Gilet Beroud, au sujet d'une construction sur la voie publique.

16 Juillet 1320.

NOS Petrus de Eschalone, canonicus Valentinensis, officialis curie Lugdunensis, et nos Guillelmus de Ruppe, canonicus Lausanensis, judex curie secularis Lugdunensis, et Johannes Bertrandi, miles, correarius Lugdunensis pro domino Lugdunensi archiepiscopo et comite, notum facimus

universis presentes litteras inspecturis quod anno Domini M° CCC° vicesimo, cum Giletus Beroudi, poissonerius, civis Lugdunensis, construeret seu construi et edifficari faceret domum suam, quam ipse inhabitat Lugduni ante capellam beate Marie de Salneria, et quosdam gradus construeret et facere vellet extra et juxta murum dicte domus, per quos ad partem superiorem dicte domus ascensus et ingressus haberentur et habentur, et ad constructionem dictorum graduum se opponerent communitas et cives nomine ipsius civitatis Lugdunensis quamplures, dicentes quod dicti gradus in loco publico et in prejudicium rei publice et dicte communitatis civitatis Lugdunensis construebantur, quod facere dicto Gileto non licebat, ut dicebant. Tandem tractatu super hiis inter dictas habito partes, et magistro Johanne de Longo Monte, magistro operis Sancti Johannis Lugdunensis, per dictas partes super cognitione dicti debati, tanquam in talibus experto, vocato et presente, die mercurii ante festum beate Marie Magdalene, anno predicto, in presencia Guidonis de Brolio, clerici, publici notarii, mandati nostri curiarum nostrarum jurati ad hec a nobis deputati, presentibus dictis partibus et testibus infrascriptis, fuit concordatum inter cives Lugdunenses predictos et dictum Giletum Beroudi per modum infrascriptum et prout in quadam cedula scripta continente in lingua materna et vulgali concordiam infrascriptam et intentionem dictarum partium super dicto facto continetur; cujus cedule tenor sequitur et est talis :

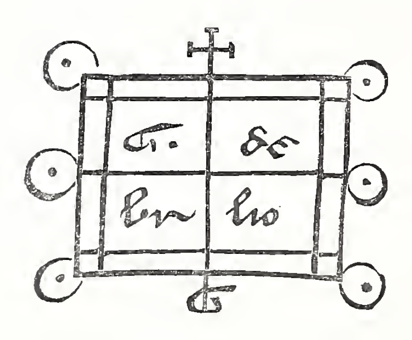
Des eschalers qu'il vut faire an sa maison li diz Gilez, devant Pescherie, an cete menere que li larges des eschalers seit de czinc asises que sont ou mur a l'anchant de la dicte maison desus lo sopie de vers la rue publique, et les asises sont saignié a on trait.

Item que li alungemant des dis eschalers seit de lonc qui est saigniez an la solei de l'usserie pour devers la dicte rue.

Item que li diz Gilez doit faire uns eschalers des l'anchant dou dit muret an tanques a lay l'anchant de sa maison de vers Sonne, et dou large des lodit muret an tanques a la parey de la dicte maison; et soint de pierre taillié. Et ce deit faire li diz Gilez a ses despans et pavy la dicte place et comblé jusque es dit eschalers a le gant de la charrere.

Et de hiis omnibus voluerunt, preceperunt et pecierunt dicti cives et Giletus a dicto notario jurato nostro dari et fieri cuilibet parti petenti litteras testimoniales sigillis curiarum nostrarum sigillandas. Actum Lugduni, in vico publico ante dictam domum dicti Gileti, presentibus Bartholomeo Caprarii, Bartholomeo Charretoni, Johanne Raymondi, Gaudemauro Flamanci, Humberto de Varey, Aquaria de Forisio seniore, Guillelmo de Varey majore et juniore, Guillelmo Grigneu, Johanne Grigneu et Bernardo Hugonis pro dicta communitate, et Jacobo Balbi, Johanne Borno et Johanne de Dyvione pro testibus, ac magistro Johanne, magistro operis Sancti Johannis Lugdunensis predicto, tanquam in hiis experto

ut supra, et pluribus aliis civibus Lugdunensibus ibidem astantibus ad hoc vocatis et rogatis, anno, die et loco predictis. In quorum omnium premissorum testimonium et robur, cum nobis constet de predictis per fidelem relationem dicti notarii jurati nostri, cui super hiis et aliis omnibus fidem plenariam adhibemus, presentibus litteris nos dictus officialis sigillum nostre curie, et nos dicti judex et correarius sigillum dicte curie secularis Lugdunensis duximus apponenda in testimonium premissorum. Actum et datum ut supra.



Et ego dictus Guido, juratus, et nomine ut supra tactum est premissis sic factis presens interfui et inde litteras presentes confeci et in eis signo meo signavi ad ea vocatus.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon.*)

24

Bref du pape Jean XXII, qui félicite le chapitre de Lyon de ce que la paix était rétablie entre lui, le roi de France et les citoyens de la ville.

15 Septembre 1320.

JOHANNES, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo ecclesie Lugdunensis salutem et apostolicam benedictionem. Ex tenore litterarum vestrarum, quas nuper cum jocunditate recepimus, noticie nostri apostolatus innotuit quod ecclesia Lugdunensis, que diutius fatigata laboribus, quietis tranquillitate caruerat, ad pacis erat dulcedinem, ad hoc venerabili fratri nostro archiepiscopo Lugdunensi, suorum amicorum assistente juvamine, restituta, inter vos et eundem archiepiscopum et carissimum in Christo filium nostrum Philippum, regem Francorum illustrem, ac populum Lugdunensem, concordie federe stabilito, super quo eo amplius vestram et dicti archiepis-

copi prudentiam commendamus quo desiderabilius concupimus, ut eadem ecclesia votive pacis prosperetur eventibus et honorifici status incrementis continuis augeatur. Datum Avinioni, XVII kalendas Octobris, pontificatus nostri anno quinto.

(Original scellé de la bulle en plomb du pape. — Archives départementales du Rhône, Armoire Abram, vol. 2, nº 7 bis.)

25

Accord entre les consuls de Lyon, d'une part, Humbert d'Albon et Humbert d'Avite, d'autre part, au sujet de la reconstruction d'une maison incendiée sise sur l'arc merveilleux du pont de Saône.

25 Mai et 2 Juillet 1340.

NOS Chabertus Hugonis, legum doctor, obedientiarius Sancti Justi, officialis Lugduni, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum nobilis Humbertus de Albone, domicellus, filius quondam domini Ludovici de Albone, militis, quondam defuncti, sponte sua vendiderit et titulo pure et perfecte venditionis tradiderit, vel quasi, cesserit et concesserit pro se et suis imperpetuum Humberto d'Avita, civi Lugduni, pretio ducentorum denariorum auri ad scutum, quandam plateam et locum existentem super pontem Sagone Lugduni a parte imperii et bore, qua parte situm est operatorium Humberti Hugonis, civis Lugduni; que platea sive locus tendit ab operatorio quod nunc tenet Joannes Tiboudi, mercerius, civis Lugduni, usque ad angulum muri magni arcus miraculosi pontis Sagone predicti, cum ipsius platee et loci ut supra venditi fondis, egressibus, usagiis, servitutibus, pertinentiis et apendentiis universis et columna lapidea super pilam dicti pontis existente, juxta arcum miraculosum, etiam cum omni jure edificandi et reedificandi et reparandi in platea et loco predictis operatoria et estagia, prout erant ante combustionem et destructionem operatoriorum et estagiorum ibidem ante dictam combustionem edificatorum, et cum omni alio jure et actione, quod et quam dictus venditor habebat et habere poterat in eisdem, prout hec in litteris super hujusmodi venditionem confectis

plenius continetur; dictusque Humbertus d'Avita in dictis platea et loco reedificare proposuisset operatoria et estagia, prout antea erant ante destructionem et combustionem dictorum operatorium, super pontem predictum et in loco et platea predictis, nisi per consules, sindicos et procuratores dicte civitatis Lugduni super hoc impeditus fuisset; qui consules, sindici et procuratores dicte civitatis adversus et contra dictum Humbertum d'Avita et edificium per ipsum faciendum se oposuerunt, allegantes et dicentes quod per edificium in predictis platea et loco faciendum dictus pons, arcus et pila predicti futuris temporibus damnum et deteriorationem non modicum, lesionem et jacturam exinde et cives et habitatores Lugduni dannum non modicum, lesionem et jacturam possent in futurum sustinere, allegantes et dicentes dictum Humbertum non posse nec liceri eidem edificari in platea et loco predictis pluribus causis quas dicebant; et propterea dicti consules, sindici et procuratores dicte civitatis dictos locum et plateam per nobilem virum dominum Hugonem de Marsiaco, militem, garderium regium civitatis et civium predictorum, saisiri et ad manum regiam poni fecerunt et procuraverunt, et dicto Humberto d'Avita inhiberi ne in predictis platea et loco edificaret et faceret aliquid, aut facere vel edificare procuraret. Postque dictus Humbertus d'Avita per alios amicos suos rogare fecit et procuravit consules, consiliarios et sindicos dicte civitatis et civium predictorum ne ipsum Humbertum d'Avita vellent impedire in edificatione, reedificatione, reparatione et constructione dictorum operatoriorum, si vellent pati et eidem concedere reedificationem operatoriorum et stagiorum predictorum, cum dicta edificatio, reparatio et constructio sit et procedat ad decus et honorem dictorum platee et civitatis et ad commodum civium et habitantium in dicta civitate, nisi sibi cederit ad ipsius Humberti d'Avita maximum incommodum atque damnum, idemque Humbertus d'Avita paratus est et erat bene stare ordinationi ipsorum consulum et sindicorum. Tandem dicti consules et sindici, habita inter se super hiis matura deliberatione, volentes jura dicte civitatis et communitatis Lugduni suo posse servare illesa et dictum Humbertum d'Avita eorum concivem favorabiliter pertractare, ac bonum, utilitatem et decus dicte civitatis, civium et habitantium in eadem procurare et augmentare et ipsius Humberti damnis et incommodis obviare, ordinaverunt et volunt ac cum dicto Humberto d'Avita convenerunt et concordaverunt ac eidem Humberto d'Avita favorabiliter concesserunt et annuaverunt quod dictus Humbertus d'Avita et dictus Humbertus de Albone, a quo dictus Humbertus d'Avita causam habet, se obligent erga dictos consules et sindicos dicte civitatis et promittant pro se et suis heredibus et successoribus universis et singularibus per juramenta sua et sub obligatione bonorum suorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum, et specialiter dictorum operatoriorum reedificandorum et construendorum, quod ipsi dictos pilam et arcum dicti pontis, super quibus edificare, reedificare et construere intendit dictus Humbertus d'Avita, qui arcus

et pila sunt de presenti sani et integri et sine lesione, ruptura et corruptione et damno aliquibus, prout ipsi Humbertus d'Avita et Humbertus de Albone sponte sua et ex certa sciencia confitentur et etiam cuilibet in talibus experto apparet et potest aparere, in eque bono statu seu meliori in quo nunc sunt manutenebunt et servabunt, et quod si in aliquo pejorarentur vel deteriorarentur, lederentur vel damnificarentur dicta pila et arcus dicti pontis, conjunctim vel divisim, nunc vel imposterum, quacunque et qualitercunque ratione et occasione edificationis, reedificationis et constructionis per dictum Humbertum d'Avita in dictis platea et loco faciendarum, quod ipsi promittant ut supra illam pejorationem et deteriorationem, damnum et lesionem incontinenti reparari et refici facere, ipsorum Humberti de Albone et Humberti d'Avita et suorum propriis sumptibus et expensis, totiens et quotiens aliqua pejoratio, deterioratio, disruptio, damnum vel ruptura in dictis pila et arcu inveniebit et erit occasione ponderis et edificii per dictum Humbertum d'Avita super dictos arcum et pilam dicti pontis et in loco et platea predictis faciendi et imponendi, et ratione et ex causa dictorum operatoriorum construendorum prout supra, damnaque, interesse et constamenta et expensas que, quos et quas dicti consules, sindici et procuratores dicte civitatis communitatis, qui nunc sunt aut pro tempore fuerunt, civesque et habitatores dicte civitatis facerent aut sustinerent aut incurrerent ratione premissorum non attendorum, promittant ut supra eisdem consulibus, sindicis et procuratoribus, qui pro tempore fuerunt, solvere, reddere, restituere et resercire quotiescunque super his per dictos consules, sindicos et procuratores vel alterum eorumdem dicte civitatis fuerunt requisiti, et quod saisina et manus regia et alia impedimenta in loco et platea predictis ad instanciam dictorum consulum, sindicorum et procuratorum dicte civitas et communitatis tollantur et removeantur, et quod dictus Humbertus d'Avita et sui heredes et successores possint et eis liceat in dictis loco et platea dicta operatoria et pilari sive columnari super pilam dicti arcus miraculosi positam reparare, et super eis et in aliis locis dicti arcus consuetos trabes, bochetos et ligna mittere, ponere et accomodare, et super edificare operatoria et stagia predicta, et edificata, constructa et reparata tenere et habere prout et quemadmodum erant ante destructionem et combustionem predictas.

Hinc est quod dictus Humbertus de Albone, domicellus, ac Humbertus d'Avita, civis Lugduni predictus, constituti coram domino Jacobo Jordani, auctoritate apostolica publico notario, mandato nostro curieque jurato ad hec a nobis deputato, et testibus infrascriptis, scientes, prudentes et spontanei, non vi, non metu, non dolo ad hoc inducti, nullo errore lapsi, non decepti, non cohacti nec ab aliquo circonventi, sed de jure et facto suis ad plenum, ut asserunt, certiorati et informati, nolens dictus Humbertus de Albone dictum Humbertum d'Avita ab ipso causam habentem in reparatione, reedificatione et constructione dictorum operatoriorum impediri nec in aliquo ad manum suam fore lesum vel deceptum,

volens eidem Humberto d'Avita agnoscere bonam fidem, et pro utilitate dicti Humberti d'Avita stare ordinationi, concordie et conventionibus predictis superius annotatis, etc.; et dictus Humbertus d'Avita et ipse Humbertus de Albone, nolentes predictis pile, arcui, ponti, civitati, civibus et habitatoribus Lugduni propter factum dicti Humberti d'Avita a dicto domicello jus habentis prejudicium generari, confitentes et asserentes, presente dicto notario stipulante et recipiente vice, nomine et ad opus dictorum consulum, civium et habitatorum omniumque aliorum quorum interest, intererit et interesse poterit, etiam dictus Humbertus d'Avita, presentibus Matheo de Mura, Joanne de Mura, Hugonino Grigneu, Aynardo de Villa Nova, Gilleto de Cuisello, Joanne Panczuti, Andrea Baculi et Bartholomeo Le Viste, civibus Lugdunensibus, consulibus, stipulantibus et recipientibus vice, nomine et ad opus dictorum civium et habitatorum Lugdunensium, premissa omnia et singula fore vera, promiserunt et promittunt pro se et heredibus et successoribus universis et singularibus, quos ad hoc obligant et astringunt per juramenta sua super sancta Dei evangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium et immobilium, presentium et futurorum, et specialiter dictorum et operatoriorum uterque eorum insolum, videlicet dictus Humbertus de Albone, dicto notario et jurato stipulanti et recipienti vice, nomine et ad opus dicti Humberti d'Avita et dicti Humberti de Albone, et Humbertus d'Avita, eidem notario stipulanti et recipienti vice, nomine et ad opus dictorum consiliariorum, sindicorum et procuratorum civitatis et civium Lugduni et omnium et singulorum aliorum quorum interest, intererit aut interesse poterit in futurum, et dictus Humbertus d'Avita dictis consulibus presentibus, stipulantibus et recipientibus ut supra, omnia predicta universa et singula, prout superius describuntur, facere, tenere, attendere, complere et inviolabiliter observare fieri, teneri, attendi, compleri et inviolabiliter observari facere cum effectu, et contra predicta vel aliqua de predictis, per se vel per alium, facto vel verbo, in judicio vel extra judicium, decetero non venire, nec contra ire volenti in aliquo consentire, et quod ad hec tenenda, servanda et complenda et inviolabiliter observanda se et bona sua mobilia et immobilia, presentia et futura, quocunque existentia, obligant, ypotecant et astringunt, et volunt esse expresse obligata et astricta.

Non est tamen intentionis dicti Humberti de Albone nec dicti Humberti d'Avita quod propter presentem promissionem et obligationem, vel aliqua de premissis, fiat nec intelligatur esse facta aliqua novatio de et super obligationibus olim concessis et initis inter dictos cives et consiliarios, sindicos et procuratores dicte civitatis et dominum Henricum de Albone, et inter ipsos Humbertum de Albone et Humbertum d'Avita, ratione, causa et occasione operatoriorum alias per dictum avum constructorum et venditionis predicte facte per dictum Humbertum de Albone Humberto d'Avita antedicto in uno; dictas obligationes, pactiones et

conventiones vult et expresse consentit dictus Humbertus de Albone in suo robore permanere et habere efficacem valorem. Supponentes, submittentes et subjicientes se dicti Humbertus de Albone et Humbertus d'Avita et heredes et successores suos universos et singulos et eorum bona, uterque in solidum, quantum ad predicta attendenda, tenenda, complenda et observanda, juridictioni, districtui, compulsioni et potestati domini nostri regis Francorum, ballivi et cancellarii Matisconensis baillivie et cujuslibet ipsorum presentium et futurorum et curie secularis Lugduni, volentes et consentientes compelli per utramque curiarum et jurisdictionum predictarum insimul et divisim, uno eodem contextu temporis et diversis, ita quod executio unius ipsarum curiarum non impediat reliquam, nec reliqua reliquam, et quod possint conveniri et compelli per dictos dominum ballivum et cancellarium ac eorum locatenentium et autoritate litterarum suarum Lugduni residentium et in curia burgi Insule Barbare vel alibi, ubi cives ressentiam suam habent, nec idem Humbertus de Albone et Humbertus d'Avita aut sui heredes resentiam aliquam valeant quomodolibet allegare nec allegantes exaudiri ; illa constitutione sacro aprobanti consilio et quavis alia non obstante; non obstante etiam jure dicente quod ubi judicium ceptum fuerit ibi finem accipere debeat; juribus ecclesiasticis, statutis, ordinationibus aut consuetudinibus in contrarium editis et edendis, factis et faciendis non obstantibus quibuscunque, quibus omnibus et singulis renuntiant specialiter et expresse. Renuntiantes insuper dicti Humbertus de Albone et Humbertus d'Avita pro se et suis predictis in hoc facto, certa sciencia et per juramenta sua exceptioni omnium et singulorum predictorum ut scripta sunt bene, rite et legitime non actorum et non ita actorum, doli, mali, metus et in factum actioni; omni lesioni, deceptioni, circonventioni, fraudi, gravamini et errori, conditioni vel ex injusta causa et conditioni ob causam ; juri per quod deceptis in contractibus subvenitur; juri dicenti confessionem extra judicium et non coram suo judice factam non valere; juri dicenti plus valet quod agitur quam quod similate concipitur; beneficio legum de tempore quadrimestri; constitutioni de duobus reis debenti; constitutioni presente utroque, quam communalibus et decennalibus judicibus et aliis quibuscunque a domino rege et personis aliis quibuscunque impetratis et impetrandis, concessis et concedendis sub quacunque forma verborum ; omni relaxationi et dispensationi juramenti ; omnibus appellationis et supplicationis remediis; juri dicenti subjicienti se aliene jurisdictioni ante litem contestatam penitere posse; juri dicenti ne quis pro una et eadem causa ad diversa judicia trahi possit; omni in integrum restitutionis ex quacunque causa et clausula beneficio; implorationi officii judicis, petitioni et oblationi libelli, litis contestationi, copie presentium et omni juri canonico, consuetudinario et civili sibi competenti et competituro ad veniendum contra predicta vel aliqua ex predictis, jurique dicenti generalem renuntiationem non valere, nisi precesserit specialis. In

quorum omnium premissorum et singulorum robur et testimonium, ad preces et requisitionem dictorum Humberti de Albone et Humberti d'Avita nobis pro ipsis oblatas per dictum notarium juratum nostrum, cui super his et majoribus fidem plenariam adhibemus, sigillum nostrum presentibus litteris duximus aponendum. Actum, quo ad dictum Humbertum de Albone, in domo quam inhabitat venerabilis et discretus vir dominus Jacobus Fabri, legum doctor, in claustro Lugduni, presentibus dicto domino Jacobo Fabri, venerabili et discreto viro domino Joanne de Lay, legum doctore, Stephano de Albone, clerico, et Bartholomeo Bruneti alias de Varey, cive Lugduni, testibus ad hec vocatis et rogatis, die vicesima nona mensis Maii; et quo ad dictum Humbertum d'Avita, in capella beati Jacobi prope Sanctum Nicetium Lugduni, ubi consilium civium Lugduni teneri consuevit, presentibus discreto viro magistro Petro Jordani, jureperito, et dicto Bartholomeo Bruneti, testibus ad hec vocatis et rogatis, die secunda mensis Julii, anno Domini millesimo tercentesimo quadragesimo.

J. Jordani.

(*Archives de la ville de Lyon. — Copie, série D. D.*)

28

Lettres du roi Jean octroyant aux habitants de Lyon deux deniers pour livre sur tout ce qui vendrait dans leur ville, pour subvenir aux dépenses nécessitées par les fortifications.

3 Mai 1351.

JOHANNES, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos in considerationem debitam deducentes veram obedienciam et fidelitatem civium et habitatorum civitatis Lugdunensis, qui predecessoribus nostris atque nobis et carissimo primogenito nostro Karolo, Dalphino Viennensi, quamplurima grata servicia impenderunt et adhuc speramus in posterum impensuros, et insuper attendentes grandia et multiplicia onera que ipsi, tam pro reparatione et clausura dicte civitatis et fortificatione ejusdem, que est in regni nostri confinibus situata, quam pro aliis serviciis dictis predecessoribus nostris guerrarum tempore, et aliis neccessitatibus

dicte ville habuerunt hactenus et adhuc habent presentialiter sustinere, que onera ob diminutionem focorum et personarum in dicta villa commorantium, de quibus fuit in causa epidimie mortalitas, que nuper in illis partibus exolevit, ipsi cives et habitatores non possunt, ut dicunt, comode supportare, nisi per nos provideatur eisdem de aliquo remedio gracioso. Eisdem hoc volentibus et requirentibus, sicut alias per predecessores nostros eis, ut asserunt, concessum extitit, tenore presentium concedimus de gratia speciali quod ipsi, hinc ad quinque annos a data presentium computandos, possint ab omnibus vendentibus et ementibus mercationes suas et victualia in villa seu civitate predicta et infra clausuram ipsius unum denarium pro libra a vendente et unum alium ab emente exigere et levare, ita tamen quod illud quod levabunt in fortiffìcatione, repparatione et clausura ac aliis neccessitatibus ipsius civitatis et ville, et non in aliis usibus, convertatur, et quod illi qui ad levandum impositionem predictam per consules et cives ipsius ville deputabuntur semel in anno quolibet bonum et legale compotum eisdem reddere teneantur. Mandantes baillivo Matisconensi et judici ressorti Lugdunensis ceterisque justiciariis nostris dicte baillivie vel eorum loca tenentibus quatinus dictos cives et habitatores ville et civitatis predicte presenti nostra gracia uti et gaudere faciant et permittant, et quod ipsos in ejus executione non impediant sive permittant quomodolibet impediri. In cujus rei testimonium nostrum presentibus fecimus apponi sigillum. Datum Parisius, die III[a] Madii, anno Domini millesimo CCC° quinquagesimo primo.

Per consilium, de mandato regis : *Berens.*

(*Original. — Archives de la ville de Lyon.*)

29

Syndicat au procès-verbal d'election des conseillers de la ville de Lyon pour l'année 1353.

19 Décembre 1352.

IN nomine Domini. Amen. Noverit modernorum prosperitas ac agnoscat futurorum posteritas ad quorum noticiam pervenerit hoc presens publicum instrumentum quod anno incarnationis dominice currente millesimo CCC° quinquagesimo secundo, die Mercurii ante festum Nativitatis Domini, que fuit

decima nona mensis Decembris, circa horam tertie, serenissimo principe domino Johanne, Dei gratia Francorum rege, regnante, in presentia mei notarii publici et testium subscriptorum, pulsata magna campana in ecclesia Sancti Nicecii Lugdunensis, ut moris est, ad populum universitatis civitatis Lugdunensis ibidem congregandum, congregatoque ob hoc dicto populo pro majori et saniori parte dicte civitatis pro infrascriptis peragendis, discretus vir magister Petrus Girerdini, jurisperitus et civis Lugdunensis, tradito sibi prius per quosdam consules dicte universitatis quodam folio papireo clauso pluribus sigillis, que dicebantur esse sigilla triginta magistrorum ministeriorum et artificiorum infrascriptorum sigillato et intercluso, ipsoque folio de voluntate et unanimi consensu dicti populi ibidem existentis per ipsum magistrum Petrum apperto, quasdam litteras in ipso folio papiris scriptas et contenta in eodem de voluntate et consensu quibus supra legit publice et in generali ac alta voce et intelligibili linga materna, coram me notario publico et testibus infrascriptis et populo supradicto publicavit. Quorum quidem litterarum et contentorum in dicto folio papiris tenor sequitur et est talis :

In nomine Domini. Amen. Lettres se ferant del papa, du bailliaje de Mascon, del bourc de l'Ila Barbra, de l'official et de la cort seculer de Lian, de celui ou de celos que li conseillors ci-dessoz escriz voudrant una ou pluseurs, ou de touz se il volent, que li puobles de l'unniversita de Lian assemblas en l'egliesi de Sant Nisies al son de la grossa campanna, en la manieri acoustuma, pour eppublier, nonmar et establir los conseillors et purvoors sus los fas de la dicta universita, del conseil, volunta et consentiment del mestros des mestiers de la dicta cita, czo est a saveor : Henri Cordier et Johan Panczut, drappiers; Jehan de Durchi..... Humbert Barral, Jaquemins Lumbars, merciers; Matheu de la Mura, Hugonin Crigneu, t..... li, peletiers; Michelet Panczut, Guillelmon Fouver..... ons, Anthoyno de Sanc Cicairo, taverniers; Thomas Brunel, Guillemet de Perey, penne.....; ..... Rambert, escoffiers; Pieros Perreton, Guillemet de P... aux, panetiers; Jehans Eynars, Jehan de Boint, tondors et codurers; Martin de Bugni, Aquaria d'Avenay, chapuis; P... Dous Amans, herbergeors et berbiers; Guicherdet de la Cauta, Peronet Dorers, meiseliers; Michelet Bonno, Vincent Guiars, pescheors; Guillemin li Potiers, Pero li Doriers, potiers et.....; Andreu Bonins, Pero de Belgua, autrament Pereion, ferratiers; li quauls mestres des mestiers ant ita esleuz per los conseillors, qui cetui an ant governa, segunt czo que conmis leur est par le pueble de la dicta universita, fant et ordenent conseillors de la dicta cita, des le jour de chalendes qui sera mil CCCLII, tant que le jour de chalendes qui sera mil CCCLIII, czo est assaveir: Johan du Nyevro, Peronins de Beleis, Johan de la Mura, Johan de Durchi lo joino, Tievent Chastel Viel, Hugonin de Vaux, Aquaria Barral, Berthet de Villa Nova, Lyonnart de Varey, Guillemon Fornier, Bernart de Varey et Johennin de

Varey, el quauz li diz mestres des mestiers et li pueblos assemblas yci, comme dit est, per elos et per toz les atros de la dicta universita et communita, donant pleinna puissanci et especial conmandament de elos assemblar ensamblo, lay ou lour semblera bon, por conseillier, pourveir et ordenar es faiz et es negocios del dit pueblo, toz los jours et toutes les houres que leur pleira, durant le dit termen, el non de la dicta universita, en leur enjoignant que il vignant toz los vendros et los atros jours que ay lour semblera bon et sera necessaro ou profitablo, en la chappella de Sant Jaquemo ou ailleurs, lay out il voudrant, devers matin, et yqui itant, ensi conme il est acoustuma, et autres houres, ensi conme les besoignes charrant, por entendre, parlar et ruminar sus los faiz de la dicta universita, pourveir, conseillier et ordenar conmunalment et singulerment es diz habitans fealment et leyalment, sanz prejudicio d'alcun, segont que les besoignes requierent et il porrant bonnament.

Item donnent aus diz conseilleurs ou a la majour partia puissanci de demandar, retinre, deffendre per elos ou per aucuns, un ou plusors deputas ou deputa per la majour partie de ellos, czo qui appartindra a la dicta universita, ou qui leur sereit deu, tant per lo temps passa tant conme per cetuy an qui ores comence, por qualque causa que ce seit, et de quittar, composar et comprometre et fere acordies sur le fait de la dicta universita, si comme bon leur semblera, et mes de fere impositions una ou plusours per elos ou per ceuls que li majours partia de elos ant deputa, toutes les veis que leur semblera necessarro por la dicta universita entre les habitans de la dicta cita, en tal manieri et quantes veis conme leur semblera bon, expedient, necessaro ou profitablo por la dicta universita, mais que il seit del conseil et de la volunta de la majoure partia des diz mestros des mestiers.

Item donent li diz pueblos et mestros des mestiers por elos et por touz los atros de la dicta cita et universita ous diz conseillors ou a la mayour partia d'icelos plein pueir de fere, substituir, constituir, avoy puissanci de substitution por la dicta cita et el non de la dicta universita, sindicos ou procurors, un ou plusors, a pleidier, demandar, requerir en toz jugement et fors de jugement, et donnar tout poveir qui en jugement est necessarro, seit en cour de papa ou de rey et en autres, et demandar los us, franchises et libertés de la dicta cita, et les pouvres gens de la dicta cita deffendre et emparar en leur drey, especialment de toutes injustices et oppressions, et a recovrar czo qui encores est deu de les tailles vielles et noves ou autres impositions, et de touz deuz al comun et de toutes chouses autres qui serant a fere, a pleidier por le fait de la dicta conmunita et universita, et revocar celos et fere atros totes veis et quantes veis leur semblera bon, et donner tant grant et tant fors poveir conme il voudrant a faire les dictes chouses, tot es deppeins comuns.

Item volont li diz pueblos et mestros des mestiers el nons que dessus et

enjoignent aus diz conseillers que il, aviron un meis de la fin de leur terme, elisant mestros de mestiers por l'atro an a venir, li qual mestros ou li mayour.... devant eslire los conseillers et eppublier le conseil por l'atro an adonques advenir.

Item volunt que li diz conseillers prenant un sage ou pluseurs, se mestier en ant, au despens de la dicta cita, liquaux..... doivent ..... conseiller por li pleidier et pourveir por la dicta universita quant mestiers sera, et farant li diz conseillers des semainers chascuna semanna ensi come ... est acostuma.

Item volunt et ordonent el non que dessus que li coffre en quey itet li grant seelz de la dicta cita yteit chies Humbert Hugo dit Barral, et de les clés gardeit una Jehan de Nyevro, et la secunda gardeit Jehan de la Mura, et la tierci gardeit Peronin de Beleis, et la quarta gardeit Lyonnart de Varey.

Item volunt li diz pueblos et mestros des mestiers el non que dessus que tuit cis qui ant receu por tailles ou autrament deners por la dicta universita des l'an M CCC XL et no tantque oudit... non ant soffisament, deivant rendre contio pardevant Jehan de Nyevro, Johan de Durchi lo joyno, Michelet Panczut, Anthoino de Sant Cicarro, ou a la major partia d'ecelos, et cils puissant approvar... les diz contios, segunt que bon lour senblera, et contraindre les recovrours a rendre les diz contios et puissant quittar celos qui ant recept einsi conme dit est, mes que ce seit totes veis del consentement de la majour partia deuz diz conseillors; et tot ce qui se trovera que l'en deit de remanant des diz contios devant baillier el comandement desdiz conseillors, et devant aveir receu los dit centios dedens lo jour de la Touz Sans prochain avenir, et que li diz re...rs des contios jurant sur sant evangilo que il efarant bien et leialment et a bonna diligenci dedens ledit temps.

Item volunt li diz pueblos et mestros des mestiers el non que dessus que se l'on fet tost a aucun povre citiein de la dicta cita ou a autro, liquau tort fusse cogneus per los diz conseillors et ay tocheit ledit comun, qui li diz conseillors lo puissant fere siegre et menar es depens comuns duchi que ayseit adrecia czo que tochent lo fait comun; et a ce que li chousa en seit mieux faiti et li menus pueblos et autres soubstenuz en leurs dreiz mieux qu'il n'on aut el temps passa, volent et ordenent li diz pueblos et mestros des mestiers el nons que dessus que li diz conseillors puissant eslire dos ou treis covignables homes des meillours de la cita, se il povent, et tantost a salaro, tal conme leur semblera bon, sur lo comun, li qual serant tenuz de menar a fin et metre a exeqution, einsi conme il porrant bonament tot czo qui leur sera enjoint et comanda par ledit conseil sur le fait de la dicta comunita, et oultra faire plusors petites besoignes qui sovent aviegnent, a les quas li diz conseillors ne povent alcuna veis vacar a la... et le profit del dit comun, et serant apella li diz esleuz exequtours del dit conseil, et serant tenuz de venir au conseil quant li diz conseillors los apelerunt.

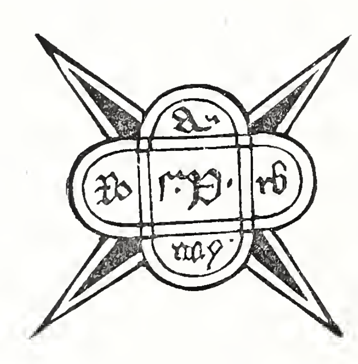
Item volunt et ordenent li diz pueblos et mestros des mestiers el nons que dessus que li diz conseillors eslisant una bonna persona por visitar sovent les portes, murs, terrex et atres clousures de la dicta cita, desay lo pont et delay, quant ay sera covignablo, afin que les dictes portes, murs et terrex seiant soustenuz al depens comuns et leur bon estat et non empirier ne perdu per ruyna ne par atro mal gouvernement.

Item preient et requierent li diz pueblos et mestros des mestiers aus conseillors qui ant ita des chalendes passées jusques a present, que il metant bonna diligenci, par le plus tot que il porrant bonnament apres ceta publication, conment li conseillors ci-dessus esleuz faisant le sairiment et prenant la chargi a ellos enjointi por l'an advenir, en tal manieri que li cita ne remanet senz conseil et par defaut de ceux ne prenet domajos li dicta cita, citieins et habitans.

Item toutes les veis que en cistui present sindical parlé des mestros des mestiers et des conseillors ay, est entendu que li majour partia douz diz mestros ou conseillors povent et deivent fere tot ce que tuit li mestres et conseillors jadi et poveir ayant li diz conseillors de fere toz los faiz et negoces de la dicta universita et tot ce qui puet apartenir a bon et a sant entendement; et promettent li diz pueblos en bona fey et sur l'obligation de leurs biens, les chouses dessus dictes atendre et tenir et contre ycelles non venir, et ces chouses dessus dictes et chascuna d'ycelles fant, ordenent et establissent li diz pueblos et mestros des mestiers es nuns que dessus en la meillour manieri et fourme qu'il povent et ant acóstuma, sanz prejudicio de qualque souverin, outra la manieri acostuma. Et volent et consentent li diz pueblos et mestros des mestiers que de ce se faisant si bones et si fors lettres conme l'en pourra..... tant soulament segunt czo qui est trescript, mes segunt que puet estre li entention de czo qui est ci escript au profit de la dicta universita sanz frainti ou prejudicio d'autruy.

Quibus si quidem litteris sic lectis, publicatis..., populus predictus ibidem existens pro majori et saniori parte dicte civitatis, ad interrogationem dicti magistri Petri Girerdini, scienter et sponte predicta omnia et singula in dictis litteris et folio pap..... lectis contenta voluit et concessit unanimiter et eisdem consentit specialiter et expresse, nemine discrepante. Idemque populus et universitas pro majori et saniori parte in loco predicto, ut dictum est...., ad sonum campane predicte, sponte sua et ex certa sciencia faciunt et constituunt, creant et ordinant consules dicte civitatis et universitatis superius nominatos, prout et per modum per quem in dicto folio d... sigil... sigillato ut supra continetur et est scriptum ; dantes et concedentes dicti populus et universitas prout supra dictis consulibus superius nominatis et pro majori parte eorumdem plenam, generalem et liberam potestatem ac mandatum speciale in omnibus et per omnia ac per omnia sua capitula, prout et quemadmodum superius continetur et in dicta cedula seu folio est descriptum; promittentes dicti populus et universitas, prout supra, bona fide

prestita et sub obligatione et ypotheca rerum et bonorum suorum et dicte universitatis, coram me notario et testibus infrascriptis, tanquam publica persona stipulante et recipiente nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest et intererit in futurum, se ratum, gratum et firmum plenarie et perpetuo habituros et soluturos quicquid per dictos consules factum et ordinatum, impositum et taxatum fuerit et alias ut superius est descriptum, et predicta omnia et singula superius descripta facere, tenere, attendere et complere cum effectu ac inviolabiliter observare et contra ea vel aliqua ex eis aliqualiter non facere vel venire; et hec omnibus et singulis quorum interest et intererit volunt et mandant tenore presentium fieri manifesta. De et a quibus siquidem lectione, voluntate, concessione et consensu constituen. et aliis omnibus et singulis ut supra factis et contentis petiit idem magister Petrus et volunt et concesserunt dicti populus et universitas a me notario infrascripto sibi, ad opus dicte universitatis ac omnium aliorum et singulorum quorum interest, intererit aut interesse poterit in futurum, dari et fieri cartam testimonialem seu publicum instrumentum, quod sibi concessi et expedivi ut inferius continetur. Acta fuerunt hec Lugduni, in ecclesia predicta Sancti Nicetii, anno, die et hora quibus supra, presentibus dominis Guillelmo Grilleti, Bartholomeo Vulpil ac Petro de Bona, capellanis dicte ecclesie, Durando Bona Pila, Guillelmo de Varenis, notario, cum pluribus aliis ad premissa rogatis testibus.



Et ego vero Petrus de Rothonayo, clericus, publicus imperiali et regia auctoritatibus notarius et curiarum Lugduni juratus, premissis publicationi, lectioni, voluntati, concessioni et constitutioni ac aliis omnibus supradictis, dum sic agerentur, presens fui cum ceteris supradictis, presensque publicum instrumentum inde confeci manuque mea propria scripsi et in eo me subscripsi ac signo meo signavi requisitus et rogatus.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon. — B.B. 367.*)

30

Procès-verbal de la remise faite par le bailly de Mâcon aux consuls de Lyon de clés des portes de la dite ville.

17 Décembre 1353.

NOVERINT universi presentes litteras inspecturi quod, quia in compositione postremo facta inter recordationis inclite dominum regem Francie, ex una parte, et dominos archiepiscopum, decanum et capitulum ac cives et habitatores Lugduni, qui tunc erant, ex altera, de et super civitate Lugduni et jurisdictione ejusdem, actum et concordatum extitit quod dominus rex et ejus ballivus Matisconensis, qui foret pro tempore, guerre suspicionis vel presomptionis tempore aut alia necessitatis eminentis causa, possit habere et tenere claves et custodiam clavium et portarum dicte civitatis Lugdunensis, prout in ipsa compositione latius continetur, consules ipsius civitatis nuper ad requestam nostri Nicolai Ayn, domini nostri regis consiliarii ejusque baillivi Matisconensis, occasione guerre in partibus vicinis civitatis predicte sperate, discreto viro magistro Hugoni de Petrosa, jurisperito, locum nostrum tenenti, ad hoc Lugdunum per nos misso, claves portarum dicte civitatis tradidissent, ipso locum nostrum tenente asserente tempus et locum adesse traditionis dictarum clavium juxta formam compositionis predicte, ipseque locum nostrum tenens ipsas claves custodiendas Matheo de Mura et Hugonino de Vallibus, civibus Lugduni, custodiendas tradidisset et ipsarum portarum predictarum custodiam ex parte regia commisisset; hinc est quod nos attendentes causam, ob quam claves predicte fuerunt, ut predicitur, tradite, cessare de presenti, claves predictas et ipsarum ac dictarum portarum custodiam Leonardo de Varey, Bernardo de Varey, Joannino de Varey, Perrino de Bellicio, Joanni de Nevro, Hugoni de Vallibus, Joanni de Durchia, dicto Bulat, et Stephano de Castro Veteri, civibus et consulibus dicte civitatis coram nobis presentibus, tradidimus et redidimus per ipsos, durante tempore regiminis consulatus predicti et subsequentis per suceessores consules dicte civitatis tenendas, custodiendas et habendas, juxta morem solitum, absque prejudicio compositonis prefate, protestantibus tamen dictis consulibus quod si et in casu in quo per nos facta non esset quod fieri debet et circa formam traditionis clavium in dicta compositione regis comprehense, quod dictis consu-

libus et civibus non possit prejudicare nec obesse. Datum in domo regia de Rodanna, die martis ante festum beati Thome apostoli, anno domini milesimo trecentesimo quinquagesimo tertio.

Per dominum ballivum, teste suo signo, *Chacen.*

(*Copie. — Archives de la ville de Lyon. EE. 30 provisoire*).

31

Syndicat ou procès-verbal de l'élection des conseillers de la ville de Lyon pour l'année 1356.

18 Décembre 1355.

IN nomine Domini. Amen. Lettres se ferant del papa, del balliage de Mascon, del borc de l'Ila-Barbra, de l'oficial et de la cort secular de Lyon, de celluy ou de celles que ly conceliur cy dessobuz escrit vudrant, una ou plusours, ou de tous, se yl volent, que ly pueblos de la universita de Lyon assenblas en l'eglesi de Sans Nises al son de la grossa campanna, en la maneri acostuma, pour espublier, nomar et establir los conseilliours et porveours sus los fas de la dicta universita, del consel, volunta et consentimen dous mestros dous mestiers de la dicta cita, czo est asaveir : Jacquemet.... Johan de San Triver, drappiers; Johan de Vergier, Andr..., changeours; Acharian Baral, Jaquemin Lonbart, merciers; Mathieu de Fuers, Thomas de Vareys, peletiers; Michelet Panczu, Franceys Paqual, sauners; Reymon de .....nna, Hugonet de Charentay, peures; Hugonin de Vaux, Guillaume de Varey dit Ploton, terrers; Bartholemeu Clerc, Perenes ly Ballatiers, taverniers; Mathieu Luquet, lo gran Johan, ecoffiers; Guillemet de Preaux, Pieron Bochan, panetiers; Johan de Borc, Guienet Segretan, tondeurs et cuderers; Martin de Bugni, Acharia .....nay, chappuys; Jaquemet de Vaux, Jean Ferrol, abergeours et barbiers; Jacquemet Neyrot, Jean Dorer dit Porchet, meyseliers; Michelet Bornio, Jaquemet Vincen, pechours; Pieron Pauza, Piero Bonart, poters et dorers; Perenet Moyran, Andrieu Boguin, ferratiers, fant et ordennan conseillours de la dicta cita, deys lo jorn des chalendes, qui serantz M CCC LV, juques au jorn des chalendes qui serantz M CCC LVI, czo et asaveir :

Humbert Hugo ditz Baral, Johan de Durchi, de la rua Vendran, Perenin de Beleys, Bernert de Varey, Juenin de Varey, Johan de Monteus, Anthoyno de Durchi, Guillaume de Varey ditz Ploton, Johan de la Mura lo viel, Johan de Vaux, Mathieu de Fuer et Johan de Durchi ditz Bullotz, esquaus ly dit mestre dous mestiers et ly pueblos assemblas yci, comme dit est, per elos et por tous les atros de la dicta universita et communita, donnent pleyna puyssanci et especial commandamen de ellos assemblar ensemblo, lay ou l'en semblera bon, por consellier, porveir et ordenar eus fas et eus negotious del dit pueblo, tous los jorns et totes les eures que leur pleyra, duran lo ditz termen, el non de la dicta universita, et leur enjoignent que il vignantz tous los veindros et los atros jorns que leur semblera bon et sera neccessero ou profittablo, en la chapella de San Jaquemo ou allours, lay ou il vudrant, devers matin, et yqui ytant, einsi comme yl est acostuma et autres heures, ysy comme les besoignes charant, por entendre, parlar et ruminar sus los fas de la dicta universita, pourveir, consellier et ordenar comunalement et singulalmentz eux dis habitans feyalmen et leyalmen seins prejudicio d'alcon, segont que les besoignes requieront et yl porrant bonnamem.

Item donnent aus dis conseilleurs ou a la mayor partia puyssanci de demandar, recivre, deffendre por ellos ou por aucons, un ou pluseurs deputas ou deputa por la mayor partia d'ellos, czo qui apartindra a la dicta universita et qui leur sera deuz, tan per lo temps passa comme per setuy an, qui ores commensetz, per qualque causa que czo seyt, et de quittar, conprometre et composar et fere acordies suz los fas de la dicta univerita, sy comme bon leur senblera, et mes de fere impositions, una ou plussours, per ellos ou per cellos que ly mayours partia d'ellos arit deputa, totes les veys que leur semblera neccessero por la dicta universita, entre los habitans de la dicta cita, en tal maneri et quantes veys comme leur semblera bon, expedien, neccessero et profitablo por la dicta universita, maque que czo seyt dou conscentimen et volunta de la mayor partia dous mestro dous mestiers.

Iem .....nt ly dit mestro dous mestiers et pueblos por ellos et por tous les atros de la dicta cita et universita eus dis conselliers ou a la mayor partia d'icellos plein poyer de fere, sustituir et constituir, avoy puyssanci de sustitution por la dicta cita et ou non de la dicta universita, sindicos ou procurours, un ou pluseurs, et deys a des fant procurours los conseillours dessus nommas et chascon porlo toutz, avoy puyssanci de sustituir, apleydoier, demandar et requerir en tous jugimens et for de jugimen, et donnar toutz poyer qui en jugimen est necesseros, seyt en cort de papa ou de rey et en autres, et demandar los us, franchises et lybertés de la dicta cita, et les povres gens de la dicta cita deffendre et enparar en leur dres, especialmen de totes injustices et oppressions, et a recovrar czo qui est encores deu de les tailles vielles et noves ou autres impositions, et de tous deus ou common, et de totes choses autres qui serant a fere apleydeer por los fas de la

dicta universita, et revocar cellos et fere atros totes veys et quantes veys leur semblera bon, et donnar tan fort et tan gran poir comme yl vudrant a fere les dictes choses toutz au despens commons.

Item volont que ly dit conseillieurs tignant por ellos conseillier a la dicta universita mosse Martin de la Balma, mosse Johan Lo Vito, et mestro Piero Girardin, ly qual devant conseillier et serant tenu de conseillier los dis conseillieours et universita por salero competen, eus depens commons, contra tous atros, et faran ly dit consellieur des semanners chascuna semanna, ysy comme yl est acostuma.

Item volont et ordennen ou non que dessus que ly coffres eu qual ytet ly grans seiaus de la dicta cita yteit chiez Humbert Hugo di Baral, et de les clés gardeit la premeri Berners de Varey, la segonda Perenins de Beleys, la tierci Johans de Montieus et la quarta Johans de Vaux.

Item volont ly dit pueblos et mestro dous mestiers ou non que dessus que tuyt cil qui ant receu por taillies ou atramen denners por la dicta universita deys l'an M CCC XLIX jusques oren dreit, qui conta n'evant suffisalmen, deyvant rendre contio par davan Michelet Panczu, Henri Corder, Johan de Durchi dit Bullot et Bertholemeu de Peryssieu ou a la majour partia d'icellos, et cyl puyssant approvar ou reprovar lo dis contious segont que bon leur semblera, et contreindre los recovrours a rendre los dis contious, et puyssant quittar cellos qui ant recept, ysy comme dit est, mays que czo seit del conscentimen de la majour partia dous dis consellieurs, et toutz czo qui se troveratz que l'on deit dou remanen dous dis contious devant baillier ou comandamen dous dis conselliours, et devant aveir recieu los dis contious dedens la festa de de la Tossans prochanement avenir, et que ly dit recevour dous dis contious jurant sus sans avangelos que yl en farant bein et leyalmen et a bonna diligenci dedens lo dit temp.

Item volont ly dit pueblos et mestro dous mestiers ou non que dessus que se l'on fet tort a acon povro citiein de la dicta cita ou a atro, ly quaus tors fut cogneyssans par les dis consellieours et que y tochet lo dit common, que ly dit conselliour lo puyssant fere syegre et menar aus depens commons duchi que aiseyt adressia czo qui tocherit lo fet common ; et per czo que ly chosa en seit mieus fet et ly menus pueblos et atro sustenu en leurs dres mieus que n'en ou temps passa, volont et ordennent ly dit pueblos et mestro dous mestiers ou non que dessus, que ly dit consellieour puyssant esliere dos ou treys convignables hommeus dous meilliours de la cita, se yl poyent, et tantost a salero tal comme lour semblera bon sus lo common, ly qual serant tenu de menar a fin et metre a execution, ysy comme il porrant bonnamen, toutz czo que leur sera enjoingnit et commanda par los dis conselliours sus los fas de la dicta communita, et outra fere plusours pitites besoignes qui soven avignent, a les qualles ly dit conselliour ne poyent acuna veys vacar a latz et ou profict doudit common, et serant appella

ly dit esleu executour dou dit consel et serant tenu de venir ou consel quan ly dit conselliour los appellerant.

Item volont et ordennent ly dit pueblos et mestro dous mestiers ou non que dessus que ly dit conselliour esliesant una bonna personna por visitar soven les portes, mours, terriaus et autres closures de la dicta cita, de saylo pontz et de lay, quan y serat convignablo, afin que les dictes portes, mours, terriaus seyant sustenu aus despens commons et en leur bon estat et non empirier ne perdu par ruyna ne par atro mal governamem.

Item pryent et requieront ly dit pueblos et mestro dous mestiers ous consellious qui ant yta deys chalendes passés juques à presen, que yl metant bonna diligenci por lo plus toust que yl porrant bonnamem apres cesta publication, commen ly consellieur cy dessus eslieus feysant lo seyrimen et preignant la charge a ellos enjoingniti por l'an avenir, en tal maneri que ly cita ne remagnet seins consel et par deffaut de ceuz ne preignet damajo ly dicta cita, citieins et habitans.

Item totes le veys que en setuy presen sentical parlet dous mestros dous mestiers ou dous consellious ay, est entendu que ly mayours partia dous dis mestros et consellious poyent et deyvent fere toutz ce que tuit ly mestre et conselliour ja dit et poyer aiant li dit conselliour de fere tous los fas et negocio de la dicta cita et universita, toutz czo qui peut appartenir a bon et a santz entendimen ; et prometont ly dis pueblos en bonna fey et sus l'obligation de leurs beins les choses dessus dictes atendre et tenir et contra ysselles non venir, et les choses dessus dictes te chascuna d'icelles fant, ordennen et establissent ly dit pueblos et mestro dous mestiers ou non que dessus en la meleur maneri et forma que yl poyent et ant acostuma, seins prejudicio de qulque soveran, outra la maneri acostuma. Et volont et conscinto ly dit pueblos et mestro dous mestiers que de czo se fasant sy bonnes et sy fors lettres comme l'on porratz et non pas tan sulamen segont czo qui est ysy escrit, mes segont czo que puet estre ly entencions de czo qui est cy escrit ou proffict, de la dicta universita, seins frainti ou prejudicio d'atruy.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon. — BB. 367.*)

32

Syndicat ou procès verbal d'election des conseillers de la ville de Lyon pour l'année 1359.

22 Décembre 1358.

IN nomine Domini. Amen. Per presens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter quod anno Domini millesimo CCC° quinquagesimo octavo, vicesima secunda die mensis Decembris, hora meridiana vel circa, indictione undecima, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Innocentii, divina providentia pape VI, anno sexto, in nostrum notariorum publicorum et testium subscriptorum presentia, pulsata campana magna in ecclesia Sancti Nicetii Lugdunensis, ut moris est, ad populum universitatis civitatis Lugdunensis ibidem congregandum, congregatoque ibidem dicto populo pro majori et saniori parte pro infrascriptis peragendis, discretus vir magister Petrus Girerdini, jurisperitus, quodam folio papireo clauso pluribusque sigillis, que dicebantur esse sigilla magistrorum ministeriorum infrascriptorum, sigillato, quod in manibus suis tenebat, per ipsum magistrum Girerdini prius aperto, quasdam litteras in ipso folio papireo scriptas de voluntate et consensu dicti populi ibidem existentis legit publice et in generali et alta voce intelligibi, linga materna, coram nobis notariis publicis et testibus infrascriptis coram populo supradicto, quarum quidem litterarum tenor sequitur in hec verba :

In nomine Domini. Amen. Letres se farant del pape, del bailliage de Mascon, del borc de l'Ila Barbra, del official de la cort secular de Lion, de seluy ou de seles que li conseilleeurs ci dessoubs escript voudront, una ou plusours, ou de touz se il volent, que li puebles de la universita de Lion assemblas en l'eglisi de Sant Nicies, al son de la grossa campana, en la maniere acostuma, pour espublier, nomar et establir li conseillours et pourveours sus les faitz de la dicta universita, del conseil, volunta et consentiment dous metres deus mestiers de la dicta cita, czo est assaveir : Joheanin de Varey, Neymo de Nevro, drappiers; Stevenet de Preyssia, Audr.....; Bartholomeu de Molon, Piero dou Verney, espiciers; Guillaume Piquet, Jaquemin Lombart, merciers;..... Andrevet Cailli, pelletiers; Johan Bonnel, Poncet Chol, sauniers; Berner de Varey..... Prey.....; Bartholomeu Clerc, Monet de Montaron, taverniers; Peronin de Sant Raymbert, Bertholomeu Meliet, escoffiers; Piero Perroton, Piero Bouchan, panatiers ; Johan de Blaceu, Jaquemet Girout, chapuys; Guienet Sagretan, Guillermet Bellet,

tondeours et coduriers ; Johan Barral, Andreu Bechet, albergeours ; Piero Colin, Jaquemin Neyrout, meysselers ; Andrevet Berout, Jaquemet Vincent, pescheours ; Andreu Bonin, Piero de Banno, ferratier ; Jaquemet Alissandres, Jaquemet Clemenczon, potier et dorier, fant et ordenont conseilleurs de la dicta cita, deis lo jort de Chalendes qui sera l'an mil CCC sinquanta et VIII, jusqu'a cel jort de le chalendes qui serant l'an mil CCC L[ta] IX, czo assaveir : Johenet dou Nyevro, Gillet de Vignol, Jaquemet de Chapponnay, Johan de la Mura lo gran, Michelet Panczu, Matheu de Varey, Aynars de Villanova, Andrevon Bayllo ; Humbert de Varey, Andrevet Berout, Hugonin Rigaut, Johan de Sant Trivier, es quals li dict metres et puebles assemblas eyssi comme dit est, per els et per totz les autres de la dicta universita et communita, donnont plena puyssanci et especial commandement de ellos assemblar ensemblo, lay ou lour semblera bon, por conseillier, pourveir et ordenar ouz faiz et ous negocis del dit pueble, toutz les jours et toutes les hores que leur plaira, durant ledit termen, en non de la dicta universita ; et leur enjoingnent que il vinant toutz les vendros et les autres jourz que leur semblera bon et sera neccessairo ou proffeitablo, en la chapella de Sant Jaquemo ou alhours, lay ou voudrant, devers matin, et eyqui istent devers matin, aysi comme il est a costuma, et autres hores, eyssi conme les besoignes charran, por entendre, parlar et ruminar sur les faitz de la dicta universita, pourveyr, conseillier et ordenar communalment et singularment ous ditz habitanz feyalment et loyalment, sens prejudicio d'alcun, segont que les besoingnes requerront et il porrant bonament.

Item donnont ous ditz conseilleeurs ou a la mayour partia puissanci de demandar, recivre, deffendre por elos ou per aucuns, un ou pluseurs deputas ou deputa per la mayour partia de elos, que apartindra a la universita et qui leur sera deu, tant per lo temps passa comme per setuy an qui ores comense, por qualque causa que czo seit, et de quittar, comprometre, composar et fere acordies sur les faitz de la dicta universita, si comme bon leur semblera, et meis de fere imposicions, una ou pluseurs, per eles ou per celos que li mayour partia arie deputa, toutes les veis que leur semblera neccessaro por la dicta universita, entre les habitans de la dicta cita, en tal manieri et quantes veis comme leur semblera bon, expediens, neccessairo ou profectablo por la dicta universita, mais que czo seit dou consentiment et volunta de la mayour partia dous metres dous mestiers.

Item donent li ditz metres dous mestiers et puebles per elos et per totz les autres de la dicta cita et universita ous ditz conseilleours ou a la mayour partia d'yceux plan poeir de fere, substituir et constituir, avoy puissanci de substitution por la dicta cita et ou nom de la dicta universita, sindicos ou procureurs, un ou pluseurs, et deis a des fant procureurs les conseilleurs dessus nommas et chascun por lo tot, avoy puissanci de substituir, aplaideyer, demandar et requerir en totz jugemenz et for de jugement, et donar tot poeir que en jugement est necces-

saires, seit en cort de papa ou de rey et en autres, de demandar los hus, franchises et libertés de la dicta cita, et les povres genz de la dicta cita deffendre et emparar en leurs drez, especialment de totes injustices et oppressions, et a recovrar czo qui est encores dehu de les tailles vieylles ou noves ou autres impositions et deptes dehus ou commun, et de totes autres choses qui seront a fere, aplaideyer los faitz de la dicta universita et revocar celos et fere autros, totes feys et quantes feis leur semblera bon, et donar tant fort et tant grant poeir comme il voudrant a fere les dictes choses, tot ous despens communs.

Item volent et ordenont ou nom que dessus que li coffres, ou qual itet li granz seaus de la dicta cita, yteit ches Johannin de Varey, et de les clés gardeit la premieri Johanez dou Nievro, la secunda Jaquemez de Chapponay, la tierci Aynars de Villanova, la quarta Andrevons Buylez; et farant li conseilleur deus semaniers chascuna semana, yssi comme il est acostuma.

Item volent li diz puebles et mestres dous mestiers ou nom que dessus que se l'en fait tort a alcun povro citien ou autro, lo qual tort fust cogneissus per les diz conseilleurs et que tocheit lo dit commun, que li dit conseilleur lo puissant fere siegre et menar als despens communs, donche que y seit adreissia czo que tocharit lo fait comun. Et per czo que li choses seit mieux feiti et li menus puebles et autres susvenuz en leurs dreiz mieux que n'on ou temps passa, volont et ordenont li diz puebles et mestres dous mestiers ou nom que dessus que li dit conseilleur puyssent esliere dous ou treis convinables hommes, des meilleurs de la cita se poont, a salairo tal comme leur semblera bon sur lo commun, li qual serant tenu de menar a fin et metre a exeqution, ainssuit comme il porront bonament, tot czo que leur sera enjoint et commanda par les ditz conseilleurs sur les faitz de la dicta communita, et outra fere pluseurs petites besoingnes que sovent avignont, a les quales li dit conseilleur non poent alcuna feis vacar al at et al proffict dou dit commun, et serant apella li dessus ditz exequteur dou dit conseil, et serant tenu de venir al conseil quant li dit conseilleur les appellerant.

Item volont et ordenont li ditz puebles et mestres dous mestiers ou nom que dessus que li dit conseilleur elisant una bona persone por visitar sovent les portes, murs, terraux et autres clousures de la dicta cita, desay lo pont et delay, quant il sera convinablo, afin que les dictes portes, murs, terraux seyant sustenu als despens communs et en leur bon estat et non empiriez ni perdu par ruina ni par outro mal governement.

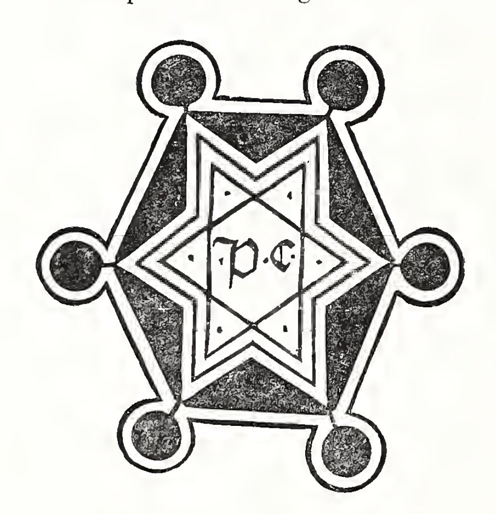
Item preyont et requieront li ditz puebles et metres dous mestiers ous conseilleurs qui ant yta deis chalendes passées juques a present, que il metant bona diligenci par lo plus tost que il porrant bonament apres ceta publication, coment li conseilleur ci dessus esleuz fassant lo sairement et pregnant la chargi a eaux, en tel manieri que la cita ne remanignet seins conseil et per deffaut de yceux ne prenet domage li dicta cita, citiens et habitans.

Item totes les feis que en setui present sentical parlet dous metres dous mestiers ou dous conseilleurs ay, est entendu que li mayeurs partia dous diz metres dous mestiers et conseilleurs puissant et deyvant fere tot czo que tuit li metre et conseilleur ja dit et poeir ayant li dit conseilleur de fere totz les faitz et negoces de la dicta cita et universita et tout ce que poont apertenir a bon et san etendement.

Et prometton li diz puebles en bona fey et sobz la obligation de leurs beins les choses dessus dictes attendre et tenir et contra non venir, et les choses dessus dictes et chascuna de ycelles fant et ordonent et estrablissont li ditz puebles et metres dous mestiers ou nom que dessus en la melleur maneri et forma que il poont et ant acostuma, seins prejudicio de quelque soveran, outra la maneri acostuma. Et volont et conseintent li ditz puebles et metros dous mestiers que de czo se fassant si bones et si fors lettres comen l'om porra, et non pas tant solament segont czo que est eissi escript, mais segont czo que puet estre li ententions de czo qui est ci escript, ou proffict de la dicta universita, seins freinti ou prejudicio de autruy.

Quibus litteris sic lectis, totus populus predictus ibidem existens, ad interrogationem dicti magistri Petri Girerdini, scienter et sponte predicta omnia et singula in dictis litteris ut supra lectis contenta voluit et concessit unanimiter et eisdem consentiit specialiter et expresse, nemine contradicente, excepto Johanne de Durchia de Portu, civi Lugdunensi, qui eisdem non consentiit, immo eisdem dissentiit et contradixit pro se et secum adhere volentibus in hac parte, ut dicebat. Item populus et universitas pro majori et saniori parte, in loco predicto, ut est dictum, congregati ad sonum campane predicte, sponte sua et ex certa sciencia, excepto dicto Johanne de Durchia, faciunt, constituunt, creant et ordinant consules dicte civitatis et universitatis superius nominatos, prout et per modum per quem in dicto folio papireo dictis sigillis sigillato continetur. Dantes et concedentes dicti populus et universitas prout supra, excepto dicto Johanne de Durchia, dictis consulibus superius nominatis et majori parti eorumdem plenam, generalem et liberam potestatem ac mandatum speciale in omnibus et per omnia ac per omnia sua capitula, prout et quemadmodum superius continetur et in dicto folio papireo est descriptum. Promittentes dicti populus et universitas, prout supra, excepto dicto Johanne de Durchia, bona fide prestita et sub obligatione et ypotheca rerum et bonorum dicte universitatis coram nobis notariis infrascriptis, tanquam publicis personis stipulantibus et recipientibus vice, nomine et ad opus omnium et singulorum quorum interest et intererit, et testibus infrascriptis, se ratum, gratum et firmum plenius et perpetuo habituros, facturos et soluturos quicquid per dictos consules factum, ordinatum, impositum et taxatum et alias fuerit ut superius est descriptum, et predicta omnia et singula superius descripta facere, tenere, attendere, complere ac inviolabiliter observare, et contra ea vel aliqua ex eis aliqualiter non facere vel venire, et hec omnibus quorum interest et

intererit volunt et mandant tenore presentium fieri manifesta. De quibus siquidem lectione, voluntate, concessione, consensu, promissione ac aliis omnibus et singulis supradictis petiit dictus magister Petrus Girerdini a nobis notariis publicis infrascriptis et per nos sibi ad opus dicte universitatis ac omnium aliorum et singulorum quorum interest et intererit ac interesse potest et poterit in futurum, dare et fieri cartam testimonialem seu publicum instrumentum, quod sibi concessimus, confecimusque, expedivimus et signavimus nos duo notarii infrascripti. Acta fuerunt Lugduni, in ecclesia predicta Sancti Nicecii, die, hora, indictione et pontificatu quibus supra, presentibus Humberto Hugonis et Johanne de Mura juniore, civibus Lugdunensibus, et pluribus aliis fidedignis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Actum et datum ut supra.



Ego vero Petrus Carpentarii de Breyssia, Lugdunensis diocesis clericus, publicus auctoritate imperiali notarius, premissis lectioni, voluntati, concessioni, consensui et promissioni ac aliis omnibus et singulis supradictis, dum sic agerentur, presens unacum notario publico infrascripto fui, presensque publicum instrumentum inde confeci, manu mea propria scripsi et in eo me subscripsi ac signum meum solitum una cum signo et subscriptione notarii publici infrascripti (1) apposui requisitus et rogatus.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon, BB. 367.*)

(1) La souscription et le seing du second notaire n'existent pas sur l'acte.

33

Conventions entre les commissaires délégués du consulat et du clergé de Lyon, et Jean de Remacin, maître de l'œuvre de St-Jean, et son associé, au sujet des réparations à faire aux fortifications de la ville.

30 Janvier 1359.

REGIS et curie Lugdunensis fiant bone et firme littere quod venerabiles viri domini Johannes de Talaru, canonicus et custos ecclesie Sancti Johannis, Petrus de Viris, canonicus et magister chori ecclesie Sancti Justi, Aynardus de Villanova et Johannes de Neyvro, cives Lugdunenses, deputati generales commissarii pro et super reparatione facienda clausurarum et murorum civitatis pro et nomine universitatis Lugdunensis et operis virtute commissionis, ex una parte, et magister Johannes de Remacin, magister operis ecclesie Lugdunensis, et Guillelmus Marsat, cives Lugdunenses, lathomi socii in hac parte, etiam pro se, ex altera, in presencia notarii et testium infrascriptorum personaliter constituti, inter se ad invicem faciunt dictis nominibus et simul inhiunt et contraunt facta, conventiones et pacta que sequntur, videlicet quod dicti domini commissarii tradunt et prefati socii pro se accipiunt et se astringunt ad murandum et reparandum in locis neccessariis omnes muros, clausuras dicte civitatis inferius designatos, que computari poterunt per teysias murorum predictorum, incipiendo videlicet a porta Sancti Yrenei usque ad poterlam de supra servam castri Petrescisse, tam in altitudine et spissitudine quam et permitate, tam in crenellis alte et basse quam alibi, desinendo locum sive loca non apta et non secura aut ruynam minantia, et ipsa loca reedifficando et reparando et faciendo bene, rite, legaliter et fideliter tam dictos muros quam et croctas novas et veteres, et omnia alia circa hec faciendum et reparandum, que in talibus muris et clausuris pro deffensione civitatis pertinent, de tali et consimili grossitudine et fortitudine quam ostendit et demonstrat opus jam factum, inceptum seu fondatum in eisdem. Et est actum etiam quod dicti socii debent reddere, facere et computare quamlibet teysiam dictorum murorum in et de spissitudine et grossitudine quatuor pedum et ad teysiam seu mensuram teysie Sancti Georgii. Et pro qualibet teysia Sancti Georgii in spissitudine et grossitudine quatuor pedum tam alte quam et basse, ut est dictum, prefati socii habebunt et habere debent a dictis dominis ex pacto inter ipsos, tam ratione operis, pene et laboris ipsorum, quam et pro charreya aque,

lapidum et arene et pro adducendo in loco operis predicti aquam, lapides et arenam, videlicet pretium, quod justum reputant et legale, octo florenorum auri boni et fini, justi et legitimi ponderis. Item actum est etiam quod dicti socii habebunt facere et facient in grossitudine, spissitudine vel premitate dicti operis ipsorum reduci debeat et reducatur computando per teysias ad spissitudinem quatuor pedum, et quod dicti socii solvantur secundum magis aut minus ad computum, taxationem et esgardum proborum virorum in talibus expertorum.

Item est actum etiam quod dicti socii muros novos faciendos per ipsos et reparationes debent et tenentur imbochiare intus et extra, omniaque foramina seu furnus in eis existentes remurare et etiam reparare. — Item actum est etiam quod in faciendo taxationem vel extimationem dicti operis dicti domini debent computare dictis sociis infra dictum opus suum de vacuo et muro pinsonna et vacuum, ut puta hostia, fenestras, crenellos et consimilia, includere in teysiis murorum taxandorum, secundum magis aut minus, prout incombit et prout in talibus est fieri consuetum. — Item actum est etiam quod dicti domini debent facere ministrari et tradere dictis sociis calcem eis neccessariam in loco operis ubi publicabitur faciendo morterium sumptibus communitatis, nec non lapides, arenam et aquam etiam in proprio loco ubi capientur, et dicti socii teneantur et debeant dictas lapides et arenam et aquam adducere et facere adduci et charreyare ad dictum opus propriis sumptibus ipsorum sociorum supradicto pretio octo florenorum pro qualibet teysia. — Item actum est quod dicti socii debent suis sumptibus facere ministrare et ponere eterias eis necessarias et leyourias, scalas et omnia sibi ad hec necessaria. — Item actum est quod si in aliquo loco murorum est neccessarium refficere fundamentum seu pyeson, predicti socii debent profundare et concavare terram bene et sufficienter, prout erit necesse, secundum opus et pondus, suis sumptibus, necnon et deliberare plateas operis necessarias, ut exinde lapides, que reperientur, implicare valeant in opere antedicto; quod quidem opus facere debent dicti socii bene et profunde, prout in talibus clausuris civitatis pertinet et contingit, propriis ipsorum sumptibus sub pretio supradicto. — Item actum est quod dicti socii debent et tenentur incipere et facere operari in faciendo preparationes et suos atraiz de rebus sibi neccessariis ad dictum opus hinc et infra diem lune proximam, et dictum opus continuare sine intermissione temporis et facere et operari bene et fortiter, ad eo quod ipsi valeant et possint murare in duobus locis ad et cum quatuor maczonibus bonis operariis in quolibet dictorum duorum locorum una etiam cum servitoribus ipsorum et manovris neccessariis infra decimam quintam diem proximi mensis Februarii, necnon et dictum opus facere et continuare bene, fortiter et legaliter sine cessatione aliqua, dum tamen eis pecunia premissa tradetur, donec et quousque dictum opus bene et perfecte fuerit completum et perfectum in quantum ipsos tanget. — Item actum est quod dicti domini prefatis sociis debent tradere pecuniam faciendo dictum opus, ad eo

quod propter deffectum pecunie negocium dicti operis non valeat aliqualiter dilatare, ad et secundum pretium superius declaratum. — Item actum est quod modice reparationes dictorum murorum, que in teysiis et predicta taschia comprehendi non possent neque debent, remanebunt ad manum dictorum dominorum ab alia parte. Promittentes dicti socii per juramenta sua prestita et sub obligatione bonorum suorum et cujuslibet eorumdem, notario stipulante, etc., predicta omnia superius declarata per se facere, complere et etiam attendere cum effectu, et sine deffectu quocumque, etc., nec dictum opus dimittere pro alio quocunque, nisi in casu supradicto, nisi videlicet pecunia eisdem, secundum ratam negocii et temporis, sibi non traderetur, ut est dictum, etc.; supponentes, etc , volentes compelli; renunciantes, etc. Et dicti domini promittunt bona fide dictis sociis, etc., attendere supra eis promissa, etc.; et fiant plenum, etc. Actum et datum in camera consilii domus archiepiscopalis Lugdunensis, presentibus Johanne Collaceti, clerico et notario, et Johanne Tonduti de Virix, testibus rogatis, die penultima Januarii, anno Domini accurentis M° CCC° L° octavo. — *P. de Rothon.* — Ita est per copiam, *Fran. Humberti.*

(*Archives de la ville de Lyon, registre CC., 89, f. 29-31.*)

34

Lettres du roi Charles V enjoignant aux consuls de Lyon de prêter, lors de leur installation, le serment accoutumé.

10 Décembre 1368.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Sancti Gengulphi aut ejus locumtenenti salutem. Pro parte dilectorum nostrorum civium et habitantium ville Lugduni supra Rodanum nobis extitit expositum graviter conquerendo quod, cum ipsi habeant et habere consueverint in dicta villa certos consules, qui anno quolibet in dicto statu seu officio consulatus per dictos conquerentes instituuntur et etiam eliguntur pro facto rei publice causarumque et negociorum dicte ville regiminibus exequendis et omnibus supportandis, iidemque consules, dum noviter sunt creati, de predictis regiminibus et negotiis, suo

tempore durante, debite et etiam fideliter exercendis tenentur prestare solitum et debitum juramentum, nichilominus iidem consules, aut eorum aliqui, prefatum juramentum modo debito et etiam consueto facere in nova creatione eorum renuerunt et recusarunt, et de die in diem renuunt et recusant contra libertates, statuta et ordinationes in dicta villa hactenus observatas, temere et indebite veniendo in eorumdem conquerentium grande prejudicium, prout asserunt, et gravamen. Quocirca, a nobis implorato presidio, tibi mandamus, et quia dicti conquerentes et dicta villa in tua baillivia situantur, committimus quatinus prefatos consules in dicto casu ad prestandum dictum juramentum modo et forma consuetis, quotiens casus exegerit, decetero viriliter compellas aut compelli facias, omnibus viis et juris remediis quibus fieri poterit et debebit, adeo quod in tui deffectum dicti conquerentes ad nos seu nostram curiam propter hoc non redeant querulosi, quoniam sic fieri volumus et dictis conquerentibus concessimus et etiam concedimus, si sit opus, de gratia speciali per presentes, litteris subrepticiis in contrarium impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, decima die Decembris, anno Domini millesimo CCC° sexagesimo octavo regnique nostri quinto.

In requestis hospicii :

J. de Remis.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon, B. B. 379.*)

35

Lettres du roi Charles VI pour contraindre Jean Clairvaux et Pierre du Pré à tenir l'engagement qu'ils avaient pris de construire une tour et une horloge sur le pont de Saône, à Lyon.

12 Novembre 1381.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi vel ejus locumtenenti salutem. Dilecti nostri consules et habitantes ville Lugduni nobis significare curarunt quod Johannes Clarevallis, civis Lugdunensis, et Petrus de Prato concorditer et unanimiter, ad utilitatem rei publice ville Lugdunensis et patrie circumvicine, coram notario publico et pluribus

testibus fidedignis, promiserunt construere seu construi facere in civitate Lugdunensi, supra pontem Sagone, quamdam turrim et de super eam unum horologium, prout et quemadmodum edificate sunt Parisius turris et horologium desuper existens, prout per instrumentum publicum super hoc confectum et alias liquidius dicitur apparere ; verumtamen dicti Johannes et Petrus premissa facere recusarunt et recusant indebite et injuste in dampnum et prejudicium non modicum rei publice dicte ville, sicut dicunt significantes, a nobis gratiosum super hoc remedium implorando. Quocirca nos, his attentis, negocia rei publice breviter expediri volentes, vobis, in cujus baillivia seu ressorto dicte partes morari dicuntur, mandamus, si opus sit, committendo quatinus prefatis Johanni et Petro, quantum eorum quemlibet tangit, ex parte nostra et sub certis magnis penis nobis applicandis, precipiatis et injungatis, seu precipi et injungi faciatis, ut dictam turrim et horologium faciant seu fieri faciant indilate, ipsos, prout per dictum instrumentum de quo vobis liquebit et alias debite ad hoc teneri noveritis, debite compellendo seu faciendo sine mora compelli ; et in casu oppositionis, partibus vocatis et auditis, summarie et de plano sine strepitu et figura judicii, exhibeatis super hoc celeris justicie complementum, quod significantibus predictis de gratia concedimus speciali, litteris subrepticiis impetratis vel impetrandis in contrarium non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, XII die novembris, anno Domini millesimo CCC° octogesimo primo, et regni nostri secundo.

In requestis hospicii : J. de Caritate.

(Et sur la queue du parchemin où était attaché le sceau :) R. de Durefort.

(Original. Archives de la ville de Lyon, série DD.)

36

Lettres du roi Charles VI autorisant un impôt à lever sur les habitants de Lyon pour la construction d'une tour et d'une horloge sur le pont de Saône.

20 Août 1386.

CHARLES, par la grace de Dieu roy de France, au bailli de Mascon ou a son lieutenant a Lyon salut. A l'umble supplication de pluseurs habitans de la ville de Lion contenant que, combien que la plus saine partie d'icelle ville ait esté d'accort que, aux despens des habitans d'icelle ville, une

tour soit faite, et sur la dite tour un reloge sur une des piles du pont de la riviere de Sone, qui est aussi que ou au milieu de la dite ville, et que desja il ait esté marchandé de faire la dicte tour pour la somme de huit cens frans d'or, et que il soit advisié que le surplus se pourra faire pour moins de mil frans ou environ, neantmoins aucuns autres habitans d'icelle ville sont refusans et contredisans de contribuer a faire la dicte tour et reloge, pourquoy ledit reloge ne pourroit estre fait se il n'y estoit pourveu de remede, nous vous mandons et commandons en commettant, se mestier est, que ou cas dessusdit, vous, par le advis et deliberacion de trois ou de quatre personnes des plus souffisantes et plus expertes de la dite ville, imposez ou faites imposer a chascun desdiz habitans telle somme, comme bon vous semblera, eu regart a leurs facultez, pour l'acomplissement de la dite tour et reloge et pour convertir en yceli, en contraignant ou faisant contraindre, se mestier est, chascun d'eulx par prise, vendue et explectation de ses biens, a paier ce que ainsi imposé lui aura esté, car ainsi le voulons nous estre fait et l'avons octroié et octroions par ces presentes, non obstans oppositions et appellations frivoles et lettres subreptices a ce contraires. Donné à Paris, le XX[e] jour d'Aoust l'an de grace mil CCC quatre vins et six, et de notre regne le sixiesme.

(*Original. — Archives de la ville de Lyon, série DD.*)

37

Lettres du roi Charles VI dispensant les citoyens de Lyon, de fournir l'ameublement des commmissaires royaux venant en l'hôtel de Roanne.

29 Janvier 1393.

KAROLUS, Dei gratia Francorum rex, baillivo Matisconensi et senescalo Lugdunensi, aut ejus locum tenenti in Lugduno, salutem. Pro parte dilectorum nostrorum consulum et habitantium ville Lugduni nobis expositum extitit conquerendo, quod consiliarii et commissarii nostri ad partes illas accedentes, cum ad villam Lugduni declinant et in domo nostra Rodanne in dicta villa situata hospitantur, lectos, pannos mapas et tabulas et alia domus ustensilia capi et ad dictam domum nostram portari ibique ea deti-

nent seu detineri faciunt, quandiu eos in dicta domo cotingit interesse, absque salario seu satisfactione aliquali, quamvis de genere nostro non existant nec alias officia nostra exerceant saltim talia, que prisam vel aliud tale privilegium habeant, vosque ad ipsorum consiliariorum seu commissariorum nostrorum mandata et commissiones concessistis et conceditis quasi omni die novum onus eisdem imponendo indedite et injuste, et in ipsorum consulum et habitantium grave dampnum et prejudicium, sicut dicunt, supplicantes eis per nos super hoc de opportuno remedio provideri. Quapropter nos, subditos nostros a novis oneribus et oppressionibus indebitis servare volentes, vobis precipimus et mandamus quatinus ipsos consules et habitantes Lugduni ad tradendum et deliberandum dicti consiliariis et commissariis nostris aut aliis quibuscunque, qui de sanguine nostro nont erunt, aut prisam non habebunt, nullathenus compellatis aut compelli faciatis vel permittatis, sed eos ab hoc quittos et imunes teneatis, facta, si que sint in contrarium, revocando, et, partibus super hoc auditis, bonum et breve complementum justicie ministrando, litteris subrepticiis ad hoc contrariis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, die XXIX^{a} Januarii, anno Domini millesimo CCC^{mo} nonagesimo secundo, et regni nostri XII^{mo}.

Per regem ad relationem consilii, *Freron.*

(*Original. — Archives de la ville de Lyon, AA 4.*)

38

Procès-verbal de visite de l'état des travaux du Pont du Rhône.

21 Décembre 1396.

NOS Hugo Fortis de Edua, tenens sigillum commune regium in baillivia Matisconensi constitutum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum die lune ultimo preterita, XVIII mensis Decembris, anno Domini millesimo CCC^{mo} nonagesimo sexto, vir nobilis et potens dominus Karados des Quesnes, dominus Sarresviller, miles, cambellanus domini nostri regis ejusque baillivus Matisconensis et senescallus Lugdunensis, in camera consilii regii domus Rodanne Lugduni existens, audita supplicatione

et requesta consulum ac scabinorum civitatis Lugdunensis et procuratoris ipsorum nomine universitatis dicte ville, ac etiam discreti viri procuratoris regii civitatis et senescallie Lugdunensis ad opus publicum, continente quod edifficia nova facta in ponte Rodanni dicte ville, defectu perfectionis dictorum edifficiorum, et nedum ipsa nova edifficia sed etiam pons vetus, etiam deffectu reparationis, sunt in via corruendi in ruinam, nisi ad hoc obvietur, petentes ordinari quod inventarium fiat de materia tam lapidum quam nemoris et alterius materie, que superesse potest parata ad opus fabrice dicti pontis, et fieri informationes per expertos de statu et modo in quo dictus pons vetus et alia nova edifficia consistunt de presenti, ad finem quod locis et temporibus valeant de hoc edocere. Cumque vir providus Aynardus de Villa Nova, civis Lugdunensis, qui regimem et administrationem operis et emolumentorum dicti pontis habuit usque huc, in presentia dicti domini baillivi et consulum predictorum, in camera supradicta, dicta die lune, de dictis regimine, administratione ac onere hujusmodi se destituerit et exoneraverit, prout in acto super hoc facto dicitur contineri, prefatus, inquam, dominus baillivus senescallus, instantibus quibus supra, ordinaverit fieri inventarium de omni materia que consistit et superest ad presens pro opere dicti pontis, necnon et informationes de statu et forma dicti pontis, edifficiorium novorum et circonstancium quarumcunque ; quam quidem ordinationem exequendo subsequenter in presentia Thome Rossignol, clerici, auctoritate regia notarii regii publici, requisiti ad interessendum in executione contentorum in dicta ordinatione et testium subscriptorum processum extitit ut sequitur. — Et primo die Martis, XIX dicti mensis Decembris, anno quo supra, Hugonetus Bruneti, serviens regius, retulit coram dicto notario regio quod ipse serviens de mandato domini locum tenentis prefati domini baillivi dixit et notificavit prefato Aynardo quod ipse, die jovis proxima, hora nona, intersit presens ad faciendum inventarium et informationes de quibus supra fit mentio, ipsum ad dictam diem, locum et actus adjornando. Qui Aynardus respondens dixit dicto servienti quod illuc per se vel per alium non ibit seu mittet, nam consultus erat qualiter circa hec procedere debebat. Consequenter, die jovis ante Nativitatem Domini, XXI mensis Decembris, anno quo supra Domini millesimo CCC^{mo} nonagesimo sexto, instantibus et ad hoc presentibus discretis viris prefatis magistris Stephano Boillati, procuratore regio civitatis et senescallie Lugdunensis nomine et ad opus publicum, et Guillermo de Cuysello, procuratore consulum et universitatis predicte, presentibus etiam honorabilibus viris Humberto de Varey, Johanne de Nevro, Michael Cheneverii, Humberto Gonterii, Petro Thomassini, consulibus dicte civitatis factum infrascriptum prosequentibus, etiam in presencia notarii regii infrascripti necnon domini Anthonii de Cruce, presbiteri, Micheleti Chavence et Bertholomei Lamberti pluriumque aliorum testium ad infrascripta astantium, discreti viri magistri Jacobus de Bellijoco, Petrus Castri Veteris, Girardus de Cuysello alias le masson, et Johannes Vachon, lathomi et

jurati operum ville Lugdunensis, electi ex parte consulum predictorum ad visitandum tam antiqum quam novum pontem predictos, qui presertim pons novus continens octo arcus nundum copertos vel perfectos, licet sint quinque vel sec anni quod dicti octo arcus dicti pontis novi fuerint constructi et elevati, nullo alio complemento in eis facto, unde deffectu hujus quod remanserunt et adhuc sunt incoperti, magno subjacent periculo corruendi in ruynam; etiam pons antiquus, tam propter sui vetustatem quam concavationem et fortitudinem dicti fluminis et deffectu reparationis necessarie, evidenter eminet in ruinam subcombere, personaliter accesserunt ad dictum pontem pro ipsius visitatione. Quibus juratis superius nominatis existentibus et constitutis ante dictum pontem juxta logiam ipsius, et requisiti cum instantia per dictum procucuratorem regium, in quantum eum tangere potest pro bono publico, et procuratorem dictorum consulum et universitatis Lugdusensis fieri visitationem de dicto ponte, tam de antiquo quam de novo, et deinde, facta visitatione, refferre statum ejusdem et que reparationes sunt necessarie et qualia dampna potuerunt incurrere deffectu hujus quod dictum opus novum dicti pontis remansit incopertum et incompletum, et simili modo de ponte antiquo deffectu hujus quod non fuit reparatus tempore preterito et opportuno etiam et refferre ac extimare, que et qualis quantitas materie tam lapidum, maierie cordarum, quam alterius cujuscunque materie de presenti existat et apparet parata pro opere dicti pontis, ad finem quod de hiis omnibus possit veritas apparere et super hoc providere, prout melius videbitur faciendum. Dicti vero magistri et jurati operum dicte ville juramenta prestiterunt ad sancta Dei euvangelia de refferenda veritate super premissis; et deinde, prestito, ut est dictum, juramento, visoque et examinato dicto ponte, tam antiquo quam novo, et opere eorundem, et habito super hoc inter ipsos pleno et maturo consilio, retulerunt et refferunt unanimiter ut sequitur: — Primo, in quantum tangit pontem antiqum, quod circa unus annus potest esse lapsus quod ipsi visitaverunt duos arcus ex dicto ponte antiquo, videlicet quartum et quintum, et quod, tempore visitationis, pile et fundationes dictorum arcuum multum erant concavate propter gravem fluminis discursum, et quod reparationes necessarie tunc temporis fieri potuissent pro octies viginti libris turonensium, quod ad presens pro tanto non fierent, cum durante uno anno majus dampnum et inconveniens potuit evenire. Refferunt etiam quod in primo arcu dicti pontis antiqui, a parte capelle, dicitur esse magna et sumptuosa reparatio neccessaria, licet eam videre non potuerunt, et sic, quo ad hoc, bono modo non possent de veritate reffere extimationem reparationis neccessarie in dicto ponte antico. — Item, et quo ad pontem novum, dicunt et refferunt quod maximum dampnum fuit et est ni eo, quod dictus pons remansit sine copertura, quoniam prevaluisset tantum minus fecisse de opere dicti pontis et quod illud fuisset coopertum et completum prout decet, verum quia lapis cujus est dictus pons novus est talis nature quod, nisi sit copertus

ad eo quod aqua eam attingere non valeat, idem de sui natura conglutinat et exinde putrefacit, et sic est in proposito hujusmodi quod dictus pons novus, qui sine copertura existit, aquis pluvialibus, prout evidenter apparet, distillantibus, juncturas lapidum ipsius pontis deffectu coperture perforando, consumitur et fortius poterit consumi, et super hoc majus dampnum sequi, nisi breviter provideatur; tamen ad presens, sine meliori deliberatione et indagine, non possent ac scirent extimare dampnum proventum et secutum deffectu hujus quod dictus pons novus fuit et ad huc est sine perfectione et copertura. — Item refferunt etiam, omnibus quod superius nominatis et quibuscumque hoc videntibus ac videre volentibus quod postremus pons, a parte domus Guilloterie, in una pila ejusdem est concavatus, sic quod omnino vergit ad ruinam. — Item, et quo ad lapides, maeriam, cordas et ad aliam materiam que superest et apparet parata pro dicto opere, non possent veram extimationem facere vel inventarium, cum plures lapides possunt esse asconsi et coperti in terra circum circa dictum pontem, donec super hoc plenius adviderint, petentes aliam dilationem ad refferendum pleniorem relationem de omnibus premissis, et interim latius premissa et alia opus dicti pontis tangentia visitabunt; quibus fuit assignata dies crastina Circoncisionis Domini proxime ventura. Actum et datum anno, diebus et presentibus quibus supra. In cujus rei testimonium sigillum commune regium predictum litteris presentibus duximus apponendum.

Actum fuit, ut superius continetur, in presentia mei : *T. Rossignol.*

(*Expédition originale. — Archives de la ville de Lyon.*)



TABLES

TABLE

DES

DOCUMENTS INSÉRÉS DANS LE CARTULAIRE

Suivant l'ordre des Manuscrits et dans l'Appendice

Ce sont les rebriches du livre des previleges de la cité et habitanz de Lyon

ET PREMEREMENT CIL DES SAINZ PERES LES PAPES

S'ENSEGUNT CI APRES CIL DE NOTRE SEIGNOUR LE ROY DE FRANCE :

CI S'ENSEGUENT CIL DES ARCEVESQUES ET DE PLUSEURS AUTRES JUSTICIERS :

Ce sont les rebriches du quart livre des privileges et usages de la université de la cité de Lyon, qui a esté ordenez apres ce que li III premier livre furent en I volume compilé :

APPENDICE

TABLE

DES

NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

Y

ERRATA

Page	31,	ligne	20 ;	au lieu de	*nonagesmino*, lisez : *nonagesimo.*
—	88,	—	21 ;	—	*li Ryos,* lisez : *li Roys.*
—	95,	—	12 ;	—	*regocia*, lisez : *negocia.*
—	125,	—	19 ;	—	*1304,* lisez : *1354.*
—	162,	—	5 ;	—	*1306,* lisez : *1356.*
—	376,	—	13 ;	—	*voluerit*, lisez : *noluerit.*
—	446,	—	3 ;	—	*Philippe-le-Bel,* lisez : *Philippe-le-Long.*

TABLE DES GRAVURES

66*



Commencé d'imprimer le 1er juin 1876

et achevé le 12 décembre de la même année

par MOUGIN-RUSAND, à Lyon.

